

SOCIÉTÉS DE CAPITAUX EN RUSSIE IMPÉRIALE

ET

EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 9 Janvier 1934

PAR

KRIMMER Alexandre

né à Gross-Liebenthal, le 18 octobre 1894

JURY	{	MM. GAFFIOT.....	<i>Président.</i>
		BIENVENUE.....	{ <i>Suffragants.</i>
		CHAUVEAU.....	



TUNIS

IMPRIMERIE J. ALOCCIO, 6, RUE D'ITALIE

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549015_0004

SOCIÉTÉS DE CAPITAUX EN RUSSIE IMPÉRIALE

ET

EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 9 Janvier 1934

PAR

KRIMMER Alexandre

né à Gross-Liebethal, le 18 octobre 1894

JURY	{	MM. GAFFIOT.....	{	<i>Président.</i>
		BIENVENÛE		<i>Suffragants.</i>
		CHAUVEAU.		



TUNIS

IMPRIMERIE J. ALOCCIO, 6, RUE D'ITALIE

1934

SOCIÉTÉS DE CAPITALAUX
EN RUSSIE IMPÉRIALE
EN RUSSIE SOVIÉTIQUE



UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. THOMAS, *, I. 0....	Doyen, Professeur de Droit romain.
PELTIER, *, I. 0....	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MALLARMÉ, I. 0.....	Professeur de Droit administratif, en congé.
MILLIOT, I. 0.....	Professeur de Droit musulman.
BIENVENÛE, 0.....	Professeur de Droit public.
CHAUVEAU.....	Professeur de Droit commercial.
GAFFIOT.....	Professeur d'Economie politique.
STÉFANI.....	Professeur de Droit civil.
FRÉJAVILLE.....	Professeur de Droit civil.
VIARD.....	Professeur de Pandectes.
BRETON.....	Professeur de Droit civil.
BERGER-VACHON.....	Professeur de Droit criminel.
CHARLIER.....	Agrégé.
BOUSQUET.....	Agrégé.
FAÛRE DE CÉRIS, I. 0	Chargé des fonctions d'agrégé.
DELVOLÉ.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
GÉRARD, I. 0.....	Professeur honoraire.
TESTAUD, I. 0.....	Professeur honoraire.

JURY DE LA THÈSE :

MM. GAFFIOT.....	Président.
BIENVENÛE.....	Suffragants.
CHAUVEAU.....	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA FEMME

INTRODUCTION

DE LA SOCIÉTÉ ANONYME

SECTION PREMIÈRE

NOTION DE LA SOCIÉTÉ ANONYME

1. — Le Droit Romain a connu la division des associations privées en deux types bien tranchés : *societas*, résultat d'un contrat strictement personnel entre deux ou plusieurs personnes, et *universitas* ou personne juridique, formant un sujet de droit, distinct de la personnalité des associés ⁽¹⁾.

Les juristes romains s'intéressaient au premier chef à la définition du sujet de droit, un des pivots de tout leur système. Si on s'attache à ce point de vue, une telle division subsiste dans son intégrité : *tertium non datur*. — Ou bien l'accord des parties crée une personne juridique nouvelle, ou bien il ne la crée pas.

Mais lorsqu'il s'agit d'établir une classification des groupements économiques modernes, prenant une part si large dans la production, les échanges et la répartition des biens, la division classique se révèle aussi étroite que rigide.

Elle est étroite parce que, en prenant pour base la définition du sujet de droit, elle fait abstraction de caractères aussi importants d'une société que les relations des associés entre eux et leurs rapports avec la société et avec les tiers.

Elle apparaît rigide parce que la structure juridique des sociétés a subi, à travers les siècles, une évolution complexe, corollaire de celle qui s'est produite dans la vie économique de l'humanité depuis les Romains. Actuellement cette évolution aboutit à un cadre qui admet toute une gamme de nuances. La combinaison de divers caractères juridiques dépend de la volonté des associés, ainsi que du but

(1) F. GIRARD, *Manuel Élémentaire de Droit Romain*, Paris, 1929, Livres III, IV, titre I, chap. II, page 613, et livre II, chap. VI, pages 255 à 259.

E. PETIT, *Traité Élémentaire de Droit Romain*, 9^e édition, Paris, 1925, page 161, n° 136, et page 406, n° 384 en renvoi.

poursuivi par l'entreprise commune. Le Droit Positif ne vient en aide aux initiatives privées qu'en soumettant à leur choix quelques types d'organisation, élaborés par l'économie capitaliste dans son développement historique. La Société Anonyme entre autres.

2. — Le rôle, sans cesse accru, des sociétés anonymes dans l'économie du XIX^e et du XX^e siècles, semble démontrer que cette forme est bien appropriée aux exigences de l'évolution capitaliste.

Très sensible, comme nous allons le voir, au jeu des facteurs complexes, dont elle reflète l'influence, la sociétés anonyme est une institution juridique en voie de développement continu. Les caractères de fixité et d'immutabilité lui sont donc foncièrement étrangers.

Sans attacher ces caractères aux sociétés anonymes, telles qu'elles existent et fonctionnent actuellement, nous croyons nécessaire, cependant, d'en dégager les éléments essentiels. Les innovations de la législation et de la pratique soviétique, s'il y en a, pourront ainsi être appréciées à l'aide d'un critérium précis.

3. — Le Code de Commerce français ne contient pas de définition de la Société par actions. La loi belge de 1873 (art. 26) la définit comme Société « dans laquelle les associés n'engagent qu'une mise déterminée ».

Le Code de Commerce italien (art. 76, alinéa 4) ajoute que « les engagements sociaux sont garantis seulement jusqu'à concurrence d'un capital déterminé », — adjonction malheureuse puisque la responsabilité d'une Société anonyme s'étend à tous ses biens sans être circonscrite à son capital social.

Quant à l'ancienne codification russe, en vigueur au moment de la révolution bolchéviste, elle contenait (volume X, 1^{re} partie, Code des Lois Civiles) deux définitions des sociétés par actions, partant de deux points de vue différents.

L'article 2131 du Code des Lois Civiles déclarait que les Sociétés par actions « *se composent de plusieurs personnes, unissant en un ensemble les sommes d'une grandeur déterminée, dont un certain nombre forme le capital social* ».

Le caractère propre d'une société par actions est donc d'être une organisation composée de membres ayant, comme tels, certains droits. Ce n'est pas une fondation.

L'article 2.139 du Code en question s'exprimait d'une manière différente : « Une compagnie par actions *se compose par la réunion d'un nombre déterminé de dépôts privés*, d'une grandeur précise et uniforme, en un capital social commun. La sphère d'action et de responsabilité de chacune de ces compagnies est limitée par ce capital social ».

4. — Cette définition prête à critique. On a indiqué plus d'une fois dans la littérature commercialiste russe que le terme « dépôts » appliqué aux mises des actionnaires n'est pas exact; que les qualificatifs « privés » et « commun » sont superflus; que les limites tracées par la loi sont erronées : les sociétés anonymes élargissent singulièrement leur sphère d'action, en faisant appel au crédit et répondent de leurs engagements sur tout leur patrimoine et non seulement à concurrence du capital social.

Mais quelles que soient les imperfections de sa rédaction, l'article précité a, du moins, l'avantage de mettre en relief un trait important de la structure des sociétés par actions, — le fait d'être avant tout une forme capitaliste de l'entreprise.

D'autre part, on ne peut pas, selon nous, reprocher aux textes en question de confondre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux. Bien au contraire, il semble résulter de leur rapprochement que les codificateurs russes ne sont pas restés insensibles à l'élément artificiel de cette division classique.

On a raison sans doute de souligner le rôle primordial du capital dans les sociétés par actions, de les appeler « anonymes », en insistant ainsi sur le caractère instable et changeant de l'ensemble des actionnaires; de dire couramment que dans les assemblées générales « le capital est représenté », « le capital vote », etc...

5. — *L'intuitus personæ* — la considération de la personne, n'est pas bannie des sociétés de capitaux. Elle y prend seulement des formes particulières.

Dans une société en formation les fondateurs se réunissent et se groupent, non pas tant en vertu du fait de posséder un capital déterminé (ce dernier est fourni dans la majorité des cas par le public), qu'à cause de leurs compétences et des services qu'ils peuvent rendre à l'œuvre commune.

D'autre part, dans les Sociétés déjà existantes et fonctionnant, la formation des organes de l'Administration et du Contrôle n'est pas soumise à la simple loi du nombre d'actions possédés par le candidat. L'*intuitus personæ* intervient dans cette opération, si importante pour la vie sociale, sous une forme différente cependant de celle qu'on est habitué à trouver dans les sociétés de personnes. C'est surtout l'*intuitus* du groupe financier ou industriel représenté par tel ou tel individu. Les dirigeants de la Société comptent sur l'appui du groupe et mettent à sa disposition un certain nombre de sièges dans le Conseil d'Administration.

La diffusion actuelle des actions à vote plural découle, en dernière analyse, de la même raison : Dans les sociétés dites « de capitaux », la pratique cherche un moyen de favoriser un groupement de personnes déterminé. Le vote plural permet aux Conseils d'Administration une mainmise sur les affaires sociales, non justifiée par l'importance des capitaux engagés.

Ajoutons que la tendance de prendre en considération la personnalité de l'actionnaire se manifeste aussi dans certaines législations en vigueur, qui infligent un traitement de défaveur aux plus forts actionnaires et cherchent à protéger les petits, en leur conférant un véritable privilège de vote. Ainsi, le Code de Commerce Italien (article 157) réduit le droit de vote au cinquième au delà de 100 actions; la loi belge de 1873 (article 61 in fine) dispose que « nul ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie du nombre des actions émises ou les deux cinquièmes des actions pour lesquelles il est pris part au vote »; le Code fédéral suisse contient une règle analogue (article 640 in fine) : « En aucun cas, un seul actionnaire ne peut réunir entre ses mains plus du cinquième des droits de vote qui se trouvent représentés dans l'assemblée générale ». Dans d'autres pays, les statuts d'un grand nombre de sociétés limitent le nombre de voix que peut réunir un actionnaire, ou établissent un droit de vote décroissant. A travers l'anonymat de l'action, les actionnaires sont divisés en groupes, dont les droits ne sont pas uniformes.

On allègue quelquefois que la mort d'un associé, sa déconfiture, faillite ou liquidation judiciaire, son interdiction légale ou judiciaire, ne provoquent pas la dissolution d'une société anonyme, parce que

l'intuitus personæ fait défaut dans cette forme d'association ⁽¹⁾. L'application des causes de dissolution énumérées ci-dessus aux sociétés de personnes est donc considérée comme un de leurs traits distinctifs.

La distinction ainsi établie nous semble trop hâtive, la particularité remarquée se prêtant à d'autres explications.

Ainsi, M. Wahl constate que, conformément à l'article 54 de la loi française de 1867 sur les sociétés, « par dérogation au droit commun, même si les sociétés à capital variable sont des sociétés de personnes (en nom collectif, en commandite simple), la mort, la retraite, la faillite d'un associé ne les dissout que si les statuts le disent formellement ». Le distingué auteur ajoute : « cela était forcé, en raison du grand nombre des associés » ⁽²⁾.

Il nous semble évident que cette considération garde toute sa valeur pour les sociétés anonymes. Les actionnaires constituant normalement un corps nombreux, cette forme d'association est régie, en droit, par des règles auxquelles aboutit, en fait, d'après Wahl, « le développement des grandes sociétés de personnes »... Pour celles-ci aussi, « il est extrêmement rare que les statuts ne prévoient pas le maintien de la société en cas de mort d'un associé » ⁽³⁾.

Enfin, dans tous les pays, le Droit Positif laisse, nécessairement, un champ très vaste à la libre initiative des organes d'une société anonyme. C'est à eux, somme toute, qu'il appartient de remplir d'un contenu concret les cadres tracés par la loi. La valeur personnelle des dirigeants d'une société anonyme n'est pas inscrite à son bilan. Il n'en est pas moins vrai qu'elle est dans le fonctionnement d'une entreprise par actions, d'une importance, aussi capitale que dans n'importe quelle autre forme d'entreprise. *L'intuitus personæ* dans la constitution des organes d'une société anonyme est donc un élément essentiel et inévitable.

(1) LYON-CAEN et RENAUD, *Traité de droit commercial*, 5^e édition, tome second, 1^{re} partie. Paris, 1926. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, page 530 : « (Dans les Sociétés par actions) la considération des personnes ne jouant aucun rôle, les événements qui atteignent l'une d'elles n'ont aucune influence sur la durée de la société et chaque associé peut se substituer d'autres personnes par voie de cession ». *Idem*, page 529, — explication identique.

(2) A. WAHL, *Précis théorique et pratique de Droit commercial*. Fascicules I, II et III (en un volume), Paris, 1922, Librairie Sirey, § 1.134.

(3) WAHL, *op. cit.*, § 1.135.

6. — Notre argumentation ne prétend pas d'ailleurs s'attaquer à la terminologie devenue classique en matière de sociétés ⁽¹⁾. Il nous semble préférable de l'adopter pour la clarté de l'exposé. Mais une division méthodologique plus ou moins heureuse, ne doit pas nous faire perdre de vue la nature de l'institution étudiée : la société anonyme n'est pas une masse acéphale de capitaux organisée dans un cadre juridique; c'est aussi une association des énergies. Ainsi, loin de considérer la double définition de l'ancien code russe comme un crime de lèse-majesté à l'égard de la Doctrine, nous serions plutôt enclin à y voir une tentative de pénétration dans l'essence même des phénomènes économiques, réglementés par la loi.

7. — Quoi qu'il en soit, l'article 612 du code fédéral suisse des obligations, contient une définition de la Société anonyme, plus complète et plus parfaite, quant à sa technique juridique : « *La société anonyme, ou société par actions, est celle qui se forme sous une raison sociale n'énonçant pas les noms des associés, dont le capital, déterminé à l'avance, est divisé en actions et dont les dettes ne sont garanties que par l'avoir social, sans que les associés en soient tenus personnellement* ».

Un examen rapide des éléments compris dans cette définition s'impose.

I. — La « Société anonyme » est une société

8. — Le Ministère des Finances Russe dans son projet du nouveau « Règlement des Entreprises Actionnaires » soutenait un point de vue opposé. Il allait même jusqu'à supprimer les termes « Société par actions » et « Compagnie par actions ». La forme actionnaire,

(1) LOCRÉ, *Esprit du Code de Commerce*, page 160. « Dans la société anonyme, il y a, non pas une association de personnes, qui, opérant ensemble, doivent s'assortir ou se convenir, mais une société de capitaux dont les propriétaires deviennent indifférents parce qu'ils demeurent toujours étrangers les uns aux autres ».

Dans les ouvrages récents : WAHL, *op. cit.*, § 474 : « Les premières sont contractées *intuitus personæ*, à raison de la confiance que les associés s'inspirent les uns aux autres... Les secondes sont celles où n'est pas entrée la considération de la personne : ce sont les sociétés anonymes ». LYON-CAEN et RENAUD, *op. cit.*, page 530, passage déjà cité.

selon les auteurs du projet ⁽¹⁾, exclut toute notion d'association ou de société. Une société est une union de personnes. Or, dans la forme actionnaire cette union n'existe pas : — les actionnaires ne se choisissent pas les uns les autres; ils ne donnent pas leur consentement à l'agrément de nouveaux collègues, ni à leur sortie de l'entreprise; ils ne répondent pas les uns pour les autres; enfin, dans la majorité des cas, ils ne se connaissent même pas et, le plus souvent, ne se connaîtront jamais, grâce à la diffusion des titres au porteur.

9. — Cette argumentation semble surtout démontrer que le rôle des actionnaires dans la vie d'une société anonyme reste incompréhensible, si on fait abstraction de son organisation intérieure. Elle exagère, d'autre part, le rôle des titres au porteur dans l'affaiblissement du lien social.

Rationnellement, le fait de grouper les capitaux d'un très grand nombre de personnes suffit à lui seul pour empêcher d'admettre l'immixtion des actionnaires, es-qualités, dans l'administration immédiate des affaires sociales. Mais leur activité se manifeste dans les assemblées générales, organe suprême d'une société anonyme. La volonté des actionnaires s'exprime dans ces réunions, qui dirigent et défendent, en fin de compte, les intérêts matériels des participants, si étroitement liés à ceux de la société anonyme.

L'assemblée générale élit et nomme les organes de l'Administration et du Contrôle — le Conseil d'Administration, l'Administrateur-délégué, le Directeur général, les Commissaires aux comptes; elle en surveille le fonctionnement, qu'elle examine et apprécie à intervalles périodiques (chaque année, normalement); elle suppute les comptes et arrête les dividendes; elle dispose de moyens puissants pour mettre l'activité des organes sociaux en harmonie avec la volonté des porteurs d'actions (révocation *ad nutum*; non réélection; mandat impératif sur les questions débattues, etc...); son intervention est requise dans les actes les plus graves de la vie sociale (modification des statuts, dissolution pour perte d'une partie importante du capital, etc...)

Peu importe, par conséquent, que les actionnaires se connaissent; l'essentiel, c'est qu'ils aient la possibilité de coopérer, d'assumer, en

(1) Exposé des motifs, St-Petersbourg, 1901, page 19. Voir KAMINKA, « *Compagnies Actionnaires* », St-Petersbourg, 1902, volume I, pages 11-14.

commun, une parcelle de la fonction de l'entrepreneur, en prenant part aux travaux de l'assemblée générale. Ainsi se manifeste leur qualité d'associé dans les cadres de la société anonyme.

10. — Créés par les besoins de la vie pratique, cristallisés peu à peu au cours d'une évolution plusieurs fois séculaire, ces cadres ne sont pas un élément accidentel de l'institution, mais en constituent un trait bien caractéristique. La définition du Code suisse présente donc sur ce point une lacune, comblée heureusement par l'article 642 de ce Code : « *Toute société anonyme a nécessairement les organes et pouvoirs suivants : 1° l'assemblée générale des actionnaires; 2° une administration; 3° des contrôleurs* ».

11. — Cette organisation, commune dans ses grandes lignes à tous les pays, est conçue et fonctionne de manière à diminuer le relâchement du lien social, inhérent à la facilité de négociation des actions au porteur.

Dans les actes les plus importants de la vie sociale, la personnalité des associés apparaît d'une manière précise.

12. — Déjà à la constitution de la Société, la liste des souscripteurs constate les noms des associés. Nous ne partageons pas l'opinion, suivant laquelle les statuts sont un contrat de société, dont la clause principale est celle qui stipule les engagements de chacune des parties : la liste des souscripteurs. C'est seulement lorsque cette liste est jointe aux statuts que le contrat est parfait; ni plus tôt, ni plus tard ⁽¹⁾.

Les critiques dirigées contre cette conception semblent justifiées : la liste des souscripteurs, inconnue à chacun d'eux lors de sa souscription, ne peut pas être une des clauses de l'engagement individuel; elle n'a pas, d'autre part, ce caractère permanent, propre aux statuts, qui en fait la loi de la société.

Cependant, nous estimons qu'un lien étroit existe, en effet, entre les statuts et la liste des souscripteurs. Le contrat de société ne contient guère d'autres clauses que celles inscrites aux statuts. Soit. Mais, en conformité avec la théorie générale des obligations, cet

(1) STAUB H., *Kommentar Zum Handelsgesetzbuche*, Berlin, 1900, tome 1, pages 557 et 558.

acte, rédigé par les fondateurs, ne constitue qu'un simple projet de convention, tant qu'il n'est pas approuvé par tous les associés admis dans la société. La liste des souscripteurs constate l'adhésion unanime des actionnaires au pacte social et énumère, nom par nom, les personnes dont l'accord des volontés confère au projet d'association la force obligatoire du contrat parfait.

Autrement dit, cette liste constitue une récapitulation des signatures apposées au contrat synallagmatique qui détermine les droits des adhérents. Pour opérer un contrôle sérieux de sa sincérité, le droit positif la soumet à l'approbation de l'assemblée constitutive, ouverte à tous les souscripteurs.

Chacun de ceux-ci a donc le droit et la possibilité de connaître les noms de ses collègues. Si, en fait, il n'en use pas, la nature du contrat n'en est nullement altérée.

13. — Toute augmentation du capital social comporte une procédure analogue à celle de la constitution : — la liste de souscriptions et de versements est soumise à l'approbation d'une assemblée générale. Ainsi, l'engagement de nouveaux souscripteurs à se soumettre aux stipulations des statuts est vérifié et sa régularité est constatée par l'organe suprême de l'association.

L'obligation d'appliquer les clauses des statuts incombera ensuite à tout porteur d'actions, titres normalement appelés à être l'objet de transmissions multiples. Cette obligation est conforme aux principes généraux de droit. Aucun des ayants droit d'un souscripteur ne peut se soustraire aux engagements pris par son auteur. *Nemo plus juris transferre potest quam ipse habet.*

14. — En continuant notre analyse, nous constatons que la disparition de l'anonymat des actions au porteur est un trait caractéristique de toute assemblée générale. En effet, seules les personnes ayant déposé les titres dans les délais et conditions voulus, sont admises à prendre part à cet acte de la vie sociale avec les titulaires des actions nominatives, inscrits sur les registres sociaux ⁽¹⁾. La

(1) A ce point de vue, les rapports créés par des particuliers à l'occasion des actions, ne jouent pas de rôle. Les marchés à terme, le mécanisme des reports compliquent quelque peu le problème. Qui est le véritable intéressé dans les affaires sociales : — l'acheteur ou le vendeur, le reporteur

feuille de présence révèle fidèlement les noms de tous les actionnaires, présents ou représentés, et la loi protège la sincérité des assemblées, en punissant sévèrement l'usage des actions d'autrui ⁽¹⁾.

Le principe de personnalité du vote permet même de fixer dans les procès-verbaux le sens dans lequel s'est prononcé tel ou tel actionnaire, à moins qu'on ait recours au vote secret.

15. — Les prescriptions qui font tomber à chaque assemblée générale le masque de l'anonymat, n'effacent pas d'ailleurs, en le faisant, un caractère essentiel des sociétés par actions. Bien au contraire, l'étude du développement historique de ces sociétés démontre que l'exigence légale est conforme aux enseignements du passé : — les actions au porteur n'apparaissent qu'à la fin du ^{xvii}^e siècle, et même au ^{xviii}^e siècle elles sont encore une exception ⁽²⁾.

ou le reporté ? — Le dénouement de l'opération donnera la réponse à ces questions. En attendant, celui qui fournit la preuve exigée par les statuts prendra part à l'assemblée générale. Il se présente *prima facie* comme propriétaire des titres.

On ne peut le traïter en étranger à la société tant que l'issue du marché conclu reste incertaine.

La pratique anglaise nous offre un exemple d'une combinaison d'un autre genre, affectant les titres nominatifs eux-mêmes. Il arrive assez fréquemment qu'une Banque ou un consortium financier, inscrits sur les registres sociaux comme titulaires d'un certain nombre d'actions, mettent en circulation des certificats au porteur représentant ces titres. Ce procédé tend à réserver aux intermédiaires le contrôle d'une société anonyme, tout en leur permettant de rentrer dans leurs débours.

Dans ce cas l'ensemble des droits attachés à l'action subit une différenciation. — Les dividendes, les chances d'un gain spéculatif sur les cours du titre appartiennent désormais en fait au porteur du certificat; le droit de prendre part aux assemblées générales et de participer ainsi à l'administration de la société est conservé par son émetteur. La société ne connaît que ce dernier. A l'égard de la société, l'action reste indivisible, nonobstant toutes les transactions dont elle est devenue, entre temps, l'objet. Le porteur du certificat possède un simple droit de créance sur l'intermédiaire. Les stipulations du certificat déterminent la nature de ce droit.

La pratique des *voting trusts* admise aux Etats-Unis comporte une situation identique, mais la division des droits est faite à titre définitif et peut être opposée à la société. Les personnes ayant intérêt à la réalisation des bénéfices sont ainsi privées de toute influence, même indirecte, sur la gestion de l'entreprise. Combinaison paradoxale, sans aucun doute.

(1) L'article 13 de la loi française de 1867 punit le délit de majorité facile, lorsque celle-ci est effectivement créée. Les intrus sont visés au même titre que « ceux qui ont remis les actions pour en faire l'usage frauduleux ».

L'article 131 de la loi belge de 1873 sur les sociétés et le § 318 du Code de Commerce de l'Empire allemand (de 1900) frappent tout truchement, même en l'absence du résultat désiré par les fraudeurs.

(2) K. LEHMAN. *Die geschichtliche Entwicklung des Aktienrechts bis Zum Code de Commerce*, Berlin, 1895, pages 25-26.

16. — Les objections, invoquées contre l'application des principes de la société à une entreprise, constituée sous la forme actionnaire, ne nous semblent donc pas probantes. Le grand nombre des émissions privées ⁽¹⁾ et l'usage de favoriser les anciens actionnaires lors des augmentations du capital ⁽²⁾ viennent également combattre certaines de ces objections. Il reste néanmoins vrai que les actionnaires ne répondent pas les uns pour les autres. Nous reviendrons à cet argument dans la suite de notre analyse.

II. — Capital déterminé à l'avance

17. — Les sociétés par actions sont des organisations créées pour être propriétaires des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles. Le revenu à en tirer constitue la raison d'être de ces sociétés.

Le législateur se préoccupe donc, à juste titre, de l'existence réelle du capital social, indispensable pour n'importe quelle initiative dans le domaine économique. Cette exigence, commune aux législations continentales, tend à éviter, autant que possible, l'éclosion des sociétés purement spéculatives, démunies, dès le début, des moyens nécessaires à la réalisation de leur tâche. En protégeant ainsi les preneurs éventuels d'actions, la loi offre, également, une certaine garantie aux tierces personnes qui traiteraient avec la société nouvelle.

Seul le Droit anglais semble exempt de cette préoccupation. Les statuts des sociétés anonymes anglaises indiquent, évidemment, un capital social. Mais la loi n'exige ni son versement effectif, ni même sa souscription intégrale. En fait, il ne s'agit là, assez souvent, que du capital souhaitable pour la bonne marche de l'affaire. Une société anonyme est constituée dès que sept personnes au moins ont souscrit chacune une action. La loi ne fixe de minimum ni à la grandeur du capital social, ni à la valeur nominale des actions.

(1) C'est-à-dire, réalisées, sans appel au public, par une répartition des titres entre personnes déterminées et connues.

(2) Il arrive que tous les titres d'une émission sont attribués aux anciens actionnaires; dans la majorité des cas on leur réserve une certaine tranche de nouvelles actions à titre irréductible; assez souvent ils ont aussi le privilège de pouvoir souscrire sans prime ou en versant une prime moindre, que celle exigée des souscripteurs non actionnaires.

III. — Capital divisé en actions

a) LA DIVISION DU CAPITAL EN UN CERTAIN NOMBRE DE FRACTIONS ÉGALES ET, GÉNÉRALEMENT, PEU ÉLEVÉES

18. — Ce mode de constitution du fonds social, très caractéristique pour les sociétés anonymes, comporte des avantages sérieux. Il facilite, dans une large mesure, la concentration des sommes importantes nécessaires aux entreprises modernes. Les parcelles infimes de l'épargne publique disséminées dans le pays ne risquent plus de rester improductives. Réunis ensemble, englobés dans des groupements puissants de capitaux, les faibles moyens d'un petit fonctionnaire ou d'un ouvrier deviennent un stimulant énergique du progrès économique.

La possibilité de s'intéresser aux grandes entreprises nationales, offerte aux gens d'une condition modeste, constitue en même temps un élément précieux de stabilité sociale. Les facilités pour l'acquisition des actions que les grandes sociétés anonymes accordent de plus en plus souvent à leur personnel, sont, à ce point de vue, très significatives. Les salariés, devenus associés par l'acquisition des titres et participant à tous les avantages et avatars de l'entreprise, tel semble être un des éléments de paix industrielle de notre temps.

b) EXTÉRIORISATION DES DROITS DE L'ACTIONNAIRE DANS L'ACTION

19. — Les droits appartenant aux actionnaires, — celui de participer aux bénéfices de la société; à sa direction, dans la mesure prévue par la loi et les statuts; au partage de l'actif net en cas de liquidation — se complètent par le droit de céder sa part à des tiers, sans que le nouveau porteur ait besoin d'une investiture quelconque de la part des autres associés.

La jouissance et l'exercice de tous ces droits sont attachés à la propriété de l'action et se transmettent avec elle.

L'action — titre nominatif, au porteur ou à ordre — n'est qu'un *instrumentum*, un document destiné à constater les droits des intéressés. Elle comporte, cependant, en soi, un avantage nouveau et précieux : sa négociabilité. Exempte des formalités de la cession

civile, transmissible par les moyens commerciaux — transfert sur les registres sociaux, simple tradition ou endossement — elle se prête à merveille aux besoins d'une circulation rapide et commode. C'est là une des causes principales de l'ampleur des négociations, dont les actions sont l'objet dans les bourses et entre particuliers.

20. — Certains auteurs, dont le professeur Petrajitzky, considèrent même que la force d'attraction des sociétés anonymes consiste dans l'existence des actions, — de ces titres « comportant des primes très importantes, multiples et variables; dans l'admission de la constitution du capital des entreprises par la voie d'appel à cette loi des primes qui donnent aux actionnaires une possibilité psychologique naturelle de s'attendre à recevoir une valeur plus grande en échange d'une valeur moindre » ⁽¹⁾.

Nous ne pouvons nous ranger que partiellement à cette opinion.

Il faut convenir, sans aucun doute, que les actions, facilement négociables en principe, ouvrent de larges horizons aux espérances visant à s'attribuer, sous une forme ou sous une autre, la plus-value acquise par le titre : réaliser au moment propice un gain spéculatif par une opération de bourse; prendre part à la distribution des réserves précédemment accumulées; mettre en portefeuille des actions gratuites, etc...

Nous croyons cependant avec Kaminka que « les buts spéculatifs dans le sens étroit de ce mot ne sont pas une particularité nécessaire des titres à dividende. Leur essence consiste dans ce fait qu'ils donnent droit à un revenu indéterminé, se trouvant en fonction directe de la rentabilité de l'entreprise » ⁽²⁾.

21. — Il semble utile de compléter l'avis du savant juriste, auquel nous empruntons ces paroles, par quelques développements sur la structure économique des sociétés anonymes.

L'organisation de ces sociétés comporte une séparation très prononcée des divers éléments de la fonction de l'entrepreneur : le travail et les capacités spéciales sont représentés par la Direction, le

(1) Professeur PETRAJITZKY, « *La Compagnie Actionnaire* », Saint-Petersbourg, 1897, page 68.

(2) A. Y. KAMINKA, « *Compagnies actionnaires* », étude juridique, Saint-Petersbourg, 1902, page 131.

capital appartient aux actionnaires qui assument les risques de l'entreprise et gardent la haute main sur la marche de l'affaire. Comme dans un Etat parlementaire, le gouvernement appartient en fin de compte aux gouvernés ⁽¹⁾. Le Conseil d'Administration, les commissaires aux comptes ne sont qu'une émanation de l'assemblée générale des actionnaires.

L'origine électorale des organes supérieurs se concilie parfaitement avec le principe hiérarchique, mis à la base du fonctionnement des sociétés anonymes. L'autorité des chefs, la subordination et la coordination de tous les rouages du mécanisme administratif, commercial et technique, y sont assurés dans les mêmes conditions que dans une entreprise individuelle.

Les avantages habituels de l'entrepreneur sont mis, par conséquent, dans les cadres de la société anonyme, à la portée des bourses modestes. La masse des épargnants, en souscrivant ou en achetant des actions, se trouve en mesure de réaliser sa part du profit, sans engager de grands capitaux et sans désertir pour cela ses occupations habituelles.

Faut-il chercher d'autres raisons pour expliquer la puissance de l'attrait psychologique des actions, mise en relief par le professeur Petrajitzky ?

22. — Dans une situation économique normale, la réalisation des gains spéculatifs est reléguée pour une bonne partie des actionnaires au second plan. Elle n'est pas de l'essence de l'action.

La jurisprudence des différents pays valide d'ailleurs les clauses statutaires restrictives de la cessibilité des titres, dans le but d'éviter les excès de la spéculation et la pénétration des indésirables dans le milieu des associés. Ainsi, dans la pratique française, les titres « conservent leur caractère d'actions quand les statuts réservent un droit de préemption soit à tous les associés, soit même à toutes personnes admises à exercer ce droit par les représentants de la société,

(1) La comparaison des associations économiques avec l'organisation de l'Etat est bien ancienne. Gaius, en parlant des sociétés jouissant de l'avantage des *corpora*, notait déjà que pour ces sociétés « *proprium est ad exemplum Reipublicæ habere res communes, arcam communem, et actorem sive syndicum per quem, tanquam in Republica, quod communiter agi fierique oporteat, agatur, fiat* ». (GAIUS, I. D. 3, 4).

pour toutes les actions ou tout au moins pour les cessions faites à des personnes étrangères à la société.

Elles conservent enfin leur caractère d'actions quand un droit d'agrément est réservé aux représentants de la société sur tous les cessionnaires d'actions, pourvu que la société s'engage dans l'hypothèse où ses représentants refuseraient le cessionnaire proposé, à procurer à l'actionnaire, désireux de céder ses droits, un autre acquéreur » ⁽¹⁾.

Les clauses statutaires de ce genre combattent ouvertement la possibilité même du jeu boursier sur les actions.

23. — Il est cependant indiscutable que les constatations du professeur Petrajitzky reprennent tout leur poids aux époques où la fièvre spéculative fausse la situation économique. L'engouement général pousse alors les gens à toutes les exagérations. En parcourant les annales boursières, il est aisé de se rendre compte de la fréquence déconcertante de ces périodes d'agiotage malsain, qui se terminent toujours par une crise ⁽²⁾. Mais les ruines accumulées ne servent de leçon au public que pour un temps fort limité. A première occasion, la passion du jeu fait de nouveaux ravages.

24. — D'ailleurs, ni les méthodes de ceux qui édifient leur fortune sur la crédulité publique, ni la psychologie des victimes n'ont presque pas changé à travers les siècles.

Les brochures de John Law glorifiant les richesses innombrables des rives du Mississipi, pour mieux lancer les titres de la Compagnie des Indes ⁽³⁾; les gravures qu'il faisait exposer pour exciter simultanément l'âpreté et le sentiment religieux, en montrant au public des foules d'Indiens tantôt suppliant à genoux les pères jésuites de les baptiser, tantôt se pressant à la rencontre des Français pour leur annoncer les richesses incalculables des régions lointaines; les

(1) LYON-CAEN et RENAUD, *Traité de Droit Commercial*, 5^e édition, tome second, 1^{re} partie, Paris, 1926, page 497.

Le droit de préemption est valable, si « l'évaluation du prix procède d'une base rationnelle impartiale », Rouen, 3 janvier 1923, *Gazette du Palais*, 123, 1, 75.

(2) Voir EHRENBURG, *Die Fondspeculation*; WIRTH, *Histoire des crises commerciales*; PETRAJITZKY, *op. cit.*; KAMINKA, *op. cit.*

(3) Compagnie autorisée en 1717 sous le nom de la Compagnie d'Occident; dénommée C^{ie} des Indes après fusion avec plusieurs autres Compagnies.

moyens employés pour alimenter la spéculation, tels que l'achat par Law lui-même des actions avec des primes énormes ou l'organisation à la Bourse de deux groupes qui faisaient monter ou descendre les cours au gré de Law, — tous ces agissements de l'entrepreneur banquier ne le cèdent en rien aux manœuvres des brasseurs d'affaires de notre temps.

Les actionnaires anglais de la période de « South Sea Bubbles » sont, d'autre part, des dignes ancêtres de nos contemporains enthousiastes de « l'élevage des renards argentés » ⁽¹⁾. La « South Sea Company » (Compagnie des Mers du Sud) fut constituée en 1711, sur la proposition du ministre Harley. Le Trésor britannique se libérait de ses dettes en groupant ses nombreux créanciers dans les cadres de cette compagnie, qui a obtenu le monopole de commerce avec l'Amérique espagnole. L'élévation des cours de ses actions a été suivie, tout d'abord, par le Gouvernement, d'un œil favorable, d'autant plus que la pratique des compagnies par actions était déjà assez répandue en Angleterre dès la fin du ^{xvii}^e siècle.

Mais le succès de la nouvelle compagnie servit de point de départ à une véritable fièvre spéculative. On assista à une éclosion de sociétés poursuivant les buts les plus inattendus. Les sociétés fondées « pour l'exploitation du *perpetuum mobile* », « pour faire avec de la sciure de bois de bonnes planches sans fentes ni crevasses », « pour faire du commerce des cheveux humains », et une quantité d'autres entreprises du même genre se disputaient les faveurs du public.

Le manque de fantaisie n'était pas, comme on le voit bien, au nombre des défauts qu'on pouvait reprocher aux fondateurs. Mais toute fantaisie devait s'épuiser à la fin, devant les emportements de la clientèle. Ainsi David Hume ⁽²⁾ relate le cas d'un fondateur qui publia un matin qu'il organise une société par actions, dont il fera connaître l'objet ultérieurement. Le soir même il avait l'argent de mille souscripteurs, qu'il s'empressa d'emporter sur le continent.

(1) La société montée sous ce nom n'était qu'une vaste escroquerie. Sa banqueroute retentissante en 1927 a provoqué dans la presse des débats passionnés sur la nécessité de la réforme du régime légal des sociétés.

(2) DAVID HUME, *Histoire d'Angleterre*, livre xiv.

25. — La réaction survenu en 1720 fut terrible. Suivant Blackstone ⁽¹⁾, la moitié de la nation fut ruinée dans ces catastrophes boursières. D'ailleurs, en France la spéculation de Law a eu un dénouement non moins triste. Les actions, d'une valeur nominale de 312 millions de livres, ont été émises avec 1.485 millions de primes. Leurs cours a subi une ascension vertigineuse : à la fin de 1719 une action de 500 livres valait 18.000 livres. Mais en 1720 — hélas ! — on pouvait l'acquérir pour 40 livres seulement : le caractère fictif de la valeur a amené une chute brutale, dès que les détenteurs ont voulu réaliser leurs titres.

La désolation en fut profonde et le souvenir tellement durable que, 75 ans plus tard, la loi du 26 Germinal, an II, a défendu à une société française quelconque de prendre le nom de « Compagnie des Indes ».

Par la même loi, la Convention Nationale, pour mettre fin à la spéculation boursière, prohibait la fondation de sociétés par actions nouvelles. Cette mesure ne tarda pas d'ailleurs à être abrogée par la loi du 30 Brumaire, an IV.

En Angleterre, le fameux « Bubbles Act » du 11 juin 1720 eut une existence bien plus longue. Pour mettre fin aux agissements des gens « usurpant les droits d'une corporation et la négociabilité des parts sociales, sans aucune autorisation législative, pour leur profit personnel et pour la ruine et la perte d'une multitude de bons sujets de Sa Majesté », le paragraphe 18 de cette loi dispose que, « toutes les entreprises et tentatives publiques, reçus, paiements, et en général tous les actes qui permettent à ces entreprises d'exister et de fonctionner, et plus particulièrement le fait d'agir ou de s'annoncer comme corporation, le fait de former un capital négociable, le fait de transférer ou de céder une action quelconque de ce capital, sans autorisation régulière, sont réputés contraires à la loi et nuls ». L'article 19 déclare les faits ci-dessus punissables, comme nuisibles au public et l'article 21 punit les courtiers qui auraient pris part aux transactions de ce genre.

Les rigueurs légales furent encore renforcées en 1733 par « Sir John Barnard's Act », qui prohibait les marchés à terme devant aboutir à un simple règlement des différences sur les cours.

(1) BLACKSTONE, *Commentaire sur les lois anglaises*, livre IV, chapitre VIII.

26. — Toutes ces mesures frappant la spéculation, sans s'attaquer à ses causes profondes, devaient disparaître au début du XIX^e siècle, lorsque la croissance de la richesse publique et la baisse du taux d'escompte ont donné un essor puissant au mouvement des affaires. Les scorpions du « Bubbles Act » n'ont pas pu contrecarrer les dispositions normales du marché financier. D'ailleurs, la notion même de « l'entreprise d'une nuisance publique », qui devait déclancher les sanctions prévues par cette loi, se révéla à l'usage si élastique, que son application aux phénomènes concrets de la vie aboutissait quelquefois aux résultats, favorisant la spéculation au lieu de la combattre ⁽¹⁾. Le « Bubbles Act » fut abrogé en 1825 et le développement ultérieur de la législation anglaise, en matière de sociétés, fut empreint d'un esprit libéral.

27. — Les échecs des lois répressives en France et en Angleterre sont très significatifs. On ne jette pas un rasoir, sous prétexte qu'il est trop bien aiguisé. La sécurité dépend surtout de la main qui le manie.

L'action peut, certes, devenir une arme dangereuse aux mains de la spéculation. Mais son essence et sa raison d'être dépassent de loin les horizons des agioteurs. Il est inutile de s'étendre ici sur le rôle d'un marché financier bien organisé dans la vie d'un pays. Notons tout simplement un fait qui ne saurait être nié par les adversaires les plus vertueux de la spéculation boursière. — Sous la forme actuelle, l'action constitue un stimulant de premier ordre aux volontés hésitantes, par l'assurance qu'elle donne aux preneurs de pouvoir rentrer, au moment voulu, dans leurs fonds, rapidement, discrètement et presque sans frais.

Les initiatives, faisant appel aux disponibilités du pays, trouvent ainsi dans l'action un allié précieux. La souplesse de l'instrument contribue à rendre son emploi de plus en plus fréquent.

(1) Un exemple curieux est relaté par SCHWEBEMEYER (*Das Actien-Gesellschaft Bank-Versicherungs-Wesen in England*, page 14), cité par KAMINKA (« *Compagnies actionnaires* », page 222) : Un procès a été commencé en 1811 contre la « Compagnie par actions pour le commerce des céréales et de la mouture », fondée dans le but de faire baisser les prix trop élevés des produits panifiables. Il a été jugé que la Société, lors de sa fondation poursuivait un but tout à fait légitime et même louable, mais que la légitimité du but de son existence a pris fin avec la fin de la cherté des produits. La dissolution de la société fut, par conséquent, prononcée.

C'est au public à ne pas se départir du bon sens, dans le manie-
ment de cet instrument du progrès économique. C'est au législateur
à neutraliser, dans la mesure du possible, les abus éventuels. Son
action se manifeste dans l'organisation rationnelle des Bourses, ainsi
que dans la réglementation légale de la constitution et du fonction-
nement des sociétés. Nous aurons encore à revenir sur ce dernier
point, dans la suite de nos développements.

IV. — Dans une société anonyme

**« les dettes ne sont garanties que par l'avoir social,
sans que les associés en soient tenus personnellement »**

28. — Cette particularité établit définitivement une ligne de démar-
cation entre le patrimoine de l'association et celui de ses membres.
Une société anonyme possède non seulement un « capital déterminé
à l'avance », mais aussi un passif qui lui est propre. La limitation
des risques est inhérente à la nature même du lien social et la res-
ponsabilité, attachée à toutes les actions d'une société anonyme, est
identique et indépendante de la personnalité de l'actionnaire.

29. — Les conséquences du principe énoncé sont d'une gravité
exceptionnelle :

a) Tout d'abord, la solvabilité personnelle des actionnaires devient
un menu fait, sans importance pour le crédit et le développement
d'une société anonyme. Le principal obstacle à la libre aliénation des
parts sociales est donc élué, dès lors que tous les engagements
pécuniaires de l'actionnaire sont remplis par la libération de ses
titres.

La personnalité de l'actionnaire, l'emploi qu'il fait des droits lui
appartenant (individuellement ou au sein des assemblées générales)
ne sont certes pas indifférents à la société. Mais peut-on compter
sérieusement sur le concours utile d'une personne qui, pour une
cause ou pour une autre, exprime le désir de se désintéresser des
affaires sociales ? Autant vaut lui laisser la liberté d'aliéner ses
actions. Les nouveaux porteurs, par le seul fait de l'acquisition des
titres, font preuve d'un certain intérêt à l'égard de la société. Il est
donc permis à priori d'espérer de leur part un concours plus actif
dans la gestion.

La négociabilité des actions apparaît donc comme un corollaire de la limitation des risques.

b) Les actions sont transmissibles *mortis causa*. L'existence de l'association est indépendante de la vie de ses membres ⁽¹⁾.

En effet, ni le capital, ni le fonctionnement des organes sociaux ne sont altérés par la mort d'un actionnaire, si important soit-il. Dans l'état actuel de la législation, la participation à la gestion sociale est une faculté et non une obligation. A plus forte raison, elle n'est pas une condition *sine qua non* du pacte social.

c) En principe, l'influence d'un actionnaire sur la vie interne de la société est fonction de sa participation au capital social. Le droit de vote est en rapport avec le nombre d'actions possédées. La majorité d'une assemblée générale est la majorité des actions présentes ou représentées.

d) Les statuts stipulent généralement l'abdication de la volonté individuelle devant celle de la majorité. La domination de la majorité, dont les décisions s'imposent aux récalcitrants, a sa justification dans le poids comparatif des risques assumés par les partisans des opinions en présence.

Elle constitue un moyen efficace de mettre fin aux tiraillements et tergiversations, résultant des divergences de vues, quasi inévitables dans une assemblée quelque peu nombreuse.

V. --- « Une raison sociale n'énonçant pas les noms des associés »

30. --- Le code de commerce français contient des dispositions sensiblement analogues : « La société anonyme n'existe point sous un nom social : elle n'est désignée par le nom d'aucun des associés » (article 29). « Elle est qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise » (article 30).

Il faut toutefois examiner plutôt le fond des choses que les termes employés. Le législateur veut prévenir les tiers du fonctionnement de l'entreprise sous la forme d'un anonymat. De cette manière le crédit personnel des associés ne bénéficierait pas à la société, basée

(1) LYON-CAEN et RENAUD déduisent cette conséquence comme la précédente d'ailleurs, de l'absence de *l'intuitus personæ* dans les sociétés anonymes. Voir plus haut, renvoi 1 du paragraphe 5.

sur la limitation des risques. Une désignation comme « Etablissements Durand et Dupont, Société anonyme au capital de 10 millions de francs » sera donc conforme aux exigences légales, nonobstant l'énonciation de quelques noms propres.

SECTION II

CONCEPTION DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE, APPLIQUÉE AUX SOCIÉTÉS ANONYMES

31. — La dénomination, prévue par la loi, sert d'une sorte d'étiquette au centre nouveau d'activité économique, créé par la constitution d'une société anonyme. Faut-il en conclure que les sociétés par actions constituent des personnes juridiques, distinctes de la personne des actionnaires ? Certains Codes le proclament ⁽¹⁾, certains autres ont délibérément préféré d'exclure de leur vocabulaire la notion de la personnalité civile des sociétés ⁽²⁾.

Nous ne pouvons pas nous livrer ici à l'analyse des conceptions ingénieuses de la personnalité juridique, proposées par les différentes doctrines qui se confrontent dans cette question particulièrement délicate. Disons simplement qu'en matière d'associations, nous adhérons au point de vue du regretté doyen Duguit, suivant lequel « Toutes les fois que des hommes s'associent pour poursuivre en commun un but licite, les actes faits en vue de ce but doivent être juridiquement protégés par l'ouverture d'une voie de droit. Pour cela, on n'a pas besoin de supposer que l'association est une personne titulaire de droits, un sujet de droit. Il suffit de comprendre que tout acte, qui a un objet conforme au droit et qui est déterminé par un but licite, est socialement protégé, que les effets de droit ne sont point créés par la volonté d'une prétendue personne titulaire de prétendus droits, mais par le droit objectif dont l'application est

(1) Code de commerce italien, art. 77; loi belge de 1873; code de commerce espagnol, art. 116; le code civil des soviets de Russie de 1922-1923, art. 338; le Companies Act anglais de 1862, sect. 18 décide qu'une fois enregistrée, la société anonyme devient une personne corporative et peut commencer ses opérations.

(2) Le code suisse des obligations. Le législateur français n'a pas non plus employé ce terme, quoique certaines dispositions légales ont cette notion pour point de départ.

conditionnée par un acte de volonté conforme au droit par son objet et par son but » ⁽¹⁾.

32. — D'ailleurs, même en faisant abstraction de cette idée générale, développée avec une rare autorité par le regretté doyen, on arrive, quant à la structure des sociétés anonymes, aux conclusions identiques par simple application à la matière de la théorie générale des obligations.

Les hommes se réunissent pour faire honnêtement leurs affaires en société. Ils choisissent librement pour leur activité un but, qui se trouve licite. En rédigeant les statuts, ils arrêtent le droit objectif de l'association, qui interdit aux actionnaires de disposer individuellement du fonds commun; détermine les organes ayant ce droit de disposition; précise les formes de son exercice; décide que la responsabilité des associés sera limitée au patrimoine social; que les représentants élus par les actionnaires auront la faculté d'agir au nom de la société sans avoir besoin de procurations, établies par chacun des actionnaires séparément, etc...

Les actionnaires déterminent ainsi la manière dont ils profiteront du patrimoine mis en commun, de ses fruits et produits. Leurs intérêts collectifs, conformes à des buts licites, méritent la protection du législateur, dans la même mesure que les intérêts individuels.

Dès lors quelles raisons peut-on invoquer pour empêcher les associés d'entrer en rapports juridiques avec le monde extérieur, en adoptant pour leur activité la forme qu'ils jugent être la meilleure ? — On ne conçoit guère de réponse plausible à cette question.

33. — Certains auteurs ⁽²⁾ ont soutenu que la domination de la majorité n'est pas un phénomène normal dans le domaine des rapports contractuels.

Mais c'est là le seul moyen d'aboutir à une collaboration fertile et durable des volontés individuelles. Cette domination est, en outre, librement acceptée par tous les associés et ne constitue nullement une stipulation draconienne : la composition de la majorité varie sui-

(1) LÉON DUGUIT, *Traité de Droit Constitutionnel*, Paris, 1921, 2^e édition, tome 1^{er}, pages 371-372.

(2) KAMINKA, *op. cit.*, tome 1, pages 53 et suivantes.

vant les questions, mises en délibération, et n'est pas connue à l'avance.

On se plaint aussi à souligner que la limitation de la responsabilité à la valeur du fonds social est contraire à l'obligation civile habituelle de « remplir son engagement sur tous les biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir » ⁽¹⁾.

Mais connue à l'avance par les personnes traitant avec la société, cette exception au principe ne lèse personne. Le co-contractant qui agit en connaissance de cause, consent par ce fait même, à l'application des statuts dans ses rapports avec la société et accepte les conséquences qui en découlent. L'application de la règle se réduit à la question de publicité. L'essentiel, c'est d'éviter un piège à la crédulité publique.

34. — On a beau passer en revue les particularités de la société anonyme, les unes après les autres, on n'en trouve aucune qui ne soit explicable sans recours à la personnalité juridique.

Il en est de même des effets qu'on attache habituellement à cette notion.

Lyon-Caen et Renaud en énumèrent 12 ⁽²⁾, mais toute l'énumération se réduit, en somme, à deux idées :

1° L'ensemble des biens affectés à l'entreprise sociale forme un patrimoine, distinct de ceux des associés;

2° Ce patrimoine a droit à une défense judiciaire.

Mais la première est une simple conséquence de la convention passée entre les associés qui, en affectant une partie de leurs biens à un but déterminé, renoncent par ce fait même à la propriété de la mise. Si une action est un droit purement mobilier, alors même que la société serait propriétaire d'immeubles, c'est en vertu de la différenciation des patrimoines opérée par le pacte social.

Quant au droit à la défense judiciaire, il faut convenir que la règle « Nul ne plaide en France par procureur », n'est qu'un vestige du formalisme gênant. Si le législateur considère que l'activité des associés est licite, il semble contraire à la logique de leur rendre diffi-

(1) Code civil français, art. 2092.

(2) LYON-CAEN et RENAUD, *op. cit.*, pages 127-129, 132-134. Effets rattachés à la personnalité des sociétés de commerce.

cile une action commune devant les tribunaux, en exigeant que tous, quel que soit leur nombre, figurent dans l'exploit d'ajournement et dans tous les actes de procédure, et que tous ces actes soient signifiés à chaque partie.

L'abandon de ces exigences au profit des sociétés anonymes n'est ni un privilège exorbitant, ni une conséquence de la personnalité juridique, mais un simple retour au bon sens.

35. — D'ailleurs, les auteurs cités s'empressent de signaler qu'en Angleterre et en Allemagne le droit à la présentation judiciaire et certains autres effets compris dans leur énumération, appartiennent aux sociétés, sans personnalité civile ⁽¹⁾.

En résumé, la notion de la personnalité juridique, appliquée à l'ensemble des éléments constituant une société anonyme, nous semble superflue, aussi bien pour la compréhension de l'institution étudiée que pour la défense des intérêts des tiers.

SECTION III

INTERVENTION LÉGALE DANS LA VIE ET LE FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES

36. — Il importe cependant de protéger ces tiers; de ne pas laisser le public, pour ainsi dire désarmé, en face de Léviathans économiques modernes, unissant des milliers d'actionnaires et des millions de capital; d'assurer aux actionnaires eux-mêmes un certain minimum de garanties. On comprend donc aisément que « nulle part jusqu'ici, on n'a accordé aux sociétés anonymes une liberté complète semblable à celle dont jouissent les sociétés en nom collectif et en commandite simple » ⁽²⁾.

Autrefois, le régime de l'autorisation préalable et de la surveillance administrative était appliqué aux sociétés anonymes dans la généralité des pays européens. Tout projet de société anonyme devait nécessairement être soumis à l'approbation gouvernementale. Les pouvoirs publics, se méfiant toujours des groupements collectifs par

(1) LYON-CAEN et RENAUD, *op. cit.*, page 149.

(2) *Idem*, page 805.

une sorte de tradition, pouvaient donc étouffer toute initiative qui leur semblât, pour une cause ou pour une autre, suspecte ou mal fondée.

37. — La doctrine de la fiction des personnes juridiques, — et on ne contestait pas aux sociétés par actions cette qualité, — servait de base théorique à ce système : — si la personnalité juridique n'est qu'une création purement fictive de la loi, l'Etat souverain et tout puissant peut refuser la faveur sollicitée ou retirer son autorisation au moment voulu.

La justification économique de l'intervention gouvernementale se trouve exposée dans le Discours Préliminaire au projet du Code de Commerce français ⁽¹⁾.

Les sociétés par actions y sont considérées comme une forme d'association utile pour les entreprises, dont l'objet est nouveau ou dépasse les forces d'un commerçant isolé. Par contre, étendue à une sphère ouverte à tout le monde, elle devient dangereuse, puisqu'elle tend vers un monopole pernicieux.

38. — Le système d'autorisation n'a pas donné de résultats favorables. Tout d'abord, la perspective des formalités longues, compliquées et coûteuses constituait souvent à elle seule une mesure prohibitive, plus discrète, mais presque aussi sûre, qu'un refus brutal d'autorisation. D'autre part, les demandes soumises à l'appréciation officielle mettaient les chancelleries dans une situation embarrassante.

« Le Gouvernement ne doit pas assumer la responsabilité des affaires financières ou industrielles », disait M. Pirmez, le rapporteur de la loi belge de 1876 sur les sociétés ⁽²⁾ : « S'il se montre sévère dans ses jugements, il risque d'empêcher d'utiles opérations; s'il est large, il est exposé à donner son approbation à des spéculations blâmables. Son contrôle ne peut être qu'une formalité sans valeur ou qu'un patronage dangereux; il n'évite d'être un simple bureau d'enregistre-

(1) LOCRÉ, *La législation civile, commerciale et criminelle*, tome XVII, 36.

(2) *Le code de commerce belge révisé, interprété par les travaux préparatoires des lois nouvelles, par la comparaison avec la législation antérieure et par la Doctrine et la Jurisprudence*, par P. NAMUR, professeur de l'Université de Liège, Bruxelles, 1876, Bruylant-Christophe et C^{ie}, éditeurs, pages 121-122.

ment qu'en acceptant la lourde tâche de juger si une opération sera fructueuse et si les capitaux peuvent avantageusement s'y engager. De quels moyens dispose-t-il pour remplir semblable mission, comment se garantira-t-il lui-même des erreurs, dont il voudrait préserver le public; ne sera-t-il pas, dans une matière où les éventualités de l'avenir déjouent si souvent les plus sages prévisions, sans cesse exposé à voir les résultats démentir ses décisions ? Les faits ont condamné le système aujourd'hui en vigueur... ».

39. — Aussi dans les principaux pays industriels l'autorisation préalable a été remplacée dans la seconde moitié du XIX^e siècle par la réglementation légale des sociétés anonymes. Certains pays, dont la Russie, ont persisté à appliquer l'ancien système, malgré ses défauts manifestes. Mais en Angleterre, en France, en Allemagne, en Belgique, en Italie, en Suisse, en d'autres pays encore, le régime légal a évolué dans le même sens libéral : les initiatives privées ont obtenu d'agir sous la forme d'une société par actions, à condition de se conformer aux règles sur la constitution et le fonctionnement des anonymats.

Les réglementations adoptées dans les différents pays sont nées du même besoin de prévenir les abus. On ne saurait donc être étonné, en constatant que, par suite des emprunts réciproques, les mêmes principes se retrouvent à la base de la plupart des législations en vigueur :

40. — 1^o *La qualité de société anonyme et le montant du capital social doivent être indiqués sur tous les documents émanant des sociétés par actions* ⁽¹⁾.

41. — 2^o *Les actes d'une société anonyme sont soumis à un régime spécial de publicité.*

Un extrait de l'acte constitutif de la société et des pièces annexes doit être publié dans un journal désigné pour recevoir les annonces légales. La loi précise les éléments essentiels de cette publication,

(1) En France, l'article 64 de la loi du 24 juillet 1867; en Angleterre, Companies Act, 1856-1857, art. v et xxx; en Belgique, le Code de Commerce, livre I, titre IX, art. 79 et 80; Code de Comm. de l'Empire Allemand, livre II, titre III, § 20; Code Fédéral Suisse d'obligations, art. 638.

imposée à peine de la non-opposabilité du pacte social aux tiers ⁽¹⁾.

En outre, les statuts doivent être remis en original ou en copie dûment certifiée, à l'organe compétent de l'Etat : Greffes du Tribunal de Commerce et de la Justice de Paix ⁽²⁾; fonctionnaire préposé au registre du commerce ⁽³⁾; bureau spécial d'Enregistrement (Office for Enrolement) ⁽⁴⁾.

Ces mesures de publicité sont obligatoires pour toutes modifications des statuts ⁽⁵⁾. Leur accomplissement est prescrit, qu'il s'agisse de la fondation de la société ou d'une modification du pacte social, dans tous les lieux où la société possède des succursales aussi bien qu'à son siège social ⁽⁶⁾.

42. — 3° *Les législations continentales prennent des mesures pour assurer l'existence réelle du capital social, savoir :*

a) Une société anonyme n'est définitivement constituée qu'à la suite d'une assemblée générale, constatant, après vérification, que toutes les actions sont souscrites et qu'une certaine proportion minima du capital est effectivement versée ⁽⁷⁾.

b) Une liste des souscripteurs et un état des versements doivent être joints aux statuts déposés en vue de publicité ⁽⁸⁾. En France, ces pièces viennent appuyer aussi la déclaration notariée des fondateurs ou des administrateurs, exigée à chaque émission d'actions;

(1) En France, articles 56 à 60 de la loi de 1867; Code de Comm. de l'Empire Allemand, livre II, titre III, paragraphes 15 et 182; En Belgique, Code de Commerce, livre I, titre IX, section 1^{re}, art. 4, al. 2; art. 9 et 10.

(2) France, loi du 24 juillet 1867, article 55.

(3) Suisse, Code Fédéral des obligations, article 621; Code de Comm. de l'Empire Allemand, livre II, titre III, paragraphes 195 et 198 à 200.

(4) Angleterre, Companies Act, 1856-57. En Belgique, Code de Commerce, livre 1^{er}, titre IX, article 10, alinéa 3 dispose : « Un arrêté royal indiquera les fonctionnaires qui recevront les actes... et déterminera la forme et les conditions du dépôt... ».

(5) France, loi de 1867, article 61.

Belgique, Code de Commerce, livre I, titre IX, article 12.

(6) France, loi de 1867, article 59; Suisse, C.F. des obligations, article 624.

(7) France, loi de 1867, art. 1 et 25; Belgique, loi de 1874, art. 29 à 33 incorporé au C. de Commerce, livre I, titre IX, art. 29 à 33; Suisse, C. Féd. des oblig., art. 618, sauf les cas où « les statuts ont reçu la signature de tous les actionnaires et mentionnent que ces conditions ont été remplies ».

(8) France, loi de 1867, art. 1, alinéas 3 et 4; Companies Act, 1856-57, art. VIII; Suisse, Code Féd. des oblig., art. 622; Code de Commerce Belge, livre I, titre IX, art. 32. Code de Comm. de l'Empire Allemand, livre II, titre III, paragraphe 199.

c) Les actions restent obligatoirement nominatives jusqu'à leur entière libération. Pendant une certaine période, les souscripteurs originaires et les cessionnaires des actions non libérées sont tenus solidairement du montant non versé. Leur responsabilité s'ajoute à celle du porteur du titre ⁽¹⁾.

d) En cas de perte d'une forte proportion du capital social, déterminée par la loi, la dissolution anticipée de la société doit être débattue par une assemblée générale des actionnaires convoquée ad hoc ⁽²⁾. En l'absence d'une décision régulière de l'assemblée, les intéressés peuvent demander aux tribunaux compétents de prononcer la dissolution.

L'intérêt général coïncide dans l'application de cette mesure avec celui des actionnaires et des tiers. Il importe d'arrêter les opérations sociales, si les associés se rendent compte que la marche à la ruine provient d'une tare profonde de l'entreprise.

e) Un fonds de réserve (dit « Réserve légale ») doit être constitué au moyen de prélèvements annuels sur les bénéfices nets. Cette mesure de prévoyance, qu'il serait sage d'appliquer même en l'absence d'une prescription légale, cesse d'être obligatoire, lorsque le fonds de réserve a atteint une certaine portion du capital social ⁽³⁾.

43. — 4° La loi établit un minimum, pour la valeur nominale des actions ou des coupures d'actions ⁽⁴⁾.

(1) France, loi de 1867, art. 3, al. 1 et 5; responsabilité durant 2 ans; Companies Act, 1856-1857, art. LXIII : 1 an; Code de Comm. Belge, livre I, titre IX, art. 46, al. 2 et art. 52 établissent cette responsabilité sans la limiter dans le temps « nonobstant toute stipulation contraire ». Code Fédéral Suisse des obligations, art. 636 : la forme nominative est obligatoire tant que l'action n'est pas libérée de 50 %.

Code Commercial de l'Empire Allemand, livre II, titre III, paragraphe 179; forme nominative jusqu'à complète libération. Paragraphe 220 : responsabilité des titulaires durant 2 ans, rappelant celle des endosseurs d'une lettre de change.

(2) France, loi de 1867, art. 37 : elle fixe la proportion à 3/4; loi belge de 1874, art. 72 : la moitié; le Code de Commerce Belge, livre I, titre IX, art. 102 reproduit cette disposition; Code Fédéral Suisse des obligations, art. 657 et Code de Commerce de l'Empire Allemand, paragraphe 240, la reproduisent également.

(3) France, loi de 1867, art. 36 : 1/10 du capital social; Allemagne, Code de Comm. de l'Empire Allemand, § 262.

(4) France, loi du 1^{er} août 1893, art. 1, modifiant l'alinéa 1 de l'art. 1 de la loi de 1867 : fixe ce minimum à 100 francs si le capital social excède 200.000 francs, et à 25 francs dans le cas contraire; Code de Commerce de l'Empire Allemand, paragraphe 180, fixe le taux minimum de l'action à 1.000 marks.

On espère rendre ainsi plus difficile la participation des masses populaires aux spéculations boursières et éviter la transformation des actions en billets de loterie, au prix très bas.

44. — 5° *Un minimum d'associés est nécessaire pour la constitution et l'existence d'une société anonyme.*

Suivant l'exemple du Companies Act de 1856-1857, il est fixé dans la plupart des pays à 7 personnes ⁽¹⁾. Le chiffre fixé par la loi est arbitraire, sans doute. Il dénote simplement le désir du législateur de ne pas voir les sociétés anonymes servir de paravent aux agissements d'un seul individu ou d'un groupe très réduit.

45. — 6° *L'assemblée générale des actionnaires, organe suprême de la société, doit être tenue chaque année au moins.*

Des prescriptions minutieuses réglementent le mode de convocation des assemblées générales, leur compétence, leur tenue, la rédaction de l'avis de convocation, celle de la feuille de présence, les quorum et les majorités nécessaires pour la régularité des délibérations.

Le législateur distingue volontiers les questions considérées comme particulièrement importantes et établit pour leur examen des règles plus strictes : droit de vote appartenant à chaque actionnaire, qu'il ne soit même porteur que d'une action seulement ⁽²⁾, nécessité d'un quorum renforcé et d'une majorité atteignant une certaine proportion de votants ⁽³⁾.

(1) France, loi de 1867, art. 23 et 38; loi belge de 1874, art. 29 et 73, disposition maintenue par le Code de Comm. belge, livre 1^{er}, titre ix, art. 29 et 103; Angleterre, Companies Act, 1862, section 79, n^{os} 3 et 48.

(2) France, loi de 1867, art. 27 à 31, modifiée par les lois du 1^{er} août 1893 et du 22 novembre 1913. En France la loi de 1867, art. 27, al. 3, ouvrait l'accès de l'assemblée générale constitutive à tous les actionnaires; la loi du 22 novembre 1913 a étendu cette faculté aux assemblées générales extraordinaires « nonobstant toute clause contraire de l'acte de la société »; quant aux assemblées générales ordinaires, l'art. 4 de la loi du 1^{er} août 1893 autorise les petits actionnaires à se réunir pour former le nombre d'actions exigé par les statuts et à se faire représenter par l'un d'eux. En Suisse (Code Féd. des Obli., art. 640), en Allemagne (Code Comm. de l'Emp. All., § 252), en Italie (Code Comm., art. 157), les assemblées générales sont ouvertes, en général, à tous les actionnaires; Companies Act, 1862, Schedule I, table A, sect. 44, pose ce principe, mais ne le rend pas obligatoire.

(3) La loi française du 22 novembre 1913 établit un quorum intangible de 3/4 du capital social, lorsqu'il s'agit de modifier l'objet ou la forme de la société et les quorum décroissants (3/4, 1/2, 1/3) pour les assemblées consé-

L'intervention législative dans ces questions nous semble des plus justifiées. Il importe, au premier chef, d'assurer la régularité de convocation et de composition des assemblées générales, tout en donnant aux actionnaires les plus humbles la possibilité de faire entendre leur voix dans les questions essentielles de la vie sociale. Il convient, d'autre part, de mettre les bases du pacte social à l'abri des modifications votées par une majorité de fortune.

C'est à la suite de cette dernière préoccupation du législateur que certaines questions échappent totalement au pouvoir de la majorité ⁽¹⁾. Pour certaines autres la loi établit une procédure spéciale de l'examen et du vote ⁽²⁾.

46. — 7° *Les sociétés anonymes sont tenues de dresser annuellement et de rendre publics un bilan et un compte des profits et pertes de l'exercice social.*

Ces pièces et l'inventaire dressé à la fin de l'exercice doivent être mis à la disposition des actionnaires, un certain nombre de jours avant l'assemblée générale ⁽³⁾.

cutives n'ayant pas réuni la fraction nécessaire du capital, lorsqu'il s'agit d'autres modifications des statuts. « Dans toutes ces assemblées, les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés ». La loi du 1^{er} mai 1930 remplaça les quorums décroissants de 3/4, 1/2 et 1/3 du capital social par ceux de 2/3, 1/2 et 1/3 de ce capital.

Le Code Féd. Suisse des oblig. (art. 627) impose les quorums renforcés, mais décroissants (2/3, 1/3) pour restreindre ou étendre le cercle des opérations, pour décider une fusion avec une autre société. La loi belge de 1874, art. 59, exigeait pour toute modification aux statuts un quorum de 1/2 du capital social pour la première assemblée, sans imposer un quorum pour la seconde convoquée dans le même but. Pour être admise, la modification devait réunir 3/4 des voix. Le Code de Comm. Belge (livre I, titre IX, art. 70, al. 3 et 5) reproduit ces dispositions.

(1) France, loi du 22 novembre 1913; la majorité de l'assemblée générale ne peut « changer la nationalité de la société ni augmenter les engagements des actionnaires »; Suisse, art. 627, Code Féd. des Obl. : elle ne peut « priver les actionnaires des droits acquis », « imposer à la majorité la transformation du but de la société ». Belgique, loi de 1874, l'art. 59 reconnaît à l'Assemblée « le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société ». (Disposition maintenue par le Code de Comm. belge, livre I, titre IX, art. 70, al. 2).

(2) En France, l'art. 34 du Code de Commerce, alinéas 4 et 5 (introduits au texte par les lois du 16 novembre 1903 et du 22 novembre 1913), prévoit une procédure spéciale pour « une modification dans les droits attachés à une catégorie d'actions ».

(3) France, loi de 1867, art. 34 et 35; Belgique, Code de Commerce, livre I, titre IX, art. 75 et 76.

47. — 8° Les administrateurs d'une société anonyme doivent répondre aux exigences légales et se soumettre à certaines limitations de leur mandat :

- a) Ils doivent être pris parmi les associés ⁽¹⁾;
- b) Un certain nombre d'actions, déterminé par les statuts, doit être affecté à la garantie de leur gestion ⁽²⁾;
- c) La durée de leur mandat est limitée ⁽³⁾;
- d) L'assemblée générale a le pouvoir de les révoquer *ad nutum*;
- e) Une participation directe ou indirecte aux marchés passés avec la société ou pour son compte leur est interdite, sauf autorisation expresse de l'assemblée générale ⁽⁴⁾;
- f) Dans les nombreux cas de nullité, frappant les sociétés anonymes pour vices de constitution, les administrateurs en fonction encourrent, au même titre que les fondateurs de la société, une responsabilité solidaire pour le dommage causé aux actionnaires et aux tiers ⁽⁵⁾;
- g) En outre, plusieurs législations les menacent de peines correctionnelles pour manœuvres susceptibles d'induire en erreur la crédibilité publique, et plus particulièrement pour la distribution des dividendes fictifs ⁽⁶⁾. Les fondateurs, les administrateurs sont traités en gens quelque peu suspects. La menace du Code pénal, introduite dans les textes du Droit Commercial et suivie d'une énumération des

(1) France, loi de 1867, art. 22; Belgique, loi de 1874, art. 47, maintenu dans le Code de Commerce Belge actuel (livre I, titre IX, art. 57); Suisse, Code Fédéral des Oblig., art. 649.

(2) France, loi de 1867, art. 26; Belgique, loi de 1874, art. 47 (Code de Commerce Belge, livre I, titre IX, articles 57 et 58).

(3) France, loi de 1867, art. 25 : fixe cette durée à 6 ans au maximum. Elle est réduite à 3 ans pour les administrateurs statutaires non soumis à l'approbation d'une assemblée générale; Belgique, loi de 1874, art. 45; Code de Comm. Belge, livre I, titre IX, art. 55, al. 3 : 6 ans; Suisse, Code Fédéral des obl., art. 649 : 6 ans; Code de Commerce de l'Empire Allemand, livre II, titre III, paragraphe 243 : 5 ans.

(4) France, loi de 1867, art. 40. Code de Commerce Belge, livre I, titre IX, article 60.

(5) France, loi de 1867, art. 42, al. 1, modifié par la loi du 1^{er} août 1893, art. 5. Code de Commerce Belge, livre I, titre IX, article 176.

(6) France, art. 45, art. 13 et 16 de la loi de 1867; Belgique, loi de 1874, art. 133, disposition maintenue dans le Code de Commerce Belge, livre I, titre IX, article 180; Code de Commerce de l'Empire Allemand, titre VI, art. 312 à 319 (« Strafvorshriften »).

abus concrets, atteste une prévention non équivoque du législateur à leur égard.

48. — 9° *Les assemblées générales étant investies, entre autres attributions, du pouvoir de contrôle portant sur l'ensemble de la gestion sociale, la loi prend des dispositions pour leur faciliter cette lourde tâche et pour suppléer, le cas échéant, à leur insuffisance.*

Dans cet ordre d'idées :

a) Tout comme les administrateurs, les contrôleurs (ou « commissaires aux comptes », ou « commissaires vérificateurs », ou « inspecteurs ») sont traités eux aussi, en organe indispensable d'une société par actions⁽¹⁾. Chargés de soumettre à l'assemblée générale un rapport sur le bilan et les comptes présentés par l'Administration, ils sont armés dans ce but d'un pouvoir d'investigation dans les livres et les documents de la société⁽²⁾.

Leur rapport doit se trouver nécessairement au nombre des pièces, mises à la disposition des actionnaires dans la période qui précède l'assemblée générale annuelle⁽³⁾.

Ils ont droit de la provoquer lorsque l'Administration ne prend pas cette initiative, ainsi que de provoquer la réunion d'une Assemblée Extraordinaire « toujours en cas d'urgence », pour employer les termes de la loi française⁽⁴⁾. « Au besoin » s'exprime dans cette circonstance le législateur suisse⁽⁵⁾.

b) Le pouvoir d'exiger la convocation d'une assemblée, appartient également dans plusieurs législations à tout groupe d'actionnaires réunissant une fraction déterminée du capital social⁽⁶⁾.

(1) Code Fédéral Suisse, titre xxvi, section III, « Des organes et pouvoirs de la société anonyme », art. 642. L'art. 5, alinéa 2, de la loi française de 1867 exige leur nomination « immédiatement après la constitution définitive de la société et avant toute opération sociale ». L'art. 32 de cette loi donne à tout intéressé le droit de demander au Président du Tribunal de Commerce la nomination de commissaires dans le cas où cet organe de contrôle n'est pas constitué pour une cause ou pour une autre. Code de Commerce Belge, livre I, titre IX, art. 64 : « La surveillance de la société *doit* être confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non... ».

(2) Loi française de 1867, art. 32; loi belge de 1874, art. 55 (Code de Comm. belge, livre I, titre IX, art. 65).

(3) Loi française de 1867, art. 32 à 35; Code suisse des oblig., art. 644, al. 2 in fine; Code de Comm. belge, livre I, titre IX, art. 76, paragraphe 4.

(4) Loi française de 1867, art. 33.

(5) Code Fédéral Suisse des Oblig., art. 644.

(6) *Id.*, 1/10, d'après l'art. 645; 1/5, dans la loi belge de 1874, art. 60.

c) Le législateur consacre l'extension au profit des actionnaires *ut singuli* des droits appartenant à l'assemblée générale, contre les administrateurs pour faute de gestion et contre les commissaires pour insuffisance de contrôle. Pour l'exercice de l'action en responsabilité qui en découle, la loi française de 1867 (art. 17 et 39) admet une exception au principe « Nul ne plaide par procureur » au profit des « actionnaires représentant le vingtième au moins du capital social ».

En Suisse cette action de nature contractuelle appartient non seulement aux actionnaires, mais aussi aux créanciers de la société ⁽¹⁾. Le législateur fédéral a voulu, d'autre part, atténuer le pouvoir de la majorité en cette matière. La masse des actionnaires obéit, en fait, assez souvent, à la baguette de l'Administration sociale, qui a un intérêt évident à ne pas exercer une action judiciaire contre elle-même.

En vertu de l'art. 675 du Code des obligations, la décision de l'assemblée générale libérant de la responsabilité les personnes qui pourraient être poursuivies en dommages et intérêts « n'est opposable à un actionnaire que s'il y a adhéré, ou s'il n'a formé aucune opposition dans les 6 mois à dater du moment où il en a eu connaissance, ou s'il a acheté ses actions postérieurement à la décision et en parfaite connaissance de cause ».

La jurisprudence, en d'autres pays, s'est ingéniée à déjouer les clauses statutaires empêchant l'exercice des actions en justice. En France, la jurisprudence a reconnu aux actionnaires l'exercice des actions sociales, notion plus large que celle des actions s'appuyant sur les art. 17 et 39 de la loi de 1867. Ce sont des actions basées sur « la réclamation d'un droit appartenant à la société tout entière et dont l'exercice, par conséquent, a pour but de maintenir, reconstituer ou augmenter l'actif social ⁽²⁾ ».

La clause prohibitive des statuts enlevant à l'actionnaire le droit d'agir comme délégué de la société sans l'assentiment de l'assemblée générale, paralyse cependant assez souvent les efforts de la jurisprudence ⁽³⁾, sauf lorsqu'il s'agit des actions d'ordre public.

(1) Art. 674 du Code Féd. des Oblig.

(2) A. WAHL, *Précis théorique et pratique de Droit Commercial*, Paris, Sirey, 1922, § 969.

(3) *Idem*, §§ 967, 978 et 979.

d) Les actionnaires ont également le droit d'intenter contre les organes sociaux une action individuelle, « celle qui a pour objet la réclamation d'un droit appartenant à un ou plusieurs actionnaires » (1).

Une clause statutaire ne peut pas les dépouiller de l'exercice des actions individuelles : — il ne s'agit là nullement d'une délégation sociale, mais d'un droit propre aux intéressés.

Les limites séparant ces actions des actions sociales, sont encore, en général, assez incertaines.

La jurisprudence française, dans sa défense des garanties appartenant aux actionnaires, a réussi à faire passer dans la catégorie des instances individuelles, les actions en responsabilité basées sur la violation d'une loi impérative ou des statuts.

D'autre part, la loi de 1867 (articles 17 et 39) dispense des exigences de l'article 61 du Code de Procédure toutes les actions judiciaires indistinctement, qu'elles soient sociales ou individuelles.

49. — 10° *L'acceptation par les sociétés anonymes des apports en nature et la stipulation dans le pacte social des avantages particuliers au profit d'une catégorie des associés, sont soumises à une procédure rigoureuse de vérification et à des garanties spéciales.*

La réglementation est stricte, surtout lorsque ces opérations sont concomitantes à la fondation (2).

L'expérience, déjà ancienne, démontre, en effet, que les espérances optimistes des débuts sont propices aux exagérations. Les fondateurs profitent de cet état d'esprit des actionnaires pour passer à la nouvelle entreprise des biens aux prix démesurément grossis, pour se réserver des avantages hors de proportion avec les services rendus ou pour grever la société de contrats onéreux. Ensuite, ayant repassé les actions au public à un prix élevé, ils s'empressent de se désintéresser des affaires sociales.

Ces manœuvres savantes, beaucoup trop fréquentes en pratique, expliquent la suspicion préconçue du législateur à l'égard des apporteurs en nature et des titulaires des avantages spéciaux. L'assimi-

(1) *Idem*, § 969.

(2) Loi française de 1867, art. 3 (modifié par la loi du 16 novembre 1903), 4, 24, 26 in fine, 30, 42, alinéa 2.

Code de Commerce Belge, livre I, titre IX, art. 30, alinéa 1, art 31, 32.

lation de ces deux catégories, quant aux mesures de contrôle, est bien significative en elle-même.

50. — 11° *Enfin, la dissolution d'une société anonyme est également soumise à une publicité.*

Dans la plupart des législations, les liquidateurs doivent se conformer à certaines règles imposées par la loi, en vue d'une vérification sérieuse de la gestion ⁽¹⁾. C'est une sorte de *memento mori* pour l'Administration sociale.

D'autres législations laissent aux statuts le soin de réglementer la liquidation.

51. — Il résulte des faits et des textes analysés que l'intervention de la loi dans la vie des sociétés de capitaux revêt des formes multiples et variées. Il semblerait, à priori, qu'elle doit gêner par la rigidité de certaines règles, l'action économique des entreprises actionnaires. Cependant, le Congrès des Sociétés par actions, réuni à Paris en 1900, s'est prononcé, dans la première des résolutions votées, pour l'utilité de cette réglementation.

Pour comprendre le vrai sens de cette résolution, à première vue paradoxale, il importe d'insister sur un fait d'une importance capitale. Les sociétés anonymes ne sont redevables d'aucune partie de leur organisation à l'arbitraire de l'Etat, à l'effort créateur des pouvoirs publics. Les bases de leur structure actuelle remontent bien loin dans la profondeur des siècles. C'est l'action constante et uniforme de la pratique commerciale qui a créé, peu à peu, les cadres de la société anonyme, réunissant dans un équilibre harmonieux le capital, le travail et les capacités de l'entrepreneur.

Plusieurs volumes seraient nécessaires pour retracer cette évolution historique. Certaines de ses périodes sont relativement peu étudiées, et, même sur l'origine de l'institution, l'unanimité est bien loin d'être faite. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer en détail les conjonctures émises à ce sujet. Un examen sommaire des faits se trouvant à la base des principales doctrines s'impose, cependant, dans

(1) La législation anglaise prête beaucoup d'attention aux questions de liquidation. Les Companies Acts de 1856 et de 1857, par exemple, leur consacrent la majeure partie des articles. Code de Comm. de l'Empire Allemand, livre II, titre III, section V, §§ 293 à 311. Code de Comm. Belge, livre I, titre IX, section IX, articles 153 à 163 inclus.

une étude traitant des sociétés par actions en Russie soviétique, pays de l'étatisme par excellence.

SECTION IV

ANTÉCÉDENTS HISTORIQUES DES SOCIÉTÉS ANONYMES

52. — Certains auteurs ⁽¹⁾ ont cherché le berceau de l'actionnariat à Rome. L'Etat Romain confiait à l'initiative privée la solution de problèmes économiques : exploitation des mines, constructions publiques, perception des impôts. Pour mener à bien ces vastes entreprises, les particuliers ont eu souvent recours à la formation des sociétés. Parmi celles-ci, les *societates vectigalium publicanorum* ont surtout joué un rôle de premier ordre.

Les fermiers d'impôts, qui devaient posséder des capitaux importants et une énergie à toute épreuve, couraient, nécessairement, des risques considérables. Une organisation forte et souple à la fois, pouvait seule y faire face. A l'heure actuelle, après plusieurs siècles d'études minutieuses du Corpus Juris Civilis, on n'est pas encore parvenu à la reconstituer entièrement. Il serait donc exagéré de l'ériger en ancêtre certain des sociétés de capitaux modernes. Les indications recueillies sur les *societates vectigalium* ressemblent, cependant, d'une manière étrange, à certaines caractéristiques de nos anonymats.

53. — D'après Gaius ⁽²⁾ « *ecce vectigalium publicanorum sociis permissum est corpus habere vel aurifodinarum vel argentifodinarum et salinarum* ».

L'existence de l'organisation corporative de ces sociétés est corroborée par le texte d'Ulpien ⁽³⁾, qui énumérant les différentes formes des sociétés mentionne, à côté des *societates negotiorum alicujus*, les *societates vectigalium*, comme une catégorie à part. Pomponius ⁽⁴⁾ indique aussi que la mort d'un associé met fin aux relations *in societatibus privatis*, mais que « *in societatibus vectigalium nihi-*

(1) KAMINKA, « *Compagnies actionnaires* », volume I, pages 54-81.

(2) GAIUS, Lex 1, pr. d. Quod cujuscumque, III, 4.

(3) ULPIEN, 5 pr. D., 17, 2.

(4) POMPINUS, 59 pr. d. h. t.

lominus manet societas et post mortem alicujus, sed ita demum, si pars defuncti ad personam heredis ejus adscripta sit ».

54. — Le texte précité de Gaius jette aussi quelques lumières sur l'organisation intérieure de ces sociétés auxquelles « *proprium est ad exemplum Reipublicae habere res communes, arcam communem, et actorem sive syndicum, per quem, tanquam in Republica, quod communiter agi fierique oporteat, agatur, fiat* ».

La direction effective des affaires, d'après Cicéron ⁽¹⁾, appartenait à un ou plusieurs *magistri, principes et quasi senatores publicanorum*. Certains publicains avaient même tout à fait l'aspect des fondateurs et administrateurs actuels des sociétés. Ainsi Plancius était *maximarum societatum auctor, plurimarum magister* ⁽²⁾.

D'autre part, il semble bien que l'assemblée de tous les associés constituait l'organe supérieur de la société. Lorsque Verres, soutenu par Corpinatius, représentant (promagister) en Sicile d'une société des publicains, s'est adressé à son ami, *magister* des publicains, en lui demandant la destruction de certains documents compromettants, celui-ci réunit pour cette opération irrégulière le Conseil des *magistri*. Mais il n'a recours à cette mesure, qu'après le départ de la masse des publicains, *multitudine sociorum remota* ⁽³⁾.

55. — Certains germes de la structure actionnaire se retrouvent donc dans les *societates vectigalium publicanorum*. Mais l'insuffisance des sources empêche de préciser des points importants. Principes de la responsabilité des publicains pour les dettes sociales, compétence de leurs assemblées, durée des pouvoirs des *magistri*, garanties appartenant à chacun des associés, — autant de questions non résolues.

On comprend donc la prudence de M. Kaminka, qui est amené à reconnaître lui-même que « jusqu'ici on n'a pas pu constater l'influence de l'organisation de ces sociétés sur le développement ultérieur des entreprises par actions, quoiqu'il soit possible que cette influence existât réellement » ⁽⁴⁾.

(1) CICERO, In Verrem, 2, 11, 70.

(2) CICERO, Pro Cn. Plancio, Cap. XIII.

(3) CICERO, In Verre 11, 70, 71.

(4) KAMINKA, *op. cit.*, I, chap. II, § 3, page 81.

56. — L'époque des invasions des barbares et la période du déclin économique qui les a suivies n'ont pas été favorables à l'épanouissement des formes complexes de la production et des échanges. Le Moyen Age, par contre, a attiré de nouveau l'attention des théoriciens.

Ainsi, Schmoller ⁽¹⁾ recherchait les origines des sociétés par actions dans les corporations des marchands (hansas, merchants, adventurers), agissant chacun pour son compte personnel, mais unis par la responsabilité solidaire à l'égard des tiers. Ces groupements, assez répandus, se sont développés à la fin du xv^e siècle et au début du xvi^e en *regulated companies*, qu'on voit apparaître à cette époque en Hollande et en Angleterre.

Ainsi, suivant Schmoller, furent créés des usages et des pratiques, sur lesquels a pu s'appuyer le développement des compagnies par actions.

A côté de ces unions, sans but commun à tous les participants ni capital commun, Schmoller admet aussi, — mais à titre subsidiaire, — l'influence des entreprises industrielles et commerciales, munies d'une organisation corporative. Il a en vue les associations des créanciers de l'Etat en Italie et les Rhederei (Sociétés de la Mer).

57. — C'est justement dans les sociétés de la mer que le savant français Pardessus voit le prototype des sociétés par actions, — opinion développée ensuite par Lemann avec une force nouvelle ⁽²⁾.

Les « Jugements d'Oléron », recueil de la fin du xi^e siècle ⁽³⁾, parlent déjà des *societates maris* comme d'une forme normale du commerce maritime ⁽⁴⁾.

Le « Consulat de la mer », rédigé au xiii^e ou au xiv^e siècle ⁽⁵⁾ et

(1) SCHMOLLER, *Die Geschichtliche Entwicklung der Internemungen*, dans « Jahrbücher für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft », xiii.

(2) PARDESSUS, *Collection des lois maritimes*; LEMANN, *Die Geschichtliche Entwicklung des Aktienrechts bis Zum Code de Commerce et Das Recht der Aktiengesellschaften*; contra : GOLDSCHMIDT, *Universalgeschichte*, page 290.

GIERKE (*Das Deutsche Genossenschaftsrecht*, I, pages 967 et suivantes) admet l'influence des *societates maris* sur la formation des sociétés par actions, mais souligne les différences sérieuses des principes, séparant les deux types de sociétés.

(3) PARDESSUS, *opus. cit.*, I, page 301.

(4) *Ibidem*, chapitre xvi.

(5) *Ibidem*, II, page 43.

répandu dans toute l'Europe ⁽¹⁾, traite cette forme importante d'association avec maints détails.

58. — Les principes du régime actionnaire y étaient déjà bien développés. Le capital social, — le coût du navire, — était fixé à l'avance et divisé en un nombre déterminé de parts ⁽²⁾. Elles étaient toutes versées en espèces. Dans certains cas, « le patron » (on dirait actuellement « le fondateur ») pouvait acquérir les parts des autres associés ou ceux-ci la part du patron ⁽³⁾. Les obligations des associés étaient le plus souvent limitées au versement de la part prévue. Quelquefois celle-ci représentait non seulement une quote-part du coût du navire, mais aussi une certaine somme destinée à alimenter la trésorerie de l'entreprise, — « les fonds communs du navire », pour employer le terme des textes ⁽⁴⁾.

Des versements complémentaires pouvaient être exigés dans trois cas seulement : — pour armer le navire, pour le réparer et pour augmenter le jaugeage prévu à la fondation de l'association ⁽⁵⁾. Mais les deux premiers cas avaient un caractère accessoire. En cas d'un refus de contribuer à l'armement, le patron contractait habituellement un emprunt pour le compte de l'associé récalcitrant, dont la part était considérée comme une garantie suffisante du remboursement; en outre, si l'armement avait lieu dans un port où les associés ne se trouvaient pas (donc, sans leur accord), « toute la masse du navire » répondait de l'emprunt; les associés n'étaient pas alors tenus *ultra vires* du capital social, — on ne pouvait pas les attaquer en remboursement des sommes empruntées en cas de perte du navire ⁽⁶⁾.

Les versements en vue des réparations n'étaient pas non plus obligatoires. Si le patron, malgré la défaillance des associés, engageait tout de même la dépense, il n'avait que le droit d'en poursuivre le remboursement par prélèvements sur leurs parts de bénéfices.

(1) *Ibidem*, II, page 24. On en possède actuellement une traduction italienne, deux françaises, une hollandaise, une allemande, trois espagnoles.

(2) Consulat de la mer, chap. II : le patron doit déclarer la grandeur et les caractéristiques du navire et le nombre de parts sociales.

(3) Consulat, x, XI.

(4) Consulat, chap. 194 et 195.

(5) Consulat, chap. 194, 200, 5 et 6.

(6) Consulat, chap. 193.

Dans le troisième cas, le patron devait convoquer les associés ⁽¹⁾, dont la majorité pouvait décider l'augmentation du montant prévu des parts. La part promise par un associé qui ne voulait pas verser le complément exigé, était réduite de moitié, et le patron devait chercher des preneurs du surplus, soit de l'autre moitié majorée du complément.

Certains auteurs ⁽²⁾, tout en constatant la différence juridique des deux opérations (le versement du complément, décidé par la majorité, est une obligation et pas un droit), considèrent, néanmoins, le moyen employé par le Consulat de la mer, comme précurseur des augmentations de capital social actuelles, réservant un droit de souscription privilégié aux anciens actionnaires. La réduction éventuelle de la part déjà attribuée nous semble cependant contraire aux pratiques actuelles.

59. — Quant à l'administration des *societates maris*, on y constate la prépondérance de l'assemblée des associés qui décidait des questions les plus importantes : augmentation du capital social ⁽³⁾, voyage dans les pays hors de chrétienté ⁽⁴⁾, réparations du navire, changement du capitaine ⁽⁵⁾. Le patron doit lui rendre compte de la marche de l'entreprise ⁽⁶⁾; l'assemblée statue aussi sur la répartition des bénéfices ⁽⁷⁾.

Mais le patron n'est pas un simple préposé. En l'absence des associés, — fait inhérent à la nature même du commerce maritime, — il prend seul les décisions nécessaires ⁽⁸⁾. Toutes les conventions conclues par lui avec des commerçants doivent être respectées, même s'il vient à être ensuite destitué pour avoir affrété le navire, sans le consentement des associés ⁽⁹⁾.

60. — Les principes de l'organisation actionnaire, qui se dessinent

(1) Consulat, chap. 5.

(2) KAMINKA, *op. cit.*, page 96.

(3) Consulat, chap. 5.

(4) *Ibid.*, chap. 184.

(5) *Ibid.*, chap. 173.

(6) *Ibid.*, chap. 195, 196.

(7) *Ibid.*, chap. 196.

(8) *Ibid.*, chap. 194, 197.

(9) *Ibid.*, chap. 184.

déjà d'une manière assez nette dans les *societates maris*, se retrouve aussi dans d'autres sphères des relations commerciales du Moyen Age. Les grandes entreprises italiennes au but financier, marquent un pas nouveau vers la structure actuelle des sociétés par actions ⁽¹⁾.

Les républiques italiennes du Moyen Age faisaient constamment appel aux troupes mercenaires, dans la défense de leur indépendance. Leur budget fut de ce fait lourdement grevé de dépenses militaires, souvent urgentes. Les impôts indirects, — base des budgets des villes médiévales, — ne se prêtant guère à une perception rapide, les dirigeants avaient recours habituellement, en cas d'urgence, aux *montes*, emprunts forcés de l'Etat. Offrant aux prêteurs des conditions avantageuses, ceux-ci constituaient, cependant, pour la masse de la population, une obligation lourde. Les classes riches y trouvaient, par contre, un vaste champ d'action. Ainsi la création des banques du xii^e siècle à Venise, à Florence, à Gênes, a eu lieu grâce aux combinaisons financières, dues à la pratique des *montes*. Certaines villes, comme Pise, Lucca, Gênes, ont réservé aux prêteurs, à titre de garantie, une certaine influence sur l'administration des dettes publiques.

Après de longues études aux archives de Venise, Gênes, Florence et Turin, le savant allemand Sieveking a été amené à considérer le régime gouvernemental de Gênes comme un facteur particulièrement favorable à l'épanouissement des premières grandes sociétés par actions.

Le gouvernement de Gênes était très faible et pusillanime. Pour suppléer à ses défaillances, les Gênois ont eu recours à la formation des *compagna*, unions des hommes capables de porter les armes. Les *compagna*, conclues pour une période déterminée et renouve-

(1) Voir SIEVEKING. *Genueser Finanzwesen mit besonderer Berücksichtigung der Casa di S. Giorgio*. Tome I. *Genueser Finanzwesen vom 12 bis 14 Jahrhundert*. Tome II, *Die Casa di S. Giorgio*.

LEMANN (*Die Geschichtliche Entwicklung*, pages 9 et 12) nie le rôle important des entreprises financières italiennes dans le développement du régime actionnaire ultérieur, en rattachant les entreprises maritimes hollandaises et anglaises du xvi^e siècle aux *societates maris*. GOLDSCHMIDT (*Universalgeschichte*, page 291) rejette au contraire l'influence des *societates maris*. Sieveking prend une position intermédiaire, tout en considérant que c'est à Gênes qu'on trouve les plus anciennes sociétés par actions.

lables ensuite, étaient dirigées par des *consules* élus. Elles offraient aux adhérents des avantages multiples, surtout au point de vue commercial. Bien organisées et jouissant d'une large autonomie, elles ont contribué au développement des initiatives privées. Les Gênois ont pris l'habitude de poursuivre un but commun, par les forces réunies des participants nombreux, sans aide effective de l'Etat.

D'après Sieveking ⁽¹⁾, en l'absence du pouvoir politique ferme, Gênes, entourée de difficultés politiques, n'a subsisté que grâce aux initiatives privées.

On conçoit donc que, dans un tel milieu, les garanties des emprunts publics aient atteint un haut degré de perfection.

61. — Ces emprunts s'appelaient *mous*, *monte*, *mahona*, *compera*; les créanciers (comme aussi les fermiers d'impôts) : *emptores introitus*, *participes*; les parts : *loca*, terme emprunté aux *societates maris*, comme le signale d'ailleurs Sieveking ⁽²⁾.

Certains revenus de l'Etat étaient affectés à la garantie des emprunts, et les créanciers de la République devaient en assurer le recouvrement en temps voulu.

Ils ont mis sur pied une organisation complexe pour mener à bien la répartition et la perception des impôts, et être en mesure de servir régulièrement les intérêts de la Dette publique.

L'activité de leurs groupements n'est pas restée limitée à cette tâche. Le gouvernement de Gênes, toujours à l'affût des emprunts, volontaires ou forcés, en espèces ou en marchandises, a pris l'habitude de leur laisser le soin d'organiser les entreprises militaires importantes, surtout les expéditions maritimes. Sieveking définit la nature de ces opérations, en considérant les *mahona* ⁽³⁾ comme une sorte d'emprunt consenti à l'Etat, non en argent, mais en hommes armés ⁽⁴⁾. Le capital en était fourni par des gens de bonne volonté. Il était divisé en *loca*, d'une valeur égale. Une tendance à arrondir

(1) SIEVEKING, *op. cit.*, I, pages vi, 13 et suivantes.

(2) *Op. cit.*, I, page 52.

(3) Associations formées dans ce but dès le XIII^e siècle (SIEVEKING, *op. cit.*, I, page 43).

(4) SIEVEKING, *op. cit.*, page 177.

le montant des *loca* s'est fait jour dès le XIII^e siècle. A cette époque déjà, les *loca* de 100 livres étaient d'un usage courant ⁽¹⁾.

Mais au point de vue qui nous intéresse, c'était là plus qu'une forme particulière des emprunts. Une expédition maritime supposait l'existence d'un but commun aux participants, d'une mise en société des moyens importants d'action, d'un pouvoir étendu des chefs. Comme, d'autre part, le gouvernement génois, pour rémunérer les capitaux engagés, abandonnait volontiers aux associés l'exploitation des territoires conquis ⁽²⁾, les *mahona* se transformaient facilement en véritables entreprises coloniales au revenu essentiellement variable, en fonction de la situation économique et politique du pays.

62. — Les variations du revenu étaient à la base des fluctuations constantes des cours des *loca*, qui faisaient au XIV^e siècle l'objet d'un vaste commerce.

Le statut juridique des *loca*, en facilitant largement leur négociation, contribuait également à la diffusion dans la population génoise de ces participations commerciales. Elles ne présentaient plus une part d'un bien concret, comme c'était le cas dans les *societates maris*, mais une part idéale d'une entreprise commune. Considérées comme *bona mobilia et fungibilia*, les *loca* étaient censées appartenir à celui qui était inscrit comme propriétaire sur les registres de la *mahona*. Un simple ordre du titulaire était suffisant pour les transférer au nom d'un autre.

L'acquisition des *loca* conférait *ipso jure* la qualité d'associé, — principe essentiellement capitaliste. Le vendeur devait protéger l'acquéreur contre les prétentions des tiers. Cette pratique, datant du XIII^e siècle ⁽³⁾, fut consacrée le 5 avril 1417 par une loi, mettant le titulaire de bonne foi à l'abri de toute revendication ⁽⁴⁾. La confiscation des *loca* ne pouvait être encourue que pour crime de trahison.

(1) SIEVEKING, *op. cit.*, I, page 56. Mais l'habitude de ne pas retirer les dividendes acquis, en les laissant s'incorporer à la mise initiale, entravait l'usage des « *loca* » arrondis (*ibidem*, I, pages 172 et suivantes).

(2) *Mahona Giustiniani* est le type d'exploitation de ce genre. Pour lui rembourser les frais d'expédition, Gênes lui cédait tous les revenus de l'île de Chios, occupé par la *Mahona*. *Idem, quod proprietates et dominium directum et utile dicte insule...* (Traité du 26 février 1347). Les *Libri Jurium Geniensium* (II, pages 558 et suivantes) constatent la composition du capital de cette entreprises de 2.030 *loca* de 100 livres chacune.

(3) SIEVEKING, *op. cit.*, I, 82.

(4) SIEVEKING, *op. cit.*, I, 82.

L'usage de créer matériellement les actions n'existait pas encore. Mais — et c'est là un point de ressemblance nouveau avec les titres modernes — le propriétaire d'un certain nombre de *loca* pouvait exiger la délivrance d'un extrait notarié, certifiant ses droits ⁽¹⁾.

63. — La libre aliénation des *loca* était conforme à la nature des *mahona*, basées sur un emprunt déjà consenti au gouvernement. La nécessité des compléments ultérieurs n'était guère à prévoir, et tous les membres d'une *mahona* ne participaient à l'opération que dans la mesure des débours, connus à l'avance.

L'association basée sur le principe de la responsabilité limitée ⁽²⁾ se développait sur cette base et devenait de plus en plus fréquente.

64. — Elle avait une organisation intérieure solide et répondant à ses besoins. Le chef d'une *mahona* était élu par ses membres, *patrones* des navires et simples *participes*, — de concert avec le gouvernement. Celui-ci (*dominus dux et suum concilium*) dressait tous les ans une liste de 20 membres de la *mahona* en question, nombre qui pouvait être porté à 40 sur la demande des associés, qui désignaient sur la liste officielle 4 noms. Le gouvernement choisissait parmi eux celui qui devait entrer *in potestatem dicte loci*.

Les assemblées électorales annuelles avaient aussi une compétence. Elles arrêtaient les dividendes ⁽³⁾ et délibéraient sur les questions importantes ⁽⁴⁾. Elles élisaient aussi les *consiliarii sex de populo* (conseil de 6 membres, dont le consentement était nécessaire pour l'engagement de fortes dépenses) et les *massarii* (percepteurs des revenus).

Cette organisation se retrouve consolidée et renforcée dans *Compere di S. Giorgii* du xv^e siècle, *mahona* qui s'est incorporé, au

(1) *Ibidem*, I, 171.

(2) Voir le traité de 1391 entre le roi de Chypre et la *mahona* cypriote : *ita quod praesens, obligatus ad bona, que habent ultra et extra dictam Mahonam non intelligatur excedere* (SIEVEKING, *op. cit.*, I, page 187, renvoi 3).

(3) Le traité du 26 février 1347 dispose, quant à la répartition des revenus *et inter ipsos dividuntur per modum ordinatum per participes, predictos dicte maone seu illos qui, per eos constituti fuerint*.

(4) Le traité du 21 novembre 1373 prévoit que pour la mise en vigueur de ses dispositions *instrumentum et contenta in eo ratificata fuerunt per reliquos participes dicte mahone* (*Libri iurium Genuensium*, II, 784).

cours de son existence, un grand nombre d'autres entreprises similaires.

Entre 1407 et 1414, Gènes réussit la conversion des différents *compera*, bénéficiant des taux de 7 à 10 %, en emprunt productif de 7 % seulement, *compere di S. Giorgii*. La consolidation continue des dettes publiques nouvelles porta son capital de 2.734.323 livres en 1417 à 12.030.384 livres en 1470 ⁽¹⁾. Dès 1508, les *procuratores S. Giorgii* ont obtenu l'autorisation de faire les opérations de banque. Leurs opérations bénéficiaient d'une hypothèque générale et d'un privilège, venant, en cas de concours, au même rang que les créances de l'Etat ⁽²⁾.

La Banque de Saint-Georges organisa de nombreuses entreprises coloniales. Elle obtint, notamment, en 1447, la concession de Famagusta sur l'île de Chypre pour 29 ans, et en 1453 celle de la Corse, qu'il fallait reconquérir ⁽³⁾.

Pour augmenter le rendement des impôts indirects, la Banque a fait exécuter des travaux multiples dans l'intérêt du commerce, entre autres la construction des entrepôts du port, déclarés *porto-franco* ⁽⁴⁾.

En présence de cette activité, dont l'envergure n'a rien à envier aux entreprises grandioses de nos temps, Sieveking, très sévère en général à l'égard de la Banque, constate cependant que « tandis que l'organisation étatique souffrait des plus graves défauts, étant le refuge de l'arbitraire et de la tyrannie, il existait à Gênes une autre organisation, riche de moyens, forte en dehors et au dedans, la Casa di S. Giorgii. Dotée d'organes d'administration incorruptibles, cette Banque a su assurer à elle seule la régularité du développement politique de Gênes » ⁽⁵⁾.

66. — La structure de la Casa di S. Giorgii était en rapport avec l'importance de son objet social.

L'organe gouvernemental, *officium procuratorum S. Giorgio*, créé pour l'administration de la dette consolidée, fut de bonne heure

(1) SIEVEKING, *op. cit.*, II, page 79.

(2) *Ibid.*, II, page 37.

(3) *Ibid.*, II, pages 99 et suivantes.

(4) *Ibid.*, II, pages 190 et suivantes.

(5) *Ibid.*, II, page 129.

transformé et remplacé par 8 *procuratores et protectores Comperarum S. Giorgii*, élus parmi les créanciers d'une somme de 1.000 fl. au moins.

Le collège électoral était composé des anciens *procuratores et protectores*, renforcés des 24 participants les plus importants.

L'organe d'administration élu par ce collège désignait à son tour les 52 *consiliarii*, choisis parmi les personnes les plus intéressées à l'entreprise. Ils formaient le *consilium ordinatum*.

Pour les actes de première importance (comme, par exemple, un nouvel emprunt au gouvernement), le concours de ce conseil s'imposait aux administrateurs. Il choisissait aussi 4 *sindicatores* chargés du contrôle de toutes les pièces.

En outre, en cas de besoin, *fiat convocatio 300 civium ex maiori-bus et utilioribus participibus* ⁽¹⁾.

Plus tard, l'influence de la masse des actionnaires s'est accentuée. D'après les statuts de 1568 ⁽²⁾, la haute administration de la Banque appartenait au *Gran Consiglio*, composé de 480 membres : 230 désignés par un tirage au sort parmi les propriétaires inscrits individuellement pour 10 *loca* au minimum; 230 autres, répondant à la même condition et élus par les bénéficiaires du tirage au sort; enfin, 20 *protectores et sindacatores*.

Le *Gran Consiglio* jouait le rôle des assemblées générales actuelles. Tous les cas *ardu et importanti* étaient de sa compétence. Le quorum exigé pour la validité des décisions fut d'abord de 300 membres présents; on l'a ramené en 1633 à 250. Une proposition réunissant un tiers des voix était considérée comme acceptée. Les membres intéressés personnellement dans une question mise en délibération n'avaient pas le droit de voter.

L'organe collectif de l'exécution, — le conseil des protecteurs, était toujours élu par un collège de 32 électeurs qui désignaient aussi les organes du contrôle ⁽³⁾, « *officium* », chargé de surveiller les biens immeubles de la Banque ainsi que son fonds d'amortissement, et les *sindicatores* qui surveillaient l'honnêteté de l'administration, avec

(1) SIEVEKING, *op. cit.*, II, 18.

(2) *Ibid.*, II, 177.

(3) *Ibid.*, II, 178.

droit de frapper les fautifs d'amendes pécuniaires, en sus des dommages-intérêts.

L'acceptation des fonctions sociales était obligatoire, sous peine d'amende.

Les institutions aussi complexes que celles que nous venons d'examiner ne pouvaient pas, bien entendu, apparaître dans la vie économique sans avoir été précédées d'une période assez longue, durant laquelle la pratique commerciale formait peu à peu leurs éléments constitutifs.

Au début du xv^e siècle, cette évolution était accomplie. La multiplicité des participants; la prépondérance de l'*intuitus pecuniar* dans la structure sociale; la division du capital en coupures peu élevées et facilement négociables; la limitation de la responsabilité des associés; l'organisation intérieure fortement charpentée et basée, en bonne partie, sur l'éligibilité des organes sociaux, — toutes ces caractéristiques des sociétés de capitaux modernes se trouvent réunies dans les *mahona* génoises et dans la Banque de Saint-Georges

67. — Au xvi^e et xvii^e siècles, la nouvelle forme de l'association commerciale se généralise en Europe. Les commerces terrestre et maritime étant liés entre eux par de nombreux fils, les principes de l'actionnariat pénètrent partout où leur application peut être utile. Les découvertes des nouvelles voies maritimes et des pays nouveaux ont élargi les horizons de l'initiative privée, qui trouvait devant elle un champ d'action immense. En Angleterre ⁽¹⁾, en Hollande ⁽²⁾, en France ⁽³⁾, on voit surgir des compagnies coloniales, poursuivant, sous l'impulsion gouvernementale, des buts politiques autant que commerciaux. Autorisées par un octroi royal et jouissant, pour la plupart, d'un monopole, ces compagnies ont porté les couleurs nationales de la vieille Europe dans tous les coins du Nouveau Monde.

(1) Russian Company fondée en 1526; Compagnie des Indes Orientales fondée en 1599 (a pris fin en 1858, lorsque le gouvernement des Indes a été transféré à la couronne).

(2) Compagnie Van Verre en 1594; Société Hollandaise des Indes Orientales, fondée en 1602 et dissoute en 1795; Compagnie des Indes Occidentales, fondée en 1621.

(3) Compagnie du Levant en 1604; Compagnie de Madagascar en 1615; Compagnie des Iles d'Amérique en 1626; Compagnie de la Nacelle de Saint-Pierre, fondée en 1627; Compagnie de la Nouvelle France en 1628; Compagnie des Indes Occidentales, fondée en 1664; Compagnie des Indes Orientales en 1664.

Malgré leur rôle politique, tout le monde s'accorde à les reconnaître comme entreprises par actions, ancêtres incontestables des sociétés de capitaux modernes.

68. — Nous ne nous attacherons pas à suivre leur développement historique, ni à exposer comment les sociétés par actions sont devenues la clef de voûte du capitalisme, à la suite de la révolution industrielle du dernier siècle. De même, en résumant dans une forme succincte plusieurs opinions divergentes sur l'origine de ces sociétés, nous avons exclu délibérément de notre exposé les polémiques des éminents auteurs et l'analyse critique de leurs arguments.

Peu nous importe de défendre la thèse qui aurait nos suffrages : ces questions ont été traitées, par ailleurs, avec une autorité et une compétence qu'elles n'auraient pas certainement sous notre plume.

Nous nous sommes fixés un but beaucoup plus modeste : rapporter les éléments fondamentaux des doctrines en présence et mettre en relief le trait commun des idées en apparence hostiles. Quelle que soit l'opinion adoptée, — qu'on fasse remonter la naissance des sociétés de capitaux à l'Antiquité, aux *societates maris* florissantes du Moyen Age, à l'apogée de la puissance commerciale de Gênes ou au siècle des grandes découvertes, — un point certain semble ressortir des discussions savantes :

Toutes les fois que le développement économique d'un pays faisait ressentir le besoin d'entreprises puissantes, dépassant dans leur durée celle d'une vie humaine, on voit apparaître de vastes sociétés, rappelant singulièrement par leur structure les anonymats actuels.

69. — *Créée par la libre initiative du monde d'affaires, cette structure découlait des usages commerciaux.*

Lorsque le législateur français codifia en 1807 les dispositions régissant la matière, il « n'a innové presque sur aucun point; toutes ces règles, de fond, de forme, de publicité, de procédure, ont été, sauf une ou deux peut-être, empruntées par lui à ce que la loi ou l'usage avait depuis longtemps admis » ⁽¹⁾. Les autres pays suivirent l'exemple du Code de Commerce français.

En cherchant ainsi à ne pas trop gêner la formation et le fonc-

(1) C. LESCŒUR, *Essai historique et critique sur la législation des sociétés commerciales, en France et à l'Etranger*, Paris, 1877.

tionnement des Sociétés de capitaux, le législateur se rendait compte de la grande utilité de cette forme d'association entre les mains des entrepreneurs capables et honnêtes. Mais l'expérience prouva aussi, de bonne heure, qu'elle devient un moyen incomparable de tromperie entre les mains des fripons. De là provient le penchant de la loi aux mesures préventives contre les abus, dont les formes sont d'ailleurs extrêmement variées et difficilement prévisibles. De là aussi l'habitude invétérée de considérer les sociétés par actions comme le bouillon de culture de la fraude.

La législation russe, entre autres, n'a jamais pu se libérer entièrement de cette prévention.

PREMIERE PARTIE

SOCIÉTÉS DE CAPITAUX EN RUSSIE IMPÉRIALE

CHAPITRE PREMIER

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS EN RUSSIE DU XVI^e SIÈCLE JUSQU'A L'ABOLITION DU SERVAGE EN 1861

SECTION PREMIÈRE

Développement des sociétés par actions

70. — Les « compagnies » par actions pénètrent en Russie de bonne heure. Le xvi^e siècle, — époque des recherches persévérantes des nouveaux marchés et des nouvelles voies commerciales, — a vu se former la « Merchant-adventurers of England company for the discoverie of Lands, Territories, Isles, Dominions and Seigneries unknown and not before that late entreprise by sea or navigation commanly frequented » ⁽¹⁾.

L'expédition envoyée en 1553 par cette Compagnie pour chercher dans les mers nordiques une route nouvelle vers les Indes, fut dispersée par une violente tempête. Deux bateaux périrent dans la mer Blanche. Le troisième navire, « Edouard Bonaventure », trouva refuge à l'embouchure de la Dvina, où les Anglais apprirent par des pêcheurs qu'ils se trouvaient dans le domaine du tsar moscovite. Le pilote Richard Chancellor a ainsi « découvert » la voie maritime de la Moscovie, déjà connue d'ailleurs par les marins russes depuis un siècle environ.

Le tsar Ivan le Terrible saisit cette occasion pour entrer avec l'Europe Occidentale en relations directes, rendues impossibles sur les frontières ouest par l'hostilité systématique de la Pologne. Il a reçu les Anglais avec une aménité à laquelle ses propres sujets n'étaient guère accoutumés.

(1) Compagnie des marchands explorateurs anglais pour la découverte des pays, territoires, îles, états et possessions inconnus et non fréquentés auparavant d'une manière courante par la voie de mer.

Le 6 février 1555, le Roi Philippe et la Reine Marie d'Angleterre ont approuvé les statuts d'une nouvelle société, qui obtenait le monopole du commerce avec « la Moscovie et les autres pays qui seraient découverts au nord, nord-est et nord-ouest de l'Angleterre ». Le monopole comportait le droit d'exiger la confiscation des bateaux concurrents.

Cette « Muscovy Company », au capital initial de 6.000 livres, divisé en 240 parts ⁽¹⁾, apparaît comme une des plus anciennes sociétés par actions anglaises. La charte, confirmée en 1566 par le Parlement, — fait sans précédents dans la pratique anglaise, — prévoyait un comité directeur élu, à la tête de l'entreprise. Les élections annuelles par une « general court » à laquelle tous les membres devaient assister, désignaient ce Comité directeur, composé d'un ou de deux gouverneurs, de quatre consuls et de vingt-quatre assistants. Ces derniers n'étaient convoqués que pour siéger dans les « courts of assistants », espèce de Conseil d'Administration ⁽²⁾.

Le message de la Reine Elisabeth adressé au Tsar de la Moscovie le 16 septembre 1568, décrit également la « Russian Company » comme une véritable société par actions.

Dans sa polémique avec le Tsar, la Reine réfute le reproche d'acaparement du commerce anglo-russe au profit de quelques personnes seulement, en expliquant que ce commerce « comporte de tels dangers et dépenses... qu'étant mené par quelques rares personnes isolées, il n'obtiendrait pas facilement le soutien des particuliers » ⁽³⁾. « C'est », continue la Reine, « le Parlement qui statua sur le commerce avec la Moscovie, et qui décida qu'il serait conduit par une société célèbre, formée non seulement de marchands, mais aussi d'autres personnes, n'excluant aucun Anglais qui voudrait travailler sous certaines conditions et en ayant égard à certaines règles. Il est tout naturel que dans ce commerce toutes les pertes, dépenses et

(1) « Shares ».

(2) Mademoiselle Inna LUBIMENKO, *Les marchands anglais en Russie au XVI^e siècle*, Revue historique, Paris, tome cix, année 1912, pages 1 à 26: Même auteur : *Histoire des relations commerciales de la Russie avec l'Angleterre*, Saint-Petersbourg, 1913, tome I, pages 11, 40 à 42.

(3) Inna LUBIMENKO, *Histoire des relations commerciales de la Russie avec l'Angleterre*, pages 40 à 42; voir aussi TOLSTOI, *The first forty years of intercourse between England and Russia*, Saint-Petersbourg, 1875, publié en russe et en anglais, pages 53-54 du texte anglais.

bénéfices soient en commun; les membres de la société doivent poursuivre leur commerce non chacun pour soi mais en commun pour tous; rien ne doit être employé comme bénéfice particulier, mais tout doit servir à l'avantage de tous » ⁽¹⁾.

Elisabeth reconnaît par ailleurs que « la société compte parmi ses membres, — et il ne pourrait pas en être autrement, — certaines personnes dépassant les autres en expérience, titres et pouvoirs, cependant », s'empresse-t-elle d'ajouter, « sous tous les autres rapports, sauf leurs titres, tous les associés ont des droits égaux, droit de vote aussi bien que celui de prendre part au partage des bénéfices » ⁽²⁾...

71. — Le point culminant des succès de la Compagnie auprès du gouvernement russe fut marqué par le « privilège » de 1569, qui accordait aux Anglais des avantages économiques appréciables ⁽³⁾. La nouvelle dynastie des Romanoff a confirmé en 1617, 1621 et 1625 les principaux de ces avantages. Mais plus tard ils subirent des restrictions systématiques et l'activité de la compagnie est restée, pour longtemps, un fait isolé dans l'économie russe.

72. — Le premier acte législatif ayant trait à l'association actionnaire en Russie, se place à la fin du siècle suivant, à l'époque des réformes radicales de Pierre le Grand. C'est l'oukaze du 27 octobre 1699 ⁽⁴⁾. Sa simplicité démontre que le gouvernement ne possède que des notions bien vagues sur cette forme d'association. L'oukaze recommande « aux marchands de l'Etat moscovite de faire le commerce en se groupant en compagnies, comme le pratiquent les commerçants des autres Etats..., d'arrêter, d'un commun accord, les mesures à prendre pour l'extension de leur commerce... » « Le Trésor du Grand Souverain », ajoute l'oukaze, « tirerait un grand profit de l'existence de ces compagnies... »

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

(3) Voir l'analyse détaillée chez M^{lle} Inna LUBIMENKO, *Histoire des rapports commerciaux de la Russie avec l'Angleterre*, pages 44-46; Même auteur, Extrait de la Revue historique, tome CXLI, *Les marchands anglais en Russie au XVII^e siècle*, pages 6-13.

(4) Collection complète des lois, tome III, n° 1.706.

Les oukazes du 27 octobre 1706 et du 2 mars 1711 ⁽¹⁾ renouvellent la même recommandation. Les premiers consuls russes établis à l'étranger ⁽²⁾, ainsi que les nobles envoyés par l'Empereur en Europe pour compléter leur instruction, insistent également sur l'utilité des compagnies.

Quelquefois ils proposent même des mesures plus énergiques que les plans de l'Empereur lui-même. Ainsi en 1712, Théodore Saltuikoff présente un projet comportant l'ordre aux commerçants de former des compagnies dans tous les centres administratifs importants. Ces compagnies seront tenues de commercer avec les Etats étrangers.

L'idée n'est pas restée lettre morte. L'oukaze du 8 novembre 1723 ⁽³⁾ semble exprimer l'intention du gouvernement de former une compagnie obligatoire pour tous les entrepreneurs d'Arkhangel, se livrant à la chasse aux baleines.

L'oukaze du 4 août 1724 ⁽⁴⁾ « sur la formation d'une compagnie pour le commerce avec l'Espagne, sous la direction du Kommertz-Collège » ⁽⁵⁾, abandonne, par contre, la manière forte. Il recommande à cette Administration de « prendre soin de la nouvelle compagnie, comme la mère en prend de son enfant ».

73. — Tous ces efforts officiels n'aboutirent pas à des résultats tangibles. D'ailleurs, sous ce rapport, les successeurs immédiats de Pierre n'étaient guère plus heureux. On s'en rend facilement compte par le sort de l'oukaze du 21 septembre 1739, ordonnant la liquidation des caravanes organisées par l'Etat pour commercer avec la Chine. Suivant les termes de l'oukaze, ces caravanes « à l'avenir ne doivent plus exister... Mais une compagnie doit être formée entre marchands honorables et autres personnes qui désireraient engager des capitaux dans cette compagnie chinoise. Cette mesure est énoncée à l'avance, pour qu'on s'inscrive dans le Kommertz-Collège et pour qu'on fasse connaître le désir de prendre part au commerce chinois et les sommes qu'on serait susceptible d'y engager » ⁽⁶⁾.

(1) *Ibid.*, tome iv, n° 2.330.

(2) A Venise, en 1711; à Hambourg, en 1713; à Paris, en 1715; à Vienne, en 1718.

(3) Collection complète des lois, tome vii, n° 4.348.

(4) *Idem*, tome vii, n° 4.540.

(5) Le Ministère de Commerce de l'époque.

(6) Collection complète des lois, tome x, n° 7.906.

Or, l'oukaze du 11 septembre 1740 ⁽¹⁾ constate qu'en réponse à cet appel, « jusqu'ici personne ne s'est encore présenté au Commertz-Collège », celui du 31 août 1741 ⁽²⁾ certifie que la situation restait inchangée à cette date.

74. — Le célèbre historien russe V. Klioutchevski dans son *Cours de l'Histoire russe*, explique l'échec du grand réformateur national par « le manque d'habitude et l'absence de confiance mutuelle » ⁽³⁾. « Cependant », ajoute-il, « l'ancienne Russie a élaboré sa forme particulière de l'association commerciale. Elle ne réunissait pas les capitaux, mais les personnes, étant basée sur la parenté et l'indivision des biens. Sous la direction et la responsabilité de l'aîné, les parents indivisaires menaient l'entreprise commerciale comme agents subordonnés du patron et non comme associés actionnaires. C'est la « maison de commerce », composée du marchand-patron avec ses « frères-marchands », « fils-marchands », etc...

« Cette forme de coopération », conclut l'auteur, « démontre clairement que le besoin d'activité collective, en présence d'un manque de confiance entre les membres d'une société, a cherché satisfaction sous le toit familial, en s'accrochant aux restes des unions basées sur la communauté du sang ».

Or, comme nous venons de voir, l'association actionnaire se base sur des forces, situations et moyens tout différents. Formée par les efforts créateurs et l'expérience commerciale des peuples d'Occident, elle s'offrait aux Russes, comme une institution consacrée par la pratique et ayant déjà fourni ses preuves. Mais les habitants du nouvel Empire n'ont pas encore évolué suffisamment pour pouvoir apprécier ce don de la culture occidentale.

75. — C'est toujours à l'initiative des étrangers, — négociants vénitiens en l'occurrence, — qu'est due la fondation de la « Compagnie Russe faisant le commerce à Constantinople » ⁽⁴⁾, première société par actions à laquelle le gouvernement réussit enfin à intéres-

(1) *Ibid*, tome XI, n° 8.237.

(2) *Ibid.*, tome XI, n° 8.236.

(3) Prof. V. KLIOUTCHEVSKI, *Cours d'Histoire Russe*, volume 1, pages 19-20, 3^e édition, Moscou, 1908.

(4) L'oukaze du 22 novembre 1756, publié le 24 février 1757. Collection complète des lois, tome XIV, n° 10.694.

ser trois marchands russes. Les « conditions » dressées par ces commerçants hardis précisent d'ailleurs (§ 13) que leur projet est semblable à « ce qui se fait habituellement dans les Etats européens ».

Ainsi, il a fallu presque 58 ans pour donner au premier oukaze sur la matière un commencement d'exécution.

Le 15 juin 1758 fut publié l'oukaze sur la fondation de la « Compagnie du commerce avec la Perse » ⁽¹⁾; le 30 mars 1760 un autre oukaze ⁽²⁾ a autorisé le Comte Vorontzoff et le Prince Kourakine à établir la « Compagnie faisant du commerce à Boukhara et au Choresme ».

Là s'arrêtent les succès de la nouvelle institution, succès assez discutables d'ailleurs, quant au fond, à en juger d'après l'oukaze du 28 mars 1762 ⁽³⁾, qui a liquidé toutes ces compagnies.

Après avoir signalé la prospérité de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales et les succès des compagnies suédoises et danoises, l'oukaze affirme « ne pas ignorer la nécessité de suivre ces exemples ». « Mais », continue le législateur, « les compagnies russes ne sont qu'un lieu de refuge des commerçants en banqueroute. Ayant dilapidé son avoir, un commerçant de cette espèce sollicite l'autorisation de se servir du nom d'une compagnie. Ainsi au lieu de recevoir au bagne une juste punition de ses dettes inconsidérées, il obtient le monopole des avantages dont jouissaient auparavant de nombreux marchands et recherche son salut dans la ruine des autres. La Compagnie du Commerce avec la Perse en est l'exemple le plus important... » La décision impériale semble découler tout naturellement de cette appréciation sévère : « ... Et pour ces causes, Nous ordonnons de mettre fin immédiatement à cette compagnie et aux autres établies sur des bases semblables, puisqu'elles ne sont pas autre chose que l'appropriation injuste, au profit d'un seul, des biens appartenant à tous ».

76. — On voit que la notion de compagnie par actions est encore étroitement liée, dans l'esprit du législateur à celle des privilèges et du monopole, reconnus néfastes, en matière de commerce extérieur.

(1) Collection complète des lois, tome xv, n° 10.848.

(2) *Ibid.*, tome xv, n° 11.046.

(3) *Ibid.*, tome xv, n° 11.489.

Les tares des compagnies liquidées n'ont pas compromis, cependant, l'idée même des sociétés par actions. L'oukaze énonce, en termes formels, l'intention de suivre les modèles européens, et l'année suivante, en autorisant la fondation de la « Compagnie de Négoce dans la Méditerranée », l'Empereur n'a pas hésité à en souscrire, à titre d'encouragement, 20 actions ⁽¹⁾.

D'autres tentatives encore ont reçu un accueil favorable auprès du Gouvernement. Elles furent cependant peu nombreuses et d'un résultat pratique médiocre ⁽²⁾.

77. — La première société par actions russe, qui a su résister aux épreuves et difficultés des débuts, fut la Compagnie Russo-Américaine.

Les statuts du 3 août 1798, approuvés le 8 juin 1799, se sont ressentis du désir impérial « de voir les fondateurs s'organiser suivant le modèle des compagnies étrangères européennes, digne d'imitation ». Mais la création même de la compagnie n'est aucunement due à l'inspiration ou aux efforts du Gouvernement. Cette société, dont le succès fut indéniable, s'est formée par la fusion spontanée de deux maisons de commerce d'Irkoutsk qui se faisaient auparavant concurrence.

Les marchands sibériens du XVIII^e siècle étaient habitués à unir leurs moyens d'action pour entreprendre des expéditions lointaines aux îles Aléoutiennes et Kouriles, à la recherche des fourrures de valeur. La réunion en une seule entreprise de deux groupements de ce genre était dans les mœurs commerciales de la région.

Seule la forme de l'association constituait une innovation. C'était une société par actions au capital de 724.000 roubles, divisé en 724 actions.

78. — La Compagnie Russo-Américaine a rapidement atteint ses buts sociaux : construction d'une escadre; l'occupation et l'exploitation de la rive américaine du détroit de Behring (La presqu'île d'Alaska). Mais, malgré ce succès, la forme actionnaire de l'entre-

(1) *Ibid.*, tome xvi, n° 11.937.

(2) « Compagnie Commerciale de Nijni-Novgorod », fondée en 1767 (Collection complète des lois, tome xviii, n° 12.904); « Compagnie Commerciale de Voronège », en 1772 (*idem*, tome xviii, n° 13.886); « Compagnie pour la construction des navires », en 1782, (*idem*, tome xxviii, n° 21.900).

prise est restée, pour longtemps encore, étrangère aux usages commerciaux du pays.

D'après les renseignements du Ministère Russe des Finances ⁽¹⁾, « dans le premier quart du XIX^e siècle, aucune société par actions ne fut fondée en Russie; ce n'est que dans le deuxième quart de ce siècle que la société par actions est entrée peu à peu dans la pratique, et encore ses progrès furent-ils très lents. Ainsi, jusqu'en 1850, il ne fut fondé que 15 sociétés par actions dont le capital était d'environ 22 millions de roubles ».

SECTION DEUXIÈME

L'évolution générale du pays

79. — Tant qu'exista en Russie le servage, la modicité des résultats obtenus par les fondateurs des sociétés ne fut que trop naturelle : l'état social et politique de la Russie excluait les formes avancées de l'activité économique.

Lors de l'émancipation des serfs, en 1861, « la propriété foncière dans la Russie d'Europe était répartie de la façon suivante : 105 millions de déciatines appartenaient à la noblesse et à peine 6 millions aux autres classes de la société. Le reste se trouvait entre les mains de l'Etat, tantôt en qualité d'apanage de la famille impériale, tantôt comme propriété du Trésor.

Les domaines, tant privés que publics, étaient cultivés à l'aide de serfs » ⁽²⁾.

Les terres occupées par les serfs étaient soumises à un régime juridique spécial. Seuls les nobles avaient le droit de les acquérir. Sur les 6.000.000 de déciatines réparties entre toutes les autres classes sociales, la moitié était en possession du clergé des paroisses.

(1) E. ROUBSKY, *Sociétés par actions*, dans le Recueil *La Russie à la fin du XIX^e siècle*, ouvrage publié par la Commission Impériale de Russie à l'Exposition Universelle de Paris, sous la direction de M. W. Kovalevsky, sous-secrétaire d'Etat aux Finances, Paris, 1900.

(2) *Le régime économique de la Russie*, par Maxime KOVALEWSKY, académicien, ancien professeur à l'Université de Moscou, Paris, 1898, chap. III, page 87.

ses. L'autre moitié, les 3.000.000 de déciatines appartenant au Tiers-Etat, était « composée en majeure partie de terres situées dans l'enceinte ou dans le voisinage des villes et servant d'emplacement aux maisons de commerce, aux usines et aux fabriques » ⁽¹⁾.

D'ailleurs, dans l'immense empire à population éparsée et asservie, les habitants des villes ne formaient qu'une infime minorité. La proportion de la population urbaine par rapport à la population totale du pays s'établissait comme suit ⁽²⁾ :

En 1812 : 1.653.000 habitants, soit 4,40 %	
En 1835 : 3.025.000	— 5,80 %
En 1851 : 3.482.000	— 7,80 %

Dans ces chiffres relativement modestes, sont compris les nobles résidant dans les villes, les serfs attachés à leurs personnes, les fonctionnaires, le clergé et les serfs autorisés à exercer un métier en ville.

Autant dire que le Tiers-Etat fut quasi inexistant.

80. — Dans ces conditions, l'expérience et les perfectionnements techniques de l'Europe Occidentale étaient de peu d'utilité dans ce pays. Les formes naturelles de l'économie, la production pour l'usage personnel découlaient du régime de propriété basé sur le travail des serfs attachés à la glèbe.

« Rien de moins spontané que le développement de notre grande industrie... » ⁽³⁾. « Nos manufactures et nos fabriques ne représentent pas le fruit du développement organique de l'industrie domestique influencé par l'accroissement des besoins de la population. Elles ont été créées assez tard par le gouvernement qui était guidé dans ce cas aussi bien par des besoins pratiques (par exemple, le besoin de draps pour l'armée) que par des considérations théoriques sur la nécessité du développement industriel national » ⁽⁴⁾.

« La Russie d'avant l'émancipation nous laissa aussi une industrie

(1) *Ibid.*, chap. III, page 91.

(2) *Essais sur l'histoire de la civilisation russe*, par P. MILIOUKOV, professeur à l'Université de Moscou, Paris, 1901, 2^e partie, chap. III, page 103.

(3) M. KOVALEWSKY, *op. cit.*, chap. V, § I, page 169.

(4) P. MILIOUKOV, *op. cit.*, 2^e partie, chap. II, page 105.

urbaine... L'industrie urbaine par sa technique rudimentaire rappelait celle qui avait existé en Europe Occidentale, il y a des siècles, à cette différence près, qui était à son désavantage, qu'elle était complètement désunie, incapable de rendre viable des corporations, en dépit des efforts de Pierre I^{er} et Catherine II » ⁽¹⁾.

Nous venons de citer les trois savants éminents dont les œuvres ont eu la bonne chance d'être traduites et éditées en français. Nous pourrions multiplier à volonté les citations de ce genre, la science économique russe étant unanime dans l'appréciation des faits. L'industrie créée « par la poussée gouvernementale » ⁽²⁾ et soutenue par des tarifs tantôt prohibitionnistes (tarifs du Comte Kankrine, ministre des Finances, publiés en 1822), tantôt fortement protecteurs (ceux de 1850 et de 1857), se développait au ralenti.

81. — En 1861, il n'y avait encore en Russie que 9.944 fabriques et usines; la valeur des objets fabriqués ne dépassait pas 160 millions de roubles. Les richesses naturelles du sol restaient non utilisées : l'extraction des minerais de fer et de cuivre était nulle, la production du naphte dans un état embryonnaire; dans les statistiques mondiales de l'extraction de la houille, la Russie apparaît pour la première fois en 1860.

Elle y est portée pour 18 millions de tonnes de charbons, soit 0,20 % de la production mondiale, qui s'est élevée à 8,8 milliards de tonnes ⁽³⁾.

La production de la fonte était, elle aussi, bien modeste. En 1861, la Russie en a produit 17 millions de pouds, soit 4 % de la production mondiale ⁽⁴⁾.

82. — Dans ces conditions, le commerce extérieur du pays ne pouvait pas être bien élevé.

(1) *Aperçus sur le présent et l'avenir de l'Etat Economique de la Russie*, par A. ISSAIEFF, Paris, 1897, page 25.

(2) P. MILIOUKOV, *op. cit.*, 2^e partie, chap. II, page 108.

(3) Prof. L. D. SINITZKY, *Manuel de Géographie Economique de l'U.R.S.S.*, 2^e édition, complétée et corrigée, Moscou, 1925, page 128.

(4) SINITZKY, *op. cit.*, page 172 (la Grande-Bretagne, 236 millions; la France, 54 millions; les Etats-Unis, 40 millions; l'Allemagne, 36 millions de pouds).

Le bilan commercial russe se traduit, pour la période en question, en moyennes suivantes ⁽¹⁾ :

ANNEES	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	TOTAL ANNUEL du mouvement
	millions de r.	millions de r.	millions de r
1824-1828.....	56	50	106
1851-1855.....	81	74	155
1855-1860.....	141	120	261

La part de l'industrie nationale dans les exportations était infime. M. Milioukov décompose le commerce extérieur russe en 1851-1853 de la manière suivante ⁽²⁾ :

	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS
Matières alimentaires.....	36 %	30 %
— industrielles.....	58 %	50 %
Articles fabriqués.....	2 1/2 %	16 %
Autres articles.....	3 %	4 %

La proportion élevée des « matières industrielles » dans les importations s'explique surtout par les achats à l'étranger du minerai de fer et du charbon, indispensables à l'existence même des usines

(1) P. MILIOUKOV, *op. cit.*, page 133; La moyenne donnée par le prof. Oganovsky dans ses *Etudes de Géographie Economique* pour les années 1851-1860 est légèrement plus élevée que les données ci-dessus. Il indique : 123,5 millions de roubles or pour les exportations; 113 millions pour les importations; 225,6 millions comme total annuel du mouvement. Voir aussi dans ce sens le Manuel de Sinitzky, page 231.

(2) MILIOUKOV, *op. cit.*, pages 135 et 136.

russes. Par contre, les « matières à fabriquer exportées provenaient de l'agriculture et de la sylviculture ».

Le pourcentage des « articles fabriqués » à l'exportation était 6 fois moins élevé que celui des articles introduits en Russie.

83. — Le sens des statistiques groupées dans notre exposé est quelque peu atténué, sans doute, par la jeunesse relative de l'industrie russe, en retard sur l'Europe d'une cinquantaine d'années.

Mais dans le domaine des transports ferroviaires la Russie débute presque en même temps que les pays occidentaux.

On sait que le premier chemin de fer fut inauguré en Angleterre le 25 septembre 1825, entre Stokton et Darlington; treize ans plus tard la circulation ferroviaire fut ouverte entre Saint-Petersbourg et Tsarskoïe Sielo (25 verstes).

Or, en 1860, malgré l'énormité du territoire et l'insuffisance absolue d'autres voies de communication ⁽¹⁾, la longueur du réseau russe n'était que de 1.600 kilomètres, en face de 49.000 kilomètres aux Etats-Unis, 11.600 kilomètres en Allemagne, 9.500 kilomètres en France et 16.000 kilomètres en Angleterre ⁽²⁾.

Ce résultat médiocre s'explique aisément. Dans chaque pays les chemins de fer furent organisés d'après les besoins de son activité industrielle et commerciale. L'économie nationale russe, pauvre et primitive, fut dotée de moyens de transport en rapport avec ses forces.

84. — L'impuissance des soins tutélaires du gouvernement impérial, en face des réalités économiques, s'est manifestée encore plus nettement dans le domaine du crédit.

Une banque de prêts d'Etat ⁽³⁾ et une banque gouvernementale de commerce ⁽⁴⁾, devaient procurer, selon l'expression du comte Kankrine, « des encouragements à l'industrie et des appuis à la noblesse ». La sécurité des placements, garantis par l'Etat, avait attiré dans ces banques des dépôts considérables : 300 millions de roubles en 1857 contre 23 millions en 1817. La demande de capitaux restait

(1) En 1860, on ne comptait en Russie que 8.000 verstes de chaussées.

(2) SINITSKY, *op. cit.*, page 243.

(3) Fondée en 1786 et transformée en 1817.

(4) Fondée en 1817.

cependant insignifiante et les banques ne trouvaient pas d'emploi pour la majeure partie des sommes mises à leur disposition : — l'es-compte des effets de commerce ne constituait que 2 1/2 à 4 % des opérations de la « banque de commerce ».

Dès 1825, le Gouvernement fut obligé d'ordonner la transmission des fonds non utilisés par le commerce, à la Banque de prêts. Mais celle-ci n'arrivait pas à utiliser ses propres moyens d'action : en 1820, ayant reçu 23 millions de roubles en dépôt, elle n'avait prêté que 10 millions de roubles; pour 1857 les chiffres respectifs étaient de 62 et de 50 millions. Les virements de la banque de commerce étaient, dans ces conditions, dénués de toute utilité.

Ni l'abaissement du taux des dépôts (4 % au lieu de 5 %), ni les facilités accordées aux emprunteurs, n'ont pu changer la situation. En fin de compte, la pléthore des disponibilités fut employée « aux différentes entreprises publiques et pour les besoins du fisc ». En 1860, les 4/5 des sommes déposées à la Banque de prêts, — 250 millions de roubles sur 318 millions, — étaient employés pour les besoins du Trésor ⁽¹⁾.

85. — On voyait ainsi le paradoxe d'un pays à richesses naturelles considérables, offrant un champ d'action immense à l'industrie nationale naissante; la protégeant sur un marché de 75 millions de consommateurs par des tarifs douaniers élevés et ne trouvant pas des initiatives sérieuses et éclairées pour faire fructifier les capitaux, assez limités d'ailleurs, mis par l'Etat à la disposition du commerce et de l'industrie.

Il est difficile d'imaginer un état de choses plus défavorable au développement des sociétés anonymes. Or, un autre obstacle encore contrecarrait ce développement. Nous voulons parler de la répartition des fortunes dans l'Empire des Tsars.

La misère des masses populaires asservies voisinait dans ce pays avec les grandes fortunes des propriétaires terriens et de quelques rares capitalistes. Les sociétés anonymes n'y avaient pas de raison d'être. Le capital de l'entrepreneur était, dans la plupart des cas, suffisant pour mener à bien ses affaires. Si, par hasard, l'entreprise était trop importante ou les risques trop grands, il avait à sa dispo-

(1) Prof. MILIOUKOV, *op. cit.*, 2^e partie, chapitre III, pages 146-148.

sition le contrat d'association strictement personnelle avec un ou plusieurs commerçants, aussi riches que lui-même.

86. — Le rôle économique restreint des sociétés anonymes en Russie durant la première moitié du XIX^e siècle, explique la pauvreté des textes législatifs consacrés à cette institution. On n'en trouve que deux, ayant une certaine portée générale. C'est, tout d'abord, l'oukaze du 6 septembre 1805 ⁽¹⁾, qui est venu « confirmer la règle en vertu de laquelle une société par actions ne répond pas de ses dettes au delà du capital social, de sorte que les actionnaires ne peuvent jamais perdre des sommes dépassant le capital engagé dans l'entreprise ».

C'est ensuite le manifeste du 1^{er} janvier 1807 ⁽²⁾ qui explique la nécessité de l'autorisation impériale pour la fondation d'une société anonyme par les « visées importantes de l'économie de l'Etat ».

La première codification russe elle-même ne contenait d'ailleurs, que deux articles consacrés à la question ⁽³⁾. Ils reproduisaient, dans une rédaction légèrement modifiée, l'oukaze de 1805 et le manifeste de 1807. Le Code ne précisait ni l'organisation intérieure des sociétés par actions, ni les principes de leur fonctionnement. Il passait également sous silence la nécessité d'avoir un capital social déterminé, garantissant les tierces personnes.

On considérait que dans chaque cas particulier le législateur, en autorisant une société par actions, doit donner à cette forme exceptionnelle de l'entreprise, le règlement le plus approprié au but concret des associés.

A défaut de textes législatifs nouveaux, ces considérations d'opportunité déterminèrent la politique gouvernementale russe durant des dizaines d'années ⁽⁴⁾, et dans un milieu économique radicalement changé.

(1) Collection complète des lois, tome xxviii, n° 21.900.

(2) Collection complète des lois, tome xxxiii, n° 24.800.

(3) Le volume x de la Codification, Code des lois civiles, édition de 1835, articles 1.384 et 1.389.

(4) Ce n'est qu'en 1901 que le Comité des Ministres mit fin à cet état de choses par sa « décision du 21 décembre 1901, approuvée par l'Empereur et modifiant et complétant les dispositions légales sur les compagnies par actions ».

CHAPITRE II

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS EN RUSSIE DE L'ABOLITION DU SERVAGE EN 1861 JUSQU'A LA GUERRE DE 1914-1918

SECTION PREMIÈRE

Evolution générale du pays

87. — La campagne de Crimée et l'avènement d'Alexandre II au trône, ont marqué les débuts de la période dite l'Epoque des Grandes Réformes. Le jeune Empereur, porté par son éducation vers les idées libérales, tira de la défaite des armées russes l'enseignement qu'elle comportait. Le manifeste du 19 mars 1856, annonçant la conclusion de la paix, se terminait par la célèbre phrase : « que la prospérité intérieure de la Russie se développe et se consolide; que la justice et la bienveillance règnent dans ses tribunaux; que l'amour de l'instruction et de toutes les activités utiles se développent partout avec une force accrue ». Alexandre n'a pas tardé à tenir cette promesse de rénovation intérieure. Entouré d'un groupe brillant de collaborateurs dévoués à l'œuvre entreprise ⁽¹⁾, il réussit à introduire en Russie les principes, qui devaient rapprocher son Empire de l'organisation des Etats européens modernes.

L'abolition du servage (1861), la réforme des Universités (1863), qui accordait une grande autonomie au corps des professeurs et supprimait la limitation du nombre d'étudiants, la réforme de la justice (1864) supprimant les tribunaux de classes et instituant des tribunaux communs pour tous, le service militaire, obligatoire pour tous les états (1874), l'organisation des zemstvos (1864) et des muni

(1) Ce groupe comprenait, entre autres, N. A. Milioutine, Ministre de la Guerre; la Grande Duchesse Hélène Pavlovna (veuve du Grand Duc Michel Pavlovitch); le prince V. A. Tcherkasski; le Grand Duc Constantin Nikolaïevitch; le Comte Panine; le Comte Kisselev; Yori Samarine; A. Rostovtsev, Directeur Général des Ecoles Militaires.

cipalités (1870) électives, à compétence étendue⁽¹⁾, toutes ces mesures se suivaient à de courtes intervalles.

En peu de temps les conditions sociales et économiques du pays ont changé du tout au tout. Une Russie nouvelle est née avec une nouvelle classe sociale, une population libre de 22 millions d'âmes. L'énergie et les capacités du peuple russe, comprimés pendant des siècles, se sont affirmés, après l'abolition du servage, dans les progrès remarquables de l'évolution économique du pays.

Il est impossible de comprendre l'épanouissement magnifique des sociétés par actions dans un pays, jusqu'alors réfractaire à cette forme d'entreprises, sans qu'on retrace préalablement les lignes principales tout au moins, du cadre, dans lequel l'initiative privée et les capitaux privés auront à agir dorénavant, en Russie.

POPULATION

88. — L'accroissement rapide et continu de la population fut un des éléments essentiels de ce cadre. Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'excédent annuel des naissances sur les décès dépassait 1,40 % de l'ensemble de la population. Il s'est élevé à 1,70 % au XX^e siècle : - les moyennes de 1911-1913 accusent 441 naissances et 272 décès par 10.000 habitants⁽²⁾, — et même à 2,1 % pour les années 1909 à 1914⁽³⁾.

Dans le mouvement ascendant, la répartition de la population entre les villes et la campagne se modifiait peu à peu au profit des villes.

(1) Les Zemstvos, créés par le nouveau *Règlement relatif aux institutions des gouvernements et des districts* étaient compétents dans toutes les affaires en rapport avec l'instruction publique, avec l'assistance médicale, le ravitaillement, la construction et l'entretien des routes, les assurances, la lutte contre les épizooties. Le *Statut municipal de 1870* conférait aux municipalités une autonomie aussi large qu'aux Zemstvos (Voir S. PLATONOV, ancien professeur d'histoire à l'Université de Pétersbourg, *Histoire de la Russie des origines à 1918*, Payot, Paris, 1929, pages 906 à 928).

(2) Prof. OGANOVSKY N. P., *Etudes de Géographie Economique, en rapport avec l'économie mondiale, d'après les derniers matériaux statistiques*, 2^e édition, Moscou, 1924, page 61.

(3) *Annuaire statistique de la Russie 1915*, Pétersbourg, 1916, page 58; *Idem*, 2^e partie, page 2.

Les différentes statistiques publiées à ce sujet, peuvent être facilement résumées dans un tableau succinct ⁽¹⁾ :

	En 1858-1860		En 1897		Au 1 ^{er} janvier 1915	
	NOMBRE d'habitants	POUR- CENTAGE	NOMBRE d'habitants	POUR- CENTAGE	NOMBRE d'habitants	POUR- CENTAGE
Population rurale....	67 millions	89,33 %	101.600.000	86,25 %	154.259.800	84,7 %
— urbaine..	8 —	10,67 %	16.200.000	13,75 %	27.922.800	15,3 %
	75 millions	100,00 %	117.800.000	100,00 %	182.182.600	100,00 %

Ainsi la population urbaine se trouva être 3 fois 1/2 plus importante en 1914 qu'en 1858-1860, tandis que l'accroissement de la population rurale pour la période en question, n'était que de 50 %.

Les statistiques ci-dessus se rapportent à la Russie de 1914, immense Empire de 22.360.000 kilomètres carrés et de 182 millions d'habitants.

A la suite de la grande guerre et de la guerre civile, cet Empire fut amputé de ses provinces limitrophes de l'Europe Occidentale. Des villes nombreuses et importantes ⁽²⁾ se trouvaient sur les territoires de l'ancienne Pologne russe, de la Finlande, des Pays Baltes, de la Lithuanie, de la Bessarabie, — régions dont la population était plus dense que celle de l'ensemble du pays : 31,4 millions d'âmes sur 170.000 kilomètres carrés.

Pour le territoire actuel de l'U.R.S.S., l'analyse des statistiques

(1) *Idem*, pages 33-62; les années 1858 et 1897 sont celles du démembrement général de la population.

(2) Ne citons que Varsovie (909.491 habitants), Lodz (418.000 habitants), Riga (569.100 habitants), Mitava (46.800 habitants), Reval (97.600 habitants), Helsingfors (170.500 habitants), Vilna (204.290 habitants), Kovno (92.810 habitants), Kichineff (128.700 habitants), Grodna (64.100 habitants), etc..., etc.

Ces statistiques sont extraites de l'Annuaire statistique de la Russie, 1915, pages 153-154.

fait ressortir une urbanisation moins accentuée, mais les tendances générales du mouvement démographique restent inchangées ⁽¹⁾ :

	En 1897	En 1916	ACCROIS- SEMENT	POUR- CENTAGE de l'accrois- sement
Population rurale.....	81.563.000	102.654.000	21.091.000	26 %
— urbaine.....	11.308.000	21.609.000	10.301.000	91 %
	92.871.000	124.263.000	31.392.000	34 %

Il en résulte que le problème de la population se présentait en Russie sous un aspect particulièrement sain. Le développement des villes, — signe habituel de l'industrialisation croissante, — était fortement stimulé par l'existence d'une paysannerie prolifique et fortement incrustée au sol ⁽²⁾. L'industrie russe trouvait sur le marché intérieur de vastes débouchés, sans cesse accrus par de nouveaux millions de consommateurs ruraux.

D'autre part, dans les foules affluant continuellement vers les villes, l'économie russe trouvait pour la servir des ouvriers et des entrepreneurs, des bras et des cerveaux. Les uns et les autres avaient une vaste tâche à accomplir; les richesses naturelles du pays, si longtemps négligées par le peuple asservi, offraient un vaste champ d'action aux énergies enfin libérées.

89. — Dans ces conditions, les succès de l'économie nationale russe de 1861 à 1914 furent très réels. Les données statistiques, russes et étrangères, se rapportant à cette période, font ressortir très nettement les progrès extrêmement rapides du jeune pays en pleine croissance.

CHEMINS DE FER

90. — Le développement du réseau ferroviaire fut un stimulant énergétique de cette évolution, en assurant aux marchandises des

(1) Voir OGANOVSKY, *op. cit.*, page 61.

(2) Voir les développements sur l'agriculture (paragraphe 91 à 96).

transports rapides, sûrs et à bon marché. La longueur du réseau n'était encore que de 1.487 verstes en 1860. Elle atteignait ⁽¹⁾ :

10.221	verstes	en	1870
21.124	—		1880
28.346	—		1890
49.742	—		1900
65.000	—		1913

D'autre part, à la veille de la guerre, le Ministère des Voies et des Communications, était sur le point de mettre en exécution un vaste programme de constructions nouvelles.

Le matériel roulant comprenait en 1913 : 20.096 locomotives et 483.000 wagons à marchandises. La métallurgie russe a produit cette année-là 609 locomotives et 20.429 wagons, chiffres dépassés quelquefois dans les années de la guerre ⁽²⁾.

Les marchandises transportées en 1913 par chemin de fer atteignaient le chiffre respectable de 15.591 millions de pouds; le parcours accompli était de 3.578 milliards de poudo-verstes ⁽³⁾.

L'AGRICULTURE

91. — La répartition du sol a subi dans la deuxième moitié du XIX^e siècle des modifications profondes sous l'influence de deux phénomènes : — dépossession progressive de la noblesse et accroissement de la propriété paysanne.

La loi de 1861 organisait le rachat forcé d'une partie des terres au profit des serfs libérés. A la suite de cette loi, la répartition de la propriété dans la zone cultivée de la Russie d'Europe était, en 1861, la suivante ⁽⁴⁾ :

(1) *Annuaire statistique du Ministère des Voies et Communications*, Saint-Petersbourg, 1910-1915, tableau comparatif.

Voir également les analyses détaillées dans le *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur les projets de budget de l'Empire pour 1913* (pages 142 à 148) et dans le *Mémoire analogue pour 1914* (pages 87 à 95).

(2) Le maximum annuel atteint fut de 883 locomotives (en 1915) et de 31.674 wagons (en 1914).

(3) *Annuaire statistique du Ministère des Voies et des Communications*, Saint-Petersbourg, 1915.

(4) La Société des Nations, *Rapport sur les conditions économiques de la Russie, traitant spécialement de la famine de 1921 et 1922 et de la situation de l'agriculture*, Genève, 1922, page 11.

Propriétaires : 120 millions de déciatines.

Paysans : 113,7 millions de déciatines (soit 130 millions d'hectares environ).

En 1897, d'après les rapports des maréchaux de noblesse au Comité central de statistique, la propriété nobiliaire est tombée sur l'étendue des 84 gouvernements de la Russie d'Europe⁽¹⁾ de 71.247.000 déciatines en 1861 à 57.728.000 déciatines en 1891. La diminution était égale à 13.519.000 déciatines, soit à 23 % des terres détenues par les nobles en 1861 ⁽²⁾.

Depuis, la diminution des surfaces appartenant aux nobles s'accroissait d'une année à l'autre. Le professeur Oganovsky ⁽³⁾, dans une étude très serrée, évalue cette diminution par les moyennes annuelles suivantes :

517.000	déciatines pour les années	1859-1877
741.000	—	1878-1892
785.000	—	1893-1896
977.000	—	1897-1900

Les troubles agraires de 1905 ont déterminé une vague nouvelle d'aliénations. D'après les statistiques de la Direction des Impôts Directs, concernant une partie importante du territoire, entre 1906 et 1911, la propriété nobiliaire dans 47 gouvernements de la Russie d'Europe, est passée de 49.800.000 à 43.200.000 déciatines. La diminution se chiffrait ainsi à 6.600.000 déciatines, soit à 13 % de la surface initiale.

Les paysans sont devenus de bonne heure les principaux bénéficiaires de la dépossession continue de la noblesse. Les moyennes annuelles du professeur Oganovsky ⁽⁴⁾ sont sur ce point très éloquentes :

(1) Les 3 gouvernements baltiques, le Pays des Cosaques du Don, la Bessarabie et le gouvernement d'Archangel n'étaient pas compris dans ces statistiques.

(2) Prof. KHODSKY, *La terre et le cultivateur*, Saint-Pétersbourg, 1897, volume I, page 458.

(3) Prof. OGANOVSKY, *op. cit.*, pages 103 et suivantes.

(4) *Idem*, pages 104-106.

ACCROISSEMENT ANNUEL DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

a) Des acquéreurs du Tiers-Etat :

Période	Surface
1861-1880.....	450.000 déciatines
1881-1886.....	300.000 —
1887-1892.....	200.000 —
1893-1898.....	100.000 —

b) Des acquéreurs paysans :

1861-1870.....	91.500 déciatines
1871-1880.....	263.000 —
1881-1890.....	438.000 —
1891-1900.....	730.000 —

Le ralentissement des acquisitions du Tiers-Etat met d'autant plus en relief la croissance ininterrompue de la propriété paysanne. Non arrêtée par les troubles agraires de 1905-1906, cette conquête paisible du sol se poursuit dès 1907 avec une vigueur nouvelle. L'excédent des achats faits par les paysans sur les ventes par eux effectuées, s'est élevé :

en 1905 à	437.000 déciatines
en 1906 à	623.000 —
en 1907 à	988.000 —
en 1908 à	888.000 —
en 1909 à	1.438.000 —
en 1910 à	1.668.000 —

Les chiffres élevés des années 1907-1910 se ressentent, sans doute, de la réforme agraire basée sur l'oukaze impérial du 9 novembre 1906 et la loi du 14 juin 1910 : la substitution graduelle de la propriété individuelle et des lots d'un seul tenant au régime de la tenure communale et des parcelles minuscules.

Depuis 1911, le professeur Oganovsky n'a pu recueillir que les renseignements sur les achats des terres faits par l'intermédiaire de la

Banque Paysanne ⁽¹⁾. Les paysans ont acquis à l'aide de cet établissement financier :

en 1911.....	1.397.000	déciatines
en 1912.....	917.000	—
en 1913.....	924.000	—
en 1914.....	699.000	—

A la suite de l'évolution demi-séculaire, dont nous avons suivi les grandes lignes, les paysans détenaient en 1914 plus de 45 % des terres arables de la Russie d'Europe (175.000.000 environ de déciatines); les domaines de l'Etat, des Apanages et de l'Eglise occupaient presque 38 % de ces terres; le surplus (80.000.000 de déciatines ou 17 %) appartenait aux propriétaires privés, disposant de 50 déciatines au minimum ⁽²⁾.

92. — La démocratisation de la propriété foncière allait de pair avec l'intensification des cultures. « Le rendement moyen en blé des terres appartenant à des paysans, passa, entre 1861 et 1910, de 29 à 43 pouds par déciatine, le rendement des terres appartenant aux propriétaires fonciers passa de 33 à 54 pouds » ⁽³⁾.

Les calculs établis en 1895 faisaient ressortir la valeur de la production agricole du pays à 4 milliards de roubles; en 1910 le chiffre correspondant est de 9 milliards de roubles (24 milliards de francs or) ⁽⁴⁾. Le résultat obtenu fut considérable, et cependant « le rendement de la Russie, considéré dans son ensemble, était de beaucoup le plus faible de tous les pays d'Europe » ⁽⁵⁾.

93. — Néanmoins, la Russie occupait en 1913 la première place parmi les producteurs mondiaux du blé, de l'orge et du seigle; dans

(1) Banque créée par l'Etat en 1882 pour favoriser l'acquisition des terres par des paysans.

(2) *Documents statistiques de la propriété rurale en Russie*, édition de la Direction des Impôts Directs, fascicule XXVII, page 3 (texte russe). Voir aussi l'*Annuaire statistique de la Russie*, année 1914.

(3) Société des Nations, *Rapports sur les conditions économiques de la Russie*, Genève, 1922, Annexe 1, page 85. Nous n'avons pas pu nous procurer des éléments suffisants pour juger de la précision de ces calculs. Ils concordent avec les données des *Annuaire statistiques de la Russie* sur les rendements de l'ensemble des terres arables.

(4) *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1913*, partie II, page 6.

(5) *Idem*, annexe I, page 85.

la production de l'avoine et des pommes de terre, elle occupait la deuxième place.

D'après l'Institut International d'Agriculture de Rome ⁽¹⁾, les moyennes des récoltes de blé de 1909 à 1914 s'établissent comme suit :

	SUPERFICIE (millions d'hectares)	PRODUCTION (millions de quintaux)	RENDEMENT (quintaux par hectare)	EXPORTATION (millions de quintaux)	EXPORTATION (pourcentage par rapport à la production)
Russie.....	32	215	6,7	37	17 %
Etats-Unis.....	20	198	9,9	21,3	10 %
Indes.....	12	97	8,1	12,7	13 %
Canada.....	4,25	53	12,5	21,3	40 %
Argentine.....	6,5	42,5	6,5	21,2	50 %
Total pour les pays dont l'Institut International a reçu les statistiques.	108 1/2	1.021	9,4	207	20 %

Pour l'ensemble des quatre principales céréales (froment, seigle, orge, avoine), le rôle de la Russie dans l'économie mondiale fut encore plus important ⁽²⁾ :

MOYENNES DE 1909 A 1913

	SUPERFICIE (millions d'hectares)	PRODUCTION (millions de quintaux)	RENDEMENT (quintaux par hectare)	EXPORTATION (millions de quintaux)	EXPORTATION (pourcentage par rapport à la production)
Russie.....	93	724	7,0	87	12 %
Etats-Unis.....	38	400	10,5	18	4,5 %
Canada.....	9	118	12,3	28	24 %
Argentine.....	8	49	6,1	31	63 %
Total pour le monde en- tier.....	241	2.418	10,0	321	13 %

(1) *Idem*, pages 7-8.

(2) *Idem*.

Les chiffres ci-dessus coïncident à peu de chose près avec les statistiques du « Recueil de données statistiques sur l'industrie agricole en Russie », publié en 1915 par le Ministère de l'Agriculture ⁽¹⁾. Les progrès accomplis entre 1861 et 1913 ont fait de la Russie un pays produisant 30 % de la récolte mondiale et exportant 28 % des céréales comprises dans le commerce international. La faiblesse même des rendements moyens laissait prévoir des développements nouveaux de l'agriculture russe, qui s'initiait de plus en plus aux méthodes modernes du travail.

94. — L'emploi toujours grandissant des machines agricoles et des engrais minéraux permet de saisir ce processus sur le vif. Nous empruntons au professeur Sinitzky ⁽²⁾ les chiffres ci-dessous qui résument l'évolution accomplie :

	En 1876	En 1894	En 1911
	valeur en	millions	de roubles
Production des machines agricoles en Russie d'Europe.....	2,329	9,445	45,693
Importation de l'étranger.....	1,628	5,194	54,6 ⁽³⁾
TOTAUX....	3,957	14,639	100,293

(1) D'après ce recueil les moyennes des années 1909-1913 s'établissent comme suit (en millions de pouds) :

	Production (chiffre brut)		Exportation	Pourcentage de l'exportation
Blé.....	1.354	(soit 221.792.000 quintaux métriques).	264	19 %
Seigle.....	1.430		47	3 %
Avoine.....	965		66	7 %
Orge.....	671		227	33 %
TOTAUX...	4.420	(soit 724.018.000 quintaux métriques).	604	13 %

NOTA : 1 million de pouds = 163.805 quintaux métriques.

(2) SINITZKY, *Manuel de Géographie Economique de l'U.R.S.S.*, 2^e édition, Moscou, 1925, pages 67-69.

(3) Les chiffres donnés pour 1911 sont en désaccord avec celui donné par le Ministre des Finances dans le *Mémoire Explicatif sur le projet de budget de l'exercice 1913*, pages 47 et 48. Ce mémoire estime la valeur des machines sorties en 1911 des usines russes à 61,5 millions de roubles (contre 50 millions de roubles en 1910) et la valeur des machines importées à 57,5 millions de roubles.

L'emploi des engrais minéraux suivait aussi une progression fortement ascendante. Leur production, qui était de 13 1/2 millions de pouds (220.000 tonnes métriques) en 1908, a atteint 30 millions de pouds (491.400 tonnes métriques) en 1914. Néanmoins, elle ne parvenait pas à suffire à la demande de l'agriculture, en sorte que les importations d'engrais artificiels augmentaient parallèlement : de 9,4 millions de pouds en 1907, les achats à l'étranger ont passé à 26 millions de pouds en 1911, pour atteindre 34 millions en 1913 ⁽¹⁾.

95. — Par ailleurs, l'industrialisation de la production agricole russe l'orientait tout naturellement, vers les cultures plus rémunératrices. Le tableau des ensemencements reflétait ce phénomène avec une grande netteté, en complétant ainsi utilement l'enseignement qui se dégage des statistiques précédentes. Les ensemencements de 1913 comprenaient ⁽²⁾ :

750.000	de déciatines	de coton,
600.000	—	de chanvre,
1.500.000	—	de lin,
750.000	—	de betteraves à sucre,
4.500.000	—	de pommes de terre,
2.000.000	—	de fourrages artificiels,
800.000	—	de tournesol.

Enfin, la qualité de la production agricole fut améliorée. Par une sélection habile des céréales et des plantes industrielles, les agronomes russes en ont obtenu des espèces universellement appréciées.

96. — Nous nous sommes attachés tout particulièrement aux divers aspects du développement agricole de la Russie, puisque au xx^e siècle, comme par le passé, l'agriculture restait toujours la base même de l'économie russe. L'enquête officielle de 1916 sur l'agriculture nous offre un élément de plus pour apprécier la solidité de cette base.

L'enquête en question démontre « que la totalité du blé disponible sur le marché, pour l'exportation ou pour la consommation inté-

(1) *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1913*, partie II, questions économiques, page 7. *Recueil des données statistiques sur l'industrie agricole en Russie*, édit. du Min. de l'Agriculture, Pétrograd, 1915.

(2) *Recueil de données statistiques sur l'industrie...*

rieure de la Russie, provenait de terres appartenant à l'une des deux classes... propriétaires (31 %) et paysans cultivant plus de 5 déciatines de terres (69 %) » ⁽¹⁾.

La propriété paysanne, malgré l'infériorité relative de ses rendements, constituait un pivot solide de la superstructure capitaliste du pays.

INDUSTRIE EXTRACTIVE

97. — Le fer, le charbon, le naphte et l'or sont les principaux produits de l'industrie extractive russe. Ils représentent les 9/10 environ de la valeur totale des minerais extraits annuellement. Les statistiques les concernant reflètent donc l'évolution de l'ensemble de l'industrie minière.

a) *L'extraction du minerai de fer* en Russie s'est traduite par les chiffres suivants (en milliers de pouds) ⁽²⁾ :

ANNEES	SUD	OURAL	RUSSIE CENTRALE	NORD ET N.-O.	POLOGNE	SIBÉRIE	TOTAL
1870.....	1.327	28.504	8.738	278	6.657	491	45.995
1900.....	210.071	101.298	23.607	2.092	29.529	578	367.175
1910.....	260.200	71.200	7.700	—	106.000	900	446.000

En 1913, la Russie occupait la 6^e place dans la production mondiale ⁽³⁾, avec une extraction dépassant 560 millions de pouds. Le bassin du Sud en a fourni plus de 60 %.

(1) Cité d'après le *Rapport sur les conditions économiques de la Russie*. Société des Nations, Genève, 1922, page 12.

(2) *Annuaire statistique de la Russie*, Collection complète.

(3) Les principaux producteurs s'inscrivaient dans l'ordre suivant :

Les États-Unis.....	60	millions de tonnes
L'Allemagne.....	28,15	—
La France.....	21,565	—
L'Angleterre.....	16	—
L'Espagne.....	9,7	—
La Russie.....	8,9	—

En effet, avec la mise en exploitation en 1882 des minerais de fer de Krivoïrog et la construction dans la région de nombreuses usines métallurgiques, ce bassin est devenu rapidement le principal centre minier de la Russie.

b) *L'extraction de la houille* accuse une évolution analogue. De 18 millions de pouds en 1860, elle est passée à 2 milliards 235 millions de pouds en 1913, après avoir atteint :

en 1894.....	526 millions environ
en 1900.....	1 milliard
en 1908.....	1 milliard 579 millions
en 1909.....	1 — 632 —
en 1910.....	1 — 521 —
en 1911.....	1 — 737 —
en 1912.....	1 — 887 —

Ici encore, le bassin de Donetz jouait un rôle prédominant dès avant 1900. Sa part, dans la production nationale, s'établit comme suit :

en 1894.....	293.125.637 pouds
en 1900.....	691.470.000 —
en 1904.....	798.569.633 —
en 1907.....	1.060.530.000 —
en 1912.....	1.304.560.000 —
en 1913.....	1.560.950.000 —

Deux constatations découlent des chiffres ci-dessus :

1° L'extraction de la houille en Russie a quadruplé entre 1894 et 1913;

2° Durant ces 20 ans, la part du bassin de Donetz dans la production de l'Empire est passée de 56 à 71 %.

Mais quel que soit l'accroissement de la production des charbonnages russes, il restait toujours en retard sur le développement de

la consommation interne. Ce phénomène se dégage nettement du tableau ci-dessous :

CONSOMMATION EN POUDS DE LA HOUILLE ET DE L'ANTHRACITE (1)

	EXTRAIT en RUSSIE	IMPORTE de L'ÉTRANGER	EXPORTE à L'ÉTRANGER	CONSOM- MATION intérieure	Pourcentage de la consommation satisfait par la production nationale
En 1898.....	751.370.596	154.493.956	2.930.055	902.934.497	83,2 %
En 1900.....	1.033.113.356	240.041.725	824.284	1.242.330.797	80,7 %
En 1904.....	1.197.106.906	201.564.097	5.929.262	1.392.741.741	85,8 %
En 1907.....	1.519.089.816	215.262.000	13.152.000	1.721.199.816	87 %
En 1909.....	1.632.218.800	240.963.000	5.178.000	1.868.003.800	78,7 %
En 1910.....	1.521.984.400	282.867.000	5.993.000	1.798.858.400	84,5 %
En 1912.....	1.887.000.000	306.300.000	10.000.000	2.183.300.000	85,8 %

Les importations étrangères s'inscrivaient en progrès constant et dépassaient, en 1912, 306 millions de pouds, soit 14,2 % de la consommation nationale. La marge d'extension des charbonnages russes restait donc fort importante.

c) *Le naphte*. — La production du naphte fut longtemps concentrée dans la région de Bakou (Caucase). Tout à fait insignifiante en 1872 encore (1,5 million de pouds), elle augmentait depuis, d'une année à l'autre, d'une manière régulière.

En 1901, la Russie dépassait, pour la première fois, les Etats-Unis, réalisant, à elle toute seule, 52 % de la production mondiale du naphte. L'extraction russe de 1901 s'est élevée à 706 millions de pouds.

(1) Voir les *Annuaire statistiques de la Russie*, années 1904 à 1915. Notre tableau groupe les renseignements extraits des statistiques données annuellement par la table IV de la partie VIII de ces annuaires.

A partir de 1905, la production de Bakou accusait un recul sur le niveau antérieurement atteint. Les résultats obtenus dans des bassins nouveaux ⁽¹⁾ ont néanmoins permis à la Russie, d'occuper solidement la deuxième place dans les statistiques mondiales :

EXTRACTION MONDIALE DU NAPHTÉ EN MILLIONS DE POUDS ⁽²⁾

PAYS	En 1901	En 1906	En 1910	En 1914
Etats-Unis.....	555	984	1.793	2.348
Russie.....	706	491	589	550
Mexique.....	"	4	114	224
Indes Néerlandaises....	38	71	102	98
Autres pays.....	72	163	299	303
TOTAL.....	1.371	1.713	2.897	3.523

d) *L'or.* — L'extraction annuelle de l'or a presque triplé depuis 1860, après avoir franchi les étapes suivantes ⁽³⁾ :

Années	Moyennes annuelles
De 1851 à 1860.....	1.569,5 pouds
De 1861 à 1870.....	1.654,9 —
De 1871 à 1880.....	2.318,1 —
De 1881 à 1890.....	2.188,1 —
De 1891 à 1900.....	2.459,3 —
De 1901 à 1910.....	2.159,3 —
1911.....	3.584,2 —
1912.....	3.569,4 —
1913.....	3.714,5 —
1914.....	4.056,2 —

(1) Sourakhani (Caucase), Grosni (Caucase), les régions administratives de Kouban et de la mer Noire (Caucase), région se trouvant entre les fleuves de l'Oural et de l'Emba.

(2) Nous empruntons ces statistiques chez SINITSKY, *Manuel de Géographie Economique de l'U.R.S.S.*, 2^e édition, Moscou, 1925, page 140.

Les chiffres concernant la production russe, sont conformes aux données des *Annuaire's statistiques de la Russie*.

(3) Tableau rédigé d'après les *Annuaire's statistiques de la Russie* et le *Mémoire explicatif sur le Projet de budget de l'Empire pour 1917*, partie II, pages 95-98.

Le perfectionnement des moyens d'extraction et la fusion des petites entreprises expliquent les progrès de cette industrie.

98. — L'aperçu de l'évolution des 4 principales branches de l'industrie minière russe, doit être complété par un tableau de sa situation générale à la veille de la grande guerre :

PRODUITS DE L'INDUSTRIE MINIERE EN 1912
(en milliers de pouds) (1)

PRODUIT	PRODUCTION russe	IMPORTÉ de l'étranger	EXPORTÉ à l'étranger	CONSOMMA- TION intérieure	POURCENTAGE de la consommation intérieure satisfait sans recours aux importations
Fonte.....	256.264,0	6.637,0	4,6	262.896,4	97,5 %
Fer et acier (produits finis).....	227.541,0	2.894,0	1.244,0	229.191,0	99,3 %
Houille.....	1.887.000,0	306.300,0	10.000,0	2.183.300,0	85,8 %
Naphte.....	565.300,0	3,1	31,0	565.272,1	100,0 %
Sel.....	116.364,0	4.495,6	530,6	120.329,0	95,8 %
Plomb.....	103,0	2.723,0	»	2.826,7	3,7 %
Zinc.....	714,8	1.167,0	»	1.881,8	38,0 %
Cuivre.....	2.047,0	261,7	»	2.308,7	81,4 %
Manganèse.....	50.192,0	»	59.200,0	12.388,0	100 %

Il en résulte que la production nationale couvrait les besoins du pays en sel, naphte, fonte, fer et acier; les importations du charbon (14,2 % de la consommation) et du cuivre (19,6 % de la consommation) étaient modestes; la Russie faisait importer de l'étranger les 2/3 du zinc, dont elle avait besoin, et la quasi-totalité du plomb; par

(1) *Annuaire statistique de la Russie*, 1915. Le tableau ci-dessus combine les éléments extraits des tables I et IV (pages 1 et 5 de la partie VIII de l'Annuaire). Les renseignements analogues pour l'année 1913 n'ont pas été publiés

contre, comme le constataient tous les ans les statisticiens officiels, « le manganèse ainsi que le platine, qui sont pour ainsi dire un monopole de la Russie en Europe, étaient presque en totalité exportés à l'étranger ».

MÉTALLURGIE

99. — Deux faits caractérisent l'évolution de la métallurgie russe :

1° Sa production se développait suivant un rythme extrêmement rapide;

2° Le centre de son activité se déplaçait de plus en plus vers la région du Sud-Est.

Ce double phénomène, que nous avons déjà eu l'occasion de relever dans les statistiques de l'industrie extractive, ressort nettement des tableaux ci-dessous :

PRODUCTION DE LA FONTE
(en milliers de pouds) (1)

ANNEES	REGIONS						TOTAL GÉNÉRAL
	SUD	OURAL	RUSSIE CENTRALE	NORD- OUEST	POLOGNE	SIBÉRIE	
70.....	352	14.797	3.460	133	1.351	118	17.397
00.....	91.550	50.157	14.321	2.270	18.220	310	176.828
10.....	126.385	39.071	4.694	145	15.301	»	185.596
12.....	173.379	50.589	8.289	62	23.945	»	256.264
13.....	189.162	55.766	11.909	88	25.561	»	282.960

(1) Travaux de l'Administration Centrale de statistique de la Russie, Moscou, 1922 :

Recueil statistique pour la période de 1913-1917, tome VII, Industrie Minière et Métallurgique, tableau 2, page 77.

PRODUCTION DU FER ET DE L'ACIER (demi-produits)
(en milliers de pouds)

ANNEES	REGIONS						TOTAL GÉNÉRAL
	SUD	OURAL	RUSSIE CENTRALE	NORD- OUEST	POLOGNE	SIBÉRIE	
1870.....	225	9.259	1.768	2.724	752	125	14.853
1900.....	66.690	40.881	20.388	11.872	20.802	163	160.796
1910.....	114.913	45.339	20.765	10.622	24.641	»	216.293
1912.....	151.938	52.078	23.927	15.233	31.768	»	274.944
1913.....	166.575	55.346	37.347	16.059	36.315	»	300.232

En 3 ans, à compter de 1910, la fabrication de la fonte a progressé de 97,4 millions de pouds, soit de 52,5 %; celle du fer et de l'acier en barres a augmenté de 84 millions de pouds environ, soit près de 40 %.

La production des fers et aciers finis (gros rails, barres à double T et traverses, fer et acier marchands, fil de fer, fil de toiture) suivait également une courbe ascendante, en passant de 152,6 millions de pouds en 1904, à :

184,2 millions de pouds en 1910	
227,5	— 1912
246,6	— 1913 ⁽¹⁾

Les pronostics de Mendeleïeff se trouvaient réalisées quant à la sidérurgie russe. En 1892, le génial chimiste écrivait ⁽²⁾ : « L'industrie russe ne pourra concourir avantageusement avec celle de l'Europe que si elle naît sur les bords du Donetz, dans le voisinage de la houille, de la mer, de la terre noire et du Caucase. Dans toute l'Europe, on ne peut trouver une combinaison de circonstances plus heureuses, plus favorables à l'épanouissement de l'industrie ».

En 1913, avec ses 257.299.000 pouds de fonte (3^e place dans la production mondiale), 263.917 pouds de lingots et 214.220.000 pouds

(1) Ces chiffres sont cités d'après les Mémoires explicatifs du Ministre des Finances sur les projets de budget de l'Empire, savoir :

Projet de l'exercice	1913, page 127
—	1914, — 81
—	1917, — 90

(2) Prof. MENDELEIEFF, *Tarif raisonné*, Saint-Petersbourg, 1892, volume II, page 370.

de métaux laminés ⁽¹⁾, la métallurgie russe couvrait amplement les besoins nationaux et s'engageait hardiment sur des marchés extérieurs, ceux du proche Orient et de la Perse, plus particulièrement.

Les constructions mécaniques accusaient également des progrès sérieux. La valeur de leur production a presque doublé entre 1900 et 1912, en passant de 160 à 302 millions de roubles. Dans ce dernier chiffre, les machines industrielles figuraient pour 90 millions, les machines agricoles pour 47 millions de roubles ⁽²⁾.

L'INDUSTRIE TEXTILE

100. — Elle occupait en Russie, avant la guerre, la première place, quant au nombre des ouvriers ⁽³⁾, et la deuxième, quant à la valeur de la production ⁽⁴⁾.

a) *L'industrie du coton* s'est développée dès le commencement du XIX^e siècle, à l'abri des tarifs douaniers protecteurs ⁽⁵⁾. Mais ici encore l'émancipation des serfs a exercé son influence bienfaisante. En 1861, on ne comptait encore dans cette industrie que 350.000 fuseaux et la totalité du coton travaillé venait de l'Etranger. Son développement postérieur fut autrement rapide, savoir ⁽⁶⁾ :

ANNEES	NOMBRE de FUSEAUX	COTON TRAVAILLÉ (en pouds)	FIL TRAVAILLÉ (en pouds)
1890.....	3.457.116	8.328.000	7.300.000
1900.....	6.090.869	16.100.000	14.400.000
1913.....	9.112.000	25.713.000	16.000.000

(1) Ces chiffres ne tiennent pas compte de la production de la Pologne.

(2) D'après l'*Annuaire statistique de la Russie* et le *Recueil Statistico-Economique de l'Agriculture*, édition du Ministère de l'Agriculture, Pétrograde, 1915.

(3) En 1912, 819.000 ouvriers, soit 31,5 % de la population ouvrière russe.

(4) En 1912, 1 milliard 158 millions de roubles.

(5) Voir Maxime KOVALEVSKY, *Le régime économique de la Russie*, chap. v, page 172.

(6) D'après l'*Annuaire statistique de l'Union des Industriels Russes*, Saint-Petersbourg, 1913. Voir également *Société des Nations. Rapport sur les conditions économiques de la Russie*, Genève, 1922, page 125.

En 1913, la Russie occupait la troisième place dans la production mondiale des colonnades ⁽¹⁾. Les quantités de coton travaillées dans les usines russes étaient inférieures à celles transformées aux Etats-Unis (81 millions de pouds) et en Grande-Bretagne (53,5 millions de pouds); elles dépassaient la production des Indes (24 millions de pouds), de l'Allemagne (22 millions), du Japon (22 millions) et de la France (14 millions).

D'autre part, la culture du coton russe se développa rapidement. En 1886, la production nationale était encore tout à fait insignifiante, — 10.000 pouds à peine; mais depuis elle progressa à pas de géant. Les données du Comité Central de statistique et, en ce qui concerne les importations — les données du Département des Douanes se résument dans le tableau suivant, joint au Projet du Budget de l'Empire russe pour l'exercice 1914 ⁽²⁾ :

ANNEES	PRODUCTION RUSSE		IMPORTATIONS		TOTAL GÉNÉRAL
	TURKESTAN	TRANSCAU- CASIE	FRONTIÈRE d'Europe	FRONTIÈRE d'Asie	
1888.....	873.092	338.370	6.889.862	1.054.955	9.156.279
1890.....	2.673.270	504.550	7.994.768	563.320	11.735.908
1895.....	2.910.000	398.000	7.473.019	728.964	11.509.983
1900.....	4.960.000	881.000	9.286.843	1.002.432	16.130.275
1905.....	5.458.000	700.000	9.347.497	1.125.698	16.631.195
1910.....	9.020.000	1.611.795	10.316.735	1.739.276	22.687.806
1911.....	11.409.000	2.036.161	10.625.508	1.753.724	25.824.393
1912.....	12.417.338	1.884.000	8.986.145	1.994.425	25.281.908

(1) Elle venait au 4^e rang, quant au nombre des broches, après l'Angleterre (56 millions), les Etats-Unis (32 millions) et l'Allemagne 11 millions).

(2) *Mémoire explicatif sur le projet de budget de 1913*, partie II, Questions Economiques, pages 57-59 (Industrie du coton).

Comme on le voit, en 1912, la quantité de coton indigène travaillé par les fabriques a été de 14.301.338 pouds ou 57 %, et celle du coton importé de l'étranger de 10.980.570 pouds ou 43 % seulement.

D'après les mêmes sources, les exportations de tissus de coton dépassaient sensiblement les importations. Les chiffres respectifs, tirés des statistiques officielles, peuvent être résumés comme suit :

ANNEES	TISSUS IMPORTES		TISSUS EXPORTES	
	MILLIERS de pouds	MILLIONS de roubles	MILLIERS de pouds	MILLIONS de roubles
1911.....	282	17,7	»	32,024
1912.....	262	15,043	911	37,763

Les principaux débouchés des cotonnades russes se trouvaient en Asie. En 1912, il en est sorti par la frontière d'Asie 823 mille pouds, d'une valeur de 35,725 millions de roubles.

b) *L'industrie du lin* disposait en 1914 de 15.048 métiers, qui ont travaillé cette année 3.133.000 pouds de fil, transformés en 145.400.000 archines de toile de lin ⁽¹⁾. D'autre part, l'exportation annuelle du lin brut s'élevait de 1906 à 1910 à 53 millions de roubles en moyenne, soit 4,4 % du commerce extérieur de la Russie ⁽²⁾. L'industrie nationale ne consommait que 20 % des fibres produits au pays. Elle avait donc devant elle, une belle marge de développement, puisque les importations d'objets fabriqués en lin et en chanvre dépassaient les exportations de 6 fois environ, savoir :

ANNEES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	MILLIERS de pouds	MILLIONS de roubles	MILLIERS de pouds	MILLIONS de roubles
1910.....	578	4,749	142	1,22
1911.....	1.134	7,572	138	1,357
1912.....	994	7,590	162	1,320

(1) *L'annuaire statistique de l'Union des Industriels russes*, Saint-Petersbourg, 1913.

(2) *L'annuaire statistique de la Russie*, 1912, x^e partie, Commerce extérieur de la Russie.

c) *L'industrie de la laine* comptait 912 usines en 1910 et produisait des tissus d'une valeur dépassant 260 millions de roubles ⁽¹⁾. En 1913 le nombre des entreprises s'élevait déjà à 1.037; leur outillage comprenait 43.173 métiers à main ou à vapeur et 1.423.627 broches; 142.049 ouvriers travaillant dans cette branche produisaient par an plus de 100 millions d'archines de lainages ⁽²⁾.

Comme les autres branches de l'industrie textile, la production des tissus de laine avait dans le pays une base solide. Elle s'appuyait, sur un élevage d'ovins très florissant.

La composition des troupeaux varia de la manière suivante ⁽³⁾ :

ANNEES	MILLIERS DE TETES	
	MOUTONS à laine commune	MOUTONS à laine fine
1908.....	75.900	7.000
1909.....	75.300	6.200
1910.....	77.200	5.700
1911.....	78.500	5.100

En 1913, en effet, la Russie comptait 85 millions environ d'ovins, chiffre qui n'était dépassé que par l'Australie (92 millions de têtes) et l'Argentine (81 millions). Les Etats-Unis venaient au 4^e rang (50 millions de têtes). Lors du recensement de 1916, les troupeaux russes comptaient 87.592.000 têtes ⁽⁴⁾.

L'INDUSTRIE SUCRIÈRE ⁽⁵⁾

101. — La première raffinerie de sucre fut construite en 1802,

(1) *Idem*, ix^e partie, Fabriques et usines (Ces chiffres ne tiennent pas compte des 10 gouvernements polonais).

(2) Ces renseignements sont tirés du *Recueil statistique pour la période de 1913-1917*, Moscou, 1922. Ils ne tiennent pas compte des 10 gouvernements polonais.

(3) *Mémoire explicatif sur le projet de budget de l'Empire, 1913*, partie II, Questions Economiques, page 41.

(4) SINITZKY, *Manuel de Géographie Economique*, page 96.

(5) Les statistiques sur l'industrie sucrière sont tirées des *Mémoires Explicatifs du Ministre des Finances sur le projet de budget de l'Empire, 1913*, (partie II, pages 112-115) et 1914, (partie II, pages 68-70).

mais en 1860, la production de sucre brut ne dépassait pas encore 1.204.000 pouds.

En 1871-72 cette production s'élevait déjà à 9.650.000 pouds. Elle augmentait régulièrement depuis; mais c'est surtout la loi de protection du 20 novembre 1895 qui a déterminé les immenses progrès de cette industrie. Sa production a plus que triplé en moins de 20 ans, comme en fait foi le tableau suivant :

CAMPAGNES SUCRIERES	PRODUCTION	PRODUCTION
	de SUCRE-SABLE	de SUCRE RAFFINÉ (en pains ou en morceaux)
	Milliers de pouds	Milliers de pouds
1895-6.....	38.934	»
1901-2.....	58.519	35.606
1902-3.....	64.204	33.811
1903-4.....	63.392	33.964
1904-5.....	51.520	37.293
1905-6.....	53.196	39.668
1906-7.....	78.551	41.598
1907-8.....	76.470	40.240
1908-9.....	68.798	43.095
1909-10.....	62.179	50.394
1910-11.....	116.778	50.854
1911-12.....	112.193	»
1912-13.....	74.453	»
1913-14.....	92.378	»

La consommation intérieure du pays accusait également un sensible progrès, savoir :

Campagnes	Quantités vendues en Russie (en milliers de pouds)
1907-8.....	58.107
1908-9.....	61.497
1909-10.....	69.607
1910-11.....	72.084
1911-12.....	75.488

La convention de Bruxelles autorisait la Russie à exporter dans l'Europe Occidentale 200.000 tonnes métriques de sucre. Elle en usait habituellement, sauf dans les années de mauvaise récolte de betteraves (année 1909-1910 par exemple). Par contre, les deux belles récoltes de 1910-1911 et de 1911-1912 ont coïncidé avec le manque

de sucre sur le marché international et le brusque fléchissement de la production des principaux pays producteurs et exportateurs de l'Europe Occidentale. La Russie alors a été autorisée à augmenter ses exportations de 150.000 tonnes métriques en 1911-12, et de 50.000 tonnes pendant chacune des deux campagnes suivantes.

La Finlande et les pays n'ayant pas signé la convention de Bruxelles, consommaient également de fortes quantités de sucre russe.

Le tableau ci-après est fort probant sur ce point :

CAMPAGNES SUCRIERES	TOTAL GÉNÉRAL des exportations de la Russie	EXPORTATIONS dites convention- nelles
1907-8.....	17.991	8.942
1908-9.....	17.107	5.364
1909-10.....	5.398	418
1910-11.....	19.952	12.098
1911-12.....	31.653	23.129
1912-13.....	10.278	»

Malgré la baisse de sa production en 1913-14 la Russie avait conservé quand même un rang honorable parmi les pays producteurs de sucre de betteraves, n'étant dépassée que par l'Allemagne (160 millions de pouds) et l'Autriche-Hongrie (plus de 100 millions de pouds). La production russe constituait 21,4 % de la production européenne totale.

102. — Il nous reste à compléter notre exposé par un tableau d'ensemble des entreprises industrielles. Malheureusement, les statistiques officielles les concernant sont assez imparfaites :

1° Plusieurs données concernant certaines branches de l'industrie n'apparaissent qu'en 1910;

2° La division fondamentale des établissements industriels en deux groupes : les établissements soumis à l'accise et ceux non soumis, est bien artificielle. Les hasards de l'imposition fiscale ne peuvent pas servir de base à un groupement rationnel des industries.

Le rythme général de l'évolution économique apparaît néanmoins assez nettement dans ces statistiques. On constate, par exemple, que de 1900 à 1910 le nombre des établissements soumis à l'accise s'est

accru de plus de 80 %, tandis que celui des entreprises non soumises à l'accise a presque doublé.

103. — Ce dernier groupe, de beaucoup le plus important, se présentait, en 1910, sous l'aspect suivant ⁽¹⁾ :

BRANCHE D'INDUSTRIE	NOMBRE des ÉTABLISSE- MENTS industriels	VALEUR de la PRODUCTION (en roubles)	VALEUR MOYENNE de la production par éta- blissement (en roubles)	NOMBRE des OUVRIERS par branches d'industrie	NOMBRE des moteurs	NOMBRE des chevaux- vapeur	FORCE MOYENNE d'un moteur en chevaux- vapeur
Industrie du coton	883	1.285.363.000	1.445.700	470.220	3.057	357.113	117
Produits métallur- giques.....	2.230	965.447.800	432.900	530.165	9.668	575.545	60
Industrie de la lai- ne.....	912	260.778.700	285.900	134.480	923	83.228	90
Produits d'alimen- tation.....	12.496	161.484.400	125.300	52.238	1.408	33.158	24
Produits chimi- ques.....	347	188.913.700	544.400	42.259	1.135	32.573	29
Industrie mécani- que du bois.....	1.988	173.906.400	87.500	92.130	2.202	70.850	32
Industrie des pro- duits animaux..	1.157	148.798.600	123.700	49.255	546	13.116	24
Industrie du lin et du chanvre.....	282	119.143.200	422.500	95.139	342	55.606	163
Industrie du pa- pier, du carton, du papier mâché	1.382	176.532.400	100.200	86.173	2.910	78.725	27
Industrie des pro- duits minéraux.	1.912	123.032.300	64.300	150.678	1.104	48.808	44
Produits textiles mixtes.....	481	74.617.000	155.100	38.439	372	9.506	26
Industrie de la soie	309	41.771.100	135.200	27.553	205	6.851	33
Autres fabrica- tions.....	93	33.259.200	357.600	6.978	268	92.400	345
TOTAUX.....	24.472	3.753.047.800		1.775.707			

(1) Les éléments groupés dans le tableau ci-dessous sont extraits des différentes études, tables et graphiques publiés dans *l'Annuaire statistique de la Russie pour 1912*, Saint-Petersbourg, 1913; *l'Annuaire pour 1915* (Pétrograd, 1916) n'apporte aucun élément nouveau à ces statistiques (voir partie ix, fabriques et usines).

En 1861, la valeur des objets fabriqués en Russie n'était que de 160 millions de roubles, soit de 400 millions de francs-or.

En 1910, la valeur des produits non soumis à l'accise dépassait à elle seule 10 milliards de francs-or ⁽¹⁾.

Ces chiffres marquent les étapes de l'industrialisation du pays : l'économie naturelle de 1861 avait vécu.

104. — Les progrès accomplis apparaissent encore plus considérables si on tient compte de la production des industries soumises à l'accise. Leur activité, non évaluée en argent dans les *Annuaire*s statistiques, s'est traduite pour 1913 en chiffres fort impressionnants, savoir ⁽²⁾ :

BRANCHE D'INDUSTRIE	NOMBRE des FABRIQUES et usines	QUANTITES PRODUITES	NOMBRE des OUVRIERS
1. Les distilleries.....	2.969	123.830.060 védros	38.765
2. Les usines de bois- sons fruitières al- coolisées.....	3.791	1.318.204 —	13.293
3. Les usines d'eau-de- vie.....	85	1.372.926 —	3.250
4. Les brasseries.....	1.016	91.648.967 —	23.578
5. Les brasseries d'hy- dromel.....	352	866.376 —	»
6. Les fabriques de le- vures.....	61	945.516 pouds	2.034
7. L'industrie sucrière.	309	167.293.661 —	153.970
8. L'industrie du naph- te, de ses dérivés et des huiles lam- pantes.....	133	463.953.301 —	34.890
9. Les fabriques de ta- bac.....	216	6.901.954 —	33.508
10. Les fabriques d'allu- mettes.....	115	311.814.650 millions de pièces	21.849
TOTAUX.....	9.047	219.036.533 védros 639.094.432 pouds 311.814.650 millions de pièces	325.137

(1) Voir colonne « Valeur de la production », du tableau ci-dessus.

(2) *Annuaire statistique de la Russie, 1915*, partie IX, pages 6 et 7.

105. — Les 9.047 usines soumises à l'accise employaient en 1913 325.137 ouvriers des deux sexes; 1.775.707 ouvriers travaillaient, en 1912, dans les industries non soumises à l'accise; l'ensemble de la main-d'œuvre engagée dans l'industrie dépassait donc largement 2 millions de personnes.

Les statistiques de l'inspection gouvernementale, concernant les établissements soumis à sa surveillance, accusaient des chiffres conformes à cette appréciation, savoir ⁽¹⁾ :

ANNEES	ENTREPRISES (Non compris les usines minières)	OUVRIERS
1909.....	14.733	1.832.783
1910.....	15.721	1.951.955
1911.....	16.600	2.051.198
1912.....	17.356	2.151.191

En y ajoutant le personnel des petits établissements, non compris dans les statistiques officielles, et les ouvriers des transports, on ne saurait guère évaluer l'ensemble ainsi obtenu au-dessus de 3 millions de personnes. Malgré les succès marqués de l'industrialisation, le prolétariat industriel ne formait qu'une infime minorité de la population russe.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

106. — Le commerce extérieur de la Russie croissait en rapport avec son développement économique. Les moyennes annuelles, éta-

(1) *Mémoire explicatif sur le projet de budget de l'Empire pour 1913, partie II, page 53.*

blies d'après les statistiques douanières, font ressortir une augmentation régulière des échanges :

PERIODES	MOYENNES ANNUELLES EN ROUBLES-OR		
	Exporta- tions	Importa- tions	Total des opérations du commerce extérieur
1861-1870.....	184.900.000	184.500.000	369.400.000
1871-1880.....	339.300.000	367.700.000	707.000.000
1881-1890.....	392.100.000	249.900.000	642.000.000
1901-1905.....	941.400.000	632.200.000	1.573.600.000
1906-1911.....	1.204.600.000	910.300.000	2.114.900.000
1911-1913.....	1.543.300.000	1.235.800.000	2.779.100.000

Il résulte de ce tableau que le développement des exportations fut plus rapide que celui des importations : — les coefficients respectifs de majoration, par rapport à la décade de 1861-1870, sont de 8,3 et de 6,7. Dès 1881-1890, le solde de la balance commerciale du pays est devenu actif. Vers 1900, l'excédent annuel des exportations s'est élevé à plus de 300 millions de roubles, — chiffre maintenu jusqu'en 1914, presque sans changement.

107. — La composition des exportations et des importations est fort suggestive. En précisant le rôle du pays dans les échanges internationaux, elle constitue en même temps une espèce de photographie en miniature de toute l'économie russe.

LES EXPORTATIONS RUSSES (1)

MARCHANDISES	MOYENNES DES ANNÉES 1909-1913		ANNEE 1913	
	Valeur en roubles (chiffres arrondis)	Pourcentage du total	Valeur en roubles (chiffres arrondis)	Pourcentage du total
I. Produits alimentaires (céréales, beurre, œufs, etc.).	905.811.000	60,33 %	840.000.000	55,3 %
II. Matières brutes et demi-ouvrées (produits forestiers, lin, semences, peaux)...	498.497.000	33,20 %	561.000.000	36,9 %
III. Animaux domestiques.....	29.572.000	1,97 %	34.000.000	2,3 %
IV. Objets fabriqués (dont les textiles formaient presque la moitié).....	67.541.000	4,50 %	85.000.000	5,5 %
TOTAUX.....	1.501.421.000	100 %	1.520.000.000	100 %

LES IMPORTATIONS RUSSES

MARCHANDISES	MOYENNES DES ANNÉES 1909-1913		ANNEE 1913	
	Valeur en roubles (chiffres arrondis)	Pourcentage du total	Valeur en roubles (chiffres arrondis)	Pourcentage du total
I. Produits alimentaires (thé, riz, vins, etc.).....	205.757.000	18,06 %	238.000.000	17,3 %
II. Matières brutes et demi-ouvrées (coton, soie, laine, etc.).....	554.718.000	48,67 %	668.000.000	48,6 %
III. Animaux domestiques.....	11.871.000	1,04 %	18.000.000	1,3 %
IV. Objets fabriqués (dont 1/3 constitué par les machines et les appareils).....	367.308.000	32,23 %	450.000.000	32,8 %
TOTAUX.....	1.139.654.000	100 %	1.374.000.000	100 %

(1) Les tableaux des exportations et des importations sont dressés d'après les éléments donnés par les *Annuaire statistiques de la Russie*, x^e partie.

Le *Recueil statistique pour la période de 1913-1917*, livraison 2^e, tableau III, page 4, ne fait que reproduire les données du *Mémoire explicatif du Ministère des Finances sur le Projet de budget de l'Empire, 1915*, partie II, pages 20-21.

Ces statistiques font ressortir deux faits essentiels :

1° La place marquée des produits alimentaires et des matières premières aux exportations;

2° Les quantités élevées d'articles manufacturés aux importations. La valeur de ces articles est cependant inférieure à celle des matières premières importées pour les besoins de l'industrie russe.

On retrouve ainsi, une fois de plus, l'image de la Russie économique d'avant guerre, telle qu'elle se dégage tout au long de notre étude : pays en pleine croissance, essentiellement agricole et faisant un large appel aux produits manufacturés étrangers. L'industrie nationale, malgré ses brillants succès, était trop jeune encore pour pouvoir satisfaire les besoins de 160 millions de consommateurs. Il est à noter, d'autre part, qu'il s'agissait, en l'occurrence, de consommateurs, à capacité d'achat sans cesse accrûe.

L'ÉPARGNE PUBLIQUE

108. — En effet, les statistiques du Ministère des Finances mettent bien en lumière les progrès de l'épargne dans les masses populaires.

Le développement rapide des caisses d'épargne ressort déjà du tableau contenu dans le recueil officiel *La Russie à la fin du XIX^e siècle* ⁽¹⁾. On y trouve les données suivantes :

DATES	NOMBRE des CAISSES existantes	NOMBRE des LIVRETS émis	MONTANT des DÉPÔTS en roubles
Au 31 décembre 1850.....	2	36.033	1.500.000
— 1860.....	2	107.738	6.181.000
— 1870.....	65	74.706	4.929.000
— 1880.....	76	104.072	9.055.000
— 1890.....	1.286	798.401	147.043.000
Au 1 ^{er} janvier 1899.....	4.577	2.792.000	537.276.000

(1) Edition de la Commission Impériale de Russie à l'Exposition Universelle de Paris, article de M. Goloubeff, page 825.

Les annuaires du Ministère permettent de reconstituer la suite de ce mouvement ascendant, amorcé entre 1880 et 1900. Le montant des dépôts se chiffrait par :

661,9 millions de roubles au 31 décembre 1900	
723,3	— 1901
784,0	— 1902
860,5	— 1903
910,6	— 1904

Le ralentissement de la croissance en 1904, à la suite de la guerre japonaise, s'est accentué en 1905. L'agitation révolutionnaire et les troubles agraires ont provoqué une panique dans les couches profondes de la population. Durant cette année-là, le nombre des livrets d'épargne en circulation a diminué de 139.000 ⁽¹⁾ et les retraits ont dépassé les versements de 79,4 millions de roubles.

Mais en 1906 déjà l'on constata un retour à la confiance : les versements s'inscrivaient en excédent de 171,4 millions de roubles ⁽²⁾. Depuis, l'accumulation de l'épargne populaire a repris sa marche régulière.

Un fait nouveau caractérise dorénavant le petit épargnant russe. Il prend l'habitude de placer ses économies en fonds de l'Etat ⁽³⁾. Les dépôts de titres déposés ainsi aux Caisses d'Epargne étaient évalués en 1899 à 56 millions de roubles seulement; en 1907, leur valeur a quadruplé; dans les années suivantes, l'accroissement des titres déposés devient aussi rapide que celui des dépôts en espèces. Le mou-

(1) L'accroissement du nombre des livrets de 1900 à 1904 fut fort impressionnant.

Il s'élevait à 406.000 pour 1900

— 398.000 — 1901

— 420.000 — 1902

— 485.000 — 1903

— 273.000 — 1904

(2) Le taux d'intérêt fut porté, d'ailleurs, de 3 % à 4 %.

(3) Le règlement fixait le maximum de dépôt en espèces à 1.000 roubles par personne, chiffre porté à 3.000 roubles pour les sociétés et les établissements. Au-dessus de ces chiffres, les fonds devaient être retirés ou employés en rentes et en obligations, garanties par l'Etat.

vement général des dépôts dans les Caisses d'Epargne s'est traduit par les chiffres suivants ⁽¹⁾ :

ANNEES	MONTANT DES DEPOTS AU 1 ^{er} JANVIER (en millions de roubles)	
	En espèces	En titres de l'Etat ou garantis par l'Etat
1907.....	1.035,0	237,4
1908.....	1.149,2	254,3
1909.....	1.207,6	269,5
1910.....	1.282,9	279,3
1911.....	1.396,9	286,9
1912.....	1.503,0	299,7
1913.....	1.594,9	318,3
1914.....	1.685,4	348,6

LE CRÉDIT POPULAIRE

109. — Le crédit populaire se développait parallèlement aux progrès de l'épargne. Les coopératives de crédit se multipliaient à vue d'œil et formaient, peu à peu, tout un réseau fortement organisé, enrôlant tous les ans des adhérents nouveaux par centaines de mille. Dans les 10 dernières années d'avant-guerre cette démocratisation du crédit a fait des progrès énormes ⁽²⁾ :

(1) *Recueil statistique pour la période de 1913-1917*. Travaux de l'Administration Centrale de statistique de la Russie, tome VII, livraison 2, page 74, tableau XXXII (extrait), Moscou, 1922.

(2) *Recueil statistique pour la période de 1913-1917*. Travaux de l'Administration Centrale de statistique de la Russie, tableaux XXII et XXIII (extraits groupés), tome VII, livraison 2.

ANNÉES	STATISTIQUES (AU 1 ^{er} JANVIER) SUR LES ASSOCIATIONS DE CRÉDIT				STATISTIQUES (AU 1 ^{er} JANVIER) SUR LES ASSOCIATIONS DE PRÊTS et d'épargne			
	Nombre des coopéra- tives	Nombre des associés	Montant des dépôts (en millions de roubles)	Montant des prêts consentis par les coopéra- tives (en millions de roubles)	Nombre des coopéra- tives	Nombre des associés	Montant des dépôts (en millions de roubles)	Montant des prêts consentis par les coopéra- tives (en millions de roubles)
4.....	306	98.000	2,9	3,0	773	350.000	28,7	39,2
5.....	536	181.000	3,4	4,8	832	370.000	32,1	44,2
6.....	773	304.000	5,8	8,3	769	375.000	31,9	43,7
7.....	1.199	501.000	8,5	13,5	885	426.000	42,8	54,9
8.....	2.012	839.000	14,7	21,3	1.167	620.000	51,3	67,4
9.....	2.691	1.269.000	21,2	32,2	1.476	674.000	65,1	79,8
0.....	3.605	1.767.000	39,4	45,7	1.786	843.000	84,5	99,9
1.....	4.558	2.379.000	62,8	70,5	2.134	1.068.000	114,9	129,4
2.....	5.950	3.353.000	104,5	116,6	2.593	1.394.000	155,5	175,7
3.....	7.964	4.870.000	113,5	184,5	3.025	1.740.000	170,2	212,7
4.....	9.536	6.210.000	158,1	263,3	3.479	2.045.000	205,0	253,0

Le total des prêts consentis en 1914 par l'ensemble des coopératives, assez élevé en soi puisqu'il atteint le chiffre coquet de 516,3 millions de roubles, semble bien modeste, cependant, par rapport à 8 millions 255 mille associés. Mais la modicité même des prêts consentis aux adhérents, faisait du crédit populaire une arme efficace contre les abus des usuriers, fléau séculaire de la campagne russe.

La croissance continue des coopératives de crédit témoignait de leur utilité incontestable. Réunies en groupements régionaux et dirigées par un organe central, — la Banque Populaire de Moscou, — elles devenaient une force non négligeable dans l'économie nationale. Pénétrant dans un milieu social non accessible à l'action des banques de commerce ordinaires, les coopératives servaient, à la fois, d'un stimulant et d'un soutien solide à l'effort productif des masses populaires.

110. -- Cet effort productif de la nation russe tout entière, nous l'avons suivi, sous ses différents aspects, tout le long de nos déve-

loppements. C'est lui qui confère l'unité et la vie aux statistiques complexes et aux relevés arides, réunis et groupés dans cette étude.

Il est temps de marquer le point, en se demandant *quelles étaient*, à la veille du cataclysme de 1914, les perspectives d'avenir de l'économie russe.

Le Secrétaire d'Etat Kokovtzeff, ministre des Finances et économiste émérite, voyait, en 1913, ces perspectives sous un jour fort optimiste. Il concluait son « Mémoire explicatif au projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1914 » de la manière suivante ⁽¹⁾ :

« Les trois dernières années surtout ont vu se réaliser des progrès bien supérieurs au développement naturel que comporte l'accroissement de la population...

... Autant qu'on en peut juger par les données qu'a obtenues la statistique, la Russie est en voie de donner un vaste développement à ses forces productives. L'analyse des diverses branches de la production mène à cette conclusion que l'avenir nous promet de nouveaux progrès de la richesse nationale comme la suite naturelle de l'essor économique, si manifeste de ces dernières années, pourvu que des événements exceptionnels ne viennent pas contrarier le cours des choses. Cet essor résulte de l'accroissement de la puissance d'achat du marché intérieur et cet accroissement est tel que la production des usines, fabriques et manufactures existantes ne saurait, quant à présent, satisfaire entièrement la demande et que le pays, qui dispose d'incalculables ressources naturelles, manque (dans une certaine mesure) de fonte, de fer, de combustible et d'autres produits nécessaires, ce qui rend inévitable une importation considérable de matières brutes et mi-ouvrées et d'objets fabriqués qui pourraient parfaitement se produire dans le pays.

Si fâcheux que soit ce phénomène, il témoigne du bel avenir que l'industrie russe a devant elle, de longues années devant s'écouler avant que les débouchés lui fassent défaut dans le pays, surtout si l'on tient compte du progrès inévitable de la consommation ».

111. — Le Comte Kokovtzeff, soutint avec succès son point de vue lors des débats parlementaires. L'opposition ne manqua pas

(1) Partie II, page 243, 2^e alinéa; pages 244 in fine et 245.

d'insister sur la dépression du marché des textiles, point noir passé sous silence dans la note ministérielle. Le député Konovaloff, grand industriel de Moscou, rappela que, quelques mois à peine après le dépôt de la note ministérielle, « la Banque de l'Etat fut obligée de faire partie d'un consortium bancaire, créé pour soutenir plusieurs groupes d'entreprises textiles ».

Mais malgré certaines divergences d'appréciation de la conjoncture économique, aucun parti politique ne contestait les vastes possibilités du jeune capitalisme russe, ni les résultats déjà acquis par son énergie agissante.

Il nous reste à déterminer la part prise par les sociétés de capitaux au cours de l'évolution dont nous venons de dégager les grandes lignes.

SECTION DEUXIÈME

Développement des sociétés par actions

112. - Le passage de l'économie naturelle au régime d'échanges modernes, basé sur la circulation monétaire et le crédit, comportait en Russie, comme partout ailleurs, un développement considérable des sociétés par actions.

Leurs progrès, bien modestes tout d'abord, marquent ensuite fidèlement les étapes de l'évolution du pays, évolution très rapide, comme nous l'avons pu constater.

Certes, après un siècle et demi de soins tutélaires du gouvernement impérial, les statistiques de 1850 n'accusent qu'un résultat insignifiant : 15 sociétés existantes au capital total de 22 millions de roubles. Mais déjà entre 1850 et 1870, soixante-cinq sociétés par actions au capital social de 100 millions de roubles environ, furent fondées en Russie ⁽¹⁾. Le rythme du mouvement ressort du tableau ci-après ⁽²⁾ :

(1) Recueil *La Russie à la fin du XIX^e siècle*, article de M. E. Roudsky, *Sociétés par actions*, page 653.

(2) *Statistique des Sociétés par actions*, 1^{re} édition, Charkoff, 1907, page viii, extrait du tableau 4. Cet ouvrage fut composé par le Bureau statistique du Conseil du Congrès minier et métallurgique de la Russie méridionale.

Années	Capital social lors de la fondation	
1799-1854.....	27.174.000	roubles
1855.....	750.000	—
1856.....	10.300.000	—
1857.....	7.500.000	—
1858.....	28.760.000	—
1859.....	5.930.000	—
1860.....	6.169.000	—
1861.....	5.550.000	—
1862.....	2.000.000	—
1863.....	850.000	—
1864.....	2.900.000	—
1865.....	7.450.000	—
1866.....	4.180.000	—
1867.....	3.720.000	—
1868.....	10.545.000	—
1869.....	6.140.000	—

A partir de 1870, l'activité des fondateurs devient de plus en plus intense ⁽¹⁾ :

Années	Capital social lors de la fondation	
1870.....	23.450.000	roubles
1871.....	30.779.000	—
1872.....	61.945.000	—
1873.....	86.857.000	—

113. - Un fait, sur l'importance duquel nous ne saurons trop insister, se place à cette époque : la généralisation de la forme actionnaire dans l'industrie bancaire. Quelques chiffres dégagés des « Bilans réunis des banques de commerce par actions du 1^{er} janvier 1865 au 1^{er} janvier 1915 » ⁽²⁾ permettent de s'en rendre compte aisément :

(1) *Idem.*

(2) Ces bilans sont donnés en appendice aux études dénommées *Opérations des Banques de Commerce par actions russes* pour les années 1912, 1913 et 1914. Editions du Comité des représentants des banques par actions de crédit commercial, rédigées par le secrétaire du Comité, V. Roussakoff. Pétrograd, 1914 et 1915.

ANNEES (AU 1 ^{er} JANVIER)	NOMBRE DES BANQUES existantes	CAPITAL SOCIAL (en millions de roubles)
1865.....	1	2,0
1866.....	1	5,0
1867.....	2	6,3
1868.....	2	6,3
1869.....	4	8,3
1870.....	6	15,4
1871.....	12	26,2
1872.....	21	46,4
1873.....	29	79,0
1874.....	39	101,2

Les rapports des Conseils d'Administration nous ont permis de relever les dates de fondation suivantes :

- 1864 Banque Commerciale Privée, siège social à Saint-Petersbourg;
- 1866 — Commerciale de Kiev, siège social à Kiev;
- 1869 — d'Escompte et de Crédit de Saint-Petersbourg, siège social à Saint-Petersbourg;
- 1869 — Internationale et Commerciale de Saint-Petersbourg, siège social à Saint-Petersbourg;
- 1869 — de Juriev, siège social à Juriev (Derpt);
- 1870 — de Volga-Kama, siège social à Saint-Petersbourg;
- 1870 — d'Escompte de Moscou, siège social à Moscou;
- 1870 — des Marchands de Nijni-Novgorod, siège social à Nijni-Novgorod;
- 1871 — Commerciale de l'Azow-Don, siège social à Saint-Petersbourg;
- 1871 — Commerciale de Moscou, siège social à Moscou;
- 1871 — Commerciale de Riga, siège social à Riga;
- 1871 — Commerciale de Tiflis, siège social à Tiflis;
- 1871 — d'Escompte de Varsovie, siège social à Varsovie;
- 1872 — Commerciale de Sibérie, siège social à Saint-Petersbourg;

- 1872 Banque Commerciale Privée de Vilna, siège social à Vilna;
 1873 — Commerciale de Voronège, siège social à Voronège;
 1873 — des Marchands de Kazan, siège social à Kazan.

Dans les deux capitales comme en province, la création de puissants établissements de crédit remonte donc à l'aube du capitalisme russe. La liste que nous venons de dresser comprend déjà une bonne partie des grandes banques de 1914.

L'armature bancaire de l'économie russe est presque achevée vers 1890, année de fondation de la « Banque Russe pour le Commerce Etranger » et de la « Banque Russe pour le Commerce et l'Industrie ».

Dorénavant, le nombre des banques de commerce par actions n'a varié que très peu.

Il y avait en Russie, en tout, au 1^{er} janvier 1874, 39 banques de commerce par actions. Ce chiffre est tombé à un minimum de 31 au 1^{er} janvier 1910, pour atteindre le maximum de 50 au 1^{er} janvier 1915 ⁽¹⁾.

Seule la période quinquennale qui précéda la grande guerre, a vu la constitution des banques nouvelles importantes :

DATES DE FONDATION	RAISON SOCIALE	CAPITAL
1909.....	Banque de l'Union.....	40 millions de roubles
1910.....	— Russo-Asiatique	50 — —
1911.....	— de Moscou.....	25 — —
1911.....	— Russo-Anglaise.	10 — —
1912.....	— Commerciale Russo-Fran- çaise.....	18 — —
1912.....	— Commerciale J. W. Junker et C ^{ie}	20 — —
1912.....	— Commerciale de Petrograd....	10 — —
1914.....	— des marchands de Moscou...	15 — —

(1) Bilans réunis des banques de commerce par actions, exercice 1914.

Par ailleurs, on ne constatait que la fondation des établissements de crédit d'importance toute secondaire.

114. — Le nombre des entreprises bancaires accuse donc une stabilité relative. Il n'en fut pas de même de leur puissance financière qui augmentait constamment. Les progrès réalisés se traduisent par les chiffres suivants ⁽¹⁾ :

ANNEES	CAPITAL SOCIAL Total	CAPITAUX de RÉSERVE	AUTRES CAPITAUX propres aux banques	TOTAUX
Au 1 ^{er} janvier 1875.....	105,7	2,7	»	108,4
— — 1880.....	87,9	6,6	0,7	95,2
— — 1885.....	104,2	15,2	0,7	120,1
— — 1890.....	110,0	22,1	1,2	133,3
— — 1895.....	138,6	31,6	3,9	174,1
— — 1900.....	188,4	74,0	12,8	275,2
— — 1905.....	192,0	66,4	10,9	269,3
— — 1910.....	236,6	76,8	18,7	332,1
— — 1911.....	306,5	106,1	30,6	443,2
— — 1912.....	384,1	137,8	38,3	560,2
— — 1913.....	518,2	172,1	50,6	740,9
— — 1914.....	585,0	189,4	62,1	836,5
— — 1915.....	632,0	205,5	68,6	906,1

Les capitaux bancaires sont passés en 50 ans de 2 millions à 906,1 millions de roubles, soit plus de 2 milliards 400 millions de francs-or. On saisit l'immensité du chemin parcouru par la simple comparaison de ces deux chiffres.

115. — Pionniers de l'actionnariat en Russie, les banques furent, d'une manière plus générale, les promoteurs hardis du progrès économique. Elles débutaient dans des conditions particulièrement diffi-

(1) *Idem.*

ciles. L'esprit d'initiative et l'activité des populations russes étaient diminués par des siècles d'asservissement; le pays ne disposait ni de capitaux libres, ni d'hommes avisés, capables de bien utiliser la complexe organisation bancaire; l'industrie et le commerce étaient en retard sur l'Europe d'un demi-siècle environ.

En présence de tous ces obstacles accumulés, les dirigeants des banques russes, forts de la longue expérience de leurs collègues occidentaux, ont fait preuve d'une grande habileté.

Par des taux relativement élevés, ils ont, tout d'abord, attiré vers eux les capitaux à la recherche d'un placement productif. Le montant des dépôts, portés aux passifs des « Bilans réunis des banques de commerce par actions », accuse à cette époque une croissance plus rapide que celle des comptes-courants ⁽¹⁾ :

ANNEES	MONTANT des DÉPÔTS	MONTANT des COMPTES- COURANTS
1865.....	Néant	1,4
1866.....	—	3,3
1867.....	0,7	3,7
1868.....	3,0	3,5
1869.....	11,4	12,0
1870.....	25,8	51,2
1871.....	56,1	43,3
1872.....	101,0	69,2
1873.....	141,1	92,7

Les fonds ainsi réunis étaient mis à la disposition du commerce et de l'industrie.

L'escompte des traites et l'ouverture des crédits documentaires sont rentrés sous l'impulsion des banques, dans les mœurs russes. C'était là déjà un progrès appréciable.

(1) *Bilans réunis des banques de Commerce par actions, exercice 1914.*

Mais, en même temps, se poursuivait aussi l'extension du réseau des succursales bancaires. Il en existait 4 seulement en 1871; jusqu'en 1890 leur nombre n'a jamais dépassé 50; or, à partir de 1891, on assiste à la création de tout un système de succursales. Les statistiques indiquent ⁽¹⁾ :

54 succursales fonctionnant au 1 ^{er} janvier 1891			
64	—	—	1892
73	—	—	1893
141	—	—	1894
167	—	—	1895
242	—	—	1900
295	—	—	1905
492	—	—	1910
643	—	—	1911
691	—	—	1912
732	—	—	1913
743	—	—	1914

On conçoit aisément que le perfectionnement du réseau bancaire faisait apprécier davantage les services qu'il pouvait rendre aux chefs

(1) *Bilans réunis des banques russes de commerce par actions du 1^{er} janvier 1865 au 1^{er} janvier 1915*, dans *Opérations des banques russes de commerce par actions pour l'année 1914*, page 56, Pétrograd, 1915.

Le *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1913* donne des chiffres moins élevés pour la période de 1908-1912, savoir :

	Nombre des succursales des banques de commerce	Nombre des Sociétés de crédit mutuel
Au 1 ^{er} janvier 1908.....	329	304
— 1909.....	374	369
— 1910.....	437	467
— 1911.....	515	604
— 1912.....	548	776
Au 1 ^{er} novembre 1912.....	597	904
Augmentation depuis janvier 1908.....	+ 268	+ 600

Le sens du phénomène signalé n'est pas modifié par cette divergence des chiffres. Les statistiques ministérielles n'embrassent pas les banques d'affaires, mais seulement « les Banques d'escompte et de crédit mobilier ».

d'entreprise et au public. Ainsi l'usage du chèque, des virements, du mécanisme des compensations se répandait de plus en plus.

117. — D'autre part, la politique d'escompte des grandes banques russes poursuivait la conquête d'une clientèle sans cesse élargie. Le tableau ci-dessous démontre la pénétration progressive de l'effet de commerce dans la pratique des entreprises modestes ⁽¹⁾ :

Années	Valeur moyenne des effets de commerce escomptés
1860-1879.....	1.866 roubles
1880-1884.....	1.769 —
1885-1889.....	1.071 —
1890-1894.....	777 —
1895-1899.....	582 —
1900-1904.....	475 —
1905-1909.....	428 —

118. — Les résultats obtenus ont donné pleinement raison à cette sage politique de pénétration et de démocratisation du crédit. Les dépôts à terme, — capitaux demandant aux banques un emploi lucratif, — augmentaient d'une année à l'autre. Mais les comptes à vue, qui représentent, dans une large mesure, des fonds de roulement confiés aux banques, accusaient une croissance encore plus rapide.

A la suite de ce double afflux de fonds, l'ensemble des disponibilités bancaires gagnait sans cesse en importance, tandis que le rôle relatif des « dépôts à terme » devenait plus modeste ⁽²⁾ :

(1) *Opérations des banques russes de commerce par actions pour l'année 1914, tableau VII, Escompte.*

(2) Tiré des *Bilans réunis des banques de commerce par actions*, exercice 1914. Nous ne tenons pas compte dans ce tableau de la rubrique *Correspondants* qui figure au passif des *Bilans Réunis* pour 1.458 millions de roubles. Cette vague rubrique était créée pour atténuer les rigueurs de la loi bancaire de 1883, d'après laquelle les obligations des banques ne devaient pas dépasser plus de 5 fois l'ensemble des capitaux leur appartenant en propre. C'était une espèce de compte d'ordre dont on ne faisait pas état dans les obligations des banques, visées par la loi. Et cependant la rubrique « Correspondants » fut composée pour plus de 2/3 de véritables comptes-courants ouverts à des entreprises importantes ou à des clients étrangers.

ANNEES	COMPTES	DEPOTS	DEPOTS	TOTAL	PROPORTION de dépôts à terme par rapport au total
	COURANTS	A VUE	A TERME		
	en millions de roubles	en millions de roubles	en millions de roubles	en millions de roubles	
u 1 ^{er} janvier 1874.....	120,1	28,7	125,7	274,5	45,8 %
— — 1879.....	137,7	30,4	86,2	254,3	33,9 %
— — 1884.....	119,5	15,5	78,6	213,6	36,8 %
— — 1889.....	122,3	10,5	78,8	211,6	37,2 %
— — 1894.....	165,0	11,4	91,4	267,8	34,1 %
— — 1899.....	320,1	16,2	215,0	551,3	39,0 %
— — 1904.....	457,5	18,2	246,4	722,1	34,1 %
— — 1909.....	686,7	28,0	262,1	976,8	26,8 %
— — 1914.....	1.786,1	69,6	683,3	2.539,0	26,9 %
— — 1915.....	2.161,9	69,6	641,7	2.873,2	22,3 %

119. — Les moyens financiers puissants, réunis par les banques, étaient employés, avec vigueur, au développement de l'économie nationale.

Le portefeuille d'escompte des banques russes par actions au 1^{er} janvier 1914 s'élevait à 2.135,8 millions de roubles, dont 1.546,5 millions d'escompte direct, 298,4 millions présentant la valeur de comptes spéciaux garantis par des effets de commerce, et 290,9 millions d'avances à vue, nanties par des marchandises, connaissements et métaux précieux. En outre, les effets à l'encaissement et les marchandises en consignment s'élevaient à 215,7 millions de roubles ⁽¹⁾.

En Allemagne, où le chiffre des affaires traitées était incomparablement plus élevé qu'en Russie, le portefeuille bancaire d'escompte n'était, en 1912, que 2.800 millions de marks, soit 1.300 millions de roubles. La comparaison des chiffres respectifs est toute à l'honneur de la jeune industrie bancaire russe.

(1) Tiré également des *Bilans réunis*. On y trouvait à l'actif comme au passif la rubrique « Correspondants » inscrite pour 1.471 millions de roubles. C'étaient en majeure partie, des avances consenties à la clientèle.

120. — L'action stimulante des banques revêtait également une autre forme. Constituées elles-mêmes sous la forme des anonymats, les banques russes favorisaient largement la généralisation de cette forme d'entreprises.

L'ouverture des guichets aux émissions de valeurs mobilières; les avances sur titres; les achats de valeurs nationales pour leurs propres portefeuilles; la fondation des entreprises nouvelles sous la forme actionnaire; le contrôle par les banques de branches entières de l'économie nationale organisée en super-sociétés puissantes, tels sont les différents aspects de l'activité bancaire dans ce domaine.

La jeune économie russe, en pleine croissance, a répondu à ces efforts par une véritable éclosion de sociétés anonymes.

121. — Entre 1870 et 1893, il était fondé annuellement en Russie de 30 à 40 sociétés par actions ⁽¹⁾, chiffres non négligeables par rapport aux humbles débuts des anonymats dans ce pays. Ils étaient largement dépassés à partir de 1893, point de départ d'une période brillante de prospérité.

La construction active de chemins de fer nouveaux; les commandes importantes du gouvernement à l'industrie métallurgique; l'assainissement des finances; la réforme monétaire et la création du rouble-or ⁽²⁾; les profits élevés des entreprises russes; l'abaissement des taux d'intérêt en Europe Occidentale; la formation et le développement de l'épargne à l'intérieur du pays; la politique habile des banques, dont nous venons de parler, tels furent les principaux facteurs de l'essor économique, dont le point culminant fut atteint en 1899.

Durant toute cette période de 1893-1899, la création des sociétés par actions devenait de plus en plus active. Le nombre des sociétés nouvellement fondées, celui des sociétés étrangères admises en Russie, l'importance des capitaux investis, sur tous ces points, les totaux de chaque année nouvelle dépassaient ceux de l'année précédente.

L'importance de ce mouvement ascensionnel ressort très clairement des statistiques ci-dessous ⁽³⁾ :

(1) Recueil *La Russie à la fin du XIX^e siècle*, étude de M. E. Roudsky, *Sociétés par actions*, page 660.

(2) Réforme du Comte Witté, Ministre des Finances, réalisée en 1897.

(3) Recueil *La Russie à la fin du XIX^e siècle*, étude précitée, page 660.

ANNEES	NOMBRE DES SOCIÉTÉS par actions nouvelles	LEUR CAPITAL (en millions de roubles)	NOMBRE DES SOCIÉTÉS étrangères admisses en Russie
1893.....	55	56,6	"
1894.....	64	57,6	3
1895.....	78	77,6	1
1896.....	127	180,7	24
1897.....	136	187,5	25
1898.....	204	236,1	28
1899.....	305	341,4	69

122. — En même temps que se créaient toutes ces sociétés nouvelles de nombreuses sociétés, déjà existantes, ont eu recours à des augmentations de capital.

La croissance générale des sociétés anonymes prenait ainsi une ampleur dont permettent de se rendre compte les chiffres groupés ci-après ⁽¹⁾ :

BRANCHE DE PRODUCTION	CAPITAL SOCIAL (EN MILLIONS DE ROUBLES)			AUGMEN- TATION EN 1899 par rapport à 1893
	En 1893	En 1896	En 1899	
Industrie textile.....	222,6	225,2	342,0	54 %
Industrie chimique.....	17,1	45,1	58,4	242 %
Papeteries.....	14,3	20,0	34,6	141 %
Mines.....	101,0	209,4	406,1	302 %
Métallurgie.....	32,7	85,3	250,3	665 %
Industrie céramique....	9,1	19,2	48,5	433 %
Agriculture.....	2,9	3,6	4,9	70 %
Forêts.....	8,1	14,1	14,5	79 %
Industrie alimentaire...	91,9	114,2	143,4	56 %
Elevage.....	6,6	8,9	17,6	170 %
Entreprises commercia- les.....	38,1	48,9	62,3	63 %
Entreprises de trans- ports.....	39,8	40,4	45,0	13 %
Travaux d'édilité (gaz, eaux, électricité).....	62,1	74,2	97,8	57 %
Groupe mixte.....	38,1	48,9	74,4	95 %
TOTAUX.....	684,4	987,4	1.599,8	134 %

(1) D'après les statistiques de l'*Annuaire du Ministère des Finances pour 1901*, Saint-Petersbourg, 1902. Voir aussi *Statistique de l'actionnariat en Russie*, III^e fascicule, Charkoff, 1901.

123. — Plusieurs enseignements se dégagent de ce tableau :

1° En 6 ans (1894-1899) le capital social des sociétés anonymes s'est accru de 915,4 millions de roubles, tandis que le total acquis auparavant, après 2 siècles environ d'existence de ces sociétés en Russie, n'était que de 684,4 millions de roubles.

2° Sur ces 915,4 millions de roubles d'augmentation, 642,1 millions, soit 70 %, revenaient aux trois branches principales de l'industrie russe : la métallurgie, les mines et les entreprises textiles.

3° Les coefficients de croissance les plus élevés appartenaient également à la métallurgie (665 %) et aux mines (302 %).

4° L'industrie céramique réalisait également des progrès remarquables (433 % d'augmentation), mais sa place dans l'ensemble des industries russes restait modeste (48 1/2 millions de roubles engagés).

5° Par contre, l'industrie textile, avec un coefficient d'augmentation relativement faible (54 %), attira un chiffre absolu élevé de capitaux nouveaux : 119,4 millions de roubles. Et cependant cette industrie a été durement éprouvée par la sous-consommation, à la suite des mauvaises récoltes de 1897-1899.

6° Enfin, il est intéressant de noter qu'en 1899, les trois principales branches d'industrie, réunissaient, à elles seules, près des 2/3 de l'ensemble des capitaux actionnaires, savoir :

les mines.....	25,4 %
les textiles.....	21,4 %
la métallurgie.....	15,6 %

124. — Les statistiques analysées ne contiennent pas de données sur les banques, les compagnies d'assurances et les chemins de fer. Or, au 1^{er} janvier 1900, la forme actionnaire fut adoptée par 18 compagnies d'assurances au capital social de 35 millions de roubles, et par 31 compagnies de chemin de fer, réunissant 123 millions de roubles, dont 58 millions jouissaient de la garantie gouvernementale ⁽¹⁾.

Les banques de commerce par actions étaient à cette date au nombre de 39 et possédaient 242 succursales. Leur capital social s'éle-

(1) Recueil sous rédaction de M. Kovalewsky *La Russie à la fin du XIX^e siècle*. Etude de E. Roudsky *Sociétés par actions*, page 663.

vait à 188,4 millions de roubles, auxquels il fallait ajouter 86,8 millions de roubles, montant des diverses réserves constituées ⁽¹⁾.

La répartition générale des sociétés par actions entre les diverses branches d'activité économique, était, en 1900, la suivante :

Sur 1.700 sociétés russes, les sociétés industrielles formaient une très forte majorité : 1.450 sociétés, soit 85 % du total. Les sociétés de commerce, d'assurance et de transport n'étaient qu'au nombre de 250 ⁽²⁾.

125. — La forte dépression économique dont fut marqué le début du xx^e siècle, ralentit le développement des sociétés par actions en Russie. Les statistiques de 1900-1902 le font ressortir très nettement ⁽³⁾ :

BRANCHE DE PRODUCTION	CAPITAL SOCIAL DES SOCIÉTÉS ANONYMES (EN MILLIONS DE ROUBLES)			
	En 1899	En 1900	En 1901	En 1902
Industrie textile.....	342,0	373,7	403,3	399,5
Industrie chimique.....	58,4	93,8	85,0	102,4
Papeteries.....	34,6	31,8	37,2	33,8
Mines.....	406,1	392,2	435,9	412,1
Métallurgie.....	250,3	257,3	313,8	297,5
Industrie céramique....	48,5	59,1	65,2	63,3
Agriculture.....	4,9	5,2	5,2	5,2
Forêts.....	14,5	17,8	19,3	20,9
Industrie alimentaire...	143,4	153,1	166,3	156,7
Elevage.....	17,6	16,5	18,1	21,5
Entreprises commercia- les.....	62,3	76,6	79,1	83,5
Entreprises de trans- ports.....	45,0	63,3	48,2	69,5
Travaux d'édilité.....	97,8	109,8	119,8	113,9
Groupe mixte.....	74,4	92,0	102,7	112,8
TOTAUX.....	1.599,8	1.742,3	1.898,8	1.892,0

(1) *Bilans réunis des Banques de Commerce par actions*, pages 56-57.

(2) Recueil *La Russie à la fin du XIX^e siècle*. Les sociétés ferroviaires ne sont pas comprises dans ces données.

(3) *Annuaire du Ministère des Finances pour 1904*, Saint-Petersbourg, 1905. Les banques, les compagnies d'assurances et les chemins de fer ne sont pas compris dans ce tableau.

Tandis que de 1893 à 1899, la croissance du capital social ressort à 134 % ⁽¹⁾, d'où une moyenne annuelle de 22,3 %, le tableau ci-dessus n'accuse qu'une augmentation de 18,2 % en 3 ans. L'année 1902 s'inscrit même en recul sur 1901.

126. — Les années qui ont suivi furent celles de la lutte pour les libertés constitutionnelles (1902-1904), de la guerre russo-japonaise (1904-1905), du mouvement révolutionnaire et des troubles agraires (1905-1907).

La dépression économique s'accroît encore. Un certain nombre de sociétés anonymes furent incapables de résister à l'épreuve, et les liquidations devinrent assez fréquentes ⁽²⁾ :

ANNEES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS mises en liquidation	CAPITAL SOCIAL TOTAL (en millions de roubles)
1901.....	16	24,0
1902.....	31	37,4
1904.....	42	37,2
1905.....	40	49,3
1906.....	19	11,1

Mais, malgré la crise, la formation des sociétés nouvelles se poursuivait toujours avec une certaine activité ⁽³⁾.

(1) Voir le paragraphe 122.

(2) *Statistique des sociétés par actions*, édition du bureau statistique du Conseil des Congrès de l'industrie minière au sud de la Russie, Char-koff, 1907, tableau xviii.

(3) Ce tableau reproduit les données du recueil *L'Economie Nationale en 1913*, édition du *Messenger des Finances*, (organe du Ministère des Finances), page 292, Saint-Petersbourg, 1914.

En 1910, le *Messenger des Finances* (n° 17, page 196) donnait des chiffres quelques peu différents, quant aux sociétés « russes », savoir :

Année	Sociétés russes	Sociétés étrangères	Total
1904.....	85	13	98
1905.....	66	10	76
1906.....	109	10	119
1907.....	125	12	137
1908.....	116	12	128
1909.....	136	15	151

Ces variations de la revue officielle ne changent, cependant en rien notre analyse.

**STATISTIQUE SUR LES ANONYMATS
DONT LA FONDATION FUT AUTORISÉE EN 1904-1909**

ANNEES	TOTAL GÉNÉRAL		SOCIETES RUSSES		SOCIETES ÉTRANGÈRES	
	Nombre des sociétés	Capital social (en millions de roubles)	Nombre des sociétés	Capital social (en millions de roubles)	Nombre des sociétés	Capital social (en millions de roubles)
1904.....	94	119,3	81	92,5	13	26,7
1905.....	75	72,3	65	64,3	10	8,0
1906.....	115	105,1	105	84,9	10	20,2
1907.....	131	156,9	119	125,9	12	31,1
1908.....	120	112,4	108	103,4	12	9,1
1909.....	131	108,9	116	95,97	15	12,9

Il est à noter, toutefois, que durant cette période, la constitution des sociétés entièrement nouvelles se raréfia. Le plus souvent, il s'agissait de la transformation en sociétés par actions d'une entreprise individuelle, ou en commandite simple, ou en nom collectif. Dans des cas nombreux, cette opération comportait également une augmentation du capital.

La part de ces transformations dans le capital total des sociétés anonymes, fondées en 1904-1910, se traduit par des pourcentages élevés de 48 %, 66 %, 64 %, 75 %, 70 %, 65 % et 68 %, pour les années respectives ⁽¹⁾.

127. — La reprise des affaires en 1910-1913 s'est traduite par une nouvelle poussée des sociétés anonymes ⁽²⁾.

(1) *Revue Commerce et Industrie*, année 1915.

(2) *L'Economie Nationale en 1913*, n° 1, pages 292 et suivantes.

STATISTIQUES DES SOCIÉTÉS ANONYMES FONDÉES EN 1910-1913

ANNEES	TOTAL GÉNÉRAL		SOCIÉTÉS RUSSES		SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES	
	Nombre des sociétés	Capital social (en millions de roubles)	Nombre des sociétés	Capital social (en millions de roubles)	Nombre des sociétés	Capital social (en millions de roubles)
1910.....	108	224,2	181	190,5	17	33,8
1911.....	262	320,9	222	240,9	40	80,0
1912.....	342	401,5	322	371,2	20	30,3
1913.....	372	545,2	343	501,1	29	44,1

On se rend compte de l'importance de la reprise en constatant que les capitaux des sociétés fondées dans la seule année 1913 atteignent un chiffre (545,2 millions de roubles) du même ordre que le total quinquennal de 1905-1909 (555,6 millions de roubles).

D'autre part, le caractère des sociétés fondées changea également. Les sociétés entièrement nouvelles forment dorénavant la majorité. Pour les trois années de 1909-1911, le pourcentage des transformations tombe à 54 % ⁽¹⁾. Il a fallu que leur rôle en 1911 fût bien diminué, pour arriver à cette moyenne, malgré les chiffres élevés de 1909 et de 1910 (65 % et 68 % respectivement).

128. - Un autre fait se dégage des deux derniers tableaux, c'est la prépondérance de plus en plus accentuée des sociétés russes : la part des sociétés étrangères qui, en 1904, s'élevait à 22,4 % du capital social des sociétés constituées cette année, n'était plus, pour l'année 1913, que de 8,1 % seulement.

(1) Nous dégageons ce pourcentage des données publiées dans le *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1913*, Saint-Petersbourg, 1913, partie II, page 86. Pour les 3 dernières années (1909-1911) le capital global des sociétés par actions (nouvelles), s'est chiffré par 654 millions de roubles... Sur le chiffre sus-mentionné de 654 millions, les affaires créées dès l'abord sous forme de sociétés par actions, représentent 300,5 millions de roubles et les autres, celles qui ont commencé à fonctionner sous une autre forme ou avec des capitaux moindres, 353,5 millions de roubles.

Cette constatation n'a d'ailleurs rien d'absolu. Comme le précisait bien, en 1913, le Ministre des Finances : « Les sociétés étrangères autorisées à fonctionner en Russie se distinguent des sociétés russes en ce qu'elles sont constituées à l'étranger suivant la loi (belge, française, anglaise, etc.) ont leur conseil d'administration et leur assemblée générale à l'étranger, leur capital-actions libellé en francs, livres sterling (et non en roubles), etc. Ce sont là des questions de pure forme. En fait, plus d'une société étrangère fonctionne exclusivement avec des capitaux fournis par des Russes et, inversement, bien des sociétés russes ont le gros de leurs actionnaires à l'étranger » ⁽¹⁾.

La division en question apparaît donc comme ayant un caractère purement formel. Elle fût, néanmoins, admise dans toutes les éditions officielles. Il faut donc tenir compte de la correction qu'elle appelle, lorsqu'on se sert des tableaux ci-après, résumant la situation des sociétés par actions en Russie, à la veille de la grande guerre ⁽²⁾.

(1) *Idem.*

(2) Ces tableaux groupent les statistiques données par les sources suivantes : *Recueil des renseignements sur les sociétés par actions travaillant en Russie*, édition du Ministère du Commerce et de l'Industrie, Saint-Petersbourg, 1914, 2^e édition, préface, page III, tome I, page 7, tome II, page 8; *Les valeurs de bourses russes en 1914-1915*, recueil sous la rédaction du professeur Bogolepoff, Moscou, 1916; *Revue des principales branches de l'industrie en 1912*, édition de la Chancellerie du Conseil des Ministres, Saint-Petersbourg, 1913; *Les annuaires du Ministère des Finances*, années 1911, 1912, 1913 et 1914.

129. — TABLEAU COMPARATIF DES CAPITAUX CONCENTRÉS
DE LA DETTE OBLIGATAIRE GREVANT LES DITES SOCIÉTÉS ET DES BÉNÉFICES

NUMÉRO du GROUPE	NOMBRE des SOCIÉTÉS	GROUPE DES SOCIÉTÉS RÉUNIES d'après le genre de leur activité	CAPITAL SOCIAL	
			En 1911	En 1914
1	306	Industries traitant les matières textiles.....	558.528,5	677.663
2	376	Industries traitant les produits d'alimentation.....	267.877	390.301,5
3	34	Transformation des produits animaux.....	36.395	44.615
4	79	Industrie forestière et transformation du bois.....	47.452,5	66.945
5	90	Papeteries (papier, carton), imprimeries, maisons d'édition.....	61.970,6	87.458,6
6	101	Industrie chimique.....	100.119	148.564,25
7	41	Extraction et transformation des métaux (sauf le fer)....	65.394	123.459
8	76	Mines de fer, métallurgie....	173.170	333.980,8
9	95	Constructions mécaniques....	166.172	307.100
10	54	Fabrications métalliques.....	38.186	40.681
11	167	Extraction et transformation des divers produits du sol, excepté les métaux.....	248.786,1	446.593
12	81	Transformation des produits minéraux.....	50.361	111.652,25
13	191	Commerce.....	114.490	209.220
14	35	Commissions et courtages....	10.985	26.145
15	159	Entreprises des travaux publics et des perfectionnements municipaux.....	113.214,1	212.823,2
16	50	Navigation.....	70.006,5	79.551,2
17	22	Transports, entrepôts, warrantage.....	12.975	21.535
18	19	Assurances.....	44.050	48.487,5
		TOTAUX.....	2.175.132,3	3.376.780,3

DANS LES DIFFÉRENTS GROUPES DE SOCIÉTÉS PAR ACTIONS RUSSES,
RÉALISÉS, D'APRÈS LES RENSEIGNEMENTS DE 1911 ET DE 1914 (en milliers de roubles)

RESERVES		DETTE OBLIGATAIRE		BENEFICES NETS RÉALISÉS	
En 1911	En 1914	En 1911	En 1914	En 1911	En 1914
140.957	152.670	21.041	29.184	85.930	88.736
45.407	53.943	1.794	3.021	45.523	29.497
8.531	7.755	332	283	4.860	6.077
3.803	4.506	néant	néant	3.599	4.186
9.096	10.598	3.650	3.056	6.260	8.630
38.253	56.131	4.011	12.899	19.064	27.202
6.540	15.168	1.584	884	8.207	8.743
27.986	47.944	40.088	51.534	13.704	50.287
23.845	44.885	19.310	17.349	13.946	25.460
4.183	2.771	2.209	1.389	2.549	4.510
56.787	64.587	48.036	41.564	29.612	65.367
7.257	10.388	4.353	1.948	5.893	14.609
23.512	26.931	néant	1.215	14.373	18.112
558	299	—	néant	127	157
7.162	10.487	10.243	9.728	10.256	15.977
16.329	20.994	4.923	4.678	7.599	10.929
772	1.582	néant	néant	942	1.499
247.284	240.521	10.080	9.196	9.229	7.333
668.262	772.160	171.654	187.928	281.673	387.311

**CAPITAUX, RÉSERVES PAR DIVERS GROUPES DE SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ÉTRANGÈRES,
AUX OPÉRATIONS EFFECTUÉES EN RUSSIE ET BÉNÉFICES RÉALISÉS PAR CES SOCIÉTÉS**

NUMÉRO du groupe	GROUPES DES SOCIÉTÉS RÉUNIES d'après le genre de leur activité	NOMBRE des filiales en 1914	CAPITAL CONSACRÉ AUX FILIALES RUSSES		BÉNÉFICES NETS réalisés en Russie	
			En 1911	En 1914	En 1911	En 1914
1	Industries traitant les matières textiles.....	15	29.475	40.537,5	4.204,3	4.366
2	Industries traitant les produits d'alimenta- tion.....	3	1.715,5	1.857,75	142,7	163
3	Transformation des pro- duits animaux.....	1	375	375	30	1
4	Industrie forestière et transformation du bois.....	6	614,6	2.562	87,2	72
5	Papeteries (papier, car- ton), imprimeries, mai- sons d'édition.....	néant	néant	néant	néant	néant
6	Industrie chimique.....	13	7.523,55	9.316,95	617,2	495,4
7	Extraction et transfor- mation des métaux (sauf le fer).....	14	52.323,5	60.335,05	389,6	4.009
8	Mines de fer, métallur- gie.....	23	56.170,7	78.108,2	4.999,7	11.947
9	Constructions mécani- ques.....	17	44.777,2	100.658,3	1.914,1	1.770
10	Fabrications métalliques	12	9.557,95	11.920,45	833	922
11	Extraction et transfor- mation des divers pro- duits du sol, excepté les métaux.....	58	127.868,6	178.477,75	7.210,5	11.298,3
12	Transformation des pro- duits minéraux.....	12	9.987	13.233,75	1.393,4	3.121
13	Commerce.....	1	néant	78	néant	néant
14	Commissions et court- ages.....	3	1.377,8	1.509,7	26	77,5
15	Entreprises de travaux publics et de perfec- tionnements municipaux.....	45	60.721,85	78.811,2	5.984,9	5.939,5
16	Navigation.....	néant	néant	néant	néant	néant
17	Transports, entrepôts, warrantage.....	5	7.860	9.535	687,5	847
18	Assurances.....	2	néant	néant	249,1	113
	TOTAUX.....		410.348,25	587.346,6	28.819,2	45.141,7

130. — Les éléments réunis dans les deux tableaux comparatifs font ressortir plusieurs points intéressants :

1° Le total des capitaux investis s'élevait en 1914 à 4 milliards 736 millions de roubles, soit 12 milliards 630 millions de francs-or. C'est là un chiffre d'autant plus imposant, que ni les capitaux des banques, ni ceux des Compagnies de chemin de fer ne sont compris dans ce total.

Les renseignements identiques pour les banques sont fournis par les « Opérations des Banques de Commerce par actions russes » ⁽¹⁾.

Le capital social des établissements de crédit est passé de 384.100.000 roubles, en 1911, à 632.000.000 de roubles en 1914; les réserves ont progressé, entre temps, de 176.100 roubles à 274.100 roubles.

Les bénéfices nets se sont élevés à :

50.000.000	de roubles en	1911
67.896.000	—	1912
80.770.000	—	1913

pour retomber à 42.265.000 roubles en 1914, sous l'influence des événements du début de la guerre.

2° La répartition des capitaux entre les différentes branches de l'industrie et du commerce, met en évidence, une fois de plus, le rôle primordial des industries textile, métallurgique et minière.

Les 870.870.500 roubles investis dans les entreprises textiles constituaient 18,4 % du total des capitaux accusé par les deux tableaux; la part des mines et des industries transformant les minerais et les métaux (groupes n° 7, 12) ressort, avec un capital de 1.991.972.000 roubles, à 42 % de ce total.

3° La structure financière des entreprises russes apparaît bien solide, avec un ensemble de réserves s'élevant à 22,9 % du capital social et une dette obligataire ne dépassant pas 4,29 % du capital social et des réserves.

4° Enfin, on remarque la rentabilité élevée de ces entreprises. Les bénéfices nets des sociétés « russes » ressortent à 11,46 % du capital

(1) Livraison consacrée à l'exercice 1914, pages 20, 21, 46, 47, 56 et 57.
Livraison consacrée à l'exercice 1913, page v de la Préface, pages 38 et 39.

social (9,34 % de ce capital, majoré des réserves); la moyenne obtenue par les sociétés « étrangères » n'est que de 7,65 %.

La différence de rendement, que nous venons de dégager, n'a pas d'ailleurs, grande signification, puisque la base même de la division en sociétés « russes » et sociétés « étrangères » est purement formelle. Toute juridique qu'elle soit, cette division manque de signification économique, puisqu'elle n'indique pas la provenance des capitaux ⁽¹⁾.

Le problème du capital étranger dans l'industrie russe demande une analyse bien plus approfondie, qu'une simple division en catégories juridiques.

(1) Il suffit d'indiquer, à titre d'exemple, que les statistiques officielles considéraient comme sociétés « russes » la Lena Goldfields, dont le capital social appartenait aux anglais pour plus de 3/4, et la « Société des Mines de Kyshtim », quoique la société anglaise « Kyshtim Corporation » en détint 100 % des actions.

CHAPITRE III

LES CAPITAUX ÉTRANGERS DANS LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS TRAVAILLANT EN RUSSIE

SECTION PREMIÈRE

Développement des investissements étrangers en 1861-1914

131. — Les richesses naturelles de la Russie et la pauvreté relative de ce pays en capitaux eurent tôt fait de provoquer une affluence de capitaux étrangers. Les ingénieurs et les financiers occidentaux ont occupé de bonne heure une place marquée parmi les pionniers de l'industrie russe. Les résultats acquis par leurs efforts ont souvent dépassé les espérances les plus hardies.

Pour n'en citer qu'un exemple, l'Anglais John Youth, en fondant vers 1871 dans le désert des steppes méridionales une usine métallurgique (« Société Métallurgique de la Nouvelle Russie », au capital de 300.000 livres sterling), ne se doutait pas de l'extension que devait prendre l'agglomération de Youthowka, nommée ainsi en son honneur et devenue rapidement un des plus importants centres métallurgiques de Donetz. De même son compatriote, le baron Knop, en s'intéressant vers la même époque à l'industrie textile de la région de Moscou, en construisant des usines, en important des machines, ne pouvait pas pressentir le réseau compliqué de participations, filiales et groupements d'intérêts dont la maison Knop deviendrait la cheville ouvrière. La locution populaire « Pas d'église sans pape, pas de fabrique sans Knop », traduisait, au fond, un état de choses qui, à une certaine époque, était tout proche de la réalité.

La plus ancienne et la plus importante entreprise pétrolière de la Russie, est due également à une initiative étrangère. Elle fut fondée, en 1876, par des Suédois, les frères Nobel.

Enfin, l'industrie métallurgique et houillère du Donetz est redevable, en grande partie, de ses premiers progrès aux capitaux français et franco-belges. « La Société Française des Mines de Krivoï-Rog », fondée en 1880, et la « Société du Dniéper Méridional », créée en 1889, ont constitué les premiers jalons de l'influence française dans cette importante région industrielle.

132. — Toutefois, si les sociétés aux statuts étrangers présentaient une grande puissance industrielle et financière, leur nombre est resté, pendant longtemps, très limité.

Jusqu'en 1890, seize sociétés seulement de cette catégorie furent autorisées à fonctionner en Russie. De 1890 à 1893, ce nombre fut accru de 41 unités nouvelles. Nous avons résumé ci-dessus ⁽¹⁾ leur croissance de 1894 à 1899. Leur nombre au 1^{er} janvier 1900 s'élevait à 269 ⁽²⁾. Dans ce nombre on comptait :

162 sociétés belges dont 78 sociétés minières et principalement des sociétés métallurgiques et 25 sociétés ayant pour objet l'exploitation des lignes de tramways;

54 sociétés françaises, dont plus d'une vingtaine de sociétés minières ou métallurgiques;

30 sociétés allemandes, dont la majeure partie travaillait dans les industries chimiques et électrotechniques;

19 sociétés anglaises, intéressées principalement aux industries du naphte;

4 sociétés « diverses ».

Il est incontestable, d'autre part, que vers 1900 des capitaux étrangers considérables furent investis dans des sociétés ayant des statuts rédigés d'après les lois russes. Par contre, les capitaux d'origine russe n'entraient pas encore dans les sociétés dites « étrangères ». La provenance des capitaux de ces sociétés correspondait donc à cette époque à la nationalité dont elles pouvaient se prévaloir.

133. — Il n'en fut pas de même en 1914. Les statistiques des sociétés « étrangères » fondées de 1910 à 1914 ⁽³⁾ comprennent, pour employer les termes officiels, « plus d'une société (qui) fonctionne exclusivement avec des capitaux fournis par des Russes » ⁽⁴⁾.

Ces capitaux pouvaient être assez considérables. En effet, les statistiques témoignent de l'importance croissante des émissions de titres et de la puissance d'absorption, chaque année plus grande, du

(1) Voir ci-dessus § 121.

(2) Recueil *La Russie à la fin du XIX^e siècle*.

(3) Voir ci-dessus, § 127.

(4) *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1913*. Partie II, page 86.

marché intérieur russe. Les émissions des valeurs russes (emprunts de l'Etat, des Municipalités et des Chemins de fer, actions et obligations des Banques et des Sociétés industrielles) se résument ainsi ⁽¹⁾ :

ANNEES	VALEURS		VALEURS		TOTAUX	
	PLACÉES EN RUSSIE		PLACÉES A L'ÉTRANGER			
	Millions de roubles	Pourcentages	Millions de roubles	Pourcentages	Millions de roubles	Pourcentages
1908.....	645,2	71,7	254,4	28,3	899,6	100
1909.....	449,8	56,6	345,5	43,4	795,3	100
1910.....	713,8	77,7	205,1	22,3	918,9	100
1911.....	980,3	79,3	256,0	20,7	1.236,3	100
1912.....	868,0	66,0	448,3	34,0	1.316,3	100
TOTAUX pour 5 années.....	3.657,1	70,8	1.509,3	29,2	5.166,4	100

Le « Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget de l'Empire pour l'année 1917 » ⁽²⁾ estime les valeurs émises sur le marché russe dans le courant des six années ayant précédé la guerre (1908-1913) au chiffre énorme de 6.527.000 roubles.

134. — Toutefois, on ne saurait trop insister sur l'importance des deux faits suivants :

1° Les valeurs émises par les sociétés anonymes constituaient une part relativement faible des émissions réalisées (837 millions de roubles seulement pour 4 années, de 1908 à 1911) ⁽³⁾.

(1) Voir les *Mémoires explicatifs du Ministre des Finances sur les projets de budget pour 1913, 1914 et 1915*; de même, édition *Les valeurs russes en 1914-1915*, sous la rédaction générale du professeur Bogoliefpoff, Moscou, 1915, page 173. Le prof. Tougan-Baranovski dans son étude *Influence de la guerre sur l'économie nationale* (Recueil sous sa rédaction générale, intitulé *Les questions de la guerre mondiale*, Pétrograd, 1915) opère avec des chiffres un peu différents, laissant à l'étranger une part encore moins importante.

(2) Partie II, page 128.

(3) *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de budget pour l'exercice 1913*, partie II, pages 188-189.

2° Pour les sociétés commerciales et industrielles, « le lieu de réalisation ne peut être établi d'une manière certaine » ⁽¹⁾.

Il est incontestable, en effet, que le capital étranger souscrivait des titres par l'intermédiaire des banques russes.

Mais, tandis que s'affirmait de plus en plus la faculté d'absorption du marché intérieur, on observait également un phénomène concomitant : les nationaux rachetaient des valeurs placées précédemment à l'étranger, d'où un certain mouvement de rapatriement des titres des entreprises russes ⁽²⁾.

135. — M. A. Raffalovich, ancien représentant à Paris du Ministère des Finances russe, affirme, en 1914, que sous l'influence des bonnes récoltes de 1904-1910, « le marché financier russe s'est rendu plus indépendant de l'étranger... On en trouve la preuve dans le nombre croissant des émissions faites en Russie sans le concours des places étrangères » ⁽³⁾.

Le « Mémoire explicatif sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1915 » contient des précisions intéressantes sur la question ⁽⁴⁾. D'après cette source, durant la période de 1909-1912 l'augmentation du capital des sociétés russes dépassa 850 millions de roubles, dont 320 millions furent placés à l'étranger. En 1913, la proportion fut sensiblement la même.

« Ces indications », ajoute le Mémoire, « constituent un indice maximum de la participation du capital étranger dans nos entreprises industrielles par actions. L'expérience démontre qu'avec le temps une partie des actions émises à l'étranger rentre en Russie, à la suite des rachats. L'envergure de cette migration de retour ne peut être établie exactement, mais on peut s'en faire une idée en admettant qu'elle suit le mouvement des titres émis ou garantis par l'Etat. Or, pour ceux-ci, la statistique annuelle, établie avec l'exactitude voulue, indiquait, pour la période de 1909-1913, 945 millions

(1) *Mémoire explicatif sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1913*, partie II, page 190, en petits caractères au bas de la page.

(2) *Mémoire explicatif sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1913*, partie II, pages 189, 190 et suivantes.

(3) A. RAFFALOVICH, *La banque de Russie*, dans le Recueil *Les grandes banques d'émission*, page 99, Paris, 1914, Librairie Félix Alcan.

(4) Partie II, Questions Economiques, pages 93 et suivantes, texte russe.

de roubles placés hors frontières contre 850 millions de roubles rapatriés » ⁽¹⁾.

La tendance des valeurs nationales placées à l'étranger à revenir au pays d'émission se confirmait par les statistiques des émissions et de la circulation fiduciaire à l'intérieur de la Russie. « La valeur nominale des actions, obligations et rentes sur l'Etat russe, placées en 1909-1913 à l'étranger ne fut que de 1,7 milliard de roubles sur un total émis de 5,6 milliards de roubles » ⁽²⁾, soit 30 % environ du total. Pendant cette période quinquennale, « l'augmentation des capitaux circulant en Russie (compte tenu des dépôts à long terme dans les Banques) fut, en ne comptant que la valeur nominale des titres émis, de 6 milliards de roubles, déduction faite des amortissements effectués » ⁽³⁾.

Durant la période quinquennale précédente de 1904-1908, « sur un total de 4,4 milliards de roubles émis, 34 %, soit 1,5 milliard de roubles environ, ont été placés à l'étranger, tandis que l'augmentation des capitaux circulant en Russie, déduction faite des amortissements, se chiffrait par 3 milliards de roubles » ⁽⁴⁾.

Le rôle des capitaux russes dans le développement financier et industriel du pays allait donc en croissant, malgré l'accroissement, en chiffres absolus tout au moins, des capitaux étrangers investis annuellement dans les emprunts de l'Etat et dans l'industrie nationale.

SECTION DEUXIÈME

Positions du capital étranger dans l'économie russe

136. — La complexité des phénomènes dont l'ensemble détermine les mouvements de capitaux, rend impossible, d'une manière générale, la détermination exacte du montant et de la provenance des avoirs étrangers investis dans l'économie de tel ou tel pays. Les modifications fréquentes de la conjoncture économique, les formidables marchés qui se nouent et se dénouent sur les bourses de valeurs, la

(1) *Idem*, page 93.

(2) *Mémoire explicatif sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1915*, page 94.

(3) *Idem*, pages 94-95.

(4) *Idem*, page 95.

nature même du titre au porteur, base de la fortune moderne « anonyme et vagabonde », s'opposent à tous calculs précis et relèguent les études de la matière dans le domaine des approximations et des hypothèses.

137. — La Russie d'avant-guerre constitue une exception à cette règle générale, exception due à l'œuvre des législateurs bolchevistes. Leurs décrets sur la nationalisation des entreprises et « l'annulation » des valeurs mobilières, ont brusquement arrêté toute création de sociétés nouvelles et paralysé les échanges des valeurs mobilières. Un phénomène essentiellement dynamique s'est figé en un état statique. Les ouvrages de P. W. Oll ⁽¹⁾ et de Léonard J. Lewery ⁽²⁾, auxquels nous empruntons les deux tableaux ci-dessous, constituent une sorte de recensement de capitaux étrangers, atteints par les décrets en question.

L'ensemble de ces capitaux s'établit à 2.242.974.600 roubles-or, répartis comme suit, en ce qui concerne la forme de participation du capital étranger : (voir le tableau de la page 127).

(1) Commissariat du peuple pour les Finances. Œuvres de l'Institut des Etudes Economiques, N° 3. P. W. Oll, *Les Capitaux étrangers en Russie*, Pétrograd, 1922, (en russe), pages 6, 290 et 291.

(2) Department of commerce. Bureau of foreign and domestic commerce. *Foreign capital investments in Russian Industries and Commerce*, by Leonard J. Lewery, Washington, 1923, (en anglais), pages 4 et 5.

CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS	CAPITAL ÉTRANGER annulé (en roubles)	POURCENTAGE dans chacune des deux catégories (actions, obligations)	POURCENTAGE par rapport au total général
Actions			
<i>I. — Sociétés constituées d'après les lois étrangères :</i>			
1. Filiales russes des sociétés étrangères.....	44.289.000	2,2 %	2 %
2. Organisées spécialement pour les affaires russes.....	532.278.800	26,8 %	23,7 %
<i>II. — Sociétés constituées d'après les lois russes :</i>			
1. Sociétés dont les actions ont été détenues en majorité ou en totalité par les Holdings étrangers.	259.962.500	13 %	11,6 %
2. Sociétés dont les actions ont été cotées exclusivement à l'étranger.....	141.587.500	7,2 %	6,3 %
3. Sociétés dont les actions ont été cotées à l'étranger aussi bien que dans les bourses russes...	316.369.200	15,9 %	14,1 %
4. Sociétés non cotées à l'étranger, mais dont les dividendes étaient payables à l'étranger ou en Russie.....	252.800.000	13 %	11,6 %
5. Sociétés dont la totalité ou la majorité des actions se trouvait entre les mains des maisons ou sociétés étrangères (en fait, des filiales).....	15.700.000	0,8 %	0,7 %
6. Sociétés dont le Conseil d'Administration ou la liste des fondateurs contient des étrangers....	390.285.000	19,7 %	17,4 %
7. Sociétés n'offrant aucun des caractères ci-dessus énumérés, mais soutenues par des banques étrangères (participations).	27.500.000	1,4 %	1,2 %
TOTAUX.....	1.986.772.000	100 %	88,6 %
Obligations			
1. Sociétés constituées d'après les lois étrangères (fonctionnant exclusivement en Russie).....	133.718.000	52,3 %	6 %
2. Sociétés constituées d'après les lois russes.....	122.484.600	47,7 %	5,4 %
TOTAUX.....	256.202.600	100 %	11,4 %
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	2.242.974.600		100 %

138. — La part revenant aux ressortissants des divers pays se traduit par les chiffres ci-après :

PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS

CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS	FRANÇAIS	ANGLAIS	ALLE- MANDS	BELGES	AMÉRI- CAINS	HOLLAN- DAIS
Actions						
<i>I. — Sociétés constituées d'après les lois étrangères :</i>						
1. Filiales russes des so- ciétés étrangères...	4.750	5.000	20.726,5	10.500	1.500	»
2. Organisées spéciale- ment pour les affai- res russes.....	156.478,5	152.913,3	20.745,5	114.572,7	60.450	1.770,3
<i>II. — Sociétés constituées d'après les lois russes :</i>						
1. Sociétés dont les ac- tions ont été déte- nues en majorité ou en totalité par les Holdings étrangers.	5.750	138.200	46.900	7.612,5	50.500	9.000
2. Sociétés dont les ac- tions ont été cotées exclusivement à l'étranger.....	67.187,5	»	44.000	30.400	»	»
3. Sociétés dont les ac- tions ont été cotées à l'étranger aussi bien que dans les bourses russes....	220.369,2	10.000	79.000	7.000	»	»
4. Sociétés non cotées à l'étranger, mais dont les dividendes étaient payables à l'étranger ou en Russie.....	90.340	31.200	68.585	33.800	1.200	10.100
<i>A reporter.....</i>	544.875,2	337.313,3	279.957	203.885,2	113.650	20.870,3

DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES EN RUSSIE (en roubles)

SUISSES	SUÉDOIS	DANOIS	AUSTRO- HONGROIS	ITALIENS	NORVÉ- GIENS	FINNOIS	TOTAL GÉNÉRAL
»	400	»	850	562,5	»	»	44.289
13.241,7	8.342,3	3.520,8	»	243,7	»	»	532.278,8
»	»	»	»	»	»	2.000	259.962,5
»	»	»	»	»	»	»	141.587,5
»	»	»	»	»	»	»	316.369,2
18.475	»	300	4.400	400	»	»	258.800
31.716,7	8.742,3	3.820,8	5.250	1.206,2		2.000	1.553.287

PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS

CATEGORIES D'INVESTISSEMENTS	FRANÇAIS	ANGLAIS	ALLE- MANDS	BELGES	AMÉRI- CAINS	HOLLAN- DAIS
<i>Reports.....</i>	544.875,2	337.313,3	279.957	203.885,2	113.650	20.870,3
5. Sociétés dont la tota- lité ou la majorité des actions se trou- vait entre les mains des maisons ou so- ciétés étrangères (en fait, des filiales).	»	15.700	»	»	»	»
6. Sociétés dont le Con- seil d'Administra- tion ou la liste des fondateurs contient des étrangers.....	90.700	97.730	118.800	30.775	4.100	15.400
7. Sociétés n'offrant au- cun des caractères ci-dessus énumérés, mais soutenues par des banques étran- gères (participa- tions).....	8.500	13.000	6.000	»	»	»
TOTAUX.....	644.075,2	463.743,3	404.757	234.660,2	117.750	36.270,3
Obligations						
1. Sociétés constituées d'après les lois étrangères (fonc- tionnant exclusive- ment en Russie)...	48.614,6	25.907,6	3.052,4	55.957	»	186,4
2. Sociétés constituées d'après les lois rus- ses.....	39.057,6	17.828,9	33.783,9	30.984,9	»	»
TOTAUX.....	87.672,2	43.736,5	36.836,3	86.941,9	»	186,4
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	731.747,4	507.479,8	441.593,3	321.602,1	117.750	36.456,7

DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES EN RUSSIE (en roubles) (suite)

SUISSES	SUÉDOIS	DANOIS	AUSTRO- HONGROIS	ITALIENS	NORVÉ- GIENS	FINNOIS	TOTAL GÉNÉRAL
31.716,7	8.742,3	3.820,8	5,250	1.206,2		2.000	1.553.287
»	»	»	»	»	»	»	15.700
1.450	15.030	10.400	2.300	1.300	2.300	»	390.285
»	»	»	»	»	»	»	27.500
33.166,7	23.772,3	14.220,8	7.550	2.506,2	2.300	2.000	1.986.772
»	»	»	»	»	»	»	133.718
312,4	»	516,9	»	»	»	»	122.484,6
312,4	»	516,9	»	»	»	»	256.202,6
33.479,1	23.772,3	14.737,7	7.550	2.506,2	2.300	2.000	2.242.974,6

139. — Ces statistiques autorisent plusieurs conclusions fort importantes que n'ont pas dégagées les auteurs précités :

1° Les valeurs russes à revenu fixe n'avaient que peu d'attrait pour les capitaux étrangers.

En effet, les obligations forment 11,4 % seulement des capitaux étrangers confiés en Russie à l'initiative privée.

Dans les placements français, la proportion des obligations ressort à 12 %, pourcentage tout proche de la moyenne générale; l'Angleterre (8,6 %) et l'Allemagne (8,3 %) s'inscrivent bien au-dessous de cette moyenne, la proportion maxima, — celle de la Belgique, — ne dépasse pas 27 %.

Quant à l'ensemble des autres puissances européennes, la dette obligataire des entreprises russes à leur égard n'atteint même pas 1 million de roubles; elle est inexistante à l'égard des Etats-Unis.

2° La structure des sociétés dans lesquelles le capital étranger est venu s'investir accuse le plus souvent une collaboration avec le capital russe.

Les entreprises ayant gardé une prépondérance étrangère, d'une manière apparente, étaient en minorité. Elles ne groupaient que 42,8 % du capital-actions appartenant aux étrangers, pourcentage englobant non seulement les sociétés dont la totalité ou la majorité des actions appartenait à des holdings et maisons étrangères, mais aussi toutes les sociétés constituées d'après les lois étrangères. Nous avons vu cependant que certaines d'entre-elles « fonctionnent exclusivement avec des capitaux fournis par des Russes » ⁽¹⁾.

Ce sont surtout les capitaux français et allemands qui sont parvenus à un haut degré d'assimilation. La proportion des sommes investies par la France et l'Allemagne dans les entreprises nettement étrangères ne dépasse pas 25,9 et 21,8 % respectivement. Le surplus fut employé dans des entreprises mixtes. C'est au sein de ces sociétés mixtes, justement, que les deux groupes en question se sont affrontés plus d'une fois, comme nous allons le voir, dans une rivalité sans merci.

Par contre, les capitaux anglo-saxons n'ont pas réalisé, en 1914, cette communauté d'intérêts avec les capitalistes indigènes, qui ga-

(1) Voir plus haut, § 128, affirmation du Ministre des Finances.

rantit seule, dans un pays, la solidité des positions du capital étranger. Les entreprises purement anglaises ou américaines formaient 67,2 % et 95,5 % des capitaux investis en Russie par les ressortissants des deux nations en question.

L'apparition tardive des Etats-Unis sur le marché russe explique, en grande partie, leur isolement. La « Compagnie Singer », la « Westinghouse Electric and Manufacturing Co », la « Standard International Pump Cie » ont porté leur attention sur la Russie en 1900-1910 seulement. Elles ont donc manqué du temps matériel nécessaire pour une pénétration sérieuse dans l'économie du pays.

3° *La France occupait de loin la première place, parmi les puissances étrangères intéressées aux sociétés par actions fonctionnant en Russie. Ses ressortissants détenaient presque un tiers des actions et des obligations appartenant aux étrangers.*

Dans l'ensemble des 2.242.974.600 roubles (soit 6 milliards environ de francs-or), les valeurs appartenant à des Français sont comprises pour 731.747.400 roubles, soit 32,6 %.

La part des autres pays s'établit comme suit :

Capitaux anglais.....	22,6 %
— allemands.....	19,7 %
— belges.....	14,3 %
— américains.....	5,2 %
— hollandais.....	1,6 %
— suisses.....	1,5 %
— suédois.....	1,1 %
— danois.....	0,7 %
— austro-hongrois.....	0,4 %
— italiens.....	0,1 %
— norvégiens.....	0,1 %
— finnois.....	0,1 %

140. — L'importance relative des intérêts français en Russie augmente encore, si on tient compte de l'origine des capitaux étrangers investis dans l'industrie ferroviaire, non comprise dans les statisti-

ques ci-devant ⁽¹⁾. Les 4/5 de ces capitaux appartenait à des Français.

CAPITAL-ACTIONS DES CHEMINS DE FER RUSSES ⁽²⁾

COMPAGNIES FERROVIAIRES RUSSES	CAPITAL ACTIONS (en roubles)	PARTICIPATION DES CAPITAUX ETRANGERS (EN ROUBLES)				
		Total	France	Allema- gne	Angle- terre	Pays- Bas
Compagnie de Moscou- Kiev-Voronej.....	18.300.000	6.000.000	1.000.000	2.000.000	2.000.000	1.000.000
Compagnie du Sud-Est..	32.926.100	5.000.000	5.000.000	»	»	»
Compagnie de Gerbu- Kalich.....	2.352.000	1.000.000	»	1.000.000	»	»
Compagnie du Donetz du Nord.....	10.000.000	5.000.000	5.000.000	»	»	»
Compagnie de Volga- Bougoulma.....	5.571.800	2.000.000	2.000.000	»	»	»
Compagnie de la Mer Noire.....	6.913.000	3.000.000	3.000.000	»	»	»
Compagnie d'Armavir- Touapsé.....	4.000.000	1.500.000	1.500.000	»	2	»
Compagnie d'Altaï.....	7.201.000	3.000.000	3.000.000	»	»	»
Compagnie d'Olonetz...	1.622.000	1.000.000	1.000.000	»	»	»
TOTAUX.....	88.885.900	27.500.000	21.500.000	3.000.000	2.000.000	1.000.000

141. — En résumant les tableaux statistiques et les développements exposés dans les chapitres qui précèdent, on peut évaluer l'ensemble du capital-actions engagé dans les entreprises russes d'avant-guerre à 4.638.012.800 roubles, savoir :

(1) Les Compagnies des chemins de fer étaient dispensées, par le législateur russe, de la soumission aux règles de publicité obligatoires pour le commun des sociétés. Leurs comptes rendus n'étaient pas publiés. Dans les recueils statistiques, les renseignements fournis par ces compagnies faisaient l'objet de développements à part.

(2) OLL, ouvrage cité, page 143.

1° Capital des sociétés industrielles et commerciales :

constituées d'après les lois russes :	3.376.780.300 roubles	
constituées d'après les lois étrangères.....	587.346.600	—

2° Capital des banques de commerce par actions.....

585.000.000 —

3° Capital des compagnies de chemins de fer.....

88.885.900 —

TOTAL..... 4.638.012.800 roubles

La part des capitaux étrangers s'élève à 2.014.272.000 roubles, dont :

Actions des sociétés industrielles, commerciales et bancaires.....

1.986.772.000 roubles

Actions des compagnies de chemins de fer.

27.500.000 —

TOTAL..... 2.014.272.000 roubles

Elle atteint donc 43,4 % de l'ensemble. On comprend dès lors la prudence du Ministre des Finances russe ⁽¹⁾, qui tout en constatant que « la part du marché russe dans la satisfaction donnée aux demandes de capitaux du pays a sensiblement augmenté », n'en tire que cette conclusion modeste : « pendant la dernière période quinquennale, la Russie s'est nettement rapprochée d'une situation économique dans laquelle les capitaux étrangers cessent de jouer le principal rôle et où les besoins (de capitaux) du pays sont en majeure partie alimentés par ses propres ressources ».

En attendant, le capital étranger gardait son rôle prépondérant, basé non seulement sur l'importance quantitative des participations étrangères, mais aussi sur une habile gestion administrative et financière. La personnalité des capitalistes, dont l'importance dans la vie d'une société anonyme ne pourrait être sous-estimée, se faisait sentir ici comme partout ailleurs.

(1) *Mémoire explicatif sur le projet de budget pour l'exercice 1913*, partie II, page 190. Voir aussi, page 188, tableau des « Emissions de fonds et valeurs russes en Russie et à l'Etranger ».

Le capital étranger, bien organisé et dirigé par des groupes financiers, se trouvait, en face des capitaux russes, trop souvent amorphes et mal préparés à la lutte. Sa prépondérance dans les assemblées générales, et partant dans les Conseils d'Administration, se trouvait de ce fait facilement assurée.

Elle devenait parfois une véritable emprise, grâce à l'alliance des capitaux étrangers avec les milieux financiers russes. Seules les industries déjà anciennes en Russie et basées sur le capital national bien assis, — telles que l'industrie textile, — ont pu maintenir leur indépendance.

L'étude des méthodes de pénétration du capital étranger et des faits qui s'y rapportent, présente le plus haut intérêt. Les comptes rendus des Conseils d'Administration, les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires et les publications des divers établissements de crédit, nous seront dans cette tâche du plus grand secours ⁽¹⁾.

(1) Voir aussi N. VANAG, *Le capital financier en Russie à la veille de la guerre mondiale*, Edition de l'Université Communiste de Moscou, 1925, in-8°, et FINN-ENOTAEVSKI, *Le capitalisme en Russie (1890-1917)*, Edition du Commissariat du Peuple aux Finances de l'U.R.S.S., Moscou, 1925, in-4°.

Die ausländischen Elemente in der russischen Volkswirtschaft, Von Doctor B. ISCHCHANIAN, Berlin, 1913.

CHAPITRE IV

MÉTHODES DE PÉNÉTRATION ET RÔLE DU CAPITAL ÉTRANGER DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES DE L'ÉCONOMIE RUSSE

SECTION PREMIÈRE

Banques

142. — De 1870 à 1900, les banques russes gardèrent leur caractère d'établissements de crédit sans prendre aucun des aspects des banques d'affaires. Le système des participations restait dans un état embryonnaire. Les paquets d'actions détenus par les banques étaient insignifiants et ne leur conféraient pas le contrôle de la gestion.

Ainsi, en 1898, les actions industrielles formaient une faible part seulement du portefeuille-titres des banques russes ⁽¹⁾ : 25,5 % à la Banque Internationale, 24,3 % à la Banque d'Escompte et de Prêts, 17,3 % à la Banque Russe pour le Commerce Extérieur, etc. Pour deux banques, — la Banque Privée de Saint-Petersbourg et la Banque Russe Commerciale et Industrielle, — le pourcentage des valeurs industrielles dépassait 50 %. Ce fait n'infirmais cependant pas la règle générale.

La quantité de titres détenus par ces établissements était fort modeste et ne dépassait pas, en valeur, 3 millions de roubles, soit 1/6 du portefeuille-titres de la Banque Internationale.

Il est à noter, d'ailleurs, qu'à la fin du xix^e siècle, la Banque Internationale mise à part, aucune des banques russes n'avait un capital dépassant 20 millions de roubles. C'étaient là des moyens d'action trop faibles pour faire face aux immobilisations de capitaux, inévitables pour une banque d'affaires.

La crise dont fut marqué le début du xx^e siècle a obligé les banques à réaliser une partie importante de leurs portefeuilles. Les valeurs industrielles détenues par les banques sont passées de 37.459.000 roubles au 1^{er} janvier 1900 à 33.855.000 roubles au 1^{er}

(1) Voir les détails sur les actions détenues par les banques chez B. F. BRANDT, *La crise commerciale et industrielle en Europe Occidentale et en Russie*, partie II, pages 53 et suivantes, Saint-Petersbourg, 1904.

janvier 1905, d'où une diminution de 13 % environ ⁽¹⁾. Pour certains établissements, le recul fut plus accentué : il allait jusqu'à 36 % pour la Banque Internationale de Saint-Petersbourg, et même jusqu'à 75 %, pour la Banque d'Escompte et de Prêts ⁽²⁾.

143. — Mais l'évolution économique de la Russie n'a pas tardé à opérer un revirement complet de la politique bancaire. Les allègements prudents de portefeuille ont cédé la place à une tendance de pénétration du capital bancaire dans toutes les branches de l'activité industrielle.

Le perfectionnement et la modernisation de son outillage, les transformations nombreuses des entreprises individuelles en sociétés par actions ⁽³⁾, la nécessité d'augmenter la production en rapport avec la croissance incessante de la demande, créaient pour l'industrie des besoins urgents de capitaux et de crédits à long terme.

Les banques se trouvaient de ce fait en présence de problèmes nouveaux.

« La situation actuelle des banques en Russie », lisons-nous dans le rapport de la Banque Russo-Asiatique pour 1909, « exige une concentration des capitaux dans des établissements de crédit plus puissants, une organisation plus vaste... Nous nous proposons d'utiliser la puissance de notre banque pour l'organisation et le financement des entreprises industrielles solides et, en général, pour l'aide à toutes les branches de l'industrie ».

Le Conseil d'Administration de la Banque de Sibérie a fait une déclaration identique à l'assemblée générale du 7 avril 1912 ⁽⁴⁾ : « En rapport avec les changements survenus ces temps derniers dans les conditions de la vie économique du pays et dans l'activité des établissements de crédit, la nécessité du financement des entreprises industrielles par les banques a sensiblement augmenté. L'élimination de la Banque de Sibérie de ces opérations porterait pour nous la

(1) D'après les *Annuaire*s du Ministère des Finances.

(2) La première de ces banques a réduit son portefeuille-actions de 3,6 millions de roubles au 1^{er} janvier 1901 à 2,2 millions de roubles au 1^{er} janvier 1906; les participations industrielles de la seconde ont été raménées, pendant ce temps, de 1 million à 249 mille roubles (Voir J. LEVIN, *Der heutige Zustand der Aktienhandelsbanken in Russland*, Berlin, 1907).

(3) Voir plus haut, § 126.

(4) Revue hebdomadaire *La Bourse*, année 1912, n° 16.

menace de la perte du rang, occupé jusqu'à maintenant parmi les autres établissements de crédit. Pour éviter ce résultat fâcheux, la Banque a été obligée d'avoir recours à une augmentation du capital... »

Le même rapport nous fait apercevoir la source qui alimentait la trésorerie de la Banque : « Pour compléter ses fonds de roulement, la Banque fut obligée, dans une proportion plus forte qu'auparavant, d'avoir recours au crédit, en général, et plus particulièrement au crédit à l'étranger. Notre endettement à l'égard de l'étranger est devenu permanent, ces temps derniers ».

On y touche du doigt la méthode de pénétration des capitaux étrangers dans l'économie russe. Devant la nécessité de se transformer, dans une certaine mesure, en banques d'affaires, les établissements de crédit furent obligés d'avoir de plus en plus, recours à la finance internationale. Ils devenaient ainsi des instruments d'influence des groupes étrangers.

Et, en effet, les capitaux français, allemands et anglais avaient dans l'industrie bancaire russe des zones de pénétration bien délimitées.

144. — Le premier jalon de l'influence française fut planté en 1905, lorsque le gouvernement russe eut vendu un fort paquet d'actions de la Banque Russo-Chinoise à un consortium parisien, ayant la Banque de Paris et des Pays-Bas à sa tête.

Vers la même époque, la Société Générale (Paris) a réuni dans son portefeuille la totalité des actions de la Banque du Nord. La fusion de cette dernière avec la Banque Russo-Chinoise a eu lieu en 1909, donnant naissance à la Banque Russo-Asiatique.

Celle-ci a réalisé en 1910, 1912 et 1913 trois augmentations successives du capital social. Toutes ces opérations ont été menées à bien sous le patronage de la Société Générale et de la Banque de Paris et des Pays-Bas ⁽¹⁾, de sorte qu'à l'assemblée générale du 11 mai 1913, 57,6 % des 58.085 actions présentes ou représentées appartenaient à des Français. La feuille de présence porte les noms de

(1) Journal *Informations Boursières* (Birjevya Izvestia), numéros du 9 octobre 1910, 30 mai 1912 et 5 avril 1913.

plusieurs membres du syndicat français et précise le nombre des titres détenus par chacun ⁽¹⁾. La banque de Paris et des Pays-Bas est inscrite pour 4.611 actions, A. Tiecre 4.152, G. Speich 3.994, A. Lombard 3.962, V. Bit 3.554, J. Durand 3.056, N. Thalman 3.000, G. Gobizolle 2.158; la Société Générale et la Maison « Hottinger et Cie » furent représentées par N. Thélamon, J. Boulé et H. Maries, réunissant 5.917 actions.

MM. Hottinger, R. Mattarel, G. Raindre, Netzeine, C. Dubreulle, M. Verstraite formaient le groupe français au sein du Conseil d'Administration.

Une autre banque, la Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg entra en rapports suivis avec le capital français en 1909. Le syndicat bancaire, formé sous les auspices du Crédit Mobilier, assura alors la réorganisation de la Banque Commerciale et se chargea de la soutenir ultérieurement, en cas de besoin. L'augmentation du capital (20 millions de roubles émis), réalisée en 1911, par les soins de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Société Générale, fut suivie de la signature, en décembre 1911, d'un accord avec la Banque Russo-Asiatique « sur le financement en commun des entreprises commerciales et ferroviaires » ⁽²⁾. Ces deux actes ont définitivement incorporé cette banque dans le groupe des établissements franco-russes. Les banques parisiennes n'ont pas cependant acquis la majorité aux assemblées générales. Sur 69.750 actions qui ont pris part à l'assemblée du 2 avril 1914, le Crédit Mobilier, la Banque de Paris, ainsi que leurs clients et représentants ne possédaient que 20.732 titres, soit 30 % ⁽³⁾.

La Banque Commerciale Privée de Moscou fut organisée par son homonyme de Saint-Petersbourg, qui présenta à l'assemblée générale du 2 mars 1914, 12.417 actions sur le total de 19.583 actions ⁽⁴⁾.

La Banque d'Azov et du Don, une des plus actives et des plus importantes en Russie, réalisa toutes ses augmentations de capital, pour une somme de 40 millions de roubles environ, sous le patron-

(1) *La Bourse*, année 1913, n° 21. Annexe au compte rendu de l'assemblée générale.

(2) *La Bourse*, année 1911, n° 15.

(3) *La Bourse*, année 1914, n° 13.

(4) *La Bourse*, année 1914, n° 9.

nage du Comptoir National d'Escompte de Paris, de la Société Générale et de la Société Marseillaise de Crédit ⁽¹⁾. Ses actions furent introduites à la Bourse de Paris et son activité se développait en contact avec les autres banques de l'orientation française. Le soutien de Paris a permis à la Banque d'Azov et du Don l'achat, en 1908, de la totalité des actions de la Banque Commerciale de Minsk et, en 1913, l'acquisition de la majorité à la Banque Commerciale Privée de Kiev ⁽²⁾, grande banque de l'industrie sucrière.

Le tableau de l'influence française serait incomplet si on omettait de relater un succès remporté sur la « Deutsche Bank ». Celle-ci s'intéressait de longue date à l'activité de la Banque Marchande de Sibérie, dont elle avait garanti les premières émissions d'actions. Or, l'augmentation du capital en 1912 et les emprunts faits à Paris ont assuré aux capitalistes français la première place aux assemblées générales. A l'assemblée tenue en mars 1913, les Français ont réuni 10.400 actions, soit 25 % du total des titres représentées à l'assemblée ⁽³⁾. Peu de temps après, l'introduction de la Banque de Sibérie à la Bourse de Paris a consacré le succès des banques parisiennes.

La Banque Unifiée, le plus grand établissement de crédit de Moscou, fut organisée en 1908 par la Banque de l'Union Parisienne. Grâce à son soutien financier et conformément à ses directives, trois banques provinciales — l'Internationale de Moscou, la Commerciale d'Oriel et l'Industrielle du Sud de la Russie — ont fusionné en un seul organisme puissant. A l'assemblée générale du 2 avril 1911, sur 46.146 actions représentées, la Banque de l'Union Parisienne et ses mandataires en détenaient 20.997, soit 45,5 % ⁽⁴⁾.

Enfin, les succursales russes du Crédit Lyonnais, la Banque Russo-Française ⁽⁵⁾ et la Banque des Marchands du Rostov-sur-le-Don ⁽⁶⁾ complétaient avantageusement le réseau bancaire soumis à l'influence française. La Banque des Marchands de Lodz y adhérerait également

(1) 40 millions de roubles sur 50 millions de capital social.

(2) Rapport du Conseil d'Administration de la Banque d'Azov et du Don à l'assemblée générale du 28 novembre 1913.

(3) *La Bourse*, année 1913, n° 11.

(4) *Revue Mensuelle de la Bourse*, avril 1911.

(5) Elle se trouvait en dépendance directe du Comptoir National d'Escompte et du Crédit Lyonnais.

(6) Une sorte de filiale du Crédit Mobilier.

sous la poussée de la Banque Russo-Asiatique, qui en détenait un fort paquet d'actions.

145. — Parmi les banques alliées à la haute finance allemande, la Banque Internationale de Saint-Petersbourg et la Banque Russe pour le Commerce Extérieur étaient de beaucoup les plus importantes.

La première, dès ses débuts, avait partie liée avec la Disconto-Gesellschaft, qui lui prêta, en collaboration avec les maisons de banque « S. Bleichroeder » et « Mendelsohn et Cie » un concours actif, en plaçant de 1905 à 1914 en Allemagne la quasi-totalité des augmentations du capital de cette banque russe ⁽¹⁾. Malgré l'intervention des banques parisiennes en 1907 ⁽²⁾, les Allemands ont gardé leur prépondérance au sein de cette affaire. Sur 72.651 actions présentes ou représentées à l'assemblée générale du 13 novembre 1913, les Français disposaient de 2.034 titres ⁽³⁾ et les Allemands de 26.322 ⁽⁴⁾.

A la Banque Russe pour le Commerce Extérieur, l'influence allemande était encore plus forte, puisque à l'assemblée générale de 1909, la Deutsche Bank détenait la majorité absolue, avec 21.548 actions sur un total de 40.178 présentes ou représentées ⁽⁵⁾.

Cet état de choses était dû, en grande partie, à l'émission de 1907 : les actions d'une valeur nominale de 10 millions de roubles, ont été prises ferme par la Deutsche Bank, à concurrence de 87 1/2 %, le Wiener Bankverein souscrivant le solde, soit 12 1/2 % de l'émission.

Un quart du capital social de la Banque d'Escompte et de Prêts de Saint-Petersbourg, soit 5 millions sur 20, a été placé en 1912 en Allemagne par la Disconto-Gesellschaft et la maison « Mendelsohn et Compagnie » ⁽⁶⁾.

Enfin, dans les provinces limitrophes du Reich, certaines banques

(1) Ces augmentations ont porté sur un capital nominal de 24 millions de roubles.

(2) Voyage à Paris de MM. Vischnegradski et Shaikevitch, dirigeants de la Banque Internationale; ouverture d'une succursale à Paris.

(3) Présentées par la Banque Russo-Asiatique.

(4) Répartis comme suit : Disconto-Gesellschaft 3.808, Dresdner Bank 3.076, Mendelsohn et Cie 2.160, Landshaf, représentant des banques allemandes 9.447, S. Bleichroeder 1.023, Comte Phersen 3.808, N. Klimenko (homme de paille des banquiers allemands) 3.000. Voir *Nouvelles de la Bourse* du 14 novembre 1913.

(5) *Idem*, 26 mars 1909.

(6) Augmentation du capital de 15 à 20 millions.

étaient dans une véritable dépendance vis-à-vis des capitaux germaniques. C'était le cas de la Banque Commerciale de Riga ⁽¹⁾, de la Banque Marchande de Lodz ⁽²⁾ et de la Banque Commerciale de Varsovie ⁽³⁾.

146. — Le capital anglais agissait en Russie par l'intermédiaire de la « Banque Russe du Commerce et de l'Industrie » et de la « Banque Russo-Anglaise ». Dès la fondation de cette dernière, les Anglais en détenaient la majorité absolue des actions; quant à la première, le compte rendu de l'assemblée générale du 26 mars 1914 reflète une forte influence anglaise : sur un ensemble de 72.791 actions, la « British Bank for Foreign Trade » en présenta 21.921 et la maison anglaise de banque « Krisp and Co » 9.203 ⁽⁴⁾.

147. — Les faits et les chiffres que nous venons d'analyser mettent en relief l'importance des capitaux étrangers, engagés dans l'industrie bancaire russe. Les actionnaires russes gardaient cependant la majorité dans les assemblées générales, sauf quelques rares exceptions ⁽⁵⁾.

Il serait donc exagéré de parler de la domination des capitalistes étrangers et de leur mainmise sur la direction des banques russes ⁽⁶⁾. Sous cette importante réserve, on peut établir, comme suit, les zones d'influence du capital étranger au 1^{er} janvier 1914 ⁽⁷⁾ :

(1) Soumise à la Disconto-Gesellschaft.

(2) Dirigée par la Mitteldeutsche Creditbank.

(3) Les actions de cette entreprise étaient partagées entre la Disconto-Gesellschaft, la Nationalbank für Deutschland et la Mitteldeutsche Creditbank.

(4) *La Bourse*, année 1914, n° 13.

(5) Banque Russo-Asiatique, Banque Russe pour le Commerce Extérieur, Banque Russo-Anglaise.

(6) Voir les affirmations de VANAG, *op. cit.*, qui parle des « banques à la disposition entière de l'étranger » (page 50), des « banques russes devenues simples agences des consortium bancaires étrangers » (page 53). Il y a là une exagération de termes manifeste, puisque, comme le démontre l'analyse des procès-verbaux des assemblées générales, les groupes étrangers ne disposaient pas ordinairement de la majorité des voix, malgré l'inertie de nombreux actionnaires russes, non représentés aux réunions.

(7) Le capital social des banques est indiqué conformément aux tableaux de l'édition *Les Banques Russes de Commerce par actions, d'après les comptes rendus de l'année 1914*. Voir pages 10 et 11, quant aux Banques des deux capitales; pages 36-37, quant aux Banques de province.

BANQUES FRANCO-RUSSES

	Capital social en millions de roubles
Banque Russo-Asiatique.....	49,738
— Commerciale Privée de Saint-Pétersbourg..	40,0
— Commerciale Privée de Moscou.....	12,5
— d'Azov et du Don.....	50,0
— Marchande de Sibérie.....	20,0
— Unifiée.....	30,0
— Russo-Française.....	10,0
Crédit Lyonnais (filiale russe).....	3,75
Banque Privée de Kiev.....	5,0
— des Marchands du Rostov-sur-Don.....	5,0
— des Marchands de Lodz.....	5,0
TOTAL.....	230,988

BANQUES GERMANO-RUSSES

	Capital social en millions de roubles
Banque Internationale de Saint-Pétersbourg.....	48,0
— Russe pour le Commerce Extérieur.....	50,0
— d'Escompte et de Prêts de Saint-Pétersbourg.	20,0
— Commerciale de Riga.....	10,0
— Commerciale de Varsovie.....	20,0
— Marchande de Lodz.....	10,0
TOTAL.....	158,0

BANQUES ANGLO-RUSSES

	Capital social en millions de roubles
Banque Russe du Commerce et de l'Industrie.....	35,0
— Russo-Anglaise.....	10,0
TOTAL.....	45,0

Le capital social de toutes les banques fonctionnant en Russie au 1^{er} janvier 1914 était de 584.988.000 roubles ⁽¹⁾; celui des établissements qui subissaient l'influence financière de Paris, Berlin ou Londres s'élevait à 463.988.000 roubles, soit à 74,2 % du total général. La part des banques franco-russes ressortait à 39,5 %; celle des deux autres groupes était de 27 et de 7,7 % respectivement.

148. — On se rend compte dès lors que l'appareil bancaire russe constituait pour les capitaux étrangers un excellent instrument de pénétration dans l'économie nationale. Ils affluaient à larges flots par ce canal dans les entreprises russes, acculées aux « réorganisations financières », soit à la suite de la dépression économique de 1900-1909, soit à cause de la croissance rapide qui a suivi le retour à la prospérité.

Dans ces réorganisations, effectuées avec leur aide et, souvent, sous leur direction, les banques pratiquaient largement le système classique du « coup d'accordéon ». Le capital social de l'entreprise subissait, tout d'abord, une réduction plus ou moins importante; on payait les créanciers, les banques en premier lieu, bien entendu; ensuite on procédait à une augmentation de capital, les actions nouvelles étant réservées à la banque ou au consortium bancaire, chargé de la réorganisation. Les établissements de crédit s'assuraient ainsi, dans des conditions avantageuses, une influence prépondérante dans les destinées ultérieures de l'affaire. En procédant de la sorte, ils sont arrivés à occuper, vers 1914, des positions inexpugnables dans les principales branches de l'économie russe.

SECTION DEUXIÈME

Industrie métallurgique

149. — Le capital social des sociétés anonymes exploitant en Russie les usines métallurgiques s'élevait, en 1914, à 439.239.000 roubles. Le tableau ci-après permet de se rendre compte de la nature des entreprises et de leur répartition géographique ⁽²⁾ :

(1) *Idem*, pages 36-37 et 56-57.

(2) Rédigé d'après le *Recueil des renseignements sur les sociétés par actions travaillant en Russie*, Saint-Petersbourg, 1914, et les *Travaux du Bureau statistique du Conseil des Congrès des Industries Minières de la Russie Méridionale*, Charkoff, 1914-1915.

REGIONS INDUSTRIELLES	TOTAL des CAPITAUX (en milliers de roubles)	REPARTITION DES CAPITAUX D'APRÈS LA NATURE DES ENTREPRISES		
		Hauts fourneaux	Trans- formation de la fonte et du fer	Mines de fer
Sud.....	230.452	204.523	20.492	5.437
Oural.....	98.788	98.788	»	»
Pologne.....	39.755	26.591	12.764	400
Autres régions.....	70.244	16.007	54.237	»
TOTAUX.....	439.239	345.909	87.493	5.837

RÉGION DU MIDI

150. — Les capitaux investis dans la région du Sud dépassaient, comme on le voit, la moitié du total général. Ils étaient répartis entre 28 entreprises, savoir ⁽¹⁾ :

A. — *Hauts-Fourneaux* :

	Capital en milliers de roubles
Société des Usines de Briansk.....	41.175
— des Produits sidérurgiques de Donetz	7.687
— de Donetz Yourievka.....	22.100
— de Kramatorskaïa.....	7.225
— de Nikopol-Marioupol.....	15.400
— Russo-Belge.....	20.000
— de l'Usine Soumenski.....	7.000
— Métallurgique de Taganrog.....	21.000
— Méridionale des Usines Dnéprovski.	15.000
— Générale Métallurgique.....	3.750
<i>A reporter.....</i>	<i>160.337</i>

(1) *Idem.*

	<i>Report</i>	160.337	
Société des Usines Métallurgiques à Kons-			
tantinovka.....		3.750	
— des Mines de fer de Krivoï-Rog....		5.062	
— de Novorossisk.....		11.352	
— Providence (russe).....		14.622	
— des Hauts-Fourneaux à Olkhovaïa..		1.900	
— Minière russe « Union ».....		7.500	
	TOTAL.....	204.523	204.523

B. — *Usines transformant la fonte et le fer :*

Société des Usines Métallurgiques russes..	6.000	
— Dniéprovski de clouterie.....	2.000	
— des Produits métalliques d'Ekateri- noslaw.....	500	
— des Usines métallurgiques d'Ekate- rinoslaw.....	2.100	
— des Usines de Lougansk.....	705	
— des Usines mécaniques du Sud de la Russie.....	4.500	
— des Usines métalliques du Donetz (pour la fabrication de moules)..	3.187	
— de Toretz.....	1.500	
TOTAL.....	20.492	20.492

C. — *Sociétés d'extraction de fer :*

Société de Doubovaïa-Balka.....	937,5	
-- Nouvelle des Mines de Krivoï-Rog..	750	
-- d'affermage des Mines en Russie...	1.875	
— des Mines de fer et des charbonna-		
ges du Sud de la Russie.....	1.875	
TOTAL.....	5.437,5	5.437,5
TOTAL GÉNÉRAL.....	230.452,5	

151. — Un aperçu de la vie et du développement de ces sociétés démontre l'efficacité des méthodes appliquées par le capital bancaire.

Les conditions imposées par le syndicat bancaire français, lors de la réorganisation financière de la Société de Donetz Yourievka, sont très instructives à ce point de vue. En voici quelques-unes ⁽¹⁾ :

1° Il est proposé à la Société de réduire son capital de 8 à 3,2 millions de roubles;

2° Il est proposé à la Société de procéder ensuite à une augmentation du capital, portant sur 12 millions de roubles;

3° Si les conditions ci-dessus sont acceptées par l'assemblée générale des actionnaires, « la maison « *Thalman et Cie* » aura à déclarer, dans un délai de quatre jours, sa décision quant à l'achat ferme au prix nominal de toutes les actions nouvelles, non souscrites par les actionnaires actuels de la Société ».....

7° La maison « *Thalman et Cie* » vend à la Société les options qu'elle détient sur les propriétés de la Société minière d'Alexeevka.

A la suite de l'acceptation de ces conditions ⁽²⁾, les anciens actionnaires furent réduits à l'impuissance. L'annexe au compte rendu de l'assemblée générale du 11 décembre 1910 nous apprend que la majorité absolue à l'assemblée (23.000 actions sur 44.068 titres représentés) appartenait au consortium bancaire, savoir :

Banque de l'Union Parisienne.....	7.400 actions
Thalman et Cie, Paris.....	6.400 —
L. Hirsch et Cie.....	4.700 —
Crédit Mobilier, Paris.....	2.500 —
Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg...	2.000 —

Les capitaux allemands, représentés par la Banque Internationale de Saint-Petersbourg, agirent dans des circonstances analogues avec plus de désinvolture. En 1907, cette banque fut appelée à garantir l'émission des actions privilégiées de la Société de Nikopol-Marioupol. La Banque commença par introduire quatre de ses agents — MM. Pfeiffer, Vourgaff, Balabanoff et Michaïloff — au Conseil d'Ad-

(1) *Informations Boursières* (Birjevya Izvestia) du 11 janvier 1910.

(2) *Idem*, du 13 mars 1910.

ministration de la Société en question ⁽¹⁾. Depuis, ces personnes gardèrent la direction effective de l'entreprise, mais elles furent amenées à tenir compte de l'influence d'un groupe français. A l'assemblée générale du 9 février 1912, le groupe de la Banque Internationale détenait 23.653 actions; les banques franco-russes déposèrent 8.500 actions; le total général des actions présentes ou représentées était de 46.636 actions ⁽²⁾.

La « Société Métallurgique de Taganrog » fut réorganisée en 1905 par un consortium franco-belge ayant à sa tête le « Crédit Général Liégeois » et la « Banque de Paris et des Pays-Bas ». Ses augmentations du capital de 1911-1913, portant sur un total de 11 millions de roubles, furent réalisées grâce à ces mêmes concours ⁽³⁾. Le résultat de ces opérations fut patent à l'assemblée générale du 7 mai 1914 : sur 44.088 actions inscrites sur la feuille de présence 28.902 actions, soit 65,5 %, étaient détenues par les banques françaises, franco-belges et franco-russes. Les paquets de contrôle se répartissaient comme suit ⁽⁴⁾ :

Banque d'Azov et du Don.....	10.000 actions
B. A. Kaminka, Directeur de la banque sus-nommée	1.700 —
Banque Russo-Asiatique.....	4.761 —
Banque de Paris et des Pays-Bas.....	3.623 —
Crédit Général Liégeois.....	2.997 —
Banque Liégeoise.....	1.700 —
Banque de l'Union Parisienne.....	1.000 —
Louis Dreyfus et Cie, Paris.....	1.000 —
<i>A reporter.....</i>	26.781 actions

(1) *Idem*, du 16 novembre 1907 et du 3 octobre 1909; voir également les rapports du Conseil d'Administration de la Société Nikopol-Marioupol aux assemblées générales du 15 novembre 1907, 13 décembre 1908 et 15 décembre 1909.

(2) L'annexe au procès-verbal de l'assemblée fait ressortir la composition du groupe allemand, comme suit : Banque Internationale de Saint-Petersbourg 10.000 actions; MM. Zoline 3.000, Grauman 2.000, Klimenko 1.653, Vourgaft 1.050, Vischnegradsky 1.000, Baron Vrangél 1.000, Savitch 1.000, Philippiew 1.000, D. S. Khrouleff 1.000, S. S. Khrouleff 1.000.

Sur 8.500 actions du groupe français, la Banque Russo-Asiatique présente 8.000 actions.

(3) *La Bourse*, 1913, n° 19.

(4) D'après l'annexe au Rapport du Conseil d'Administration pour l'exercice 1913.

	<i>Report</i>	26.781 actions
A. Gans et Cie, Paris.....	621	—
Banque des Pays du Nord, Paris.....	500	—
Banque Internationale de Bruxelles.....	500	—
Thalman et Cie, Paris.....	500	—
	TOTAL.....	28.902 actions

La « Société Métallurgique de Briansk », la plus importante du groupe se trouvait dans une situation analogue. Sur 58.829 actions ayant pris part à l'Assemblée générale du 10 octobre 1912, les banques françaises et franco-russes en présentèrent 32.267 ⁽¹⁾, savoir :

Banque d'Azov et du Don.....	8.000 actions
Banque de Paris et des Pays-Bas.....	2.114 —
Société Générale, Paris.....	1.950 —
Banque Russo-Asiatique.....	500 —
Représentants de la Banque Russo-Asiatique :	
Paul Dubois.....	8.575 —
Henri Dufresne.....	7.525 —
Jules Durand.....	1.835 —
A. Thierce.....	1.768 —

TOTAL..... 32.267 actions

Les comptes-rendus des assemblées générales de la « Société Méridionale des usines Dniéprovski », réorganisée en 1906 par les banques de Paris et de Bruxelles; de la « Société Générale Métallurgique »; de la Société « Providence » russe; de la Société minière russe « Union »; de la « Société Métallurgique de Novorossisk » ⁽²⁾; de la « Société Russo-Belge »; de la « Société de Krivoï Rog » révèlent un état de chose tout semblable.

Seule la « Société de Kramatorskaïa » était dirigée par les banques locales, au capital russe.

Dans les sociétés d'extraction et de transformation du fer, les positions du capital étranger furent également bien fortes. C'est ainsi

(1) *La Bourse*, 1912, n° 38.

(2) Société dont le capital social était, dans une proportion sensible, de provenance anglaise.

que le Comptoir National d'Escompte de Paris et le Crédit Lyonnais détenaient les leviers de commande de la « Société des Usines métalliques russes ». Les Sociétés des usines métallurgiques de Lougansk, métalliques de Donetz, métalliques de Toretz furent constituées d'après les statuts français et avec les capitaux français, en grande partie. « La Société de Doubovaïa Balka » et la « Société Nouvelle des Mines de Krivoï Rog » restent encore cotées à la Bourse de Paris en 1933.

En résumé ⁽¹⁾, sur 28 sociétés métallurgiques de la Russie méridionale, l'influence bancaire fut prédominante dans 20 sociétés, au capital de 214.085.000 roubles, soit 93 % des fonds investis dans cette industrie.

Sur ce chiffre, les sociétés franco-belges, au nombre de 17, réunissaient 180.108.000 roubles; les Anglais furent maîtres de la Société de Novorossisk, au capital de 11.352.000 roubles; la Société de Nikopol-Marioupol (15.400.000 roubles) était dirigée par le capital franco-allemand.

152. — Les Français usèrent de leur influence pour favoriser les fusions et développer les unions d'intérêts entre diverses sociétés.

Ainsi, par exemple, la Société de Donetz-Yourievka se porta, en 1911, acquéreur de toutes les 40.000 actions mises en souscription par la Société « Oural-Volga » qui, constituée avec des statuts français, venait d'être transformée en Société régie par les lois russes. Peu après, la Société de Donetz-Yourievka s'empara également de la majorité des actions de la « Société Pétersbourgeoise de fil de fer ». Elle collaborait aussi étroitement avec la « Providence » russe, la « Société des Usines de Briansk » et la « Société Russo-Belge ».

Dans cet ordre d'idées, le cartel d'inspiration française le plus puissant fut, sans conteste, le « Prodamet ». Ce syndicat des usines métallurgiques englobait la plupart des entreprises soumises à l'influence du capital franco-belge. On y trouve parmi les adhérents du « Prodamet » ⁽²⁾ : les « Usines Métallurgiques de Briansk », la « Société de Donetz Yourievka » avec sa filiale « Oural-Volga », la « So-

(1) D'après les données du *Recueil des renseignements sur les Sociétés par actions travaillant en Russie*, Préface et chapitres VIII, X et XI.

(2) Voir le recueil *Valeurs de bourse russes en 1914-1915*, sous rédaction générale du professeur M. Bogolépoff, chapitres IV, IX et XII.

ciété Russo-Belge », la « Providence » russe, la « Société Méridionale des Usines Dnieprovski », la « Société Générale Métallurgique », la « Société Métallurgique de Taganrog » et la « Société de Novorossisk » (au capital anglais).

Le comptoir des ventes du « Prodamet » fut le véritable maître du marché. Ses opérations, par rapport à l'ensemble du commerce des produits métallurgiques en Russie, se traduisaient en pourcentages très élevés, savoir ⁽¹⁾ :

- 83,5 % de métal marchand,
- 81,2 % de fer et acier en feuilles,
- 95,4 % de poutres à double T et de poutrelles,
- 81,5 % d'essieux et de boggies,
- 75,8 % de rails ferroviaires.

RÉGION DE L'OURAL ET RÉGIONS SECONDAIRES

153. — La région de l'Oural, plus éloignée des pays occidentaux et moins avancée dans son économie et sa technique, avait moins de liens avec l'étranger que la Russie Méridionale. L'influence décisive des Banques s'y faisait, néanmoins, sentir de plus en plus. La Société Générale (Paris) et la Banque d'Azov et du Don développèrent une activité intense dans cette région.

Les usines de l'Etat et les entreprises individuelles ⁽²⁾ furent fort nombreuses dans l'Oural.

On y trouvait cependant 12 sociétés anonymes, au capital de 100 millions de roubles environ, qui réunissaient 62 % du fer produit dans la région. En voici la liste ⁽³⁾ :

(1) Voir le recueil *Valeurs de bourse russes en 1914-1915*, sous rédaction générale du professeur M. Bogolépoff, chapitres IV, IX et XII.

(2) Notons-en quelques-unes des plus connues et des plus importantes : Usines des héritiers de Demidoff; Mines de la princesse Abamelek-Lazareff; Usines de Revdine; Mines du Comte Stroganoff; Usines des héritiers Solodovnikoff; Usines de Kholounetz.

(3) Voir le *Recueil des renseignements sur les Sociétés par actions travaillant en Russie*, Edition du Ministère du Commerce et de l'Industrie, Saint-Pétersbourg, 1914.

Sociétés des usines d'Alapaevsk.....	5.880.000	roubles
— des usines de Béloretzk.....	7.000.000	—
— des mines et usines de Bogoslovski..	12.000.000	—
— des usines de Verchne-Issetsk.....	16.000.000	—
— des mines et usines d'Inersk.....	2.400.000	—
— des usines de Kama.....	6.750.000	—
— des usines de Komarovski.....	3.750.000	—
— des usines de Lissvenski.....	16.000.000	—
— des mines et usines mécaniques de Nevianski.....	6.500.000	—
— des usines du Nord Pastoukhoff.....	9.000.000	—
— des usines de Simsk.....	12.000.000	—
— des usines de Schaitenski.....	1.500.000	—
TOTAL.....	98.788.000	roubles

154. — Voyons maintenant les chemins de pénétration du capital occidental dans cette région, située à la frontière de l'Europe et d'Asie.

La Société Générale (Paris) réalisa, en 1912 et en 1913, deux augmentations successives du capital social de la Banque d'Azov et du Don, effectuées dans le but spécial de mettre la main sur la métallurgie de l'Oural.

L'émission de 1912 fournit à cet établissement de crédit les moyens matériels d'insister le 13 octobre 1912, à l'assemblée générale des « Mines et Usines de Bogoslovski », sur une réorganisation financière, dans le genre de celles que nous avons déjà rencontrées.

A la suite de cette réorganisation, l'assemblée générale de mai 1913 a eu lieu sous la présidence de B. A. Kaminka, Président du Conseil d'Administration de la Banque d'Azov et du Don. Celle-ci détenait déjà 25 % du capital représenté à la réunion ⁽¹⁾.

L'augmentation du capital de la Banque d'Azov et du Don en 1913 permit de mener à bien la transformation des usines des héritiers du Comte Schouvalov en « Société anonyme des Usines de Liss-

(1) 15.000 actions sur 61.400; les héritiers de Polovtzeff en déposèrent 35.800 (Les Informations Boursières du 20 mai 1913).

venski », au capital de 16 millions de roubles. Le paquet de contrôle, gardé par la Banque, s'élevait à 30 % environ du capital social ⁽¹⁾.

C'est en 1913 également que la Banque de Sibérie réorganisa la « Société des Usines du Nord de N. P. Pastoukhoff », dont elle conserva en portefeuille 50 % des actions; la Banque Russe pour le Commerce Extérieur procéda, dans des conditions à peu près semblables, à la transformation de la Société des Usines de Simsk. Enfin, à la réunion des créanciers de la « Société des Mines et des Usines mécaniques de Nevianski », en date du 28 mai 1913, les trois banques — Privée, de Sibérie et Unifiée, — consentirent à lever séquestre et d'accorder l'ouverture des crédits nouveaux, à conditions que la Société se soumette aux exigences suivantes : renouvellement du Conseil d'Administration; paiement aux banques de 64 % de son ancienne dette; réduction du capital social, suivie de l'émission nouvelle d'actions par l'intermédiaire des dites banques. Ces conditions furent acceptées ⁽²⁾.

Si on tient compte, en outre, que les usines de Kama et celles de Komarovski, affiliées à la Société de Donetz-Youriewo, et, partant, à la Prodamet, se trouvaient, de ce fait, dans la sphère d'influence française, la pénétration des capitaux étrangers, par le canal bancaire, dans l'industrie métallurgique de l'Oural apparaît, en 1914, comme étant déjà fort avancée.

155. — Les régions autres que celles du Midi et de l'Oural, correspondent, en général, aux territoires qui appartiennent actuellement aux Etats nouveaux, limitrophes de la Russie. On y retrouve l'application des mêmes méthodes d'expansion bancaire, à cette différence près que l'influence allemande (Deutsche Bank, Disconto-Gesellschaft), y était presque aussi puissante que l'action française, dirigée par le « Bank-trio » français ⁽³⁾ et les banques franco-russes. Ceci est surtout exact pour la Pologne et les Pays Baltes.

(1) Annexe au Compte-rendu du Conseil d'Administration pour l'année 1914.

(2) *La Bourse*, 1913, n^{os} 21 et 22.

(3) Les Allemands appelaient ainsi la triplice formée par la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Société Générale et la Banque de l'Union Parisienne.

Mais les banques françaises parvenaient à étendre, quelquefois, leur contrôle même sur des entreprises d'origine allemande ⁽¹⁾.

SECTION TROISIÈME

Constructions mécaniques, du matériel des chemins de fer et navales

156. — Les capitaux investis dans ces industries, formant un complément naturel de la grosse métallurgie, étaient répartis, en 1914, de la manière suivante ⁽²⁾ :

Construction de locomotives.....	69.840.000 roubles	
— de wagons.....	34.135.000	—
— navales.....	31.860.000	—
— de machines.....	147.278.000	—
— mécaniques.....	81.220.000	—
Produits métalliques divers.....	16.282.000	—
Construction du matériel roulant pour les chemins de fer à voie étroite.....	2.985.000	—
TOTAL.....	383.600.000 roubles	

(1) Citons, à titre d'exemple, la réorganisation de « La Société Anonyme des Usines sidérurgiques des frères Bekker » à Libau. A l'assemblée générale extraordinaire, convoquée le 11 avril 1911, la Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg subordonne l'aide financière qu'on lui demande à l'acceptation des conditions ci-après :

1° La réduction du capital social à 1 million de roubles;

2° L'augmentation consécutive du capital, porté à 5,5 millions de roubles;

3° L'emploi de 4,5 millions de roubles ainsi obtenus, à l'extinction des dettes (2,5 millions de roubles) et au renforcement de l'outillage;

4° Election, par la présente assemblée générale, au Conseil d'Administration et à la Commission de contrôle, des personnes qui seront indiquées par le groupe financier, organisé par la Banque.

Toutes ces conditions ayant été acceptées, à l'Assemblée générale de 1914 les Banques françaises et franco-russes présentent 22.090 actions sur 38.627 actions déposées. La répartition du paquet de contrôle fut la suivante :

Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg.....	7.235 actions
A. A. Davidoff, président de la dite Banque.....	1.620 —
Banque Russo-Asiatique.....	3.775 —
Banque Commerciale et Industrielle Russe.....	3.020 —
Ginsbourg et Cie, Paris.....	3.000 —
Girsch et Cie, Paris.....	3.420 —

(2) Rédigé d'après les données du *Recueil des renseignements sur les Sociétés par actions travaillant en Russie*, Saint-Petersbourg, 1914.

CONSTRUCTION DES LOCOMOTIVES ⁽¹⁾

157. — Cinq sociétés étaient spécialisées dans cette industrie, savoir :

	Capital social	
Société des usines de Poutilov.....	25.000.000	de roubles
— « Sormovo ».....	13.000.000	—
— de constructions mécaniques de Kolomna.....	15.000.000	—
— russe de constructions de machines Gartmann.....	9.000.000	—
— de constructions mécaniques et de locomotives.....	7.840.000	—

A. — A l'assemblée générale de la Société des usines de Poutilov, en date du 6 mai 1910, la Banque Internationale de Saint-Petersbourg figurait comme l'actionnaire le plus important, avec 8.850 actions sur 40.477 actions ayant pris part à l'assemblée.

Mais, aussitôt après, les banques d'orientation française se mirent à acheter des paquets d'actions de l'entreprise. A la suite de ces achats, la déclaration faite le 7 avril 1912 au Conseil d'Administration de Poutilov par la Banque Russo-Asiatique sonna comme un véritable ultimatum :

« Conformément à l'article 49 des statuts, en remettant au Conseil la déclaration de la Banque Russo-Asiatique certifiant que les sous-signés sont propriétaires de 9.300 actions, nous avons l'honneur de demander au Conseil la convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour la solution des questions ci-après :

1° L'acquisition de la totalité des actions de la Société des Constructions Navales de la Néva;

2° L'émission des actions nouvelles de l'usine de Poutilov, à concurrence de 9 millions de roubles, nécessaires pour absorber la Société des Constructions Navales de la Néva et pour étendre les usines appartenant actuellement à la Société de Poutilov, dont l'outillage doit être modernisé et les fonds de roulement renforcés;

(1) Rédigé d'après les données du *Recueil des renseignements sur les Sociétés par actions travaillant en Russie*, Saint-Petersbourg, 1914.

3° L'introduction des actions des usines de Poutilov à la Bourse de Paris;

4° Dans le cas où l'assemblée générale se déclare favorable à la dite cotation, la modification de l'article 23 des statuts pour sa mise en concordance avec les lois françaises. L'article en question stipulera dorénavant qu'un des directeurs et un des candidats aux postes de directeur pourront être des étrangers ».

Peu après les *Informations Boursières* ⁽¹⁾ faisaient savoir aux lecteurs que le « Président du Conseil d'Administration des Usines Poutilov, M. Danilevski, et le Directeur général Bischlaguer viennent de démissionner. Ces démissions sont la conséquence des modifications survenues parmi les gros actionnaires et de l'influence prépondérante acquise par la Banque Russo-Asiatique ».

En effet, après les augmentations du capital de 1912 et de 1914, garanties par les banques françaises, celles-ci détiennent à l'assemblée générale du 24 mars 1914, 16.150 actions sur 28.621 actions présentes ou représentées ⁽²⁾.

B. — A la Société de « Sormovo », les choses se passèrent différemment. Ce sont les banques d'orientation allemande qui ont eu finalement le dessus.

A l'assemblée générale du 10 janvier 1907 ⁽³⁾, un des administrateurs, M. Outine ⁽⁴⁾, ne voyait pas de remède à la gêne permanente de la trésorerie sociale, en dehors d'une augmentation du capital réalisée par la Banque de Paris et des Pays-Bas. Cette Banque subordonnait son concours à une double condition : l'introduction des actions « Sormovo » à la Bourse de Paris et l'entrée de M. Leblond au Conseil d'Administration. Ces conditions furent acceptées.

La Banque de Paris et des Pays-Bas dirigea, dorénavant, l'activité de la « Sormovo ». A l'assemblée générale du 10 janvier 1908 elle

(1) Numéro du 20 novembre 1912.

(2) L'annexe au compte-rendu de l'assemblée indique : la Banque Russo-Asiatique pour 4.250 actions, la Banque d'Azov et du Don 3.000 actions; M. Poutilov (Président de la Banque Russo-Asiatique) pour 2.200 actions, M. Schpan (représentant de la même Banque) pour 1.500 actions, la Banque de l'Industrie et du Commerce pour 2.200 actions, la Banque des Djamgaroff frères pour 3.000 actions.

(3) *Informations Boursières*, 1907, n° 22.

(4) Directeur de la Banque d'Escompte et de Prêts.

présenta 10.938 actions (sur 36.188 actions prenant part à l'assemblée) et à celle du 30 janvier 1909 sa prépondérance fut maintenue (10.908 actions sur 30.747).

Mais ensuite, à partir de 1911, elle fut amenée à s'alléger et les agents des banques « D » allemandes concentrèrent peu à peu entre leurs mains des paquets importants de titres.

On voit le 1^{er} mars 1912 la Banque Internationale de Saint-Petersbourg et la Banque d'Escompte et de Prêts, en possession du nombre d'actions prévu par l'article 52 des statuts, exiger, conformément à cet article, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour examiner « la nécessité de réorganiser la direction sociale et d'établir, les directives pour le développement ultérieur de son activité; la nécessité d'opérer la réélection du Conseil d'Administration ».

Cette réélection a eu lieu ⁽¹⁾. M. Leblond a été remplacé au Conseil par MM. Vischnegradski, Président du Conseil d'Administration et Directeur général de la Banque Internationale, et Metcherski, membre du Conseil d'Administration de cette Banque. Dès lors l'emprise des deux banques en question sur la société « Sormovo » devenait de plus en plus solide : 7.800 actions sur 28.813 représentées à l'assemblée extraordinaire du 18 avril 1912; 9.200 sur 15.344 à l'assemblée ordinaire du 4 mai 1913; 15.130 sur 31.960 à celle du 21 mai 1914. Les banques françaises disparurent des assemblées générales.

C. — La Banque Internationale arriva également à dominer les assemblées générales des Usines de Kolomna, où ses représentants soutinrent un projet de fusion avec la Société de « Sormovo » ⁽²⁾. Les petits porteurs de titres élevèrent des protestations, contre ce projet, sans avoir, d'ailleurs, beaucoup d'espoir quant au succès de cette opposition. Un des protestataires, M. Mark, déclara carrément : « Nous comprenons très bien que nous ne sommes pas les maîtres de notre affaire et que vous n'avez pas besoin de vous gêner avec nous... Les Banques font et feront de nous tout ce qu'elles veulent... »

Toutefois, devant le fait même des critiques présentées, la Banque Internationale préféra abandonner le projet d'une fusion formelle et réaliser une alliance étroite des deux entreprises, en nommant M.

(1) *Informations Boursières* du 19 avril 1912.

(2) Assemblée générale du 15 novembre 1912.

Metcherski, administrateur des Usines de « Sormovo » et de la Banque Internationale elle-même, au poste de directeur général des Usines de Kolomna. *L'intuitus personae* a joué le rôle d'un élément conciliateur dans le conflit des intérêts opposés.

L'emprise des banques sur la Société de Kolomna reste bien établie. A l'assemblée générale du 8 juin 1913, sur 31.696 actions représentées, la Banque Internationale de Saint-Petersbourg en détenait 11.000, la Banque Marchande de Saint-Petersbourg 2.300, la maison de banque « Djamgaroff frères » 3.500.

D. — A la Société des Constructions mécaniques de Gartmann, les intérêts des banques françaises étaient étroitement liés à ceux des banques allemandes. A l'assemblée générale du 6 novembre 1913, sur 15.072 actions, la Banque Internationale et ses hommes de paille, MM. Vourgaft et Klimenko, en détenaient 6.300, la Banque Française du Commerce et de l'Industrie 1.725, la maison Robert Schulmann et Cie (de Paris) 4.625.

E. — Enfin, la Société Russe des Constructions des locomotives et mécanique offrait, à l'assemblée générale du 16 novembre 1913, un spectacle analogue : sur 15.220 actions représentées, les banques disposaient de 12.000 titres environ. La Banque Internationale et la Maison Gasquier et Cie (de Paris) détenaient les plus forts paquets d'actions.

Ainsi, aucune des sociétés de cet important groupe n'échappa à l'emprise des banques et des capitaux étrangers.

CONSTRUCTION DES WAGONS ⁽¹⁾

158. — En 1914, ce groupe comprenait 7 sociétés anonymes :		
Société de construction de wagons de Saint-		
Petersbourg, au capital de.....	7.750.000 roubles	
— de l'usine Russo-Baltique de construc-		
tion de wagons, au capital de.....	4.800.000	—
A reporter.....		12.550.000 roubles

(1) Rédigé d'après les données du *Recueil des renseignements sur les Sociétés par actions travaillant en Russie*, Saint-Petersbourg, 1914.

	<i>Report</i>	12.550.000 roubles
Société de construction de wagons à Moscou,		
au capital de.....	3.600.000	—
— « Le Phénix », au capital de.....	9.000.000	—
— du Sud de l'Oural, au capital de.....	2.600.000	—
— anonyme Lilpop, Raou et Levenstein,		
au capital de.....	2.385.000	—
— anonyme Arthur Koppel, au capital de.	4.000.000	—
	TOTAL.....	34.135.000 roubles

Les deux dernières de ces sociétés, régies par des statuts allemands, se trouvaient entièrement entre les mains des étrangers.

Les assemblées générales des deux plus importantes Sociétés du groupe démontrent également le rôle primordial des banques franco-russes et germano-russes dans leur structure.

Celle de la « Société Anonyme Le Phénix », en date du 30 novembre 1913, a réuni 25.745 actions.

Les principaux actionnaires présents à l'assemblée furent ⁽¹⁾ :

La Banque Russe pour le Commerce Extérieur.....	6.500 actions
La Banque Internationale de Saint-Petersbourg.....	3.000 —
MM. Balabanov et Chessine (représentants de la Banque Internationale).....	1.050 —
La Banque Marchande de Saint-Petersbourg.....	1.708 —
M. Iassinski.....	2.905 —
La Banque d'Azov et du Don.....	800 —

A l'assemblée générale du 17 mai 1914 de la « Société de construction de wagons de Saint-Petersbourg », sur 19.119 actions réunies, les banques et leurs directeurs en ont présenté ⁽²⁾ :

La Banque Rosenberg et Cie, Paris.....	5.655	actions
La Banque d'Azov et du Don.....	500	—
M. Poutilov, Directeur de la Banque d'Azov et du Don.....	1.040	—
<i>A reporter</i>	7.195	actions

(1) *Informations Boursières* du 1^{er} décembre 1913.

(2) *La Bourse*, 1914, n° 21.

	<i>Report</i>	7.195 actions
La Banque Marchande de la Sibérie.....	2.000	—
La Banque Marchande de Saint-Petersbourg.....	600	—
M. Manous.....	1.138	—
M. Rafalovitch.....	1.338	—
	TOTAL	12.271 actions

On trouve dès lors tout naturel que les banques prennent l'initiative de former, en 1906, le syndicat « Prodwagon » ⁽¹⁾. Elargi en 1912 par l'adhésion des usines non spécialisées exclusivement dans cette branche, ce syndicat, inspiré par la haute finance de Paris et de Berlin, fournit aux réseaux, en 1912, pour 33,5 millions de roubles. Il reçut, par conséquent, 96,9 % des commandes faites par ces réseaux à l'industrie russe, dont le total n'était que de 34,6 millions de roubles ⁽²⁾.

CONSTRUCTIONS NAVALES

159. — La liste des sociétés de ce groupe s'établit comme suit :
Société des Usines de Constructions Nava-

les de la Néva, au capital de....	7.000.000	de roubles
— des Usines Nikolaeff.....	7.000.000	—
— Russe de Constructions Navales...	4.000.000	—
— Russo-Baltique.....	9.600.000	—
— Noblessner.....	3.000.000	—
Quatre petites Sociétés.....	1.260.000	—
	TOTAL	31.860.000 roubles

En étudiant la lutte des capitaux français et allemands pour la prépondérance à la Société des Usines de Poutilov, nous avons vu incidemment dans quelles circonstances la Société des Usines de la Néva passa dans le sillage de la Banque Russo-Asiatique.

La Société des Usines de Nicolaëff fut contrôlée par cette même

(1) Abréviations de « Société pour le Commerce des produits des usines russes de constructions de wagons ».

(2) Voir le *Recueil des renseignements sur les Sociétés par actions travaillant en Russie*, Préface et chapitres VIII et XI.

Banque, soutenue par la Société Générale (Paris) et la Banque Privée de Saint-Petersbourg.

Les trois Banques sus-nommées faisaient également partie du consortium, formé, sous les auspices de la Banque de l'Union Parisienne, pour veiller aux destinées de la Société Russo-Baltique.

Dans la Société Russe de Constructions Navales, la Banque Internationale de Saint-Petersbourg régnait en maître, ayant présenté à l'assemblée générale du 9 février 1913, 96.445 actions sur un total de 98.986 actions déposées ⁽¹⁾.

A la Société Noblessner, le même établissement de crédit, soutenu par la Banque d'Escompte et de Prêts de Saint-Petersbourg, détenait la baguette de la Direction ⁽²⁾.

Nous manquons de précisions au sujet des quatre petites sociétés de Constructions Navales. Il résulte cependant de leur rôle modeste dans l'ensemble de cette industrie ⁽³⁾ que, quelle que soit leur structure financière, elle ne pourrait rien changer à l'impression générale d'emprise des capitaux bancaires dans ce domaine.

CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES ET DE MACHINES PRODUCTIONS MÉTALLIQUES DIVERSES

160. — A la fin du XIX^e siècle, cette branche d'industrie attirait vers elle surtout les capitaux allemands; l'attention de la finance française allait principalement à la métallurgie lourde et aux mines.

A partir de cette époque et jusqu'en 1914, les Allemands maintinrent leur influence intacte dans toute une série d'entreprises, dont voici les plus importantes :

« Société d'Usines mécaniques et de produits métalliques à Saint-Petersbourg », au capital de 9 millions de roubles, dirigée par les « D » banques et par la Banque Internationale de Saint-Petersbourg;

« Société Phisner et Cie », au capital de 4,9 millions de roubles, dépendant de la Deutsche Bank;

(1) *Informations Boursières*, du 11 novembre 1913.

(2) A l'assemblée générale du 7 mars 1914, la Banque d'Escompte et de Prêts présenta 4.500 actions sur 12.000 titres inscrits à la feuille de présence.

(3) 4 %, à peine, du total des capitaux engagés.

« Société Felzer », au capital de 1,6 million de roubles, soumise à la Dresdner Bank;

Sociétés « Otto Deitz », « Klein frères » et « Daimler », au capital total de 2.623.000 roubles, réunis sous le contrôle de la Dresdner Bank et de la Deutsche Bank;

« Société Bromley », au capital de 2.250.000 roubles, en dépendance de la Banque Internationale de Saint-Petersbourg;

« Société des Usines Lessner », au capital de 4 millions de roubles, dont les Banques allemandes et la Banque Russe d'Escompte et de Prêts détenaient des paquets importants d'actions.

161. — C'est entre 1903 et 1913 que le capital germanique céda très nettement le pas aux capitaux de provenance franco-belge ou anglo-saxonne. La seule société importante organisée au cours de cette période avec le concours allemand fut la « Société Russe des Usines d'Artillerie », au capital de 25 millions de roubles, fondée en 1913, sous les auspices de la Banque Internationale de Saint-Petersbourg et de la Banque d'Escompte et de Prêts.

Pendant la même décade, les Français contribuèrent à la création de sociétés anonymes, au capital total de 37.400.000 roubles, savoir :

1° La « Société Russe pour la production d'obus et de munitions de guerre », fondée en 1910 avec le concours actif de la Banque de l'Union Parisienne. A l'assemblée générale du 30 mai 1913, les actionnaires ont présenté 42.302 actions, dont 23.954 furent déposées par les banques françaises ou francophiles ⁽¹⁾.

2° La « Société des Usines mécaniques de P. V. Baranovski, pour la production de douilles et de tuyauterie », organisée en 1912 avec le concours de la maison de banque parisienne « Robert Schuhman et Cie ». La Banque de l'Union Parisienne et la Banque Russo-Asiatique placèrent l'émission d'actions de cette entreprise d'un montant de 8 millions de roubles.

(1) Ces titres étaient répartis comme suit :

Banque de l'Union Parisienne.....	9.070
Thalman et Cie, Paris.....	4.000
L. Hirsch et Cie, Paris.....	4.000
Banque Russo-Asiatique.....	2.944
Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg.....	2.940
Banque d'Azov et du Don.....	1.000

3° La « Société Matias et fils », organisée en 1911 par la Société Générale (Paris).

4° « La Société des Usines Aïvas », dont 40 % environ d'actions, à l'assemblée générale du 20 août 1913, furent présentées par les Banques Russo-Asiatique et de Commerce Privée de Saint-Petersbourg ⁽¹⁾.

5° La Société anonyme « Le Martel », au capital de 1 million de roubles, organisée en 1913 par les mêmes banques, qui gardèrent en portefeuille 40 % environ des actions.

6° La « Société Parviaïnen », dont le capital social, de 5 millions de roubles, fut partagé toujours entre la Banque Russo-Asiatique et la Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg, flanquée cette fois par la Banque de l'Union Parisienne.

7° La « Société de l'Usine mécanique du Nord », au capital de 2 millions de roubles, dont la Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg avait le contrôle.

8° La « Société Caspienne des Constructions de machines », dirigée, à partir de 1913, par la Banque Russo-Asiatique.

9° La « Société des Constructions mécaniques de Debaltzevo », création du Crédit Général Belge.

Les capitaux britanniques étaient concentrés dans deux entreprises importantes. La « London, Country and Westminster Bank » contrôlait la « Société anonyme de constructions des machines Elvorti », au capital de 8 millions de roubles; la Banque Russo-Anglaise créa la « Société par actions de machines pneumatiques », au capital de 1 million de roubles.

Enfin, les Américains étaient maîtres de la « Compagnie Américaine Internationale de moissonneuses », au capital de 64.300.000 roubles.

Ce dernier chiffre devient encore plus impressionnant lorsqu'on se souvient que le total des capitaux engagés dans les sociétés russes de constructions de machines agricoles ne dépassait pas 95,8 millions de roubles ⁽²⁾.

(1) Sur 17.900 actions représentées, ces deux banques en détenaient 3.650 et 3.640 respectivement

(2) *Le Messager des Finances*, année 1915, n° 37.

162. — Par ailleurs, la provenance des capitaux engagés dans les entreprises par actions, qui formaient le Syndicat des Constructeurs des Machines Agricoles, est réveillée, pour la plupart, par leur raison sociale, à consonnance étrangère : « Société Bourgardt », « Société Gelferich et Sadé », « Société des Usines Gaine », « Société Lepp et Walmann », « Société Liepgard », « Société Meiltozé », « Société Stoll et Cie », « Société Frantz et Schroeder », « Société Elvorti », « Société Fouchs ». Toutes ces sociétés sont financées ou contrôlées par la « Deutsche Bank » et « Disconto Gesellschaft » ou bien par le trio des établissements de crédit parisiens, la Banque de l'Union Parisienne, la Société Générale ou la Banque de Paris et des Pays-Bas. On ne retrouve que trois membres du Syndicat des Machines agricoles travaillant avec des capitaux de provenance russe. Ce sont les « Usines Schlowski », la « Société des Usines Badovski » et la « Société Aksai ». Seule la dernière de ces entreprises, au capital de 1.400.000 roubles, fut de quelque importance.

Ainsi, dans toutes les branches de construction métallique, le rôle du capital étranger apparaît sous le même aspect que dans la grosse métallurgie russe : — le capital étranger est partout au premier plan; son influence est souvent prépondérante.

SECTION QUATRIÈME

Industrie minière : Charbonnages, Industrie du naphte, Métaux de couleur

CHARBONNAGES

163. — Le capital nominal des sociétés anonymes, travaillant dans cette branche de la production nationale, s'élevait, en 1914, à 199.344.000 roubles, dont :

- 139.063.000 roubles investis dans le bassin de Donetz;
- 39.644.000 roubles investis dans l'ancienne Pologne russe;
- 20.637.000 roubles investis dans d'autres régions.

164. — Les capitaux franco-belges qui fertilisèrent l'industrie de Donetz vers la fin du XIX^e siècle, renforcèrent encore sensiblement leur position lors de la dépression économique de 1900-1909. En 1914, on trouve dans cette région 12 sociétés par actions fonction-

nant d'après les statuts français ou belges; pour une fois, l'origine des capitaux investis, correspondait à la nationalité de ces sociétés, savoir :

	CAPITAL NOMINAL	
Société Française pour l'extraction du charbon et du sel gemme.....	8.000.000 de roubles	Statuts français
Compagnie Charbonnière d'Azov.....	504.000 —	Statuts français
Société des Mines Berestowó-Krinka.....	4.687.000 —	Statuts français
Société des Mines Bélaïa.....	2.715.000 —	Statuts français
Société des Mines Gossoudarévo-Baïrak.....	1.800.000 —	Statuts belges
Société des Mines d'Ekaterina.....	2.487.000 —	Statuts français
Société des Charbonnages d'Irmino.....	1.875.000 —	Statuts belges
Société des Charbonnages de Nikitovka.....	2.250.000 —	Statuts français
Compagnie des Charbonnages de Prokhoroff.....	3.000.000 —	Statuts belges
Société des Charbonnages de Routchenkovo.....	6.791.000 —	Statuts français
Société française des mines du Sud de la Russie.....	750.000 —	Statuts français
Société des charbonnages et des mines de fer du Sud de la Russie.....	1.875.000 —	Statuts français
TOTAL.....	36.918.000 roubles	

On trouve également dans le bassin de Donetz une société régie par des statuts allemands (Société de l'industrie des mines, au capital de 2.164.000 roubles) et une autre, formée d'après la législation suisse (Société des charbonnages russo-suisse, au capital de 450.000 roubles).

Mais l'influence française ne se limitait pas aux sociétés ci-dessus énumérées. Les sociétés de charbonnages, constituées d'après les

statuts russes, travaillaient avec des capitaux, dont une très grande proportion fut d'origine française.

165. — La Société franco-russe « Prodougol » ⁽¹⁾, fondée en 1906, à Paris, concentra plus de la moitié de la production houillère du Donetz ⁽²⁾. La liste des adhérents de ce groupement constitue en même temps une sorte de récapitulation des sociétés se trouvant dans l'orbite du capital français. On y trouve, à côté de sociétés à statuts français, de nombreuses sociétés « russes », soumises en fait aux banques françaises et franco-russes, savoir :

	Capital social (en milliers de roubles)
Société des mines d'Alexeïevka.....	1.800
— des charbonnages de Briansk.....	10.000
— des charbonnages de Goloubovo-Berestovo- Bogodoukhovskoïe.....	3.400
— des mines d'Ekaterinovka.....	5.625
— anonyme Koreneff et Chipiloff.....	1.500
— Russe du Donetz.....	12.600
— Russe méridionale de charbonnages.....	5.000
— des charbonnages Dniéprovski.....	1.380
TOTAL.....	41.305

La « Société des Mines d'Alexeïevka » commença, à vrai dire, par faire une concurrence sérieuse au « Prodougol ». Constituée avec des capitaux purement russes, fournis pour une bonne partie par la « Banque de Volga-Kama », cette Société avait, en 1907, une production de 48,8 millions de pouds, la plus élevée du bassin du Donetz.

(1) Abréviation de « Société Anonyme pour le Commerce de comestible minéral du bassin de Donetz ».

(2) Les *Informations Boursières* (numéro du 24 janvier 1914) donnent les statistiques ci-après sur l'extraction totalisée par les Sociétés faisant partie de ce groupe :

En 1906.....	361,47 millions de pouds
En 1907.....	445,36 —
En 1908.....	500,06 —
En 1909.....	596,38 —
En 1910.....	535,30 —
En 1911.....	605,59 —
En 1912.....	638,58 —

C'est alors que la Société Française de Banque et de Dépôts et la Société Belge du Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts, ont obtenu la cession des actions de la Société par la « Banque de Volga-Kama » et par d'autres actionnaires. Ces achats ont eu lieu en août 1908. En septembre suivant, les « Mines d'Alexeïevka » faisaient déjà partie du « Prodougol » ⁽¹⁾.

166. — La concentration verticale des usines métallurgiques et des charbonnages de Donetz est due également, en grande partie, à l'inspiration franco-belge. C'était là un phénomène économique de grande envergure. Les charbonnages absorbés par les sociétés métallurgiques — et ne figurant pas de ce fait dans les statistiques ci-dessus — produisaient, en 1913, 25 % de l'extraction totale du bassin du Donetz ⁽²⁾. Ce mouvement d'intégration s'est développé surtout en 1911-1913.

C'est en 1911, que le syndicat bancaire français stipula l'acquisition des charbonnages, comme une des conditions de son aide financière à la Société de Donetz-Youriewka. Dans la même année, la Banque d'Azov-Don réalisa une augmentation du capital de la Société Métallurgique de Taganrog, portant sur 2,5 millions de roubles et ayant, pour seul but, l'achat d'une mine de charbon, dénommée « Belaïa ». Sur les instances de la Société Générale (Paris) et avec son concours, la Société Métallurgique de Briansk absorba, en 1912, la « Société des charbonnages de Routhenkovo ». Sur 110.000 actions émises par la Société de Briansk, 72.322 titres furent attribués à la Société absorbée, à titre d'actions d'apport ⁽³⁾.

La Société Métallurgique Méridionale de Dniéprovski a acquis, en 1906, les charbonnages de la Société Almaznaïa, en liquidation ⁽⁴⁾. En 1912, les usines Dnieprovski augmentèrent leur capital de 1.875.000 roubles, pour pouvoir acquérir les charbonnages Maksimoretzki, payés 1.525.000 roubles ⁽⁵⁾. La Société anonyme « Provi-

(1) Compte-rendu de la Banque de Volga-Kama pour 1908; voir également les *Informations Boursières* des 8, 14 et 19 août 1908.

(2) *Recueil statistique de l'Industrie Minière*, Charkoff, 1915. Tableau annexe « Industrie Charbonnière ».

(3) Compte-rendu de l'Assemblée générale extraordinaire de la Société de Briansk, en date du 10 octobre 1912. *La Bourse*, 1912, n° 38.

(4) *La Gazette de l'Industrie et du Commerce*, du 19 mai 1906.

(5) *La Bourse*, 1912, n° 13.

dence » russe, la Société Métallurgique « Union » achetèrent également des mines et des paquets importants d'actions des charbonnages ⁽¹⁾.

Ainsi, une vérité se dégage des statistiques et des faits relatés : *l'effort d'organisation et de coordination, accompli par les capitalistes franco-belges, fut à la base de l'état florissant du bassin du Donetz.*

167. — Dans l'ancienne Pologne russe, les capitaux allemands et français se groupèrent, en adoptant des statuts étrangers, dans la plupart des cas ⁽²⁾.

Il n'en fut pas de même dans d'autres régions où 20 millions de roubles, sur un total de 20.637.000, revenaient aux sociétés constituées d'après des statuts russes. Mais l'influence des banques russo-allemandes et franco-russes n'en était pas diminuée, bien entendu.

C'est ainsi que la quasi-totalité des actions des charbonnages de Kisil (« Société anonyme des possessions de l'Asie Centrale ») appartenait à la Banque Internationale de Saint-Petersbourg. C'est cette banque encore qui tenait la première place aux assemblées générales de la Société des charbonnages de Kouznetz ⁽³⁾.

La guerre mondiale arrêta net l'expansion des sociétés par actions dans ces régions lointaines, à peine éveillées par la culture européenne.

L'INDUSTRIE DU NAPhte

168. — Le capital social des sociétés anonymes dans l'industrie du naphte fut réparti entre les divers centres d'exploitation comme suit ⁽⁴⁾ :

(1) Les mines de Mouchketov, les actions des « Charbonnages des frères Markoff », de la « Société Russe des Charbonnages du Donetz », etc.

(2) 15.743.000 roubles du capital nominal sur 39.644.000 roubles investis dans les charbonnages de la région.

(3) A l'assemblée générale du 31 mai 1914, la Banque Internationale de Saint-Petersbourg présenta 33.305 actions, la Banque Russo-Asiatique 8.831 actions, la Société Générale (Paris) 8.000 actions, la Régie Générale des Chemins de fer 8.000 actions (Annexe au procès-verbal de l'assemblée).

(4) OLL, *op. cit.*, page 114; *Recueil des renseignements sur les Sociétés par actions travaillant en Russie*, Edition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, Saint-Petersbourg, 1914, 2^e édition, Préface, pages iv-v, et le chapitre « Industrie du naphte ».

Région de Bakou.....	272.700.000	roubles
— de Grosny.....	49.000.000	—
— de Maïkop.....	37.600.000	—
— d'Oural-Emba.....	27.000.000	—
— de Tcheleken.....	8.400.000	—
Autres régions.....	5.000.000	—
TOTAL.....		399.700.000 —

L'enquête opérée par le Gouvernement Soviétique évalue à 253.500.000 roubles-or les capitaux investis dans l'industrie pétrolière russe, savoir :

Capitaux anglais	171.424.300	roubles, soit 68 % du montant placé
— français	51.115.100	— 20 % —
— allemands	13.668.200	— 5 % —
— hollandais	10.500.000	— 4,2 % —
— belges	6.812.500	— 2,8 % —

A. de Goulévitch, en rapportant les résultats de l'enquête, ajoute ⁽¹⁾ : « Nous avons des raisons de croire que la part des capitaux étrangers placés dans l'industrie pétrolière russe y est sensiblement sous-estimée. Toutefois, les chiffres de l'enquête soviétique ont l'avantage de donner une idée plus ou moins exacte de la façon dont étaient répartis entre les ressortissants des différents pays, les capitaux étrangers dans l'industrie pétrolière russe avant la nationalisation de cette industrie par les bolcheviks ».

169. En admettant même que le total de 253.500.000 roubles donné par l'enquête soviétique soit exact, on constate que 63,4 % du capital social des sociétés pétrolières appartenait aux étrangers. Il restait, dans la région de Bakou, un certain nombre d'entreprises non constituées en sociétés. Mais leur importance était minime et elles faisaient, pour la plupart, partie des groupements qui conféraient au capital occidental une véritable maîtrise du marché russe de pétrole.

Les groupements en question étaient au nombre de 3 : « Société Nobel frères », la « Russian Général Oil Corporation » et la « Royal Dutch-Shell ». Ils réunissaient ensemble un capital social de 300 mil-

(1) *Revue Economique Internationale*, novembre 1927, volume IV, n° 2, pages 232-246.

lions environ, ces trois groupes disposaient de plus de 50 % de la production et des 3/4 du commerce du naphte ⁽¹⁾.

170. — La « Société Nobel Frères », la plus ancienne entreprise pétrolifère de la Russie, fut fondée en 1876 par des Suédois, les frères Nobel. Rapidement agrandie, elle organise et dirige, à partir de 1891, le « Syndicat d'Exportation des producteurs du naphte à Bakou », autant dire le syndicat de tous les producteurs russes, puisque Bakou était, à l'époque, le seul centre d'exploitation existant.

Nous ne pouvons pas nous ranger à l'opinion qui voit dans ce groupement « une affaire essentiellement russe », tout en admettant que « des capitaux allemands y étaient également intéressés » ⁽²⁾. La vie sociale de cette entreprise révèle, d'après nous, une influence germanique importante, installée de bonne heure, à laquelle est venue se joindre, ensuite, l'action des capitaux franco-anglais.

En effet, en 1905, la Société Nobel eut recours aux services de la « Disconto Gesellschaft » et de la « Berliner Handelsgesellschaft » pour l'émission d'un emprunt obligataire 5 %; en 1906, la Société fit partie de la « Europäische Petroleum Union », qui venait d'être formée par la fusion de la « Deutsche Petroleum Verkaufs Gesellschaft » avec la « Britisch Petroleum Cy » pour lutter ensemble contre le pétrole américain de la « Standard Oil Cy ». La « Disconto Gesellschaft » et la « Deutsche Bank », qui négocièrent l'adhésion de la Société Nobel au trust européen de pétrole, présidèrent également à l'introduction des actions « Nobel » à la Bourse de Berlin. En 1909, le consortium de la « Disconto Gesellschaft », de la « Berliner Handelsgesellschaft » et de la « Deutsche Bank » réalisèrent une émission d'actions « Nobel », d'un montant de 7 millions de roubles ⁽³⁾. Cette pénétration continue du capital allemand atteignit son point culminant vers 1912, lorsque la « Disconto Gesellschaft » présenta 40 % environ d'actions déposées en vue de l'assemblée générale du 29 mai 1912 ⁽⁴⁾. Un des administrateurs de la Banque, M. Salamonson, entra alors au Conseil d'Administration de la Société Nobel ⁽⁵⁾.

(1) A. DE GOULÉVITCH, *étude citée*.

(2) *Idem*.

(3) *Informations Boursières*, du 22 janvier 1909.

(4) Voir l'annexe au procès-verbal de l'assemblée générale (*La Bourse* 1912, n° 23).

(5) *La Bourse*, 1912, n° 23.

La politique d'expansion de la « Société Nobel » en fit rapidement un trust puissant. En février 1911, cette société figure au nombre des fondateurs de la « Société Kolkhida », dont elle a souscrit 36 % des actions ⁽¹⁾, en 1912 elle achète les terrains naphthifères de Kolontareff ⁽²⁾ et met en portefeuille des paquets importants d'actions des Sociétés pétrolifères « Emba » (42 % du capital social), « Rogosine » (33 %), « Tcheleken Dagestan » (50 %) et de la « Société Finlandaise des Pétroles » (57 %) ⁽³⁾.

Ces extensions de la Nobel décidèrent le trust anglo-franco-russe « Russian G^{al} Oil Corporation » à augmenter sa participation dans la Société Nobel. En 1914, la Banque Russo-Asiatique et la Banque de l'Industrie et du Commerce achetèrent, pour le compte de la « R. G. O. », des paquets d'actions d'une certaine importance. Le tableau comparatif ci-après fait toucher du doigt cette opération.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE LA SOCIÉTÉS NOBEL FRÈRES ⁽⁴⁾

Dates des assemblées.....	21 janvier 1914	20 mai 1914
Capital représenté.....	24.400.000 roubles	30.000.000 de r.
Capital nominal des actions déposées par les Banques, aux 2 assemblées :		
Disconto Gesellschaft.....	1.056.000 —	696.000 —
Banque Internationale de Saint-Petersbourg.....	682.500 —	3.557.000 —
Banque d'Escompte et de Prêts..	614.750 —	»
Banque Russo-Asiatique.....	687.250 —	2.528.000 —
Banque Russe de l'Industrie et du Commerce.....	406.700 —	874.500 —
Banque d'Azov-Don.....	5.586.000 —	3.719.000 —
Banque Marchande de Sibérie....	515.500 —	594.750 —
Banque Marchande de Saint-Petersbourg.....	5.197.500 —	2.433.000 —
Banque de Volga-Kama.....	1.597.250 —	1.079.750 —
TOTAL des actions déposées par les Banques.....	16.343.450 roubles	15.482.000 roubles

(1) *Recueil Mensuel de la Bourse*, février 1911.

(2) *La Bourse*, 1912, n° 23.

(3) *Informations Boursières* du 31 janvier 1912.

(4) D'après les comptes rendus des dites Assemblées.

L'importance des paquets d'actions détenues par les banques franco-anglo-et germano-russe fait ressortir le rôle des capitaux étrangers dans le groupe Nobel, qui totalisait, en 1914, avec ses filiales et sociétés contrôlées, un capital social de 39 millions de roubles et une production de 1.250.000 tonnes.

171. — La « Russian Général Oil Corporation » fut organisée à Londres, en 1912, sur l'initiative des banques russes, françaises et anglaises. Les actions de ce trust, organisé conformément à la loi anglaise, furent immédiatement introduites à la Bourse de Paris. La liste des administrateurs du trust est fort intéressante, puisqu'elle constitue une sorte de récapitulation des groupes financiers, réunis sous la bannière de la nouvelle organisation. La voici :

Président du Conseil :

- A. Poutilov, Président du Conseil d'Administration de la Banque Russo-Asiatique.

Vice-Président :

- A. P. Vichnegradski, Président du Conseil d'Administration de la Banque Internationale de Saint-Petersbourg.

Administrateurs :

- Vicomte G. de Breteuil, Administrateur de la Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg;
A. Davidoff, Président du Conseil de cette Banque;
M. Soloveitchik, Administrateur de la Banque Marchande de Sibérie;
U. D. Kohn, Administrateur-délégué et Directeur de la Banque Russe de l'Industrie et du Commerce;
I. Outine, Président du Conseil de la Banque d'Escompte et de Prêts de Saint-Petersbourg, Administrateur de la Société du naphte de Bakou;
I. Radine, Directeur de la succursale parisienne de la Banque Internationale de Saint-Petersbourg, Administrateur de la Société du naphte de Bakou;
Earl of Carrick, Représentant des Banques anglaises;
Chantrey Inchbald, Directeur de la succursale londonienne de la Banque Russo-Asiatique.

Administrateur-délégué :

- I. Lianosoff, Président du Conseil de la « Société anonyme Liano-

soff », Administrateur des Sociétés pétrolifères « Roumo » et « Chikhovo ».

172. Le capital de l'omnium fut porté de 1.250.000 livres sterling, à la fondation, à 2.500.000 livres sterling, en septembre 1913. La liste complète des sociétés affiliées ne fut jamais publiée. Nous limiterons donc notre analyse à la structure des groupements les plus importants, qui faisaient officiellement partie du trust, savoir :

I. — La « Société Anonyme de G. Lianosoff et fils », organisée en 1907 par la Banque Russo-Asiatique et présidée toujours par A. Poutilov. Son capital fut rapidement porté à 30 millions de roubles. Le procès-verbal de l'assemblée générale du 12 février 1913 est fort instructif. Sur 22.947 actions présentes ou représentées :

la Banque Russo-Asiatique en déposa.....	6.500
A. Poutilov.....	2.005
la Banque Internationale de Saint-Petersbourg....	2.500
la Banque Commerciale Privée de Saint-Petersbourg	1.000
la Banque Russe de l'Industrie et du Commerce....	1.000
S. G. Lianosoff et Béloserski.....	5.160

TOTAL..... 18.165 actions

L'adhésion de la Société Lianosoff à la « Russian General Oil », comportait également l'adhésion des sociétés qu'elle contrôlait, savoir :

Société du naphte d'Apchéron, au capital de	2.700.000 roubles ⁽¹⁾	
— Aramasd, au capital de.....	4.000.000	— ⁽²⁾
— des frères Mirsoeff, au capital de...	3.200.000	—
— pétrolifère Chikhovo, au capital de..	3.000.000	—
— Melikoff, au capital de.....	4.000.000	—
— Russe du naphte, au capital de.....	2.182.000	—
— moscovite du naphte du Caucase,		
— au capital de.....	6.000.000	—
— du naphte de Tiflis, au capital de...	250.000	— ⁽³⁾

(1) A l'assemblée générale du 1^{er} juin 1914, sur un total déposée de 6.990 actions, la Société Lianosoff et M. Lianosoff lui-même présentèrent 2.780 actions, soit 40 % environ.

(2) A l'assemblée du 20 mai 1914, sur un total de 12.556 actions, les deux mêmes actionnaires détenaient 5.580 actions, soit près de 44 %.

(3) Voir *La Bourse*, 1913, nos 12 et 20.

II. — La Société « Le naphte russe », au capital de 24.750.000 roubles ⁽¹⁾, avec ses satellites :

Société de Ter-Akopoff, au capital de.... 9.000.000 de roubles

— de Bakou du naphte russe, au capital de..... 6.695.000 —

— du naphte Emba-Caspienne, au capital de..... 14.000.000 —

III. — La « Société pétrolifère A. Matacheff », au capital de 20 millions de roubles.

IV. — La « Société Caspienne », au capital de 10 millions de roubles.

V. — La « Société du naphte de Bakou », au capital de 6.785.000 roubles.

Dans cette dernière Société, la Banque de Paris et des Pays-Bas obtint le renforcement de l'influence française en subordonnant la garantie du capital à la cession d'un paquet important d'actions et à la réorganisation du Conseil d'Administration ⁽²⁾.

La « Russian General Oil Corporation » obtint également le contrôle de la Société « Moscou-Caucase » (au capital de 4 millions de roubles) et de la « Société Naphtalon » (au capital de 2.400.000 roubles).

En 1914, groupant des sociétés au capital de 160 millions de roubles environ; appuyée sur une organisation commerciale de tout premier ordre; liée avec les plus grandes sociétés russes de transport et d'entrepôt ⁽³⁾, la « Russian General Company » détenait la première place dans l'industrie pétrolifère russe.

173. — Elle commença, également, dès septembre 1913 à acheter des actions de la Société Nobel. En 1915, ayant investi dans l'opé-

(1) A l'assemblée générale du 12 mai 1914, la Russian General Oil et les banques qui la soutenaient déposèrent 36 % des actions représentées.

(2) Assemblée générale extraordinaire du 15 juin 1912; *Informations. Boursières*, du 17 juin 1912. A l'assemblée générale du 10 avril 1913, sur 25.294 actions représentées, 17.358 (soit 69,8 %) étaient déposées par la Banque Internationale de Saint-Petersbourg et ses représentants (8.300 actions), la Banque Russo-Asiatique et les Banques françaises (8.868 actions) et la Banque d'Escompte et de Prêts de Saint-Petersbourg (500 actions).

(3) « Société Caucase et Mercure », « Société Orientale d'Entrepôts ».

ration 50 millions de roubles environ, elle détenait 50.000 actions de 250 roubles sur 120.000 actions existantes. La famille Nobel n'en possédait que 35.000 ⁽¹⁾.

La situation ainsi créée n'a pas abouti à un conflit, mais, tout au contraire, à une alliance des deux groupements, scellée par un échange d'administrateurs : M. Nobel fut élu au Conseil de la « Société Lianosoff », M. A. Poutilov entra au Conseil de la « Société Nobel ».

D'autre part, en 1916-1917, la Société Nobel acquit des paquets importants d'actions de la « Russian General Oil Corporation », cédés par les banques. Les deux trusts conclurent de cette manière une alliance étroite, sans qu'aucun des deux groupements fut subordonné à l'autre.

174. — Le troisième omnium des sociétés du naphte fut formé par la « Royal Dutch » — « Shell ». Apparue en Russie en 1912, le trust anglo-hollandais débuta par l'acquisition de 80 % des actions de la « Société Mazout » (au capital de 12 millions de roubles) et de la « Société naphtifère et commerciale des mers Caspienne et Noire » (au capital de 10 millions de roubles). C'étaient là deux sociétés très puissantes possédant tout un ensemble d'installations modernes et une forte organisation commerciale.

En 1913, le trust renforça encore ses positions en se rendant maître de la Société « Chibaeff et Cie » (au capital de 6 1/2 millions de roubles), possédant des terrains naphtifères très riches, des raffineries et des distilleries, ainsi qu'un pipe-line de Bakou à la Mer Noire. Une Société de moindre importance « Les Coparticipants » (au capital de 2 millions de roubles) passa, la même année, sous le contrôle de la « Royal Dutch » — « Shell ».

Ce groupe fit preuve également d'une grande habileté en venant s'établir dans les régions nouvelles où l'extraction du naphte était à ses débuts.

Ainsi à Grosny, le total du capital social des sociétés du naphte n'était que de 49 millions de roubles environ, la seule société étrangère établie dans la région, — la Société Anversoise « Pétroles de

(1) Annexe au procès-verbal de l'assemblée générale de la « Société Nobel », en date du 26 juin 1915.

Grosny », — contrôlait la « Société d'Akhverdoff », au capital de 8.812.500 roubles ⁽¹⁾. La « Royal Dutch » se trouve, en 1914, maîtresse des cinq sociétés importantes de la région, avec une extraction totale de 33,5 millions de pouds sur 72,7 produits dans la région. C'étaient :

la Société Russe Standard de Grosny, au capital de.....	12.000.000	de roubles
— Chpiss, formée d'après la loi anglaise, au capital de.....	9.457.500	—
— Nord Caucasiennne des Pétroles, au capital de.....	7.069.500	—
— Standard Russe, au capital de.	1.115.600	—
— du naphte de Moscou, au capital de.....	1.200.000	—
TOTAL.....		30.842.600 —

L'extraction de la région de Grosny occupait une place de plus en plus en vue dans l'industrie russe du naphte. Sa part dans la production générale passa de 7,5 % en 1907, à 12,6 % en 1910 et à 13,1 % en 1913. La « Royal Dutch » pouvait donc envisager avec espoir le développement de ses intérêts dans cette région d'avenir.

Dans le bassin d'Emba, qui commençait seulement à produire en 1913, la « Royal Dutch » - « Shell » avait également une participation à la Société du naphte Ouralo-Caspienne, au capital de 7 millions de roubles. D'autres groupes anglais y avaient également investi des capitaux.

L'ensemble des capitaux des sociétés affiliées à la « Royal Dutch » - « Shell » s'élevait, en 1916, à 126,5 millions de roubles; leur production dépassait 106,5 millions de tonnes.

Enfin, à Maïkop, sur 37,6 millions de roubles du capital social des sociétés établies dans la région, 34,6 millions de roubles provenaient d'Angleterre.

(1) La participation belge était de 6.612.500 roubles. Plus tard, en 1914, les capitaux français obtinrent la majorité dans la « Nouvelle Société du Standard Russe », régie par les statuts français, au capital de 29.736.000 francs.

MÉTAUX DE COULEUR

175. C'est le capital anglais qui manifesta le plus d'intérêt pour cette branche de l'industrie minière.

Le cuivre. — Les capitaux anglais étaient maîtres des plus importantes sociétés d'extraction et de transformation du minerai de cuivre. En 1907, la « Anglo-Siberian Cy Ltd », après avoir acheté la presque totalité des actions de la « Société des usines et des mines de Kyshtim », céda ces actions à la société anonyme anglaise « Kyshtim Corporation » ⁽¹⁾. En 1912, les Anglais fondèrent « The Spassky Copper Mine Ltd », dont ils gardèrent la majorité des actions. En 1914, la Banque Russo-Anglaise présenta 36.000 actions sur 56.900 actions déposées, en vue de l'assemblée générale de la « Société de la région minière de Sysert » ⁽²⁾. Cette banque possédait également, en 1914, la majorité des actions de la « Société de Verchne-Ysetsk » et de la « Compagnie de Cuivre du Caucase ».

La production des cinq sociétés énumérées s'élevait à 56,8 % de l'extraction totale du cuivre en Russie. En y ajoutant les quantités extraites par la « Société des Mines de Bogoslovski » et la « Société Caucasienne de l'Industrie métallique et minière » ⁽³⁾, dirigées par la Banque d'Azov-Don on constate que 80,2 % de la production russe du cuivre étaient sous le contrôle des capitaux franco-anglais ⁽⁴⁾.

Or et platine. — En 1907, les financiers anglais organisèrent la « Société de recherches et des mines d'or d'Orsk et de Troitzk ». En 1908, la « Russian Mining Corporation » constitua la Société « Lena Goldfields » au capital de 1.405.000 livres sterling. Cette société avait à l'origine pour objet l'acquisition de 75 % des actions « Lena Golds Mining Cy » (Lenskoïe) et fourniture à cette société de nouveaux fonds de roulement; par la suite, la « Lena Goldfields » se transforma en omnium, ayant aussi en portefeuille les actions de la « Société minière d'Altaï » et du « Domaine minier de Sysert ».

(1) *Informations Boursières*, 1907, n° 53.

(2) Annexe au procès-verbal de l'assemblée du 25 avril 1914.

(3) 480.896 pouds ou 23,4 % de la production totale.

(4) D'après l'annuaire *Economie Nationale en 1913*; Voir également le recueil *Renseignements sur l'industrie minière de la Russie en 1908-1911*, édition de la Chancellerie du Conseil des Ministres.

En 1911, les Anglais constituèrent la « Société industrielle des mines d'or de Vagransk », en 1912 la « Société par actions de la région minière de Nicolas-Pavdinski », dont ils gardèrent la majorité des actions ⁽¹⁾.

Le capital social de l'ensemble des sociétés énumérées s'élevait à 50.530.000 roubles, soit 51,3 % du capital de toute l'industrie aurifère russe, qui n'était que de 93.393.000 roubles ⁽²⁾.

Les capitaux étrangers, d'origine non anglaise, étaient présentés par la Banque Internationale de Saint-Petersbourg, qui contrôlait la « Société Russe de l'industrie de l'or » ⁽³⁾ et la « Société Mongolor » ⁽⁴⁾. Le capital social de ces deux entreprises était de 17.250.000 roubles.

SECTION CINQUIÈME

**Industrie dite légère : Textiles, Industrie électro-technique,
Industrie sucrière, Industrie du caoutchouc, Verreries et cristalleries,
Industrie du tabac, Industrie des allumettes**

INDUSTRIE TEXTILE

176. — Les capitaux investis dans cette branche de l'industrie russe, la plus ancienne, appartenaient à la classe marchande du pays. Le rôle du capital étranger était très réduit. Plusieurs dynasties de grands industriels russes, — les Riabouchinski, les Tretiakoff, les Konovaloff, les Konchine, — dirigeaient des syndicats importants réunissant les plus grandes entreprises de Moscou et de sa région ⁽⁵⁾.

(1) A l'assemblée générale du 10 mai 1914, sur 63.602 actions représentées, la Banque Russo-Anglaise avec la Banque de l'Industrie et du Commerce en déposèrent 40.000, soit près de 63 %.

(2) D'après le *Recueil des Renseignements sur les Sociétés par actions travaillant en Russie*, Ministère du Commerce et de l'Industrie, 1914.

(3) A l'assemblée générale du 10 mai 1914, total des actions représentées 35.343; actions déposées par la Banque Internationale de Saint-Petersbourg et ses fondés de pouvoirs 25.000.

(4) A l'assemblée générale du 12 mai 1914, total des actions représentées 19.800; actions déposées par la Banque Internationale de Saint-Petersbourg et par la Société Russe de l'Industrie de l'Or 10.200.

(5) « Société des fabricants des contonnades », réunissant 47 entreprises qui totalisaient 61 mille métiers et 3,7 millions de brochés (vereten); « Société Russe par actions de l'industrie linière », formée pour « centraliser et organiser rationnellement les achats, le classement et les ventes du lin, du chanvre et de leurs dérivés en Russie et à l'étranger » (*Informations Boursières* du 18 décembre 1912); « Le Syndicat de la Sacherie », formé par sept des plus importantes sociétés, qui se sont réparties à l'avance la clientèle.

Le capital anglais, représenté par le baron Knop, faisait partie de ces groupements, mais le financement des fabriques textiles passait de plus en plus aux banques. « Actuellement, — écrivait *La Bourse* en 1913 ⁽¹⁾, — les banques ouvrent souvent un très large crédit à l'industrie, notamment aux entreprises textiles de Moscou, de sorte que le rôle de M. Knop diminue. Récemment encore, deux très importantes et très anciennes maisons de Moscou furent sauvées de la faillite par les banques, qui ont pris en mains, ensuite, la direction de ces maisons. Les banques s'emparent des fabriques de textiles, — elles les achètent carrément, -- et, en laissant aux entreprises leur ancienne forme, elles mettent en tête de la direction une personne qui jouit de leur confiance ».

On ne saurait trop insister, d'autre part, sur le fait que les banques en question n'agissaient elles-mêmes qu'en exécution des instructions des grands manufacturiers russes. C'est ainsi que la Banque Commerciale Privée de Moscou fut créée spécialement dans le but de servir leurs intérêts; au Conseil d'Administration de la Banque Marchande de Sibérie, ces intérêts étaient également représentés par N. A. Vtoroff, important fabricant de textiles.

Ici encore, les personnalités des dirigeants, comme partout ailleurs, formaient la base même des combinaisons mises sur pied. La Banque Commerciale Privée de Moscou et la Banque Marchande de Sibérie, par exemple, se rendirent maîtresses, en 1913, des trois manufactures linières, de Nijni-Novgorod, de Melenkovo et de Gavrilolamskaïa. Mais elles considérèrent leur œuvre de concentration comme accomplie, une fois la direction de ces entreprises passée à MM. P. P. Riabouchinski et C. N. Tretiakoff. De même, la Banque Marchande de Sibérie, après avoir groupé « Les Manufactures de N. N. Konchine », « La Société de Manufacture Gubner » et la « Manufacture Danilovskaïa » en une « Société du commerce intérieur et extérieur des cotonnades et des linages », laissa subsister chacune de ces trois sociétés réunies. La banque nomma tout simplement un de ses administrateurs, N. A. Vtoroff, au poste de directeur général de chacune de ces entreprises.

L'industrie textile travaillait donc avec les capitaux russes, par excellence. Les banques elles-mêmes servaient d'instrument aux in-

(1) *La Bourse*, 1913, n° 42.

dustriels russes. Les capitaux étrangers ne faisaient que quelques apparitions dans la Pologne Russe et les Pays Baltes.

INDUSTRIE ÉLECTRO-TECHNIQUE

177. — Cette industrie fut, pour ainsi dire, monopolisée par le trust germanique formé par la « Allgemeine Electricitäts Gesellschaft » et composé de cinq sociétés : « La Société Générale russe de l'Electricité », « La Société des Usines Siemens et Galske », « La Société Siemens, Schoukert et Cie », « La Société Polonaise Siemens » et « Les Usines des Câbles réunis ».

Le capital social de ces entreprises s'élevait à 39.600.000 roubles, soit 65,7 % du total des capitaux investis dans l'électro-technique (60.300.000 roubles).

L'INDUSTRIE SUCRIÈRE

178. — La pénétration des capitaux français et allemands, par le canal des banques russes, devint très active, durant la période de dépression économique de 1905-1910 et dans les années qui l'ont suivie. La Banque Russe pour le Commerce Extérieur, à la tête d'un syndicat bancaire, acquit les usines du sucre à Odessa, à Lebedine et à Krioukovo. La Banque Russo-Asiatique acheta les usines Semionovski de la famille Brodski; la Société de l'Usine Malo-Viskovski passa sous le contrôle de la Banque d'Azov-Don; la Banque de l'Union Parisienne, avec un groupe de banques de moindre importance, mit la main sur les usines Tcherbovski (gouvernement de Podolsk) et Nijne-Kislianski (gouvernement de Voronej).

La rivalité des banques était grande et faisait monter le prix des entreprises convoitées. Ainsi la Banque Russo-Asiatique et la Banque Russe pour le Commerce Extérieur furent-elles amenées à conclure, en 1913, une « convention ayant pour but la coordination de l'activité des signataires dans le domaine de l'industrie sucrière ». D'après cet accord, « aucune des parties contractantes n'aura plus le droit d'acheter des usines à sucre sans consentement, exprès et écrit, de l'autre partie ».

Les termes employés constitueraient à eux seuls la preuve du désir de l'expansion qui animait les grandes banques, si cette preuve n'était amplement administrée par leur activité antérieure.

L'INDUSTRIE DU CAOUTCHOUC

179. — Le capital social des 4 sociétés travaillant le caoutchouc s'élevait, en 1914, à 53,9 millions de roubles, dont 32,9 millions (60 % du total) appartenaient aux 3 sociétés « Bogatyr », « Provodnik » et « Caoutchouc », dirigées par le capital français, et 18 millions (32 %) composait le total de la « Société Russo-Américaine du caoutchouc Tréougolnik », représentant les intérêts des Etats-Unis dans cette industrie.

La Société « Caoutchouc » fut organisée en 1901, sous les auspices du Crédit Lyonnais et de la Banque Privée de Lyon, qui délèguèrent au Conseil d'Administration de la nouvelle société leur représentant, Comte de Chevilly. Le « Provodnik » débuta sous la protection de la Société Marseillaise de Crédit et de la Deutsche Bank. Quant au « Bogatyr », cette société apparut comme suite à la réorganisation de la « Société de la Manufacture de Caoutchouc de Moscou ». Cette dernière société, au capital de 1.969.000 roubles, éprouvait, en 1910, des difficultés graves. La Banque de l'Union Parisienne et la Banque Unifiée de Saint-Petersbourg lui avaient garanti une augmentation du capital qui fut porté à 5 millions de francs. Ensuite, elles modifièrent la raison sociale de l'entreprise et introduisirent au Conseil le Président du Conseil de la Banque, M. Tatitscheff. A l'assemblée générale du « Bogatyr », en date du 28 mars 1914, les deux banques et leurs représentants ⁽¹⁾ détenaient 15.400 actions sur un total de 36.260 actions déposées.

VERRERIES ET CRISTALLERIES

180. — Le syndicat dénommé « Société par actions ayant pour objet la vente des produits des verreries russes », groupait la totalité des usines russes. Les trois entreprises qui détenaient dans ce groupement la place prépondérante, se trouvaient, toutes les trois, sous l'emprise des banques, représentant, surtout, les intérêts français dans cette industrie.

En effet, en 1913, à la « Société des Verreries du Nord », les banques présentèrent 5.269 actions sur un total de 9.163 titres dépo-

(1) MM. Fetter, Schirine, Stolnikoff, Efimoff.

sés ⁽¹⁾; à la « Société industrielle des Verreries de Saint-Petersbourg », 11.472 actions sur 20.259 ⁽²⁾; à la « Société industrielle des Verreries de Moscou », 3.000 actions sur 5.376 ⁽³⁾.

INDUSTRIE DU TABAC

181. — Le capital social des sociétés travaillant le tabac s'élevait, au début de 1914, à 44.950.000 roubles. Le trust du tabac russe, formé en novembre 1913, sous l'influence des banques, réunissait des entreprises au capital de 26.500.000 roubles, soit plus de 63 % du total ci-dessus.

Le principal pivot du trust fut constitué par le groupe réuni autour de la « Société Laferme ». C'est également vers la fin de 1913 que la Banque Russo-Asiatique a réussi « la fusion des trois sociétés : « Laferme », « Doukat » et « A. N. Bogdanoff frères », qui travaillent actuellement d'après un plan commun et dans l'intérêt commun » ⁽⁴⁾.

« La fusion » n'est pas d'ailleurs un terme bien exact, puisque chacune des sociétés en question garda son individualité. Il serait plus exact de parler d'une interpénétration des intérêts, sous une direction commune, réalisée par échange des paquets d'actions. Ainsi, à l'assemblée générale de la Société « Laferme », sur 69.403 actions déposées, la Société « Doukat » détenait 8.500 actions, la Société « Bogdanoff frères » 6.137, A. N. Bogdanoff personnellement 8.500 actions, soit en tout 22.137 titres, près du tiers des actions représentées ⁽⁵⁾. Par contre, le 16 février 1913, à l'assemblée générale de la Société « Bogdanoff frères », la Société « Laferme » avait 26.000 actions sur 29.164 qui prirent part à cette assemblée.

(1) L'assemblée générale du 8 mai 1913; Banque d'Azov-Don 2.000 actions; Banque Internationale de Saint-Petersbourg 1.540; Banque d'Escompte 500; Banque Marchande 1.229.

(2) L'assemblée générale du 12 mai 1913 : Comte de Chevilly 2.421 actions; Banque d'Azov-Don 9.051 actions.

(3) A l'assemblée générale du 6 juin 1913, la Banque d'Escompte présenta 3.000 actions.

(4) Rapport du Conseil d'Administration à l'assemblée générale des actionnaires de la Société Laferme, en date du 16 février 1913.

(5) Assemblée générale du 6 février 1913. A cette assemblée, la Banque Russo-Asiatique présenta 10.000 actions, la Banque d'Azov-Don 3.500, M. Petrokokino (agent des Banques Parisiennes) 5.035 actions.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que la quasi-totalité des actions de la « Société de la fabrique du tabac Asmoloff » se trouvait au portefeuille de la Banque d'Azov-Don. Enfin, la Banque Russe pour le Commerce Extérieur contrôlait la « Société du tabac A. I. Schaposhchnikoff » (1).

L'INDUSTRIE DES ALLUMETTES

182. — La « Société Anonyme A. Lapschine », au capital de 4 millions de roubles, avait une place prédominante dans l'industrie des allumettes. Tout d'abord, son capital social formait les 2/3 des capitaux investis dans cette industrie, dont le total n'était que de 6,5 millions de roubles. Ensuite, ses dirigeants ont su acquérir, dans de bonnes conditions, la majorité des actions de la « Société Dvina » et de quelques autres sociétés secondaires.

Enfin, en 1914, la « Société Lapschine » organisa un syndicat des fabriques d'allumettes qui disposait de 75 % de la production russe.

Or, le véritable animateur de la « Société Lapschine » fut le Président du Conseil de la Banque Commerciale Privée, M. A. Davidoff. A l'assemblée générale du 16 mai 1914, sur un total de 20.443 actions représentées, la Banque sus-nommée en détenait 9.192, son président du Conseil 2.000 et M. Paschkover, un de ses administrateurs, 1.250, autrement dit, les paquets appartenant à la Banque formaient 45 % des actions votantes.

183. — En 1900, en parlant des capitaux étrangers en Russie, feu B. Brandt, spécialiste avéré de la question, écrivait (2) :

« En somme, il convient de reconnaître que les capitaux étrangers
« ont une influence salubre sur le développement industriel du pays;
« ils ont contribué à la diffusion des connaissances techniques; ils
« ont donné des exemples d'initiative et ont développé l'esprit d'en-
« treprise; ils ont créé de nouveaux centres industriels et ont accru
« la demande de main-d'œuvre, ce qui a amené en même temps un
« relèvement des prix.

(1) A l'assemblée générale du 27 février 1913, cette Banque présentait 12.500 actions sur un total de 24.179 actions déposées.

(2) Recueil *La Russie à la fin du XIX^e siècle*, page 670, étude de B. BRANDT, *Les capitaux étrangers*.

« On doit reconnaître également que les chefs d'entreprises étrangers s'intéressent à l'amélioration du sort des ouvriers, pour lesquels ils construisent des habitations confortables, des écoles, des hôpitaux, en faveur desquels ils établissent des caisses de secours et prennent d'autres mesures utiles. La plupart des anciennes entreprises se sont déjà assimilées et sont devenues russes; les nouvelles entrent peu à peu dans la même voie. On peut en dire autant du personnel des employés et des ouvriers que les nouvelles entreprises recrutent d'abord parmi des étrangers, qu'avec le temps elles remplacent par des Russes. »

L'analyse des statistiques et l'examen détaillé de la vie et du fonctionnement des sociétés anonymes en Russie, auxquels nous venons de nous livrer, ne font que confirmer et compléter ces conclusions, en nous montrant les financiers et les industriels occidentaux à l'œuvre.

Nous les avons vu jusqu'à la veille même de la guerre mondiale, pénétrant peu à peu dans toutes les branches de l'industrie et du commerce; trouvant des fonds pour en fournir les entreprises russes viables, mais en butte aux difficultés momentanées; imposant des groupements d'intérêts et des alliances; organisant des syndicats, réalisant la concentration des capitaux et des industries; collaborant étroitement avec les groupements indigènes.

Les luttes des capitaux franco-belges avec ceux de provenance germanique, nous ont fait, pour ainsi dire, pressentir l'approche des années sanglantes de 1914-1918. Mais ces rivalités des groupes ne faisaient pas perdre au capital étranger son rôle essentiel, qui fut de financer et de guider les industries russes, en étroite collaboration avec les hommes et les capitaux du pays.

La guerre mondiale elle-même ne put qu'affaiblir cette collaboration, sans réussir à la faire disparaître.

CHAPITRE V

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS EN RUSSIE DURANT LA GUERRE DE 1914-1918

SECTION PREMIÈRE

Evolution générale du pays

184. — En 1913, le Comte Kokovtzeff, Secrétaire d'Etat et Ministre des Finances, finissait la première partie de son « Mémoire explicatif du projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1914 », de la manière suivante ⁽¹⁾ :

« En terminant, le Ministre des Finances ne peut se dispenser d'ex-
« primer la conviction que, pour élever encore le niveau économique
« atteint par la Russie, il lui faut seulement, étant donné l'immen-
« sité de ses richesses naturelles peu exploitées encore et offrant
« pour son avenir d'incalculables ressources, la paix à l'extérieur
« et à l'intérieur, le développement de la culture intellectuelle, une
« large diffusion des lumières et le travail de son immense popula-
« tion dans les diverses branches de la production, de la science et
« des arts techniques. C'est seulement à ces conditions et moyennant
« les efforts persévérants de toutes les classes de la population que
« la Russie peut s'assurer une prospérité matérielle stable et occu-
« per parmi les autres grandes nations la place qui lui appartient en
« vertu de ses qualités ethniques et de l'abondance de ses ressour-
« ces naturelles. »

En revenant à la question dans la 2^e partie du « Mémoire », le Ministre concluait son exposé par cette exclamation pathétique ⁽²⁾ :

« En tout cas, avec une bonne politique économique, les ressour-
« ces naturelles dont dispose le pays lui donneront la possibilité d'aff-
« fermir sa situation économique, pour le bien général, et d'augmen-
« ter sa vigueur financière ainsi que sa puissance politique. A pré-
« sent, ce dont la Russie a surtout besoin, c'est de calme à l'exté-

(1) Mémoire Explicatif, 1^{re} partie, Questions budgétaires proprement dites, page 119.

(2) Mémoire Explicatif, 2^e partie, Questions économiques, page 246 (la dernière).

« rieur pour pouvoir, grâce aux bienfaits de la paix, développer
« dans toute l'étendue nécessaire ses forces productives et accélérer
« la satisfaction des innombrables besoins de l'Etat et de la Nation ».

Le sort refusa à la Russie ce répit. La guerre de 1914-1918 arrêta le remarquable essor des forces productives du pays et modifia profondément l'orientation de l'économie nationale.

POPULATION

185. — Durant les 3 années de guerre, d'après les statistiques arrêtées au 1^{er} septembre 1927, la Russie mobilisa 15.798.000 hommes; l'effectif des armées russes se trouvant au front passa de 2.711.253 combattants, au 1^{er} octobre 1914, à 6.963.503, au 1^{er} novembre 1916 ⁽¹⁾. Le « Rapport sur les Conditions Economiques de la Russie », édité par la Société des Nations ⁽²⁾, en se ralliant à l'avis de M. Mikhaïlovsky, chef du Service des statistiques du Soviet de Moscou, évalue les pertes militaires des armées russes dans la grande guerre à 2.500.000 hommes tués à l'ennemi, disparus ou décédés à la suite de blessures. Ce chiffre nous semble, en quelque sorte, la moyenne de ceux donnés par d'autres sources et variant entre 1.700.000 et 2.762.000 hommes ⁽³⁾. D'autre part, le nombre d'invalides réformés à la suite de blessures très graves, s'élevait, au 1^{er} septembre 1917, à 348.500, chiffre que venaient grossir encore les 38.599 gazés ⁽⁴⁾.

Ce lourd tribut de sang et de souffrances ne fut pas la seule perturbation, apportée par la guerre, au mouvement naturel de la population russe. L'occupation par l'ennemi des territoires habités par 16 millions d'âmes environ et l'immigration dans les provinces intérieures de 2 millions de personnes fuyant devant l'invasion germa-

(1) *La Russie dans la guerre mondiale de 1914-1918* (en chiffres), Edition de la Direction Centrale de Statistique, Division de statistique militaire, Moscou, 1925, en 83 tableaux.

(2) Genève, 1922, page 25.

(3) MERMEIX, *Les négociations secrètes et les quatre armistices*, Paris, 1921, page 289 : 2.500.000 morts; A. TARDIEU, *La Paix*, Paris, 1921, pages 48-49 : 1.700.000; L. AYRES, *The War with Germany*, Londres, 1919 : 1.700.000; E. BOGART, *Direct and indirect costs of the great World War*, Londres, 2^e édition, 1920, page 272 : 2.762.100 morts.

(4) *La Russie dans la grande guerre mondiale de 1914-1918* (en chiffres), tableaux 14 et les suivants.

nique ⁽¹⁾ entraînaient également des troubles profonds dans la démographie de l'Empire et dans sa vie économique ⁽²⁾.

AGRICULTURE

186. — Toute la population masculine des campagnes capable de porter les armes ayant été mobilisée, les femmes paysannes, les hommes âgés de 50 ans au moins et les jeunes gens n'ayant pas atteint l'âge de mobilisation fournirent un gros effort pour faire face aux travaux agricoles. Ils réussirent bien dans cette tâche, à en juger d'après le tableau ci-après :

RÉCOLTE DE 1915 DANS 71 PROVINCES ET TERRITOIRES DE L'EMPIRE ⁽³⁾

	ENSEMENCEMENTS (en milliers de déciatines)			RECOLTE NETTE ⁽⁴⁾ (en millions de pouds)		
	1914	1915	DIMINUTION proportionnelle en 1915	1914	1915	AUGMENTA- TION relative en 1915
Céréales à pain (seigle, froment, orge, maïs)...	71.719	70.068	2,3 %	2.723,714	3.158,050	15,6 %
Avoine.....	16.169	15.709	2,8 %	553,966	620,991	12,1 %
Pommes de terre.....	2.962	2.783	6 %	1.077,031	1.120,526	4,0 %

La bonne récolte de 1915 fait ressortir, malgré la diminution des surfaces ensemencées, la moyenne de la récolte nette par habitant à

(1) *Idem.*

(2) Cependant, l'augmentation de la population de l'Empire se poursuivait sans interruption. Le nombre d'habitants passa (sans Finlande) de 70.902.900 en 1913 à 175.137.800 en 1914 et 178.905.500 en 1915 (Voir *Annuaire statistique de la Russie pour 1915*, 1^{re} partie, page 151, Pétrograd, 1916, Publication du Comité Central de statistique, Ministère de l'Intérieur).

(3) A l'exclusion de 10 provinces de la Pologne, de celles de Kholm, de Courlande, de Kovno, de Vilna, de Grodno, de Volhynie et de Podolie (toutes ces provinces furent envahies par l'ennemi ou devinrent le théâtre des opérations de guerre), ainsi que des territoires d'Elisabethpol et Batoum, en Transcaucasie (pour la même raison), et de Yakoutsck et du Kamtchatka, en Sibérie (districts fort éloignés d'agriculture embryonnaire).

(4) Déduction faite des quantités nécessaires aux ensemencements.

21,27 pouds, contre 18,6 pouds pour 1914 et 19,63 pouds en moyenne pour la période quinquennale 1910-1914 ⁽¹⁾.

L'année 1916 donna une récolte légèrement inférieure à la moyenne des années 1900-1913, mais la suppression des exportations de céréales laissait sur place un large excédent disponible pour la consommation ⁽²⁾ :

	RECOLTE DES CEREALES SUR LES TERRITOIRES de la Russie Soviétique actuelle (à l'exclusion du Turkestan et de la Transcaucasie)	
	En 1910-1913	En 1916
Récolte brute (en millions de pouds).....	4.079	3.955
Superficie enssemencée (en millions de déci- atiines).....	81,2	82,5
Rendement par déciatine (en pouds).....	50	48
Récolte nette (en millions de pouds).....	3.429	3.295
Exportations (en millions de pouds).....	604	»
Quantité nette disponible pour la consom- mation (en millions de pouds).....	2.825	3.295

Certes, les superficies cultivées en Russie d'Europe subirent une réduction de 8 % en passant de 79.500.000 déciatines en 1913 à 73.000.000 de déciatines en 1916 ⁽³⁾; certes, les importations des machines agricoles accusèrent également une régression très forte en s'inscrivant à 4.100 tonnes métriques pour 1915 et à 9.500 tonnes métriques pour les 11 premiers mois de 1916, contre 95.200 tonnes métriques en 1914 ⁽⁴⁾. Mais la base de l'économie russe, son agriculture, restait néanmoins intacte dans ses grosses œuvres à la fin de 1916, et les quantités de céréales qu'elle livrait à la consommation du pays furent alors plus élevées que jamais. La révolution de février 1917 débuta cependant, quelles qu'en fussent les causes, pro-

(1) Les statistiques données sont extraites du *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, pages 1 à 5, Pétrograd, 1917.

(2) Société des Nations, *Rapport sur les Conditions Economiques de la Russie*, Genève, 1922, page 23.

(3) *Idem*, page 13, d'après les données fournies à la Conférence Interalliée de Pétrograd 1917 par le Ministre russe de l'Agriculture.

(4) *Idem*, page 13, d'après les données fournies à la Conférence Interalliée de Pétrograd 1917 par le Ministre russe de l'Agriculture.

fondées, par des troubles de rues devant les boulangeries de Pétrograd. Le ravitaillement de la capitale laissait, en effet, à désirer dès le deuxième semestre de 1916. Cet état de choses, dû principalement à l'organisation défectueuse et à l'inactivité de l'administration impériale, trouvait, en partie, son explication dans l'insuffisance des réseaux ferroviaires russes.

CHEMINS DE FER

187. — La nécessité de renforcer les voies de communication de l'immense Empire n'échappait pas au Gouvernement russe. Aussi la guerre, loin d'arrêter les constructions de chemins de fer, stimula, bien au contraire, leur développement. Le *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de budget pour l'exercice 1917* ⁽¹⁾ retrace un programme impressionnant mis en exécution par le réseau de l'Etat : 5.564 kilomètres de lignes en construction; 384 kilomètres dont la construction fut autorisée; 8.103 kilomètres dont la construction fut projetée. Le coût global prévu pour ces travaux fut de 2.252.998.594 roubles.

En outre, pendant la période annuelle du 1^{er} septembre 1915 au 1^{er} septembre 1916, a été autorisée, pour le réseau concédé, la construction de 1.478 verstes, d'un coût global de 197.999.000 roubles « effectifs » ⁽²⁾.

La production des locomotives et wagons ne chômait pas non plus. Les usines russes en ont construits des quantités élevées, à savoir ⁽³⁾ :

ANNEES	NOMBRE de LOCOMOTIVES	NOMBRE de WAGONS
1913.....	609	20.429
1914.....	762	31.674
1915.....	883	»
1916.....	616	»
1917.....	410	13.000

(1) Partie II, pages 104 à 106.

(2) *Idem*, pages 106-107. L'expression « les roubles effectifs » veut dire « roubles-or ».

(3) D'après l'*Annuaire statistique de la Russie pour 1918-1920*, Moscou, 1921. Il est à noter que les chiffres de 1917 se sont fortement ressentis de l'agitation créée dans le milieu ouvrier par la révolution.

En outre, la Russie prit livraison à Vladivostok de 700 locomotives de provenance américaine et d'un certain nombre de wagons. Mais le surcroît de travail demandé aux chemins de fer fut formidable. Après avoir assuré la mobilisation de 16 millions d'hommes et de 2 millions de chevaux, le réseau ferroviaire, en l'absence quasi-complète de chaussées et de bonnes routes, devait encore faire face au ravitaillement, en produits et en munitions, de ces masses concentrées sur les frontières occidentales, en Asie Mineure et en Perse; opérer les mouvements de troupes sur le front et l'évacuation des blessés; fournir entièrement leur subsistance aux populations des ports de la Mer Baltique et de la Mer Noire, privés des apports par mer; mettre à l'abri de la disette les capitales et les grandes villes des provinces occidentales, coupées des importations qui leur parvenaient par les frontières de terre; acheminer vers les centres de consommation les importations faites par les ports lointains d'Arkhangel et de Vladivostok; procurer aux usines travaillant dans tous les coins de la Russie, pour la défense nationale, le combustible et les matières premières nécessaires. La situation dépassait nettement les moyens disponibles. C'est à ce moment, qu'on affecta la plupart des usines de matériel roulant à la fabrication des munitions que réclamait impérieusement l'armée.

MÉTALLURGIE

188. Les difficultés de transport et l'insuffisance tant du combustible que de la main-d'œuvre créèrent pour l'industrie métallurgique des conditions défavorables en 1914-1915. Au début de 1916, les mesures prises d'urgence assurèrent aux usines les éléments nécessaires à leur travail. Le nombre des ouvriers augmenta même sensiblement dans la grosse métallurgie ⁽¹⁾ :

ANNEES	NOMBRE D'USINES en activité	NOMBRE D'OUVRIERS
1913.....	153	280.626
1914.....	148	295.797
1915.....	139	343.850
1916.....	145	427.602
1917.....	146	452.374

(1) D'après l'*Annuaire statistique de la Russie pour 1918-1920*, Moscou, 1921.

Si on envisage l'ensemble des entreprises s'occupant à travailler les métaux, on constate que « l'industrie métallurgique fit preuve d'une animation spéciale : en 1915, elle occupait 1.975 entreprises avec 416.713 ouvriers contre 1.951 fabriques et 342.658 ouvriers en 1914... Malgré les grandes difficultés... ces entreprises ont, vu les besoins urgents de l'administration militaire, - réussi quand même à développer leur production et à embaucher des dizaines de milliers d'ouvriers en leur payant de hauts salaires » ⁽¹⁾.

Mais le travail des ouvriers nouvellement recrutés fut d'une qualité inférieure et la productivité des usines subit un recul. D'autre part, dès le début de la guerre, la Pologne qui, en 1913, avait fourni 25,6 millions de pouds de fonte et 27,4 millions de pouds de métal fini, ne figurait plus au nombre des producteurs russes de fer.

La production de la métallurgie pour la période en question accuse donc une certaine décroissance, savoir ⁽²⁾ :

ANNEES	PRODUCTION de fonte (en milliers de pouds)	PRODUCTION de lingots (en milliers de pouds)	LAMINAGE des métaux (en milliers de pouds)
1913.....	256.837	259.268	214.220
1914.....	249.206	268.634	218.692
1915.....	224.969	250.680	198.855
1916.....	231.864	260.881	205.862

Si la diminution ressort pour la fonte à 9,7 % du chiffre atteint en 1913, elle n'est plus que de 3,9 % pour les métaux laminés. La production de lingots a même quelque peu augmenté en 1916, par rapport à celle de 1913.

(1) *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, page 57.

(2) D'après l'*Annuaire statistique de la Russie pour 1918-1920*, Moscou, 1921.

La réduction se répartissait comme suit entre différentes régions ⁽¹⁾ :

REGIONS	PRODUCTION DE LA FONTE (par année, en millions de pouds)		
	1913	1914	1915
Russie méridionale.....	189,7	186,2	167,5
Oural.....	55,8	52,4	50,3
Région de Moscou.....	11,8	10,5	7,0

REGIONS	PRODUCTION DES MÉTAUX FINIS (par année, en millions de pouds)		
	1913	1914	1915
Russie méridionale.....	141,04	143,99	125,65
Oural.....	40,81	40,60	40,27
Région de Moscou.....	11,90	11,90	11,18
Région du Volga.....	10,07	10,14	9,27
Région du Nord de la Baltique.....	16,44	15,82	12,97

Comme on s'en rend compte en consultant ces statistiques, c'est surtout dans la Russie méridionale, principal centre de la métallurgie russe, que la diminution de la production atteignit une certaine ampleur. Les besoins du pays furent, cependant, satisfaits dans une

(1) Voir le *Mémoire explicatif sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, pages 91 et 92.

large mesure, à en juger par l'état des stocks visibles (en millions de pouds), à savoir ⁽¹⁾ :

	Fin 1913	Fin 1914	Fin 1915	Au 1 ^{er} avril 1916
Poutres.....	1,6	1,8	2,5	1,8
Rails lourds.....	3,2	4,0	4,5	3,9
Métal marchand.....	8,8	10,1	11,7	10,9
Fer et acier en feuilles, épais.....	1,8	2,5	3,1	4,6
Fer et acier en feuilles, mince.....	0,9	1,0	1,4	
Fer à toitures.....	3,5	3,8	3,4	4,0

Abstraction faite des fournitures militaires ⁽²⁾, la métallurgie russe arrivait donc à faire face aux demandes du marché intérieur, diminuées à la suite de la mobilisation des éléments les plus actifs de la population.

L'INDUSTRIE EXTRACTIVE

189. — a) *L'industrie houillère* subit fortement la répercussion de l'isolement dans lequel se trouva la Russie dès la déclaration de guerre. Les importations de houille par les ports de la Baltique et par les frontières austro-allemandes cessèrent et le bassin de Dombrovo, devenu théâtre des hostilités, ne put plus fournir du combustible à l'industrie russe. Les apports du charbon provenant de ces deux

(1) Voir le *Mémoire explicatif au projet du Budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, extrait des tableaux des pages 92 et 93.

(2) Question traitée au fond par le savant artilleur qu'est le Général A. Manikovski, dans son ouvrage capital *Ravitaillement de l'Armée russe en munitions pendant la guerre de 1914-1918*, Prague, 1923.

sources se caractérisent par les chiffres ci-après (en millions de pouds) ⁽¹⁾ :

ANNEES	IMPORTATIONS PAR LA FRONTIÈRE D'EUROPE			HOUILLE PRODUITE par le bassin polonais de Dombrovo	TOTAL GÉNÉRAL
	Houille	Coke	Total		
1913.....	468,4	59,4	527,8	426,3	954,1
1914.....	293,6	32,9	326,5	236,0	562,5
1915.....	34,6	0,3	34,9	néant	34,9

La diminution du ravitaillement ressort, de ce fait, en 1915, à 919,2 millions de pouds par rapport à 1913. Il est vrai que quelques usines de Pologne, qui se servaient de la houille de Dombrovo, ne travaillaient plus dès la fin de 1914.

Comme « la houille de l'Oural et du Caucase n'a eu, en 1915 comme auparavant, qu'une importance toute locale » ⁽²⁾, le bassin de Donetz fut le principal, pour ne pas dire le seul, fournisseur de la Russie en combustible minéral solide. L'industrie charbonnière fit un réel effort pour intensifier la production. Le nombre moyen des ouvriers employés aux mines de Donetz, diminué tout d'abord par la mobilisation, s'inscrivait en croissance en 1915-1916, savoir ⁽³⁾ :

176.426	pendant le 2 ^e	semestre de	1913	
191.910	—	1 ^{er}	—	1914
170.700	—	2 ^e	—	1914
171.300	—	1 ^{er}	—	1915
189.700	—	2 ^e	—	1915
217.670	—	1 ^{er}	—	1916

(1) Rédigé d'après le *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, page 82.

(2) *Idem*, page 86.

(3) *Idem*, page 84.

Mais les quantités extraites accusaient une moindre productivité par ouvrier et un recul sur les résultats du premier semestre de 1914, soit ⁽¹⁾ :

	PRODUCTION (en millions de pouds)		
	HOUILLE	ANTHRACITE	TOTAL
Premier semestre de 1913.....	»	»	717,34
Second semestre de 1913.....	626,86	159,59	786,45
Premier semestre de 1914.....	741,07	171,56	912,63
Second semestre de 1914.....	658,55	141,92	800,47
Premier semestre de 1915.....	654,02	136,33	790,35
Second semestre de 1915.....	663,75	170,21	833,96
Premier semestre de 1916.....	679,0	145,72	814,72

La production du 1^{er} semestre de 1916 était en diminution de 10,7 % par rapport au 1^{er} semestre de 1914, mais elle dépassait quand même l'extraction du 1^{er} semestre 1913 de 13,6 %. D'ailleurs, les sorties du charbon du Donetz se présentaient toujours inférieures à la production du bassin ⁽²⁾ :

Second semestre de 1913.....	587,09 millions de pouds	
Premier semestre de 1914.....	681,94	—
Second semestre de 1914.....	572,46	—
Premier semestre de 1915.....	642,14	—
Second semestre de 1915.....	525,52	—
Premier semestre de 1916.....	743,30	—

Le bassin de Moscou apporta un appoint sensible à l'approvisionnement du pays en combustible. Sa production passa de 17 millions de pouds en 1913 et 1914 à 23.700.000 de pouds en 1915 et 42.476.000 en 1916 ⁽³⁾. Les efforts conjugués des industriels et des ouvriers portèrent le total du minerai extrait dans les charbonnages

(1) *Idem*, composé d'après les statistiques des pages 83 et 84.

(2) *Idem*, page 83.

(3) Revue *Les Finances et l'Economie Nationale*, 1918, n° 97.

russe à 1.954 millions de pouds en 1916 contre 1.832 millions en 1915 ⁽¹⁾.

b) *Industrie du naphte.* — L'extraction du naphte en Russie fit pendant la guerre des progrès qui atténuaient beaucoup l'acuité de la question du combustible. L'excédent de la production en 1915 par rapport à 1914 dépassa 21 millions de pouds, et l'année 1916 marqua un nouveau pas en avant ⁽²⁾ :

REGIONS NAPHTIFÈRES	PRODUCTION (en millions de pouds)				
	1913	1914	1915	PREMIER SEMESTRE	
				1915	1916
Bakou (quatre anciens gisements principaux)	389,0	338,0	344,3	176,7	172,2
Binagady et puits.....	33,6	29,2	41,3	17,0	25,9
Sourakhane.....	39,7	51,3	60,6	29,5	41,5
Ile de Tchélékène.....	8,0	5,0	4,0	2,5	1,8
Ile Sainte (Sviatoï).....	4,7	5,9	6,9	3,0	3,3
Grosny.....	73,7	98,4	88,1	44,7	47,9
Maïkop.....	4,8	4,0	7,7	5,3	1,0
Embène.....	6,7	16,7	16,7	8,5	7,4
Territoire de Ferghana (Asie Centrale).....	1,0	1,8	1,8	0,8	1,1
TOTAUX.....	561,2	550,3	571,4	288,0	302,1

La production totale du naphte en 1916 ressortit à 602,5 millions de pouds ⁽³⁾ contre 571,4 millions de pouds en 1915, d'où une augmentation de 31,1 millions de pouds.

(1) SINITZKY, *Manuel de Géographie Economique de l'U.R.S.S.*, page 131.

(2) *Mémoire Explicatif sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, page 87. Les chiffres du 1^{er} semestre 1916 sont donnés comme provisoires pour les régions de Grosny, Tchélékène, Sviatoï, Maïkop et Ferghana.

(3) SINITZKY, *Manuel de Géographie Economique de l'U.R.S.S.*, Moscou, 1925, page 141.

Les ressources offertes au marché intérieur de l'Empire furent encore grossies par les 70 millions de pouds représentant les quantités demeurées en Russie par suite de la réduction des exportations à l'étranger du naphte et de ses produits: d'autre part, les usines travaillant le naphte mirent leur activité en rapport avec les besoins du marché : les produits préparés à Bakou (pétrole, mazout, benzine, gazoline, huiles d'éclairage et de graissage) passèrent de 278,3 millions de pouds en 1914 à 306,4 millions de pouds en 1915 ⁽¹⁾. Aussi, les chargements de naphte amenés à Astrakhan en 1915 dépassent d'un tiers les chiffres de l'année précédente. En voici le détail ⁽²⁾ :

	1914 (en millions de pouds)	1915 (en millions de pouds)
Naphte.....	43,7	51,8
Mazout.....	185,8	266,1
Pétrole.....	44,7	48,3
Autres produits.....	8,7	7,2
TOTAUX.....	282,9	373,4

Malgré cette augmentation des sorties vers les marchés intérieurs, les stocks de naphte et de produits du naphte s'inscrivaient en augmentation importante. A Bakou, par exemple, ils s'élevaient à 104,6 millions de pouds au 1^{er} avril 1914, à 140,5 millions de pouds un an plus tard, et à 136,7 millions de pouds au 1^{er} avril 1916 ⁽³⁾.

c) *Industrie du cuivre*. — La production du cuivre baissa de 2.057.000 pouds en 1913 à 1.974.000 pouds en 1914, pour n'être que de 1.587.000 pouds en 1915 ⁽⁴⁾.

Par contre, les importations du cuivre étranger accusèrent une croissance très rapide ⁽⁵⁾ :

en 1913.....	376.000 pouds
en 1914.....	790.000 —
en 1915.....	2.529.000 —

(1) *Mémoire Explicatif sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, pages 87, 89 et 90.

(2) *Idem*, page 89.

(3) *Idem*, page 88.

(4) *Idem*, page 93.

(5) *Idem*, page 94.

Les besoins de l'industrie de guerre furent, par conséquent, satisfaits, en majeure partie, par le métal de provenance étrangère.

d) *Industrie aurifère*. — La production de l'or en 1915 ne fut que de 2.936 pouds 05 livres, au lieu de 4.056 pouds 09 livres, en 1914, et 3.714 pouds 23 livres, en 1913 ⁽¹⁾. Ce fort recul s'expliquait par l'appel sous les drapeaux d'une partie des ouvriers et l'abandon des gisements lointains de la Sibérie par une fraction importante de la main-d'œuvre à la recherche de travail plus rémunéré dans les industries travaillant pour la guerre, et situées dans des régions mieux approvisionnées en vivres et en objets de première nécessité.

INDUSTRIE TEXTILE

190. — a) *Coton*. — Le Gouvernement créa, en juin 1915, le Comité Central du coton chargé de régler l'approvisionnement des fabriques et de répartir entre elles les arrivages du coton russe. Selon les données de ce Comité ⁽²⁾, l'approvisionnement en coton des filatures russes se traduisait par les chiffres ci-après :

CAMPAGNES	COTON A TRAVAILLER LIVRÉ AUX USINES (en milliers de pouds)		
	Coton russe	Coton étranger	Total général
1911-1912.....	13.420	12.293	25.713
1912-1913.....	13.101	10.840	23.941
1913-1914.....	14.204	13.525	27.729
1914-1915.....	17.322	7.313	24.635
1915-1916 ⁽³⁾	22.200	7.000	29.200

(1) *Idem*, pages 95-96.

(2) *Idem*, pages 59-61. Le Ministre des Finances ne fait que reproduire dans son mémoire (sans indiquer d'ailleurs la source) les statistiques données par l'*Annuaire statistique de la Russie pour 1915*, partie VII, *L'Agriculture*, page 28. L'Annuaire donne aussi la moyenne quinquennale du coton travaillé en 1909-1910, 1913-1914, qui ressort à 25.288.695 pouds.

(3) Pour la période de 10 mois, allant du 1^{er} septembre 1915 au 1^{er} juillet 1916, L. D. SINITSKY, (*Manuel de Géographie Economique de l'U. R. S. S.*, Moscou, 2^e édition, 1925, page 84) évalue la récolte russe du coton en 1916 à 50,8 millions de pouds brut; les surfaces consacrées à cette culture étaient, selon cet auteur, de 774.200 déciatines.

Il en résulte que, durant les années de la guerre, les bonnes récoltes du Turkestan et de la Transcaucasie compensèrent largement les moins-values des importations américaines et égyptiennes. Finalement, les quantités de coton livrées aux manufactures en 1915-1916, dépassèrent de plusieurs millions de pouds les chiffres des campagnes précédentes.

On ne peut pas en dire autant de la quantité des broches en activité, passée de 9.112.000 en 1914 à 8.104.000 en 1915; le nombre des métiers était, en 1914, de 224.444, on n'en comptait que 201.000 environ en 1915. Cette diminution, qui n'était d'ailleurs que de 10 % environ, était une conséquence de l'occupation par l'ennemi des provinces occidentales de l'Empire ⁽¹⁾.

Le surcroît de la production des usines, obtenu par un travail plus intensif des machines, fut absorbé par les besoins sans cesse accrus des armées. Les stocks du coton, au 1^{er} janvier 1917, se chiffraient quand même à un total respectable de 14.568.000 pouds ⁽²⁾.

b) *Lin.* — Le Conseil des représentants de l'industrie linière, la Société russe des Industriels du lin et le Comité central du lin, créé en 1915 par le Gouvernement, à l'instar du Comité du coton, se trouvaient d'accord dans les évaluations concernant la situation et la marche de l'industrie linière ⁽³⁾.

Les superficies cultivées en lin passèrent de 1.493.000 déciatines en 1913 à 1.422.000 en 1914, 1.353.000 en 1915 pour, contrairement aux prévisions du Ministère des Finances, se relever quelque peu en 1916 avec 1.382.800 déciatines ensemencées, d'où une diminution finale de 7 1/2 % environ.

(1) Voir le recueil *Questions de la guerre mondiale*, sous rédaction générale du professeur Tougan-Baranovski, Pétrograd, 1915. Etude du professeur Tougan-Baranovski, *Influence de la guerre sur l'économie nationale*, (pages 285 à 320) et du professeur M. I. Friedman, *La guerre et les finances de la Russie* (partie traitant des revenus de l'Etat, pages 359 à 396 du Recueil).

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 6 juin 1919, n° 121.

(3) Voir le *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget pour l'exercice 1917*, partie II, pages 63 à 67; L. D. SINITSKY, *op. cit.*, pages 85-87; *Annuaire statistique de la Russie pour 1915*, les chapitres : *Agriculture* (VII) et *Industrie* (IX).

Le nombre des broches et des métiers en activité accusa également un certain recul, à savoir :

ANNEES	BROCHES A FILER	BROCHES A TORDRE	METIERS A TISSER mécaniques	METIERS A TISSER à main
1912-1913.....	357.900	36.800	15.315	642
1913-1914.....	373.500	42.800	14.340	608
1914-1915.....	367.900	38.600	14.329	263

Par contre, le nombre des ouvriers employés augmenta, les femmes ayant pris les places des hommes mobilisés :

ANNEES	HOMMES	FEMMES	ADULTES	TOTAL GÉNÉRAL
1913-1914.....	24.778	31.482	10.003	66.263
1914-1915.....	21.224	36.668	12.747	70.639

Les quantités des produits offerts aux consommateurs, dont l'armée s'inscrivait dorénavant en première place, étaient nettement supérieurs aux chiffres d'avant-guerre :

ANNEES	MATIERES BRUTES travaillées (en milliers de pouds)	FILES (en milliers de pouds)	FILS (en milliers de pouds)
1912-1913.....	4.719,6	3.039,2	237,9
1913-1914.....	4.995,6	3.133,0	265,6
1914-1915.....	5.926,6	3.848,5	241,7

c) *Industrie de la laine.* — Le recensement du cheptel de 1916 fit ressortir la population ovine de l'Empire, sans compter les régions envahies, à 87.592.000 têtes ⁽¹⁾. C'était là une base solide pour l'in-

(1) L. D. SINITZKY, *op. cit.*, page 96.

dustrie lainière, mais les quantités de laine fournies par ces énormes troupeaux furent insuffisantes en 1913 et en 1916 par rapport aux besoins de l'armée et de la population civile. Dès le commencement de la guerre, le travail des fabriques confectionnant le drap, des manufactures travaillant les lainages et des « Koustaris », petits fabricants ou artisans, fut très intense, de sorte que « de nombreuses entreprises durent développer leur production » ⁽¹⁾.

Les événements de 1914-1916, loin de ralentir l'activité de l'industrie lainière, marquèrent pour elle une période d'une grande animation. Néanmoins, la perte des usines situées dans les régions envahies et les difficultés des importations eurent une répercussion sérieuse sur la production. Elle ne fut en 1916 que de 82 millions d'archines, contre 100 millions en 1913-1914 ⁽²⁾.

Les importations d'articles en laine et en demi-laine accusèrent, par contre, une forte augmentation, savoir :

en 1913.....	263.000 pouds
en 1914.....	230.000 —
en 1915.....	784.000 —

Elles triplèrent donc depuis 1913.

INDUSTRIE SUCRIÈRE ⁽³⁾

191. — Les résultats de la production sucrière russe pendant la guerre furent les suivants :

CAMPAGNES	SURFACES des ENSEMENCEMENTS (déciatines)	BETTERAVES MISES en œuvre (en milliers de pouds)	SUCRE EXTRAIT des betteraves (en milliers de pouds)	PRODUCTION TOTALE y compris le solde des stocks (en milliers de pouds)
1913-1914.....	650.486	744.116	92.378	108.442
1914-1915.....	730.058	774.890	107.856	122.644
1915-1916.....	670.377	688.100	90.824	102.576

(1) *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget 1917*, page 67.

(2) L. D. SINITSKY, *op. cit.*, page 185.

(3) Sources : *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget de l'Empire pour 1917*, pages 77 à 80; *Annuaire statistique de la Russie pour 1915*, chapitre *Industrie*; SINITSKY, *op. cit.* pages 190 à 197.

La réduction des ensemencements est due à l'occupation par l'ennemi d'une partie de la région de production du sucre et par l'insuffisance de la main-d'œuvre. Ce dernier fait eut encore une autre conséquence grave : en 1915 et en 1916 de grandes quantités de betteraves n'étaient pas arrachées et périrent. D'autre part, 55 usines se trouvant en Pologne et dans la province de Kholm tombèrent sous l'occupation allemande, 4 usines de Volhynie et 1 de Bessarabie cessèrent le travail à cause de la proximité du front, et 2 usines situées dans les provinces intérieures durent arrêter le travail, les matières premières leur faisant défaut.

On se rend compte des complications qui en résultèrent pour la situation générale du marché du sucre, en apprenant que, entre temps, la consommation du sucre par tête d'habitant passa de 48 23 livres en 1913-1914 à 20,36 livres en 1914-1915 ⁽¹⁾, influencée sans doute par la demande accrue de l'armée. Le Comité Principal d'Alimentation, créé en mai 1915, auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie, en vue de concentrer toutes les mesures relatives aux approvisionnements dut, en août 1915, réglementer le marché du sucre et étudier les moyens d'augmenter la production de l'industrie sucrière.

INDUSTRIE CHIMIQUE

192. — Cette industrie reçut, comme tant d'autres, un stimulant énergétique du fait de la guerre. L'effort à accomplir fut dans cette branche d'autant plus considérable que l'Allemagne détenait, avant la guerre, la maîtrise du marché russe des produits chimiques et pharmaceutiques. Il fallut, en outre, organiser en 1916 la fabrication des gaz asphyxiants devenus une arme de guerre, tâche inattendue et à laquelle l'industrie russe n'était guère préparée. Le *Mémoire explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917* ⁽²⁾, sans donner, pour des raisons faciles à comprendre, des précisions numériques sur les différentes productions chimiques, contient cependant un aperçu des résultats obtenus rédigé sous la forme suivante :

(1) SINITZKY, *op. cit.*, page 191, la sixième colonne du tableau,

(2) Partie II, pages 100-101.

« ... Les nouvelles usines chimiques — qui ont été créées ⁽¹⁾ et qui ont déjà commencé à travailler auprès des lieux de production des matières premières et du combustible — ont modifié du tout au tout les conditions d'approvisionnement du marché intérieur qui, avant la guerre, s'adressait exclusivement à notre frontière occidentale d'où il était alimenté en matières premières et en produits finis. L'important accroissement de production des pyrites dans l'Oural donna entièrement satisfaction aux besoins du marché intérieur qui, auparavant, se servait pour les trois quarts de matières importées, et la production totale des usines tant anciennes que nouvelles doit atteindre un chiffre bien supérieur à celui des temps ayant précédé la guerre. Il faut noter aussi un succès important remporté dans la production des carbonates qui servent à la fabrication des explosifs et des pigments artificiels et qui, en général, forment la base de la technologie organique actuelle, pour l'établissement de laquelle de grands efforts sont faits en Russie tant par l'Etat que par des cercles industriels et scientifiques. La même chose est à dire pour les produits pharmaceutiques; la fabrication d'un grand nombre de ceux-ci est, dès à présent, pleinement assurée... »

SITUATION GÉNÉRALE DES USINES ET FABRIQUES

193. — Le Ministère russe du Commerce et de l'Industrie procéda en 1914 à une première enquête sur l'influence de la guerre dans le domaine industriel. L'enquête embrassa tout le territoire de l'Empire, à l'exclusion de 10 gouvernements de la Pologne et toucha 7.921 entreprises employant 1.466.810 ouvriers. Sur ce nombre, d'après les données du 1^{er} octobre 1914 :

- 1.221 entreprises, employant 554.059 ouvriers, diminuèrent la production;
- 504 entreprises, employant 46.589 ouvriers, furent fermées;
- 125 entreprises, employant 88.380 ouvriers, augmentèrent la production, en portant le nombre de leurs ouvriers à 150.438.

En commentant ces chiffres, le professeur Tougan-Baranovsky en déduit que « la production se développait normalement dans des en-

(1) En 1915 et en 1916.

treprises employant 61,4 % du nombre total des ouvriers; diminuait dans des usines qui en employaient 37,7 %, était arrêtée dans des usines comptant 0,3 % du nombre total des ouvriers et augmentait dans des entreprises qui en employaient 0,6 % » ⁽¹⁾.

Il saute aux yeux qu'une erreur matérielle se glissa dans la savante étude de l'honorable professeur : les proportions en question ressortent respectivement à 37,8 %, 47 %, 3,2 % et 6 % du nombre total des ouvriers employés dans les entreprises touchées par l'enquête. La conclusion générale de son travail n'en est pas cependant atteinte, dans la partie, tout au moins, où il s'agit de la comparaison avec l'Allemagne : « L'Industrie russe a souffert de la guerre, mais moins que l'industrie allemande, parce que la majorité des usines russes travaille pour le marché intérieur et dépend moins des importations étrangères... (d'autre part) la mobilisation diminua le nombre d'ouvriers russes de 12 à 15 %, tandis qu'en Allemagne 40 % de ses ouvriers ont été appelés sous les drapeaux » ⁽²⁾.

Le mouvement ultérieur du nombre d'entreprises soumises à l'inspection des fabriques se traduit par le tableau ci-après ⁽³⁾ :

ANNEES	NOMBRE D'ENTRE- PRISES	AUGMENTA- TIONS (+) ou DIMINUTIONS (—) par rapport à l'année précédente exprimées en pourcentage	NOMBRE D'OUVRIERS employés	AUGMENTA- TIONS (+) ou DIMINUTIONS (—) par rapport à l'année précédente exprimées en pourcentage
1913.....	13.485	+ 3,8 %	1.946.888	+ 8,5 %
1914.....	13.858	+ 2,8 %	1.942.977	— 0,2 %
1915.....	12.649	— 8,7 %	1.922.572	— 1,1 %
1916.....	12.492	— 1,2 %	2.093.862	+ 8,9 %

(1) Recueil *Questions de la guerre mondiale, étude Influence de la guerre sur l'économie nationale*, page 318.

(2) *Idem*, page 319.

(3) *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances au projet de Budget pour l'exercice 1917*, partie II, page 54, et *Recueil statistique pour la période de 1913-1917*, Travaux de l'Administration Centrale de statistique de la Russie, tome VII, livraison 2, Moscou, 1922.

Ces données, plus complètes que celles de l'enquête gouvernementale de 1914, ne constituent cependant qu'une indication sur l'état général de l'industrie russe. Nous venons de voir, en effet, que la composition et la productivité de la main-d'œuvre changèrent sensiblement dans toutes les branches de l'économie nationale.

Les travaux de la section statistico-économique du Gosplan (Direction du plan de l'Economie de l'Etat) nous donnent sur la question des indications autrement intéressantes. Le professeur Finn-Enotaevski cite les statistiques établies par ces travaux et relatives au territoire actuel de l'U.R.S.S. ⁽¹⁾ :

VALEUR DE LA PRODUCTION NATIONALE RAMENEE AUX PRIX DE 1913

ANNEES	PRODUCTION GLOBALE (en millions de roubles)			PRODUCTION DESTINÉE AUX ÉCHANGES (en millions de roubles)		
	Industrie	Agriculture	Total général	Industrie	Agriculture	Total général
1913.....	7.010	11.670	18.680	7.010	4.030	11.040
1914.....	7.080	11.520	18.600	7.080	3.840	10.920
1915.....	7.860	12.060	19.920	7.800	4.020	11.820
1916.....	8.400	11.460	19.860	8.400	3.820	12.220

Il en résulte qu'en 1916 la production de l'industrie dépassait celle obtenue en 1913 de 20 %; la valeur des produits de l'agriculture ne diminua que de 2 % environ.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

194. Malgré la fermeture des frontières occidentales et la nécessité de passer par les ports éloignés d'Arkhangel et de Vladivostok, les échanges internationaux de la Russie demeurèrent très actifs. Le tableau ci-après, composé d'après les données de l'Annuaire statis-

(1) FINN-ENOTAEVSKI, *Le capitalisme en Russie* (1890-1917), page 228, Edition du Commissariat du Peuple aux Finances de l'U.R.S.S., Moscou, 1925.

lique *L'Economie mondiale durant la période 1913-1921* ⁽¹⁾, fait ressortir les principales modifications survenues dans le commerce extérieur du pays :

ANNEES	IMPORTATIONS (en millions de roubles)					EXPORTATIONS (en millions de roubles)					TOTAL général du commerce de la Russie
	PRODUITS alimentaires	MATIÈRES premières et semi- fabriqués	ANIMAUX	OBJETS fabriqués	TOTAL	PRODUITS alimentaires	MATIÈRES premières et semi- fabriqués	ANIMAUX	OBJETS fabriqués	TOTAL	
1913.....	238	668	18	450	1.374	840	561	34	85	1.520	2.894
1914.....	198	521	13	365	1.098	523	349	15	69	956	2.054
1915.....	179	500	15	444	1.138	202	145	»	55	402	1.540
1916.....	261	994	18	1.177	2.451	176	326	»	75	577	3.028

195. — Il résulte des éléments passés en revue, que l'économie russe entra dans l'année 1917 ayant gardé toute sa vitalité. Certes, elle fut marquée, comme celle des autres pays belligérants, du sceau de la grande catastrophe mondiale : hypertrophie des industries travaillant pour la guerre, abaissement général de la production à la suite de la mobilisation de 16 millions de soldats, augmentation des importations, recul des exportations, destruction des biens et des vies humaines. Mais nulle part on ne trouvait trace d'un coup mortel ou simplement sérieux porté aux œuvres vives de la nation.

A la veille de l'année 1917, qui allait voir la révolution de février et les émeutes d'octobre, la valeur de la production nationale et celle du commerce extérieur exprimées en or dépassaient, grâce à l'augmentation des prix mondiaux, les chiffres d'avant-guerre. Cette dernière constatation prend une valeur singulière du fait qu'elle découle des études statistiques d'origine soviétique...

Il nous reste à déterminer la part des sociétés de capitaux dans l'effort économique russe des années de guerre.

(1) Moscou, Editions de l'Etat, 1922. Voir aussi SINITSKY, *op. cit.*, pages 235 et 236, et le *Mémoire explicatif sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, pages 30 à 46.

SECTION DEUXIÈME

Développement des sociétés par actions

196. — Le développement des sociétés par actions en Russie de 1914 à 1917, reflète l'effort et les difficultés de l'économie russe que nous venons de constater.

En combinant les données des différentes sources ⁽¹⁾ sur les sociétés autorisées à se constituer, on peut résumer le mouvement des autorisations sous la forme du tableau ci-après :

CATEGORIES	SOCIETES PAR ACTIONS AUTORISEES					
	1913		1914		1915	
	Nombre	Capital social (en milliers de roubles)	Nombre	Capital social (en milliers de roubles)	Nombre	Capital social (en milliers de roubles)
Textiles.....	20	21.050	16	18.050	15	33.925
Papier.....	22	17.825	15	5.675	10	12.150
Travail mécanique du bois.....	22	25.010	8	6.510	20	31.900
Fonte et travail des métaux.....	41	89.027	34	42.800	32	36.017
Substances minérales	22	16.400	17	15.200	14	14.460
Substances animales.	5	5.660	11	7.925	7	5.000
Produits d'alimenta- tion.....	41	45.650	42	37.734	20	15.500
Produits chimiques..	15	5.709	16	8.975	20	24.050
Industrie minière....	49	103.683	66	153.808	61	126.130
Entreprises commer- ciales.....	59	44.728	40	59.025	52	38.340
Entreprises de trans- port.....	17	20.420	3	6.800	4	3.400
Travaux d'édilité....	56	77.971	48	39.910	47	52.700
Divers.....	30	52.880	18	20.100	19	16.150
TOTAUX.....	399	526.013	334	422.512	321	409.722

(1) *Messenger des Finances, de l'Industrie et du Commerce*, Indicateur des instructions gouvernementales, quant au Ministère des Finances, Edition

Il en ressortirait que l'afflux des capitaux vers les sociétés anonymes diminua sous l'influence de la guerre et de ses signes précurseurs, en passant de 526 millions en 1913 à 422 millions en 1914. La diminution toute proche de 20 % du chiffre réalisé en 1913, dépassa largement ce pourcentage en 1915, avec un recul nouveau de 13 millions de roubles. Une analyse plus approfondie démontre cependant une tendance toute différente. Parmi les sociétés autorisées en 1914, 183 sociétés russes et 8 sociétés étrangères, au capital de 265.829.000 roubles, ont été admises dans les 8 premiers mois de l'année ⁽¹⁾. En rapprochant ce chiffre du tableau qui précède, nous obtenons pour les 4 mois de la guerre un reliquat de 143 sociétés au capital de 156.683.000 roubles.

Or, du 1^{er} août 1914 au 1^{er} août 1915, le Gouvernement autorisa la constitution de 250 sociétés russes d'un capital nominal total de 297.500 roubles ⁽²⁾ et donna la permission de fonctionner en Russie à 9 sociétés étrangères, d'un capital total de 9 millions de roubles ⁽³⁾.

Les chiffres des 8 premiers mois de 1915 ressortent donc à 156 sociétés réunissant un capital de 149.817.000 roubles ⁽⁴⁾.

Du 1^{er} août 1915 au 1^{er} août 1916, le Gouvernement autorisa la constitution de 477 sociétés russes au capital total de 544.500.000 roubles ⁽⁵⁾ et admit en Russie 12 sociétés étrangères représentant un capital de 11 millions de roubles environ ⁽⁶⁾.

Le phénomène étudié se présente donc finalement comme suit : chute de l'activité des fondateurs après la déclaration de guerre en août 1914, accentuée encore durant les 8 premiers mois de 1915, mais suivie d'une reprise très nette en 1916.

du Ministère des Finances, Saint-Petersbourg, volume I, n° 3, pages 77-79, dans la collection de l'année 1916; Collection de la *Torgovo-Promychnaia Gazeta* (*Gazette du Commerce et de l'Industrie*) pour les années 1914 et 1915, états hebdomadaires des statuts des sociétés par actions, approuvés par le Ministère du Commerce et de l'Industrie pour être soumis au Conseil des Ministres.

(1) *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget pour l'exercice 1915*, partie II, page 92.

(2) *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget pour l'exercice 1917*, partie II, page 108.

(3) *Idem*, page 109.

(4) $259 - 143 = 156$; $306.500.000 - 156.683.000 = 149.817.000$.

(5) *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget pour l'exercice 1917*, page 108.

(6) *Idem*, page 109.

197. En fait, un certain pourcentage des sociétés autorisées à fonctionner n'utilisait pas le droit accordé. Les statistiques concernant les sociétés par actions qui commencèrent réellement leurs opérations, présentent donc plus d'intérêt que celles des autorisations.

Le *Messenger des Finances, de l'Industrie et du Commerce* ⁽¹⁾ établit ces statistiques comme suit :

CATEGORIES	SOCIETES AYANT COMMENCÉ LEURS OPÉRATIONS EN 1914				SOCIETES AYANT COMMENCÉ le travail en 1913	
	7 mois précédant la déclaration de guerre		5 mois postérieurs à la déclaration de guerre		Nombre	Capital (en milliers de roubles)
	Nombre	Capital (en milliers de roubles)	Nombre	Capital (en milliers de roubles)		
Textiles.....	10	1.150	1	150	16	16.250
Papier.....	11	7.675	1	200	9	11.650
Travail mécanique du bois.....	3	2.385	3	3.300	14	4.675
Fonde et travail des métaux.....	13	7.750	5	8.650	28	75.645
Substances minérales	4	2.200	»	»	13	17.350
Substances animales.	3	4.560	3	3.000	3	4.800
Produits d'alimenta- tion.....	13	6.650	3	1.650	31	29.960
Produits chimiques..	5	2.050	»	»	13	7.548
Industrie minière....	17	31.910	9	39.450	40	145.745
Entreprises commer- ciales.....	25	42.430	5	11.300	39	19.510
Entreprises de trans- port.....	4	8.500	1	750	5	3.420
Travaux d'édilité....	22	18.038	2	2.400	17	26.180
Divers.....	10	13.950	2	300	14	40.410
TOTAUX.....	140	159.248	35	71.150	241	403.443

(1) Année 1915, volume IV, n° 44, pages 152 et 153.

Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget pour l'exercice 1915, page 92.

Renseignements extraits des divers tableaux officiels et regroupés par nous.

En rapprochant les chiffres de 1913 et de 1914 ⁽¹⁾, nous constatons une diminution de 43 % d'une année à l'autre, que les statisticiens officiels se gardèrent bien de mettre en évidence.

Les statistiques des années 1915 et 1916 marquèrent une nouvelle régression par rapport à l'avant-guerre, à savoir ⁽²⁾ :

CATEGORIES	NOMBRE DES SOCIÉTÉS ayant commencé leurs opérations				CAPITAUX-ACTIONS (en milliers de roubles)			
	1913	1914	1915	1916 janv.- sept.	1913	1914	1915	1916 janv.- sept.
Textiles.....	16	12	12	6	16.550	15.300	14.200	23.700
Papier.....	9	12	7	2	11.650	7.875	7.150	5.750
Travail mécanique du bois.....	14	6	6	4	4.675	5.685	24.950	1.550
Fonde et travail des mé- taux.....	28	19	11	22	75.645	16.900	19.800	27.000
Substances minérales...	13	4	4	8	17.350	2.200	1.900	8.760
Substances animales...	3	6	5	3	4.800	7.560	3.775	2.000
Produits d'alimentation.	31	16	14	15	29.960	10.300	19.850	11.550
Produits chimiques.....	13	5	6	14	7.548	2.050	7.738	11.650
Industrie minière.....	40	26	26	31	145.745	71.110	46.543	71.320
Entreprises commercia- les.....	39	30	20	31	19.510	53.730	14.525	24.000
Entreprises de transports	5	5	2	1	3.420	9.250	800	500
Travaux d'édilité.....	17	24	16	14	26.180	20.438	11.850	15.600
Divers.....	13	14	7	8	40.410	16.625	16.400	6.150
TOTAUX.....	241	179	136	159	403.443	239.023	189.481	209.530

Toutefois, l'année 1916 apporta un certain renouveau d'activité, puisque le nombre des sociétés ayant commencé leurs opérations et

(1) 403.443.000 roubles et 230.398.000 respectivement. Le tableau du *Projet de Budget pour l'exercice 1917* donne 239.023.000 roubles pour l'année 1914.

(2) *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget pour l'exercice 1917*, partie II, page 108-109.

leurs capitaux-actions s'inscrivent en augmentation sur les chiffres correspondants de 1915.

D'autre part, et ceci confirme les constatations de la section précédente de ce chapitre, contrairement à la régression générale des chiffres de l'exercice 1916 par rapport à ceux de 1913, certaines branches accusèrent, en 1916, une augmentation d'activité. C'étaient les textiles, les produits chimiques et les entreprises commerciales.

M. Finn-Enotaevski ⁽¹⁾, en se basant sur les sources officielles soviétiques, indique pour toute l'année 1916 un total de 244 sociétés par actions au capital total de 372.800.000 roubles. Il en résulte que les quatre derniers mois de 1916 ont vu commencer l'activité de 85 sociétés anonymes réunissant un capital de 163.270.000 roubles ⁽²⁾.

Les statistiques sur les sociétés étrangères venues s'installer en Russie de 1914 à 1916 s'établissent comme suit :

ANNEES	NOMBRE DES SOCIÉTÉS	CAPITAL NOMINAL TOTAL (en millions de roubles)
1913.....	21	36,5
1914.....	9	11,7
1915.....	6	8,8
1916.....	8	20,4

Le recul par rapport à la dernière année d'avant-guerre fut donc plus important pour les sociétés étrangères que pour les sociétés russes. D'ailleurs, pour saisir la vraie signification des statistiques se rapportant aux unes et aux autres, il faut tenir compte de la dépréciation du rouble, à la suite des émissions élevées de papier-monnaie en 1915 et 1916.

198. — La loi du 22 août 1915 et l'Oukaze Impérial du 29 août 1916 portèrent par des extensions successives le total des billets de crédit pouvant être émis sans couverture d'or à 5,5 milliards de

(1) *Op. cit.*, page 325.

(2) $244 - 159 = 85$; $372.800.000 - 209.530.000 = 163.270.000$.

roubles. Le rapport des réserves d'or de la Banque de l'Etat à l'importance des émissions de billets de crédit subit pendant la guerre les fluctuations ci-après ⁽¹⁾ :

DATES	BILLETS DE CRÉDIT ÉMIS (en millions de roubles)	OR APPARTENANT à la Banque en Russie et à l'étranger (en millions de roubles)	RAPPORT DE L'OR aux billets de crédit
Au 1 ^{er} janvier 1913.....	1.495	1.555	104,0 %
— — 1914.....	1.665	1.695	101,8 %
— — 1915.....	2.947	1.732	58,8 %
— — 1916.....	5.617	2.260	40,2 %
— juillet 1916.....	6.728	3.226	47,9 %
— octobre 1916.....	7.587	3.609	47,6 %

Ce tableau récéle le travail actif de la « planche à papier », accroissant en Russie, comme on le vit dans tous les états belligérants, la quantité des signes monétaires au moment même où la richesse du pays dépérissait, à la suite des destructions sans précédents. Il en résultait naturellement une dépréciation de la monnaie. Elle ne fut pas, d'ailleurs, trop forte sur les marchés extérieurs : en août 1916, le prix du rouble fut à Londres de 132-135 pour 10 livres sterling et à New-York de 32-33 cents par rouble ⁽²⁾.

Les tableaux qui précèdent font ressortir d'une manière très nette la coïncidence de l'accroissement des disponibilités de la population et de la dépréciation du rouble, avec le regain d'activité des fondateurs des sociétés par actions : ces deux phénomènes se placent en 1916 et s'accroissent vers la fin de cette année.

199. — Parallèlement à la création des sociétés nouvelles, les sociétés déjà existantes augmentaient leur capital pour se mettre à la

(1) *Mémoire Explicatif du Ministre des Finances sur le projet de Budget pour l'exercice 1917*, page 112.

(2) *Idem*, page 112. Les parités théoriques 10 livres sterling = 94,57 roubles; 1 rouble = 51,45 cents,

hauteur des exigences du moment. *Le Mémoire explicatif sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917* ⁽¹⁾ considère qu'en 1915 les émissions privées ne constituaient que 6 % du total des émissions : 512 millions de roubles contre 6.760 millions de roubles des emprunts de l'Etat et 8.970 millions de roubles, représentant le total des engagements de l'Etat en 1915, compte tenu des Bons de Trésor à court terme.

En 1916, les émissions privées s'inscrivent en progrès important. D'après le compte rendu de la Banque Russe pour le Commerce Extérieur sur l'exercice 1916 ⁽²⁾, les augmentations du capital des sociétés par actions portèrent sur 400 millions de roubles contre 88,7 millions de roubles en 1915. D'autre part, les émissions autorisées des « capitaux-obligations » passèrent de 129,3 millions de roubles durant le temps écoulé du 1^{er} août 1914 au 1^{er} août 1915 à 226,9 millions pour la période correspondante de 1915-1916 ⁽³⁾.

Les émissions d'actions attiraient les sympathies du public, et les titres émis atteignaient immédiatement en Bourse des cours élevés ⁽⁴⁾. Pour éviter cette concurrence aux emprunts de l'Etat, le Ministère des Finances subordonna, à partir du 4^e trimestre 1916, l'autorisation des augmentations du capital projetées, à la demande des primes importantes aux souscripteurs ⁽⁵⁾.

200. — La marche des affaires des sociétés russes industrielles et commerciales justifiait d'ailleurs en soi cette pratique des primes, abstraction faite des exigences gouvernementales et du but poursuivi par le Ministère des Finances russe.

Qu'on en juge par l'enquête entreprise par le *Messenger des Finances, de l'Industrie et du Commerce* ⁽⁶⁾ qui analysa les comptes

(1) Partie II, pages 127-128.

(2) Pages 7-9 du rapport du Conseil d'Administration.

(3) *Mémoire Explicatif sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917*, partie II, page 109.

(4) *Idem*, pages 128-129 : « De même qu'à Pétersbourg, les actions des banques et sociétés industrielles russes ont, depuis le mois de mai 1916, bénéficié de fortes demandes sur la place de Paris, ce qui a influencé favorablement leur cote ».

De janvier à juillet 1916, les actions de la Banque d'Azov-Don sont passées de 890 à 1.115 francs; les actions des usines Maltzev de 460 à 598 francs et celles de la Société de naphte de Bakou de 1.160 à 1.395 francs.

(5) Voir FINN-ENOTAEVSKI, *op. cit.*, pages 326-328.

(6) Année 1917, tome III, nos 31 et 33. Etude de M. SHAROU, *Rentabilité des entreprises actionnaires durant la guerre*.

rendus de 134 sociétés par actions importantes, travaillant dans les branches les plus diverses de l'économie nationale. « Ces comptes rendus », déclare la revue officielle, « représentent le total des documents qu'il nous a été possible de réunir sur les années en question. Nous n'avons opéré aucun choix dans aucun sens ».

Les résultats de cette enquête peuvent être résumés ainsi (en millions de roubles) :

ANNEES	CAPITAL ACTIONS totalisé	RESERVES	FONDS D'AMORTIS- SEMENT	BENEFICES	POURCENTAGE des bénéfices par rapport au capital- actions	BENEFICES NETS soumis à la taxation	POURCENTAGE des bénéfices nets par rapport au capital- actions	DIVIDENDES DISTRIBUÉS	POURCENTAGE des dividendes par rapport au capital- actions
1913.....	301,6	58,3	112,0	55,3	18,4	35,5	11,8	27,0	8,9
1914.....	317,8	62,0	125,3	55,5	17,5	34,1	10,7	22,6	7,2
1915.....	324,6	67,6	144,1	88,1	27,1	55,9	17,2	32,5	10,1
1916.....	347,5	70,6	169,3	157,1	45,3	111,3	32,0	50,1	14,4

Si on prend les chiffres de 1913 pour base exprimée par 100 %, la progression se traduit par les pourcentages ci-après :

ANNEES	CAPITAL ACTIONS	ATTRIBUTION aux réserves et amortis- sements	BÉNÉFICES	BÉNÉFICES nets soumis à la taxation	DIVIDENDES
1913.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1914.....	105,4	110,0	100,4	96,1	83,7
1915.....	107,6	124,4	159,3	157,5	120,3
1916.....	115,2	141,0	284,1	313,5	185,0

L'analyse des bilans et des comptes « Profits et Pertes » des sociétés métallurgiques et de constructions mécaniques touchées par l'enquête fait ressortir, une situation encore plus brillante. Les ren-

seignements les concernant peuvent être présentés sous la forme des tableaux ci-après :

ENTREPRISES MÉTALLURGIQUES (1)
(en milliers de roubles)

ANNEES	CAPITAL ACTIONS totalisé	RESERVES	FONDS D'AMORTIS- SEMENT	BENEFICES	POURCENTAGE des bénéfices par rapport au capital- actions	BENEFICES NETS soumis à la taxation	POURCENTAGE des bénéfices nets par rapport au capital- actions	DIVIDENDES	POURCENTAGE des dividendes par rapport au capital- actions	PERTES
1913.....	89.900	25.551	49.221	23.222	25,8 %	12.592	14,1 %	10.521	11,7 %	Néant
1914.....	95.100	27.940	57.777	26.358	21,7 %	14.202	14,9 %	10.693	11,2 %	Néant
1915.....	95.100	29.458	68.805	28.610	30,1 %	15.257	16,0 %	10.254	10,8 %	Néant
1916.....	97.100	29.781	79.951	48.589	50,0 %	27.577	28,4 %	12.712	13,1 %	Néant

ENTREPRISES TRAVAILLANT LES MÉTAUX (2)
(en milliers de roubles)

ANNEES	CAPITAL ACTIONS totalisé	RESERVES	FONDS D'AMORTIS- SEMENT	BÉNÉFICES	POURCENTAGE des bénéfices par rapport au capital actions
1913.....	18.990	2.092	6.585	2.572	13,5 %
1914.....	19.940	2.065	7.214	4.294	21,5 %
1915.....	21.060	2.273	8.428	10.143	48,2 %
1916.....	25.760	4.367	10.914	20.889	81,1 %

201. — Les bénéfices élevés des sociétés par actions n'étaient pas dûs exclusivement aux conditions exceptionnelles créées par la guerre, mais aussi à l'accroissement de leurs moyens de travail et aux efforts déployés par les dirigeants des entreprises russes. Le dis-

(1) Huit sociétés de ce groupe comprises dans l'enquête.

(2) Sept sociétés de ce groupe comprises dans l'enquête et ayant pour objet les constructions mécaniques et des machines, les fournitures de guerre, etc.

cours de M. A. Vichnegradski, Président du Conseil de la Banque Internationale de Pétrograd, au 3^e Congrès des Banques russes de commerce, contient le passage suivant qui décrit, sous une forme succincte, le chemin parcouru par l'industrie privée ⁽¹⁾ :

« Ceux d'entre vous qui étaient présents au Congrès des Comités industriels de Guerre et au Congrès de l'Industrie métallurgique, se rappellent la communication du professeur N. N. Savine qui donna les statistiques sur le rôle de l'industrie privée dans la défense nationale. Il indiqua, plus spécialement, que 39 grandes usines métallurgiques et de constructions de machines augmentèrent leur outillage pour une valeur de 130 millions de roubles... Les usines moins importantes et moyennes augmentèrent également leurs constructions et leur outillage. La valeur totale de l'outillage de toutes les usines privées, travaillant pour la défense nationale, qui ne dépassait pas avant la guerre 100 millions de roubles, se rapproche actuellement d'un milliard. Si en temps de paix les fournitures militaires provenaient surtout des usines et des arsenaux de l'Etat, actuellement 2/3 de ces fournitures proviennent des usines privées. Pour certains objets, cette proportion s'élève même jusqu'à 90 %... »

202. — En présence de tels résultats on conçoit que les milieux d'affaires russes se montrent pleins d'entrain et de hardiesse. On en trouve traces, dans le *Mémoire explicatif du Ministère des Finances sur le projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917*. En parlant de l'industrie de la houille, par exemple, et de l'insuffisance de la production russe, M. Bark, Ministre des Finances, déclara incidemment : « Il vient de se fonder à Moscou une société par actions au capital de 9 millions de roubles pour l'extraction de la tourbe; l'on est en droit d'espérer que, dans un bref avenir, la production de cette marchandise s'exprimera par un chiffre dépassant 60 millions de pouds, quantité que l'on obtenait avant la guerre » ⁽²⁾.

L'activité des compagnies de chemins de fer ouvrait également de larges projets d'avenir. Le développement du réseau concédé du

(1) *Compte-rendu des travaux du 3^e Congrès des représentants des Banques russes de Commerce par actions*, Pétrograd, 1916, page 39, Discours prononcé en séance du 10 juin 1916.

(2) *Mémoire*, partie II, page 87.

1^{er} septembre 1915 au 1^{er} septembre 1916 est caractérisé par les renseignements ci-après ⁽¹⁾ :

I. — Chemins de fer pour la construction desquels l'autorisation a été donnée à des compagnies déjà existantes, avec garantie par l'Etat de leurs capitaux-obligations :

	LONGUEUR (VERSTES)	COUT de la CONSTRUCTION en roubles « effectifs »
Compagnie de Koltchougino (lignes de Koltchougino-Kouznetsk, Kouznetsk-Baïounovo et Kouznetsk-Telbès).....	535	56.209.000
Compagnie de la Mer Noire-Kouban (ligne Ekatéroudar - Alexeievski - Goriatchy Klioutch).....	60	4.180.000
Compagnie de Riazan-Oural'sk :		
a) Nouvelles lignes :		
Saratoff-Rakovka.....	282	31.683.000
Penza-Tokarevka.....	330	36.533.000
Tambof-Marchansk.....	95	9.690.000
Route de Balakovsk.....	100	7.500.000
b) Pont à Saratoff.....	»	48.000.000
TOTAL.....	1.402	193.795.000

II. — Embranchements dont la construction est autorisée sous condition que le coût devra en être remboursé sur le prix des transports :

8 lignes secondaires dont l'énumération ne présente pas d'intérêt dans notre étude. La longueur prévue était de 76 verstes et le coût de la construction en roubles « effectifs » ressortait à 4.204.000 roubles.

(1) *Idem*, pages 106-108.

III. — En outre, les projets de lignes et d'embranchements approuvés par la « Commission des nouveaux chemins de fer » constituaient un vaste programme de 4.040 verstes, comportant la construction de 9 lignes nouvelles de 4.040 verstes au total. Le coût de construction prévu s'élevait à 393.053.000 roubles « effectifs ».

Ainsi, pendant la période annuelle du 1^{er} septembre 1915 au 1^{er} septembre 1916, les compagnies de chemin de fer demandèrent et obtinrent l'autorisation de construire 5.518 verstes, d'un coût global de 591.052.000 roubles « effectifs ».

Les chefs de l'industrie et des entreprises ferroviaires apparaissent, en 1917, hardis dans leurs projets d'avenir, comme ils se montrèrent pleins d'énergie et d'allant durant les années précédentes. Dans leur activité et dans leurs projets, ils furent, d'ailleurs, pendant la guerre plus que jamais, dirigés et soutenus par les banques, colonne vertébrale du jeune capitalisme russe.

203. — Les années de guerre ont mis les banques de commerce devant des problèmes nouveaux créés par l'animation de la vie industrielle du pays : création de nombreuses sociétés nouvelles; agrandissement d'anciennes exploitations; financement des entreprises germaniques mises sous sequestre au début des hostilités ⁽¹⁾; réalisation des emprunts de guerre et des engagements du Trésor Impérial atteignant des chiffres énormes, complètement inconnus jusqu'alors dans l'histoire du crédit russe.

Les tableaux dressés par l'Administration centrale de Statistique de Russie permettent de reconstituer l'évolution des différents éléments des bilans bancaires en 1913-1917 ⁽²⁾. Les principaux postes de l'actif des banques de commerce russes subirent, durant cette période, des modifications importantes.

(1) Le règlement du 1^{er} juillet 1915, élaboré au Conseil des Ministres et approuvé par l'Empereur, conféra en outre, au Conseil des Ministres, le pouvoir d'ordonner la mise sous sequestre ou la liquidation des sociétés par actions inscrites et considérées comme entreprises russes « dans le cas où, en réalité, les sujets ou les sociétés d'une nationalité ennemie en seraient les vrais dirigeants, à condition, toutefois, que leur activité apparaisse comme étant dangereuse pour les intérêts de l'Etat ».

(2) *Recueil statistique pour la période de 1913-1917*, Travaux de l'Administration Centrale de statistique, tome VII, livraison 2, Moscou, 1922, pages 113 à 131, tableaux XVIII à XXXIII, (Banques de Crédit Commercial dans les capitales et en province; Caisses d'Epargne; Institutions de petit crédit),

Elles se résument dans les chiffres ci-après (en milliers de roubles):

ACTIF	CAISSE	TOTAL DE LA CAISSE et des comptes courants en banques	VALEURS MOBILIÈRES	TRAITES ET BILLETS à ordre sur places étrangères	OR ET ARGENT	ESCOMPTE	AVANCES GAGÉES (titres, marchandises et comptes courants garantis)	CORRESPON- DANTS « LORO »
Au 1 ^{er} janvier 1913..	95.338	179.792	275.967	20.041	2.762	1.453.879	1.436.129	1.001.738
— — 1914..	106.435	202.525	314.915	9.400	2.710	1.546.457	1.615.444	1.264.268
— — 1915..	143.060	339.017	486.420	10.173	4.398	1.667.270	1.522.838	1.399.215
— — 1916..	164.507	394.752	690.398	3.525	1.246	1.967.056	1.749.423	1.978.509
— — 1917..	192.483	521.173	866.082	10.635	7.467	2.991.523	2.499.955	3.002.815
— mars 1917..	192.093	447.222	912.713	9.531	7.897	3.438.328	2.862.684	3.064.624

La croissance des disponibilités au 1^{er} mars 1917 par rapport au 1^{er} janvier 1913 ressort à 248,7 % pour les sommes en caisse et en comptes courants, et à 285,9 % quant aux métaux précieux accumulés.

Le portefeuille accuse pendant cette période un gonflement encore plus accentué, soit :

330,7 % pour les valeurs mobilières;

236,4 % pour les traites émises sur les places russes;

199,3 % pour le « portefeuille garanti » (titres, marchandises et autres valeurs reçues en gage).

Enfin, les « Correspondants Loro » (crédits ouverts à des entreprises importantes et à des représentants) augmentèrent de 242,4 %.

Tous ces coefficients de croissance dépassaient de loin ceux de la dépréciation du rouble sur le marché intérieur : l'index des prix de gros ressort à 172,7 pour 1915 et à 175,6 pour 1916, en prenant comme base (100) les prix de 1913 ⁽¹⁾.

Seul, le poste « Traités et billets à ordres sur places étrangères », d'une importance toute secondaire même en temps normaux, s'ins-

(1) *Recueil statistique pour la période de 1913-1917, Index des prix. Voir également Le Mémoire explicatif du Ministre des Finances au projet de Budget de l'Empire pour l'exercice 1917, pages 9-10, « Prix des céréales »; pages 46-54, « Commerce extérieur de 1916 ».*

crit en recul de 10.500.000 roubles, chiffre sans importance par rapport à l'ensemble des actifs bancaires. La fermeture des frontières occidentales et les difficultés des rapports par Arkhangel et Mourmansk expliquent suffisamment la régression de ce poste.

204. — L'extension des opérations actives des banques fut assurée par l'accroissement extrêmement rapide des dépôts de la clientèle. Les statistiques ci-après font bien ressortir une certaine impétuosité de ce mouvement ascendant ⁽¹⁾ :

DATES	DÉPÔTS (en milliers de roubles)			
	EN COMPTES courants	SANS TERME	A TERME	TOTAL général
1 ^{er} janvier 1913.....	1.635.542	54.416	603.298	2.293.256
— 1914.....	1.786.078	69.612	683.307	2.538.997
— 1915.....	2.161.862	69.584	641.707	2.873.153
— 1916.....	3.298.152	89.859	543.072	3.931.083
— 1917.....	6.069.482	82.903	595.224	6.747.609
1 ^{er} mars 1917.....	6.576.891	86.090	615.660	7.278.641

Le montant des comptes courants, appartenant dans l'immense majorité des cas à des commerçants ou à des industriels, quadrupla en l'espace de 4 ans; celui des dépôts proprement dits, représentant les placements des rentiers, bougea à peine durant cette période. Les dépenses militaires énormes et la restriction des échanges normaux à l'intérieur du pays se traduisaient par l'afflux aux caisses bancaires des milliards sans emploi.

205. — Les augmentations des capitaux propres des banques suivirent un rythme bien plus modéré que celui des dépôts. Ces capi-

(1) *Idem.*

taux subirent dans les années de guerre les modifications suivantes ⁽¹⁾ :

DATES	CAPITAL ACTIONS	RESERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES et provisions	TOTAUX
1 ^{er} janvier 1913.....	518.151	172.135	50.558	740.844
— 1914.....	584.987	189.428	62.063	836.478
— 1915.....	632.029	205.483	68.630	906.142
— 1916.....	646.370	206.181	78.098	930.649
— 1917.....	679.695	221.523	92.344	993.562
1 ^{er} mars 1917.....	712.849	220.661	95.081	1.028.591

L'accroissement du capital-actions ne dépassa donc pas 137,5 %, tandis que l'ensemble des capitaux appartenant aux banques, en passant de 740.844.000 roubles à 1.028.591.000 roubles, accusa une augmentation de 287.747.000 roubles.

206. - - Les dividendes des banques dont la moyenne fut pour 1913 de 10,8 % du capital, après être tombés à 5,9 % en 1914, à la suite des spéculations malheureuses et de la déclaration de guerre, passèrent à 7,2 % en 1915, pour atteindre, en 1916, 12,2 % ⁽²⁾.

Les dividendes des Banques de Pétrograd s'établissent, pour les années en question, à 11,7 %, 5,6 %, 8,6 % et 13,4 % respectivement ⁽³⁾. Les établissements de crédit de la capitale étaient bien placés pour tirer de la situation le maximum d'avantages possibles. Aussi, leurs dividendes étaient-ils plus élevés que ceux de l'ensemble des banques russes. Par contre, ils ressentirent davantage, en 1914, les premiers effets du cataclysme mondial.

207. — La répartition des bénéfices réalisés par l'industrie bancaire en 1915 et en 1916 présente un réel intérêt. Elle permet non

⁽¹⁾ *Recueil statistique pour la période de 1913-1917.*

⁽²⁾ Voir les *Bilans réunis des Banques russes de commerce par actions.*

⁽³⁾ *Idem.*

seulement de se rendre compte de l'étendue de gains, mais de saisir aussi sur le vif les préoccupations des dirigeants.

Les bénéfices des banques furent répartis en 1915-1916 de la manière suivante ⁽¹⁾ :

AFFECTATION	ANNEE 1915		ANNEE 1916	
	MILLIONS de roubles	POURCENTAGE	MILLIONS de roubles	POURCENTAGE
Dividendes.....	48,7	67,3 %	83,1	54,0 %
Conseil d'Administration et membres de Direc- tion.....	6,1	8,5 %	17,6	11,4 %
Personnel.....	3,4	4,6 %	10,2	6,6 %
Réserves et provisions..	7,0	9,6 %	16,6	10,8 %
Besoins de guerre.....	0,48	0,6 %	0,35	0,2 %
Fonds spéciaux.....	0,52	0,7 %	3,45	2,2 %
Reports des bénéfices non répartis.....	6,3	8,7 %	22,8	14,8 %
TOTAUX.....	72,5	100 %	154,1	100 %

Diminution de l'importance relative des dividendes distribués (54 % au lieu de 67,3 %); accroissement de la part réservée à l'administration et au personnel; souci d'avoir à sa disposition un maximum de fonds disponibles, n'ayant pas fait l'objet d'une affectation déterminée (14,8 % au lieu de 8,7 %), telles sont les principales modifications apportées aux répartitions des bénéfices bancaires en 1916, par rapport à l'année précédente.

208. — Les renseignements statistiques sur l'ampleur et le genre des opérations engagées par les banques et leur rentabilité, l'analyse des répartitions arrêtées par les dirigeants de la politique bancaire, les calculs des dividendes dont bénéficièrent les actionnaires, tous ces éléments d'appréciation sont suffisants pour dégager les grandes lignes de l'activité, en 1914-1916, des établissements de crédit russes, en tant qu'entreprises privées à but lucratif. Mais les co-

(1) *Opérations des Banques russes de commerce par actions pour les années 1915 et 1916.*

lonnes de chiffres accumulés dans les recueils statistiques ne permettent pas, même au lecteur le plus attentif, de se rendre compte du rôle des Banques pendant la guerre dans l'organisation de la Défense Nationale, ni de leur influence directrice sur la vie économique du pays.

Il nous serait impossible, d'autre part, de nous représenter l'atmosphère dans laquelle se poursuivait le labeur quotidien des Banques et d'apprécier leurs rapports avec les différentes Administrations impériales, ne fût-ce l'heureux hasard qui nous a permis de découvrir dans la Bibliothèque de l'ancienne Chambre de Commerce Russe à Paris le *Compte-rendu des travaux du 3^e Congrès des représentants des Banques russes de Commerce par actions* ⁽¹⁾. Les procès-verbaux de ce Congrès, tenu à Pétrograd du 9 au 11 juin 1916, présentent sur tous ces points une documentation de premier ordre.

Le discours de A. I. Vichnegradski, Président du Conseil d'Administration de la Banque Internationale de Pétrograd, donne un tableau assez complet de l'activité bancaire ⁽²⁾ :

« Si on analyse le travail des banques de commerce à partir de
« la déclaration de guerre, on constate un changement radical par
« rapport aux temps de paix. Tout d'abord, les postes de l'actif sont
« placés de préférence dans les entreprises travaillant pour la dé-
« fense nationale ou dans les fonds d'Etat. On peut dire, sans exa-
« gération, que sur une balance générale de 4 milliards de roubles,
« 3 milliards sont investis dans des entreprises ayant trait directe-
« ment à la défense du pays ou bien fournissant des fonds au Gou-
« vernement. Une autre particularité de l'évolution de nos balances :
« la formation de vastes dépôts. Cette croissance des dépôts témoi-
« gne de la confiance du public à l'égard de nos banques et leur
« donne un moyen puissant d'alimenter la Trésorerie de l'Etat... »
(en souscrivant aux emprunts à long terme et aux Bons de Trésor
5 %).

Quant au financement de l'industrie nationale, « ... la déclaration de guerre a mis dans un état particulièrement grave nos entreprises,

(1) Pétrograd, 1916. Edition tirée dans un nombre d'exemplaires restreint et devenue actuellement très rare.

(2) *Compte rendu des travaux du 3^e Congrès des représentants des Banques russes de Commerce par actions*, pages 39-42.

qui souffraient depuis toujours du manque des fonds de roulement. Les circonstances du temps de guerre exigeaient impérieusement de leur part un effort vraiment colossal et un développement énergique de la production, que la hausse accentuée des matériaux et de l'outillage leur rendait impossible.

Sans aucune exagération, on peut dire que le rôle des banques fut, dans ces circonstances, décisif. N'auraient-elles ouvert de larges crédits au bon moment à l'industrie russe, les avances de l'Etat ne serviraient pas à grand chose. Il fallait, en effet, s'assurer des matières premières et exécuter des travaux préparatoires avant d'obtenir des commandes, et subséquemment des avances. Les banques fournirent les fonds nécessaires à la bonne marche du mécanisme des avances officielles.

Lorsque, enfin, la « mobilisation de l'industrie » fut réalisée et que le travail des usines pour la défense nationale fut porté au maximum, les Banques furent amenées à jouer un rôle bien plus important encore. Les difficultés des transports et la pénurie des matières premières et des matériaux, dont une bonne partie venait de l'étranger, ont obligé nos industries à en acquérir des quantités sans précédent. Avant la guerre, à l'époque des échanges normaux, la présence des éléments nécessaires pour assurer la marche d'une usine durant 4 à 6 semaines, fut considérée comme une réserve normale; actuellement il faut s'en assurer pour une année à l'avance. Tous les fonds de roulement de nos usines et fabriques y sont passés, de sorte qu'elles sont acculées à avoir recours aux crédits bancaires même pour assurer la paye du personnel, sans parler des dividendes à distribuer qui sont puisés à cette même source.

Il faut ajouter encore que les ventes à crédit ne se pratiquent presque plus. Les entreprises, obligées d'acheter tout le nécessaire au comptant, s'adressent là encore au concours des Banques. Malheureusement, il est presque impossible de chiffrer exactement la participation des Banques à la Défense Nationale. Cette tâche est énorme et doit être effectuée par chaque Banque en ce qui la concerne... Quant aux balances de notre Banque ⁽¹⁾ et de celles de nos collègues qui ont bien voulu fournir quelques statistiques, on peut en dire, sans exagération, que les 3/4 au moins de chaque balance

(1) Banque Internationale de Pétrograd.

correspondent aux crédits ouverts aux entreprises travaillant directement ou indirectement pour la Défense Nationale... »

« ... En tout, les cinq emprunts de guerre émis à ce jour se sont élevés à une somme de 5 milliards de roubles, dont 3 milliards furent réalisés à l'aide des Banques de commerce par actions... »

209. — Le lendemain du discours de M. Vichnegradski, son exposé du rôle des Banques russes pendant la guerre fut complété sur certains points importants par M. Nikiforoff, Directeur au Ministère des Finances, Chef de la Chancellerie des Opérations de Crédit. Délégué par le Ministre des Finances pour saluer en son nom le Congrès, ce spécialiste éminent déclara ⁽¹⁾ :

« ... Le premier problème qui se pose devant le Congrès et son Conseil est très difficile, mais aussi très important, c'est de mettre l'activité des Banques en harmonie complète avec les besoins réels de notre patrie. Je ne m'étendrai pas sur ces besoins, et les résumerai tout simplement dans une formule triplice : le relèvement du cours du rouble au niveau qui fut atteint avant les hostilités, le financement du labour national et le concours à la répartition normale des moyens de production et des objets de consommation.

« En outre, le but du Congrès, comme je le comprends, consiste également dans la liquidation des côtés critiquables de l'activité des Banques. Je crains d'en parler ici. Les Banques sont des institutions humaines et parmi les institutions humaines seules les institutions figées et mortes peuvent se glorifier de l'absence de côtés critiquables. Or, nos Banques ne sont nullement figées. Bien au contraire, au début de la guerre, lorsque les Banques des pays plus riches en capitaux et possédant un réseau bancaire plus développé, sont tombées dans une léthargie qui dura assez longtemps, on peut dire, pour la gloire des Banques russes, qu'elles ont soutenu brillamment le premier assaut de l'orage de la guerre : elles n'ont jamais arrêté les remboursements des dépôts et les retraits de comptes-courants, tout en subissant les conséquences du moratoire qui les empêchait d'entrer dans leurs créances...

« Les critiques contre les banques s'expliquent, en grande partie, par le manque d'information sur leur activité et par ce fait que

(1) *Compte rendu des travaux du 3^e Congrès des représentants des Banques russes de Commerce par actions*, pages 66-67.

« l'activité des banques a dépassé largement les règlements arrêtés
« vers 1870, époque dont les conditions ne ressemblaient guère à
« l'état des choses actuel. Ce manque de conformité de la réglemen-
« tation bancaire aux conditions réelles du travail des banques,
« donne à leur activité un aspect extérieurement anormal, comme
« nous sembleraient anormaux également les mouvements d'un hom-
« me adulte accoutré de vêtements d'enfant ».

210. — Tout en complétant les renseignements de M. Vichnegradski sur l'activité et la conduite méritoire des Banques, ce haut fonctionnaire de l'Empire fit une allusion, — la première dans les travaux du Congrès, — aux critiques mal éclairées et injustes, d'après lui, adressées aux instituts de crédit russes.

Cette allusion fut reprise et précisée dans le discours de M. Orbeloff, représentant de la Banque de Marchands de Tiflis, prononcé le 11 juin 1916 ⁽¹⁾ :

« Actuellement cette guerre grandiose, ces conditions de vie chan-
« gées qui nous ont mis en présence d'un travail comportant de lour-
« des responsabilités, nous ont démontré qu'en faisant nos propres
« affaires, nous décidons, à proprement parler, des questions d'une
« grande importance et d'une grande responsabilité; que ce ne sont
« pas seulement nos affaires, les questions qui nous touchent, mais
« qu'elles touchent aussi notre Etat, notre Economie Nationale, notre
« Patrie. Et de nos jours, au moment où on vient d'envelopper notre
« rôle dans la vie sociale d'un brouillard de soupçons, de méconten-
« tement et de suspicions, au moment où on a émis des doutes sur
« les buts que nous poursuivons et réalisons, nous nous sommes
« réunis ici, comme une unité sociale, pour déclarer à la Russie :
« Non, nous ne nous regardons pas seulement comme banquiers ou
« hommes d'affaires, mais nous nous considérons également comme
« formant une partie intégrante de l'économie nationale; nous com-
« prenons notre responsabilité en face des tâches gigantesques po-
« sées devant nous par la guerre mondiale et par les besoins popu-
« laires; nous avons accepté notre rôle en tant qu'entité sociale et
« voulons suivre avant tout les chemins qui mettent à l'angle de toute
« notre activité la satisfaction des exigences populaires... »

(1) *Compte rendu des travaux du 3^e Congrès des représentants des Banques russes de Commerce par actions*, page 76.

211. — Cette vigoureuse plaidoirie « pro domo sua » fut suivie, à la fin du discours de M. Orbeloff, de compliments à l'adresse des Ministères appelés à administrer l'économie nationale ⁽¹⁾ :

« Il nous a été agréable d'entendre exprimer les dispositions bien-
« veillantes à notre égard du Représentant du Ministère des Finan-
« ces, et nous croyons pouvoir trouver dans les questions touchant
« à l'intérêt suprême de l'Etat une langue commune avec l'Admi-
« nistration. Il faut espérer que la langue de nos rapports avec le
« Ministère des Finances et avec celui du Commerce et de l'Industrie
« sera une langue européenne ».

La flèche finale, lancée par l'orateur à ceux qui, à l'opposé du Ministère des Finances et du Ministère du Commerce et de l'Industrie, ne parlent pas « une langue européenne » dans leurs rapports avec les Banques, laisse perplexe un lecteur non averti. Quels pouvaient donc être les autres Administrations dont la compétence s'étendrait sur les Banques ? Qui donc aurait pu méconnaître les vérités affirmées par le représentant du Ministère des Finances au point « d'envelopper leur rôle dans la vie sociale d'un brouillard de soupçons, de mécontentement et de suspicions » ?

212. Après de longues recherches, nous avons trouvé la réponse à ces questions embarrassées dans l'étude du professeur Epstein, écrite et publiée une dizaine d'années plus tard, dans l'atmosphère libre de Paris ⁽²⁾. Cet auteur, membre lui-même du 3^e Congrès des Banques de Commerce, où il représentait la Banque Commerciale d'Azov-Don ⁽³⁾, et élu vice-président du Comité Central des Banques russes, est bien placé pour nous donner le mot de l'énigme. Le voici ⁽⁴⁾ :

« Certaines personnalités approchant de près les autorités mili-
« taires eurent besoin de provoquer des mesures législatives de ré-

(1) *Idem*, page 78, fin du discours de M. Orbeloff.

(2) E. EPSTEIN, *Les Banques de commerce russes, leur rôle dans l'évolution économique de la Russie, leur nationalisation*, Marcel Giard, éditeur, Paris, 1925.

(3) Il est inscrit le deuxième dans la liste des représentants des Banques délégués au Congrès (Voir l'annexe n° 12 au *Compte rendu des travaux du 3^e Congrès des représentants des Banques russes de Commerce par actions*, page 156).

(4) *Op. cit.*, pages 67-70.

« pression contre l'activité des banques. Devant les inquiétudes que
« provoquait partout la hausse rapide des prix des objets de première
« nécessité et la diminution des stocks de ces marchandises,
« ces personnalités ont cru utile de se servir de cette situation dans
« leur propre intérêt. Il était dans leur intérêt de convaincre qui de
« droit que la hausse vertigineuse des prix des marchandises n'était
« pas en premier lieu le résultat des conditions anormales du temps
« de guerre et, en partie, de la mauvaise organisation des achats
« et de la distribution de ces marchandises, mais qu'elle était due
« exclusivement à la politique des banques, qui, dans des buts spéculatifs
« et à l'aide des opérations d'avances empêchaient la réalisation
« des marchandises déposées dans leurs entrepôts.

« Le Ministère des Finances était loin de partager cette opinion,
« mais il fut obligé de déposer à la Douma d'Empire un projet de loi
« autorisant le Ministre des Finances à procéder à des inspections
« dans les banques.

« Le 10 octobre 1916 fut confirmée par l'Empereur la décision du
« Conseil des Ministres autorisant le Ministre des Finances, à titre
« provisoire, et jusqu'à expiration de deux mois après la ratification
« de la paix, de surveiller l'observation exacte par les banques :

« 1° Des lois interdisant les opérations avec les institutions et les
« ressortissants des pays étrangers;

« 2° De toutes les lois, décrets et statuts relatifs aux opérations
« sur les marchandises et sur le change;

« 3° Des dispositions relatives aux opérations de garantie, sous
« la menace de la défense de pratiquer ces opérations.

« Comme suite à cette décision, des inspections dans les banques
« ont été effectuées par des fonctionnaires de la Banque d'Etat. Elles
« ont duré plusieurs mois et n'ont découvert rien de répréhensible
« dans l'activité des banques ».

« L'auteur de la présente étude, désireux de s'informer des circonstances
« qui ont provoqué cet incident, s'adressa à une personnalité dont l'autorité
« dans cette question est hors de doute ⁽¹⁾ et lui demanda quelques détails
« sur cette affaire.

« Nous reproduisons ci-dessous la réponse que nous avons reçue.

(1) Nous avons toute raison de croire qu'il s'agit là du Comte Kokovtsoff, ancien Ministre des Finances,

« puisque nous considérons qu'elle dépeint les conditions de la vie
« politique intérieure telles qu'elles étaient à cette époque en Russie.

« Voici le contenu de la lettre, qui était écrite en français :

« Je suis en possession de votre lettre du 30 mai et je peux vous
« fournir volontiers les détails qui vous intéressent concernant le
« projet de loi, qui a été soumis par le Ministère des Finances à la
« Douma d'Empire en 1916, sur la question du contrôle des banques.
« Déjà, depuis 1915, un courant hostile aux banques se manifestait
« dans différents milieux à la Douma, au Conseil d'Empire et même
« au Conseil des Ministres. Le Ministère des Finances était toujours
« violemment attaqué à la Douma, où les députés lui reprochaient
« sa faiblesse envers les banques qui, soi-disant par leurs spécula-
« tions, contribuent à la dépréciation du rouble et au renchérisse-
« ment des prix des différentes marchandises. Il va sans dire que,
« malgré toutes les explications, les hommes politiques et le public
« ne pouvaient pas se rendre compte que les origines du changement
« complet de la situation générale étaient beaucoup plus profondes
« et étaient causées par la guerre, ne dépendant pas du tout du bon
« vouloir des directeurs des banques.

« L'animosité contre les personnes qui dirigeaient les affaires des
« banques devenait toujours plus grande et tous les efforts du
« Ministère des Finances pour défendre les banques contre les atta-
« ques injustifiées ne pouvaient aboutir à de sérieux résultats. Enfin,
« désespéré qu'un Ministre des Finances prit des mesures plus sé-
« vères pour contrôler les établissements de crédit, le Grand Quar-
« tier Général résolut de prendre lui-même des mesures qui pour-
« raient lui donner en main des preuves de spéculations illicites de
« la part des banques et, sous le prétexte qu'il fallait prendre des
« garanties nécessaires contre toute possibilité d'espionnage, le Gé-
« néral Alexéef demanda des pouvoirs spéciaux à l'Empereur pour
« organiser une Commission d'Enquête, sous la présidence d'un gé-
« néral, qui envoya ses représentants dans diverses banques pour
« commencer leur contrôle effectif.

« Dans ces circonstances, le Ministère des Finances ne pouvait
« pas faire autre chose que de soumettre un projet de loi donnant
« au Ministère des Finances des pouvoirs exclusifs pour l'inspection
« et le contrôle des banques, dans des conditions exceptionnelles.

« Dans son rapport à ce sujet, le Ministère des Finances expliquait
« à l'Empereur qu'il voulait passer cette loi pour centraliser tout le
« contrôle dans les mains du Ministère des Finances, trouvant tout
« à fait impossible que le Grand Quartier Général puisse s'occuper
« des affaires qu'il ne comprenait pas. »

213. — Ainsi, grâce à l'intervention du Ministre des Finances, les Banques russes évitèrent les représailles des « gens qui dans chaque victoire de l'économie sont prêts à voir leur propre défaite et la démolition des traditions » ⁽¹⁾. Elles pouvaient poursuivre l'exécution du but élevé formulé par M. Outine, Président du Congrès, dans son discours d'ouverture ⁽²⁾ :

« La Russie doit en finir avec l'état de minorité économique, doit
« faire sortir sa vie industrielle de la dépendance des voisins et sur-
« tout des voisins ennemis... »

Les attaques du Grand Quartier Général furent dorénavant neutralisées. Mais octobre 1916 était tout proche de février 1917, prodrome lui-même d'octobre 1917. On était déjà à la veille de la révolution russe. Les assauts des généraux, ignorants, certes, des choses et des questions économiques, cherchant, peut-être, à dégager leur propre responsabilité, mais inspirés pourtant d'un sentiment patriotique, cédèrent la place aux persécutions, autrement dangereuses, des social-démocrates de gauche, dits « bolcheviks ». Idéologie tsariste... Idéologie marxiste... L'économie russe, comme nous allons le voir, n'a pas gagné au change...

(1) Annexe n° 5 du *Compte rendu des travaux du 3^e Congrès des représentants des Banques russes de Commerce par actions*, Etude du Secrétaire général du Comité Central des Banques, M. Roussakoff, sur les problèmes de l'industrie bancaire, page 111.

(2) *Compte rendu des travaux du 3^e Congrès des représentants des Banques russes de Commerce par actions*, page 11, Discours de M. Outine, Président du Conseil d'Administration de la Banque d'Escompte et de Prêts de Pétrograd.

DEUXIEME PARTIE

SOCIÉTÉS DE CAPITAUX EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

CHAPITRE PREMIER

PÉRIODE DU COMMUNISME INTÉGRAL, DIT « COMMUNISME DE GUERRE » (1917-1921)

SECTION PREMIÈRE

Méthodes bolcheviques de la lutte pour le pouvoir

214. — La tentative de reconstruire la vie politique, sociale et économique du peuple russe sur les bases de la théorie marxiste constitue sans doute un des faits les plus importants de notre époque.

Cependant, d'après les préceptes mêmes du matérialisme historique, la Russie de 1917 ne constituait nullement un milieu favorable à une telle expérience. L'épanouissement de la grande industrie avec une concentration des entreprises très accentuée et les crises industrielles violentes qui en résultent, la disparition de la petite propriété, la concentration de la population rurale dans les villes, la surabondance de la population ouvrière à conscience de classe très développée, autant de postulats marxistes à la Révolution Sociale, autant d'antithèses aux réalités de l'économie russe.

La dictature du prolétariat, clôturant la lutte des classes et servant de prologue à leur abolition, ne pouvait être qu'une vague formule, tout à fait étrangère à ces réalités : une production capitaliste toute jeune et à peine développée malgré la rapidité de ses succès; une majorité écrasante de population paysanne ⁽¹⁾, politiquement amor-

(1) En 1915, la population urbaine de la Russie n'était que de 15,3 % de la population totale, contre 41,2 % en France, 41,5 % aux Etats-Unis, 56,1 % en Allemagne et 78 % en Angleterre (*Annuaire Statistique de la Russie pour 1915*, 1^{re} partie, page 61). L'attrait des villes n'entamait pas la croissance de la population paysanne. La population de l'Empire (la Finlande comprise) augmenta en 5 ans (1909-1914) de 18.283.600 âmes, ce qui correspond à un coefficient annuel moyen de 21,4 pour mille. La croissance de la population rurale ressortit à 17,9 % avec 13.097.200 âmes; celles des citadins fut de 42,9 % avec 5.186.400 âmes (*Idem*, partie II, page 2).

phie et comprenant une forte proportion d'illettrés ⁽¹⁾; un prolétariat numériquement très faible et gardant, pour une bonne partie, la psychologie paysanne, « non cuite encore suffisamment dans la chaudière d'usine », pour employer l'expression préférée de Lénine: une accumulation insuffisante de capitaux: des recours constants à l'aide financière de l'étranger.

Qu'on soit partisan ou adversaire des idées de Karl Marx sur le caractère contradictoire de l'évolution sociale, qu'on admette ou qu'on rejette la formule du matérialisme dialectique, suivant laquelle, en se développant, « avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs », on ne saurait toutefois nier qu'en Russie de 1917 ce processus de l'auto-destruction n'était guère visible.

215. — Aussi la conquête du pouvoir par les militants bolchevistes n'a pas revêtu la forme paisible de « l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse », au moyen d'un banal transfert d'actions au nom de l'Etat.

« Le grand soir » lui-même, — effort violent, mais bref, consacrant victorieusement « l'expropriation des expropriateurs » — n'a pas suffi. Le coup de main bolcheviste du 25 octobre 1917 a été suivi d'une résistance acharnée de la démocratie russe ⁽²⁾, qui dégénéra

(1) La proportion d'illettrés fut, en 1915, de 789 sur 1.000 habitants. Par conséquent, 21,1 % de la population seulement savaient lire et écrire (29,3 % de la population masculine; 13,1 % des femmes). En excluant les enfants, au-dessous de 9 ans on obtenait la proportion de lettrés de 27 % pour l'ensemble de l'Empire et de 30 % pour la Russie d'Europe (*Idem*, partie I, page 99).

(2) Il est intéressant de noter que ce n'est pas la bourgeoisie russe, mais les milieux démocratiques qui ont opposé une résistance résolue aux bolcheviks.

Voir TROTSKY, *Avènement du bolchevisme*, Paris, 1920, E. Chiron, éditeur.

Page 91 : « Ce fut une lutte pénible et épuisante contre les grèves de fonctionnaires, de techniciens divers, d'employés, etc... Ces gens-là, qui, d'après la rétribution de leur travail, rentrent pour la plupart dans la catégorie des exploités, se rattachent, par leurs conditions de vie et par leur psychologie, à la société bourgeoise. Ils avaient été des serviteurs convaincus et fidèles de l'Etat, à l'époque où cet Etat était soumis au tzarisme (souligné par nous).

Et ils continuèrent à servir cet Etat lorsque le pouvoir fut passé entre les mains de la bourgeoisie impérialiste.

Dans la période suivante de la Révolution, avec leurs connaissances et leurs capacités techniques, ils se rangèrent systématiquement du côté du gouvernement de coalition. Mais, lorsque les ouvriers, soldats et paysans eurent, en se soulevant, chassé du gouvernail de l'Etat les classes sociales qui les exploitaient, et lorsqu'ils tentèrent de prendre en main la direction

rapidement en guerre civile. De lourds sacrifices en vies et en biens ont été imposés au peuple au cours de ces années 1917-1920, une période des plus sanglantes de l'histoire russe.

216. — Il n'entre pas dans le cadre de cet essai d'en tracer un tableau général, si sommaire soit-il. Toutefois, pour rendre intelligible notre étude, il nous semble nécessaire de dégager très succinctement les caractères essentiels des événements de cette époque, qui se suivaient avec une rapidité presque cinématographique, et surtout de faire ressortir la tactique et les méthodes employées par le parti social-démocrate bolchevique dans la lutte pour le pouvoir.

A leurs ennemis indécis ou divisés, les chefs bolcheviques ont su opposer un front unique, une volonté farouche de vaincre, une énergie peu commune, une ferme résolution de tenir jusqu'au bout. Mais cette petite élite dévouée à son idéal et prête à tous les sacrifices, fit aussi preuve d'une absence absolue de scrupules, quant au recrutement des partisans ⁽¹⁾ et au choix des moyens d'action.

Les engagements les plus solennels, les amis politiques, les principes du parti, les intérêts vitaux du peuple russe, la fidélité aux alliances, tout fut sacrifié à ce but suprême : s'emparer du pouvoir

des affaires publiques, les fonctionnaires et les employés montrèrent les dents et refusèrent tout service au nouveau gouvernement ».

Idem, page 103 : « Les intellectuels qui, malgré tout le radicalisme de leur langage et la teinte socialiste de leur philosophie, portent au tréfonds de leur être l'adoration servile de la puissance bourgeoise et de son « art de gouverner », suivaient fidèlement la grande bourgeoisie. Tous ces intellectuels « socialisants » tournaient les yeux vers la droite et considéraient la stabilisation du Gouvernement des Soviets comme le « commencement de la fin ». Derrière les représentants des « professions libérales » venaient les fonctionnaires et le personnel des administrations techniques... ».

Idem, page 104 : « L'opposition de ces éléments avait le plus souvent un caractère passif, surtout après l'échec de la révolte des élèves officiers; mais cette opposition pouvait paraître d'autant plus insurmontable. En tout et pour tout ils nous refusaient leur collaboration... Au central téléphonique, nous n'obtenions plus la communication. Au télégraphe, on mutilait nos télégrammes ou on les arrêtait. Nous ne pouvions trouver ni traducteurs, ni sténographes, ni même de simples copistes ».

Idem, page 105 : « La direction de la Fédération des cheminots (appelée Wikjel), le Comité Central des Employés des Postes et Télégraphes, la Fédération des Fonctionnaires de l'Etat, toutes ces organisations étaient contre nous ».

(1) Selon le témoignage du camarade Metcherikoff dans la *Gazette Rouge* du 7 février 1919, « chacun sait qu'une foule innombrable de canailles, d'apaches et de voleurs a envahi les organisations bolcheviques; partout, c'est une recrudescence de crimes qui compromet le prestige du gouvernement et celui du parti communiste. Dès qu'un malfaiteur est rejeté par un des soviets, il s'en trouve un autre pour l'accueillir ».

et s'y maintenir coûte que coûte. La vieille maxime « Qui veut la fin, veut les moyens » trouva dans cette « minorité agissante » des adeptes nouveaux et quelque peu inattendus.

Le développement de la révolution bolcheviste fournit des preuves nombreuses à l'appui de notre assertion. Citons-en quelques-unes seulement, qui mettent en relief la psychologie et les méthodes gouvernementales du communisme russe. Nous y retrouverons l'essence et, pour ainsi dire, l'âme du bolchevisme. La compréhension du régime de l'U.R.S.S. en sera grandement facilitée.

LA CONSTITUANTE

217. — « Tout le pouvoir à la Constituante », ce mot d'ordre démocratique unissait en 1917 l'unanimité des suffrages. L'infidélité à ce principe était alors l'accusation la plus grave, dont les partis révolutionnaires faisaient volontiers usage. Ainsi, par exemple, l'éminent professeur Kokochkine, spécialiste de Droit Constitutionnel et Président de la Commission chargée d'élaborer la loi électorale, persistait à apporter à cette œuvre tous les soins nécessaires en matière si grave. Ses scrupules de savant suffirent pour le faire soupçonner par les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates de faire traîner volontairement en longueur, par crainte du vote populaire, la convocation de la Constituante. Avec Kokochkine, tout le parti constitutionnel-démocrate ⁽¹⁾, dont il fut un des leaders, encourait ce reproche.

Fait encore plus curieux, les bolcheviks formulaient le même grief contre les socialistes-démocrates mencheviks et les socialistes-révolutionnaires.

(1) Parti des intellectuels par excellence, les Constitutionnels-démocrates (« cadets » en abrégé) se plaçaient à l'extrême gauche des partis russes non socialistes. Les représentants des diverses nuances de la pensée libérale et radicale russe formèrent en 1903 « l'Alliance de Libération », organisation fondée à l'étranger pour lutter contre le régime absolutiste, au nom d'une constitution libérale. Le parti « cadet » est issu de cette Alliance. Dès sa création en octobre 1905 et durant toute son existence, c'était toujours un parti de réformes démocratiques. Dans toutes les 4 Doumas d'Empire, ce groupement représenté par de brillants parlementaires, formait un redoutable noyau d'opposition.

Ce passé de lutte et les réformes inscrites à son programme, ont permis au parti constitutionnel-démocrate de subsister après la révolution de 1917, lorsque tous les autres groupements non socialistes ont disparu de la vie politique russe.

La nécessité de défendre l'Assemblée Constituante contre ses ennemis occultes, fut une des principales raisons invoquées par les bolcheviks à l'appui du coup d'Etat du 25 octobre 1917. « Camarades », écrivait ce jour la « Pravda », journal officiel du parti communiste, « en versant votre sang, vous avez garanti la convocation, dans le délai fixé, de l'Assemblée Constituante Panrusse, qui peut seule disposer du sort du pays ».

218. — Toutefois l'idée de cette Assemblée était foncièrement contraire au principe de la dictature du prolétariat, base de l'idéologie bolchevique. Presque immédiatement, la presse bolcheviste commença une campagne acharnée contre la Constituante. Son sort fut définitivement décidé lorsque les résultats des élections furent connus : les bolcheviks n'obtinrent qu'un cinquième des sièges.

Léon Trotzky, un des principaux personnages du premier Sovnarkom (Conseil des Commissaires du Peuple) ne se gêne pas d'avouer dans son livre retentissant : *L'avènement du Bolchévisme* ⁽¹⁾ :

« Etant marxistes, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie de pure forme. Dans la « Société des classes », les institutions démocratiques, non seulement font obstacle à la lutte des classes, mais encore elles assignent aux intérêts de classe une expression tout à fait insuffisante... Et les institutions de la démocratie sont encore plus imparfaites pour exprimer la lutte des classes lorsqu'on est en temps de révolution... A l'Assemblée Constituante, la majorité appartenait aux socialistes révolutionnaires de droite. Selon la mécanique du parlementarisme, la puissance gouvernementale aurait dû aussi être à eux... Les soviets résolurent de réduire au minimum cette expérience historique surannée, et ils prononcèrent la dissolution de l'Assemblée Constituante le jour même où elle s'était réunie ⁽²⁾. »

« Dissolution », ce terme académique signifiait en l'occurrence la dispersion des députés *manu militari*, les mitrailleuses fauchant les

(1) Ce livre a été écrit, à Brest-Litovsk en février 1918, dans un but de propagande (voir la préface, page 10). Le négociateur de la « paix crapuleuse » (« pochabni mur ») cherchait à justifier la politique bolchevique. Ce caractère tendancieux n'enlève pas son intérêt à l'exposé des principaux événements de la révolution d'octobre, « la seule vraie », fait par un des Commissaires du Peuple les plus actifs.

(2) TROZKY, *op. cit.*, pages 110-112.

foules populaires qui manifestaient sans armes en l'honneur de la Constituante, l'assassinat par les gardes rouges des députés malades Kokochkine et Schingareff sur leurs lits d'hôpital, la terreur rouge appliquée à tous les ennemis du maximalisme triomphant.

ELIMINATION DES SOCIALISTES MODÉRÉS ET DES MAXIMALISTES RESTÉS NATIONAUX

219. Le principe démocratique étant ainsi banni de l'organisation de l'Etat socialiste, quelques mois plus tard « l'heure est venue de ne plus s'attarder au fétiche du socialisme » ⁽¹⁾.

En réponse à cet appel du camarade Pokrovsky, le Comité Central Exécutif vota le 15 juin 1918 l'exclusion des social-démocrates mencheviks et des socialistes révolutionnaires de droite. Les socialistes actifs, inculpés de complot et de propagande contre le traité de Brest-Litovsk, grossirent la population déjà nombreuse des prisons soviétiques.

Seuls les socialistes révolutionnaires de gauche étaient encore tolérés au Comité Exécutif. Sous le gouvernement de Kerensky, cette fraction s'était déjà alliée à la politique bolcheviste. Maintenant, au Comité Central Exécutif, les socialistes-révolutionnaires de gauche protestèrent contre les mesures sévères du nouveau gouvernement et insistèrent sur la nécessité d'adopter des compromis.

Ils trouvaient aussi un appui dans certains milieux bolchevistes. Trois commissaires du peuple se démisèrent de leur mandat et quittèrent le gouvernement. Quelques autres membres du parti se déclarèrent, en principe, solidaires avec eux ⁽²⁾.

220. — Ces tendances subversives ont été tolérées par les bolcheviks, parti ouvrier en théorie, par nécessité d'avoir un semblant d'allié, censé représenter l'élément paysan dans le Gouvernement dit « des ouvriers et des paysans ».

Mais, à mesure que se consolidait le pouvoir bolcheviste, cette nécessité se faisait de moins en moins sentir. Les derniers alliés du

(1) Conclusion du discours du camarade Pokrovsky au Comité Central Exécutif, séance du 15 juin 1918. (*Izvestia* du 16 juin 1918).

(2) TROTSKY, *op. cit.*, page 106.

bolchevisme ont bientôt vu venir leur tour d'être bafoués, persécutés et exterminés.

Les relations des socialistes révolutionnaires de gauche avec le pouvoir communiste étaient très tendues depuis longtemps. Mais les communistes évitaient jusqu'alors une rupture définitive avec leurs anciens alliés.

Cependant, le 5 juillet 1918, dès l'ouverture du 5^e Congrès des Soviets, les socialistes-révolutionnaires se mirent en opposition aussi violente qu'inattendue vis-à-vis de la politique gouvernementale. Ils organisèrent une véritable obstruction et traitèrent les diplomates allemands en « bourreaux et canailles qui se trouvent ici » (Discours de Katz-Kamkoff), aux cris de « A bas Brest. A bas Mirbach. A bas les brigands ». Les communistes eux-mêmes étaient qualifiés de « bourreaux et de valets de Mirbach ».

Le lendemain, le comte Mirbach, l'ambassadeur d'Allemagne, fut tué par Blumkine et Andréef, socialistes-révolutionnaires de gauche militants. Le jour même une partie de la garnison de Moscou se souleva contre les Commissaires du Peuple. Les combats de rues durèrent deux jours, avant que le Communiqué Officiel N° 3 pût constater la défaite de l'insurrection (voir les *Izvestia* et la *Pravda* des 5-11 juillet 1918).

Des arrestations nombreuses furent opérées à la suite de ces événements. Mais même après ce conflit sanglant les vainqueurs ne firent pas sauter tous les ponts entre les frères ennemis.

« En principe, tous les socialistes-révolutionnaires de gauche étaient pour le pouvoir des Soviets », constate Lénine. « Et lorsqu'une partie d'entre eux se fut risquée dans l'émeute de juillet 1918, deux nouveaux partis se détachèrent de l'ancien : celui des « communistes populistes » et celui des « communistes révolutionnaires » ⁽¹⁾.

Pour se débarrasser de leurs anciens amis et rester seul parti gouvernant, les communistes avaient besoin de gagner du temps et d'accumuler des forces. Le moment venu, l'insurrection de Stavropol ⁽²⁾, au début de 1919, a servi de prétexte pour régler leurs comptes aux

(1) LÉNINE, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, librairie de l'Humanité, Paris, 1921, page 99.

(2) Ville du Caucase du Nord.

socialistes-révolutionnaires de gauche, les prétendus fauteurs de ces troubles.

Dans un élan de solidarité révolutionnaire, Zinovieff, l'acolyte fidèle de Lénine et dictateur de la Petro-commune ⁽¹⁾, invitait « les ouvriers honnêtes » à « décharger leurs fusils dans les crânes des socialistes-révolutionnaires » ⁽²⁾... Ces paroles ne sont pas restées une vaine menace.

ARMISTICE AVEC L'ALLEMAGNE ET ASSASSINAT DU COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE

221. — La politique extérieure du bolchevisme portait, elle aussi, l'empreinte de l'opportunisme joint à une cruauté implacable. Déjà, sous le gouvernement provisoire de Kerensky, l'armée russe avait été désagrégée en majeure partie par une savante propagande pacifiste ⁽³⁾. Une fois au pouvoir, le parti bolcheviste voulut tenir ses promesses et le lendemain même du coup d'Etat, le 26 octobre 1917, le second Congrès des Soviets adopta le décret relatif à la paix. Mais le Général Doukhonine, commandant en chef des armées, resta fidèle à son devoir patriotique ⁽⁴⁾ et refusa d'obéir à l'ordre de pactiser avec l'ennemi. L'aspirant Krylenko a été alors désigné au commandement suprême d'une armée comprenant des millions d'hommes; la soldatesque amenée par lui au Grand Quartier Général (« La Stavka ») assassina le Général Doukhonine, et Trotzky put constater avec satisfaction : « le 22 novembre nous signâmes l'accord portant cessation de toutes opérations militaires sur tout le front, depuis la Baltique

(1) La ville et la banlieue de Pétrograd organisées en commune de consommation.

(2) Discours de Zinovieff au Soviet de Pétrograd, le 24 mars 1919. (*Izvestia* de Saint-Petersbourg, du 25 mars 1919).

(3) TROZKY, (*op. cit.*, page 23), constate que l'offensive de Kérensky en 1917 a eu pour conséquence « l'extermination des officiers, qui parfois constituaient à eux seuls les unités d'assaut ».

Idem, page 134. « la vieille armée était déjà depuis longtemps mortellement atteinte... ».

(4) TROZKY, (*op. cit.*, pages 115-116)... « dès le 7 novembre, nous adressions à nos alliés ainsi qu'aux ennemis un radiotélégramme proposant de conclure une paix générale. En réponse à ce télégramme, les gouvernements de l'Entente s'adressèrent par l'intermédiaire de leurs attachés militaires, au généralissime qui était alors le général Doukhonine, en déclarant que toute autre démarche en vue de négocier une paix séparée entraînerait les plus graves conséquences ».

jusqu'à la Mer Noire » ⁽¹⁾. Mais le fameux ordre de Krylenko du 11 novembre 1917 ordonnait déjà à toute unité militaire de négocier l'armistice avec l'unité militaire ennemie d'en face. Les officiers se sont efforcés par ci par là d'appeler les soldats à leur devoir. Ils ont été massacrés en masse, « envoyés à l'état-major de Doukhonine », comme on disait alors au figuré.

PAIX DE BREST-LITOVSK

222. — La paix de Brest-Litovsk a suivi ces préludes sanglants. « Tels fut le cours de l'histoire du monde », écrit Trotzky dans la préface de son livre, « que les délégués du régime le plus révolutionnaire que l'humanité ait jamais vu avaient à traiter autour du même tapis vert avec les représentants de la caste la plus réactionnaire qui fût entre toutes les classes dominantes ». Le Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères en semble quelque peu étonné lui-même. Mis, en juillet 1917, par le Ministre socialiste de la Justice M. Pereverzeff, sous le coup de l'article 108 du Code Criminel, autrement dit inculpé de haute trahison, détenu avec les autres chefs bolcheviks dans la prison de Kresty « pour agitation et organisation de la révolte à main armée des 3, 4 et 5 juillet, à l'instigation du gouvernement allemand et à l'effet de concourir à la réalisation des buts de guerre des Hohenzollern » ⁽²⁾, il est appelé maintenant à parler au nom de l'immense Empire des buts de guerre du peuple révolutionnaire.

223. — La formule russe « Paix sans annexions ni contributions et basée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », reçut par les bons soins de M. Von Kulmann, représentant des puissances centrales, un contenu inattendu : « annexion de la Lithuanie, de la Courlande, d'une partie de la Livonie, des îles Moonsund (menace continuelle à Pétrograd) et une contribution de guerre à demi-dissimulée, que nous estimions alors à 6 ou 8 et même jusqu'à 10 milliards de roubles » ⁽³⁾.

(1) TROZKY, *op. cit.*, page 117.

(2) *Idem*, page 34.

(3) *Idem*, page 125.

Il faudrait ajouter à cette énumération la renonciation à l'Ukraine, ce grenier de la Russie, à la Pologne, à la Finlande; l'abandon aux Turcs des peuples du Caucase luttant désespérément contre leurs oppresseurs séculaires; la Russie coupée ainsi de ses ports du Nord aussi bien que de ceux du Sud, réduite aux frontières et aux conditions économiques de la Moscovie du *xvi^e* siècle.

224. — Même les représentants des Soviets, habitués pourtant aux humiliations lors des pourparlers ⁽¹⁾, n'osèrent pas signer une paix pareille.

Le 10 février 1918, le chef de la délégation russe prononça sa fameuse sentence : « Pas de paix, pas de guerre », décision par laquelle la Russie s'est « retirée du combat tout en refusant de signer le traité de paix » ⁽²⁾.

L'Allemagne, peu sensible à cette formule inédite et à la phraséologie qui l'accompagnait, répondit par l'avance générale de ses troupes.

225. — Ce coup était dur au parti qui, par ses promesses de paix universelle, avait usé de la fatigue des masses populaires, trop crédules, comme d'un levain puissant de révolution. La déception populaire était dangereuse pour la dictature encore fragile. Par contre, une capitulation devant le bloc germanique, une paix obtenue à n'importe quel prix, offrait aux bolcheviks l'avantage de rester maîtres des débris de l'Empire russe. « Nous ne voulons nullement empêcher les expériences communistes d'une des hautes parties contractantes », déclarait le conseiller privé Von Krugge à la Conférence de Brest-Litovsk.

Les intérêts nationaux et les intérêts du parti se trouvaient en opposition. Placé devant l'obligation de sacrifier les uns ou les autres, le bolchevisme essoufflé finit, sous l'influence de Lénine ⁽³⁾, par céder

(1) *Idem*, page 120... « le général Hoffmann mit plusieurs fois ses bottes de soldat sur la table autour de laquelle s'agitaient des débats juridiques compliqués... ».

(2) Conclusion du discours du Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères (Trotzky) à la séance du Comité Central Exécutif, le 14 février 1918 (*Izvestia* du 15 février 1918).

(3) Voir LÉNINE, *La maladie infantile du Communisme (Le Communisme de gauche)*, librairie de l'Humanité, Paris, 1921, page 29. Dans le même sens le témoignage de Trotzky, *Avènement du bolchevisme*, page 135.

aux exigences allemandes pour « permettre à la révolution de reprendre haleine ». Autrement dit, pour se maintenir au pouvoir.

Trotsky signa « la paix crapuleuse » en affectant de ne pas lire le traité. L'offensive allemande de mars 1918 contre la France devenait possible (1).

ORGANISATION DE LA TERREUR

226. — Un dernier exemple de « l'énergie révolutionnaire » du parti communiste. Le sentiment national du peuple, survivance bourgeoise du passé, pouvait être exaspéré par la honte d'une paix séparée qui enchaîna la Russie. Le sort de la Constituante, la politique ouvrière et paysanne du parti, la mobilisation de millions d'hommes pour la guerre civile, constituaient de véritables défis à l'immense majorité du peuple russe (2). La rigueur des mesures préventives contre les soulèvements populaires illustre, on ne peut mieux, la nature profonde des nouveaux gouvernants du pays.

« La domination prolétarienne sous toutes ses formes, à commencer par les fusillades (3) apparaît comme une méthode susceptible de

(1) Le discours de Trotsky du 14 février 1918, au Comité Exécutif (*Izvestia*, du 15 février 1918) est très caractéristique de la mentalité du parti gouvernant... « Si même il était arrivé que le camp dans lequel la Russie avait été poussée par les combinaisons internationales du tzarisme et de la bourgeoisie, sortit victorieux de la guerre, — admettons pour un instant cette issue peu probable, — cela n'aurait nullement signifié, citoyens, que notre pays, lui ait été victorieux. Car, en continuant la guerre, la Russie devait se trouver, même au sein du camp victorieux de l'Entente, encore plus épuisée et plus ravagée qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Les chefs de ce camp, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Amérique, auraient employé, à l'égard de notre pays, exactement les mêmes méthodes que l'Allemagne a pratiquées pendant les négociations de paix. Etant donné ce qu'est la politique des pays impérialistes, ce serait une puérilité stupide et sottise que de se laisser diriger par des considérations autres que celles des intérêts positifs et de la force brutale... ».

(TROTSKY, *op. cit.*, pages 124-125).

(2) Le parti communiste n'a jamais compté dans ses rangs qu'une infime minorité de la population. Voir LÉNINE, *La Maladie Infantile du Communisme*, page 44 : « Le parti communiste — qui, selon les données du dernier congrès (avril 1920) groupe 611.000 membres — a réalisé la dictature du prolétariat. Le nombre de ses membres a fortement oscillé avant la révolution et après la révolution, et il fut moins important même en 1918 et 1919.

Nous appréhendons d'élargir outre mesure les cadres du parti sachant bien que les arrivistes et les chevaliers d'industrie, — qui ne méritent que le poteau d'exécution — tenteraient de se glisser dans le parti au pouvoir ». Le dictateur paraît croire que dans la masse de 150 millions de non-communistes, c'étaient surtout les forçats qui étaient particulièrement sensibles à la tentation de devenir communistes.

(3) Souligné par nous

faire naître l'individu communiste du matériel humain de l'époque capitaliste », déclare Boukharine ⁽¹⁾, un des principaux chefs communistes et théoricien très écouté. Mais le parti avait déjà tout organisé pour aboutir à cette naissance douloureuse. Quelques semaines à peine après l'avènement du bolchevisme, le 20 décembre 1917, la Tchéka fut créée, cette « Commission Extraordinaire pour la lutte avec la contre-révolution, la spéculation et le sabotage », dont les pouvoirs illimités n'avaient d'autre but que les fusillades organisées du « matériel humain » récalcitrant ou simplement suspect.

227. — Dix ans plus tard, le 20 décembre 1927, au nom du Conseil Supérieur de Guerre, Vorochiloff, Commissaire du Peuple à la Guerre, a publié un ordre du jour consacré à l'anniversaire de son « glorieux compagnon d'armes », qu'il appelle « l'épée puissante et terrible de la dictature prolétarienne, amie fidèle des ouvriers et des paysans » ⁽²⁾.

Le Gouvernement soviétique s'est abstenu d'indiquer pour cet anniversaire le nombre des exécutions sans jugement, inscrites à l'actif de l'institution jubilaire *ad maiorem gloriam* de la dictature du prolétariat.

Les statistiques publiées en 1923 arrivaient déjà, en se basant sur les sources soviétiques, à un total respectable de 1.776.837 personnes, dont 1.268.390 soldats, ouvriers et paysans ⁽³⁾. « L'amie fidèle » n'a pas été bien douce pour ceux au nom desquels le gouvernement révolutionnaire s'était emparé du pouvoir.

(1) BOUKHARINE *L'A. B. C. du Communisme*, Moscou, page 261 (texte russe).

(2) *Izvestia* du 21 décembre 1917.

(3) Ce chiffre est publié, en novembre 1923, par le professeur écossais Saroléa dans le journal d'Edimbourg *The Scotchman*, (n° 7 de sa série d'articles sur la Russie).

La répartition sociale des tués, donnée par le professeur, est la suivante :

28	évêques
1.219	prêtres
6.000	professeurs et instituteurs
9.000	médecins
54.000	officiers
260.000	soldats
70.000	policiers
12.950	propriétaires
355.250	intellectuels et membres des professions diverses
193.290	ouvriers
815.100	paysans

Total..... 1.776.837

Comme l'indique l'écrivain socialiste russe S. P. Melgounoff (*La Terreur*

228. — Ainsi le parti communiste, organisé en une sorte de congrégation militarisée lancée à la conquête du pouvoir, a réduit à néant l'opposition de la bourgeoisie russe, jeune et mal organisée, en s'appuyant sur les sentiments les plus violents des masses populaires. Mais, en écrasant les résistances réelles, en procédant à la destruction physique de toute une classe, pour prévenir les résistances éventuelles, ce parti n'a pas hésité à décimer les masses populaires elles-mêmes dès que celles-ci se montraient rebelles ou suspects.

« Même si les neuf dixièmes du peuple russe périssent », a déclaré Lénine, « l'essentiel c'est qu'un dixième survive au moment de la révolution mondiale ⁽¹⁾. »

Rouge en Russie (1918-1924), membre de l'Union Académique Russe, Payot, Paris, 1927, pages 104 et 106, en parlant de Saroléa :

« L'auteur ne cite pas les sources de ces données. Faut-il dire que ces chiffres exacts ont un caractère fantastique ? En tout cas les caractéristiques de la terreur en Russie que donne l'auteur correspondent en général à la réalité.

« Un compte théorique a été fait par Ev. Komnine dans le *Roul*, (3 août 1923, « Encore sur la « Tête de Méduse »). Je cite ces suppositions, car elles sont intéressantes pour établir cette statistique possible des exécutions.

« Pendant l'hiver 1920, la R. S. F. S. R. comprenait 52 gouvernements avec 52 commissions extraordinaires (Tchéka), 52 sections spéciales, 52 tribunaux révolutionnaires. En outre, d'innombrables « Erté-tchékas » (Tchéka de réseaux) de transports, tribunaux de chemins de fer, tribunaux de troupes de sûreté intérieure, tribunaux volants envoyés pour les exécutions en masse, « sur place ». A cette liste de chambres de torture il faut adjoindre les sections spéciales, 16 tribunaux d'armées et de divisions. En tout, il faut compter 1.000 chambres de tortures et si l'on prend en considération qu'en ce temps il existait des Tchékas de canton, il faut en compter davantage.

« Depuis, la quantité des gouvernements de la R. S. F. S. R. a augmenté : la Sibérie, la Crimée, l'Extrême Orient ont été conquis. Le nombre des chambres de torture a augmenté suivant une progression géométrique.

« D'après les données soviétiques, (en 1920, lorsque la terreur n'avait pas diminué, et qu'on n'avait pas réduit les informations à son sujet », on pouvait établir un chiffre moyen par jour pour chaque tribunal : la courbe des exécutions s'élève de 1 à 50 (ce dernier chiffre dans les grands centres) et jusqu'à 100 dans les régions récemment conquises par l'armée rouge. Les crises de terreur étaient périodiques, puis elles cessaient, de sorte que l'on peut établir le chiffre (modeste) de 5 victimes par jour qui, multiplié par le nombre de 1.000 (tribunaux) donne 5.000 et par an environ 1 million et demi... ».

C'est la conclusion du chapitre de M. Melgounoff.

« La Commission d'enquête de Denikine sur les menées des bolcheviks pendant la période 1918-1919, dans un essai sur la Terreur Rouge, a compté 1.700.000 victimes. (L'essai n'a pas été publié, et n'a été établi qu'en partie) ».

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome xvii, page 163.

Il est mort sans avoir vu arriver ce moment, but ultime de ses théories catastrophiques. Mais il a vécu assez pour voir une armée rouge nombreuse formée autour d'un noyau de détachements étrangers (Lettons, Chinois, Allemands et Hongrois) et pour assister à sa victoire sur les ennemis désunis du bolchevisme : un million de nouvelles victimes ⁽¹⁾ sur l'autel de la guerre civile érigée en idéal social.

229. — Cet idéal, nous le trouvons hautement proclamé par les maîtres de la pensée bolcheviste aussi bien que par de simples exécuteurs de leurs instructions.

« La dictature du prolétariat est nécessaire pour priver la bourgeoisie de sa liberté, pour lui lier les pieds et les mains et lui enlever toute possibilité de combattre le prolétariat révolutionnaire. Plus la résistance de la bourgeoisie est grande, plus ses efforts sont désespérés, dangereux, et plus la dictature prolétarienne devra être dure et impitoyable, et aller, dans les cas extrêmes, jusqu'à la terreur. »

Ce programme tracé par Boukharine ⁽²⁾ est tout à fait conforme à la définition de Lénine lui-même ⁽³⁾ :

« L'Etat propriétaire est une machine pour écraser la bourgeoisie... Le concept scientifique de dictature ne signifie pas autre chose qu'un pouvoir illimité, qu'aucune loi, aucune règle ne restreint, et qui s'appuie directement sur la force... »

L'idéologie de Trotzky apparaît tout aussi irréductible que celle de ses collègues au premier Sovnarkom. Il pousse le fanatisme du parti jusqu'à établir une distinction fort curieuse entre la terreur blanche et la terreur rouge ⁽⁴⁾ : « La terreur blanche est l'arme d'une classe historiquement réactionnaire. Tout en affirmant l'impuissance des répressions de l'Etat bourgeois à l'égard du prolétariat, nous n'avons jamais nié que, par les arrestations et les représailles, les

(1) Chiffre très approximatif et probablement au-dessous de la vérité, donné par le *Rapport sur les conditions économiques de la Russie*, édition de la Société des Nations, Genève, 1922, page 25. Ce rapport reproduit les évaluations de M. Mikhaïlovsky, chef du Service des Statistiques du Soviet de Moscou.

(2) Voir BOUKHARINE, *L'A. B. C. du Communisme*, texte français, page 83.

(3) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XVI, page 7.

(4) TROTZKY, *Communisme et Terrorisme*, Paris, 1920, page 83, librairie de l'Humanité.

classes dirigeantes peuvent, sous certaines conditions, retarder temporairement le développement de la révolution sociale. Mais nous étions convaincus qu'elles ne réussiraient pas à l'arrêter. Notre certitude provenait de ce fait que le prolétariat est une classe historiquement ascendante, et que la société bourgeoise ne peut pas se développer sans augmenter les forces du prolétariat. La bourgeoisie est, à l'heure actuelle, une classe en décadence. Non seulement elle ne joue pas le rôle essentiel dans la production, mais, par ses méthodes impérialistes d'appropriation elle détruit l'économie nationale et la culture humaine. Cependant, la vitalité historique de la bourgeoisie est colossale. Elle se cramponne au pouvoir et ne veut pas lâcher prise. Par cela même, elle menace d'entraîner dans sa chute toute la société. On est obligé de l'en arracher et de lui couper, pour cela, les mains... La terreur rouge est l'arme employée contre une classe vouée à périr et qui ne s'y résigne pas. Si la terreur blanche ne peut que retarder l'ascension historique du prolétariat, la terreur rouge ne fait que précipiter la chute de la bourgeoisie. »

Prévoyant les critiques des socialistes modérés contre pareille exaspération de la haine de classe, Trotzky met d'avance les points sur les « i » ⁽¹⁾ :

« Comment donc distinguer votre tactique de celle de l'autocratie ?
« nous demandent les pontifes du libéralisme et du « Kautskysme ».

« Vous ne le comprenez pas, faux dévôts ? Nous vous l'expliquons. La terreur du tzarisme était dirigée contre le prolétariat.
« La gendarmerie tzariste étranglait les travailleurs qui militaient
« pour le régime socialiste.

« Nos commissions extraordinaires fusillent les grands propriétaires, les capitalistes, les généraux qui s'efforcent de rétablir le
« régime capitaliste. Vous saisissez cette... nuance ? Oui ? Pour
« nous communistes elle est tout à fait suffisante. »

Les massacres organisés par la Tchéka ⁽²⁾ démontrent l'inexistence de la « nuance » que Trotzky prétend établir. Ce sont bien les travailleurs qui forment la masse des « supprimés » par la Tchéka. D'autre part, la comparaison est vaine, car les tueries organisées par le marxisme léniniste pour « couper les mains » à la bourgeoisie,

(1) *Idem*, page 76.

(2) Voir plus haut le § 227.

n'ont pas de précédents dans l'histoire russe. Les exploits des cours martiales du tzarisme en 1906-1908 (période de la répression de la tentative de révolution) ont donné lieu à quelques centaines ou quelques milliers d'exécutions par an. Il a fallu attendre la victoire des social-démocrates bolcheviks pour établir les lugubres statistiques chiffrant par centaines de mille les victimes de leurs violences.

« Derrière cette politique ouverte et intrépide de violence révolutionnaire », affirme Trotzky dans un autre ouvrage, « il y a la conscience d'un droit historique, d'une mission révolutionnaire » ⁽¹⁾.

Là encore, les bolcheviks n'admettaient pas que leurs adversaires politiques eussent également un « droit historique » à la violence révolutionnaire.

Lorsque les socialistes-révolutionnaires répondirent par des actes terroristes à la terreur des communistes (meurtre d'Ouritzky, commissaire des Affaires Intérieures et dirigeant de la Tcheka de Pétrograd, le 30 août 1918; attentat contre Lénine, blessé le 31 août), c'est encore et toujours la bourgeoisie — ce bouc émissaire éternel — qui en a été accusée.

Dans le discours de Sosnovsky sur la tombe d'Ouritzky, prononcé au nom du Comité Central du parti bolchevique ⁽²⁾, la haine de classe ne sait plus de limites : « Mort à la bourgeoisie, voici la devise que nous devons mettre en pratique. Cela ne veut pas dire que, nous devons tuer seulement certains représentants de la bourgeoisie : c'est l'égorgement en masse de toute la classe bourgeoise que nous devons exécuter ».

Lisovsky, Commissaire du Peuple pour la presse, va plus loin encore lorsqu'il s'écrie, en s'adressant aux assistants : « ... Chacun de vous doit être en éveil. Si vous voyez qu'un bourgeois échappe à l'œil pourtant vigilant de notre organisation, attrapez-le et tuez-le de votre propre main. Si vous remarquez qu'un social-révolutionnaire de droite, un menchevik ou un traître quelconque réussit à se cacher, tuez-le également » ⁽³⁾.

(1) L. TROZKY, *Entre l'impérialisme et la révolution*. Librairie de l'Humanité, Paris, 1922, page 112.

(2) Traduction de M. Robert VAUCHER, *L'enfer bolchevik à Pétrograd*, Paris, 1919, page 367.

(3) Traduction de M. VAUCHER, *op. cit.*, pages 367-368.

En lisant ces appels et exhortations à une Sainte-Barthélemy bolchevique, on conçoit que l'émigration provoquée par la guerre civile et la victoire du léninisme soit évaluée, par la Société des Nations, à 2 millions d'âmes ⁽¹⁾. Cette perte était d'autant plus sensible pour la Russie que l'émigration comprenait de nombreux éléments actifs et instruits appartenant aux classes intellectuelles de sa population.

SECTION DEUXIÈME

Destruction du régime économique bourgeois et organisation de l'économie socialiste

230. — La destruction des institutions du régime bourgeois fut plus complète encore que celle des individus. Une véritable avalanche de décrets et arrêtés, socialisant, nationalisant ou municipalisant tout à tour de bras, s'abattit sur toutes les branches de l'activité économique du pays. La socialisation de la terre (le 17 décembre 1917); la nationalisation des banques (le 15 décembre 1917), des branches entières de l'industrie nationale (industrie sucrière le 16 mai 1918; celle des forêts le 9 juin 1918; celle du naphte le 5 juillet 1918, etc...), de la flotte de commerce (le 10 février 1918), des « établissements industriels et commerciaux les plus importants » (le 20 juin 1918), du commerce intérieur en général (décret du 21 novembre 1918 sur l'organisation des fournitures); la révision des colles-torts dans les banques (le 15 décembre 1917); la confiscation du capital-actions des anciennes banques privées (le 23 janvier 1918), la liquidation des sociétés de crédit mutuel (le 26 octobre 1918); l'annulation des emprunts d'Etat (le 21 janvier 1918); les monopoles du commerce des machines agricoles (le 13 décembre 1917), des allumettes, des bougies, du riz, du café, du poivre et des épices (le 7 mars 1918); du commerce extérieur (le 24 avril 1918) et une multitude d'autres mesures analogues, se suivaient avec la rapidité d'un feu d'artifice.

231. — « Il n'y a pas longtemps », disait Lénine au 8^e congrès du parti communiste, en se souvenant de cette période, « tout nous paraissait facile. On signait de 10 à 12 décrets par jour, mais, si la

(1) Rapport cité, page 25.

nécessité de créer était évidente, personne ne pouvait répondre à la question : comment construire, comment édifier ».

En effet, le parti bolchevique réalisait les principes de son programme (« l'organisation régulière de la répartition et de la consommation sur un plan étatiste ») sans une vision nette de l'œuvre à accomplir et en l'absence de tout plan économique concret. Les nationalisations se faisaient au hasard et à tâtons sans aucune idée directrice. « Je dois avouer », déclara Rykov, Président du 1^{er} Congrès des Conseils d'Economie Nationale, « que je n'ai aucune foi dans les chiffres fournis par le rapporteur relativement à la nationalisation des entreprises. On use chez nous d'une terminologie extraordinaire; on emploie les expressions « sont presque nationalisés », « sont nationalisés au point de vue du fait », « sont nationalisés temporairement », etc..., et personne ne sait ce que cela veut dire. Les premiers mois se passèrent dans le chaos, en conflits, et la nationalisation se poursuivit sans qu'il fût tenu compte des intérêts de l'approvisionnement ni des exigences économiques; elle était effectuée uniquement en vue de la lutte directe avec la bourgeoisie » ⁽¹⁾.

232. — D'autre part, la confiance dans « l'action créatrice collective », si caractéristique pour la première période du gouvernement soviétique, fit banqueroute, et les vastes pouvoirs donnés aux comités d'usines par le décret du 27 novembre 1917 sur le contrôle ouvrier aboutirent, en fait, à « une mainmise directe et inorganisée des masses ouvrières sur les fabriques, usines et toutes les entreprises en général » ⁽²⁾.

Le « contrôle ouvrier » s'analysait, en fin de compte, en une utilisation désordonnée et égoïste des stocks accumulés depuis des années, sans aucun souci de l'intérêt général du pays.

233. — Le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale réduisit alors à néant le rôle des comités ouvriers, remplacés peu à peu par les directions principales (« Glavki ») et centrales (« Centry »), chargés de la gestion industrielle au nom de l'Etat et de l'approvisionnement

(1) Travaux du 1^{er} Congrès des Sovnarkoz (Conseils d'Economie Nationale), Moscou, 1918.

(2) Appréciation du professeur S. Zagorsky, *La République des Soviets*, Bilan économique, page 18, Paris, Payot, éditeur.

national, chacune d'elles dirigeant une branche de l'économie nationale ⁽¹⁾. Les comités ouvriers ne participaient plus à la gestion des entreprises. Les instructions des « Glavki » et des « Centry » étaient envoyées aux directeurs des usines.

Mais là encore, une fois de plus, nous constatons l'absence d'un plan quelconque dans la réalisation de la réforme.

« J'ai créé », écrit Larine, membre influent du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale ⁽²⁾, « une quantité de « Glavki » et de « Centry » en agissant de façon anarchique, simplement, en publiant dans le journal du Gouvernement, sous ma signature, le fait de leur création. Ainsi furent créées les Directions principales pour le sucre (Glavsakhar), le papier (Glavboumaga), le thé (Centrotchaï), le bois (Glavliess), le savon (Centromylo), etc... Un grand nombre d'autres Directions furent créées par le camarade Rykoff, qui agissait en mon nom et sur mes instructions. Ainsi, pour le tabac (Glavtabac), pour les allumettes (Glavspitchka), etc..., on procéda sans saisir de leur création aucun des organes légiférants en existence chez nous... »

Les Directions qui devaient régler, diriger et coordonner la vie économique d'un peuple entier se présentent ainsi comme une création des dignitaires soviétiques, comme un expédient presque illégal.

Nous qualifions de « presque illégal » un procédé qui constituerait dans n'importe quel Etat européen une infraction grave aux lois constitutionnelles. Mais dans le droit public soviétique « la conformité au but révolutionnaire » prend lieu et place des principes généraux de droit; l'Etat-législateur y est soustrait à toute règle de droit; l'Etat-juge et l'Etat-administrateur ne sont pas tenus d'appliquer d'une façon continue les lois soviétiques; l'Etat et le parti communiste sont identifiés ⁽³⁾.

234. — Ces caractères, fâcheux en soi, de la législation et de l'administration soviétiques, s'aggravaient encore par l'effet de l'ignorance dont faisaient preuve, en matières économiques et finan-

(1) Au commencement de 1921 le nombre de ces Directions Centrales s'élevait à 51.

(2) *Izvestia*, 1918, n° 208, traduction du professeur Zagorsky, *op. cit.*, page 23.

(3) Voir *La théorie générale de l'Etat Soviétique*, par le professeur agrégé B. Mirkine-Guetzevitch, Paris, 1928, Marcel Giard, éditeur, chapitre 8 : « L'Etat soviétique et l'Etat de Droit », pages 114-132.

cières, même les hauts dignitaires du régime. Leur incompétence dans ces questions se manifesta d'une manière éclatante pour ne citer qu'un exemple, lors de la nationalisation des banques de commerce. Cette mesure décrétée ⁽¹⁾ « en vue de l'organisation rationnelle de l'économie nationale, de la destruction définitive de la spéculation des banques, pour libérer totalement les ouvriers et les paysans et toute la population de l'exploitation des banquiers capitalistes et pour la constitution de la Banque unique nationale de la République russe, qui serait véritablement au service des intérêts du peuple et des classes prolétaires », porta, en fait, un coup mortel à l'appareil bancaire, et partant, à toute l'économie nationale. Qu'il nous soit permis de renvoyer, en ce qui concerne les erreurs techniques grossières commises en cette circonstance, à l'étude très documentée du professeur E. Epstein, vice-président du Comité Central des Banques russes à Pétrograd ⁽²⁾, et de ne relever dans son exposé que le récit des surprises qui attendaient les commissaires chargés « de l'organisation rationnelle de l'économie nationale ».

235. — Nous y apprenons que, lorsque le 16 décembre 1917 une délégation des représentants des Conseils d'Administration sollicita l'élargissement sous caution des six administrateurs des Banques arrêtés comme otages « il lui fut répondu que, conformément à l'ordre de Lénine lui-même, la caution était fixée à un milliard de roubles. Mais quand la délégation expliqua que le total de tous les capitaux appartenant aux banques atteignait à peine un milliard, le montant de la caution fut d'un seul coup abaissé à un million de roubles par personne arrêtée » ⁽³⁾.

Une autre leçon d'économie politique fut donnée aux financiers soviétiques par les piètres résultats de l'ouverture des coffres-forts.

« Quand l'opération fut terminée, les commissaires déclarèrent ouvertement que les résultats obtenus les avaient grandement déçus. Ils croyaient — on ne sait pas pourquoi — que c'est précisément dans les coffres-forts que les capitalistes cachaient toutes leurs richesses et notamment des monceaux de pierres précieuses et de mon-

(1) Décret du 14-15 décembre 1917.

(2) E. EPSTEIN, *op. cit.*, Paris, 1925.

(3) E. EPSTEIN, *op. cit.*, pages 87-88.

naie étrangère, tandis qu'en réalité ils y trouvèrent surtout des titres, qu'ils annulèrent ensuite eux-mêmes, des documents et très peu de pierres précieuses et d'or... » ⁽¹⁾.

236. — Il est facile dès lors de se figurer l'incompétence et le bureaucratisme outrancier, atteints par l'appareil gouvernemental dans l'application des décrets de nationalisation à l'industrie et au commerce russes.

En théorie, il s'agissait de coordonner la production étatisée avec un « véritable réseau d'organes de répartition qui, en s'appuyant sur les coopératives obligatoires ont pour mission de fournir à la population les produits manufacturés, les tissus, les allumettes, le sucre, le pétrole, les chaussures, les huiles végétales, etc... » ⁽²⁾. En pratique, on aboutit tout simplement à la création d'une armée parasitaire de fonctionnaires.

Ainsi la seule ville de Moscou abritait 113.000 dactylographes au service de l'Administration ⁽³⁾; la population de Pétrograd, de 2 millions 500 mille habitants en octobre 1917, tomba à 700 mille environ dont 300 mille se trouvaient au service de l'Etat ⁽⁴⁾; « 22.000 fonctionnaires — effectif d'un corps d'armée — peuplent les bureaux du soviet d'approvisionnement de la ville: 30 millions de frais de chancellerie ont été nécessaires pour distribuer une centaine de millions de secours aux familles des soldats... » ⁽⁵⁾.

237. — La presse soviétique elle-même s'émut, à plusieurs reprises, de ces « petits défauts du mécanisme » ⁽⁶⁾.

(1) *Idem*, page 89.

(2) Le décret du 20 juin 1918 sur la nationalisation générale débutait ainsi : « Dans le but de lutter contre la désorganisation économique et le désordre de l'approvisionnement, de simplifier la dictature de la classe pauvre et ouvrière... », etc., etc.

Il s'appliquait à toutes les entreprises ayant un capital de 200.000 roubles au moins.

Le texte cité sur la coordination de la production et de la répartition est de Larine, Voir *Izvestia*, 1919, n° 150. ,

(3) D'après le recensement de la population en août 1920. (*Izvestia* du 23 décembre 1920).

(4) Rapport de Znamensky à la séance du Comité Central Exécutif. (*Izvestia*, du 24 avril 1919).

(5) *Idem*.

(6) Sous cette rubrique les *Izvestia* publiaient longtemps « l'autocritique » du parti communiste, préconisée par Lénine pour signaler les vices les plus choquants du régime

« En ce qui concerne les diverses sections du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale », lisons-nous dans l'*Economitcheskaja Jizn* ⁽¹⁾, « on arrive à des conclusions quelque peu pessimistes. Les sections se multiplient avec une rapidité prodigieuse. En vertu de nombreuses circonstances, nos « Directions », nos « Centres » et nos sections du Conseil de l'Economie Nationale s'étendent et s'accroissent sans aucune nécessité, ce qui ne peut s'expliquer que par l'absence de toute compétence dans l'organisation du travail et dans sa mise au point... » ⁽²⁾.

Un mois plus tard, le même organe fournit des renseignements plus concrets et plus alarmants ⁽³⁾ : « Le contrôle gouvernemental qui vérifia l'activité du « Glavsakhar » (Direction principale du sucre) a pu constater la désorganisation complète et l'incohérence prodigieuse qui régnaient dans les services.

Les conclusions de l'enquête se résument de la manière suivante :

1° L'absence totale de comptabilité tant pour la réception que pour la distribution des matières premières. On n'a jamais vérifié ni les quantités ni la qualité des produits à leur entrée dans les entrepôts du « Glavsakhar ».

2° Bon nombre de factures d'acquisition de matériel et des marchandises font défaut.

3° On ne possède aucune indication sur les quantités de marchandises et de matières vendues et livrées à destination.

4° On n'a pas la possibilité d'établir les quantités de matières acquises ainsi que celles qui se trouvent dans les entrepôts du « Glavsakhar ». On ignore l'importance, l'époque et le destinataire des livraisons, on ne sait pas quelles doivent être les quantités placées en réserve.

5° Dans la plupart de ces cas, l'acquisition des marchandises et des matières premières se faisait à l'aide d'intermédiaires ou chez des personnes ou des firmes inconnues et les factures étaient établies au nom de ces inconnus dont on ignorait également le domicile légal.

(1) *Econom. Jizn*, 1919, n° 100.

(2) Souligné par nous.

(3) *Econom. Jizn* du 13 juin 1919, traduction du professeur Zagorsky. *La République des Soviets*, pages 68-69.

Toutes ces opérations se faisaient précisément au moment où des maisons de premier ordre offraient les produits indispensables à des prix bien inférieurs et présentaient les meilleures garanties quant à la qualité... »

Le résultat de la révision, en mars 1919, du « Centrotextile », fut non moins symptomatique : fonctionnement tout à fait défectueux et escroquerie dépassant 100 millions de roubles entraînèrent la dissolution de cet organe qui dirigeait toute l'industrie textile russe et son remplacement par une organisation nouvelle, la « Glavtextile » ⁽¹⁾.

238. — Point n'est besoin de multiplier ici les exemples pris dans le nombre de ceux que l'on trouve en abondance dans la collection complète des *Izvestia* et de l'*Economitcheskaja Jizn* de 1918-1920.

Mais il est bon de noter que l'enchevêtrement des institutions chargées de « l'organisation harmonieuse de la production dans les intérêts de la collectivité » aboutissait, en fait, à l'enrichissement des intermédiaires marrons qui faisaient fortune sur l'acquisition des produits appartenant aux institutions de l'Etat et sur leur revente à d'autres institutions également étatiques ⁽²⁾.

Ce résultat s'explique par l'extrême complexité de la machine gouvernementale.

« Nous parlons tout le temps de centralisation », constatent les *Izvestia*, « or, vous plait-il de parcourir la liste des institutions de Pétrograd qui ont des droits égaux en matière de transports fluviaux ⁽³⁾ :

- 1° Direction du système fluvial Mariinski (Mer Baltique, Volga, Mer Caspienne);
- 2° Transbalt (transport Baltique);
- 3° Administration du port fluvial de Pétrograd;
- 4° Administration commerciale du port de Pétrograd;
- 5° Direction des travaux du port de Pétrograd;
- 6° Base fluviale;
- 7° Administration générale des pilotes;

(1) *Econom. Jizn.* des 24 mars et 17 avril 1919.

(2) Voir le rapport de Krylenko sur la spéculation au Comité Central Exécutif Panrusse (*Izvestia*, du 19 juin 1920).

(3) *Izvestia* du 5 juillet 1920.

- 8° Administration du port militaire de Pétrograd;
- 9° Baltflotte;
- 10° Direction technique fluviale du Sovkomkhoz (Soviet de l'Economie communale);
- 11° Strosvet;
- 12° Section fluviale du Glavleskom (Comité principal des Forêts);
- 13° Section fluviale du Narkompross (Commissariat du Peuple à l'Instruction publique);
- 14° Section fluviale de la Commission des domaines publics de la République;
- 15° Section fluviale de la commune de Pétrograd;
- 16° Administration du commandant militaire fluvial;
- 17° Milice maritime et fluviale;
- 18° Vokhra (Milice dont l'organisation est parallèle à la précédente);
- 19° Commission extraordinaire fluviale (Ou-te-tché-ka);
- 20° Comité de district des ouvriers des transports fluviaux;
- 21° Comité de district culturel des ouvriers des transports fluviaux;
- 22° Section politique des transports.

Et tout cela gribouille du papier, gribouille toujours, gribouille sans fin... »

SECTION TROISIÈME

Conséquences de la socialisation pour l'Industrie russe

239. Le poids mort de la réglementation officielle, — résultat du « gribouillage » des bureaux innombrables, — étouffait toutes les initiatives et rendait stériles tous les efforts. On ne saurait mieux illustrer cette action néfaste qu'en citant le simple récit des choses vécues, fait par l'ingénieur Axelrod ⁽¹⁾, fils de l'un des fondateurs de la social-démocratie russe ⁽²⁾.

(1) Alexandre AXELROD, *l'Œuvre économique des Soviets*, J. Povolotzky et C^{ie}, éditeurs, Paris, 1920.

Axelrod père a écrit, en 1897, une préface très bienveillante à la brochure du jeune Lénine, *Les problèmes de la social-démocratie russe*. Lénine a longtemps professé une admiration envers cet apôtre du socialisme. En 1907 il disait aux émigrés russes de l'époque : « De quoi vous plaignez-vous ? Est-ce cela l'émigration ? Ceux qui ont connu la véritable émigration, c'est Pelkhanoff, Axelrod, Ils ont attendu 25 ans pour voir le premier ouvrier russe révolutionnaire ». (Voir la biographie de Lénine écrite par son ami et collaborateur G. Zinovieff : « N. Lénine. V. I. Oulianoff », Pétrograd, 1918).

« Non loin de Vologda, se trouvait une usine de lait condensé qui travaillait pour le service du ravitaillement de Pétrograd. L'usine eut besoin, pour des réparations urgentes, de pièces métalliques, pesant environ 60 kilogrammes. Tout le matériel étant enregistré par l'Etat, l'usine ne pouvait obtenir les pièces nécessaires que par l'intermédiaire du Conseil d'Economie de Moscou ou de Pétrograd. Les pièces devaient être livrées au plus vite si l'on voulait continuer la production; aussi le Directeur technique de l'usine envoya-t-il immédiatement à Pétrograd le meilleur et le plus énergique de ses mécaniciens muni de tous les documents nécessaires. Arrivé à Pétrograd, le délégué de l'usine se rendit immédiatement à la section de ravitaillement du Conseil d'Economie. Après avoir passé par plusieurs bureaux, il obtint au bout de trois jours un bon, confirmant que l'usine en question avait en effet besoin de fer et qu'elle était en droit de le réclamer. Ayant présenté ce bon à la section des machines, le mécanicien en obtint un jour plus tard un nouveau bon pour toucher le fer et un autre papier contenant quelques indications sur les endroits où il pourrait peut-être en trouver. Après deux autres jours de démarches infructueuses, le délégué réussit enfin à établir qu'il y avait un stock de fer à l'usine nationalisée de Poutilov. Cependant, celle-ci ne pouvait rien délivrer contre un bon signé par la section des machines; ce bon autorisait l'usine de Vologda à toucher le fer, mais non l'usine de Poutilov à s'en départir. Il fallait un document spécial délivré par le Conseil d'Economie Nationale au nom de l'usine de Poutilov, confirmé par l'administration et la société de cette usine, et l'autorisant expressément à remettre au porteur le fer mentionné dans le susdit document. Pour obtenir ce nouveau papier, il fallut deux jours encore et ce n'est qu'au bout de neuf jours de démarches que le mécanicien parvint à se faire délivrer le fer. Mais pour l'expédier à destination, il fallait un permis d'exportation signé par le Conseil d'Economie de Pétrograd, un permis d'importation signé par

Dans l'introduction à l'ouvrage cité d'Axelrod-fils, écrite par Edouard Bernstein, ce vétéran de la social-démocratie allemande, fait allusion aux antécédents familiaux de l'auteur dans les termes suivants : « fils des socialistes aussi éprouvés que Nadejda et Paul Axelrod, Alexandre Axelrod dès sa prime jeunesse s'est assez familiarisé avec les idées socialistes pour pouvoir apporter à ses observations l'esprit et le sens critique d'un socialiste éclairé... ».

(2) Alexandre AXELROD, *op. cit.*, pages 77-78.

le Conseil d'Economie de Vologda, et un ordre de transport délivré par l'organisation des chemins de fer.

Ce n'est que le douzième jour qu'on put expédier le fer après avoir distribué pour tourner les prescriptions *plus de pourboires qu'il ne valait*. Il fut difficile d'obtenir le permis d'importation, ce qui causa un nouveau retard. Le mécanicien rentra à l'usine quinze jours après en être parti..., le fer arriva au bout de trois semaines. Le mécanicien avait passé tout son temps à faire des démarches, il avait fait tout son possible pour s'acquitter de sa commission au plus vite. Il n'y avait pas d'autres moyens d'avoir le nécessaire; si l'usine n'avait pas envoyé un homme spécial, elle aurait attendu des mois et des mois pour obtenir satisfaction. Le fer lui-même avait coûté 60 roubles. Mais voici à combien l'affaire revint à l'usine :

Salaire du mécanicien, 14 jours à 30 roubles.....	420 roubles
Frais de séjour à Pétrograd, 12 jours à 40 roubles..	480 —
Frais de transport du mécanicien.....	50 —
Pourboires.....	70 —
Transport du fer.....	20 —

TOTAL..... 1.040 roubles

Ainsi, les frais supplémentaires avaient été 16 fois et demi plus grands que le prix de la marchandise. »

240. — Encore un exemple donné par le même auteur ⁽¹⁾ :

« Il y avait, dans une province, un petit domaine nationalisé où se trouvait une petite fabrique de lait concentré occupant 10 à 15 ouvriers. A quelle administration subordonner cette entreprise ? En tant que domaine, elle relevait du Commissariat de l'Agriculture; en tant que fabrique, elle était du ressort du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale; en tant que fabrique de produits laitiers elle devait, sans nul doute, tomber sous la juridiction du Centro-lait. Pourtant, puisqu'il s'agissait d'une production de denrées alimentaires, l'Administration du ravitaillement y était directement intéressée, surtout la Section du ravitaillement des enfants de Moscou. D'autre part, les Conseils d'économie et du ravitaillement de la province faisaient valoir leurs droits et les autorités du district en appelaient aux intérêts

(1) Alexandre AXELROD, *op. cit.*, page 88.

locaux. Il s'en suivit entre les diverses administrations un litige qui dura plusieurs mois, chaque administration accusant l'autre d'empêcher le fonctionnement et l'organisation productive de l'entreprise. Il va de soi que la fabrique n'a pu subsister dans ces conditions. »

Toute l'industrie russe d'ailleurs se trouvait dans une situation analogue. D'après les statistiques officielles citées par Axelrod ⁽¹⁾, le nombre des ouvriers occupés diminua, pendant les premiers six mois de la domination bolcheviste, de 73 % dans l'industrie chimique, de 58 % dans l'industrie des métaux, de 57 % dans l'industrie textile.

Dans les mois suivants, les manifestations d'une décadence profonde de l'industrie nationale ne faisaient que se multiplier et s'aggraver de mois en mois. L'augmentation du chômage ⁽²⁾; le gonflement des frais de production et des prix de revient; l'épuisement des stocks des matières premières; la désertion des villes par l'ouvrier affamé, auquel, comme l'a reconnu Rykoff lui-même ⁽³⁾, le « bolchevik le plus convaincu ne saurait prouver qu'il doit travailler pieds nus et le ventre creux »; l'arrêt des usines, — telles furent les étapes successives de la destruction de l'œuvre accomplie par tant de générations russes, à commencer de Pierre le Grand.

Une description saisissante de cette agonie est faite par le regretté professeur Zagorsky ⁽⁴⁾, que nous venons déjà de citer à plusieurs reprises. En se basant sur les sources soviétiques, cet auteur établit ⁽⁵⁾ que la production de toutes les branches de l'industrie textile en 1919 est tombée de 90 %, le rendement du travail a diminué de

(1) *Op. cit.*, page 47.

(2) L'étude de A. Issaïef, *Le chômage dans l'U. R. S. S. et lutte contre le chômage en 1917-1924*, Moscou, 1924, contient des chiffres significatifs, établis par le Commissariat du Travail lui-même. D'après cette source, le nombre des sans-travail, enregistrés aux Bourses de Travail, fut de 324.000, au 10 avril 1918 (pages 6 et 7 de l'étude); au 31 décembre de la même année, 203 Bourses de Travail comptaient 1.512.455 personnes inscrites à la recherche d'un emploi (*Idem*, page 9). Sur ce dernier chiffre, 33 % des inscrits appartenaient à la catégorie d'ouvriers spécialisés, 60 % à celle des ouvriers non spécialisés et 7 % aux professions libérales (I. Khodorovski, *Le marché du travail en Russie durant l'année 1918*, Moscou, 1918, édition du Commissariat du Peuple au Travail, page 16-17).

(3) Discours à la conférence des Syndicats Professionnels des 17-21 septembre 1920. (*Izvestia*, du 19 septembre 1920).

(4) Professeur ZAGORSKY : *La République des Soviets, Bilan Economique*, Payot, Paris, 1921 et *L'évolution actuelle du bochevisme russe*, J. Povolzky et C^{ie}, éditeurs, Paris, 1921.

(5) *La République des Soviets*, page 90.

84 % et les frais d'exploitation se sont accrus de 3.000 à 5.000 %; en 1920 ⁽¹⁾ « sur le nombre total des broches 7 % fonctionnent encore, et sur celui des métiers de tissage, 18 % seulement sont en activité; la fabrication de la fonte tomba, en 1920, à 1,306 % de la production d'avant-guerre (3.354.000 pouds au lieu de 256.837.000 pouds) ⁽²⁾; celle des objets en fer et en acier à 2,06 % (4.500.000 pouds au lieu de 218.463.000) ⁽³⁾; la production du sucre à 5,305 % (5.592.000 pouds au lieu de 105.421.000 pouds) ⁽⁴⁾; la fabrication des instruments et machines agricoles n'était guère en situation plus brillante, comme le démontre le tableau suivant ⁽⁵⁾ :

	1913 (en pièces)	1920 (en pièces)	PROPORTION de 1920 par rapport à 1913 en %
Charrues.....	667.000	91.922	13,07
Herses.....	127.000	6.800	5,35
Faneuses.....	111.000	5.472	4,90
Batteuses.....	110.000	1.668	1,50
Semoirs.....	68.435	1.068	1,50
Tarares.....	49.000	3.930	8,00

La Société des Nations, dans son *Rapport sur les Conditions Economiques de la Russie, traitant plus spécialement de la famine de 1921 et 1922, et de la situation de l'Agriculture* ⁽⁶⁾ donne des chiffres quelque peu différents de ceux qu'on trouve dans les ouvrages du professeur Zagorsky. Mais le sens de toutes les statistiques confrontées reste le même : tous les chiffres reflètent un marasme économique profond.

D'après le Secrétariat de la Société des Nations, la situation générale de l'industrie russe se présentait comme suit en 1920-1921 ⁽⁷⁾ :

(1) *Izvestia*, n° 127 du 13 juin 1920.

(2) *L'évolution actuelle du bolchevisme russe*, page 29.

(3) *Idem*, page 29.

(4) *Idem*, page 29.

(5) *Idem*, page 29.

(6) Genève, 1922.

(7) *Rapport sur les Conditions Economiques de la Russie, traitant plus spécialement de la famine de 1921 et 1922 et de la situation de l'Agriculture*, page 127, avec référence à « *Narodnoe Khojaïstvo* » (« Economie Nationale »), organe officiel du Conseil Suprême d'Economie Nationale (« *Sovnarkhoz* »), mai 1922.

DONNÉES COMPARATIVES SUR LE TRAVAIL DE L'INDUSTRIE EN 1913, 1920 ET 1921

	EN 1913	EN 1920	POURCENTAGES PAR RAPPORT à 1913	EN 1921	POURCENTAGES PAR RAPPORT à 1913
Extraction de houille (en pouds).....	1.738.000.000	486.000.000	27	536.000.000	31
Extraction de naphte (en pouds).....	564.000.000	232.000.000	41	241.000.000	42,7
Extraction de minéral (en pouds).....	638.400.000	10.400.000	1,6	10.400.000	1,6
Fabrication de fonte (en pouds).....	257.400.000	6.330.000	2,4	7.500.000	2,92
Fabrication de locomotives (par unité).....	609	90	14,8	73	11,8
Fabrication de wagons (par unité).....	20.492	854	4,2	950	4,6
Produits électro-techniques (en roubles or)...	42.211.000	5.034.000	11,9	8.661.000	20,5
Fil de coton (en pouds)...	16.000.000	825.000	5,1	1.192.369	7,4
Fil de laine (en pouds)...	2.400.000	560.000	27,5	412.026	17,2
Fil de lin (en pouds)...	2.093.000	800.000	38	530.830	25,4
Préparation de peaux (par unité).....	16.500.000	6.132.000	38	7.233.000	43,8
Fabrication de chaussures (par unité).....	54.880.000	6.310.000	11	7.104.000	12,9
Fabrication de papier (en pouds).....	9.100.000	2.260.000	25	2.000.000	22
Fabrication de sucre (en pouds).....	82.806.000	4.850.181	5,8	5.542.249	6,7
Fabrication d'alcool (en vedros).....	100.874.000	2.516.356	2,5	4.220.000	4,2
Préparation de café, thé (en livres).....	200.000.000	17.158.367	21,4	16.500.000	20,6
Chimie, préparation d'acide (en pouds)....	15.571.464	1.903.448	12,3	2.698.166	17,3
Chimie, préparation de bases (en pouds).....	12.014.875	677.520	5,6	1.001.521	8,35
Fabrication d'allumettes (par caisses).....	3.803.000	634.000	16,5	785.856	20,5
Fabrication de produits pharmaceutiques (kgs)	5.000.000	749.803	15	1.142.754	23

241. — Il ressort de tous ces pourcentages et proportions que le rapport de Rykov du 25 janvier 1920 était bien optimiste encore dans ses évaluations, lorsqu'il déclarait que « la vie économique de la Russie des Soviets ne représente pas le tiers de ce qui faisait vivre la Russie en temps de paix ». D'ailleurs, Rykov lui-même ajoutait aussitôt : « Cela peut durer un an, deux ans, et pendant ce temps nous épuisons les anciennes réserves, nous vivons sur ce qui reste de l'époque précédente de l'histoire russe. Mais ces ressources s'épuisent, et de jour en jour, d'heure en heure, nous approchons du moment où se déclarera la crise de toutes les branches de l'industrie ».

Rykov prévoyait « la crise ». Tout observateur impartial aurait dit « l'arrêt complet de toutes les branches de l'industrie ».

242. — Cependant, si nous passons de l'examen des faits et des statistiques, au recueil des décrets du Gouvernement soviétique, nous y trouverons, — à l'époque même où Rykov rédigeait son rapport plein d'angoisse, — une suite sereine et consciente des destructions entreprises. Le décret du 19 janvier 1920 supprima la Banque Populaire, organe financier central des coopérateurs russes, comme inutile à « l'organisation qui a étatisé les branches principales de production et d'approvisionnement ». A leur tour, les coopératives de crédit et les mutuelles d'épargne, les coopératives de consommation et celles de production furent absorbées, le 4 février 1920, par les « communes de consommation » ⁽¹⁾. Le système coopératif, dernier organisme de répartition auquel l'administration, incapable d'assurer les besoins populaires, n'osait pas toucher jusqu'en 1920, ne fut plus dorénavant qu'un simple rouage de la lourde machine étatique.

243. — Ces mesures n'étaient pas, évidemment, de nature à arranger les choses.

Le recueil « L'Économie Nationale de la Russie en 1921 » ⁽²⁾ signale comme un fait incontestable « la crise aiguë de l'approvisionnement,

(1) Le décret du 20 mars 1919 transformait chaque unité administrative en « commune de consommation », chargée de satisfaire à tous les besoins de la population. La sollicitude de l'administration alla à Pétrograd jusqu'à comprendre dans la carte mensuelle du consommateur, à toutes fins utiles, un coupon donnant droit à un cercueil.

(2) Edition de la rédaction du journal *Economitch. Jizn*, organe du Soviet Supérieur du Travail et de la Défense, Berlin, 1922, (en russe), page 1.

des matériaux de chauffage, des transports et de l'industrie que l'année 1920 laissa en héritage à 1921 ». Mais ce ne fut pas encore le fond du gouffre, et l'édition officielle des Soviets est obligée de constater en 1921 « une aggravation brutale de l'état des transports et de leur travail, une paralysie presque complète de l'industrie dans le 3^e trimestre de l'année », et de conclure avec mélancolie : « La Russie est-elle devenue plus riche ou plus pauvre en 1921 ? Ses forces productrices ont-elles augmenté ou diminué ? Une seule réponse est possible à cette question. La production a fortement diminué. La Russie est devenue plus pauvre » ⁽¹⁾.

Et cependant, l'analyse des auteurs du Recueil ne portait que sur l'année 1920, catastrophique elle-même sous tous les rapports. Une comparaison avec les statistiques concernant les années antérieures aboutit à des conclusions autrement graves ⁽²⁾.

SECTION QUATRIÈME

**Conséquences de la socialisation pour l'agriculture russe;
appauvrissement des campagnes, résistance paysanne
(fuite devant le rouble, diminution des aires d'ensemencement),
répression gouvernementale et luttes à main armée
pour la possession du blé**

244. — L'application du communisme intégral dans les campagnes donna des résultats non moins tristes. L'idéologie communiste ne distingue dans la paysannerie russe que trois couches : les koulaks (paysans aisés et exploités), les seredniaks (paysans moyens) et les bédniaks (paysans pauvres). Mais, même en admettant l'exactitude de cette classification quelque peu sommaire, et quelles que soient les divergences d'intérêts, prétendues ou réelles, entre ces groupes, un trait commun caractérise les paysans russes en général, comme tous les paysans du globe, peut-être, c'est l'amour de la terre, de son odeur, de son étendue. Les expériences communistes se sont justement heurtées à ce sentiment paysan et à la tendance qui en découle de renforcer son exploitation personnelle.

(1) *Idem*, page 21.

(2) Voir supra, 1^{re} partie de l'étude, chapitres traitant du développement de l'industrie russe de 1861 à 1917.

245. — Tout d'abord, les bolcheviks ont eu l'habileté de s'assurer la neutralité, sinon l'adhésion, des masses paysannes. Le lendemain même de son avènement au pouvoir, le 26 octobre 1917, le gouvernement bolchevique inaugurait son action législative par le décret de socialisation du sol. Ce texte, tout en réservant à l'Etat le droit de propriété, donnait à tout le peuple, sans distinction de sexe, la jouissance des terres « transmises, après confiscation, à un fonds agraire populaire » ⁽¹⁾. Le travail salarié était interdit ⁽²⁾ et les formes de jouissance de la terre absolument libres : « par maison, par métairies, par commune, par artels, comme le décideront les villages et les agglomérations rurales » ⁽³⁾. Les partages des terres ainsi distribuées devaient être opérés à nouveau d'une manière périodique, en fonction de l'augmentation de la population et des modifications survenues dans les conditions de l'agriculture ⁽⁴⁾.

Les ressemblances de ces dispositions avec la structure de l'ancien « mir » sont dues à l'influence des socialistes-révolutionnaires de gauche, auxquels Lénine laissait, pour le moment, la liberté d'appliquer leur idéal agraire.

246. — Mais les rapports avec la campagne ne tardèrent pas à se gâter.

Nous venons de citer les chiffres exceptionnellement bas de la fabrication des machines et des instruments agricoles sous le régime soviétique. Les autres besoins des paysans ne furent guère mieux satisfaits. Ainsi, l'Ukraine qui appartient aux parties les plus fertiles de l'U.R.S.S., n'a reçu en 1920 que ⁽⁵⁾ :

- 7 % du sucre nécessaire pour sa consommation;
- 7 % des tissus;
- 4 % du pétrole;
- 3 % des allumettes;
- 2 % du tabac;
- 2 % des clous.

(1) Art. 8 des Instructions relatives au décret.

(2) Art. 6 des Instructions relatives au décret.

(3) Art. 7 des Instructions relatives au décret.

(4) Art. 8 des Instructions relatives au décret.

(5) *L'Econ. Jizn* du 28 mars 1922

Ces statistiques soviétiques jettent une lumière particulière sur le tableau des achats de la population des campagnes, dressés par le Docteur Ernest Funke ⁽¹⁾.

ACHATS PAR PAYSAN EN ROUBLES-OR

MARCHANDISES	AVANT LA GUERRE de 1914	EN 1919-1920
Machines et instruments agricoles.....	1,39	0,15
Véhicules et ustensiles.....	0,37	0,16
Bétail.....	0,10	0,02
Meubles.....	0,71	0,08
Batteries de cuisine.....		0,11
Objets de confort.....	0,13	0,07
Habits et linges.....	9,19	0,30
Souliers.....		0,20
Produits manufacturés.....	0,12	0,19
Quincaillerie.....		0,05
Vivres (sucre, poisson, sel, thé).....	4,70	0,55
Alcool et narcotiques.....	1,88	0,25
Papeterie.....	0,05	0,02
Accessoires divers (cordes, etc.).....	0,19	0,13
Eclairage.....	0,60	0,22
Savon.....	0,39	0,12
Matériaux de construction.....	1,49	0,34
TOTAUX.....	21,28	2,96

Quelles que soient les quantités des signes monétaires accumulées dans les campagnes, les achats effectifs des paysans russes atteignent, en 1919-1920, à peine 14 % des chiffres d'avant-guerre. Cette conclusion découlant de l'étude de l'économiste allemand apparaît

(1) Docteur Funke, *Russlands neue Wirtschaftspolitik*, Ost. Europa Institut in Breslau, Teubner, éditeur. Leipzig, 1922).

encore assez optimiste, si on la compare avec les données soviétiques, que nous venons de citer. Somme toute, ces diverses sources se complètent sans se contredire.

Les chiffres du Docteur Funke se rapprochent également de ceux donnés par l'*Economitcheskaïa Jizn* du 29 mars 1922, qui estimait le pouvoir d'achat d'un paysan à 22,43 roubles-or par an pour l'avant-guerre et à 3,41 roubles-or seulement pour les années 1919-1920.

L'état catastrophique de l'industrie et des transports explique suffisamment l'impuissance du pouvoir à résoudre le problème d'approvisionnement de la campagne. Mais cette carence des villes ne remplissant plus leur rôle économique ne pouvait pas rester sans répercussion sur l'attitude des paysans. Ne trouvant chez l'Etat-commerçant ni les produits manufacturés, ni les instruments aratoires, ni les menus objets dont ils avaient besoin à chaque instant, les paysans refusèrent de bonne heure à vendre leurs produits contre de l'argent, désormais inutile. Saturée de signes monétaires au point de mesurer sa richesse en papier-monnaie au poids, la campagne revenait à l'économie naturelle.

247. — Le scepticisme paysan à l'égard du rouble soviétique était justifié au point de vue strictement économique. Il se trouva d'ailleurs confirmé par le triste destin de cette unité monétaire. Le graphique ci-contre, paru dans « The Journal of Commerce and Commercial Bulletin » ⁽¹⁾, le 13 septembre 1926, représente la courbe du pouvoir d'achat du rouble (voir page 267).

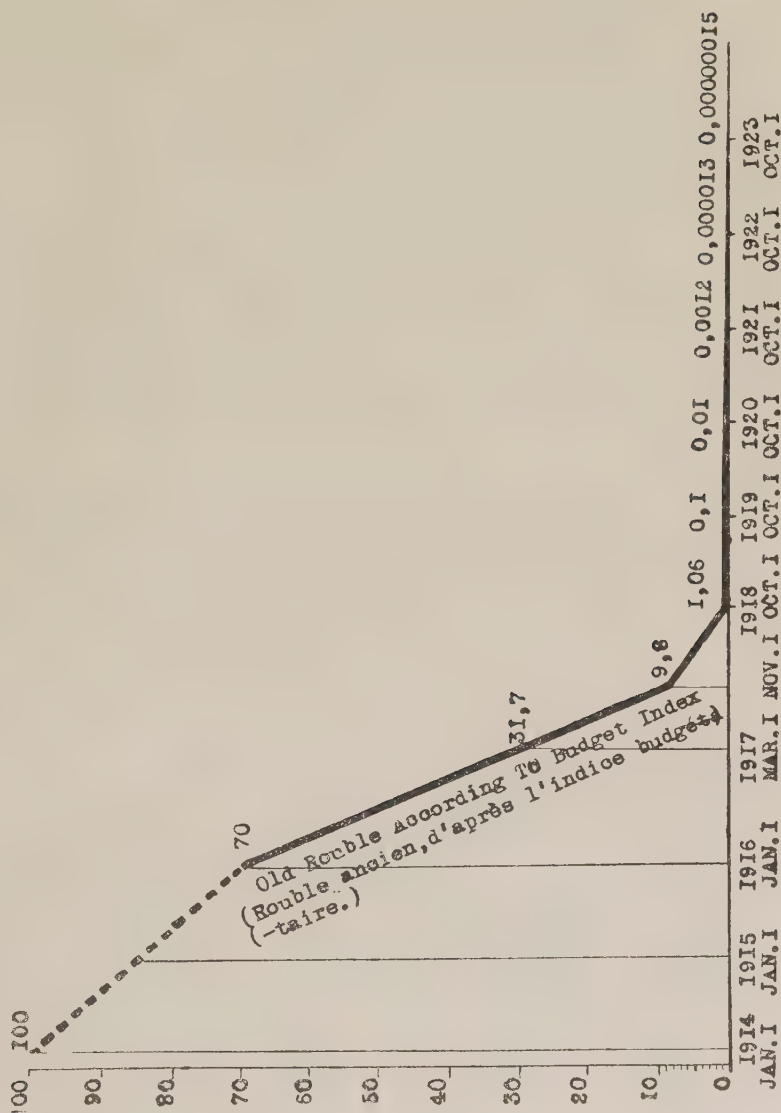
Ce diagramme paru dans l'organe officiel des Soviets, à l'appui d'un interview de M. Ksandroff ⁽²⁾, sur la stabilisation du tchervonetz, est accompagné du texte explicatif :

« The Imperialist War, which had cost a huge sum of money, resulted in a financial disorganization practically all over the world. One of the first to go down was the Russian ruble. When the Russian working class took over the power of Government, the paper ruble was worth, in terms of commodities, as much as 10 copecks before

(1) Organe de la mission Commerciale Soviétique à Londres.

(2) Ksandroff, Président de la Banque Industrielle Soviétique en 1926, fut nommé ensuite à la Vice-Présidence et à la Présidence du Comité des Concessions, où il remplaça, en 1927, Léon Trotsky, tombé en disgrâce.

Purchasing power of the ruble in the U.R.S.S., in pre-war copecks
(Pouvoir d'achat du rouble dans l'U.R.S.S., en copecks d'avant-guerre)



the war. Since the issue of paper money was still being continued. The ruble continued to fall under the soviet regime as well. Commodities which before the war cost a ruble were worth on october 1, 1923 — 660.000.000 paper rubles (soviet notes)... »

Il est inutile de corriger cette réflexion qui semble ne pas s'apercevoir que la révolution de février 1917 a trouvé le rouble encore à 31,7 % de sa valeur et que la chute de son pouvoir d'achat après la révolution d'octobre 1917 s'est précipitée d'une manière brusque jusqu'alors inconnue.

Notons seulement, que 5 ans après l'avènement de la « Nep » ⁽¹⁾, heureux de rehausser les mérites de la nouvelle unité monétaire, le rouble-tchervonetz, « The Journal of Commerce » donna pleinement raison aux prévisions paysannes : l'émission desordonnée continuant sans frein, les roubles donnés au paysan en échange des produits de son travail, n'étaient bientôt bons que pour « en tapisser les murs » ⁽²⁾.

248. — Cette attitude des paysans provoqua dans les villes une permanente pénurie des vivres, s'aggravant de mois en mois.

Aucun Gouvernement ne pouvait rester indifférent en présence d'un tel état de choses. Le Gouvernement soviétique pas plus qu'un autre. Mais il ne sut y porter d'autre remède que les fameux « prélèvements forcés » de céréales par les détachements d'ouvriers armés.

Nous nous faisons un devoir de céder, sur ce sujet, la parole à un communiste aussi éprouvé que M. Jacques Sadoul.

Le 6 mai 1918, il écrivait de Moscou ⁽³⁾ :

« Le parti socialiste révolutionnaire de gauche, l'ancien grand parti paysan, qui dispute âprement au parti bolchevique la domination dans les campagnes, proteste avec une violence croissante contre la politique trop exclusivement prolétarienne faite par le gouvernement soviétique. Il prétend que ce dernier, après avoir donné la terre aux paysans ainsi qu'il l'avait promis, n'a fait aucun effort pour donner aux cultivateurs la possibilité d'exploiter les domaines distribués, qu'il

(1) « Nep », abréviation de « Nouvelle Politique Economique », voir la section 6 de ce chapitre.

(2) L'expression populaire de l'époque.

(3) *Quarante lettres de Jacques Sadoul*, édition de la Librairie de l'Humanité, Paris, date de l'édition non précisée, pages 44-45.

se borne à réquisitionner violemment les produits agricoles sans apporter en échange les produits fabriqués indispensables. Les faits allégués par les socialistes révolutionnaires de gauche sont exacts. La question est de savoir si leurs critiques sont justifiées. »

Après avoir invoqué à la décharge du gouvernement soviétique toutes sortes d'excuses : aménagement des usines métallurgiques pour les besoins de la guerre; « défaut de combustible et de fer, déterminé par la pénurie des moyens de transport; défaut de personnel directeur, déterminé par le sabotage des spécialistes bourgeois et par le boycottage des spécialistes étrangers »; absence des importations de l'étranger, M. Sadoul conclut :

« Il est de même exact que les soviets usent souvent de violence pour arracher aux paysans les produits qu'ils enterrent.

« Ils ont tout à fait raison d'agir ainsi lorsqu'ils se heurtent à l'égoïsme de cultivateurs qui ne veulent pas subir les taxes cependant fixées à des tarifs rémunérateurs et qui préfèrent aller vendre en ville à des prix de spéculation. Peut-on dire qu'ils ont tort lorsqu'ils se trouvent en face de paysans qui refusent le paiement en roubles et qui exigent l'échange de leurs céréales contre des produits manufacturés qui n'existent pas en Russie ? Devrait-on condamner les villes à la famine pour ménager les droits de la propriété paysanne ? »

249. — Dans le feu de son argumentation l'auteur oublie d'expliquer par quel miracle économique la propriété paysanne est devenue une cause de la famine dans les villes. Il n'expose pas non plus par quel artifice d'organisation le lien étroit de l'utilité mutuelle s'est relâché entre les centres urbains et la campagne.

Il oublie également de préciser que les détachements de réquisition et l'organisation des « Comités Campagnards des Miséreux » destinés à remplacer les soviets paysans, avaient encore un autre but : allumer la guerre civile dans la campagne russe, « approfondir la révolution », suivant le style officiel.

Ces oublis d'argumentation sont, somme toute, excusables.

Il est même normal que le zèle des néophytes, et M. Sadoul en fut un en 1918, dépasse celui des pontifes.

Lénine, par contre, dans ses attaques contre le socialiste allemand

Kautsky ⁽¹⁾, ne craint pas d'insister, avec sa franchise habituelle, sur ce revers de la médaille : (Kautsky) « nous accuse de porter la guerre civile dans les campagnes, ce que nous regardons comme *un mérite* ⁽²⁾, d'envoyer dans les villages des détachements d'ouvriers armés qui proclament ouvertement qu'ils réalisent la « dictature du prolétariat et des paysans pauvres », et aident ces derniers à reprendre aux spéculateurs et aux paysans riches le superflu de blé qu'ils cachent en violation de la loi sur le monopole des grains... »

Et plus loin ⁽³⁾ : « Les événements ont pris exactement la tournure que nous avons prédite. Le cours de la révolution a confirmé la justesse de nos réflexions. *D'abord*, avec toute la classe paysanne contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre la féodalité (et en celà la révolution reste bourgeoise, démocratique-bourgeoise). *Ensuite*, avec la classe paysanne pauvre, avec le demi-prolétariat, avec tous les exploités *contre le capitalisme*, y compris les riches campagnards, les accapareurs, les spéculateurs, et dès lors la révolution devient *socialiste*.. »

Lénine retrace, en quelques phrases rapides, la réalisation de son plan ⁽⁴⁾ : « La révolution *bourgeoise* a été menée par nous à son terme. La masse paysanne tout entière a marché derrière nous. Son antagonisme envers le prolétariat socialiste ne pouvait se manifester au premier abord. Les soviets groupaient alors la classe paysanne *en général*. La différenciation des classes au sein de la masse paysanne n'était pas encore mûre, ne s'était pas encore manifestée extérieurement.

« Ce processus alla se développant durant l'été et l'automne de 1918. L'insurrection contre-révolutionnaire des Tchéco-Slovaques réveilla les accapareurs. A travers toute la Russie, passa une vague d'insurrections d'accapareurs. Ce n'est ni par les livres, ni par les journaux, mais par la vie que les paysans pauvres apprirent l'incompatibilité de leurs intérêts avec ceux des accapareurs, des riches et de la bourgeoisie rurale... »

(1) N. LÉNINE, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Bibliothèque communiste, Librairie de l'Humanité, Paris, 1921, page 103.

(2) Souligné dans l'édition citée.

(3) LÉNINE, *op. cit.*, pages 104-105; souligné comme dans l'édition citée.

(4) LÉNINE, *op. cit.*, page 107; souligné comme dans l'édition citée.

250. — « Le superflu de blé qu'ils cachent... » « accapareurs... » « bourgeoisie rurale... », pour donner à ces termes leur véritable signification, il suffit de citer l'arrêté n° 502 du Commissaire à l'Alimentation ⁽¹⁾ : « Les producteurs agricoles ne peuvent conserver les produits et les matières premières que pour les besoins stricts de la famille. Les quantités en surplus doivent être déclarées ».

Le décret sur l'organisation des « Comités Campagnards des Miséreux » statuait également : « Peuvent être élus dans les Comités tous les habitants du village à l'exception des paysans riches possédant un superflu de farine et d'autres denrées alimentaires ».

Lorsqu'on apprend que ce « superflu » signifiait toute réserve de pain dépassant 400 grammes par jour et par tête (30 livres russes ou 12 kilogs par mois) ⁽²⁾, lorsqu'on se rend compte de l'antagonisme aigu entre les villes et les campagnes créé par la politique bolchévique, on ne saurait plus s'étonner de la « vague d'insurrections d'accapareurs à travers toute la Russie ».

251. — Le conflit entre le Gouvernement et la quasi-totalité de la classe paysanne, qu'on voulait dépouiller de sa récolte, sans lui offrir aucune compensation, devenait, en effet, inévitable.

« Le parti bolchevique s'appuie de plus en plus sur les éléments les plus pauvres des villages », constate Sadoul ⁽³⁾. « Il forme des organisations de prolétaires agricoles qui entrent en lutte avec les Koulaks, c'est-à-dire les richards, peu nombreux, usuriers, spéculateurs et contre-révolutionnaires. Mais la lutte politique d'une part, et, d'autre part, les éléments anarchistes ou malfaisants, enfermés dans ces groupements prolétariens ruraux, les entraînent à combattre également les moyens propriétaires, qui sont en grand nombre dans de vastes régions et qui constituent une catégorie sociale que le parti bolchévique devrait prendre à cœur d'attirer à lui. »

252. — L'intérêt et la nécessité d'une politique plus conciliante et

(1) *Izvestia* du 1^{er} juin 1918.

(2) *Idem*.

(3) SADOUL, *op. cit.*, page 45.

attirant vers le Gouvernement certains éléments paysans étaient, en effet, évidents. Les menaces de déclarer les insoumis « ennemis du peuple », les amendes pour refus de livrer le blé, les réquisitions mêmes, n'effrayaient pas les paysans.

Ils avaient emporté du front leurs fusils et leurs mitrailleuses et répondirent aux exactions des gardes rouges par des massacres.

Les expéditions provisionnaires soutenaient des attaques et des contre-attaques, faisaient usage de l'artillerie, des mitrailleuses, quelquefois même des avions, rasaient les agglomérations résistantes, fusillaient les paysans récalcitrants ⁽¹⁾... et parvinrent à tirer de la campagne, par ces moyens héroïques autant que barbares, la moitié seulement des quantités prévues par la Prodravverstka ⁽²⁾ : 107 millions de pouds en 1918-1919 au lieu de 260 millions prévus; 180 millions en 1919-1920 au lieu de 319 millions ⁽³⁾.

253. — A côté de la résistance à main armée, la réduction de l'aire des ensemencements fut, sans aucun doute, la riposte encore plus terrible du paysan russe à la politique de l'Etat, devenu l'instrument de combat d'une classe. Une fois de plus, l'exagération de l'impôt entraînait la disparition de la matière imposable.

Devant la carence de l'industrie nationalisée, incapable de lui fournir les objets nécessaires, et la perspective des réquisitions des « excédents », le producteur agricole manifestait la tendance de réduire ses labours à la limite déterminée par les besoins de sa famille. Les membres des Combeds ⁽⁴⁾ eux-mêmes. — ces tyranneaux de vil-

(1) Voir les collections des *Izvestia* et de la *Pravda* pour les années 1918-1920.

Le nombre élevé des paysans, victimes de la Tché-kà, donné par le professeur Saroléa, qui se réfère, sans les indiquer, à des sources officielles soviétiques (815 100) est très significatif. Supra, § 227.

(2) Les prélèvements des céréales ont été conçus comme un impôt de répartition. Prodravverstka : Répartition par le Gouvernement Central des quantités à livrer entre différentes régions et leurs districts.

(3) Voir les recueils : *Economie Nationale de la Russie en 1920*, pages 1 à 48; *Economie Nationale de la Russie en 1921*, pages 1 à 60. Editions de l'Econ. Jizn.

(4) « Combed », abréviation du « Comité Campagnard des Miséreux ».

lage et délateurs tout naturels, — ne pouvaient rien contre la résistance passive de la paysannerie russe.

Sur cette question, les données de la Direction Centrale de la Statistique font ressortir les chiffres suivants ⁽¹⁾ :

Années	Superficie semée
1913 (avant la guerre).....	87,4 millions de déciatines
1916 (avant la révolution).....	79,2 —
1920.....	62,3 —
1921.....	54,9 —

La diminution inévitable des quantités récoltées ne pouvait certainement pas être compensée par la production des « Sovkhoz » ⁽²⁾ et des « Kolkhoz » ⁽³⁾ organisés dans quelques-uns des anciens domaines seigneuriaux. Ces exploitations collectives ne laissaient à l'Etat que des pertes et des déboires ⁽⁴⁾.

(1) Publiés dans le rapport du Commissariat du Peuple à l'Agriculture pour 1921, partie 2^e, *Aires des ensemcements*. Nous trouvons dans l'étude du professeur Markoff, *La Répartition (Prodrazverstka) et l'impôt en nature*, (Berlin, 1923-1924, en russe, page 60), le tableau ci-après, reproduisant les chiffres donnés par Popoff (*Production des céréales en R.S.F.S.R. et les autres Républiques fédérées faisant partie de l'U.R.S.S.*, Moscou, 1921, pages 28-29) :

Cultures	Surfaces ensemcées (en milliers de déciatines)		Pourcentage de la diminution
	en 1916	en 1920	
Céréales.....	49.456	39.460	20,2 %
Fourrages.....	23.881	17.301	27,6 %
Pommes de terre.....	2.876,3	2.078,6	27,7 %
Herbages.....	1.795	378	79,9 %
Plantes industrielles.....	3.263	1.750	46,4 %
	81.272	60.968	25,0 %

(2) Exploitations soviétiques ou Exploitations de l'Etat.

(3) Communes agraires.

Les unes et les autres ont été organisées en vertu des décrets du 19 février 1918 sur la socialisation de la terre et du 14 février 1919 sur « la culture socialiste de la terre et les mesures transitoires pour y parvenir ».

(4) Voir tableaux statistiques et détails dans l'étude du professeur Zagorsky, *L'évolution actuelle du bolchevisme russe*, pages 11 à 18.

SECTION CINQUIÈME

La famine de 1921 et 1922

254. — Un pareil état de choses ne pouvait pas durer. La récolte calamiteuse de 1921, venant après la mauvaise récolte de 1920, suffit à faire sombrer le régime du communisme intégral dans un véritable désastre. Malheureusement, une fois de plus, c'était le peuple russe qui devait payer par des millions de vies humaines les errements des dictateurs.

La réduction des surfaces cultivées, combinée avec l'effet de deux mauvaises récoltes consécutives, ramena la production totale des céréales à 1.551 millions de pouds en 1920 et à 1.529 millions en 1921. Or, la récolte moyenne des années 1911 à 1915 s'élevait à 3.884 millions de pouds ⁽¹⁾.

D'ailleurs, les chiffres officiels du Commissariat de l'Agriculture pour les années 1920-1921 ne peuvent être pris en considération qu'en qualité d'approximation statistique. « Pour aucun autre problème, la simple constatation des faits ne présente autant de difficultés colossales qu'on en rencontre dans le domaine de l'économie agricole », constate l'article récapitulatif du Recueil « L'Economie Nationale de la Russie en 1921 » ⁽²⁾. « La poussière formée par les millions d'exploitations existantes n'est, pour des études statistiques, qu'une source tout à fait défectueuse.

Notre organisation statistique est encore bien loin de posséder tous les moyens nécessaires pour venir à bout du manque de culture dans le milieu paysan et de la tendance à cacher les résultats d'exploitation obtenus. Enfin, la publication des observations statistiques de la Direction Centrale de la Statistique est extrêmement loin de la perfection ».

(1) *Recueils des renseignements statistiques sur l'U. R. S. S. pour les années 1918-1923*, Moscou, 1924, chapitre v, *Agriculture*. Edition de la Direction Centrale de Statistique (Volume xviii des Travaux de la Direction).

(2) Recueil cité, *supra*, page 10.

Ces réserves méthodologiques une fois formulées, l'analyse de la situation économique du pays est faite de la manière suivante ⁽¹⁾ :

« Le camarade Doubenetzki, dans son article paru aux « Izvestia », compare le nombre des personnes ayant souffert de la mauvaise récolte en 1921 avec les périodes les plus déficitaires depuis 30 ans et arrive aux résultats suivants. Dans les gouvernements ayant souffert de la disette de 1891, on comptait 17 millions d'âmes; en 1906, 21 millions; en 1911, 27 millions, et en 1921, 43 millions d'âmes, soit 3 fois plus qu'en 1891.

« Dans ce chiffre, le nombre de ceux qui n'ont même pas récupéré les semis, s'élève à 13 millions, tandis qu'auparavant ce chiffre n'a jamais dépassé 2 millions 1/2 (en 1911).

« Vingt-sept gouvernements en tout sont atteints par la mauvaise récolte, et il est survenu dans le pays un manque absolu de blé, même si on fixe les besoins à 261 millions de pouds, en se basant sur des portions abaissées, presque sur des portions de famine (Art. du camarade Popoff dans les « Izvestia »). Comme résultat d'un tel état des choses, la population meurt de faim dans le sens littéral du mot ⁽²⁾. Déjà, en automne 1921, la mortalité s'est élevée

(1) *Idem*, pages 10-11.

(2) « La population totale de l'U. R. S. S., s'élève d'après le recensement du 28 août 1920, à 131.546.000 personnes. La diminution pour les années de la guerre et de la révolution se chiffre à 4.053.000 individus. Dans l'année de la famine 1921-22 la population fut réduite encore de 5,2 millions d'individus » (*Recueil des renseignements statistiques sur l'U. R. S. S. pour 1918-23*, Moscou, 1924, chapitre I, *Population*).

Ces quelques phrases brèves du compte-rendu officiel sur la situation de l'économie nationale russe en 1922-23, résument, pour ainsi dire, les conséquences du terrible fléau qui s'abattit sur le malheureux pays à la suite des expériences du communisme intégral.

Le Rapport précité de la Société des Nations (page 1) indiquait, en 1922, des chiffres moins élevés, mais démontrant aussi bien l'influence fatale de la dictature de Lénine sur les destinées de ses compatriotes et sujets. Nous y lisons :

« On évalue de 20 à 24 millions le chiffre de la population souffrant de la famine dans les districts constituant ce que l'on appelle officiellement la région affamée, et sur ce point, les organisations de secours et le Gouvernement des Soviets sont à peu près d'accord. La mortalité est beaucoup plus difficile à déterminer, étant donné que les chiffres fournis par les divers experts comme représentant l'excédent de mortalité par rapport à la normale, varient de 1.250.000 (décès causés par la famine et la maladie) à 2 millions, chiffre fourni par la Commission internationale de secours en Russie (décès causés par la famine), et 3 millions, chiffre que le docteur Nansen considère personnellement comme le total probable des décès provoqués par la famine ».

« à plus de 60 pour 1.000, soit un chiffre une fois et demi au moins
 « plus fort qu'en temps normal (art. de Mikhailovski, *ibidem*) ⁽¹⁾.
 « L'alimentation de la population s'est abaissée jusqu'à une limite
 « tout à fait incroyable. Au lieu de 4.500 calories par adulte, con-
 « sommées en janvier 1920, l'alimentation s'est abaissée déjà, en no-
 « vembre 1921, à 1.200 calories dans le gouvernement de Tchelia-
 « binsk et même à 1.100 calories dans le gouvernement de Samara.
 « Au fur et à mesure que les mois se succédaient, l'alimentation de-
 « vait baisser de plus en plus et la mortalité croître.

« Le cheptel vif, bien entendu, devait être impitoyablement anéanti,
 « aussi bien par suite du manque de fourrage que pour sauver ses
 « maîtres d'une mort par exténuation.

« Et cependant, vers le début de 1921, le cheptel a déjà été réduit
 « de 35 % au moins. Quant au début de 1922, nous devons attendre,
 « en admettant l'hypothèse la plus favorable, la conservation de la
 « moitié seulement du cheptel vif.

« L'aire desensemencements a diminué en 1921 de 35 % égale-
 « ment et, vers le début de 1922, il faut aussi s'attendre à une ré-
 « duction de 50 % au minimum... »

Il est intéressant de comparer les taux de natalité et de mortalité dans les 15 départements pour lesquels le Bureau Central des statistiques jugea les relevés de 1921 plus ou moins complets (*Idem*, page 26) :

	Taux de natalité	Taux de mortalité	Diminution
Ville de Pétrograd.....	22,3 ‰	89,5 ‰	67,2 ‰
Cherepovetz.....	24 ‰	29,6 ‰	5,6 ‰
Novgorod.....	24 ‰	25,3 ‰	1,3 ‰
Tver.....	26,1 ‰	27,0 ‰	0,9 ‰
Smolensk.....	29,7 ‰	33,4 ‰	3,7 ‰
Gouvernement de Moscou....	27,5 ‰	40,8 ‰	13,3 ‰
Ville de Moscou.....	21,9 ‰	46,2 ‰	24,3 ‰
Ryazan.....	25,4 ‰	27,2 ‰	1,8 ‰
Orel.....	24,2 ‰	36,4 ‰	12,2 ‰
Kostroma.....	33,2 ‰	49,6 ‰	16,4 ‰
Ivanovo-Voznesensk.....	32,8 ‰	46,3 ‰	13,5 ‰
Nijni-Novgorod.....	24,9 ‰	33,8 ‰	8,9 ‰
Penza.....	28,0 ‰	40,8 ‰	12,8 ‰
Vyatka.....	16,2 ‰	24,1 ‰	7,9 ‰
Perm.....	19 ‰	26,0 ‰	7,0 ‰

(1) Les articles de MM. Doubnietzki, Popoff et Mikhailowsky, collaborateurs de la Direction Centrale de la statistique, cités dans le Recueil, ont parus dans les *Izvestia*, du 15 mars 1922.

255. — Dans ce même recueil, un autre article intitulé « Stockage et répartition des aliments » ⁽¹⁾, nous a permis d'établir les deux tableaux ci-dessous, résumant l'activité de l'Etat-fournisseur dans ces circonstances tragiques.

I. — TABLEAU DES CÉRÉALES STOCKÉES PAR LE COMMISSARIAT DU PEUPLE POUR L'ALIMENTATION EN 1920 ET 1921 EN R. S. F. S. R.

	REGIONS	EN 1920	EN 1921	POURCENTAGE par rapport à 1920
		(en pouds)	(en pouds)	
Gouverne- ments atteints par la disette	Gouvernements de Rus- sie d'Europe ayant eu une récolte normale.	88.322.000	86.845.000	98 %
	Gouvernements d'une basse récolte.....	44.374.000	9.067.000	20 %
	Gouvernements atteints de la famine (2).....	83.454.000	12.496.000	15 %
	La Kirghizie.....	20.617.000	15.261.000	74 %
	La Sibérie.....	46.560.000	53.755.000	115 %
	Caucase.....	38.124.000 (pour le 2° semestre seulement)	29.424.000	77 %
		321.451.000	206.848.000	64 %

(1) Recueil cité, pages 30 à 59, article de M. Schoub, chef du service économico-statistique de l'*Econom. Jizn* et rédacteur en chef du Recueil en question.

(2) « Dans les 20 provinces et républiques les plus gravement atteintes, le rendement total de toutes les récoltes s'élevait seulement à 180 millions de pouds, tandis qu'il était de 1 milliard 240 millions de pouds dans la période précédant la guerre (Voir *Recueil de données sur l'industrie agricole, 1904-1916*, publié par l'ancien Ministère russe de l'Agriculture).

C'étaient les gouvernements de Vyatka, de la République tartare, Chuvash, du territoire de Marii, de Simbirsk, de Saratov, de la Commune allemande de la Volga, Astrakhan, le Pays des Kirghiz, Samara, Ufa, Tsaritzyn, Bashkirie, la Crimée, Ekaterinburg, Votyak, Stavropol, Ekaterinoslav, Zaporozjky et Nikolaev (Société des Nations, rapport, page 31).

II. — TABLEAU GÉNÉRAL ET RÉCAPITULATIF
DES PRODUITS STOCKÉS PAR LE DIT COMMISSARIAT

NATURE DES PRODUITS	EN 1920 (en millions de pouds)	EN 1921 (en millions de pouds)	POURCENTAGE par rapport à 1920
Céréales.....	321,45	206,85	64 %
Graines oléagineuses.....	11,2	15,7	140 %
Viande.....	21,4	10,5	49 %
Pommes de terre.....	85,2	49,9	59 %

Ici encore il y a lieu, peut-être, de n'accepter que sous bénéfice d'inventaire l'exactitude mathématique des chiffres.

D'ailleurs, au début de son article, M. Schoub prend la précaution de prévenir les lecteurs que les chiffres indiqués comme résultats annuels « se distinguent dans certains cas de ceux donnés dans les résumés précédents, ce qui s'explique par les compléments et rectifications constants des comptes du Commissariat du Peuple à l'Alimentation. Ces modifications concernent même quelquefois les années passées et portent sur des quantités considérables » ⁽¹⁾.

Mais la réduction du stockage d'une année à l'autre est tellement accentuée, que la signification des statistiques ne peut pas être affaiblie par les « compléments et rectifications constants ».

256. — Le travail de M. Schoub abonde d'ailleurs en réserves et sous-entendus non moins suggestifs :

« Le troc qui devait, conformément aux projets, tenir, durant la deuxième moitié de 1921, une place importante dans le stockage des denrées alimentaires par l'État, a donné des résultats négligeables. Nous ne le ferons donc pas ressortir à part dans notre exposé. Nous ne le ferons pas non plus quant aux remboursements des prêts de semences et entrées provenant d'autres sources... ⁽²⁾ ».

« Quant à la marche et à l'étendue des répartitions effectuées aux consommateurs, nous ne traiterons que celles des céréales, puisque les matériaux existants sont tout à fait insuffisants quant aux autres produits. Même en ce qui concerne les céréales, les calculs du Commissariat du Peuple à l'Alimentation ne brillent pas par une exacti-

(1) SCHOUB, article cité, page 31

(2) *Idem*, page 31.

tude spéciale. A maints points de vue, ils le cèdent même à ceux concernant le stockage... ⁽¹⁾ ».

La diminution du stockage des pommes de terre en 1921 est expliquée par une mauvaise récolte. « Mais », ajoute l'auteur, « l'écourtement de la période du stockage a eu une importance non moins grande. Etant donné le déchet des années précédentes, où une part énorme des produits stockés est arrivée au consommateur dans un état qui en excluait l'usage, on a décidé de terminer le stockage en octobre 1921, avant l'arrivée des grands froids... ⁽²⁾ ».

En trouvant toutes ces allusions sous la plume d'un auteur si bien placé pour en juger, on éprouve à peine le besoin d'autres chiffres et précisions. Ce qui est dit, suffit pour se rendre compte que les millions de paisibles villageois et citadins, périr pendant la terrible famine de 1921, étaient autant victimes de ce fléau de la nature que d'une organisation gouvernementale défectueuse.

257. — Le tableau N° 14 de M. Polozoff dressé à l'appui de son article « Transports par chemins de fer », illustre l'incapacité et l'incurie de cette organisation ⁽³⁾.

MISE D'APPROVISIONNEMENTS sur wagons (moyennes mensuelles)	1 ^{er} TRIMESTRE	2 ^e TRIMESTRE	3 ^e TRIMESTRE	4 ^e TRIMESTRE	1 ^{er} SEMESTRE	2 ^e SEMESTRE	POUR L'ANNÉE
Ukraine							
Prévu, suivant le plan.....	3.480	4.228	5.239	15.280	3.854	10.200	7.057
Effectivement mis sur wagons.	5.416	10.722	7.342	12.289	8.069	9.815	8.942
Pour le Centre.. { prévu.....	3.460	3.763	4.066	7.894	3.612	5.980	4.796
} envoyé.....	1.294	1.597	906	5.741	1.446	3.323	2.385
Sibérie							
Prévu, suivant le plan.....	6.400	7.533	6.640	6.731	6.966	6.686	6.826
Effectivement mis sur wagons.	1.544	7.681	3.486	5.574	7.612	4.530	6.071
Pour le Centre.. { prévu.....	5.500	6.066	4.150	6.078	5.783	5.114	5.449
} envoyé.....	4.211	2.888	1.629	1.518	3.550	1.573	2.562

(1) *Idem*, page 47.

(2) *Idem*, page 44.

(3) *Idem*, pages 120-135. Voir le tableau de la page 129 du Recueil. Nous avons souligné les lignes contenant la conclusion de Polozoff.

« Ces chiffres démontrent », conclut M. Polozoff, « qu'en Ukraine, tandis que la mise annuelle sur wagons dépasse les prévisions du plan de 27 % environ, l'envoi au Centre apparaît presque deux fois inférieur aux prévisions, ne dépassant pas 27 % de la mise sur wagons globale... »

« ... Pour la Sibérie, le tableau est presque identique... »

Mieux que les articles les plus enflammés, ces rangées de chiffres officiels font ressortir l'ineptie de l'appareil bureaucratique, incapable d'extraire des greniers habituels de la Russie les subsistances nécessaires à la vie des régions moins avantagées, dont la situation devenait de plus en plus tragique...

258. — Déjà le 1^{er} mai 1918, l'éditorial de la « *Novaïa Jizn* » ⁽¹⁾ avertissait les maîtres de l'heure : « Les centaines de devises et de cris de victoire inscrits ce jour par les communistes sur leurs bannières ne couvriront pas les hurlements des gens épuisés et affamés... »

Du 2 au 17 mars 1921, après quatre ans d'édification du socialisme, après la victoire de l'Armée Rouge sur toutes les armées hostiles, Cronstadt, la plus ancienne citadelle du bolchevisme, était en révolte. Les matelots de Cronstadt, « beauté et gloire de la Révolution », selon l'épithète historique de Trotzky, ne sont pas devenus « contre-révolutionnaires ». Leurs bannières restaient aussi rouges que celles des troupes attaquant la forteresse rebelle. La devise des révoltés — « Les Soviets sans les Communistes », « La liberté du commerce » — c'étaient encore et toujours ces « hurlements de gens épuisés et affamés », dont parlait jadis Gorky. Mais émanant des premiers édificateurs de l'organisation sociale nouvelle, des destructeurs les plus actifs de la bourgeoisie, ces actes prenaient, aux yeux des dictateurs communistes eux-mêmes, la signification d'un symbole, d'un trait final tracé au bas d'un bilan vraiment accablant.

259. — L'organisation sociale, dite « bourgeoise » fut démolie. Sa carcasse juridique n'existait plus. Cette œuvre destructrice a été réalisée tant et si bien que Goichbarg, un des auteurs soviétiques en

(1) Journal de Maxime Gorky, non rallié alors au bolchevisme.

vue, a pu écrire dans son manuel ⁽¹⁾ : « Je me rappelle que, lorsqu'à la Conférence des juristes soviétiques tenue en été de 1920, on a commencé à parler d'une certaine codification du droit civil, les membres de la conférence n'ont pu citer qu'un seul rapport du droit privé encore en vigueur, le louage des services d'un berger dans les campagnes ».

Mais ces victoires sur le Code civil ont été funestes à l'Economie Nationale. On cherchait à la baser sur la contrainte pure. On a abouti à un échec complet. Famine sans précédents dans l'histoire moderne, agriculture en décadence, industrie gravement atteinte, transports presque inexistants, telle fut la rançon de l'expérience avortée.

SECTION SIXIÈME

Capitulation du communisme intégral et avènement de la « Nep », avec retour aux sociétés de capitaux

260. — En présence de tant de ruines accumulées, le danger d'une paralysie générale de la production et des échanges devenait de plus en plus réel. Les symptômes de sclérose se manifestant dans toutes les parties vitales de l'organisation économique du pays, l'issue fatale n'était plus qu'une question de temps.

261. — Lénine, autocrate omnipotent au sein même du parti dictateur, ne s'y trompa pas. Les journaux faisaient encore la dépense d'un verbiage monotone et puéril sur des sujets mille fois rebattus; les Soviets, les comités, les commissions, les cellules communistes continuaient toujours à lancer les mots d'ordre à effet; les « purs » et les « pures » étaient plongés, comme d'habitude, dans des projets, frappant les non-initiés par la forme scientifique de leur incohérence; la majorité du parti communiste ne cessait pas de manier l'ensemble restreint d'idées et de notions composant le vocabulaire marxiste. Mais lui, le chef, ne se laissait pas endormir par ce verbalisme officiel. Avec une souplesse inattendue, il s'affranchit des dogmes dont hier encore il était le premier à proclamer l'intangibilité.

Dans l'article « Sur l'importance de l'or maintenant et après la vic-

(1) GOICHBARG, *Droit Economique de la R. S. F. S. R.*, Moscou, 1923, tome I, page 3.

loire complète du socialisme », Lénine reconnaît son échec dans les termes suivants ⁽¹⁾ :

« ... Le pays isolé, le plus arriéré des pays capitalistes, qui a tenté de réaliser directement et pratiquement la nouvelle liaison de l'industrie avec l'agriculture, n'a pas résolu ce problème « d'assaut », et doit le vaincre à présent par une suite « d'opérations de siège », lentes, progressives et circonspectes ».

262. — Dans son rapport du 15 mars 1921 au X^e Congrès du Parti Communiste Russe, Lénine fut encore plus explicite ⁽²⁾ :

« Il est hors de doute que dans un pays où la grande majorité de la population est composée de petits producteurs-propriétaires fonciers, la révolution sociale n'est possible qu'au moyen de nombreuses mesures transitoires spéciales, qui auraient été complètement inutiles dans les pays à capitalisme développé, où les salariés dans l'industrie et l'agriculture composent l'énorme majorité...

« Nous avons souligné dans différents ouvrages, dans tous nos discours, dans toute la presse, qu'en Russie le cas est tout autre, qu'en Russie nous avons une minorité ouvrière dans l'industrie et une énorme majorité de petits propriétaires fonciers. La révolution sociale ne peut obtenir un succès définitif dans un pays pareil qu'à deux conditions : d'abord à la condition que la révolution sociale éclate en temps voulu dans un ou plusieurs pays avancés.

« La deuxième condition est une entente entre le prolétariat qui réalise sa dictature et détient le pouvoir et la majorité de la population paysanne.

« Nous savons que seule l'entente avec les paysans peut sauver la révolution sociale en Russie, tant que la Révolution n'a pas encore eu lieu dans d'autres pays. »

263. — Cette révolution si attendue étant fort en retard, il proposa au Congrès de pactiser avec la paysannerie russe, comme jadis il avait insisté sur la signature du Traité de Brest-Litovsk avec les Allemands ⁽³⁾. Encore une trêve que cette Nep (Nouvelle Politique Écono-

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XVIII, 1^{re} partie, page 413 (texte russe).

(2) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XVIII, 1^{re} partie « Sur l'impôt de ravitaillement », pages 137-138 (texte russe).

(3) TROTSKY, *Avènement du Bolchevisme*, page 135.

mique), cette formule de collaboration avec les paysans « sérieusement, pour longtemps, mais pas pour toujours ». La durée approximative prévue fut celle de 10 ou de 20 ans, « jusqu'à la victoire définitive du socialisme ».

264. — Lénine insistera lui-même plus tard sur le caractère forcé de la Nep ⁽¹⁾ : « La Nep n'est pas une évolution, elle n'est pas une transformation; c'est une lutte désespérée, féroce ». Mais, quoiqu'il en soit, en 1921, son coup de barre suscita des discussions violentes au sein même du parti communiste.

Tous constataient l'écroulement du « communisme de guerre », mais certains se révoltaient contre l'évidence même des faits. Une opposition se forma qui déchiffrait les trois initiales de la Nep comme celles de « Nouvelle Exploitation du Prolétariat ». Une forte effervescence régnait au milieu des militants bolcheviks.

265. — Dans un article paru à la « Krasnaïa Nov » du 28 avril 1921 ⁽²⁾, Lénine déclare cependant sans ambages : « Assez d'illusions ! Il est ridicule de fermer les yeux à la vérité : interdire à la Russie toute pratique des échanges commerciaux serait une bêtise et un suicide : une bêtise, car autant s'attaquer à l'irréalisable; un suicide, car autant condamner le régime à un krach fatal. Or, les échanges, la liberté commerciale, créeront entre les citoyens des relations de nature capitaliste... Est-ce un malheur ?... Nous sommes stupides et faibles; nous avons pris l'habitude de dire que le socialisme est un bien, que le capitalisme est un mal. Mais le capitalisme n'est un mal que par rapport au socialisme; par rapport au Moyen-Age où s'attarde encore la Russie, le capitalisme est un bien... »

« On s'abandonne à la phrase révolutionnaire », continuait le dictateur, « quand on dénonce une abdication communiste dans les con-

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XVIII, 2^e partie, Rapport du 27 mars 1922 sur l'activité du Comité Exécutif du Parti Communiste Russe, pages 41-42, (texte russe).

(2) Cette partie de l'article reproduisait les paroles de Lénine à la Conférence des secrétaires et des représentants responsables des cellules communistes de la ville et du gouvernement de Moscou. (Séance du 9 avril 1921; *Izvestia*, du 10 avril 1921). Une partie de cette citation fut reproduite à nouveau par le *Novy Pout* (La nouvelle voie), du 11 mai 1921.

« Krasnaïa Nov » signifie la « Nouvelle Vie Rouge ».

cessions accordées à la campagne... Les événements nous imposent le devoir de changer momentanément notre politique. »

266. — Lénine eut beau écrire « Momentanément... » Ses affirmations, après plus de trois ans de socialisation, résonnaient néanmoins comme une apostasie. La Tchéka ne s'y trompe pas d'ailleurs lorsqu'elle confisque le numéro de la « Pravda » ⁽¹⁾ reproduisant l'article cité de la « Krasnaïa Nov ». Elle ne faisait, somme toute, que son devoir, cette Commission Extraordinaire habituée à passer par les armes des milliers et des milliers d'hommes pour des propos intiniment moins contre-révolutionnaires.

267. — Cependant, comme d'habitude, Lénine se montra très ferme dans ses décisions.

Les troupes de la guerre civile économique étaient en retraite chaotique. Leur offensive aboutit à une débacle complète. Lénine cherchait à donner à cette déroute l'aspect d'un simple recul sur des positions préparées à l'avance; il préconisait un effort méthodique et intensif, un labeur quotidien, avant d'entreprendre des attaques nouvelles, et ne se gênait pas d'admonester sévèrement les partisans trop fidèles à son ancien enseignement ⁽²⁾ : « Pour celui qui trouve ce travail ennuyeux, peu intéressant, incompréhensible, pour celui qui se renfrogne et s'effraye ou se grise de déclamations sur « l'entrain », « l'enthousiasme » d'antan, etc..., pour celui-là, il vaut mieux le libérer de son travail et l'envoyer au diable, afin qu'il ne puisse nuire, parce qu'il ne veut pas ou ne sait pas réfléchir aux particularités des diverses péripiéties de la lutte ».

268. — Il fut aisé à l'opposition communiste de s'indigner de ces nouveaux propos et de monter en épingle les idées exprimées par Lénine dans ses discours de jadis. Il se donnait, en effet, lui-même, le plus cinglant des démentis, que sa dialectique n'arrivait pas toujours à masquer. Mais, en dépit de la nécessité « d'envoyer au diable » une partie, la plus fidèle peut-être, de ses propres disciples et « quels que soient les avantages économiques concédés aux pay-

(1) *Pravda*, numéro du 29 avril 1921.

(2) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XVIII, 1^{re} partie, article *Temps nouveaux, erreurs anciennes sous une forme nouvelle*, page 359 (texte russe).

sans », Lénine fut bien décidé à faire jouer la soupape de sûreté constituée par ces avantages. L'essentiel, dorénavant, c'était de conserver au prolétariat son principal apanage, le monopole du pouvoir politique.

La Nouvelle Politique Economique débuta donc par des concessions aux paysans. Tout d'abord, le décret du 23 mars 1921 substitua l'impôt en vivres au système des réquisitions forcées en vigueur pendant la guerre civile. Les paysans n'avaient plus à redouter des saisies arbitraires de tout ce qui dépassait le strict minimum nécessaire à leurs propres besoins.

Deux jours plus tard, le 25 mars 1921, le X^e Congrès du parti communiste adopta un nouveau décret dit « sur les échanges dans les limites de la circulation locale des biens... » Ce décret permit la liberté des échanges pour les produits provenant de l'industrie et du travail des artisans, produits « qui restent acquis à la population après le paiement de l'impôt en nature » (article 1^{er}).

Selon les « Izvestia » ⁽¹⁾, le décret a été pris « afin d'assurer une exploitation agricole régulière et calme basée sur une extension de la liberté laissée au cultivateur pour disposer de ses ressources économiques et du produit de son travail; afin de fortifier l'industrie agricole des paysans et d'en relever le rendement, ainsi que dans le but de déterminer exactement les obligations que l'Etat impose aux cultivateurs ».

Le 29 mars suivant, un nouveau décret allégea encore le fardeau des paysans en réduisant de 423 millions à 240 millions de pouds la quantité de céréales qu'ils devaient remettre à l'Etat pour s'acquitter du nouvel impôt ⁽²⁾. Ils devaient fournir également 60 millions de pouds de pommes de terre et 12 millions de pouds de graines oléagineuses.

269. — Une fois accordée aux moujiks, cette faculté d'atteindre une certaine liberté économique forma, dans le régime communiste, une brèche sérieuse appelée à grandir rapidement. Comme le formula fort bien un juriste soviétique « ce qu'on nomme Nouvelle Politique Economique *force* l'état prolétaire à admettre l'initiative privée

(1) Numéro 58, du 28 mars 1921.

(2) *Izvestia*, du 2 avril 1921, n° 63.

dans les branches d'activité où elle était jusqu'alors proscrite sous la menace d'une peine » (1).

En effet, les différentes branches de l'activité économique étant étroitement liées les unes aux autres, l'initiative privée, — l'ennemie tant de fois écrasée de l'idéal communiste, — revêcut et força les uns après les autres les cadenas des prohibitions légales.

Le décret sur la coopération du 7 avril 1921 contenait l'abandon du principe d'étatisation des coopératives. La dénationalisation du commerce et de la petite industrie découlait du décret du 25 mars, dont les articles 7 et 8 admirent le droit de recevoir des commandes des particuliers, de vendre sur le marché libre, de contracter pour les fournitures soit avec l'Etat, soit avec les particuliers. Enfin, le décret du 5 juillet 1921 « sur le mode d'affermage des entreprises qui sont du ressort du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale » abolit les restrictions du trafic conservées par le « décret sur les échanges ».

270. — Ainsi, pour sortir de l'impasse à laquelle la Russie se trouvait acculée, le Gouvernement soviétique renonça au programme du communisme intégral, si funeste au pays. Mais tout en cédant du terrain à l'économie privée, il cherchait à concilier ses concessions dans un régime de compromis, avec le maintien de certaines « conquêtes de la révolution sociale ». L'industrie lourde restait nationalisée; le monopole du commerce extérieur était proclamé intangible; la contrainte gouvernementale et la direction de la vie économique d'en haut restaient les principes de la politique économique de l'Etat.

271. — Quoiqu'il en soit, l'établissement de ce régime bâtard comportait des changements profonds dans la structure juridique des rapports entre les individus.

La propriété privée, la liberté de recevoir la succession *ab intestat* et testamentaire furent admises dorénavant dans une mesure de plus en plus large. Avec ces principes, toute une pléiade de fantômes du droit privé réapparut dans la réalité soviétique.

Comme tant d'autres, le décret du 29 juillet 1921 sur les sociétés

(1) SLAVINE. *Les Institutions Judiciaires et la Nouvelle Politique Economique*, dans la Revue hebdomadaire du Commissariat de la Justice Moscou, 1922, n° 1, page 6.

par actions consacrait une de ces capitulations juridiques imposées par les nécessités économiques.

Le capitalisme, banni et persécuté pendant des années comme un système hideux au point de vue moral et irrationnel, quant à son fonctionnement pratique, reçut ainsi sa revanche. Les expérimentateurs, à bout de ressources, eurent recours à l'institution considérée, à juste titre, comme l'incarnation suprême du régime capitaliste.

CHAPITRE II

PÉRIODE DE LA « NEP », INFLUENCE DE CE RÉGIME

SUR LES DIFFÉRENTES SOURCES D'INFORMATION SCIENTIFIQUE

272. — Quelles sont les innovations apportées sous l'influence du milieu social nouveau dans la structure juridique et le rôle économique des sociétés de capitaux ?

Dans quelles conditions fonctionnent-elles ? Quels sont les résultats obtenus et les perspectives d'avenir des sociétés de capitaux dans un système qui est la négation du capitalisme ?

Quel est leur office dans l'évolution économique de la Russie, devenue la quasi-anonyme Union des Républiques Socialistes et Soviétiques ?

Toutes ces questions sont étroitement liées les unes aux autres, car « un texte législatif pris à lui seul, n'est qu'une ossature dépouillée de ce qui en fait la vie, un mécanisme au repos; pour lui restituer la vie et le mouvement, il faut évoquer tout le milieu scientifique, doctrinal et pratique, qui en conditionne le fonctionnement, et faire apparaître surtout les applications directes qu'on a visées sans les mentionner expressément, et auxquelles le texte doit conduire » ⁽¹⁾.

273. — L'évocation ainsi préconisée suppose nécessairement un recours à des éléments nombreux et hétéroclites. Tout doit être utilisé : articles de doctrine traitant le sujet en pleine liberté sous ses différents aspects; discussions dans des sociétés savantes; décisions de la jurisprudence, reflet fidèle des rapports entre individus et des faits se trouvant à la base de ces rapports; motifs du législateur; statistiques privées servant, en quelque sorte, de contrôle aux statistiques officielles; informations de la presse; documentation des revues spéciales. Une étude conçue de cette manière et renforcée, en outre, par une connaissance directe des faits et des milieux, pourrait seule être vraiment complète et objective.

Nous avons fait de notre mieux pour appliquer la méthode ainsi

(1) SLEILLES, *Introduction à l'étude du Droit Allemand*.

préconisée aux questions traitées jusqu'ici dans le présent ouvrage. Mais dorénavant, dans la partie de notre étude consacrée à l'U.R.S.S., nous allons nous trouver démunis de la quasi-totalité des sources énumérées.

SECTION PREMIÈRE

Connaissance directe des faits et des milieux

274. — Le contact direct avec la vie économique des Soviets est impossible. Toute tentative d'enquête, non estampillée à l'avance du cachet communiste, constitue une infraction grave. C'est la « contre-révolution économique » ou « l'espionnage économique », au gré du juge d'instruction du G.P. Ou, à moins que celui-ci ne trouve plus commode d'appliquer à l'enquêteur toute autre qualification, prévue ou non prévue par la loi pénale soviétique.

En effet, si l'ancien Code pénal russe du 22 mars 1903 énonçait fermement le principe *nullum crimen sine lege* dans son premier article, le Code pénal soviétique nie carrément cette règle fondamentale, adoptée par tout l'univers civilisé. L'article 10 de ce dernier Code statue :

« En cas d'absence d'indication directe du Code sur certaines « espèces de délits, les peines ou les mesures de la défense sociale « sont appliquées, selon les articles du Code pénal, prévoyant les « délits les plus similaires, quant à leur genre et leur importance. »

La pratique judiciaire, en se basant sur cet article, créa, en absence de tout texte, par voie d'analogie, le crime inédit de « contre-révolution économique », dans des circonstances ainsi résumées par le professeur Makletzoff ⁽¹⁾ :

« La participation à une organisation empêchant le fonctionnement des organes ou entreprises soviétiques dans un but contre-révolutionnaire ou les utilisant dans le même but, constitue un délit spécial (article 63 du Code pénal). C'est cet article-là, justement, « que la pratique soviétique avait utilisé pour créer, par voie d'analogie (article 10, Code pénal), le délit de « contre-révolution éco-

(1) Voir *Le Droit de la Russie Soviétique*, Recueil composé par les Professeurs de la Faculté de Droit Russe à Prague, 1925, Prague, éditions « La Flamme », deuxième livraison. Article du professeur Makletzoff (Ancien professeur à la faculté de Kharkoff), pages 182-183.

« nomique » non prévu par le Code et dénué, quant au fond, de
« tout sens précis (affaire des employés et des commissionnaires de
« l'Union Centrale des Coopératives, 11-17 février 1923).

« Le substitut, Tchlenoff, a invoqué des arguments peu banaux :

« Le Code pénal de la R.S.F.S.R. est le seul des Codes existants
« à comprendre un chapitre sur les crimes contre-révolutionnaires.
« Toutefois, la contre-révolution économique... n'est pas prévue mêm
« me par notre Code. Mais l'article 10 nous donne le droit d'appli
« quer l'article 63 par voie d'analogie. Dans la guerre civile au front
« économique, la « Nep » signifie l'armistice entre le pouvoir sovié
« tique et le capital privé. Mais dès que nos ennemis économiques
« enfreignent l'état d'armistice, le glaive de la justice pénale doit
« atteindre les têtes de ces délinquants...

« Les collaborateurs des établissements soviétiques se sont unis
« aux intermédiaires privés dans des buts personnels et intéressés.
« Comme suite à ces accords, un organe de l'Etat a servi aux buts
« d'enrichissement et à la dilapidation des ressources de la Répu
« blique. C'est justement cela qui constitue une véritable contre-ré
« volution économique que la justice révolutionnaire doit punir aussi
« cruellement et fermement qu'elle le faisait et fait encore quant à la
« contre-révolution politique. »

Les accusés ont été condamnés à être fusillés, conformément à
l'article 63 du Code Pénal. Le Tribunal a décidé de demander au
Bureau du Comité Central Exécutif la non-application aux condam
nés de l'amnistie édictée à l'occasion du 5^e anniversaire de la Révo
lution d'octobre.

Sentant probablement la monstruosité et l'artifice de cette inter
prétation par analogie, qui conduit les accusés au poteau, les légis
lateurs soviétiques se sont empressés d'introduire, en juillet 1923,
la définition de la contre-révolution économique dans le Code pénal.
Cette notion englobe actuellement les actes visant à l'infraction ou au
« sabotage de l'industrie, du commerce ou des transports étatiques
dans un but manifestement contre-révolutionnaire (article 63, dans
sa nouvelle rédaction) ».

275. --- En même temps qu'il consacrait hâtivement par une rédac
tion nouvelle de l'art. 63 du Code pénal cette création jurispruden
tielle, le Comité Central Exécutif Panrusse prit soin de modifier l'ar

licie 57 de ce Code. La nouvelle rédaction de cet article précise que sera considéré comme contre-révolutionnaire tout acte qui « sans viser directement à l'abolition du pouvoir soviétique, contient néanmoins, au su du coupable, une atteinte aux conquêtes politiques et économiques fondamentales de la révolution prolétarienne ».

Depuis, une application des plus abusives a été faite de cette notion vague de « contre-révolution économique ». Récemment encore ⁽¹⁾, le procès retentissant des ingénieurs du Donetz a offert au monde civilisé le spectacle d'ingénieurs et de contre-maîtres allemands inculpés, sur les indications du Guépéou, pour « organisation non rationnelle de la production... », « dépenses de capital inutiles » et « discrédit jeté sur la rationalisation socialiste de la production par l'achat à l'étranger d'outillage inutile » ⁽²⁾.

Il a suffi à la police politique de présumer aux actes purement techniques l'arrière-pensée du « discrédit de la rationalisation socialiste » pour les transformer en crimes contre la sûreté de l'Etat.

On conçoit dès lors que toute enquête scientifique, quelles que soient son objectivité et son impartialité, du moment que l'enquêteur ne s'arrêterait pas à ses impressions superficielles de touriste, tomberait en plein sous la coupe du Guépéou, comme risquant de jeter un « discrédit sur la rationalisation socialiste de la production » ou de porter « atteinte aux conquêtes politiques et économiques fondamentales de la révolution prolétarienne ».

276. — En admettant que le Guépéou lui-même ne trouve pas d'éléments de « contre-révolution économique » dans l'enquête entreprise, celle-ci constituerait à coup sûr un fait d'« espionnage économique », crime dont le législateur soviétique s'est dispensé de donner la définition. Les Administrations soviétiques en ont profité pour donner à ce terme une interprétation des plus compréhensives.

Comme l'indiquait la « Deutsche Volkswirt » ⁽³⁾, tandis que la délégation commerciale soviétique en Allemagne se mettait en rapports avec n'importe quelle compagnie ou société allemande, toute tentative des Allemands pour se mettre en rapports directs avec les orga-

(1) Mars-Juin 1928.

(2) Qualifications de l'acte d'accusation.

(3) Série d'articles en février-mars 1928.

nes économiques des Soviets, était considérée par cette délégation comme équivalente à « l'espionnage économique ». En décembre 1928, à la reprise des travaux de la Conférence économique russo-allemande, interrompus en guise de protestation contre l'inculpation de leurs nationaux dans le procès du Donetz, les négociateurs allemands ont apporté un soin tout particulier à faire préciser cette notion inconsistante. A l'issue de la conférence, ils se sont déclarés satisfaits des explications obtenues.

277. — Celles-ci n'ont pas été rendues publiques, à notre connaissance. Toutefois, même en les supposant tout à fait rassurantes, on ne pourra parler des garanties juridiques contre les accusations arbitraires, tant que le Gouvernement soviétique n'aura pas publié le texte de la loi du 28 mars 1924, précisant les droits du Guépéou en matière d'expulsion, de bannissement et de détention dans les camps de concentration ⁽¹⁾.

SECTION DEUXIÈME

La presse

278. — Les éditions parues dans l'U. R. S. S. ne sauront pas suppléer à l'impossibilité d'observation directe poussée aux détails. L'absence d'objectivité constitue, dans l'immense majorité des cas, le vice irrémédiable de l'information puisée à cette source.

La doctrine communiste comporte la suppression de la liberté de la presse et sa monopolisation au profit de l'Etat ⁽²⁾. La réalisation de ces mesures fut inscrite par les bolcheviks dès 1918 au nombre de leurs titres de gloire, en admettant qu'elle en soit un. Les numéros des « Izvestia » de 1918 contiennent des listes entières de journaux et de revues supprimés « pour menées contre-révolutionnaires », « pour informations tendancieuses », ou tout simplement « à cause de leur absence d'utilité pour la classe ouvrière ». Enfin, le décret du 8 août 1918 fait connaître à la population de la République Russe

(1) Ce texte est resté occulte, d'après le commentaire officiel de M. Elistrélov, *Droit Administratif de la R. S. F. S. R.*, Léninegrad, 1928, édition de l'Etat, pages 87-88. L'auteur est un ancien professeur de Droit Administratif à l'Université de Moscou, devenu collaborateur du Commissariat de l'Intérieur (*op. cit.*, page 3).

(2) B. MIRKINE-GUETZEVITCH, *op. cit.*, pages 105-107.

Socialiste, Fédérative et Soviétique que la presse bourgeoise était suspendue sur le territoire de la République « pour toujours ». D'ailleurs, la presse socialiste ne fut guère mieux traitée ⁽¹⁾.

279. — La « Nep » ne changea rien au régime de la presse soviétique.

L'édition des journaux resta un monopole de l'Etat.

Le décret du 12 décembre 1921 admit, cependant, sous condition de censure préalable, l'édition des livres et des revues par des éditeurs privés.

Le 6 juin 1922, un autre décret créa la Direction générale de la Presse et de la Littérature (Glavlit), chargée, en collaboration étroite avec la Police Politique ⁽²⁾, de la « surveillance de la Presse, de l'impression et du commerce des livres » ⁽³⁾.

Le Commissariat du Peuple pour la Justice définit le rôle de la « Glavlit » de la manière suivante ⁽⁴⁾ :

« La censure des imprimés :

1° Supprime les informations interdites;

2° Supprime les articles hostiles au Parti communiste et au Pouvoir soviétique;

3° Empêche toute publication défendant une idéologie qui nous est hostile en matière sociale, religieuse, nationale, économique, artistique;

4° Interdit les publications pornographiques;

5° Supprime les publications de chiffres, renseignements, faits caractéristiques qui peuvent être de nature à compromettre le Parti communiste et le Pouvoir des Soviets. »

Cette « censure sous toutes ses formes : militaire, politique, idéologique, etc. ⁽⁵⁾ », est appliquée non seulement aux éditions privées, mais également à la plupart des éditions officielles.

(1) Voir A. A. AXELROD, *Œuvre économique des Soviets*, page 58.

(2) Le *Guépéou*, Direction Politique de l'Etat.

(3) Décret du 6 juin 1922, art. 9 et 10; Instruction du 2 décembre 1922, art. 9.

(4) *La Législation de la Presse*, édition Juridique du Commissariat du Peuple de la R. S. F. S. R. pour la Justice, Moscou, 1927, page 33.

(5) ELISTRATOV, *op. cit.*, page 119.

Seules les éditions du Parti Communiste, de l'Internationale Communiste, de l'Édition d'État, du « Glavpolitprosvet » ⁽¹⁾, les « Izvestia » de Moscou et les œuvres de l'Académie des Sciences en sont exemptes. Mais nous allons voir la manière brutale dont l'Académie des Sciences fut réduite au silence ⁽²⁾. Quant aux autres exceptions de cette courte liste, elles sont consenties aux établissements publics qui représentent la quintessence même de l'orthodoxie communiste.

Ce n'est pas de ce côté-là, assurément, qu'une hérésie quelconque pourrait obscurcir le dogme de la dictature du parti communiste.

279^{bis}. — On se rend compte des rigueurs de la censure soviétique par des livres tels que « Life under the Soviets », de M. Alexandre Wikstead ⁽³⁾, professeur d'anglais établi à Moscou. Cet ouvrage, écrit par un admirateur enthousiaste des Soviets, contient quelques faits anecdotiques que l'auteur trouve fort amusants et qui sont, d'après nous, assez caractéristiques du régime de la presse. On apprend ainsi, par exemple, que la nouvelle de O. Henry « Le pain de la diablesse », a été prohibée par la censure « parce qu'une héroïne bourgeoise y figure comme une femme de cœur », pour la même raison le « Glavlit » n'a pas laissé passer la traduction du roman de Jack London « Le Dieu de ses pères ».

On comprend dès lors l'attitude servile de la presse bolcheviste à l'égard des pouvoirs: dès que les organes supérieurs de l'État et du Parti Communiste prennent une décision quelconque sur une question à l'ordre du jour, immédiatement les journaux et les revues entonnent des louanges en l'honneur de la solution adoptée: il suffit qu'elle soit modifiée en haut lieu pour que les journalistes soviétiques considèrent comme noir ce qui était blanc la veille. Ces mœurs s'étalent avec évidence aux yeux de quiconque parcourt les éditions soviétiques durant quelques mois de suite. Elles constituent, d'ailleurs, le but du « Glavlit » et le sens même de son existence. Nous allons voir au cours de notre exposé tant d'exemples de cet état des choses, qu'il est inutile d'en citer d'autres à l'appui de notre allégation.

(1) Direction générale de l'Instruction Politique.

(2) Voir infra, §§ 283 à 290.

(3) Londres, 1928.

280. - Notons seulement que les autorités locales sont habituées à l'obéissance passive de la presse et que la moindre velléité de critique provoque de leur part une réaction violente. La « Pravda », organe du Comité Central du Parti Communiste, nous apprend quelques « faits divers » qui mettent en évidence la situation subordonnée de la presse.

Le journal « Krasny Loutch » ⁽¹⁾, par exemple, se permit « la critique de l'activité du Comité Exécutif de Sotchi et de son service administratif ». Le Soviet local s'empressa de confisquer l'édition qui contenait les critiques. Une série d'articles du « Krasnoïe Tchernomorié » ⁽²⁾, journal édité au chef-lieu de la région, amena le Comité Exécutif de Sotchi à reviser sa première décision et à prendre cette autre, si savoureuse dans son ingénuité : « Considérer qu'aucune mesure de confiscation n'a été prise à l'égard du « Krasnyi Loutch ». Le Comité Exécutif a exclu tout simplement de l'édition les matériaux désagréables concernant le service administratif et les a remplacés par d'autres matériaux » ⁽³⁾.

Le journal « Krasnoïe Priouralié » ⁽⁴⁾ publia, en 1931, un article accusant les autorités locales d'avoir des sympathies envers l'aile droite du Parti Communiste, alors en opposition avec le Comité Exécutif du Parti. Là encore, le Comité s'indigna de cette velléité d'indépendance et retint 3.000 exemplaires du numéro exposant les faits reprochés. Le secrétaire du Comité Zakine et le membre du Bureau Tchetchneff « proposèrent de brûler immédiatement ces numéros et d'en supprimer l'original ». La rédaction du journal se soumit et le journal fut supprimé ⁽⁵⁾.

Cet autodafé trouva un écho dans un autre coin de la Russie Soviétique. « A l'usine d'Ekaferinoslav « Le chimiste rouge », la discipline du travail laissait à désirer. La journée n'était pas bien remplie. On considérait normal de ne travailler en fait que 3-4 heures au lieu de 6 heures réglementaires. La « Gazette Murale » accusa le Comité de l'usine d'avoir fait preuve d'un opportunisme ayant eu

(1) « Le Rayon Rouge ».

(2) « La Région de Tchernomorié Rouge ».

(3) Nous citons textuellement la *Pravda*, du 5 novembre 1929.

(4) « La Région de l'Oural Rouge ».

(5) Nous citons textuellement la *Pravda*, du 10 avril 1931.

pour conséquence la désorganisation complète du travail. Le président du Comité Chaykine donna alors l'ordre au président du Club Ouvrier de confisquer le journal. « La Gazette Murale » fut arrachée des murs et amenée sous bonne escorte au Comité, qui procéda à sa destruction » (1).

281. Nous avons choisi quelques exemples typiques de l'arbitraire administratif parmi des dizaines de cas semblables.

Mais si la « Pravda » elle-même semble désapprouver implicitement, rien qu'en les signalant, les excès de rigueur frappant la presse de province, cet organe ne se gêne nullement d'exercer, à l'occasion, des fonctions policières à l'égard de ses confrères de la capitale rouge. Ainsi, depuis 1930, la « Pravda » s'attaque à la rédaction de « Za Industrialisatziou » (2), (organe du Commissariat du Peuple à l'Industrie lourde), « dont les articles, et notamment la rubrique intitulée « Journal du lecteur », soulèvent des doutes sur la netteté de la ligne politique du journal et contiennent des interprétations fausses ou erronées des directives les plus importantes du Parti » (3).

Le Commissariat du Peuple à l'Industrie Lourde n'accepta pas cependant d'être soupçonné d'un manquement à l'orthodoxie communiste. « Za Industrialisatziou » s'attaqua prudemment à « l'Economicheskaja Jizn », organe du Gosplan (4), administration soviétique n'ayant pas le rang d'un Commissariat du Peuple.

Le numéro de « Za Industrialisatziou » du 8 février 1932, en résumant une violente campagne antérieure, constate que « depuis trois ans environ il se fait un devoir d'administrer systématiquement des verges à l'« Economicheskaja Jizn »... Les collaborateurs de ce journal salissent les rangs de la presse bolchevique... Il est devenu une mare stagnante où pullulent les partisans de la capitulation et les aventuriers... Ce journal abaisse et abalourdit la critique bolchevique... »

(1) *Pravda* du 27 avril 1931

(2) « Pour l'industrialisation ». C'est le titre pris en 1930 par l'ancienne *Torgovo-Promischlennaja Gazeta* (Gazette du Commerce et de l'Industrie).

(3) *Pravda* du 13 mars 1930.

(4) Administration présidant à l'élaboration et à l'analyse de l'exécution du plan quinquennal.

« L'Economitcheskaïa Jizn » ne tarda pas à riposter à ces amabilités et reconnut « avoir soumis, à plusieurs reprises, les erreurs politiques grossières de son antagoniste à une critique méritée. Une simple énumération de ces erreurs aurait pris bien trop de place... Quant aux attaques personnelles contre les rédacteurs de l'« Economitcheskaïa Jizn », elles couvrent d'opprobre la presse bolchevique et, tout d'abord, le « Za Industrialisatziou ». Ce journal, ainsi que l'auteur du dernier article dirigé contre « l'Economitcheskaïa Jizn », devraient encourir une responsabilité politique » ⁽¹⁾.

282. — Le régime auquel est soumise la presse soviétique et les faits qui caractérisent la vie quotidienne du journalisme bolchevique, démontrent la survivance, après l'avènement de la « Nep », des principes et des mœurs du communisme intégral.

En vain chercherait-on donc, dans les éditions parues en U.R.S.S., l'expression d'une idée tant soit peu indépendante. L'estampille de la « Glavlit », l'arbitraire des pouvoirs locaux, la surveillance mutuelle et jalouse des grands organes de presse dont chacun prétend être plus communiste que les autres, garantissent au parti gouvernant la castration idéologique de toute parole imprimée.

Nous sommes ainsi privé, dans la suite de notre étude, d'une source précieuse d'informations. Son rôle est réduit, pour nous, à un simple commencement de preuve par écrit.

SECTION TROISIÈME

La doctrine

283. — Comme nous venons de le signaler, l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. est le seul établissement scientifique qui échappe à l'emprise du « Glavlit ». En effet, « les éditions et les travaux édités par l'Académie des Sciences ne sont pas soumis à la censure, à condition de porter la signature du secrétaire général de l'Académie » ⁽²⁾. D'autre part, « l'Académie a le droit d'envoyer à l'étranger toutes ses éditions sans passer par la censure; de même les livres et

(1) *Economicheskaja Jizn* du 10 février 1933.

(2) *Statuts de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S.*, édition (la 2^e) de l'Académie des Sciences, Léninegrad, 1927, titre ix, art. 66.

les éditions qu'elle reçoit de l'étranger sont également libérés de la censure » ⁽¹⁾. En théorie, pour tout contrôle, cette « institution scientifique suprême de l'U.R.S.S., rattachée au Sovnarkom, lui présente annuellement un compte rendu de son activité » ⁽²⁾. Or, « l'Académie des Sciences comprend deux sections : celle des sciences physiques et mathématiques, et celles des sciences humanitaires (histoire, philosophie, sciences économiques, sociologie, etc.) » ⁽³⁾.

Nous avons espéré tout d'abord, trouver dans les travaux de la section humanitaire, quelques éléments objectifs sur le rôle du capital privé dans la période postérieure à la capitulation du communisme intégral, et notamment sur l'activité des sociétés anonymes. Malheureusement, l'histoire douloureuse de l'Académie des Sciences nous apprend que le décorum d'indépendance scientifique ne fut accordé à l'Académie qu'à la condition pour elle de ne pas prendre ses prérogatives au sérieux.

Tout d'abord, le Gouvernement soviétique fit pression sur la savante assemblée en invoquant les dispositions de l'article 22 des statuts ⁽⁴⁾ : « L'académicien encourt la déchéance de ses fonctions, s'il ne remplit pas les obligations qui en découlent, ou bien, si son activité est dirigée d'une manière évidente au détriment de l'U.R.S.S. ».

Le simple fait de collaborer à un recueil édité à l'étranger et comptant parmi ses collaborateurs plusieurs savants émigrés, fut jugé suffisant pour attirer au coupable la menace d'expulsion. Tel fut le cas, au début de 1928, de l'académicien professeur Scherbatzky ⁽⁵⁾.

En 1928 également, un autre académicien, S. A. Jebelev et tout un groupe de savants russes adressèrent quelques études purement scientifiques au « Séminarium Kondakovianum », recueil édité à Prague par l'ancien académicien Rostovtzeff ⁽⁶⁾ et dédié à la mémoire du professeur Kondakoff, leur maître commun. Le courrotix des milieux

(1) *Idem*, titre IX, art. 67.

(2) *Idem*, titre I, art. 1^{er}.

(3) *Idem*, titre I, art. 2.

(4) *Idem*, titre II, art. 22.

(5) Voir collections de la *Pravda* et des *Izvestia*, janvier-avril 1928, exposant les mesures de réprobation et de répression appliquées à l'académicien Scherbatzky.

(6) Le professeur Rostovtzeff et son collègue P. Strouvé furent rayés en 1920 du nombre des académiciens, en tant qu'émigrés (*Izvestia*, du 30 novembre 1928).

communistes à la suite de cet acte de piété fut terrible. La section des travailleurs scientifiques attachés à l'Académie (Vornitso) prononça l'exclusion de M. Jebelev et décida que « son maintien dans les cadres de l'Académie des Sciences était indésirable » ⁽¹⁾. Les autres participants du « Seminarium Kondakovianum », les professeurs Sytchev, Malevski, Spitzine, Posspevska, Romanov, Troinitzki et Matsoulevitch, évitèrent des sanctions en adressant à la section un *mea culpa* sans réserves ⁽²⁾.

Le présidium de l'Académie des Sciences trouva cependant que « la participation des académiciens et des collaborateurs de l'Académie à une édition quelconque des émigrés était inadmissible », que « l'acte de l'académicien Jebelev était irrégulier, ce qu'il y avait lieu de lui faire remarquer », mais qu'il y avait lieu de « considérer l'article 22 des statuts de l'Académie inapplicable à Jebelev, compte tenu de son travail infatigable pour le succès de l'édification soviétique et des explications qu'il avait fournies au présidium » ⁽³⁾.

La Section des Travailleurs Scientifiques confirma alors son point de vue ⁽⁴⁾, et le chef de la Direction Principale de la Science (« Glavnaouka ») proposa à l'académicien Marr, directeur de l'Académie de la Culture matérielle, de ne plus admettre le coupable à participer aux travaux de l'Académie ⁽⁵⁾.

L'Académie des Sciences, dans sa séance du 20 décembre 1928, cassa, « après un long échange de vues, la résolution de la Section des Travailleurs Scientifiques en date du 21 novembre et réintégra l'académicien Jebelev dans les rangs de la section... attendu qu'il se séparait catégoriquement et sans réserves des savants émigrés et notamment de son ancien ami Rostovtzeff, et qu'il désirait rester dans les rangs de la section » ⁽⁶⁾.

284. -- Ce conflit à peine réglé, le Gouvernement soviétique décida d'introduire dans l'effectif de l'Académie, tout un paquet de candidats

(1) Décision du 21 novembre 1928 (*Izvestia* du 22 novembre 1928).

(2) *Izvestia* du 23 novembre 1928.

(3) Radio soviétique du 28 novembre 1928 (*Izvestia* du 29 novembre 1928).

(4) Radio soviétique du 29 novembre 1928 (*Izvestia* du 30 novembre 1928).

(5) *Rabotchaïa Gazeta* (La Gazette Ouvrière) du 1^{er} décembre 1928.

(6) *Izvestia* du 21 décembre 1928.

communistes, qui devaient représenter les intérêts de la classe ouvrière au sein de cette institution ⁽¹⁾. Dans les commissions électorales au vote public, tous les candidats officiels furent élus à l'unanimité. A l'assemblée générale du 12 janvier 1929, statuant au vote secret, la plupart de ces postulants passèrent encore, mais les Immortels russes firent échouer les candidatures des trois communistes réputés, — Fritche, Déborine et Loukine — dont les mérites scientifiques avaient paru insuffisants ou obscurs à la savante assemblée ⁽²⁾. Une nouvelle pression gouvernementale fut exercée alors, et le Président de l'Académie convoqua pour le 17 janvier une assemblée extraordinaire en vue de poser à nouveau les candidatures rejetées par l'Académie. C'est alors que le célèbre physiologiste Pavlov s'attaqua à cette décision du bureau, en déclarant, au nom d'un groupe de neuf académiciens ⁽³⁾, que « les élections avaient eu lieu conformément aux statuts et s'étaient passées régulièrement. Le fait de la non-élection de trois candidats ne représentait rien d'exceptionnel ni d'extraordinaire... »

« Les académiciens », ajouta-t-il, « peuvent avoir à l'égard de la décision du Bureau de l'Académie trois attitudes. D'abord l'attitude servile, celle d'un laquais : « A votre service ». Ensuite, l'attitude prudente opportuniste : c'est une attitude purement psychologique, résultant de la lutte de deux principes : la crainte de provoquer une tension de relations entre l'Académie et le Gouvernement y joue un rôle ; et enfin la troisième, et la dernière attitude, c'est celle d'un savant indépendant qui ne tient compte de personne ni de rien » ⁽⁴⁾.

285. — L'assemblée générale adopta finalement, après de longues discussions, la proposition de son présidium par 28 voix contre 9.

(1) *Izvestia* du 5 décembre 1928, interview de Gorbounoff, chef du Cabinet du Conseil des Commissaires du Peuple.

(2) *Pravda* et *Izvestia* du 13 janvier 1929.

(3) On trouve dans ce groupe les noms universellement connus en Russie et dans les milieux des spécialistes en Europe de MM. Pavlov, Borodine, Sakouline, Levinson-Lessing, Karsky, Liapounov, Lavrov, Petrouchevsky et Vladimirtzeff. Quatre autres académiciens, dont Lazarev et Vinogradov, se sont abstenus de voter.

(4) Discours du 17 janvier 1929, d'après la « *Pravda* » du 25 janvier 1929.

Mais le fait même de la résistance des neuf académiciens déclancha une violente campagne de presse contre l'Académie des Sciences ⁽¹⁾. Ces attaques furent couronnées par les déclarations de M. Lounatcharsky en personne. Le Commissaire du Peuple à l'Instruction Publique ne se montra guère indulgent pour les illusions des vieux savants sur l'indépendance du vote académique : « L'Académie devait se souvenir, avant tout, que l'opinion publique soviétique et la révolution lui posaient des conditions déterminées. L'Académie devait se souvenir fermement qu'elle subissait un examen... Peut-être pensait-elle que le pouvoir soviétique et notre opinion publique n'auront pas le courage de rejeter l'Académie et de transmettre ses richesses matérielles à un monde scientifique organisé d'une manière différente ? Escomptait-elle un tel respect, une telle piété à son égard, qu'on serait amené à faire attention à tous ses caprices ? Pensait-elle que ses amis à l'étranger seraient suffisamment forts pour défendre l'Académie contre les « attentats » soviétiques en lui prêtant une aide directe ou bien l'appui d'une publicité « compétente » ? Eh bien », s'écria le dignitaire courroucé, « si les académiciens pensaient ainsi, ils ont joué avec le feu et je crains qu'ils n'aillent se brûler très sérieusement » ⁽²⁾.

286. — Les menaces de Lounatcharsky furent suivies d'exécution. Tout d'abord, le personnel administratif et scientifique de l'Académie subit un « nettoyage » : 520 collaborateurs scientifiques sur 836 furent exclus des cadres; en outre, on remercia 128 employés du Secrétariat, de la Bibliothèque et des différents services ⁽³⁾.

Simultanément, le Guépéou accusa les académiciens Oldenbourg et Platonov d'avoir gardé dans les archives de l'Académie des documents contre-révolutionnaires, tels que les dernières correspondan-

(1) Voir, par exemple, l'article de Larine dans la *Pravda* du 25 janvier 1929 qui proposait carrément de « jeter hors de l'Académie ses membres insoumis et d'établir, sans tarder, le contrôle effectif des milieux prolétaires sur l'activité de l'Académie ».

(2) Interview de Lounatcharsky, d'après la *Pravda* du 28 janvier 1929.

(3) *Izvestia* des 27 novembre et 3 décembre 1929; Compte rendu de l'académicien Fersmann à l'assemblée générale de l'Académie, en date du 19 décembre 1929 (*Izvestia* du 21 décembre 1929).

ces des membres de l'ancienne maison régnante et de ne pas avoir remis à l'Administration des Archives Centrales tous les matériaux historiques se trouvant dans les archives de l'Académie ⁽¹⁾. « Pour cette irrégularité, le Présidium de l'Académie libéra l'académicien Platonov de toutes ses fonctions administratives » ⁽²⁾. Le Secrétaire général de l'Académie, Oldenbourg, donna également sa démission ⁽³⁾.

287. — Ce nouvel acte de soumission ne sauva pas cependant l'Académie. A l'assemblée générale de l'Académie en 1930, Déborine, un des trois « savants » imposés à l'Académie en 1929, déclara que toute la science mondiale, à en juger par les principaux représentants de l'idéalisme, était « mensongère et hypocrite » dans ses méthodes, qu'elle servait les intérêts étroits et égoïstes de la bourgeoisie et que « le développement de la véritable science confirmait l'exactitude de la doctrine marxiste et du matérialisme dialectique, en tant que conception méthodologique » ⁽⁴⁾.

Le Conseil des Commissaires du Peuple passa le contrôle de l'Académie des Sciences à la Commission scientifique du Comité Central Exécutif de l'U.R.S.S. ⁽⁵⁾. Cette commission ne tarda pas à rédiger de nouveaux statuts qui déterminent comme suit les buts de l'Académie :

« Elle travaille dans toutes les branches de la science, contribue
« au développement de la pensée scientifique, contribue à l'élabo-
« ration d'une méthode scientifique unique et basée sur des prin-
« cipes du matérialisme, tout en dirigeant, conformément à un plan,
« le système entier des connaissances scientifiques à la satisfaction
« des besoins de la reconstruction scientifique du pays et à la solu-
« tion des problèmes posés par le régime socialiste en pleine crois-
« sance » ⁽⁶⁾.

288. En exécution de ce programme tracé par les dignitaires soviétiques, l'Académie des Sciences fut transformée de centre d'étu-

(1) *Izvestia* du 21 novembre 1929.

(2) *Izvestia* du 28 décembre 1929.

(3) *Izvestia* des 1^{er} et 4 février 1930.

(4) *Pravda* du 23 juin 1930.

(5) *Pravda* du 25 février 1930.

(6) *Gazette Rouge* du 7 avril 1930.

des scientifiques en simple séminaire du marxisme. Le discours du nouvel académicien Loukine sur « l'analyse des dernières manifestations des représentants de la science bourgeoise » ⁽¹⁾, apprit à la population de l'U.R.S.S. que les académiciens Platonoff et Tarlé étaient détenus, vers la fin de 1930, dans la prison du Guépéou ⁽²⁾. « Dans la science historique », exposait Loukine, « on constatait ces temps derniers un renforcement des tendances anti-marxistes et l'effort agressif des forces hostiles au marxisme. Certains adversaires idéologiques du marxisme, genre des académiciens Tarlé et Platonoff, se sont transformés en ennemis actifs du Gouvernement soviétique... » ⁽³⁾. En mars 1931, le célèbre géologue et physicien russe, l'académicien Lazareff ⁽⁴⁾, fut également arrêté par le Guépéou pour avoir déclaré ouvertement que « les travailleurs scientifiques doivent s'occuper de la science et non de la politique soviétique » ⁽⁵⁾.

Par contre, l'académicien Oldenbourg fut « réhabilité auprès de l'opinion publique marxiste » après son discours à la Conférence pour l'élaboration du plan soviétique obligatoire des travaux scientifiques.

Boukharine, membre du Comité Central Exécutif et le meilleur théoricien du Parti Communiste, y déploya son argumentation trois heures durant, pour s'écrier à la fin : « La science ne fut jamais indépendante de la pratique. Seuls les aveugles ne s'aperçoivent pas qu'à l'étranger les plus importantes institutions scientifiques servent à l'exploitation de la classe ouvrière. Ces institutions scientifiques bourgeoises ont partie liée ou bien avec les trusts capitalistes, ou bien avec le Pouvoir étatique du capital et de ses organisations militaires » ⁽⁶⁾. Le professeur Timiriazeff osa répondre que « la science,

(1) *Izvestia* du 30 décembre 1930.

(2) Le professeur Platonoff, déporté dans le Narym (extrême nord de la Sibérie) en 1931, pour y subir à l'âge de 60 ans passés la peine des travaux obligatoires y décéda en décembre de la même année. Nous ignorons le sort de M. Tarlé.

(3) *Izvestia* du 30 décembre 1930.

(4) Organisateur et directeur de l'Institut de Physique à Moscou dont le Gouvernement Soviétique tire orgueil, l'académicien Lazareff rendit en 1930 un grand service à l'économie de l'U. R. S. S. par sa découverte des riches gisements de phosphore près de Mourmansk.

(5) *Kölnische Zeitung* du 5 avril 1931, article de M. Ioust, correspondant de ce journal à Moscou.

(6) *Izvestia et Economitcheskaïa Jizn* du 8 avril 1931.

par sa nature même, ne se prête pas à la soumission aux règles tracées par le Gouvernement. On peut établir un plan des questions à étudier, mais non celui des conclusions à démontrer » ⁽¹⁾. L'académicien Oldenbourg soutint entièrement le point de vue de Boukharine en déclarant que « le temps était venu pour l'aménagement des sciences humanitaires d'après la méthodologie nouvelle » ⁽²⁾. Son collègue Ioffé alla même plus loin, en soutenant que « le développement de la science dans l'U.R.S.S. était impossible sans sa soumission aux buts de l'édification socialiste. Les tendances de la croissance de la science doivent coïncider avec les intérêts de l'édification socialiste. Seule la méthode du matérialisme dialectique peut être fertile en résultats... » ⁽³⁾.

289. -- Les progrès de la socialisation de l'Académie, si marqués déjà en 1931 après les « nettoyages » qu'elle avait subis, aboutirent à leur fin logique en 1932. Au Congrès des Syndicats Ouvriers, l'Académicien Keller déclara, au nom de l'Académie : « ... Nous ne sommes plus simplement les savants de l'Union soviétique, mais de véritables savants soviétiques. Nous donnons nos forces et nos connaissances et sommes prêts à donner nos vies, s'il y a lieu, pour la création de la nouvelle culture socialiste et de la société socialiste où les classes seraient abolies. Nous avons lié notre destinée avec celle du prolétariat mondial... » ⁽⁴⁾.

Enfin, en novembre 1932, l'Académie publia, dans les « *Izvestia* » ⁽⁵⁾, un « Appel à tous les savants de l'univers, à tous les travailleurs de la science et de la technique », appel rempli de lieux communs au point de rappeler la phraséologie d'une vulgaire proclamation communiste. « La crise économique du capitalisme », enseigne l'Académie des Sciences aux intellectuels européens, « a découvert le fond sanglant de ce système. Les Etats capitalistes, — ces leviathans munis des armes meurtrières de suppression et de dévastation, sont prêts à déchaîner à nouveau les démons d'une nouvelle guerre mondiale... La marche des événements historiques mondiaux dans

(1) *Izvestia et Economitcheskaja Jizn* du 8 avril 1931.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Pravda* du 23 avril 1932.

(5) *Izvestia* du 23 novembre 1932.

notre pays, démontra avec évidence que le prolétariat est la seule et unique force susceptible de franchir le grand tournant historique. Le capitalisme tue la culture, le prolétariat la sauve et la développe... Notre pays est la colonne vertébrale d'un nouveau monde socialiste. L'Académie des Sciences considère comme honneur de consacrer ses forces à l'œuvre de l'édification socialiste... » Ce document, signé non seulement par les académiciens communistes, mais aussi par quelques anciens académiciens, échappés aux prisons du Guépéou et à la Sibérie, se termine par une assurance de fidélité au camarade Staline : « De notre côté, nous nous engageons à exécuter tout ce que le prolétariat exigera de nous pour résoudre les problèmes du second plan quinquennal. Nous donnons l'assurance au Comité Central du Parti Communiste, à son chef, le camarade Staline, et au Gouvernement soviétique, de ne pas abandonner d'un pied la solution des problèmes, liés avec toute l'époque héroïque des grands travaux du socialisme ».

290. — Ainsi l'organe suprême de la pensée scientifique russe fut forcé, par les persécutions systématiques, à l'attitude appelée en 1929, par l'académicien Pavlov « attitude servile, celle d'un laquais : A votre service » ⁽¹⁾. Nous nous sommes étendu quelque peu sur les péripéties de cette victoire sans gloire du Gouvernement soviétique, parce qu'elles démontrent mieux que les plus brillants raisonnements à quel point les savants russes sont assujettis au régime établi en Russie et dénués d'indépendance.

La situation des professeurs des Ecoles Supérieures est bien pire encore que celle des académiciens. Là aussi, les réalités de la vie soviétique jugulèrent l'indomptable Doctrine, source de tant de soucis pour l'ancien gouvernement tzariste. « Les savants d'ancienne formation sont privés de chaires, constatait en 1927 la « Gazette Rouge » ⁽²⁾, et dans certains cas ils meurent littéralement de faim et de froid. Durant la dernière année, au cours d'une seule semaine, 57 savants réputés sont décédés ou ont été révoqués, 1.800 chaires restent vacantes et l'on se préoccupe d'inviter des savants étrangers pour les occuper en partie ».

(1) Voir *supra*, § 284.

(2) *Gazette Rouge* du 19 août 1927.

291. — Au cours des années qui suivirent, la réalité soviétique rendit la vie impossible à ceux des anciens savants « bourgeois » qui, vieilliss et souvent malades, restaient encore à leur poste.

D'une part, la presse soviétique se chargea bénévolement auprès de la chaire universitaire de la tâche remplie par la « Glavlit » à son propre égard : « empêcher... supprimer... interdire » toute velléité de pensée indépendante.

Elle ne manque pas, à l'occasion, de signaler à la vigilance de qui de droit, l'incertitude de convictions de tel ou tel professeur.

D'autre part, les cellules des étudiants communistes s'efforcent à trouver « les méthodes d'influence sur l'idéologie du professorat et de transformation de cette idéologie » ⁽¹⁾.

Les publications soviétiques que nous allons traduire permettent de comprendre la vie de bêtes traquées, menée par les professeurs à la suite de l'application de ces méthodes. Nous n'avons choisi dans la masse des matériaux à notre disposition, que les parties les plus typiques ou se rapportant à des savants d'une renommée européenne.

I. — ANNÉE 1929

292. — Le « Prolétariat de Kiev » ⁽²⁾ fait paraître une dénonciation en règle dirigée contre plusieurs savants « bourgeois » :

« Les professeurs de l'Institut Agronomique interprètent la politique du parti d'une manière perverse... Le professeur de Politique Economique Popoff a déclaré que « l'époque du communisme de guerre est une époque de barbarie ». Le professeur Davidson « s'est permis de ne pas comprendre dans le programme de son cours le plan coopératif de Lénine... » Le professeur Pradtchenko « considère les chiffres de l'Internationale Communiste comme tendancieux... »

La « Pravda » et les « Izvestia » ⁽³⁾ signalent au Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique que « les traditions de l'Académie des Beaux-Arts subsistent toujours et que sa structure et la composition sociale des professeurs et des étudiants restent inchangées.

(1) Revue communiste l'*Etudiant Rouge*, année scolaire 1928-1929, n° 14, (Editions de l'Etat).

(2) Numéro du 4 février 1929.

(3) Numéro du 21 février 1929.

Elle compte 150 à 200 personnes, mais la cellule communiste n'existe pas à l'Académie, devenue la citadelle des tendances et des groupes pénétrés d'esprit idéaliste et bourgeois, réactionnaires et anti-marxistes ». Les journaux proposent une modification radicale des statuts et un « nettoyage » des professeurs...

Au Congrès des étudiants prolétariens, les délégués de Pétrograd dénoncent les idées anti-marxistes de plusieurs professeurs, dont un, faisant son cours sur la coopération, osa répondre à une question posée : « Lénine n'a pas eu d'idées originales sur la coopération. Il les emprunta chez d'autres auteurs. Lisez ces sources ».

Un autre professeur « lorsqu'il développe les formules mathématiques et dessine au tableau un triangle ne manque pas de le désigner par les lettres G.P.U. Il veut affirmer de cette manière que tout le pouvoir soviétique subsiste et tient grâce au Guépéou » ⁽¹⁾.

En juin et juillet, eut lieu le « nettoyage » du personnel savant des universités et des grandes écoles des deux capitales. Les professeurs déchus de leur inamovibilité furent soumis aux réélections pour 10 ans par un collège composé des représentants du Soviet urbain, des syndicats ouvriers et de la section académique des jeunesses communistes. Les professeurs devaient raconter publiquement leur vie, subir un interrogatoire et présenter des preuves de dévouement au Gouvernement soviétique.

A la suite de ces séances inquisitoriales, toute une série de savants célèbres furent obligés d'abandonner leur chaire. En voici quelques noms parmi les plus connus : Professeur Karéev (chaire d'ethnologie historique) ⁽²⁾; professeur Serebriannikov (psychologie) ⁽³⁾; professeurs Doiarenko et Krassinski, spécialistes reconnus « contre-révolutionnaires et dangereux pour les étudiants de l'Institut Agronomique »; les deux derniers furent défendus par l'académicien Prianichnikov, qui dit notamment : « Les avis et le vote des étudiants communistes ne sont pas libres; ils diront et feront ce qu'ils ont reçu l'ordre de dire et de faire ». Mais, répondit le « professeur rouge » Kantar, « un grand savant peut faire un grand mal. Par conséquent, il n'y a pas

(1) *Torg. Prom. Gazette* du 27 mars 1929.

(2) *Izvestia* du 28 juin 1929.

(3) *Idem.*

lieu de tenir compte, en l'occurrence, des mérites scientifiques des professeurs... » ⁽¹⁾.

Certains savants, tels que Plenev, titulaire de la chaire de médecine générale à l'Université de Moscou, préférèrent quitter leur poste plutôt que « de prendre part à la comédie de réélection des professeurs et de se présenter comme candidat devant un aréopage d'étudiants » ⁽²⁾. D'autres eurent le courage d'exposer ouvertement leur « credo ». M. Minine, par exemple, professeur de la Faculté Agronomique à Voronej, déclara qu'il « considérait la collectivisation comme un simple épisode dans le développement de l'agriculture russe » ; qu'il était partisan « des solides exploitations individuelles ». « Je prépare », termina-t-il, « non pas des communistes qu'on fabrique en série, mais des hommes capables de réfléchir et de faire un effort de pensée critique » ⁽³⁾. Il va de soi que le professeur Minine fut « nettoyé » par ses juges dont le but, proclamé par « L'Etudiant rouge » ⁽⁴⁾, consistait dans « l'attaque, sur un vaste front, contre l'ennemi de classe caché dans les rangs des professeurs ».

Les jeunesses communistes font lourdement sentir aux professeurs la toute puissance des cellules académiques du Parti. Leur campagne tenace contre le « docent » Poïarkoff, chargé de cours à l'Institut Electrotechnique de Moscou, en fournit un exemple frappant. Le bureau de la section des travailleurs scientifiques reconnut, tout d'abord, que les griefs invoqués contre Poïarkoff ne justifiaient pas son exclusion. Seule la mutation de l'Institut Electrotechnique à l'Ecole Technique Supérieure de Moscou fut prononcée. Les étudiants communistes ne se tinrent pas pour battus et soulevèrent « le cas Poïarkoff » à la conférence des étudiants prolétariens de l'U.R.S.S. Celle-ci exigea « la cassation de la décision concernant Poïarkoff, son exclusion de la section des travailleurs intellectuels et du nombre des professeurs, à raison de son extranéité au régime soviétique » ⁽⁵⁾.

A cette même conférence, le Commissaire du Peuple à l'Instruction Publique Roubnov, prononça un discours de deux heures sur « la

(1) *Moscou Soir* du 14 juin 1929; *Pravda* du 15 juin 1929.

(2) *Izvestia* du 4 juin 1929.

(3) *Izvestia et Gazette Rouge* du 28 juin 1929.

(4) Année scolaire 1928-1929, numéro 19.

(5) *Economitcheskaïa Jizn* du 6 novembre 1929.

nécessité d'un assainissement radical de l'Ecole Supérieure ». Il s'attaqua avec véhémence au professeur de l'Université de Moscou Sakharoff, qui osa déclarer : « les communistes dans l'organisme mondial sont comme les microbes intestinaux dans l'organisme humain... Les communistes se multiplient comme ces microbes et sont aussi nuisibles qu'eux » ⁽¹⁾.

Dans un pays où « la seule possibilité est la suivante : un parti est au pouvoir et tous les autres sont en prison » ⁽²⁾, on conçoit qu'un Commissaire du Peuple qualifie « d'audace cynique et inadmissible » la comparaison du professeur Sakharov. Mais ce qui est bien plus caractéristique pour l'idéologie communiste, c'est le fait de traiter d'une manière identique la modeste affirmation du professeur de l'Ecole Technique Supérieure de Moscou, M. Poliakoff, qui trouvait que « la mathématique était une science abstraite, qui se trouvait en dehors de la vie quotidienne et ne la touchait pas » ⁽³⁾.

Vers la même époque, le Vice-Président du Guépéou, Péters, se plaignait à la V^e Assemblée plénière du Comité Central Communiste de l'attitude des 36 anciens professeurs et économistes qui, « le professeur Jelesnov en tête ⁽⁴⁾, prononçaient des discours non soviétiques aux séances de la Direction du Plan Economique du Commissariat des Finances, en proposant notamment la diminution des immobilisations nouvelles prévues au plan quinquennal et insistant sur l'allègement de l'imposition du capital privé » ⁽⁵⁾.

« Nous n'avons besoin ni des professeurs, ni de leurs travaux scientifiques », déclara le Directeur soviétique au professeur Tchilikine, qui « dirigeait depuis 25 ans les laboratoires du trust Trekhgorny, comptant parmi les meilleurs laboratoires industriels de l'U.R.S.S. et jouissant d'une renommée mondiale » ⁽⁶⁾.

(1) *Izvestia* du 28 novembre 1929.

(2) Discours de Tomsy, ancien membre du Bureau Politique, Ancien Président du Conseil Central des Syndicats. Cité d'après le *Troud* (Le travail, organe central communiste des syndicats).

(3) *Izvestia* du 28 novembre 1929.

(4) Ancien professeur d'Economie Politique à l'Université de Pétrograd, un des plus éminents économistes russes.

(5) *Izvestia* du 10 novembre 1929.

(6) *Torg. Prom. Gazette* du 17 septembre 1929.

II. — ANNÉE 1930

293. — Le Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique ne se gêne pas non plus avec les savants. A une réunion convoquée par le journal « *Za Industrialisatziou* » ⁽¹⁾, le 7 janvier 1930, pour débattre les questions de la réforme des grandes écoles, le professeur Smouroff se permit quelques observations sur les méthodes préconisées par le Commissariat. Le représentant du Commissariat, Antoinitcheff, riposta par un argument péremptoire : « Les lamentations du professeur Smouroff me rappellent une vieille prostituée usée qui pleure sa virginité perdue sous le régime bourgeois ». La lettre de protestation du professeur outragé contre cette « appréciation officielle de l'activité scientifique d'un vieux professeur », fut accompagnée par la rédaction du journal d'un post-scriptum déplorant l'incident ⁽²⁾. Nous ne trouvâmes cependant nulle part un écho de sanctions quelconques appliquées au fonctionnaire fautif.

Par contre, le Commissariat et, à sa suite, le bureau de la section des travailleurs scientifiques n'hésitèrent pas à sévir contre les professeurs Jijelenko, Orchansky, Lioublinsky, Belski et Ostankov ⁽³⁾, « coupables d'avoir honoré, le 21 janvier 1930, en réunion publique, la mémoire du célèbre criminaliste italien Enrico Ferry », lequel Enrico Ferry, d'après la « *Gazette Rouge* », n'était qu'une « vulgaire chemise noire fasciste » ⁽⁴⁾. Les professeurs fautifs subirent un blâme officiel et « la question de leur exclusion du cabinet scientifique pour l'étude de la criminalité fut mise à l'ordre du jour » ⁽⁵⁾.

Par ailleurs, tous les professeurs des Ecoles Supérieures de Moscou, Pétrograd, Saratoff, Kasane, Tver et Ivanovo-Vosnesensk furent soumis aux réélections. Chacun d'entre eux devait faire un compte-rendu de son activité à l'assemblée générale des Etudiants d'abord, et dans des usines indiquées ad hoc, ensuite. « Les administrations intéressées au travail des Universités et des autres Ecoles supérieu-

(1) Pour l'industrialisation.

(2) *Za industrialisatziou* du 15 janvier 1930.

(3) Les trois premiers noms appartiennent aux anciens professeurs de droit pénal à la faculté de droit de Saint-Petersbourg, connus sous l'ancien régime par leurs idées humanitaires.

(4) *Krasnaïa Gazeta* (Gazette Rouge) du 17 mai 1930.

(5) *Idem*.

res, les syndicats ouvriers, les organisations du Parti Communiste et les représentants des ouvriers participeraient à la critique du travail des professeurs ». Ainsi se terminait une information de « Moscou-Soir » ⁽¹⁾.

Ce nettoyage dura toute l'année 1930. En même temps, le Guépéou opérait des arrestations nombreuses dans les milieux universitaires. La presse soviétique contient quelques allusions à ces arrestations. On y trouve les noms de quelques victimes du nettoyage entrepris : le professeur de l'Institut des Voies de Communications à Kiev, Kirienko, inculpé de déclarations allant à l'encontre du prestige du Gouvernement auprès des étudiants ⁽²⁾; l'académicien Lioubavski, les professeurs Egorov, Yakovlev, Gotier, Bogoiavlenski, Bakhrouchine ⁽³⁾; les professeurs économistes Kondratieff, Groman, Sadyrine, Tchaïanov, Soukhanov, Makarov, Ramsine, Bazaroff et « quelques autres personnes, accusés tous d'affiliation aux organisations contre-révolutionnaires » ⁽⁴⁾.

III. — ANNÉE 1931

294. — Les arrestations des professeurs non communistes continuèrent en 1931 : Didoussenko, directeur de l'Institut Economique de l'Ukraine, les professeurs de l'Ecole des Eaux et Forêts Goursky, Kolessnikov, Choustov, Kovalenko, Podalka et Martchenko furent « arrêtés par le Guépéou sous l'inculpation de sabotage et de contre-révolution » ⁽⁵⁾.

D'autre part, « la Commission de nettoyage des institutions du Plan Economique » exclut du nombre des collaborateurs du Plan, MM. Voronine (« en raison des idées bourgeoises et réactionnaires exprimées dans ses travaux ») et Lioubarski (« en raison de l'idéologie du sabotage qu'il développait dans ses études ») ⁽⁶⁾. Le professeur Eigès, à l'Institut des Ingénieurs du Transport (Moscou), fut dénoncé par

(1) *Vetcherniaïa Moskva* (Moscou-Soir) du 13 janvier 1930

(2) *Izvestia* du 14 janvier 1930.

(3) Professeurs à la faculté des lettres à Moscou.

(4) Télégramme de Tass, Moscou, le 3 septembre 1930, publié dans toute la presse soviétique.

(5) *Izvestia* du 19 mars 1931.

(6) *La Gazette Rouge* du 21 juin 1931.

« Moscou-Soir » ⁽¹⁾ comme « idéologue de la bourgeoisie qui cherche à entraîner les étudiants du droit chemin du matérialisme dialectique dans le marais de l'idéalisme... Il affirme qu'Engels est un réaliste naïf et que Marx est difficile à comprendre... Il ose douter de l'application de la méthode dialectique à l'enseignement des matières techniques » ⁽²⁾. En même temps, la presse soviétique publiait quelques repentirs retentissants, témoins de la pression formidable et sans précédent exercée sur les savants russes. La « Pravda » publia une lettre de Lourié, ancien directeur de l'Institut Scientifique Expérimental d'Economie et d'Organisation Agricole Socialiste. Celui-ci reconnaissait dans la lettre son erreur qui consistait à protéger « les spécialistes bourgeois », voir les professeurs Kondratieff, Vaïnshtein, Makarov, Tchaïanov et Tchelintzev. Il en résultait « une influence nuisible exercée sur le travail de l'Institut et de ses jeunes cadres. L'œuvre de l'éducation des jeunesses dans l'esprit du bolchevisme irréductible ne pouvait pas ne pas en souffrir » ⁽³⁾.

Le professeur Toumanovsky se confessa également de faits de sabotage consistant dans le fait « de développer, du haut de la chaire, en 1927-1929, les théories du socialisme petit-bourgeois sur l'exploitation agricole ». En se repentant de ces erreurs, Toumanovsky « appelait tous les spécialistes à renoncer à toutes espèces d'hésitations et à occuper sans réserve les positions scientifiques indiquées par le Parti Communiste » ⁽⁴⁾.

295. — Le « nettoyage du professorat dans les Ecoles Supérieures une fois terminé, — les uns exclus ou arrêtés, les autres consentant à passer par un Canossa communiste, — il semblerait que « les positions scientifiques indiquées par le Parti Communiste » ne couraient plus de risque. Mais l'hérésie pénétra au sein même d'institutions aussi spécifiquement communistes que l'Académie Communiste et l'Institut des Professeurs Rouges, chargés de préparer la relève communiste des anciens professeurs hérités du régime bourgeois. Là encore, la presse soviétique joua le rôle peu reluisant de dénonciatrice. Tout d'abord, le journal « Za Industrialisatziou » signala « la

¹ (1) Numéro du 31 mars 1931.

(2) *Vetcherniaïa Moskva* du 31 mars 1931,

(3) *Pravda* du 27 janvier 1931.

(4) *Pravda* du 18 mai 1931.

situation alarmante de l'Académie Communiste, quant au front de la géographie économique. Les partisans des théories bourgeoises et contre-révolutionnaires, les propagateurs des idées opportunistes y régnaient en maîtres, tandis que les bases marxistes de la géographie économique restaient non approfondies » ⁽¹⁾.

Le camarade Rokhkine, chargé de cours à l'I.K.P. ⁽²⁾, prononça une chaude plaidoirie en faveur des théories et des travaux scientifiques de Riasanov, appartenant à l'aile droite du parti communiste. Les étudiants communistes saisirent de ce fait la cellule académique du Parti qui désapprouva cette « attitude conciliante à l'égard de Riasanov, ce dernier étant allé dans sa trahison jusqu'à soutenir les social-démocrates internationalistes (« mencheviks »)... La cellule proposa à la Direction de l'Institut d'exclure immédiatement Rokhkine du nombre des professeurs ⁽³⁾.

296. — Vers la fin de 1931, la « Pravda » ⁽⁴⁾ signala à la vindicte gouvernementale plusieurs autres professeurs de l'I.K.P. Ainsi Zaks-Gladnev lui-même, ancien étudiant de l'I.K.P., devenu professeur et dirigeant le cours destiné aux rédacteurs des journaux soviétiques, souligna l'idée subversive d'origine trotskiste, qui voit dans le communisme léniniste « un phénomène purement russe ». La plus sérieuse infraction à la discipline du Parti, commise par ce professeur, consistait dans la tentative de prouver que « la presse bolchevique n'a pas toujours été exclusivement bolchevique ». La « Pravda » reconnaît qu'avant la révolution de 1917, les articles d'origine non bolchevique apparaissaient quelquefois dans cette presse, mais en 1931, la simple mention de pareille tolérance paraît à la « Pravda » comme une hérésie non excusable. En outre, Gladnev a passé sous silence le rôle du camarade Staline, en tant que chef et théoricien du Parti et de l'Internationale Communiste ».

Un autre professeur de l'I.K.P., Dobrynine, maître des conférences consacrées à l'histoire de la littérature, « s'abaissa au niveau des

(1) *Za industrialisatziou* du 25 mars 1931.

(2) Institut des Professeurs Rouges.

(3) *Pravda* du 7 avril 1931.

(4) Numéro du 19 décembre 1931,

radotages socialistes contre le léninisme », puisqu'il prit la défense des théories de Plekhanov contre Lénine ⁽¹⁾.

Enfin, le chargé de cours Nikiforov, dans une série d'articles parus dans la revue « Au Poste Littéraire » osa, d'après la « Pravda », « tourner en ridicule le parti-pris communiste des critiques littéraires, en répétant les potins des gardes blancs sur l'état de la littérature soviétique » ⁽²⁾.

La « Pravda » exigea « le nettoyage immédiat des coupables de l'I.K.P., étant donné que les étudiants de la première année sont, à concurrence de 50 %, des ouvriers recrutés directement aux usines. Ils ne sont donc pas suffisamment préparés à se rendre compte des finesses des polémiques entre les différentes fractions du Parti Communiste » ⁽³⁾.

297. — Nous ne voulons pas prolonger davantage la description du régime qui fait plier devant la volonté gouvernementale toutes les manifestations de la vie universitaire russe.

En rapportant des faits nombreux caractéristiques pour ce régime, nous venons de voir que, même lorsqu'ils procèdent aux analyses chimiques ou lorsqu'ils exposent les principes du calcul différentiel, les professeurs soviétiques risquent d'être accusés de manque de respect à l'égard des méthodes du matérialisme dialectique. A plus forte raison, dans le domaine des sciences sociales, toutes les mesures sont prises pour maintenir les études économiques et juridiques au niveau d'un séminaire à destination des apprentis-marxistes.

Ces études, faites par des professeurs rouges inféodés au Parti Communiste ou par quelques malheureux savants « d'origine bourgeoise », terrorisés et domestiqués par ce Parti, ne peuvent offrir aucune garantie d'objectivité.

Si nous venons d'apprendre, d'autre part, quelques noms de professeurs dont l'orthodoxie communiste fut mise en cause, le contenu de leurs cours nous reste inconnu, grâce aux bons soins de la censure soviétique. D'une manière ou d'une autre, nous manquerons, par conséquent, dans la suite de notre exposé, de cette source pré-

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

cieuse et incomparable, que constitue la Doctrine pour toute étude économique ou juridique.

SECTION QUATRIÈME

La jurisprudence

298. — La jurisprudence soviétique n'est guère plus indépendante que la presse et la doctrine. L'article I du Règlement de l'Organisation Judiciaire indique, comme but de cette organisation, « la défense des conquêtes de la révolution prolétarienne et la garantie des intérêts de l'Etat et des droits des travailleurs et de leurs unions ».

Krylenko, dans son rapport, à la session d'octobre 1922 du Comité Central Exécutif, — session qui a voté les Codes soviétiques — a commenté cet article en déclarant : « Un juriste bourgeois, ayant lu l'article, dirait : donc, l'organisation judiciaire n'existe pas pour la défense des droits des non-travailleurs et de leurs unions. Il aurait, en effet, certain fondement pour formuler ainsi la question. Mais en réponse nous pouvons dire : oui, c'est vrai, les intérêts des travailleurs forment le but primordial du fonctionnement de nos tribunaux. Nous subordonnons à ce but toute notre organisation judiciaire, c'est-à-dire l'instrument formel de la défense de classe. Si, pour arriver à ce but, nous étions obligés, dans le passé ou dans l'avenir, de violer les droits des non-travailleurs et de leurs unions, nos tribunaux n'en seraient pas arrêtés... »

299. — Nous trouvons cette partie du discours de Krylenko reproduite dans le « Droit de la Russie Soviétique », recueil édité par les professeurs de la Faculté de Droit russe à Prague ⁽¹⁾.

Le professeur Timachef fait suivre la citation que nous venons de traduire du commentaire suivant : « L'organisation judiciaire appelée à violer le droit, voici les paroles de celui qui fait fonction de Commissaire du Peuple pour la Justice, qu'il faut retenir, et qui, sans aucun doute, caractérisent très exactement l'état de choses résultant de la réforme des tribunaux. Ils sont organisés de telle manière que les décisions seront inévitablement arrêtées non dans le

(1) En russe, édition de 1925, tome II, page 227.

sens dicté par les dispositions des textes du droit soviétique, mais dans le sens indiqué par les organes dirigeants du Gouvernement ».

Nous ne pouvons que souscrire aux déductions du savant auteur.

300. Une conception pareille de la justice et du devoir professionnel est corroborée par les règles concernant la composition des tribunaux, par l'absence d'inamovibilité dans le système judiciaire, par la nomination des juges pour un délai très court (un an en général) et par toute une série de dispositions du même genre, mettant les tribunaux dans la dépendance étroite du Gouvernement ⁽¹⁾.

Une extrême prudence est donc de rigueur dans le maniement des jugements et des arrêts émanant des juridictions soviétiques.

Nous n'aurons que trop souvent l'occasion de nous en apercevoir dans la suite de notre exposé.

SECTION CINQUIÈME

La statistique soviétique

301. — Lénine attachait une grande importance à la statistique en tant qu'élément de l'organisation socialiste. Sa célèbre phrase : « La statistique plus l'électrification forment le socialisme », fait comprendre la conception de la statistique de l'Etat exprimée par le décret du 25 juillet 1918. Ce décret attribuait à la Direction Centrale de Statistique le rang d'un Commissariat du Peuple, pour rendre ainsi cette Direction indépendante de toutes les autres Administrations de l'Etat.

D'autre part, fut créé à Moscou, en 1920, l'Institut de Conjoncture, « établi auprès de l'Académie de l'Agriculture (Pétrovskaya, actuellement Timiriazevskaya) en qualité d'institution auxiliaire, chargée des tâches essentiellement scientifiques. En 1923, l'Institut avait passé sous la direction du Commissariat du Peuple pour les Finances. Tout en s'acquittant des problèmes pratiques, confiés par le dit Commissariat à l'Institut, ce dernier a conservé les traditions de ses travaux d'autrefois.

(1) Voir un exposé détaillé dans le recueil *Droit de la Russie Soviétique*, volume II. Voir aussi B. MIRKINE-GUETZEVITCH, *Les droits de l'homme en Russie Soviétique*, Ligue des droits de l'homme, Paris, 1927.

« La tâche de l'Institut de Conjoncture est basée sur l'étude de la situation économique et de sa dynamique. Tous ses travaux se divisent en travaux du jour et en recherches scientifiques » ⁽¹⁾.

L'élaboration des index des prix, la valeur des principes méthodologiques appliqués dans l'étude des divers aspects de l'économie russe, les travaux des savants attachés à ce Centre d'Etudes dirigé par le professeur Kondratieff, ont tôt fait de classer l'Institut de Conjoncture au rang des meilleures institutions européennes similaires.

302. — La dictature communiste que nous avons vu peser en Russie Soviétique sur toutes les manifestations de la pensée, exigeait, par contre, de tous les organes du pouvoir un travail statistique énorme. Ainsi, le moindre des soviets du village a le devoir « de tenir à jour 26 livres et 56 dossiers statistiques... et de répondre chaque année à 22.172 questions posées par des institutions supérieures, soit à 61 questions par jour » ⁽²⁾.

Le soviét du canton doit « remplir annuellement, rien que sur les questions agraires, 50 formules statistiques différentes, qui comportent des réponses à plus de 30.000 questions. Le rapport annuel de l'agronome cantonal contient 160 pages imprimées. Il comprend 2.658 colonnes verticales et répond à plus de 20.000 questions... Les formules concernant les questions fiscales sont au nombre de 14. Elles totalisent 19.750 questions par canton et par an. Les 24 questionnaires purement statistiques posent à l'administration cantonale 70.015 questions. Enfin, la situation de l'instruction publique et d'hygiène ressort de 31 questionnaires réunissant les réponses à 59.700 questions. Si on y ajoute les questionnaires traitant les questions administratives, militaires, etc., on arrive pour chaque canton à un total de 155 enquêtes par an, contenant plus de 300.000 questions » ⁽³⁾.

(1) *Institut de Conjoncture*, Moscou, 1925, Edition Financière du Commissariat du Peuple pour les Finances U. R. S. S., page 3. Cette brochure fut tirée en 500 exemplaires. Nous citons d'après l'exemplaire se trouvant à la Bibliothèque Nationale, à Paris.

(2) *Izvestia* du 21 janvier 1927.

(3) *Idem*, du 9 février 1927.

303. Ce travail matériel formidable, imposé à des dizaines de milliers de cantons composant l'immense territoire russe, incombe également, *mutatis mutandis*, à toutes les entreprises de l'U.R.S.S. L'Inspection Soviétique établit, en 1927, « L'importance du personnel statistique et comptable employé dans les institutions et entreprises inspectées durant cette seule année ». Les données de l'inspection se résument comme suit ⁽¹⁾.

CATEGORIES D'INSTITUTIONS OU D'ENTREPRISES	NOMBRE DE STATISTICIENS et de comptables employés	SALAIRES ANNUELS du personnel statistique et comptable (en roubles)
Entreprises industrielles.....	55.000	120.825.997
Entreprises comprises dans le budget de l'Etat.....	140.690	163.489.598
Entreprises comprises dans les budgets locaux.....	18.850	15.746.271
Etablissements de crédit.....	82.210	152.273.522
Centres dirigeants des coopératives.....	76.100	165.286.714
Magasins et dépôts coopératifs.....	41.530	
Centres dirigeants du commerce étatique.	93.690	
Magasins et dépôts du commerce étatique.	26.580	221.344.992
Transports.....	»	65.000.000
TOTAUX.....	534.650	903.967.094

Plus d'un demi-million de personnes occupées à la statistique et à la comptabilité, avec une dépense annuelle de 1 milliard de roubles environ dans les établissements inspectés, en 1927, ces chiffres impressionnants ne sont eux-mêmes qu'un indice de l'importance des frais engagés annuellement en U.R.S.S. par l'ensemble de l'appareil statistique.

(1) *Idem*, du 1^{er} juin 1927.

304. -- La mise en œuvre de toute une armée de statisticiens et de comptables n'aboutit pas, cependant, dans les conditions de vie soviétique, à des résultats bien positifs.

Ainsi, les rapports annuels des 26 lignes des chemins de fer existants contiennent 780.000 pages et pèsent 770 pouds ⁽¹⁾. Pour présenter son rapport avec les détails exigés, la Direction de chaque ligne de chemins de fer exige de ses organes subordonnés 1.375.000 pages de renseignements de toutes sortes. A son tour, le Commissariat du peuple aux Voies de Communications doit fournir les états annuels, trimestriels, mensuels et hebdomadaires à 43 administrations et établissements différents. Il dépense, pour ce travail d'information et de statistique, « 420.000 pouds de papier par an (sans compter les enveloppes), chiffre qui correspond au quart de la production du trust central de papier » ⁽²⁾.

Cependant, nous apprenons par ailleurs qu'il n'y a pas lieu de prendre au sérieux les renseignements publiés par le Commissariat, car « les données statistiques et comptables qui arrivent au Commissariat par wagons entiers n'y sont étudiées par personne. D'ailleurs, ces données sont si volumineuses, que leur étude quelque peu sérieuse est physiquement impossible » ⁽³⁾. Qu'on en juge d'ailleurs d'après cette déclaration du Président de la Direction des Chemins de fer Moscou-Kiev-Voronège : « L'état statistique des envois en petite vitesse contient 191 colonnes verticales et 245 rubriques horizontales. Il est divisé, par conséquent, en 46.795 carrés, dont chacun doit être rempli par des nombres fractionnaires ou à plusieurs chiffres... La paperasserie statistique occupe 75 % de l'emploi du temps du personnel » ⁽⁴⁾.

Le « Mosstorg » (Direction Centrale du Commerce Etatisé de Moscou) « envoie ses comptes-rendus et ses statistiques à 44 administrations et établissements, qui correspondent à ses attaches avec trois sortes d'organismes : ceux de la ville et de la région de Moscou, ceux de la R. S. F. S. R., et, enfin, ceux de l'U.R.S.S... Ces comptes-rendus répondent, en tout, à 91.891 questions. L'Inspection Ouvrière

(1) *Economitcheskaia Jizn* du 2 février 1927.

(2) *Idem.*

(3) *Pravda* du 3 février 1927.

(4) *Economitcheskaia Jizn* du 30 janvier 1927.

et Paysanne reconnaît que cet excès des statistiques laisse très peu de temps au Mosstorg pour les opérations de commerce proprement dites » ⁽¹⁾.

En général, les entreprises industrielles et commerciales « doivent fournir des comptes-rendus détaillés aux organisations locales et centrales. Ainsi, une des fabriques textiles fut obligée de répondre, dans une seule année, à 639.000 questions. Une autre usine dut répondre à des demandes de renseignements formulées par 23 organisations différentes. Les trusts et les syndicats eux-mêmes partagent le sort des fabriques et des usines. En moyenne, les trusts fournissent des renseignements statistiques à 44 organisations, les syndicats à 43 organisations » ⁽²⁾.

305. — Cette abondance de statistiques plus ou moins bien établies et disséminées dans tous les sens et dans toutes les directions, constitua avec le temps un arsenal gigantesque où toutes les opinions en présence trouvent les armes dont elles ont besoin.

Les différentes fractions du parti communiste et les administrations soviétiques, enchevêtrées et rivales, ne se gênent pas de s'en servir à leur aise. On les voit constamment, au cours de leurs discussions incessantes, se jeter à la face de lourds paquets de statistiques, contradictoires, et maniées avec autant d'ardeur que de désinvolture, lorsqu'il s'agit de « faire ouvrir la bouche aux chiffres ». On les fausse alors tout simplement pour étayer telle ou telle thèse soutenue.

Cet état de choses, bien connu par tous ceux qui se donnent la peine de suivre pendant un certain temps les publications soviétiques, finit par émouvoir les statisticiens eux-mêmes.

Le Congrès Statistique, convoqué à Moscou, en 1927, signale dans ses résolutions « la nécessité qui s'impose aux organes statistiques d'engager une lutte persévérante contre les statistiques tendancieuses des différentes administrations, dans l'intérêt de l'étude sincère de l'économie nationale, telle qu'elle est, en réalité » ⁽³⁾.

(1) *Idem*, du 2 juin 1927.

(2) *Pravda* du 3 février 1927.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 5 février 1927.

306. — Les visées du Gouvernement Soviétique furent toutes différentes. En abandonnant le point de vue exprimé jadis par Lénine, ses successeurs ne voyaient plus, dans les institutions statistiques du pays, qu'une usine chargée de fabriquer des chiffres pour les besoins d'une cause, de leur cause.

La campagne dans ce sens fut déclenchée par Trotzky, lors de son passage à la Présidence du Comité des Concessions ⁽¹⁾. Elle visait, tout d'abord, le Bulletin Economique, édité par l'Institut de Conjoncture.

Les statistiques et les articles purement objectifs du Bulletin, sa documentation strictement scientifique, son analyse impartiale des faits et des chiffres, contredisaient trop souvent l'optimisme officiel des divers Commissariats et les prévisions de Trotzky.

Après la déchéance de ce dignitaire, la campagne fut poursuivie par la presse soviétique, l'« *Economitcheskaïa Jizn* » en tête, et aboutit à son dénouement logique : l'édition de l'Institut de Conjoncture fut supprimée en avril 1928 par décision du Commissariat des Finances.

307. — Par ailleurs, ce sont les ennemis personnels de Trotzky, — Ordjonikidzé et Molotov, — qui se firent un devoir de mener à bien la tâche qu'il avait entamée.

A la première conférence communiste de la région de Moscou, en septembre 1929, après avoir constaté que « le douzième anniversaire du pouvoir soviétique trouve en U.R.S.S. une pénurie de presque tous les produits agricoles » ⁽²⁾, Ordjonikidzé s'attaqua à la statistique. « La statistique devient chez nous un facteur politique important », déclara-t-il, « et nos statisticiens s'en rendent parfaitement compte. Ils connaissent à merveille la force des chiffres. La ligne politique réelle du Gouvernement dépend des chiffres, et on nous sert des chiffres erronés pour nous décider à adopter une politique erronée » ⁽³⁾.

(1) Voir la collection d'*Economitcheskaïa Jizn*, 1925 et 1926.

(2) *Izvestia*, *Pravda* et *Economitcheskaïa Jizn* du 29 septembre 1929. Le discours fut prononcé le 14 septembre 1929.

(3) *Idem*.

Nous trouvons l'explication de cette accusation dans le discours de Molotov à la même conférence ⁽¹⁾. Les calculs de la Direction Centrale de la Statistique, faisaient ressortir la nécessité de diminuer les réquisitions au prix fixe des céréales et des fourrages lors de la campagne agricole de 1929. Les dirigeants de la politique économique des Soviets exigeaient, par contre, une augmentation de ces opérations de l'ordre de 50 % environ, par rapport à l'année précédente. La Direction Centrale de la Statistique insistait sur l'exactitude de ses chiffres et de la balance agricole du pays, dressée d'après les éléments recueillis. « Alors », avoue Molotov, « nous avons coupé le nœud de la discussion très simplement, à la bolchevique... Nous avons reconnu les conclusions des experts spécialistes, truquées de manière à justifier une politique bourgeoise... Nous avons arrêté le plan de stockage en contradiction avec les avis des idéologues bourgeois qu'on trouve dans nos organisations, aussi bien au centre qu'en province » ⁽²⁾.

308. — Le professeur Groman, un vieux socialiste, membre du présidium du Gosplan et de la Direction Centrale de Statistique, fut attaqué en premier lieu. « C'est sans doute un homme très savant... », admit Ordjonikidzé, « c'est un homme désintéressé, dont il est impossible d'acheter la conscience, mais appelé à résoudre *nos* problèmes, il les résoudra à *sa manière*... Il ne croit pas au socialisme qu'il considère comme une fantaisie. Il considère que nous ne réaliserons aucunement un régime socialiste et serons obligés de descendre peu à peu, marche par marche, des hauteurs socialistes vers un régime de démocratie capitaliste. Je l'ai déjà dit : d'après moi, cet homme est absolument désintéressé, *mais son idéologie est, pour nous, la plus dangereuse, la plus nuisible* » ⁽³⁾.

Dans une lettre adressée au Président et aux membres du Sovnarkom de l'U.R.S.S., Groman protesta contre ces affirmations, rappelant que toute sa vie durant il appartenait au parti socialiste, et que, quoique n'étant pas communiste, il mérita quand même le titre honorifique de « distingué travailleur de la science », octroyé par le

(1) *Izvestia* du 26 septembre 1929.

(2) *Idem*.

(3) Discours du 14 septembre 1929, *Izvestia* du 29 septembre 1929. Souligné comme dans le texte original.

Sovnarkom « pour les services rendus à l'étude de l'économie soviétique » ⁽¹⁾.

Mais les temps ont changé depuis. La réponse de Rykov, Président du Sovnarkom et chef, à cette époque, de la « droite » du parti communiste, confirma le point de vue d'Ordjonikidzé et de Molotov, communistes « stalinistes ». Gorbounov, secrétaire général ⁽²⁾ du Sovnarkom, convoqua, un mois plus tard, le professeur Groman pour lui communiquer la réponse de Rykov : « Le camarade Rykov considère que l'idéologie du socialisme, tel que le comprend la Deuxième Internationale, sert les intérêts du capitalisme de la manière la plus directe... Si on n'adhère pas au programme du parti communiste, comme vous le dites dans votre lettre, si on ne soutient pas l'idéologie communiste, mais si on lui oppose, par contre, une idéologie personnelle, on ne peut pas participer à l'organisation de la Société nouvelle. On ne peut que nuire à ce travail politique » ⁽³⁾.

309. — Le professeur Kondratieff, « ancien sous-secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Kerensky, qui dirige l'Institut de Conjecture, sans avoir donné son adhésion à notre plan quinquennal et qui se déclare adversaire de l'industrialisation » ⁽⁴⁾, « son adjoint, le jeune économiste Vorobieff, qui se permet de critiquer la lourdeur du système des impôts » ⁽⁵⁾, « le vieux théoricien bourgeois, le social-démocrate Maslov, qui s'attaque à notre politique d'exploitations rurales collectives » ⁽⁶⁾, « le professeur Zagriatzkoff, qui nous est hostile et qui soutient que Lénine a estropié la doctrine de Marx » ⁽⁶⁾, Vichnevsky et Goukhman, jeunes collaborateurs du professeur Groman, qui, soumis, à deux reprises, par la Conférence des spécialistes du Gosplan à un véritable interrogatoire, reconnurent les erreurs de leur propre *credo*, mais ne désavouèrent pas leur maître, critiqué en sa qualité de « personnalité politique repré-

(1) Lettre du 2 octobre 1929 publiée dans la *Pravda* et les *Izvestia* du 10 novembre 1929.

(2) *Oupravliaïoutchi diélami*.

(3) *Pravda* et *Izvestia* du 10 novembre 1929.

(4) *Rabotchaïa Gazeta* (Gazette Ouvrière) du 10 octobre 1929.

(5) *Idem*.

(6) *Idem*.

(7) *Idem*.

sentant une tendance idéologique déterminée » ⁽¹⁾, V. A. Bozarov, économiste bien connu de nuance marxiste, traducteur du « Capital » en langue russe, déclaré suspect comme « idéologue de la petite bourgeoisie » ⁽²⁾, tous ces savants, ainsi que de nombreux autres statisticiens et économistes, moins connus, furent mis au ban des organisations statistiques.

310. — Le chef communiste de la Direction Centrale de la Statistique, Milioutine, exprima lui-même son mécontentement du travail de cette Direction. « Tout l'appareil statistique doit être révisé, vérifié, serré et rafraîchi. Une attention toute spéciale doit être prêtée à l'organisation statistique de l'agriculture. Les travaux statistiques ne doivent pas être isolés de la vie et de la lutte des classes. Ils doivent servir à l'édification socialiste » ⁽³⁾.

Le rapport de Grinko, présenté, au nom du Gouvernement, à la Conférence des spécialistes du Gosplan, mit le dernier point sur les « i ». Intitulé « Sabotage économique, problème des cadres et différenciation de classe parmi les spécialistes », ce rapport proclama, sans ambages : « Nous avons (parmi les statisticiens et économistes) un groupe important de collaborateurs se couvrant du vieux terme de « loyalisme ». Ces personnes ne font rien de déloyal, mais leur loyalisme passif, au sein des organisations telles que le Gosplan, est nuisible et ne peut pas être toléré » ⁽⁴⁾.

Enfin, la première conférence des « marxistes travaillant en U.R. S.S. dans le domaine agraire », tenue à Moscou, en décembre 1929 ⁽⁵⁾, adopta, sur la proposition de Milioutine, une résolution, dont le paragraphe 6 exigea du Gouvernement soviétique « la débacle impitoyable des idéologies réactionnaires, bourgeoises et petites-bourgeoises » ⁽⁶⁾ représentées par les professeurs Kondratieff, Makarov, Minine, etc. ».

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 18 décembre 1929.

(2) *Idem* du 26 décembre 1929.

(3) Discours à la réunion consultative des chefs des directions statistiques des républiques faisant partie de l'U. R. S. S. Publié dans les *Izvestia* du 27 novembre 1929.

(4) *Economitcheskaja Jizn* du 26 décembre 1929.

(5) Comptes rendus dans l'*Economitcheskaja Jizn* des 22, 24 et 29 décembre 1929.

(6) « Petites-bourgeoises » veut dire « socialistes ».

311. — Cette débacle ne fut pas longue à attendre. L' « *Economitcheskaja Jizn* » du 27 novembre 1929, en constatant que « les résumés mensuels de la Direction Centrale de Statistique ne correspondent pas à la nouvelle politique du Parti », informait ses lecteurs qu'on élaborait le projet de la soumission de cette Direction au Gosplan. Un mois plus tard, c'était là un fait accompli ⁽¹⁾. Les chefs des deux administrations en question, Krijjanovsky et Milioutine, en avisèrent « tous les statisticiens de l'Union Soviétique » par une circulaire précisant que la statistique visant une étude objective de la réalité doit être dorénavant rejetée, en principe. Seule la statistique servant les buts du Plan quinquennal doit exister. « Ce plan », déclare la circulaire, « est devenu le principe qui englobe tout, qui pénètre partout, qui embrasse toute notre économie jusque dans ses cellules les plus petites... La statistique doit saisir avec soin et en temps utile toutes les péripéties de la lutte de classes qui devient, dans le pays, de plus en plus aiguë, tendant à l'anéantissement définitif des derniers restes des rapports capitalistes dans notre pays. Les tableaux statistiques acquièrent, dans ces conditions, le caractère de véritables communiqués du G.Q.G. d'une armée combattante » ⁽²⁾.

En publiant cette circulaire, les « *Izvestia* » précisaient : « Etant donné le caractère universel du plan quinquennal, il ne reste rien en dehors de lui qui puisse faire l'objet d'un prétendu travail statistique objectif... La Direction Centrale de Statistique devait donc être incorporée au Gosplan. C'est cet état-major qui mène le travail, d'après les directives du Parti et du Gouvernement » ⁽³⁾.

Il ne nous reste qu'à prendre note de ces déclarations.

*
* *

312. — Ayant passé en revue les différentes sources soviétiques d'information, nous avons constaté que le territoire de l'U.R.S.S.

(1) Décision du Sovnarkom du 23 janvier 1930 (*Izvestia* du 25 janvier 1930).

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 25 janvier 1930.

(3) *Izvestia* du 25 janvier 1930.

forme une sorte d'immense champ clos où toutes les manifestations de la pensée sont monopolisées au profit de l'idéologie marxiste.

Nous nous trouvons donc dans l'impossibilité d'appliquer, dans la suite de notre exposé, les méthodes employées jusqu'ici dans nos développements.

313. — Nous renonçons, tout d'abord, à suivre, parallèlement au développement des sociétés de capitaux, l'évolution de la vie économique du pays. En effet, les statistiques qui traduisent les phénomènes complexes de cette vie, forment déjà, en tout temps et en tous lieux, un élément très délicat à manier. Entre les mains des statisticiens dépourvus d'indépendance et d'objectivité, elles ne peuvent devenir qu'une source d'erreurs innombrables et de néfastes illusions. On comprend dès lors la vanité des gloses auxquelles on pourrait se livrer sur des documents et des renseignements frelatés, émanant des organes de l'Etat soviétique.

D'ailleurs, comme nous allons le voir, les sociétés par actions en U.R.S.S., n'ont jamais pris une importance qui aurait permis de prendre au sérieux leur rôle dans l'économie soviétique.

A côté de l'immense « secteur socialisé », étendu sans cesse, le « secteur privé » de l'économie soviétique n'avait jamais qu'un emploi modeste et à peine toléré par le Pouvoir Communiste.

Nous ne manquerons pas d'étudier la place occupée par les sociétés de capitaux à l'intérieur de ce « secteur privé ».

314. — Le caractère spécifique de la tutelle communiste sur la presse et la science russe, nous oblige, d'autre part, à chercher les études indépendantes, et partant vraiment scientifiques, parmi les éditions, — assez nombreuses déjà — parues à l'étranger, mais consacrées aux questions russes.

Les travaux des éminents savants russes, émigrés ou exilés, dont la compétence en la matière est incontestable, tiennent, naturellement, une place d'honneur dans cette littérature.

Mais que l'auteur soit étranger ou russe, la presse soviétique ne cesse pas de multiplier ses reproches à la science dite « bourgeoise » ou « social-traître », en l'accusant d'animosité systématique à l'égard du pouvoir communiste et de parti-pris dans l'exposé des faits.

315. — Or, nous ne voulons être ni iconographe, ni iconoclaste du régime communiste. Nous nous proposons tout simplement un effort tenant compte des opinions les plus diverses et basé sur une documentation qui ne craindrait guère de démentis.

Il nous a donc semblé nécessaire de combiner, dans cet essai :

1° *L'utilisation des faits et des données pris exclusivement dans les sources soviétiques;*

2 *L'analyse de tous les éléments à notre disposition, quant aux conclusions à tirer de ces faits et aux conceptions théoriques.*

316. — Des matériaux ainsi obtenus nous avons encore éliminé les déclarations des leaders bolcheviks faites dans le feu des luttes intestines déchirant continuellement le parti communiste. Notre éloignement des centres et des milieux où ces luttes se déroulent nous empêchent, en effet, de faire la part de la vérité objective et celle de l'animosité personnelle dans les graves accusations dont s'accablent, mutuellement, les combattants.

Nous avons négligé également, de propos délibéré, la presse communiste occidentale (« L'Humanité » de Paris, « Die Rohte Falne » de Berlin, etc...), ayant acquis, après plusieurs tentatives pour nous en servir, la conviction de ne trouver dans son information qu'un reflet pâlot des journaux moscovites.

317. — La méthode adoptée laisse dans l'ombre les coulisses de la vie soviétique, mais cet inconvénient est quelque peu atténué par une sorte de daltonisme économique dont est frappée la presse communiste.

Le monopole de la pensée et de la parole imposé à tout un peuple, l'absence de la moindre critique libre durant de longues années ont, en effet, créé une atmosphère intellectuelle spécifique dans laquelle certaines idées et appréciations, une fois admises, ont acquis la force d'axiomes intangibles. Il en est résulté un tel parti-pris que les exposés laudatifs des économistes soviétiques résonnent quelquefois aux oreilles, non habituées à ce genre de fétichisme, comme un réquisitoire sévère du régime communiste.

La signification réelle des faits relatés reste souvent méconnue par les observateurs soviétiques. C'est ainsi, que les articles consacrés à la glorification de l'esprit de classe des ouvriers de telle ou telle

usine, les attaques contre le comité ouvrier de telle autre, révèlent les conditions quasi-impossibles imposées au capital privé: les menus faits de la chronique locale, relégués à la 4^e page d'un journal, renversent point par point les promesses de l'éditorial à l'adresse du capital étranger qu'on voudrait voir s'investir dans les concessions de l'U.R.S.S.; les conclusions optimistes du rapport du Commissaire du Commerce Extérieur tombent comme un château de cartes à la lecture du rapport, également optimiste, du Commissaire aux Finances, énumérant les mesures préconisées pour le maintien du cours du rouble-tchervonetz.

Les contradictions de ce genre sont nombreuses et restent très souvent inaperçues. On dirait que les yeux des fidèles, insensibles aux aspects multicolores du spectre économique, n'en aperçoivent que la couleur rouge.

C'est ainsi que, malgré la vigilance de la censure, les éditions soviétiques laissent percer plus d'une fois une partie, tout au moins, de la vérité.

Il devient possible alors de se rendre compte des contours de la réalité russe, en réunissant dans un tableau d'ensemble rien que les faits établis sans contestation possible, et en se défendant contre la tentation de broder pour remplir des endroits vides. Ainsi conçue, l'étude des sources soviétiques n'est pas une simple lecture des apothéoses officieuses à la dictature officielle. Bien au contraire, une sorte d'ironie inconsciente et d'autant plus sinistre se dégage des textes et des statistiques ayant trait aux sociétés de capitaux dans l'U.R.S.S. La faute ne nous en incombe pas.

CHAPITRE III

LE CAPITAL PRIVÉ RUSSE EN U. R. S. S.

DURANT L'APPLICATION DE LA NEP

318. — Dans la première partie de notre étude consacrée aux sociétés de capitaux sous le régime impérial, nous n'avons pas eu besoin de consacrer de développements spéciaux au droit positif russe. Nous nous sommes borné à en faire mention à plusieurs reprises dans l'Introduction, en dégagant les caractères des sociétés de capitaux en général. C'est que, pour employer les termes d'un juriste aussi distingué que le professeur baron B. Noldé, « le droit russe prérévolutionnaire en matière de personnes morales était, quant à son contenu positif, conforme au droit des autres pays... » ⁽¹⁾. « Les Lois spéciales... », précise ce savant russe, « ... et la jurisprudence des tribunaux contribuèrent à créer un système de règles qui donnait à l'ancien droit dans notre matière un caractère conforme, dans ses lignes principales, à tout autre droit moderne... » ⁽²⁾.

319. — Grâce au fondamental traité de MM. les professeurs Eliachevitch, baron Noldé et de M. Tager, que nous venons de citer, les dispositions du droit soviétique sont mises à la portée des lecteurs français. On se rend ainsi compte que « dans certaines matières, notamment le Droit des Obligations, nous retrouvons les conceptions traditionnelles auxquelles nous sommes habitués » ⁽³⁾. D'autre part, on y trouve également « un mélange curieux des idées nouvelles et des idées anciennes, un développement formidable des institutions d'Etat et des personnes juridiques qui le représentent, mais une concurrence entre ces personnes analogue à celle qui règne entre les particuliers » ⁽⁴⁾.

(1) *Traité de Droit Civil et Commercial des Soviets*, par MM. Basile Eliachevitch, Baron Boris Noldé et Paul Tager, avec le concours de nombreux juristes et professeurs de droits russes, Paris, 1930. Librairie générale de droit et de jurisprudence, tome I, 1^{re} partie, section II (par le Baron B. Noldé), page 199.

(2) *Idem*, page 201.

(3) Préface du professeur Henri Capitant au traité précité, page IV.

(4) *Idem*, page V.

Nous ne croyons pas utile de paraphraser cet excellent ouvrage qui contient tous les éclaircissements voulus aussi bien sur les sociétés par actions que sur l'Etat soviétique, ses institutions et entreprises, dont la participation fut exclusive ou prépondérante dans la majorité des Sociétés par actions ⁽¹⁾.

Fidèle à la notion de la société par actions telle qu'elle se dégage du développement historique des rapports commerciaux, nous ne nous occuperons ni des sociétés par actions « étatiques », ni des sociétés « mixtes ». Nous ne suivrons que la vie et l'évolution des sociétés formées en U.R.S.S. par le capital privé, seules sociétés de capitaux véritables, telles que nous venions de les décrire dans l'Introduction au présent ouvrage, telles qu'elles existent et fonctionnent dans le monde civilisé.

Pour accomplir notre tâche, nous serons obligé de nous occuper également du sort du capital privé, en général, dans l'Union Soviétique.

SECTION PREMIÈRE

Période de la libre activité du capital privé (1921-1923)

320. — Quelle que soit l'appréciation qu'on porte sur Lénine, en tant que personnalité historique, on ne peut lui nier le courage de ses opinions et de ses erreurs. Devant les résultats désastreux de l'application à l'économie russe du communisme intégral, il n'hésita pas à faire passer les faits avant la doctrine.

Notamment, dans son discours, adressé en octobre 1921 aux représentants des organisations pour l'éducation politique, Lénine mit les points sur les « i » :

« La défaite que nous avons éprouvée sur le front économique, au commencement de 1921, dans notre essai d'établir un régime de transition menant au communisme, a été bien plus sérieuse que toutes celles que nous ont infligées Koltchak, Denikine ou Pilsoudsky.

(1) Voir surtout dans *Traité*, le volume I, section II, Personnes morales, pages 199 à 282, et le volume II, section XIV, Sociétés, pages 297-424.

Les *Codes de la Russie Soviétique* ont été également édités en français. Voir *Code Civil*, traduit par les professeurs Jules Patouillet et Raoul Dufour. Bibliothèque de l'Institut de Droit Comparé de Lyon, tome IX, Paris, 1927, Marcel Giard, éditeur.

« Cette défaite signifie que la politique économique de nos chefs
« a perdu entièrement contact avec ses principes fondamentaux et a
« complètement échoué dans son essai de restauration de la produc-
« tion, inscrite au programme de notre parti comme la tâche la plus
« urgente et la plus essentielle. Les réquisitions dans les villages et
« l'application directe des principes communistes dans les villes ont
« empêché la reprise de la production et ont constitué la raison prin-
« cipale de la formidable crise économique et politique qui nous a
« accablés au printemps de 1921. Aussi nous est-il impossible de
« définir, du point de vue de notre politique générale, les événements
« survenus autrement que comme une défaite grave suivie d'une
« retraite ⁽¹⁾. »

321. — Cette retraite fut menée d'une manière résolue et souple en même temps.

Le décret du 22 mai 1922 « sur les droits fondamentaux de pro-
« priété reconnus par la R.S.F.S.R., protégés par ses lois et défen-
« dus par ses institutions judiciaires » et le Code civil soviétique de 1922, organisèrent le nouveau régime économique de la République des Soviets sur la base de droits ci-après, accordés aux personnes, tant physiques que juridiques :

1° Le droit d'organiser des entreprises commerciales et industrielles et d'exercer tous les métiers, états, professions, autorisés par les lois de la R.S.F.S.R. (article 5 du Code);

2° Le droit de constituer des associations, sociétés en commandite et anonymes, de conclure des contrats de vente, d'échange, d'emprunt, de prêt, de travail, de fourniture, d'assurance;

3° Le droit d'effectuer toutes opérations de crédit;

4° Le droit de propriété privée sur les biens immobiliers dans les localités urbaines et rurales;

5° Le droit d'aliéner les biens immobiliers et de les affermer (article 54 du Code);

6° Le droit de propriété sur les biens meubles : usines et ateliers, entreprises industrielles et commerciales pouvant être objet de propriété privée; moyens de production; produits de l'agriculture et de

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XVIII, 1^{re} partie.

l'industrie, marchandises non soustraites à la circulation publique par des dispositions spéciales; fonds, espèces, objets d'usage domestique ou de consommation personnelle;

7° Le droit de nantissement des biens, meubles et immeubles, faisant l'objet de l'appropriation privée;

8° Le droit de propriété sur les inventions, marques de fabrique, modèles, dessins;

9° Le droit de succession par testament pour l'époux survivant et les descendants en ligne directe, jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 roubles-or (article 446 du Code).

Les décrets des 26 avril et 23 août 1922 favorisèrent également le développement de l'économie privée. Le premier subordonnait l'exercice du commerce au simple paiement de la patente dont la milice n'avait plus, dorénavant, le droit de refuser l'enregistrement. Le deuxième organisait des bourses de commerce « destinées à déterminer les rapports entre l'offre et la demande, à faciliter et à coordonner les échanges et les opérations commerciales qui en découlent ».

322. — La nouvelle politique économique des Soviets (la Nep), en se développant dans ce cadre juridique, admettait, tout d'abord, l'idée de laisser vivre librement l'industrie privée à côté de l'industrie puissante de l'Etat. On cherchait à donner de cette manière, au personnel soviétique, l'émulation nécessaire et le moyen d'apprendre les méthodes rationnelles de gestion des entreprises.

L'Etat se proposait de lutter contre la concurrence de l'industrie privée par des moyens purement économiques, en développant l'industrie étatisée, en améliorant la qualité de sa production, en baissant son prix de revient et les prix de vente.

Cette première période de la Nep, où « le capital privé se créait de presque rien » ⁽¹⁾, dura deux années : 1922 et 1923.

Au début, les nouveaux entrepreneurs furent « dénués comme un enfant nouveau-né... Le capital privé ne put opérer qu'en s'emparant

(1) Expression de Larine, Rapport à l'Académie Communiste intitulé *Le capital privé dans l'économie nationale*. Citons d'après le compte-rendu de la *Torg. Prom. Gazetta* du 19 avril 1927.

des valeurs et des matériaux appartenant à l'Etat » (1).

Dans son livre « Le Capital Privé en U.R.S.S. » (2), Larine, en utilisant « les rapports et les matériaux réunis par la commission de l'étude du capital privé, qui travaillait, de décembre 1926, à mai 1927, sous la présidence d'Ordjonikidzé » (3), constatait également que « la bourgeoisie n'apporta à l'économie soviétique ni des moyens financiers de quelque importance, ni des marchandises nouvelles. Les marchandises se trouvaient entre nos mains, et les moyens financiers de la bourgeoisie étaient insignifiants, comme nous venons de le signaler. Mais la bourgeoisie nous apporta son expérience des opérations commerciales et des marchés et nous fûmes contraints de lui donner nos marchandises et nos fonds. La production industrielle est restée entre nos mains et la production agricole entre les mains des paysans, mais la liaison entre les différentes parties de l'économie nationale (et souvent même la liaison entre les différentes entreprises de l'Etat) se trouva dans les mains de la bourgeoisie. Il est évident qu'elle se fit largement rémunérer pour cette fonction. C'était là pour nous « le prix de l'apprentissage... » (4).

Comme on le voit, Larine, en 1927, envisageait les faits avec un certain calme philosophique. Telle ne fut pas son attitude au début de la Nep, lorsqu'il se trouvait à la tête des irréductibles et déclarait que sa tâche était « d'opposer la barrière de la réaction communiste à la conception aberrante, vulgairement bourgeoise, de l'orientation actuelle de la politique économique. Inutile d'énumérer », ajoutait-il, « ces aberrations, tout le monde en est emberlucoqué : l'indépendance vis-à-vis de l'Etat, etc., nous menacent de conséquences assez graves pour qu'on se mette à étouffer le monstre dans l'œuf » (5).

323. — Malgré les oppositions qui n'ont jamais disparu dans les milieux gouvernementaux, et la puissance des entreprises de l'Etat

(1) I. S. KONDOUROUCHKINE (Procureur Soviétique), *Le capital privé devant la Justice Soviétique. Voies et méthodes de la formation des capitaux d'après les dossiers de l'Inspection et des Tribunaux en 1918-1926*. Moscou-Leningrad, 1927. Editions de l'Etat, page 53.

(2) Editions de l'Etat, Moscou-Leningrad, 1927.

(3) *Op. cit.*, page 4.

(4) *Op. cit.*, page 7.

(5) *Econ. Jizn* du 13 décembre 1921; *Troud* (le Travail) du 14 décembre 1921.

et de la coopération, le capital privé, parti de presque rien, finit, vers la fin de 1922, par supplanter ses concurrents dans le commerce du pays.

L'officiel « Viestnik Finansov » ⁽¹⁾ publia, à ce sujet, des chiffres suggestifs se rapportant à l'ensemble du pays et à Moscou, plus particulièrement :

**CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES,
DANS 29 PROVINCES DE RUSSIE, AU COURS DU 2^e SEMESTRE 1922**

CATEGORIES D'ENTREPRISES	JUILLET-SEPTEMBRE		OCTOBRE-DÉCEMBRE	
	En millions de roubles-or	En pour- centages	En millions de roubles-or	En pour- centages
Etat.....	128	11,1 %	180	8 %
Coopératives.....	62	5,4 %	152	6,8 %
Entreprises privées.....	961	83,5 %	1.903	85,2 %
TOTAUX.....	1.151	100 %	2.235	100 %

CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES A MOSCOU

CATEGORIES D'ENTREPRISES	OCTOBRE-DÉCEMBRE 1922		JANVIER-MARS 1923	
	En millions de roubles-or	En pour- centages	En millions de roubles-or	En pour- centages
Etat.....	73	8,7 %	91	6,9 %
Coopératives.....	16	1,9 %	65	4,6 %
Entreprises privées.....	750	89,4 %	1.230	88,5 %
TOTAUX.....	839	100 %	1.386	100 %

324. — Les raisons des progrès aussi rapides du commerce privé, malgré sa psychologie toute primitive et ses méthodes quelquefois douteuses ⁽²⁾, consistaient, d'après Larine lui-même, pour une bonne

(1) *Messenger des Finances*, numéros des 3 et 24 août 1923.

(2) Voir sur cette question Larine, *op. cit.*, chapitre II, intitulé *Origines du capital bourgeois dans l'U. R. S. S.*, pages 5-60.

partie, dans « le vice bien connu de l'appareil étatique, autrement dit, dans les dépravations et exagérations bureaucratiques, qui donnaient et donnent quelquefois encore, à un homme d'affaires privé, la possibilité de transformer les organes de l'Etat en instruments et moyens de son enrichissement personnel » ⁽¹⁾. D'autre part, l'« Economitcheskaja Jizn », en commentant les résolutions de la deuxième Assemblée Panrusse des délégués du Centrosoïouze ⁽²⁾, avouait :

« Le petit commerçant entreprenant, qui sort de tous les trous, a déjà montré ce qu'il vaut dans les coins les plus perdus de la Russie. Tandis que la coopération rassemblait ses forces, que l'on élaborait des dispositions et des instructions, qu'on établissait des rapports réciproques, etc., voici qu'il ne reste plus un seul endroit tant soit peu peuplé où des marchés ne se soient établis, où des mercantis locaux ou nouveaux-venus ne fassent des milliers de roubles d'affaires. A présent, la coopération se voit déjà obligée de soutenir la concurrence du commerçant privé *qui gagne du terrain d'un jour à l'autre* ⁽³⁾. A présent, le paysan qui vient dans un magasin coopératif est en mesure de comparer les prix coopératifs aux prix courants » ⁽⁴⁾.

325. L'« Economitcheskaja Jizn » ne se trompait pas, en parlant du « petit commerçant entreprenant », car ce sont les succès du tout petit négoce qui mettaient le capital privé à la première place dans les échanges intérieurs du pays. On peut en juger d'après les statistiques des patentes. Le nombre et la répartition des patentes prises en 1922 ressortent des chiffres ci-après ⁽⁵⁾ :

	1 ^{er} SEMESTRE	2 ^e SEMESTRE
Patentes pour les entreprises commerciales.....	450.438	604.427
Patentes pour les entreprises industrielles.....	140.350	169.649
Patentes des commerçants individuels....	114.781	367.902
TOTAUX.....	705.529	1.141.978

(1) LARINE, *op. cit.*, page 8. Opinion exprimée en 1927.

(2) Abrégé de « l'Union Centrale des Coopératives ».

(3) Souligné par nous.

(4) *Econ. Jizn* du 27 juin 1921, n° 178. Article de Kramarov : « Qu'est-ce qui entrave l'échange commercial ? ».

(5) *Econ. Jizn* du 15 mai 1923.

Sur le nombre total des patentes prises par le commerce, 95 % revenaient au commerce privé, 3,6 % à la coopération et 1,3 % seulement aux entreprises d'Etat ⁽¹⁾.

Dans l'ensemble, ce sont les petites entreprises qui dominent nettement :

	POURCENTAGE DES PATENTES de chaque catégorie par rapport au total des patentes prises	
	1 ^{er} SEMESTRE 1922	2 ^e SEMESTRE 1922
Patentes de la 1 ^{re} catégorie (vente sur éventaïres, de la main à la main).....	25,3 %	25,8 %
Patentes de la 2 ^e catégorie (vente dans des baraques et installations au marché)...	54 %	53 %
Patentes de la 3 ^e catégorie (petit commerce dans des locaux fermés).....	19,7 %	18,2 %
Patentes de la 4 ^e catégorie (commerce moyen, demi-gros et importantes entreprises de détail).....	0,9 %	2,4 %
Patentes de la 5 ^e catégorie (commerce de gros).....	0,1 %	0,6 %
TOTAUX.....	100 %	100 %

Il résulte de ces chiffres, que 79 % des commerçants soviétiques ne disposaient même pas d'un local stable, nécessaire pour toute affaire de quelque importance. L'étude faite par le « Viestnik tor-govli i promichlennosti » ⁽²⁾, et résumant la situation dans neuf gouvernements, souligne encore le caractère modeste des entreprises privées et l'importance relative des organisations coopératives et étatiques.

D'après cette étude, la répartition des entreprises par catégories,

(1) *Viestnik Finansov* (Messager des Finances), août 1923.

(2) *Messager du Commerce et de l'Industrie*, mai 1923; *Écon. Jizn* du 31 mai 1923.

au premier semestre 1922, était la suivante :

	ENTREPRISES privées	ENTREPRISES coopératives	ENTREPRISES de l'Etat
Patentes de la 1 ^{re} catégorie.....	23 %	9,1 %	néant
— 2 ^e —	57 %	3,3 %	0,7 %
— 3 ^e —	17,7 %	59,1 %	38,8 %
— 4 ^e —	1,9 %	25 %	31,3 %
— 5 ^e —	0,4 %	3,5 %	29 %
TOTAUX.....	100 %	100 %	100 %

Au dedans de chaque catégorie de patentes, la division des entreprises au deuxième semestre 1932, dans seize gouvernements, met également en évidence le domaine d'activité du commerce privé ⁽¹⁾ :

	ENTREPRISES privées	ENTREPRISES coopératives	ENTREPRISES de l'Etat	TOTAUX
Patentes de la 1 ^{re} catégorie.....	99,9 %	0,1 %	néant	100 %
Patentes de la 2 ^e catégorie.....	99,3 %	0,5 %	0,2 %	100 %
Patentes de la 3 ^e catégorie.....	67,8 %	27,9 %	4,3 %	100 %
Patentes de la 4 ^e catégorie.....	52,7 %	30,2 %	17,1 %	100 %
Patentes de la 5 ^e catégorie.....	50 %	18 %	32 %	100 %

Ainsi, à la fin de 1922, après un an et demi de croissance rapide, le capital privé prédominait dans le commerce de détail et occupait de fortes positions dans le commerce de gros et de demi-gros.

(1) Les mêmes sources.

326. — Mais là s'arrêtait la formation des nouvelles classes bourgeoises (si on peut toutefois y comprendre les vendeurs à l'éventaire et les titulaires des baraques aux marchés). L'absence de capitaux, le maintien de la nationalisation de l'industrie ancienne et l'incertitude de la situation générale ne favorisaient guère le développement de l'industrie privée. La part des entreprises capitalistes privées dans la production nationale ne fut, en 1923, que de 3,3 % ⁽¹⁾. Dans le domaine de crédit, aucune banque privée ne fut jamais tolérée en U.R.S.S. Ayant toujours présent à l'esprit le rôle des banques dans l'économie capitaliste de la Russie Impériale, les bolcheviks se gardaient bien d'autoriser la reconstitution de ces catalyseurs de l'activité capitaliste.

327. — L'ensemble des capitaux qui se trouvaient entre les mains des entrepreneurs et des commerçants privés, à la fin de 1923, est évalué, par Larine, à 500 millions de roubles environ. Sur ce chiffre, 150 millions proviendraient des fonds et valeurs que leurs propriétaires avaient réussi à bien cacher durant les années de la révolution et du communisme intégral; les 350 autres millions auraient été accumulés par les capitalistes nouveaux durant les premières années de la « N.E.P. » ⁽²⁾.

328. — Désirant prouver, coûte que coûte, que « l'histoire de la formation du capital bourgeois en U.R.S.S. est, avant tout, l'histoire du brigandage bourgeois » ⁽³⁾, Larine énumère et analyse longuement les différentes formes de ce « brigandage », largement appliqués en 1921-1923 et dont l'Etat faisait toujours les frais. Parmi les procédés employés par le capital privé, aventurier de formation récente, on trouve la pénétration des entrepreneurs dans les cadres du fonctionariat soviétique avec des contrats leur assurant un pourcentage des bénéfices (« fondés de pouvoirs spéciaux avec des contrats particuliers ») et l'organisation des pseudo-coopératives de production et de consommation; des « artères des invalides » et d'autres

(1) *Les chiffres de Contrôle du Gosplan*, Moscou, 1927, page 327.

(2) LARINE, *op. cit.*, page 9.

(3) *Idem*, page 7.

formes du camouflage politico-économique ⁽¹⁾.

Le capital privé honnête s'abstenait presque entièrement de prendre part aux échanges.

329. Les raisons politiques qui poussaient les entreprises privées renaissantes à se camoufler en pseudo-coopératives ou pseudo-artèles, pour s'assurer les sympathies agissantes des pouvoirs publics, s'opposaient, par contre, au développement des sociétés par actions. Soumis dans tous les Etats à une réglementation plus ou moins stricte ⁽²⁾, ces sociétés devenaient, de ce seul fait, très vulnérables dans le pays des Soviets. Sous prétexte de surveiller les manifestations essentielles de leur vie sociale et de leur activité, les autorités soviétiques avaient la porte largement ouverte pour s'immiscer dans leurs affaires.

Cette immixtion commença, en effet, de très bonne heure : l'« *Economitcheskaja Jizn* » du 29 avril 1923 signala à ses lecteurs que « le service de surveillance du Commissariat du Peuple aux Finances entreprit l'inspection des sociétés anonymes qui fonctionnent dans la République, afin de mettre au clair leur situation financière. Les inspecteurs établirent dans ce but un modèle spécial d'enquête sur les opérations commerciales (achats et ventes) de ces sociétés, sur l'importance et le caractère de leurs crédits en banque, etc... » ⁽³⁾. Le même article nous apprend que le nombre des sociétés par actions russes, en avril 1923, n'était que de 17, en y comprenant les sociétés de l'Etat, les sociétés mixtes et les sociétés privées.

Ce chiffre n'est pas bien fort, mais celui des véritables sociétés de

(1) *Idem*, chapitre II, *Origines du capital bourgeois dans l'U. R. S. S.*, pages 5-60, et chapitre IV, section 2, *Les pseudo-coopératives*, pages 113-121. Quelquefois, les pseudo-artèles poussaient leur audace jusqu'à solliciter et obtenir des lettres de recommandation émanant des organes supérieurs de l'Etat, et précisant « qu'il n'y a pas lieu de poser au représentant de l'artèle des questions superflues, étant donné l'état maladif de cet invalide ». (Cas de la pseudo-coopérative de production « Le Prolétaire », organisée par un ancien artiste de cirque, *op. cit.*, pages 115-116).

(2) Voir *supra*, Introduction, section III. Intervention légale dans la vie et le fonctionnement des sociétés anonymes.

(3) Article d'information intitulé : *Sociétés par actions. Inspection des Sociétés par actions*.

capitaux existant à cette époque en Russie fut autrement modeste. Deux ans plus tard, nous trouvons dans la même « *Economitcheskaïa Jizn* » ⁽¹⁾, l'information suivante : « En 1922, deux sociétés par actions, au capital de 352.500 roubles, furent fondées : en 1923, quatre sociétés au capital de 790.000 roubles ».

En additionnant ces chiffres on obtient, en tout, six sociétés fondées, au capital global de 1.142.500 roubles. A la fin de 1923, la République Soviétique se trouva, quant à l'actionnariat, au niveau où fut la Russie au XVIII^e siècle.

SECTION DEUXIÈME

Période des restrictions (octobre 1923-septembre 1924)

330. — Cependant, le Gouvernement Soviétique s'inquiétait déjà des succès du capital privé et s'appropriait à une campagne contre les marchands ambulants et les petits boutiquiers aussi bien que contre le commerce de gros. On trouve une description concise et frappante de cette campagne sous la plume du professeur Géleznoff ⁽²⁾ :

« ... Le commerce privé ne disposant pas des ressources mises à
« la disposition des entreprises de l'Etat et des coopératives, a subi
« de grosses pertes lors de la crise de 1923. Au lendemain de la ré-
« forme monétaire, effectuée au commencement de l'année 1924, le
« but principal de la politique commerciale a été de remplacer l'ini-
« tiative privée par celle de l'Etat et des coopératives. Les entre-
« prises commerciales d'Etat ont été invitées à fournir de préférence
« leurs produits à des coopératives et à mettre à la disposition de
« ces dernières des crédits plus larges et à meilleures conditions
« qu'aux entreprises privées, ainsi qu'un meilleur assortiment de
« marchandises. Ces directives ont été appliquées avec beaucoup

(1) Numéro du 13 juillet 1926, article : *Comment travaillent les sociétés par actions privées dans la R. S. F. S. R.*

(2) Recueil *La situation économique de l'Union Soviétique*, rédigé par un groupe de professeurs de l'Institut d'Etudes Economiques de Moscou. Edité en français, Paris, 1926, Marcel Giard, éditeur. Etude du professeur W. GÉLEZNOFF : *La situation économique de l'U. R. S. S. et son évolution actuelle*, page 21.

« d'énergie et de fermeté. Les faveurs extraordinaires accordées aux
« coopératives allaient de pair avec les vexations imposées au com-
« merce privé. Les coopératives bénéficiaient de crédits à long terme.
« les commerçants privés étaient obligés, pour la plupart, de payer
« les marchandises en argent comptant. Certaines administrations
« d'Etat avaient complètement cessé de vendre leurs produits aux
« particuliers.

« Il arrivait même que l'administration locale interdisait toute
« transaction entre l'industrie d'Etat et le commerce privé. Il s'en
« suivit une dépression sensible de ce dernier touchant particulière-
« ment les transactions en gros. En même temps, les coopératives
« n'étant pas adaptées au rôle qu'elles devaient jouer, et l'industrie
« d'Etat n'ayant pas la possibilité de développer en si peu de temps
« son appareil commercial, il en résulta pour le commerce intérieur
« des conséquences fâcheuses.

« On dut bientôt (en automne 1924) revenir à la question du rôle
« que le commerce privé doit jouer dans les conditions actuelles de
« la Russie soviétique, et la résoudre dans un sens favorable à ce-
« lui-ci ».

331. — L' « *Economitcheskaja Jizn* » du 8 janvier 1915 nous permet de compléter l'analyse du professeur Géleznoff, par quelques autres « méthodes de compression » appliquées au capital privé : l'incertitude de l'imposition fiscale que les inspecteurs de finances modifiaient chaque trimestre; la rigueur et l'arbitraire de ces inspecteurs; l'assortiment forcé des tissus peu demandés ou défectueux, refilés par les trusts d'Etat aux commerçants privés.

332. — Les résultats de toutes ces mesures concertées ne se sont pas fait attendre. Ils ressortent nettement, par exemple, des données publiées par l'Institut de Conjoncture ⁽¹⁾ et qui peuvent être résumées sous la forme du tableau ci-après :

(1) *Bulletin Economique de l'Institut de Conjoncture*, année 1924, nos 9 et 10, titre iv, *Le Commerce*.

**OPÉRATIONS COMMERCIALES EFFECTUÉES
A LA BOURSE DES MARCHANDISES A MOSCOU**

ANNEES	RÉPARTITION D'APRÈS LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONTRACTANTS				
	Organes de l'Etat	Sociétés par actions mixtes	Coopération	Entreprises privées	Totaux
1923					
Octobre.....	74,4 %	2,6 %	6,9 %	16,1 %	100 %
Novembre.....	73,6 %	3,2 %	5,3 %	17,9 %	100 %
Décembre.....	77,3 %	3,4 %	6,5 %	12,8 %	100 %
1924					
Janvier.....	74,1 %	2,8 %	7,7 %	15,4 %	100 %
Février.....	74,1 %	2,5 %	8,5 %	14,9 %	100 %
Mars.....	76,1 %	3,0 %	9,7 %	11,2 %	100 %
Avril.....	74,1 %	3,8 %	10,7 %	11,4 %	100 %
Mai.....	77,5 %	2,4 %	9,3 %	10,8 %	100 %
Juin.....	77,6 %	1,9 %	11,5 %	9,0 %	100 %
Juillet.....	79,0 %	2,3 %	12,0 %	6,7 %	100 %
Août.....	75,3 %	1,9 %	14,7 %	8,1 %	100 %
Septembre.....	76,6 %	1,9 %	16,3 %	5,2 %	100 %
Moyenne de toute l'an- née.....	76,0 %	2,5 %	10,3 %	11,2 %	100 %

Plusieurs constatations se dégagent de ce tableau, à savoir :

1° Le rôle relatif du capital privé dans les échanges de la Bourse fut réduit des deux tiers, preuve tangible de la formidable pression de l'appareil d'Etat sur le commerce de gros;

2° La coopération prit, en septembre 1924 (16,3 % des transactions), la place occupée par les entreprises privées un an auparavant (16,1 %); le commerce privé, en septembre 1924 (5,2 % des transactions), descendit au-dessous du chiffre atteint par la coopération en octobre 1923 (6,9 %);

3° L'Etat, en réalisant par ses organes plus de 3/4 des affaires traitées, dominait nettement le marché.

333. — Mais cette domination, obtenue après une victoire facile, n'amena pas avec elle une amélioration des conditions générales du marché intérieur visée par les théoriciens du Parti Communiste. Le XIII^e Congrès de ce Parti ⁽¹⁾ adopta la résolution suivante : « L'organisation du ravitaillement régulier des larges masses de consommateurs et particulièrement de la paysannerie, au moyen du développement et du raffermissement du commerce de l'Etat et des coopératives, constitue, en ce moment, le problème fondamental de notre politique ».

Or, en pratique, la lutte contre le capital privé, si conforme au fond même de la doctrine bolchevique, devint rapidement un but en soi. Menée souvent, comme nous venons de le voir, par des méthodes de pure persécution, cette campagne perdit totalement de vue « l'organisation du ravitaillement régulier » de la population. On écrasait les entreprises privées sans parvenir à les remplacer par une autre organisation quelconque.

Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, dans la vaste région de l'Oural, la diminution du réseau commercial au cours du deuxième semestre de 1923-1924, se chiffra par 17 % dans les villes et par 25 % dans les campagnes, d'après les statistiques de la patente. Les patentes des commerçants privés diminuèrent dans la proportion de 44 %; celles prises par les coopératives n'accusèrent qu'un accroissement de 10 % ⁽²⁾.

334. — D'autre part, le commerce de gros employa des détours ingénieux pour subsister, malgré la pression de la lourde machine étatique. Ainsi, le syndicat central de l'industrie textile fixait le rôle du capital privé dans la réalisation de sa production entre 3 % et 5 % du total des ventes, pour l'année 1923-1924; en 1922-1923 ce pourcentage était de 30-35 % des ventes ⁽³⁾.

(1) Avril 1924.

(2) Rapport de Larine à l'Assemblée Plénière (Plenum) du Comité Central du Parti Communiste, en janvier 1925. *Economitcheskoe Obozrénie* (Revue Economique), janvier 1925.

(3) *Econom. Obozrénie*, mai 1925.

Ces chiffres, de nature à satisfaire les communistes les plus « purs », cachaient en réalité une défaite cuisante du Parti; les grossistes privés, en utilisant leurs anciens rapports avec les organisations commerciales de l'Etat, se transformèrent, directement et par personnes interposées, en acheteurs assidus des magasins de détail coopératifs; ils revendaient ensuite, au crédit ou au comptant, leurs marchandises aux détaillants privés; enfin, les tissus arrivaient, par ce détour, au consommateur, qui pouvait les acquérir, en fin de compte, avec une majoration sensible des prix, mais sans aucune formalité bureaucratique. L'augmentation brusquée des ventes au détail des trusts textiles en juillet 1924 (11 millions de mètres, au lieu de la moyenne mensuelle antérieure de 2 millions de mètres seulement), n'avait pour origine que cette supercherie ⁽¹⁾.

335. La disparition d'une partie de l'appareil commercial privé, qui, n'étant remplacé par rien de positif, laissait une place vide dans le système des échanges, ne tarda pas à provoquer des troubles sérieux dans la vie des campagnes russes. Le renchérissement des marchandises, à cause des voies détournées qu'elles empruntaient avant d'arriver au consommateur, n'était pas non plus de nature à arranger les choses.

Devant l'évidence des faits, les milieux gouvernementaux eux-mêmes furent obligés de reconnaître les erreurs et les exagérations commises. « Conformément à la décision du 13^e Congrès du Parti », écrivait Smilga, ancien Commissaire-adjoint du Peuple à la Justice, « la lutte ne devait être conduite que par des méthodes économiques. L'exclusion du capital privé du domaine des échanges devait être admise dans les cas seulement où il pourrait être remplacé, immédiatement et sans délai, par des organisations de l'Etat ou des coopératives. Cependant, en fait, la décision du Parti reçut une application fort extensive. Dans un très grand nombre de cas, le capital fut chassé non seulement du commerce de gros, mais aussi du commerce de détail, et ceci par des mesures purement administratives »⁽²⁾.

(1) *Econom. Obozrénie*, décembre 1924, étude : *L'industrie de l'Etat et son appareil commercial*.

(2) *Econom. Jizn* du 21 janvier 1925, article intitulé : *Le capital privé*.

SECTION TROISIÈME

Période de la « nouvelle tactique dans le domaine du commerce »
(octobre 1924-septembre 1926)

336. — Sous la pression des difficultés créées par la chasse au capital privé, le Gouvernement soviétique inaugura, à l'automne de 1924, la « nouvelle tactique dans le domaine du commerce ». On laissait dorénavant à l'initiative commerciale et industrielle de la population une certaine latitude. Le décret du 31 octobre 1924 alla même dans cette voie jusqu'à supprimer l'enregistrement obligatoire des patentes par la police locale.

Admis ainsi dans le système soviétique à la fonction d'intermédiaire entre l'industrie de l'Etat et la foule anonyme des petits consommateurs, le commerce privé, en 1925-1926, conserva un rôle important dans les échanges économiques.

Ses opérations, exprimées en chiffres absolus, accusèrent même une augmentation notable ⁽¹⁾ :

	EN MILLIONS DE ROUBLES TCHERVONETZ			EN POURCENTAGES		
	1923-24	1924-25	1925-26	1923-24	1924-25	1925-26
1. Commerce de l'Etat.....	3.063,4	5.109,8	7.717,8	28,3	35,0	32,7
2. Coopération.....	2.840,7	5.231,4	9.626,4	26,2	35,8	40,8
TOTAUX de ces 2 catégories...	5.904,1	10.341,2	17.344,2	64,5	70,8	73,5
3. Sociétés par actions mixtes.	128,3	271,6	491,8	1,1	1,9	2,1
4. Capital privé :						
3 ^e à 5 ^e catégories.....	3.550,0	2.800,0	4.170,0	32,8	19,1	17,7
1 ^{re} et 2 ^e catégories.....	1.260,0	1.200,0	1.600,0	11,6	8,2	6,7
TOTAL des échanges commerciaux.....	10.839,4	14.612,8	23.606,0	100,0	100,0	100,0

(1) D'après *Les chiffres du contrôle du Gosplan pour 1927-28*, page 246.

D'après une autre source ⁽¹⁾, le capital privé dans le commerce de gros totalisait, en 1924-1925, 8,2 % des opérations, en 1925-1926, 7,4 %; les proportions respectives dans le commerce de détail furent de 45,9 % et 43,7 %; pour l'ensemble des échanges commerciaux elles ressortaient à 26,7 % et 24,8 %.

Enfin, le rapport de L. B. Zalkind, du Collège ⁽²⁾ du Commissariat du Peuple au Commerce de l'U.R.S.S., sur « Le rôle du capital privé dans les échanges commerciaux de l'U.R.S.S. » ⁽³⁾, résume comme suit le dynamisme du commerce privé : « Dans la période allant de 1923 au 1^{er} octobre 1926, nous nous trouvons devant le phénomène du recul du commerce privé, recul qui se traduit par la chute de son poids relatif dans l'ensemble des opérations commerciales du pays. Une seule fois, dans le deuxième semestre de 1924-1925, cette tendance à la décroissance du rôle du commerce privé fit place à une certaine augmentation de ce rôle... Mais déjà, dans le premier semestre de 1925-1926, la dégression reprit de plus belle, et son rythme s'accéléra encore dans le deuxième semestre ».

337. — Les pourcentages indiqués par les diverses sources officielles ne concordent pas. Ce manque de cohésion ne serait pas de nature à nous étonner, étant donné la complexité des phénomènes que représentent les statistiques en question et les déficiences de l'organisation statistique des Soviets ⁽⁴⁾. Mais les chiffres se rapportant aux transactions commerciales du pays ont été faussés d'une manière bien singulière dont l'U.R.S.S. elle-même dut reconnaître l'extravagance.

Nous n'avons qu'à céder sur ce sujet la parole à un communiste aussi notoire que Larine. D'après cet adversaire avéré du capital privé, « la statistique officielle enregistre les opérations commerciales soviétiques plusieurs fois; elle additionne les ventes du trust producteur au syndicat soviétique, qui concentre entre ses mains la vente des produits d'une branche donnée de l'industrie; du syn-

(1) *Economitcheskoe Obozrénie*, novembre 1928; La revue *Sovietskaïa Torgorlia* (Le Commerce Soviétique), octobre 1928, n° 40.

(2) Conseil de Direction.

(3) Citons d'après le compte rendu paru dans l'*Econom. Jizn* du 19 octobre 1926.

(4) Voir ci-dessus les §§ 301 à 311

dicat au Centrossoïouz ⁽¹⁾ ou au Gosstorg ⁽²⁾ de province; du Centrossoïouz à la coopérative régionale, de la coopérative régionale ou du Gosstorg de province à la coopérative du district ou au Gosstorg du district; de la coopérative de district à la coopérative locale, etc., enfin de celle-ci au consommateur ».

D'autre part, Larine constate ⁽³⁾ : « En vertu de notre système d'organisation, les matériaux et les moyens de production doivent être vendus plusieurs fois par des organes d'Etat à d'autres organes d'Etat avant d'être employés à la fabrication. Par exemple, avant la guerre, la grande manufacture textile de Konovalov achetait elle-même son coton chez les petits marchands revendeurs du Turkestan ou de la Transcaucasie. Actuellement, les organes locaux de l'Etat achètent le coton à ces mêmes revendeurs ou aux paysans-producteurs directement; ensuite le Glavkhlopkom ⁽⁴⁾ l'achète à ces organes locaux, le Syndicat textile Panrusse au Glavkhlopkom, les trusts textiles au Syndicat Panrusse, et enfin les fabriques aux trusts. Les transactions à l'intérieur d'un trust ne sont pas enregistrées par la statistique fiscale. Mais toutes les autres ventes consécutives que nous venons de signaler sur le chemin fait par le coton de l'Asie Centrale à la fabrique, sont inscrites et frappées d'impôt. Le nombre des ventes et reventes de ce genre est encore plus élevé pour le minerai de fer qu'on transforme en une charrue, etc. La même histoire se répète en ce qui concerne le charbon et tous les autres moyens et matériaux de production... »

Par contre, d'après Larine ⁽⁵⁾, « l'industrie privée ne s'occupe presque pas de la fabrication des moyens de production. Elle achète les matériaux nécessaires tout prêts (métaux, etc.) aux organes de l'Etat ou aux paysans (matières premières). Le commerce privé a moins d'instances intermédiaires et des opérations sont escomptées, d'après Larine, d'une manière plus exacte ».

Larine en conclut, à juste titre, que les « statistiques du Commissariat du Peuple aux Finances ne peuvent pas donner une notion

(1) Organe Central des Coopératives Communistes.

(2) Organe Commercial d'Etat.

(3) LARINE, *Le Capital Privé dans l'U. R. S. S.*, page 126.

(4) Le Comité Central de Coton.

(5) LARINE, *op. cit.*, page 127.

quelque peu précise de la proportion des marchandises passant par le commerce privé, car elles comparent les chiffres non comparables... Par sa nature même, elles doivent exagérer et elles exagèrent les rôles de l'Etat et de la Coopération, car elles enregistrent les échanges et non les marchandises... Donc, si, par exemple, les « chiffres de contrôle du Gosplan » indiquent, d'après ces statistiques, que la proportion des échanges revenant au commerce de gros en 1925-1926 fut de 9,4 %, il n'en résulte nullement que 9,4 % des marchandises seulement sont passés par le canal du commerce privé... Avec la méthode statistique adoptée, il est évident qu'il nous serait aisé, si besoin en était, de ramener la part du capital privé dans les échanges à 2 % ou même à 1 % » (1).

338. - - Nous tirons de ces révélations la seule déduction qu'elles comportent : Les constatations du Commissariat du Peuple au Commerce sur le dynamisme du capital privé et la courbe décroissante de son rôle dans les échanges que prétendait établir le rapport précité de Zalkind, ne peuvent pas être prises au sérieux. Sans rechercher davantage les pourcentages traduisant ce rôle en chiffres précis (2), demandons aux sources soviétiques la réponse à une question bien plus simple : Quelle fut l'importance en chiffres absolus, du capital privé en 1925 et 1926, années où la Nep fut à son apogée ?

Les diverses sources soviétiques ne donnent pas, sur ce point, de réponse uniforme. L'étude du Gosplan porta sur 239 balances d'en-

(1) LARINE, *Le capital privé en U. R. S. S.*, chapitre I, section 3, page 178.

(2) Les *Chiffres de Contrôle du Gosplan*, page 246, donnent pour les années 1926-1927 et 1927-1928 des chiffres qui font ressortir l'effacement progressif et ininterrompu du commerce privé (Sociétés par actions mixtes comprises) dont le rôle serait passé de 45,5 % du total des échanges, en 1923-1924, à 29,2 % en 1924-1925; 26,5 %, en 1925-1926 et 20,1 %, en 1926-1927, pour n'être que de 17,3 %, en 1927-1928.

Les méthodes que Larine laisse entrevoir jouaient sans doute un rôle important dans l'établissement de ces pourcentages, car les publications soviétiques contiennent, par ailleurs, des données bien plus favorables pour le commerce privé. Ainsi, l'*Econom. Obozrénie*, livraison de février 1928, fixe son rôle sur le marché des matières premières et des produits alimentaires à 38-45 % du chiffre d'affaires général, proportion qui s'élevait à 80 %, quant au marché de la viande. L'*Econom. Jizn* (numéro du 4 février 1928), affirme que 75 % des matières premières passaient en 1927, par le commerce privé dans un grand nombre de gouvernements (celui de Tambov, par exemple). Les ouvriers de Pétrograd faisaient, au début de 1928, 62 % de leurs achats au marché privé (*Econom. Jizn* du 27 janvier 1928).

entreprises commerciales privées, choisies comme entreprises-types ⁽¹⁾. En étendant les données dégagées des balances en question à l'ensemble des entreprises existantes, Stroumiline, l'économiste du Gosplan bien connu, estimait le capital privé investi, au 1^{er} octobre 1925, dans les entreprises soviétiques, à 546 millions de roubles. Ce chiffre tenait compte des bénéfices nets de 1924-1925, réinvestis dans les entreprises et des prêts faits par des particuliers. Le Commissariat du Peuple aux Finances, en appliquant la même méthode d'extrapolation à un certain nombre de renseignements réunis par une enquête spéciale, arrivait à un total de 597 millions de roubles, comme devant être celui des capitaux privés engagés, au 1^{er} octobre 1925, dans le commerce du pays ⁽²⁾. Enfin, les calculs du Commissariat du Peuple au Commerce, dirigés par l'économiste Dvoïlatzky, aboutissent pour la même date du 1^{er} octobre 1925, au chiffre de 656 millions de roubles ⁽³⁾.

339. Toutes ces études, malgré l'insuffisance des éléments se trouvant à leur base, aboutissent à des résultats assez concordants, qui nous semblent proches de la réalité, d'autant plus que les divergences des auteurs portent presque exclusivement sur la détermination des bénéfices annuels nets, réinvestis dans les entreprises en 1924-1925 : Koutler, fidèle à ses anciennes habitudes de prudence scientifique, les évalue à 400 millions, Stroumiline à 114 millions et Dvoïlatzky à 150 millions de roubles-tchervonetz.

On peut donc estimer à 600 millions de roubles environ, l'ensemble des capitaux privés engagés dans le commerce du pays à la fin de 1925.

Si on en exclut les capitaux tout à fait insignifiants des marchands ambulants et des paysans, comme l'a fait D. N. Tchégodaev, Président de la Société de Crédit Mutuel de Moscou ⁽⁴⁾, on arrive à un total

(1) Recueil *Sur les voies de l'édification socialiste*, Moscou, 1927, pages 134-135.

(2) Revue *Les Finances et l'Economie Nationale*, n° 5, du 5 décembre 1926, calculs faits par P. Koutler, ancien sous-secrétaire d'Etat au Gouvernement Provisoire de Kerensky.

(3) *Le commerce privé de l'U. R. S. S.*, édition du Commissariat du Peuple au Commerce, Moscou, 1927; Recueil *Sur les voies de l'édification socialiste*, Moscou, 1927, article de Dvoïlatzky, pages 133-138.

(4) Réponse à l'enquête organisée par la *Torgovo-Promichlennaja Gazeta*, sur le sujet brûlant *Comment utiliser le capital privé*, *Torg. Prom. Gaz.* du 3 mars 1926.

de 350-400 millions de roubles seulement investis dans les entreprises aussi bien commerciales qu'industrielles, dignes d'être appelées « entreprises ». Et encore, sur ce chiffre, les entrepreneurs prudents conservaient, sous forme de disponibilités, 200 millions de roubles environ ⁽¹⁾.

340. — A. M. Ginzbourg, Président de la « Commission Spéciale auprès du Sovnarkhoz ⁽²⁾ de l'U.R.S.S., pour étude du rôle et de la situation du capital privé dans l'U.R.S.S. », considérait ces chiffres comme trop faibles. Selon lui, « d'après les calculs approximatifs de la commission, qui va publier en deux volumes les résultats de ses études, la masse globale des capitaux privés pouvait être évaluée à 600-700 millions de roubles environ. La majeure partie de ces capitaux était occupée dans le commerce. On n'en trouvait que 50-60 millions seulement investis dans l'industrie, soit une somme tout à fait insignifiante à côté des capitaux investis dans l'industrie d'Etat (0,7 % à 0,9 %). Cependant, le rôle du capital privé ne pouvait pas être apprécié d'après ces pourcentages insignifiants. Le manque de moyens matériels se compensait par une mobilité plus grande, une rapidité des opérations accrue et une rentabilité élevée. Les matériaux du Sovnarkhoz de l'Ukraine faisaient ressortir, en 1925, cette rentabilité à 48 % dans le commerce et à un pourcentage quelque peu moins élevé dans l'industrie » ⁽³⁾.

341. — Toutes les administrations soviétiques aboutissent donc dans leurs études et calculs à la même conclusion : le capital privé investi dans les établissements privés de l'U.R.S.S. ne dépassait pas, au point culminant de son développement, la somme relativement modique de 600-700 millions de roubles.

D'après la Direction des Valeurs du Commissariat du Peuple aux Finances, « les matériaux concernant 340 entreprises et 10.000 budgets paysans, permettaient d'évaluer les capitaux privés travaillant dans l'Economie Nationale, vers le milieu de 1926, à 1/14 environ du

(1) *Idem.*

(2) Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.

(3) *Izvestia* du 11 mai 1926, rapport du camarade Ginzbourg : *Le capital privé dans l'Economie Nationale de l'U. R. S. S.*

capital des entreprises d'avant-guerre » ⁽¹⁾.

Malgré la modicité de cette proportion, l'économie étatisée persistait à se croire en danger par le seul fait de l'existence du capital privé. Le régime auquel ce dernier restait soumis aux meilleurs jours de la Nep se ressentait bien de cette appréhension touchant quelquefois à une véritable crainte superstitieuse.

342. — Pour nous rendre compte des conditions dans lesquelles vivait et travaillait le capital privé dans l'U.R.S.S., nous croyons pouvoir nous rapporter au témoignage autorisé de Ginzbourg, mis à la tête de la « Commission spéciale du Sovnarkhoz » par Dzerjinsky lui-même ⁽²⁾.

L'étude détaillée des conclusions de la Commission publiée par Ginzbourg dans l'« Economitcheskoïe Obozrénie » ⁽³⁾, contient une description frappante de la réalité soviétique et des caractères acquis par les entreprises privées dans l'ambiance d'un milieu spécifique et foncièrement hostile au capitalisme.

343. — La thèse personnelle de Ginzbourg est formulée ainsi à la fin de son étude : « L'exposé qui précède doit démontrer que l'activité privée dans le domaine industriel et commercial ne peut pas être traitée en excroissance nuisible sur le corps de l'économie soviétique, excroissance qui doit être supprimée par la chirurgie socialiste. Dans l'état actuel de l'économie nationale, l'existence d'un certain groupe d'industriels et de commerçants privés est inévitable. Le rôle de l'Etat consiste en l'utilisation rationnelle de ces éléments productifs pour l'amélioration du système des échanges. La solution du problème n'est pas dans la diminution de la grandeur en chiffres absolus de l'économie privée, mais dans l'augmentation de la puissance de l'économie étatisée. La lutte contre le capital privé doit donc être, avant tout, une lutte pour l'amélioration, le raffermissement et l'assainissement du système économique de l'Etat ».

(1) *Izvestia* du 1^{er} juillet 1926, article intitulé : *Le capital privé dans l'économie Nationale*.

(2) Un des fondateurs et premier Président de la Tchéka Panrusse, Dzerjinsky passa, en 1923, à la Présidence du Sovnarkhoz.

(3) Livraison d'août 1926.

344. Pour démontrer l'exactitude de cette conclusion, Ginzbourg expose toute une série de faits destinés, dans son esprit, à prouver que l'extension éventuelle du capital privé n'était pas à redouter. Parmi ces faits, l'imposition des entreprises privées venait en tout premier lieu.

« En 1924-1925, elles ont acquitté 124 millions de roubles au titre
« de la patente (sur un total général des rentrées de 312 millions
« de roubles), 76 millions de roubles d'impôt sur le revenu et 111
« millions de roubles d'autres impôts et taxes, y compris le loyer
« des entreprises affermées par l'Etat. Le total des entrées fiscales
« provenant du capital privé, s'éleva donc à 311 millions de roubles.
« Ces chiffres relativement élevés, d'autant plus que la puissance du
« capital privé est faible, s'expliquent par les taux élevés de l'im-
« position. Ainsi, dans le 2^e semestre de 1924-1925, le taux de la
« patente fut de 1,1 % du chiffre d'affaires des entreprises d'Etat
« et de 1,19 % de celui des coopératives (0,64 % seulement des tran-
« sactions réelles, de larges exonérations accordées aux coopérateurs
« ayant réduit la base réelle de l'imposition); les entreprises privées
« acquittèrent la patente au taux de 1,57 % en moyenne » ⁽¹⁾.

« Les impôts absorbent une très grande partie du revenu des en-
« treprises privées », poursuit l'auteur. « D'après les travaux du
« Commissariat du Peuple aux Finances, les impôts de la patente,
« sur le revenu, sur les locaux occupés, les prélèvements exception-
« nels et la souscription obligatoire aux emprunts de l'Etat absor-
« bèrent, dans le premier semestre de 1924-1925, 52,9 % des reve-
« nus bruts du commerce privé; dans le deuxième semestre de la
« même année, la proportion s'établit à 36,2 % des revenus bruts,
« la souscription obligatoire aux emprunts ayant été supprimée en-
« tre temps et l'impôt sur les locaux occupés ayant été baissé. Dans
« l'industrie privée, pour la même période, les impôts absorbèrent
« respectivement 41,9 % et 35 % des revenus bruts » ⁽²⁾. »

Les modalités de la pratique fiscale furent également fort défavo-
rables aux entreprises privées. Ginzbourg en énumère quelques-unes :
des délais plus courts pour l'acquiescement des accises; arbitraire de

(1) *Op. cit.*, pages 108-109.

(2) *Idem.*

l'inspection des Finances dans le calcul du chiffre d'affaires; des garanties plus faibles dans les instances statuant sur les recours en appel contre les impositions excessives; des amendes plus élevée, etc. ⁽¹⁾.

Le prudent « et cetera » de l'auteur n'a pas besoin d'être déchiffré. L'attitude du fisc à l'égard de « l'ennemi de classe » de l'Etat prolétarien ressort suffisamment de ce qui précède.

345. Ginzbourg signale également les moyens multiples employés pour éliminer le capital privé du commerce. Une analyse détaillée des statistiques nombreuses amène ce personnage officiel à constater ⁽²⁾ « une régression du pourcentage des ventes faites par les trusts et les syndicats aux entreprises privées : 14,7 % de l'ensemble des opérations en 1923-1924; 9,7 % en 1924-1925; 4 % à la vente et 6,3 % à l'achat dans le premier semestre 1925-1926 ».

Les crédits ouverts aux acheteurs dans les opérations effectuées, en 1924-1925, dans les 41 bourses de commerce, y compris celle de Moscou, ressortent du tableau ci-après ⁽³⁾ :

	OPÉRATIONS au comptant	OPÉRATIONS mixtes	OPÉRATIONS à crédit
Organes de l'Etat.....	29,3 %	17,4 %	57,7 %
Coopératives.....	36,4 %	46,8 %	31,8 %
Entreprises privées.....	31,3 %	35,8 %	10,5 %

Les crédits ouverts au capital privé furent donc trois fois plus faibles que ceux dont bénéficia la coopération et cinq fois plus faibles par rapport aux crédits accordés aux organes de l'Etat.

Leur durée fut aussi plus courte. Les effets dépassant 45 jours constituaient 18 % seulement des crédits ouverts aux particuliers, contre 29 % pour les coopératives et 58,6 % pour les organes de l'Etat ⁽⁴⁾.

(1) *Op. cit.*, pages 108-109.

(2) *Idem*, page 98.

(3) *Idem*, page 104.

(4) *Idem*.

Finalement, les dirigeants de l'industrie soviétique ne reconnaissaient l'utilité du réseau commercial privé que dans les branches de production dites « suffisantes », c'est-à-dire celles qui fabriquaient suffisamment de marchandises et souffraient d'une crise de l'écoulement. Seules les déclarations du « Solesyndicat » ⁽¹⁾ et du « Sakharotrust » ⁽²⁾ sont pleines d'indulgence pour le capital privé, auquel « sa grande rapidité d'opérations permet d'accepter des conditions quelque peu cruelles d'approvisionnement : prix plus élevés et crédits réduits à la moitié ou au tiers des crédits normaux » ⁽³⁾. On comprend que dans ces branches « il n'y avait pas à craindre un enrichissement important du commerçant privé, la majoration des prix de détail sur les prix de gros ne dépassant pas 4 à 7 % » ⁽⁴⁾.

346. — Le capital privé, battu en brèche dans le commerce des produits « insuffisants », se dirigea vers le marché des céréales. Lors de la campagne d'automne de 1925-1926, les commerçants privés réalisèrent 22 % des transactions. Mais la vigilance gouvernementale fut là encore très rapidement mise en éveil. Dès janvier 1926, « des mesures décisives furent prises pour éliminer les entreprises privées du commerce de céréales. Il fut défendu aux banques de leur ouvrir des crédits; la mouture de leurs grains par les minoteries de l'Etat et des coopératives fut limitée; il fut recommandé à la coopération de ne pas leur vendre de céréales, aux organisations de l'Etat de ne pas effectuer d'achats par leur intermédiaire; les expéditions par chemins de fer des céréales appartenant à des particuliers furent classées dans la 5^e catégorie, de sorte que leur transport devint très lent. A la suite de toutes ces mesures, la participation du capital privé dans les opérations portant sur céréales et fourrages, baissa sensiblement » ⁽⁵⁾.

347. — La position du capital privé apparaît dans l'ouvrage de Ginzbourg plus précaire encore dans l'industrie que dans le commerce. Son importance quantitative fut des plus réduites : Dans l'in-

(1) Syndicat du sel.

(2) Trust du sucre.

(3) *Op. cit.*, page 102. aveu du Syndicat du sel.

(4) *Idem*, déclaration du Trust du sucre.

(5) *Idem*, page 103.

industrie censitaire⁽¹⁾, en 1924-1925, les entreprises privées totalisaient 3,9 % seulement de la production et employaient 2,12 % des ouvriers occupés. Pour démontrer que la concurrence de ces entreprises ne peut constituer un danger quelconque pour l'industrie étatisée, l'auteur énumère les avantages dont jouit cette dernière « bien mieux outillée sous tous les rapports et qui aurait dû travailler mieux et à meilleur marché que les entrepreneurs privés »⁽²⁾.

Mieux outillées, réalisant une spécialisation et une concentration de production plus grandes, fabriquant les objets en masse et en série, les entreprises de l'Etat avaient, en outre, une situation fort privilégiée. Reconstituons-la, en ne nous servant que de citations⁽³⁾ :

1° « Les entreprises de l'Etat sont bien plus libres dans le renouvellement de leur outillage, car l'acquisition à l'étranger des machines nécessaires est prohibée, en fait, au capital privé. D'autre part, les commandes de l'industrie privée passées à nos usines sont exécutées en dernier lieu et à des conditions spécialement lourdes »;

2° Les mêmes restrictions « sont appliquées aux matières premières d'origine étrangère, aux matières premières d'origine locale et aux produits semi-fabriqués classés dans la catégorie des « insuffisants ». Il en résulte qu'en 1924, par exemple, la moyenne des journées de travail s'établit à 259 jours pour les entreprises privées contre 265 jours dans les entreprises d'Etat », (et ceci, ajoutons-nous, malgré l'ingéniosité du capital privé reconnue par toutes les sources soviétiques);

3° « L'approvisionnement de l'industrie privée en combustible minéral est assuré en dernier lieu et avec les plus grandes restrictions »;

4° « Les salaires payés par l'industrie privée aux employés et aux ouvriers dépassent les tarifs normaux de 16 à 48 %, suivant la branche de l'industrie »;

5° « Les congés annuels stipulés par les contrats collectifs sont plus longs que ceux accordés aux ouvriers dans les entreprises socialisées »;

(1) Entreprises ayant 30 ouvriers au moins, sans avoir recours aux moteurs mécaniques, ou 16 ouvriers au moins, avec utilisation de moteurs mécaniques.

(2) *Op. cit.*, page 114.

(3) *Op. cit.*, pages 114-117.

6° « Les prélèvements dits sociaux, mis par les contrats collectifs à la charge des patrons et calculés sur le montant des salaires ⁽¹⁾, sont de 2 à 2 fois et demi plus lourds que dans les entreprises d'Etat ».

348. — Les conséquences de cet état de choses ne faisaient pas de secret pour le Gouvernement soviétique. « Le capital privé est concentré », écrit Ginzbourg, « dans les industries où le capital circule avec une relative rapidité.

« *Ne tablant pas sur une stabilité inespérée de la situation* ⁽²⁾, les entrepreneurs privés s'efforcent à accélérer encore cette circulation dans toute la mesure du possible. Ils évitent donc avec soin toute immobilisation durable des fonds. Il en résulte un rapetissement et une dégradation des formes d'activité économique du capital privé... La pression accrue, exercée sur l'industrie censitaire, crée une instabilité extrême des entreprises industrielles de quelque importance. Leur situation juridique reste indéterminée. Il n'est pas établi jusqu'à maintenant quelles sont les entreprises pouvant être l'objet de propriété privée » ⁽³⁾.

349. — Cette instabilité du régime juridique, jointe à l'incertitude du lendemain contribua, en 1924-1926, tout comme dans les premières années de la Nep ⁽⁴⁾, à la généralisation du camouflage dans le choix des formes extérieures d'organisation. « Il est connu », lisons-nous dans l'ouvrage analysé, « que de nombreuses artèles d'invalides ne sont que de simples couvertures de protection pour l'industrie privée. Ces « artèles de travailleurs » et les organisations pseudo-coopératives comptent plus de salariés que d'associés. Les cas d'utilisation d'autres simulacres d'organisations sociales sont également fréquents. Enfin, on trouve quelque cas d'alliance des entreprises privées avec les concessionnaires étrangers. Ainsi, dans sa lutte contre les difficultés d'existence et d'approvisionnement, le capital privé se fractionne, se rapetisse, adopte des formes camou-

(1) Ils sont destinés à divers buts d'ordre social et politique.

(2) Soulignés par nous.

(3) *Op. cit.*, pages 40, 42 et 43.

(4) Voir ci-dessus, § 334.

flées, mais accomplit quand même un travail considérable » ⁽¹⁾.

350. — On conçoit que pour pouvoir subsister et « accomplir un travail considérable » dans un milieu hostile et en face d'un concurrent tout puissant, tel que l'Etat soviétique, les entreprises privées devaient avoir certaines qualités sérieuses. La Commission du Sovnarkhoz confirme cette supposition. On trouve dans l'exposé fait à son nom par le président Ginzbourg, certains aveux disséminés par ci par là, et qui acquièrent une saveur toute particulière sous la plume de ce dignitaire communiste :

1° « Le capital privé se dirige surtout vers les branches de l'industrie qui exigent un travail personnel d'une haute qualification technique et des connaissances spéciales importantes... » ⁽²⁾.

2° « Le capital privé réalise un prix de revient bien inférieur à celui de l'industrie étatisée, grâce surtout à la compression de ses frais généraux... » ⁽³⁾.

3° « Il (le capital privé) apparaît souvent comme pionnier dans des branches industrielles non organisées auparavant par l'Etat » ⁽⁴⁾.

4° « La qualité de la fabrication est souvent supérieure dans les entreprises privées... Elles réunissent souvent des ouvriers d'une haute qualification et des techniciens de valeur, attirés vers elles par la rémunération du travail illimitée (en fonction du rendement) et par l'indépendance à l'égard du contrôle de l'Etat » ⁽⁵⁾.

5° « L'industrie et le commerce privés n'hésitent pas quelquefois à jeter, par contre, sur le marché, des produits d'une qualité inférieure, mais bon marché et destinés à la masse des consommateurs peu exigeants, dont on flatte les goûts » ⁽⁶⁾.

6° Le commerce privé « supplée à l'insuffisance du réseau coopératif, qui se fait sentir surtout dans les campagnes, où le commer-

(1) *Op. cit.*, pages 110-111.

(2) *Idem*, page 113.

(3) *Idem*, page 116.

(4) *Idem*, page 114.

(5) *Idem*, page 116.

(6) *Idem*, pages 116-117.

cant privé a ses voies de pénétration à toute épreuve et une grande connaissance des habitudes » (1).

351. --- Ces qualités d'économie, de productivité, d'élasticité jointes à la connaissance des marchés et des goûts du consommateur, donnèrent au capital privé russe la force de résister à toutes les brimades et persécutions dont le gratifiaient les pouvoirs soviétiques. Elles forcèrent même l'estime de certains ennemis avérés de l'économie privée, obligés à reconnaître, devant l'évidence des faits, « le travail considérable accompli » dans des conditions spécifiques et extrêmement difficiles, grâce à l'initiative des particuliers. Mais les persécutions aboutirent à une « dégradation de l'activité capitaliste », pour parler le langage des auteurs soviétiques. Le capital privé, réduit dans le pays des Soviets au rôle de paria, cherchait dans la forme des pseudo-coopératives et des unions ouvrières (artèles), un abri fragile contre les rigueurs bolcheviques.

SECTION QUATRIÈME

Développement des sociétés par actions russes durant la période de la « Nep »

352. — La forme de société par actions, loin de camoufler le caractère capitaliste d'une entreprise, le met, bien au contraire, en évidence. Il semblerait donc, à première vue, que la timide apparition, en 1921-1923, des sociétés anonymes formées par le capital privé (6 sociétés en tout, au capital de 1.142.500 roubles), ne devait pas avoir de lendemain. La réalité fut, cependant, bien différente.

En 1924, d'après les statistiques du Commissariat du Peuple au Commerce Intérieur, 9 sociétés anonymes, au capital global de 1.700.000 roubles, furent fondées dans la R.S.F.S.R.; en 1925, les anonymats fondés furent au nombre de 19, et réunissaient un capital actions de 2.695.000 roubles (2).

En publiant ces chiffres, le Commissariat constatait que « *le capital privé préfère s'investir dans des sociétés par actions purement*

(1) Déclaration du Président du Trust du sucre, *Op. cit.*, page 103.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 13 juillet 1926, article : *Comment travaillent les Sociétés par actions privées*.

privées et n'entre qu'à contre-cœur dans les sociétés mixtes ⁽¹⁾, de sorte que sur 6,5 millions de roubles investis, à la fin de 1925, par des particuliers, dans les sociétés par actions russes, 5,5 millions de roubles appartenaient aux sociétés privées et 988.000 roubles seulement aux sociétés mixtes » ⁽²⁾. Le chiffre d'affaires des sociétés par actions privées, en 1923-1924, fut de 7 millions de roubles environ pour les achats et de 7 millions de roubles également pour les ventes. En 1924-1925, le chiffre d'affaires des sociétés en question augmenta de 357,9 % ⁽³⁾. La répartition du capital privé entre les différentes catégories de sociétés par actions s'établissait comme suit ⁽⁴⁾ :

Fabrication et commerce des textiles	19,0 %	du capital social global
Alimentation.....	18,9 %	—
Tanneries et commerce des cuirs...	13,1 %	—
Merceries.....	10,0 %	—
Autres fabrications et commerces..	39,0 %	—

353. — Les chiffres ci-dessus correspondent aux données du rapport de L. B. Zalkind sur le rôle du capital privé dans les échanges des marchandises en U.R.S.S. Fait en octobre 1926, à la réunion du Collège du Commissariat du Peuple au Commerce, sous la présidence de Mikoyan, Commissaire du Peuple, ce rapport constatait :

« Sur 187 sociétés par actions existant au début de 1926, il y avait 34 sociétés privées. Leur capital atteignait 2,6 % du capital actionnaire total » ⁽⁵⁾.

En 1924, la proportion du capital privé dans les sociétés par actions fut un peu plus élevée avec 12 % du capital social total, la coopération en détenait 9 %, la part de l'Etat atteignait 79 % ⁽⁶⁾

(1) Souligné dans le texte.

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem.*

(4) *Ibidem.*

(5) *Econom. Jizn* du 14 octobre 1926.

(6) *Izvestia* du 23 juillet 1924, Article de F. Litinsky, *Situation du capital-actions appartenant à l'Etat*.

Au 1^{er} janvier 1925, le capital des sociétés par actions soviétiques se décomposait comme suit ⁽¹⁾ :

	NOMBRE des SOCIÉTÉS	CAPITAL NOMINAL	CAPITAL EFFECTIVE- MENT versé
		roubles	roubles
Capitaux des sociétés anonymes de l'Etat.....	29	82.225.000	71.371.300
Capitaux des sociétés privées.....	19	16.344.800	10.177.000
Capitaux des sociétés mixtes.....	42	55.711.500	38.590.900

Il faut déduire des deux derniers groupes des sociétés les capitaux des concessions étrangères (15 sociétés au capital nominal de 33,1 millions de roubles, dont 19,3 millions de roubles effectivement versés) ⁽²⁾. D'autre part, « le capital de l'Etat dans les sociétés par actions mixtes s'élevait à 94,1 % du capital global de ces sociétés » ⁽³⁾.

En tenant compte de ces corrections importantes au tableau ci-dessus, on est amené à conclure, avec le Commissariat du Peuple au Commerce, au « rôle principal du capital de l'Etat dans la constitution des sociétés par action » ⁽⁴⁾. Enfin, « toute une série de sociétés anonymes privées s'est trouvée en déficit et six d'entr'elles (trente pour cent de leur nombre total) sont rentrées en voie de liquidation... Les raisons en sont multiples : l'imposition fiscale très lourde; la baisse des prix sur les principaux objets de commerce (et surtout sur les textiles); les conditions très dures de concurrence avec d'autres sociétés et avec le capital de l'Etat et, enfin, les conditions très onéreuses du crédit en banque... Sur les six sociétés en liquidation, deux sont en faillite » ⁽⁵⁾.

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 5 mars 1925. Article : *Sociétés par actions dans l'U. R. S. S.*

(2) *Ibidem.*

(3) *Econom. Jizn* du 8 mars 1925, *Sociétés par actions dans l'U. R. S. S.*

(4) *Ibidem.*

(5) *Ibidem.*

354. — Cependant, l'importance des sociétés par actions purement privées progressa très sensiblement en 1926.

Dans le premier semestre de 1925-1926 (octobre-mars), 61 sociétés anonymes privées en formation soumirent leurs projets de statuts à l'approbation du Commissariat du Peuple au Commerce; pour le deuxième semestre (avril-septembre), le nombre de ces dépôts s'établit à 42 ⁽¹⁾. D'après l'explication officielle de ce phénomène inattendu, « le capital privé, pris dans les étreintes de la presse fiscale et de l'Inspection des Finances, comprit la nécessité de travailler sur la base de la loi, des statuts déterminés et de la comptabilité publique. C'est la raison pour laquelle il s'achemine peu à peu, à partir de 1922-1923, vers la forme de la société anonyme, puisqu'elle jouit d'un maximum de garanties dans le droit en vigueur. Le capital privé a tendance à se diriger vers les branches d'industrie n'exigeant que des installations peu compliquées et non coûteuses, réalisant une productivité élevée par unité de force mécanique avec un minimum de main-d'œuvre. Encore faut-il que dans ces branches l'activité du capital de l'Etat ne ferme pas aux sociétés privées l'accès à la matière première nécessaire, et que l'industrie nationalisée n'arrive pas à couvrir par ses propres moyens la demande des consommateurs... » ⁽²⁾.

355. — Il semble, à première vue, que la comptabilité publique et la surveillance du Commissariat du Peuple aux Finances donnaient à l'Etat soviétique des moyens sérieux d'action en ce qui concerne les sociétés par actions. « Lorsqu'il s'agit d'autoriser ou de ne pas autoriser la formation d'une société anonyme privée », constate Sokoloff, inspecteur-chef du Commissariat de l'Inspection Ouvrière et Paysanne, « la formule qui a beaucoup de succès est la suivante : le capital privé organisé est tout de même préférable au capital privé réduit en poussière et, à plus forte raison, au capital travaillant sans se conformer à la réglementation légale; il est plus intéressant d'avoir affaire au capital organisé, dans la mesure où le capital privé ne peut pas être chassé de l'industrie des « Koustaris... » ⁽³⁾.

(1) *Econ. Jizn* du 26 octobre 1926.

(2) *Torg. Prom. Gazeta* du 2 décembre 1927, n° 276 (1711), *Le capital privé dans l'industrie nationale*.

(3) *Viestnik Promyslovoi Koopératzi* (Revue des coopératives de production), 1927, décembre, étude de F. Sokoloff, *Groupement du capital privé*

Cette formule est contraire à la manière de voir de l'inspecteur-chef, qui conclut son étude de la manière suivante ⁽¹⁾ : « Les sociétés par actions n'accumulent pas les capitaux disséminés, elles n'occupent pas la place de ces capitaux et ne chassent pas les capitaux rapaces travaillant d'une manière illégale. Tout au contraire, ces sociétés s'accommodent bien avec les capitaux du dernier groupe et, souvent, renforcent la situation des spéculateurs, en leur donnant l'aspect de « l'élément travailleur » (agents, représentants et autres titres semblables), en les faisant accepter dans les syndicats professionnels, etc. Il n'y a, en tout ceci, rien d'inattendu. Dans la majorité des cas, le capital groupé en sociétés par actions est issu du sang et de la chair de son confrère, du capital vivant hors la loi. Par dessus le marché, dans un très grand nombre de cas, les capitalistes ont recours aux sociétés anonymes soit pour pouvoir liquider leurs affaires dans de bonnes conditions en se débarrassant, au moment propice, des actions créées; soit pour retarder, à l'abri de la forme privilégiée de l'entreprise, la perte finale, *inévitabile cependant sous la pression du secteur socialisé de l'économie nationale ou bien à la suite de mesures appropriées prises par l'Etat* ⁽²⁾; soit, tout simplement, pour utiliser momentanément des avantages et facilités quelconques, attachées à la forme des sociétés par actions; soit pour organiser des opérations spéculatives sur une échelle plus grande, etc. »

356. — Il est certain que l'hostilité de l'auteur avait sa source (pour une partie tout au moins) dans les succès croissants des anonymats dans la petite industrie des Koustaris. En effet, le nombre des statuts approuvés annuellement par les autorités soviétiques accusait une progression marquée ⁽³⁾ :

en sociétés par actions pour le travail dans l'industrie des Koustaris, page 12. Les Koustaris sont des artisans habitant et travaillant à la campagne pour les besoins de vastes marchés, souvent très éloignés.

(1) *Idem*, page 13.

(2) Souligné par nous.

(3) Chiffres donnés par l'*Econ. Obozrénie* (Revue Economique), Moscou, n° 8, août 1928, page 76. Etude de B. Fromettes, *Le capital privé dans l'industrie des Koustaris*,

En 1923.....	1
En 1924.....	2
En 1925.....	11
En 1926.....	19

Conformément aux conclusions de l'inspecteur-chef Sokoloff, le Commissariat de l'Inspection Ouvrière et Paysanne élaborera un projet dirigé contre l'activité du capital privé dans le domaine industriel et basé sur l'adoption de deux mesures :

a) « La prohibition intégrale de la formation des sociétés par actions privées ayant pour but le travail dans l'industrie des Koustaris;

b) « La reconnaissance, d'une manière plus générale, d'inutilité de ces sociétés dans les branches d'industrie où les matières premières existantes ne dépassent pas les besoins des organisations étatiques et coopératives » ⁽¹⁾.

357. — A la lumière des faits et des chiffres publiés par les administrations soviétiques elles-mêmes, on ne peut pas comprendre les appréhensions du Commissariat de l'Inspection. Elles semblent ressortir au domaine de la superstition communiste, reculant en panique devant l'ombre maléfique du capital privé, et non du raisonnement et de l'argumentation. En effet, les sources officielles font ressortir la situation des sociétés de capitaux, à la fin de 1926, sous le jour le plus sombre. Dans les conditions soviétiques, elles n'apparaissent plus comme un corps vivant et plein de forces, telles que nous les avons vues jusqu'à la veille de la révolution bolchevique. Ce n'est qu'une ombre fuyante et traquée, du temps révolu.

358. — Sur 121 sociétés par actions de toutes les catégories au capital nominal de 32,7 millions de roubles, enregistrées dans la R.S.F.S.R. au 1^{er} janvier 1927, les sociétés par actions privées, (commerciales et industrielles) étaient au nombre de 57, au capital nominal de 8,7 millions de roubles. Le capital maximum d'une société anonyme privée ressortait à 300.000 roubles, le capital minimum à 100.000 roubles, le capital moyen ne fut que de 150.000 roubles.

(1) *Idem.*

Cependant, sur 8,7 millions de roubles du capital nominal, 3,5 millions de roubles seulement furent effectivement versés. La proportion des versements effectués étant de 62,2 % du capital nominal, la moyenne réelle des capitaux propres s'établissait donc autour de 95.000 roubles seulement ⁽¹⁾.

Pour toute l'U.R.S.S., le nombre des sociétés par actions enregistrées fut, au 1^{er} octobre 1926, de 86, au capital nominal de 13,6 millions de roubles environ. Le capital statuaire moyen ressortait à 156.700 roubles, le capital effectivement versé fut de 109.400 roubles ⁽²⁾.

Les modes de libération des actions étaient également fort symptomatiques. Dans une des sociétés, plus de la moitié du capital (275.000 roubles sur 500.000 roubles) fut couverte par les bénéfices que la société espérait réaliser à la suite d'un contrat passé avec la Municipalité. En attendant, les fondateurs calculèrent ces profits éventuels et les ajoutèrent à l'avance au capital social ⁽³⁾.

Dans un autre cas, le conseil d'administration ajouta au capital social, au milieu de l'exercice, les bénéfices calculés à titre de prévision pour une période allant jusqu'à la fin de l'exercice. On « oublia » même de défalquer de ces bénéfices problématiques le montant de l'impôt sur le revenu qui n'aurait pas manqué de les frapper ⁽⁴⁾.

Nombreux furent aussi les cas où le capital fut constitué par un apport de marchandises estimées à des cours dépassant de loin les prix officiels de gros. Quelquefois, les sociétés estimèrent ces apports même au-dessus des prix pratiqués ensuite à la vente ⁽⁵⁾.

359. — L'analyse faite par L. Longvinovitch concluait au rapetissement, avec le temps, de la moyenne du capital social : en 1925, il diminua de 18 % par rapport à 1924 ; l'année 1926 porta ce recul à 24 %. L'auteur explique cette tendance par le désir des commerçants et des industriels d'éviter toute immobilisation importante de fonds à raison des conséquences désastreuses qui en pourraient ré-

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 2 décembre 1927.

(2) *Idem*, du 5 juillet 1927, *Des Sociétés par actions privées, d'après les données du Commissariat d'Inspection de la R. S. F. S. R.*

(3) *Idem*.

(4) *Idem*.

(5) *Idem*.

sulter en cas de liquidation forcée des entreprises ⁽¹⁾. L'examen de la balance récapitulative, au 1^{er} octobre 1926, de 44 sociétés par actions, faisait ressortir ⁽²⁾ :

1° Une grande liquidité des actifs dont 37 % furent représentés par des espèces et par des marchandises (contre 7,6 % dans les bilans des trusts d'Etat);

2° Un montant élevé des traites et des comptes-courants débiteurs : 26,4 % des actifs totalisés (contre 23,6 % dans les bilans des trusts d'Etat);

3° Un endettement très élevé atteignant 60,9 % des passifs totalisés (contre 33,6 % dans les bilans des trusts d'Etat);

4° Un niveau élevé des profits : 8,2 % de la balance récapitulative (contre 6,3 % pour les trusts d'Etat) ou 27 % des capitaux propres des entreprises (contre 13,2 % pour l'industrie d'Etat);

5° La prédominance dans la structure économique des entreprises du capital circulant, qui dépassait 2,5 fois le montant des immobilisations (dans les trusts d'Etat il était, par contre, 2,5 fois plus faible que les immobilisations);

6° Le montant élevé des dépôts faits par des actionnaires, 3 millions de roubles ou 15 % de la balance récapitulative. Les actionnaires préféraient ne pas libérer leurs actions ne rapportant aucun dividende et prêter leurs fonds à des taux élevés aux entreprises dont les actions restaient non libérées. De cette manière, la rentabilité des sociétés par actions diminuait aux yeux du fisc. D'autre part, les actionnaires pouvaient retirer, au moment voulu, les capitaux ainsi prêtés. Dans 6 sociétés, les dépôts de ce genre dépassaient 130 % de leur capital social;

7° Le montant élevé des salaires octroyés aux actionnaires travaillant, à titre de dirigeants et d'employés, dans les sociétés dont ils détiennent les actions. Pour 40 anonymats, le montant de ces salaires s'éleva à 1.104.000 roubles par an, soit plus de 26,3 % des capitaux investis par les actionnaires en question. Dans certaines sociétés, la proportion alla à 80, 140, 160 et même à 250 % des capitaux investis. Les administrateurs touchaient annuellement, en moyenne, 27,7 % du

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 2 décembre 1927.

(2) D'après l'enquête du Commissariat de l'Inspection (NK. RKI.); *Torg. Prom. Gazeta* et *Econ. Jizn* des 5 juillet et 2 décembre 1927.

montant de leurs actions, et, dans quelques sociétés, de 50 à 230 % de ce montant.

360. - Tous ces caractères des sociétés par actions russes durant la période de la Nep font ressortir la grande mobilité des capitaux engagés, mais aussi une fragilité indiscutable de leur structure financière, reflétant la crainte d'expropriations nouvelles. C'étaient plutôt des refuges pour les petits industriels et commerçants, que de véritables groupements de capitaux, tels que nous les avons vus fonctionner en Russie avant la révolution d'octobre 1917. Les appréciations de différents auteurs soviétiques, basées sur l'observation directe de leur vie, ne font que confirmer, semble-t-il, notre impression.

361. — « La plupart des sociétés par actions privées ne sont que le produit de transformation des anciennes entreprises individuelles. D'habitude, même après cette transformation, l'entreprise reste, quant au fond, propriété de ses anciens maîtres. Les fondateurs existent, d'ordinaire, l'introduction des actionnaires « étrangers... » ⁽¹⁾.

« Le travail des sociétés anonymes est dirigé par la conjoncture du marché et par l'occasion, non par leurs statuts. Ainsi, une société dont l'objet était la transformation des céréales, fruits et légumes, débuta par l'acquisition d'une fabrique de meules artificielles... Une autre société, formée pour l'exploitation des forêts, la fabrication et le commerce des matériaux de construction en bois, ouvrit son activité par l'exécution et le montage de constructions métalliques, d'une valeur de 1/2 million de roubles... Dans une troisième société, après deux ans de travail, l'assemblée générale exprima un vœu platonique, en recommandant au Conseil « d'avoir pour but, comme auparavant, la création d'une production effective » ⁽²⁾.

« Le côté négatif très nettement exprimé de l'activité des sociétés par actions privées travaillant dans l'industrie, consiste dans les opérations portant sur des produits qu'elles n'ont pas fabriqués : 48,4 % de leur chiffre d'affaires. Leur travail de production dégénère ainsi en commerce spéculatif, en revente des marchandises achetées » ⁽³⁾.

(1) L'enquête du Commissariat de l'Inspection (*Torg. Prom. Gazeta* du 5 juillet 1927).

(2) *Idem.*

(3) *Faits et chiffres sur l'activité du capital privé*, L. Longvinovitch, dans la *Torg. Prom. Gazeta* du 2 décembre 1927.

« Les représentants du capital privé ont constitué une caste fermée qui ne voit son co-contractant normal que dans son propre milieu... (En 1926), les sociétés anonymes privées effectuèrent 59,5 % des achats et 70,4 % des ventes par l'intermédiaire des personnes ou des organisations privées » ⁽¹⁾.

« L'activité des groupes qui cherchent à créer des sociétés par actions privées est nuisible. N'en citons que deux exemples. La société en nom collectif « Technopom », qui chercha à prendre la forme d'une société anonyme, achetait, durant la crise de 1926-1927, les objets métalliques des koustaris de Toula à des prix réduits, et réussissait à les revendre, malgré la crise, à des prix dépassant ceux pratiqués par la coopération et les organes de l'Etat ». L'augmentation de la demande qui suivit la fin de la crise, fut utilisée par la société pour la réalisation des stocks préparés à des prix encore plus élevés... A Moscou, un groupe de boulangers conçut le projet de créer, à partir du 1^{er} janvier 1927, une société par actions dénommée « Ompek ». La société ne fut pas autorisée par l'Ekoso ⁽²⁾, mais, entre temps, les boulangers réussirent à acheter 74.500 pouds de farine durant le seul mois de novembre 1926 » ⁽³⁾.

« Créées sans raison valable, privées d'une base financière solide, ne subsistant, dans un grand nombre de cas, que grâce à la situation

(1) *Idem.*

(2) Le Conseil Economique de la R. S. F. S. R.

(3) B. FROMETTES, étude précitée dans l'*Econ. Obozrenie* d'août 1928, page 77. Les faits signalés par Fromettes ne constituent, au fond, que l'exercice normal de leur commerce par les Sociétés en formation « Technopom » et « Ompek ». La pratique des tribunaux soviétiques contient, par contre, des exemples multiples d'une véritable filouterie des dirigeants des anonymats. Ainsi, l'usine chimique « Kalorifer », fabriquant soi-disant des graisses apurées, désirait obtenir un crédit à la Banque d'Etat. L'agent de la Banque venu pour effectuer le contrôle la trouva « en pleine marche et travaillant avec beaucoup d'activité ». A la suite de son rapport, l'usine obtint un crédit fort élevé. Or, cette fabrication de la graisse fut seule et unique durant toute l'année. La mise en scène fut organisée expressément pour jeter de la poudre aux yeux du contrôleur de la Banque d'Etat (*Kondouronchikine, Le capital privé devant la justice soviétique*, affaire jugée par le Tribunal de Moscou, en 1926).

Une autre usine était, par contre, constamment en activité. L'agent de la Banque d'Etat pouvait venir à n'importe quel moment, il aurait trouvé la savonnerie au travail. Il y avait toujours à l'usine la réserve de matières premières et un homme pour mettre en marche l'outillage primitif de l'usine. Seulement, l'opération ne commençait que lorsque l'agent de la Banque apparaissait à l'horizon et la graisse qu'on faisait cuire en sa présence était toujours la même (LARINE, *Le capital privé dans l'U. R. S. S.*, Moscou-Leningrad, 1927, page 46).

économique favorable, les sociétés par actions privées éclatent, à la première difficulté, comme des bulles de savon. Sur 86 sociétés qui commencèrent à fonctionner avant le 1^{er} janvier 1927, 40 % sont déjà actuellement (en juillet 1927) liquidées, en voie de liquidation ou destinées à être liquidées. Même parmi les sociétés enregistrées dans la deuxième moitié de 1926, 13 % déjà se révélèrent incapables de vivre. Quelques-unes furent dissoutes avant même d'avoir été enregistrées. D'autres n'existèrent que 2, 3, 5 ou 6 mois après l'enregistrement » ⁽¹⁾.

362. — Il est inutile de multiplier davantage nos citations pour décrire le fonctionnement des sociétés anonymes russes.

La Russie soviétique avait les sociétés de capitaux dignes du système bâtard issu de la Nep, qui croyait pouvoir conciler le recours *in extremis* aux services de l'initiative privée avec les persécutions sournoises de cette initiative. La composition des milieux qui répondirent à l'appel de la Nep, les ci-nommés « nepmen, ne manqua pas de s'en ressentir. La presse soviétique était unanime à reconnaître que « le capital privé d'avant-guerre, dans la mesure où il a pu subsister après la bourrasque de la révolution d'octobre, se cache. Il ne va pas travailler avec nous. Le capital privé actuel appartient aux nouveaux-riches soviétiques avec leur psychologie spéciale d'éperviers rapaces » ⁽²⁾.

363. — Pour ne pas laisser ces éléments, douteux en grande partie, seuls maîtres des sociétés par actions et pour intéresser les petits épargnants aux affaires industrielles importantes, le Gouvernement Soviétique fit une tentative pour créer des sociétés anonymes dont les actions seraient souscrites par des paysans et des artisans. Il autorisa, dans ce but, la constitution d'une société appelée Electro-Exploitation. Le développement des installations électriques dans la région de Moscou constituait l'objet de cette société.

Mais l'Electro-Exploitation ne justifia pas précisément cet espoir de créer des sociétés de capitaux sans capitalistes, à en croire les résultats d'une enquête faite par le Commissariat de l'Inspection.

(1) *Torg Prom. Gazeta* du 5 juillet 1927, l'enquête du Commissariat de l'Inspection.

(2) LARINE, Conférence à l'Académie Communiste, *Izvestia* du 17 août 1928. Dans le même sens Ginzbourg, *op. cit.*

« Au lieu de paysans et d'artisans », écrivaient les « Izvestia » ⁽¹⁾, « on a trouvé comme actionnaires de la société, non seulement des organisations telles que Mosselprom ⁽²⁾, le Trust de la laine, etc., mais encore M. Pirvitz, propriétaire d'une usine de constructions mécaniques et même les artistes d'opérette bien connus Jarov et Monakhov, ainsi qu'une série d'autres personnes qui ont peu de rapports avec l'électrification ».

L'inspection affirmait que M. Pirvitz, en particulier, aurait réalisé quelques affaires fructueuses au détriment de la société. Sans avoir rien versé au fonds social, il se serait fait remettre un reçu de 5.000 roubles qu'il aurait vendu ensuite à un Trust d'Etat. En outre, il aurait reçu 1.000 roubles pour une turbine qui n'avait jamais été fournie.

Les opérations de la société n'ont pas été fructueuses, du moins en ce qui concerne l'exploitation de l'électricité. La société aurait tenté d'élargir ses affaires en fondant des filiales dans toute l'Union, mais ces filiales lui ont procuré un déficit de 200.000 roubles. Au 1^{er} octobre 1926, la société était incapable de régler les échéances, qui s'élevaient à un montant respectable de 2 millions de roubles.

Le déficit à cette date aurait atteint 3 millions 1/2 de roubles, si la société n'avait pas réalisé 1.500.000 roubles de bénéfices sur des affaires toutes différentes de l'exploitation de l'électricité. Le Gosforg ⁽³⁾ lui avait accordé des licences d'importation dont le montant, dans l'espace de 18 mois, atteignit 1.720.000 roubles. La Société Electro-Exploitation a revendu les marchandises ainsi importées avec un profit qui, dans certains cas, s'est élevé jusqu'à 200 %. Les consommateurs soviétiques ont fait les frais de la complaisance dont avait bénéficié l'Electro-Exploitation, ce décor fallacieux d'un groupe de spéculateurs grimés en « petits épargnants, paysans et artisans ».

364. — Les défauts et la faiblesse du capital privé groupé en sociétés par actions n'empêchaient pas l'Inspection des Finances de se méfier de cette forme purement capitaliste des entreprises, et de « soutenir la nécessité d'introduire une série de restrictions dans les dis-

(1) Numéro du 4 novembre 1927.

(2) Cet abrégé signifie *Trust d'Etat des produits agricoles, à Moscou*.

(3) Cet abrégé signifie *Agence Gouvernementale de Commerce pour la R. S. F. S. R.*

positions légales la concernant. L'admission des sociétés anonymes privées ne devait notamment être tolérée que dans les industries qui ne pourraient pas, pour une cause quelconque, être desservies par le secteur socialisé de l'économie dans les cinq ans à venir ⁽¹⁾.

Cette allusion finale au fameux « plan quinquennal » annonçait l'avènement d'une nouvelle phase dans l'histoire économique de l'U.R.S.S., phase caractérisée par le déclin de la Nep et l'accentuation des tendances collectivistes.

SECTION CINQUIÈME

Période « d'expulsion du capital privé » (fin 1926-1930)

365. — Les thèses rédigées par le Comité Central du Parti Communiste Panrusse pour servir de directives aux auteurs du plan quinquennal, résument ainsi le changement d'orientation dans les rapports de l'Etat soviétique et du capital privé, vers la fin de 1926 :

« Si au début de la Nep l'industrie de l'Etat était inactive, les organes coopératifs et étatiques recouraient dans leurs opérations commerciales aux intermédiaires privés et le capital privé jouait un rôle relativement important, grâce à la rapidité de ses opérations, la situation n'est plus la même actuellement, au seuil du passage de la période de restauration à celle de la reconstruction, de l'édification nouvelle : l'industrie socialiste et les autres hauteurs dominantes jouent déjà un rôle décisif et déterminant dans toute l'économie nationale; le commerce étatisé et coopératif embrasse la majeure partie des échanges de marchandises dans le pays; le secteur socialisé de l'économie nationale détermine la direction générale de l'évolution, en éliminant le capital privé et en prenant en remorque, pour les transformer, les exploitations des paysans, simples producteurs des marchandises » ⁽²⁾.

L'U.R.S.S. entra, comme l'a franchement dit Larine dans une

(1) Décision du Collège-Directeur du Commissariat de l'Inspection, *Izvestia, Econ. Jizn et Torg. Prom. Gazeta* du 5 juillet 1927. Voir également les résolutions du Vsekopromsoïouz (Union Panrusse des Coopératives de Production) exigeant des mesures « limitant étroitement l'activité du capital privé dans l'industrie des koustaris » (*Econ. Jizn* du 5 novembre 1926).

(2) Citons d'après la *Torg. Prom. Gazeta* du 2 décembre 1927, n° 1711. La thèse du Comité Central sert d'épigraphe à ce numéro consacré au « Capital privé dans l'Economie Nationale ».

conférence donnée à l'Académie Communiste, « dans la période d'expulsion du capital privé » ⁽¹⁾.

366. — L'offensive débuta par le décret du 4 août 1926 ⁽²⁾ qui abrogea celui du 31 octobre 1924 dans la partie où ce dernier dispensait les patentes commerciales de l'enregistrement préalable à la police. La vigilance administrative redoublait d'attention à l'égard des « tchastniks » ⁽³⁾.

Mais les mesures effectives d'élimination dirigées contre l'initiative privée ne furent pas d'ordre législatif.

Les pouvoirs administratifs quasi-illimités des autorités soviétiques suffirent. Imposition écrasante et arbitraire; réglementation visant à la paralysie de toute activité privée; restriction et prohibition des transports par chemin de fer; annulation des contrats d'affermage et des baux; fermeture des entreprises privées par ordre des autorités; enfin, emprisonnements et déportations en masse des « nepmen » ⁽⁴⁾, le Gouvernement Soviétique usa largement de tous ces moyens d'oppression.

Un examen rapide de ces mesures dites « de lutte économique et administrative » s'impose.

IMPOSITIONS

367. — D'après l'article 20 du règlement du 24 septembre 1926 concernant la taxe sur le chiffre d'affaires, ce chiffre devait être évalué par les commissions d'impôts, compte tenu :

- 1° Des déclarations des propriétaires d'entreprises;
- 2° Des livres et d'autres documents de l'entreprise;
- 3° Des données établies par l'inspecteur des Finances lors du contrôle de ces livres et documents;
- 4° Des données recueillies par la commission d'impôts à la suite des dépositions des personnes avisées et des explications personnelles des contribuables.

(1) *Econ. Jizn et Torg. Prom. Gazeta* du 19 avril 1927.

(2) *Izvestia*, n° 195.

(3) Terme créé par les économistes soviétiques pour désigner tout entrepreneur, commerçant ou industriel privé.

(4) Terme équivalent au « tchastniks ».

Comme les entreprises des trois premières catégories, c'est-à-dire l'immense majorité des affaires privées, — n'étaient pas tenues d'avoir des livres de comptabilité, — elles étaient imposées d'après « les renseignements recueillis » et « les normes moyennes » pour chaque branche d'industrie et du commerce.

« Comme, en outre », d'après les sources soviétiques elles-mêmes, « les bases théoriques de l'évaluation du chiffre d'affaires ne sont pas claires, la pratique d'imposition, établie par les inspecteurs du Commissariat des Finances jouait le rôle décisif dans cette question » ⁽¹⁾.

L'officiel « *Viestnik Finansov* » ⁽²⁾ signalait lui-même l'arbitraire de cette pratique. Ainsi, selon cette revue, « le chiffre d'affaires d'une entreprise commerciale, d'après la déclaration du propriétaire, était de 14.000 roubles. L'inspecteur l'a établi aux chiffres de 25.000 roubles pour le premier semestre et de 80.000 roubles pour le deuxième semestre. Le dernier a été réduit, par la Commission d'imposition locale, à cause de la plainte de l'intéressé, jusqu'à 35.000 roubles, et ensuite par la Commission du gouvernement (province) jusqu'à 15.000 roubles. De cette manière, le chiffre d'affaires de l'année a été évalué d'abord à 105.000 roubles, ensuite à 60.000 roubles et finalement à 33.000 roubles ».

Un autre cas ⁽³⁾ : « d'après la déclaration du propriétaire, le chiffre d'affaires était de 15.000 roubles. Par les Commissions, il a été établi d'abord à 85.000 roubles, ensuite à 40.000 roubles ».

Encore un exemple de l'établissement du chiffre d'affaires suivant « la norme moyenne » ⁽⁴⁾ : « L'inspecteur des finances a invité un expert et avec son concours a établi le chiffre d'affaires imposable pour chaque marchand de poissons. Pour six marchands, le chiffre d'affaires atteignait, suivant cette évaluation, 303.000 roubles. Les intéressés ont trouvé ce chiffre fantastique et ont porté plainte. Après l'examen dans les Commissions d'imposition locale et gouvernemen-

(1) *Commerce privé en U. R. S. S.*, édition du Commissariat du Peuple au Commerce, Moscou, 1927, page 185.

(2) *Le Messager des Finances*, organe du Commissariat du Peuple aux Finances, 1928, août, n° 8. « Taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises commerciales ».

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

tale, le chiffre d'affaires s'est vu abaissé jusqu'à 171.000 roubles, c'est-à-dire presque de deux fois ».

368. — Avec des méthodes semblables, l'imposition devenait facilement un moyen commode de « réglementation de l'activité du capital privé », qu'on pouvait désavantager à volonté par rapport au « secteur socialisé ». En effet, en 1927-1928, dans le commerce privé, les impôts présentaient 70,17 % du total des frais commerciaux; dans le commerce d'Etat et des coopératives, la proportion n'était que de 10,8 % ⁽¹⁾.

Les impôts s'élevaient, d'après l'estimation officielle, à 52,9 % du bénéfice évalué des entreprises commerciales privées et oscillaient de 62 à 90 % du bénéfice réel ⁽²⁾. Cependant, « les liquidations en masse de ces entreprises ne découlaient pas du fait d'une imposition excessivement lourde. Il y avait d'autres raisons plus fortes qui faisaient fermer les entreprises privées » ⁽³⁾.

369. — Avant de passer en revue ces autres raisons, il y a lieu de noter que « la pratique » de l'année 1928 apporta un correctif sérieux à l'appréciation précitée qui, elle, date de 1926-1927. L'hostilité systématique du Gouvernement finit par réveiller la perspicacité rétrospective des agents du fisc. Les inspecteurs des finances organisèrent la révision en masse des impositions déjà anciennes. Les rappels se rapportant aux exercices 1924, 1925 et 1926 et atteignant des montants fort élevés, accablèrent automatiquement de nombreuses entreprises privées à une liquidation forcée par licitation aux enchères publiques ⁽⁴⁾. L'Etat prolétarien ramassa les dépouilles de ces « ennemis de classe ».

(1) *Les chiffres du Contrôle du Gosplan pour 1927-28*, page 72.

(2) *Le capital privé dans l'Economie Nationale de l'U. R. S. S.*, Recueil édité par le Sovnarkhoze, Conseil Supérieur Panrusse de l'Economie Nationale de l'U. R. S. S., Moscou, 1927, pages 196-198; *Revue Econom. Obozrenie*, d'août 1926, article de Ginzbourg.

(3) *Idem.* LARINE, *Le capital privé en U. R. S. S.*, page 197, explique la survie du commerce privé à une imposition aussi lourde par « l'absence du cadre énorme d'employés qui existe dans les coopératives » et par « absence des détournements et des vols si répandus dans les coopératives, surtout à la campagne ».

(4) Voir *Viestnik Finansov*, 1928, janvier-octobre; *Econom. Jizn*, collection du journal pour 1928, rubrique, *A l'inspection des Finances*.

OBSTACLES ADMINISTRATIFS AU FONCTIONNEMENT NORMAL
DES ENTREPRISES PRIVÉES

370. — Le réseau des entreprises commerciales à la fin de 1926 fut bien inférieur à celui d'avant-guerre, comme le démontre nettement le tableau ci-après ⁽¹⁾ :

	NOMBRE D'ENTREPRISES	
	En 1912	En 1925-1926
Commerce ambulant, tables et baraques aux marchés.....	305.000	397.000
Entreprises moyennes de détail.....	489.000	235.000
Grandes entreprises de détail et de gros..	157.000	66.000
TOTAUX.....	952.000	699.000

Le nombre des entreprises privées fut réduit, dans les campagnes, à 19,35 % de celui d'avant-guerre, et à 44,54 % pour l'ensemble du territoire, compte tenu des villes ⁽²⁾.

Le Gouvernement Soviétique s'acharna contre ce réseau affaibli par toute une série de mesures d'une gravité exceptionnelle : l'interdiction du commerce privé du blé; l'interdiction de transporter par chemin de fer le blé appartenant à des particuliers; l'interdiction du commerce privé du cuir et de la laine suivie également de l'interdiction du transport par chemin de fer du cuir et de la laine appartenant à des particuliers; l'interdiction de vente aux commerçants privés des produits de l'industrie étatisée et coopérative.

371. — Sous l'influence conjuguée de tous ces assauts administratifs, le commerce privé accusa un fort recul. Le nombre des entreprises liquidées en 1926-1927 fut de 102.898, dont 54.205 dans les villes et 48.693 à la campagne ⁽³⁾. Dans le premier semestre de 1927-1928, ce recul continua et prit une allure vraiment catastrophique. Sur le territoire des gouvernements européens de la R.S.F.S.R.,

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 23 septembre 1928. D'après le recueil *Le commerce privé en U. R. S. S.*, (page 4), le chiffre maximum des entreprises commerciales atteint durant l'application de la Nep fut de 731.051.

(2) Recueil *Le commerce privé en U. R. S. S.*, page 31.

(3) *Econ. Jizn* du 20 mars 1928.

22 % des commerçants privés cessèrent tout commerce et rendirent leurs patentes. Il est à noter que « la liquidation fut particulièrement précipitée en ce qui concerne les entreprises relativement importantes, soumises à la patente des 5^e et 6^e catégories. Le pourcentage des liquidations y atteignit 37 % du total des patentes. Les magasins des produits textiles, métallurgiques et de cuir, subirent une restriction particulièrement forte » (1).

D'autre part, « le début de la nouvelle année économique (1928-1929) fut marqué à nouveau par une chute très accentuée du nombre des entreprises privées. En l'absence d'une récapitulation statistique complète, le fait et l'importance des modifications survenues sautaient tellement aux yeux que les journaux des diverses régions de l'Union étaient remplis de communications sur la chute du commerce privé » (2).

372. — Le système commercial étant devenu nettement insuffisant (3) et le commerce privé ayant été entravé par des interdictions, les marchands cherchaient des stratagèmes pour résoudre les difficultés sans cesse croissantes. Tantôt ils expédiaient par chemin de fer leur blé, mis en caisses fermées munies d'étiquettes « métaux », tantôt ils envoyaient sous la forme de matelas la laine dont l'acquisition et le transport leur avaient été interdits; dans d'autres cas, ils trouvaient leur compte en envoyant par colis postaux les marchandises refusées par les chemins de fer; enfin, ils organisèrent tout un système de transports par charrois. Ces charrois, auxquels les paysans prenaient une large part, parcouraient des distances énormes en transportant, par exemple, les blés de la Russie Méridionale en Transcaucasie (Tiflis et Vladikavkase), ou le beurre et les cuirs de la plaine de la Volga jusqu'à Moscou même (4).

373. — Ce retour aux méthodes surannées des siècles qui ignoraient les chemins de fer, fut rendu possible par les abus du commerce soviétique officiel.

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 18 décembre 1928.

(2) *Idem.* Voir également *Econ. Jizn* du 6 décembre 1927, article *Quelques chiffres sur la question du capital privé.*

(3) Voir là-dessus les aveux de la revue *Econ. Obozrénie*, septembre 1929. *Torg. Prom. Gazeta* des 15, 19 et 29 août, 23 septembre, 18 décembre 1928.

(4) *Idem.*

« D'après les données du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, avant la guerre, la différence entre les prix de gros et ceux de détail n'était que de 20 % de la valeur des marchandises. Actuellement, elle représente 64 % de cette valeur », déclarait Sokolovsky dans son rapport au Congrès du Commerce et de l'Industrie soviétiques ⁽¹⁾. « L'organisation commerciale d'avant-guerre », précise le communiste notoire S. Kouznetzoff ⁽²⁾, « n'absorbait que 8,5 % du revenu national, actuellement notre organisation soviétique en absorbe 19 % ».

374. — Si les faux frais exagérés expliquent l'écart considérable entre les prix de gros et les prix de détail, ce sont les raisons de la haute politique des Soviets, qui se trouvaient à la base d'un autre écart des prix, non moins grave. Le professeur Kaoufmann, un des « spécialistes » soviétiques les plus en vue, chiffrait, en 1928, comme suit le prix d'un tzentner de céréales ⁽³⁾ :

	FROMENT	SEIGLE
	roubles	roubles
Prix d'achat chez les paysans.....	6,23	4,33
Prix de vente en gros.....	11,72	9,40

Le Gouvernement soviétique, en se faisant livrer les céréales à vil prix, les revendait au double prix. La paysannerie russe devait faire les frais de l'industrialisation à outrance, projetée par le plan quinquennal.

Pour employer l'expression du discours de Rykoff, alors Président du Conseil des Commissaires du Peuple, à la 3^e session du Comité Central Exécutif Panrusse, « la concentration du commerce entre les mains des Soviets et le système des prix était un moyen de puiser les ressources du secteur privé (paysans) pour le secteur socialiste (industrie, commerce et transport étatisés) ».

375. — L'action combinée des facteurs renchérisant outre mesure les prix de détail, malgré l'avilissement des prix payés aux produc-

(1) *Econ. Jizn* du 4 janvier 1927.

(2) *Econ. Jizn*, du 24 juillet 1927.

(3) *Revue Econ, Obozrénie*, mai 1928.

leurs, créa dans l'U.R.S.S. cette anomalie sans précédent : la victoire de la « traction à crottin », pour employer l'expression populaire soviétique, sur la traction à vapeur.

Mais il ne fallait pas s'attendre à ce que les marchandises transportées par charroi sur des centaines de kilomètres fussent vendues aux consommateurs à des prix d'un bon marché exemplaire. Cependant, les journaux soviétiques de 1927-1928 regorgeaient de récriminations contre les prix spéculatifs des « *tehaszniks* ». Ces accusations contrastaient d'ailleurs étrangement avec les explications du Gouvernement, qui motivait les mesures prises contre les entreprises privées par la nécessité d'évincer leur concurrence ⁽¹⁾.

L'ANNULATION DES CONTRATS D'AFFERMAGE ET DES BAUX

376. — En poursuivant l'élimination des concurrents par tous les moyens, le Gouvernement soviétique résilia ou annula, en 1926-1927, les contrats d'affermage à des particuliers de 4.000 moulins.

Cette mesure fut prise sans tenir aucun compte des dispositions des lois soviétiques et des garanties qu'elles offraient aux intéressés ⁽²⁾.

En 1928, la même mesure fut appliquée à 1.275 tanneries privées, qui faisaient concurrence aux entreprises de l'Etat par la bonne qualité de leurs produits ⁽³⁾.

Le Syndicat des peaux et des cuirs alla même plus loin, en faisant fermer 5.000 petites tanneries des « *koustaris* », confisquer les biens de leurs propriétaires et mettre en prison ceux qui refusaient d'abandonner leur travail. Seule l'intervention de l'Union des Coopératives de Production auprès du Comité Central Exécutif Panrusse des Soviets, réussit à faire rapporter ces mesures appliquées par un simple Syndicat qui avait commis, sans conteste, un détournement de pouvoir ⁽⁴⁾.

SITUATION DU CAPITAL PRIVÉ A LA FIN DE 1928

377. — On comprend dès lors qu'en octobre 1928, la « *Gazette Ouyrière* » put déclarer à ses lecteurs, émus du programme des con-

(1) *Econ. Jizn* du 25 janvier 1928.

(2) *Econ. Jizn* des 9 avril et 19 octobre 1926, du 29 avril 1927.

(3) *Econ. Jizn* des 23 janvier et 8 avril 1928.

(4) *Econ. Jizn* du 19 juillet 1928.

cessions récemment publié et considéré comme une sorte de capitulation devant le capital étranger ⁽¹⁾ :

« Les concessions ne constituent aucune menace pour les positions du Gouvernement. L'industrie concessionnaire occupe, avec toute l'industrie privée du pays, une place insignifiante. Conjointement avec l'industrie privée, la production de l'industrie non étatisée n'a présenté, en 1924-1925, que 4,3 % de toute la production de la grande industrie, en 1926-1927, 2,5 % et en 1927-1928, 2,2 % seulement. »

Cependant les entreprises privées, d'après ces statistiques mêmes, continuaient à occuper une certaine place, quoique bien modeste, dans l'économie soviétique. « La Vie Economique des Soviets », organe hebdomadaire du « Torgpredstvo » ⁽²⁾ à Paris, donnait le tableau suivant de l'importance relative de ces entreprises, au second semestre de 1927-1928 ⁽³⁾ :

CATEGORIES	ENTREPRISES PRIVÉES COMMERCIALES		ENTREPRISES PRIVÉES INDUSTRIELLES	
	Nombre	Pourcentage du total	Nombre	Pourcentage du total
1.....	111.114	27,6	47.762	81,0
2.....	190.240	47,3	4.854	8,3
3.....	88.010	21,9	2.962	4,1
4.....	10.976	2,7	1.349	2,3
5.....	1.359	0,3	735	1,3
6.....	684	0,2	434	0,8
7.....	»	»	196	0,4
8.....	»	»	114	0,2
9.....	»	»	75	0,1
10.....	»	»	47	0,1
11.....	»	»	28	0,1
12.....	»	»	18	0,05
13.....	»	»	6	0,01
14.....	»	»	4	0,01
15.....	»	»	5	0,01
TOTAUX.....	402.383	100,0	58.589	100,0

(1) *Gazette Ouvrière* (Rabotchaïa Gazeta) du 28 octobre 1928.

(2) Représentation commerciale soviétique, attaché à l'Ambassade de l'U. R. S. S.

(3) *La Vie Economique des Soviets*, numéro du 5 décembre 1928, pages 17-18. Article *Le capital privé dans l'industrie et le commerce*.

La dernière colonne du tableau indique des pourcentages erronés.

Ce tableau était accompagné d'un commentaire qui mérite d'être reproduit in-extenso :

« Dans le commerce, le rôle principal est joué par les entreprises des catégories 1 et 2 (petits détaillants), qui constituent 74,9 % du total des entreprises. La 3^e catégorie (commerce de détail) com- porte 21,9 % du total, la 4^e catégorie (commerce de demi-gros) 2,7 %, enfin les 5^e et 6^e catégories (commerce de gros), 0,5 % seu- lement.

« Dans l'industrie, plus des quatre cinquièmes des entreprises pri- vées, à savoir : 81 % appartiennent à la première catégorie, avec un personnel de 3 ouvriers au plus. Les entreprises avec un per- sonnel de 3 à 6 ouvriers comportent 8,3 % du total: avec 6 à 12 ouvriers, 4,1 %; avec 12 à 30 ouvriers, 2,3 %. Les autres catégo- ries, prises ensemble, ne forment que 3,3 % du total. On voit que l'industrie privée, soumise à la patente industrielle, ne comprend guère que des entreprises de peu d'importance.

« Le chiffre d'affaires total des entreprises industrielles privées a, en 1927-1928, atteint un montant de 5.074 millions de roubles. Le chiffre d'affaires moyen des entreprises commerciales soumises à l'impôt spécial a été de 17.000 roubles. On voit le peu d'import- tance de ces entreprises.

« Comparé à ceux des précédents exercices fiscaux, le chiffre d'affaires des entreprises privées se présente comme suit en 1927-1928 (chiffres en millions de roubles) :

	1924-25	1925-26	1926-27	1927-28
En chiffres absolus.....	4.203	5.626	6.537	5.074
Pourcentages de 1924-25	100 %	133,9 %	155,5 %	120,7 %
Pourcentages de l'exer- cice précédent.....	100 %	133,9 %	116,2 %	77,6 %

« Ce tableau indique que le chiffre d'affaires des entreprises a aug- menté jusqu'en 1927-1928, mais qu'au cours de ce dernier exer- cice, il a brusquement diminué en comparaison avec le chiffre de 1926-1927. »

378. — Nous venons de voir que cette restriction du « secteur privé », ne fut qu'une conséquence des mesures gouvernementales, passées complètement sous silence par l'organe parisien des politiciens moscovites.

Ces mesures eurent encore une autre répercussion sur l'économie russe. Obligés à liquider leurs entreprises, les industriels privés passèrent à la distribution du travail parmi les ouvriers travaillant à domicile. Cette forme d'activité prit une grande extension en U.R.S.S., à tel point que le recueil du Sovnarkhoze fut acculé à un aveu pénible ⁽¹⁾ :

« Dans notre république, nous sommes en présence du phénomène « inverse de la concentration des entreprises en Russie d'avant la « révolution. On passe actuellement chez nous à l'emploi de la main-d'œuvre dans des entreprises distribuant du travail à domicile. »

Pour ces ouvriers, il n'y avait ni règlements fixant les salaires, ni congés annuels, ni heures de travail déterminées à l'avance. Cette forme d'entreprise, discrète et relativement avantageuse, devint donc un exutoire temporaire à l'initiative privée, traquée par ailleurs.

379. — De même qu'elles transformèrent le commerçant privé en misérable « porteur de sacs », et remplacèrent les transports ferroviaires par la traction animale, les conditions spécifiques du régime soviétique acculèrent le capital privé à des formes arriérées du travail industriel, moins productives et moins profitables pour l'économie nationale.

380. — Cette forme perfectionnée et compliquée des entreprises, qu'étaient les sociétés par actions, avait, par contre, le minimum de chances de résister à la croisade gouvernementale. Aussi, nous ne trouvâmes plus trace de formation de sociétés anonymes privées, par le capital russe. Les liquidations, si nombreuses déjà au 1^{er} janvier 1927, étaient davantage dans le ton des années 1927 et 1928.

Le décret du 17 avril 1928 « sur les mesures d'encouragement de la construction des habitations pour le compte du capital privé », démontra cependant, une fois de plus, l'opportunisme du gouvernement soviétique. Ce gouvernement, en pleine bataille contre le capital privé, ne recula devant aucun abandon dans la branche où il espé-

(1) *Le capital privé dans l'Economie Nationale de l'U. R. S. S.*, page 238.

rait tirer un avantage matériel du travail de son ennemi. Devant la pénurie des logements, le décret n'hésita pas à accorder au capital privé toute une série d'avantages, dont « la constitution des sociétés anonymes sans participation du capital étatique ou coopératif, mais bénéficiant, quand même, de la procédure simplifiée », ne fut pas un des moindres. Ces sociétés pouvaient également avoir pour objet « l'exploitation des maisons nouvellement construites, au moyen de la location d'appartements, dont le prix serait fixé par libre accord des volontés, en dehors de toute réglementation obligatoire. Les revenus des maisons construites seraient exempts d'impôt sur le revenu et d'autres impôts, ainsi que des taxes municipales. La durée de possession serait fixée pour les constructeurs à 60 ou 80 ans, suivant que la maison serait construite en bois ou en pierre ».

Enfin, le décret autorisait le capital privé à « former des sociétés pour la production des matériaux de construction, sans limitation du nombre des ouvriers salariés ».

381. -- Cette dernière mesure d'apparence libérale eut un motif qui mérite d'être relaté. Les constructions dans les villes du bassin du Donetz étaient effectuées de préférence par des firmes privées même pour les entreprises soviétiques. La raison en était simple : le mètre carré de la surface du plancher des constructions privées revint à 55 roubles, tandis que dans les constructions des organisations soviétiques, le mètre carré revint de 188 à 217 roubles, c'est-à-dire à quatre fois plus cher ⁽¹⁾.

MESURES DE RÉPRESSION POLICIÈRE

382. -- Quoiqu'il en soit, les promesses du décret du 17 avril 1928 ne firent pas, à notre connaissance, de dupes. Le capital privé resta parfaitement insensible aux avantages problématiques, tout occupé qu'il était à éviter des dangers réels. Le Gouvernement soviétique, lassé de la lutte prolongée contre l'ingéniosité des « tchastniks », avait recours, dès 1928, à des procédés plus rudimentaires de lutte : fermeture forcée des entreprises, arrestations et déportations des entrepreneurs privés.

(1) *Econ. Jizn* du 23 février 1928.

383. - La « Direction des ressources et des revenus de l'Etat » faisant partie du Commissariat du Peuple aux Finances entreprit, en 1929-1930, une vaste enquête pour tirer au clair le sort des vaincus dans la lutte qui avait mis aux prises l'Etat omnipotent et le débile capitalisme soviétique issu de la Nep. L'enquête porta sur 12 villes et 17 gouvernements et ses résultats furent publiés dans la revue « Les problèmes financiers de l'économie dirigée » ⁽¹⁾.

Les entreprises privées situées dans les centres touchés par l'enquête, constituaient 27 % environ de l'ensemble des entreprises privées de l'U.R.S.S. L'enquête constata que, dans ces centres, 2/3 des entreprises privées existantes en 1928-1929, furent liquidées au cours de l'exercice suivant. En tout, 30.000 entreprises privées furent arrêtées. Leur chiffre d'affaires global atteignait 585.000.000 de roubles. Ce sont les entreprises les plus importantes et les plus puissantes, qui furent liquidées, en premier lieu.

Quant au sort du capital privé éliminé de l'économie soviétique, l'étude qui nous sert de source divise les entreprises privées en quatre groupes ⁽²⁾ :

1° Un petit groupe d'intermédiaires qui réussit à garder quelques moyens financiers et à les remployer ensuite dans des échanges, autorisés par l'administration.

2° Un groupe qui conserva une partie de ses capitaux sous forme de dépôts aux caisses d'épargne ou en banque, d'emprunts de l'Etat, ou bien en achetant ou en construisant des maisons.

Les membres de ces groupes vivaient des revenus procurés par les sources indiquées (2,8 % des cas enregistrés), ou bien consommaient peu à peu leur capital (68,2 %), ou bien subsistaient grâce aux revenus des maisons qu'ils possédaient avant la Nep (29 %).

D'après l'auteur de l'étude, ce groupe peu important, quand au chiffre numérique de ses membres, renfermait « les plus puissants représentants du capital privé éliminés du domaine des échanges, sans espoir de pouvoir recommencer de si tôt leur ancienne activité, soit parce que leurs capitaux diminuaient un peu tous les jours, lente-

(1) Edition du Gosplan, Moscou, 1930, livraisons 7 et 8. Etude de I. SÉGAL *Les voies de retraite du capital privé.*

(2) *Op. cit.*, livraison 7.

ment, mais sûrement; soit parce que leurs fonds étaient immobilisés pour longtemps ».

3° « Les anciens commerçants et industriels dont l'activité prit fin après la perte de leurs capitaux et de toutes les autres sources de revenus ne provenant pas du travail. »

Cette catégorie comprenait « le groupe des maraudeurs, des hommes d'affaires rapaces qu'on avait mis en prison ou déportés par mesure administrative... et les anciens tchastniks vivant à la charge de leurs enfants ou de parents... »

4° « Les anciens propriétaires des entreprises commerciales et industrielles qui, après les avoir liquidées, consacrèrent leurs capitaux aux formes illégales, secrètes de l'activité économique. En évitant toute intervention régulatrice de l'Etat, en ne payant aucun impôt, ce groupe cherchait un appui auprès des éléments douteux et saboteurs que renfermait encore l'organisation soviétique. »

Dans ce dernier groupe entraient également « les tchastniks, dont la profession et la résidence restèrent inconnus ». Soixante pour cent des représentants de ce groupe changèrent d'ailleurs de résidence en une seule année.

« Les renseignements dont nous disposons », écrit Ségal, auteur de l'étude en question ⁽¹⁾, « démontrent que ce sont les représentants les plus gros du capital privé qui ont recours aux changements fréquents de résidence. Les séjours très courts dans une localité, permettent à ces individus d'échapper, en partie tout au moins, aux investigations des inspecteurs des finances. Lorsque la date de paiement de la patente s'approche, ils quittent le domicile et vont s'installer dans d'autres lieux et souvent sous d'autres noms, pour y répéter la même manœuvre. Ces entrepreneurs « volants », se dirigent toujours, tels des hordes de loups, vers les endroits où l'on peut gagner quelque chose, et se dispersent ensuite, sans avoir acquitté les redevances ni les impôts. Les régions qui les attirent de préférence sont nos républiques lointaines de l'Asie Centrale, et aussi les endroits riches en produits alimentaires à bon marché ».

384. Lorsque les individus touchés par l'enquête sont réduits à la vie de loups traqués (l'auteur ne se doutait pas, sans doute, à quel

(1) Livraison 7, page 42

point sa comparaison fait image), chassés jusqu'aux extrêmes confins du pays à la recherche de leur nourriture, il nous semble difficile que l'enquête puisse aboutir à des statistiques quelque peu sûres. Le Commissariat du Peuple aux Finances prétendait cependant en donner, en répartissant comme suit les « tchastniks » liquidés ⁽¹⁾ :

	NOMBRE	POURCENTAGE du total
1 ^{er} groupe.....	7.267	21,2 %
2 ^e groupe.....	3.206	9,4 %
3 ^e groupe.....	9.364	27,3 %
4 ^e groupe.....	14.408	42,1 %
TOTAUX.....	34.242	100 %

D'après ces chiffres un cinquième environ des entrepreneurs liquidés en 1928-1929, est revenu à l'activité économique légale (premier groupe). « Mais », constate Ségal ⁽²⁾, « les tchastniks qui revivent ainsi ne sont plus les mêmes qu'auparavant. Ils ont perdu des plumes et ces plumes n'ont pas repoussé. Ils se contentent, la plupart du temps, du petit négoce à l'éventaire et, dans l'industrie, de l'état d'un artisan travaillant sans le concours des ouvriers salariés (53 % du groupe)... »

385. — Mieux encore que des appréciations d'un sous-ordre, la situation tragique du capital privé ressort des déclarations de Staline lui-même. Nous n'avons qu'à céder la parole au dictateur « de toutes

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

les Russies ». Nul ne pourra mieux décrire son œuvre et ses idées sur le rôle de l'initiative privée dans la vie économique de l'U.R.S.S. ⁽¹⁾.

« Notre économie nationale se développe sous le signe de l'industrialisation », commence par constater Staline. « Mais », continue-t-il, « nous n'industrialisons pas pour le plaisir d'industrialiser. Si l'industrialisation du pays est nécessaire, ce qui est plus nécessaire encore, c'est d'assurer la prédominance *des formes socialistes de l'industrie* sur les formes *petites-bourgeoises et capitalistes* de la production et du commerce.

« Ce qui caractérise notre industrialisation, c'est qu'elle a un caractère *socialiste* marqué. Cette industrialisation assure la victoire *du Secteur industriel socialisé* sur le secteur privé.

« Voici quelques chiffres indiquant quels furent les investissements dans le secteur socialisé et le secteur capitaliste :

« a) Si l'on prend *les investissements* par secteur, nous obtenons le tableau suivant :

	DANS LE SECTEUR socialisé	DANS LE SECTEUR privé et capitaliste
	millions de roubles	millions de roubles
En 1926-1927.....	1.270	63
En 1927-1928.....	1.614	64
En 1928-1929.....	2.046	56
En 1929-1930.....	4.275	51

« Cela signifie, primo, que les investissements dans le secteur socialisé ont plus que triplé depuis 1926 (395 %).

« Cela signifie, secundo, que les investissements dans les entreprises privées et capitalistes, pendant la même période, ont diminué d'un cinquième sur le chiffre de 1926 (81 %).

(1) *Discours sur le plan quinquennal*, rapport politique au Comité Central du Parti Communiste Russe, fait le 28 mai 1930. Texte français, Paris, 1931, 2^e édition, chapitre III, *La situation dominante de l'industrie socialiste et le rythme de son essor*, pages 40-42. Librairie Valois.

Les phrases soulignées le sont dans le texte.

« Les entreprises privées et capitalistes vont à leur perte.

« b) Si maintenant nous envisageons la production globale de l'industrie par secteur, nous obtenons le tableau suivant :

	DANS LE SECTEUR socialisé	DANS LE SECTEUR d'entreprises privées et capitalistes
	millions de roubles	millions de roubles
En 1926-1927.....	11.199	4.043
En 1927-1928.....	15.389	3.704
En 1928-1929.....	18.903	3.389
En 1929-1930.....	24.740	3.310

« Cela signifie, primo, que la production globale du secteur industriel socialisé a doublé en l'espace de trois ans (206,2 %).

« Cela signifie, secundo, que la production brute du secteur d'entreprises privées et capitalistes, durant la même période, a diminué d'un cinquième (18,9 %). Si l'on considère la production, non de toute l'industrie, mais celle seulement de la *grande industrie*, et que nous l'examinions par secteur, nous obtiendrions le tableau suivant montrant la corrélation entre le secteur socialisé et celui d'entreprises privées et capitalistes.

« Valeur intrinsèque dans la production de la grosse industrie :

	SECTEUR SOCIALISÉ	SECTEUR D'ENTREPRISES privées et capitalistes
En 1926-1927.....	97,7 %	2,3 %
En 1927-1928.....	98,6 %	1,4 %
En 1928-1929.....	99,1 %	0,9 %
En 1929-1930.....	99,3 %	0,8 %

« Ce tableau nous indique que le mode de production capitaliste est en voie de complète disparition dans la grosse industrie. Le problème qui se pose, celui de savoir si c'est le socialisme qui vaincra les éléments capitalistes dans l'industrie ou si c'est le socialisme qui sera vaincu par eux, est déjà résolu en faveur des formes socialistes de l'industrie.

« Il est résolu sans retour possible. »

386. — Après avoir affirmé qu' « il faut extirper le capitalisme en organisant les Kolkhozes et les Sovkhozes » ⁽¹⁾, Staline s'écria vers la fin de son discours ⁽²⁾ :

« Nous avons développé l'offensive contre les éléments capitalistes, nous avons fait progresser notre édification socialiste dans des proportions énormes... »

Proportions énormes, mais encore insuffisantes, d'après Staline, puisque l'idée de collaboration avec le capital privé subsistait encore au sein du Parti Communiste. En critiquant cette idée et ses défenseurs, le dictateur découvrit tout à fait le fond de sa pensée, en disant notamment ⁽³⁾ :

« Le mouvement opportuniste de droite, à la tête duquel se trouvent ou se trouvent encore les camarades Boukharine, Rykoff et Tomsky, se présente quelque peu différemment (du trotskisme). On ne peut pas dire de ces éléments de « droite » qu'ils nient les possibilités d'édification du socialisme en U.R.S.S.

« Non, ils reconnaissent ces possibilités et c'est ce qui les distingue des trotskistes.

« Mais le malheur des éléments de droite consiste dans le fait que, tout en reconnaissant les possibilités d'édification du socialisme dans notre pays, ils refusent de suivre le seul chemin qui soit, et d'adopter les moyens de lutte sans lesquels il est impossible d'édifier le socialisme.

« Ils ne veulent pas reconnaître que la clé de la transformation de toute l'économie en économie socialiste, c'est le développement intensifié de toute notre industrie.

(1) *Idem*, page 128.

(2) *Idem*, page 142.

(3) *Idem*, pages 148-149.

« Ils n'acceptent pas la lutte implacable contre les éléments capitalistes et le développement de l'offensive socialiste contre le capital. Ils ne comprennent pas que le chemin suivi et les moyens employés font partie intégrante d'un système, sans lequel il est impossible de maintenir la dictature du prolétariat et d'édifier le socialisme dans notre pays... »

387. - « La lutte implacable contre les éléments capitalistes » fut terminée au courant de l'année 1930-1931, en ce qui concerne le commerce et l'industrie, tout au moins. Dans un discours prononcé le 23 juin 1931, c'est-à-dire après des progrès nouveaux du communisme intégral, Staline constata qu'en comparant la situation avec ce qu'elle avait été un an ou deux ans auparavant ⁽¹⁾ :

« ... Nous avons à présent une ambiance toute différente, en raison du succès avec lequel nous avons démoli et nous continuons « à vaincre les éléments capitalistes à la ville et à la campagne. »

La démolition des éléments capitalistes apparaît, tout au long de ce discours, comme un fait accompli. Le nouveau but à poursuivre (« continuer à vaincre ») consistait dans l'anéantissement des « koulaks » en ville et à la campagne « en tant que classe ».

L'ambiance des premières années de la Nep, l'époque où le pouvoir soviétique fut forcé de laisser à l'initiative privée des domaines entiers de l'économie nationale, apparaît, devant ce programme de haine de classe, comme un souvenir lointain d'autres siècles. Dorénavant, tout comme aux temps du communisme intégral, l'économie soviétique devait être organisée d'après un plan unique et comme une seule entreprise étatique.

388. -- La liquidation brusquée des entreprises privées ne fut pas, à proprement parler, une surprise pour les représentants du capital russe. Nous venons de voir que la crainte d'un pareil dénouement poussait les entreprises privées en général, et les sociétés par actions plus particulièrement, à limiter les immobilisations au strict minimum nécessaire. Quant au capital d'avant-guerre, les sources soviétiques notaient son abstention presque complète dans les entreprises

(1) *Discours sur les six tâches nouvelles de l'Economie Soviétique*, prononcé à la conférence des dirigeants de l'industrie. Texte français, Paris, 1931, page 191. Librairie Valois.

issues de la Nep. Déjà, en 1926, les économistes gouvernementaux constataient que « devant l'impossibilité d'investir leurs fonds normalement dans l'industrie du pays, les détenteurs du capital russe cherchaient une issue dans l'émigration de ce capital à l'étranger » ⁽¹⁾.

Mais le phénomène inverse se faisait également jour dans le mouvement international des capitaux. Certains capitalistes occidentaux, et surtout, certaines sociétés par actions étrangères ⁽²⁾ manifestaient des dispositions favorables à la collaboration économique avec le pays des Soviets.

Il nous reste à suivre, à décrire et à analyser les différentes phases de cette collaboration.

(1) Interview de Tchégodaev, Président de la Société de Crédit Mutuel de Moscou, Réponse à l'enquête sur la question *Comment utiliser le capital privé ?*. *Torg. Prom. Gazeta* du 3 mars 1926.

(2) Quelques-unes des concessions furent accordées aux entreprises individuelles ou aux sociétés en nom collectif. Mais alors les contrats de concession contenaient une clause spéciale, devenue de style, autorisant à l'avance la transformation de ces entreprises en sociétés anonymes, « dans le délai d'un an (ou de deux ans), conformément aux prévisions des parties contractantes ».

CHAPITRE IV

LES CONCESSIONS ÉTRANGÈRES EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

SECTION PREMIÈRE

L'idée du recours de l'économie soviétique aux capitaux étrangers
et les institutions créées pour sa réalisation

389. — Les vainqueurs d'octobre avaient abattu le capitalisme russe : ils allaient se trouver devant des problèmes d'une difficulté et d'une complexité inattendues. Effrayés par le vide énorme creusé dans l'économie nationale, les bolcheviks se tournèrent vers le capitalisme étranger. Dès le mois de décembre 1917, des journaux de Léninegrad avaient abordé la question des concessions. Au début de 1918, le premier Congrès des Conseils d'Economie Nationale parla de la nécessité d'attirer les capitaux étrangers, « nécessaires non seulement pour l'édification du socialisme, mais pour la simple reconstitution de l'économie nationale » ⁽¹⁾. Mais comme l'a bien dit, plus tard, A. Ioffé ⁽²⁾, un des négociateurs de la paix de Brest-Litovsk : « La politique soviétique des concessions est née, pour ainsi dire, sous le tonnerre des canons de Brest-Litovsk. Du moins, déjà dans nos pourparlers avec la délégation de l'Allemagne du Kaiser, nous déclarions, à leur plus grand étonnement, que, nonobstant la nationalisation de l'industrie et le monopole du commerce, l'octroi aux étrangers de concessions situées sur le territoire soviétique est tout à fait possible ».

« Ayant en mains toute l'industrie et tout le commerce », poursuit Ioffé, « le Gouvernement des Soviets ne voyait pas de danger dans ces concessions. D'autre part, les richesses naturelles énormes de la Russie attiraient les regards du capitalisme mondial. Il n'est donc pas étonnant, que tous nos pourparlers de paix, aient été invariablement accompagnés de pourparlers ayant pour objet l'octroi de concessions ». Ces différents pourparlers avaient en vue l'organisation de deux grands trusts dans l'Oural et dans le Sud, avec la participation de capitaux américains, anglais, français et allemands.

(1) Rapport du camarade LOMOFF, *Izvestia* du 19 mai 1918.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 7 février 1926, A. IOFFÉ, *Les résultats et les perspectives de la politique de concessions de l'U. R. S. S.*

La guerre civile mit fin à ces tentatives, mais Lénine n'abandonna pas son idée d'obtenir le concours du capital international, moyennant une espèce de rançon abandonnée aux « requins du capitalisme ». Le message radiodiffusé du 4 février 1919 faisait savoir à l'univers que le pouvoir soviétique était disposé à accorder des concessions « selon le choix fait par les capitalistes eux-mêmes ».

390. — Nous venons de voir que la victoire des bolcheviks dans la guerre civile les rendit maîtres d'un pays complètement ruiné par leurs expériences sociales et dévasté par une lutte fratricide de trois ans. La nécessité du recours à l'aide étrangère s'imposait avec plus d'évidence que jamais.

C'est à cette époque que Lénine créa et soutint contre toutes les résistances sa fameuse théorie sur la création en Russie du capitalisme d'Etat, à l'aide du capital étranger, investi dans des concessions. Cette théorie était basée sur des arguments d'ordre politique et d'ordre économique.

Lénine motivait l'utilité politique des concessions de la manière suivante : « Tant que nous n'avons pas fait la conquête de l'univers entier, tant que nous restons plus faibles, militairement et économiquement, que le monde capitaliste, il nous faut savoir utiliser les oppositions et les discordances des intérêts capitalistes. Si nous ne suivions pas cette règle, nous serions tous pendus depuis longtemps, au grand plaisir des capitalistes » ⁽¹⁾. Les concessions importantes données à un pays quelconque ne manqueraient pas, d'après Lénine, de dresser les autres puissances contre l'heureux bénéficiaire des concessions.

D'autre part, soutenait-il : « Tant que subsistent le capitalisme et le socialisme, nous ne pouvons vivre paisiblement. L'un ou l'autre doit obtenir la victoire finale : on chantera la messe funéraire à la République Soviétique ou au capitalisme mondial. Les concessions industrielles et minières, c'est un délai obtenu par les Soviets. Les capitalistes chercheront des prétextes pour nous faire la guerre. Si, en acceptant nos propositions, ils fondent chez nous des entreprises concessionnaires, leur situation sera plus difficile. D'une part, en cas

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, volume xvii, page 383. *Discours sur les concessions, prononcé au 8^e Congrès Panrusse des Soviets.*

de guerre, nous nous trouverons dans des conditions meilleures; d'autre part, ceux qui veulent la guerre ne demanderont pas de concession. L'existence des concessions, c'est le meilleur argument économique et politique contre la guerre. Quant au danger du heurt du capitalisme et du bolchevisme, il faut dire que les concessions sont une suite de cette guerre, mais une suite transposée sur un autre plan » ⁽¹⁾. Enfin, la politique préconisée ne comportait pas de danger pour la dictature du prolétariat. « Les concessions ne sont pas une chose terrible, tant que nous abandonnons aux concessionnaires quelques usines seulement et en gardons la majorité entre nos mains.... tant que nous conservons toutes les entreprises étatisées et soupesons, exactement et sévèrement, les concessions à affermer et les conditions à imposer aux capitalistes. Le capitalisme autorisé se trouvera sous notre contrôle et le pouvoir politique restera aux mains de la classe ouvrière » ⁽²⁾.

391. - A ces arguments, d'ordre politique, Lénine ajoutait la nécessité de donner « une certaine satisfaction économique aux capitalistes, pour obtenir au plus tôt les machines et les locomotives, dont l'absence rend impossible la reconstitution de l'économie soviétique. On n'a droit de négliger rien de ce qui peut contribuer, si peu que ce soit, à l'amélioration du sort des ouvriers et des paysans » ⁽³⁾.

Or, les avantages des concessions ayant pour objet des entreprises nationalisées, étaient nombreux. L'exploitation des richesses non utilisées, la remise en marche des usines arrêtées, la diminution du chômage, l'accroissement du capital de premier établissement et du capital circulant de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, l'augmentation des entrées fiscales, l'apprentissage technique des populations russes devaient constituer la contre-partie des profits réalisés par les bourgeois, en attendant le moment où ces profits eux-mêmes « tomberont, en fin de compte, dans la marmite de la République des Soviets mondiale ».

(1) *Idem*, page 408.

(2) LÉNINE, *Œuvres complètes*, volume XVIII, partie I, page 199. Discours prononcé le 9 avril 1921, sur l'impôt en nature, à la conférence des secrétaires de l'organisation communiste à Moscou.

(3) LÉNINE, *Œuvres complètes*, vol. XVII, *Discours sur les concessions*, page 409.

392. — C'est sous l'influence de ces considérations que le décret du 23 novembre 1920 « sur les conditions générales économiques et juridiques des concessions » vint inaugurer une nouvelle période de la politique soviétique.

Les résolutions du 1^{er} Congrès des Conseils d'Economie Nationale prévoyaient la soumission des capitalistes étrangers à toutes les lois, générales ou spéciales, de la Russie soviétique. Les exemptions ne devaient être accordées que dans des cas exceptionnels et par décret spécial ⁽¹⁾. On était certain que la promesse gouvernementale des profits élevés, serait suffisante pour provoquer un afflux des candidats concessionnaires.

393. — Ne voyant rien venir, les dirigeants soviétiques insérèrent dans le décret du 23 novembre 1920, approuvé en décembre suivant par le 8^e Congrès Panrusse des Soviets, toute une série de promesses alléchantes : engagement solennel du gouvernement de ne pas nationaliser, ni confisquer, ni réquisitionner les biens du concessionnaire; promesse de ne pas modifier par un acte unilatéral les clauses du contrat de concession; abandon au concessionnaire d'une partie de la production de son entreprise, le surplus devant être livré au gouvernement aux prix des tarifs établis; droit d'exportation des produits, nonobstant le monopole du commerce extérieur; longue durée de la concession; des avantages commerciaux assez sensibles concernant les transports et les formalités douanières.

L'introduction au décret soulignait avec insistance que « le rétablissement des forces productives de la Russie et, partant, de toute l'économie mondiale, sera accompli plusieurs fois plus vite si on attire à l'extraction et à la transformation des richesses naturelles de la Russie les capitaux étrangers, appartenant aux Etats, communes, entreprises privées, sociétés par actions, coopératives et organisations ouvrières ».

L'énumération est un peu longue, mais elle ne trompa personne. Il était évident que seuls les capitaux privés étaient pratiquement visés par le nouveau décret. D'ailleurs, Zinovieff, dictateur de la commune de Pétrograd et collaborateur intime de Lénine, en conve-

(1) Rapport et thèses du camarade Lomoff acceptés par l'Assemblée plénière du Conseil d'Economie Nationale, *Izvestia* du 19 décembre 1928.

nait dans son journal officiel. Mais, déclarait-il, pour calmer les « purs », en acceptant les concessions, « ce sont les capitalistes qui opèrent eux-mêmes une brèche dans le droit sacré de la propriété; ils prouvent à l'univers entier qu'il est permis impunément d'exproprier les bourgeois » ⁽¹⁾.

Le décret fut transmis par radio aux différents Etats d'Europe et d'Amérique, sans qu'on ait même attendu sa promulgation régulière en U.R.S.S. Mais, interprété à juste titre comme signe de faiblesse économique des Soviétiques, malgré la victoire militaire toute récente ⁽²⁾, leur offre n'a pas eu de suites pratiques.

394. — « Nous recherchons avec énergie la conclusion des contrats avec des concessionnaires », déclarait Lénine ⁽³⁾, « mais, à mon vif regret, nous n'en avons conclu aucun. Toutefois, nous sommes actuellement plus rapprochés de ce but que nous ne l'étions il y a quelques mois, lors de notre dernier entretien sur les concessions ».

En effet, l'avènement de la Nep ⁽⁴⁾, en mars 1921, permit au « Comité pour la reprise des relations commerciales avec l'Extérieur » de faire encore un pas en avant dans la voie du rapprochement avec les capitalistes étrangers. Le mémoire sur les conditions dans lesquelles pourraient être accordées les concessions, qui venait d'être rédigé par ce Comité, instituait un véritable régime d'exception, au profit des concessionnaires.

On leur accordait, entre autres avantages, la liberté de gestion de leurs entreprises, la jouissance exclusive des biens concédés; le droit de propriété individuelle sur l'outillage, les matières premières et les produits de l'exploitation; la liberté d'action financière; le droit d'avoir recours à une juridiction arbitrale spécialement constituée; l'exemption des droits de douane à l'entrée et à la sortie.

L'Etat ne gardait qu'un droit de contrôle sur l'activité générale du concessionnaire, qui devait garantir d'avance un certain chiffre de production, en mettre une partie à la disposition du Gouverne-

(1) *Gazette Rouge* du 27 novembre 1920.

(2) L'évacuation de la Crimée par l'armée Wrangel eut lieu dans les derniers jours de novembre 1920.

(3) LÉNINE, *Œuvres complètes*, vol. XVIII, partie 1, page 201, Discours à la conférence des secrétaires et des chefs de cellules du parti communiste de Moscou et de sa région, à la date du 9 avril 1921.

(4) Nep = Nouvelle Politique Economique.

ment soviétique et employer les méthodes techniques les plus perfectionnées, tout en se conformant à la législation de travail en vigueur.

D'autre part, le Gouvernement soviétique publiait une liste des concessions qu'il était disposé à offrir aux étrangers. Cette liste reflète bien le désir de cantonner le capital étranger dans les provinces lointaines et d'un accès difficile, où il serait utilisé pour la mise en valeur des richesses naturelles du pays et ne pourrait avoir aucune velléité d'influence politique. Les capitalistes créeraient ainsi un nouveau champ d'application pour les méthodes communistes, qui y seraient introduites un jour ou l'autre.

Cette liste offrait aux compétitions internationales plus de trois millions d'hectares, situés dans les plus fertiles régions du Sud-Est ⁽¹⁾ et destinés aux concessions agricoles, auxquelles on accorderait le droit d'exporter une partie de leurs récoltes; la mise en valeur des bassins houillers de Kouznetzk ⁽²⁾, d'Irtich ⁽³⁾, de Kaliagine, d'Issikh et de Tchernogora ⁽⁴⁾; les gisements ferrifères de Telbess ⁽⁵⁾, d'Irvinisk et d'Abékan ⁽⁶⁾; les mines de zinc de Ridder ⁽⁷⁾.

395. Cette dénationalisation éventuelle d'une série des gisements et d'entreprises en faveur des capitalistes étrangers, fut conforme à la résolution votée par le Congrès du Parti bolcheviste le 18 mars 1921 et donnant au Gouvernement la directive suivante : « Les concessions doivent être accordées pour les branches d'industrie dont le développement est nécessaire à l'essor de la Russie, mais dont la République Soviétique n'est pas à même d'assurer l'activité. Ce sont les exploitations forestières, l'industrie minière, l'industrie du pétrole, l'électrification de la Russie... » ⁽⁸⁾.

(1). Gouvernements du Don, de Kouban, de Stavropol, de Tsaritzine, la région de l'Oural.

(2) Gouvernement de Tomsk, en Sibérie.

(3) Un fleuve important en Sibérie.

(4) Tous les trois en Sibérie, le long du fleuve Ienisseï

(5) Endroit se trouvant à 85 kilomètres de Kouznetzk.

(6) Près du fleuve Ienisseï.

(7) Sur le fleuve Ienisseï.

(8) *Izvestia* du 19 mars 1921,

En janvier 1922, à la Conférence de Gênes, le programme des concessions s'élargit encore.

De vastes forêts en Sibérie et dans la Russie du Nord sont offertes au capital étranger.

Enfin, à la conférence de la Haye, en juillet 1922, le Gouvernement bolcheviste présenta un plan de grande envergure, qui prévoyait les concessions des entreprises de toute sorte, situées dans des régions plus accessibles. « La Conférence de la Haye », l'édition officielle du Commissariat des Affaires Etrangères, contient la liste détaillée de toutes les concessions que le Conseil Supérieur d'Economie Nationale offrait au capital étranger. Cette liste s'étend sur 30 pages, d'impression très serrée⁽¹⁾. On y trouve inscrites toute la partie orientale du bassin de Donetz avec ses mines et usines, la région minière de de Krivoi Rog, les mines de fer de Kertch et les usines franco-belges qui traitaient ce minerai⁽²⁾, toute l'industrie minière de l'Oural, toute l'industrie électrotechnique, les forages dans de vastes territoires supposés naphtifères, etc.

396. — Le « Mémoire sur les conditions dans lesquelles seront accordées les concessions et dénationalisées les entreprises », présenté par la délégation soviétique, obéit à la décision du 9^e Congrès des Soviets⁽³⁾ sur la nécessité d'une collaboration avec le capital étranger et d'une « conciliation d'intérêts contraires et de législations devenues foncièrement différentes ».

Ce mémoire expose ainsi la conception gouvernementale du contrôle de l'Etat : « Ce contrôle doit consister en des révisions périodiques, en l'établissement d'une comptabilité et en la constitution d'un organisme permanent de surveillance. Mais il ne doit pas entraver et encore moins paralyser la liberté d'action du patron, car cela est incompatible avec le fonctionnement d'une entreprise capitaliste privée. L'organe de contrôle peut attirer l'attention des concessionnaires sur des défauts de l'entreprise, mais il ne doit aucunement s'ingérer

(1) Pages 218 à 248.

(2) Usines de la Société de Taganrog et de la « Providence » russe.

(3) Décembre 1921. Le rapport du Conseil supérieur du Travail, lu au Congrès, exige que « l'effort du gouvernement dans cette voie ne se relâche pas et qu'il aboutisse à applanir tous les obstacles. Autrement, jamais l'industrie russe ne pourra se relever ».

dans le fonctionnement de l'entreprise, dans la direction, dans l'exécution des mesures prévues par le cahier des charges. Le contrôle préventif ne peut être exercé ici non plus ».

Le Gouvernement soviétique se déclarait prêt à « trouver une forme juridique pour les garanties à donner aux concessionnaires ».

397. — La charge d'établir un statut juridique des concessions, qui donnerait les garanties voulues aux capitaux étrangers, incombait, tout d'abord, au Comité des Concessions, institué en 1921 auprès du Gosplan ⁽¹⁾. Mais déjà, en avril 1922, ce Comité fut dissous et remplacé par le « Comité Principal des affaires concernant les concessions et les sociétés par actions, auprès du Conseil du Travail et de Défense » ⁽²⁾.

Cette nouvelle institution n'eut pas plus de longévité que la première. Le 8 mars 1923 elle céda la place au « Comité Principal des Concessions » auprès du Conseil des Commissaires du Peuple ⁽³⁾.

398. — Les onze articles du décret du 8 mars 1923 jetaient les bases de l'organisation et de la compétence du Comité Principal des Concessions. Composé d'un président et de quatre membres, tous nommés par le Conseil des Commissaires du Peuple ⁽⁴⁾, il devait assurer ⁽⁵⁾ :

a) La direction générale de l'admission du capital étranger à une activité économique sur le territoire de l'U.R.S.S. ;

b) La direction des pourparlers visant à la conclusion des conventions de concession, comportant une exemption quelconque des lois générales de la République ;

c) L'examen, avec le concours des représentants des Commissariats intéressés, de tous projets de conventions concessionnaires ;

d) L'examen, avec le concours du Commissariat du Commerce in-

(1) Administration chargée d'établir les plans de développement de l'Economie de l'Etat.

(2) Décret du Conseil des Commissaires du Peuple du 4 avril 1922, (*Recueil des Lois*, 1922, n° 28, page 320) et décision du Conseil du Travail et de Défense du 30 juin 1922 (*Recueil des Lois*, 1922, page 509).

(3) Décision du Comité Central Exécutif et du Conseil des Commissaires du Peuple du 8 mars 1923 (*Recueil des Lois*, 1923, n° 20, page 246).

(4) Article 2 du décret.

(5) Article 4 du décret.

térieur : 1° des projets et des statuts des sociétés par actions, si le capital étranger participe à leur constitution; 2° des projets et des statuts des sociétés par actions ayant à la base un contrat de concession ou comportant des exemptions des lois générales; 3° des requêtes des sociétés étrangères par actions, en nom collectif, etc., sollicitant l'autorisation de faire des opérations sur le territoire de l'U.R.S.S.;

e) La transmission au Conseil des Commissaires du Peuple, pour approbation des projets de concession, des statuts et des autorisations ci-dessus énumérées.

Aucune autre administration n'avait le droit d'entrer en pourparlers concernant les concessions ou d'en établir des projets sans autorisation du Comité, dont les instructions étaient obligatoires pour tous les Commissariats du Peuple⁽¹⁾. Enfin, le Comité avait le droit d'instituer des Commissions pour les affaires concernant les concessions, auprès des représentations commerciales (Torgpredstvo's) de la République à l'étranger. Ces Commissions devaient assurer les pourparlers avec les capitalistes étrangers sur place et l'exécution des différentes missions dont le Comité principal, leur chef hiérarchique direct, les aurait chargées⁽²⁾.

399. — Le décret du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. en date du 24 août 1923⁽³⁾, élargit encore les pouvoirs du Comité Principal des Concessions. Celui-ci dirigeait dorénavant non seulement « l'admission du capital étranger dans l'U.R.S.S. », mais aussi toutes les mesures qui devaient « attirer »⁽⁴⁾ les capitaux recherchés sur ce territoire. D'autre part, le Comité reçut le droit de mener lui-même les pourparlers concernant « les concessions et les autres contrats comportant l'exemption de l'empire des lois générales »⁽⁵⁾.

Le décret instituait des Commissions des Concessions auprès des Conseils des Commissaires du Peuple des différentes républiques fé-

(1) Articles 5 et 6 du décret.

(2) Article 8 du décret.

(3) Promulgué dans les *Izvestia* du 1^{er} septembre 1923.

(4) Article 3 (littéra a) du décret.

(5) Article 3 (littéra b) du décret.

dérées et auprès des Commissariats centraux de l'U.R.S.S. ⁽¹⁾. Ces Commissions ne devaient agir que conformément aux directives et instructions du Comité Principal ⁽²⁾, auquel elles devaient soumettre tous leurs procès-verbaux de séance et présenter périodiquement les comptes-rendus de leur activité ⁽³⁾.

Lors des pourparlers avec les concessionnaires, le Comité Principal reçut le droit d'en dessaisir les organes qui les avaient entamés ⁽⁴⁾. C'est là le corollaire d'une autre extension de la compétence du Comité qui devait dorénavant « exiger de toutes les administrations et établissements compétents les renseignements de toutes sortes, touchant aux contrats à conclure et prendre des mesures pour éliminer les causes qui menaceraient la conclusion des contrats » ⁽⁵⁾.

Une fois le contrat conclu, le Comité principal avait la haute main sur les concessionnaires, puisque le décret lui avait conféré « le contrôle des administrations de l'Etat, quant à la surveillance que celles-ci doivent exercer sur l'exécution des clauses des contrats de concession » ⁽⁶⁾. En cas de violation de ces clauses par le concessionnaire, c'est toujours le Comité Principal qui était compétent pour intenter l'action en résiliation du contrat ⁽⁷⁾.

400. - Par ses décrets des 8 mars et 21 août 1923, le Conseil des Commissaires du Peuple créa un organe fortement constitué, à compétence large et aux pouvoirs étendus. Le Comité Principal des Concessions, émanation directe de l'organe législatif suprême de l'U.R.S.S., était bien armé pour unifier la politique des diverses administrations soviétiques et « éliminer les causes qui menaceraient la conclusion des contrats ». Comme les conventions élaborées par le Comité remontaient à l'approbation du Conseil des Commissaires du Peuple, cette approbation leur conférait un caractère spécial. Sans perdre leur caractère de contrats, puisque leurs clauses n'étaient obligatoires que pour les parties contractantes, elles constituaient,

(1) Articles 5 et 6 du décret.

(2) Article 6 du décret.

(3) Article 7 du décret.

(4) Article 9 du décret.

(5) Article 3 (littera *g*) du décret.

(6) Article 3 (littera *e*) du décret.

(7) Article 3 (littera *g*) du décret.

en même temps, des lois spéciales. Les concessionnaires n'étaient pas soumis aux lois générales du pays, présentes et futures, dans la mesure où la convention conclue leur conférait cette exemption.

Les contrats arrêtés avec les entreprises étrangères devenaient donc de véritables sources du droit concessionnaire. Ils déterminaient le contenu réel de l'exception de principe, établie par l'article 55 du Code civil de la R.S.F.S.R. ⁽¹⁾ : « Les entreprises où le nombre des ouvriers salariés dépasse celui qui est prévu par la loi, le télégraphe et le radiotélégraphe et les autres installations qui intéressent l'Etat, ne peuvent être l'objet de propriété privée que sur la base de concessions obtenues du Gouvernement ».

La concession aux particuliers des entreprises employant plus de 20 ouvriers sans utiliser un moteur mécanique, ou plus de 10 ouvrier avec l'utilisation d'un moteur, se présente donc en U.R.S.S. comme une exception aux lois générales, exception dont le gouvernement arrête les modalités. Le Comité Principal des Concessions chargé de cette tâche finit par établir certaines règles de principe, d'après lesquelles il conférait aux concessionnaires une situation plus ou moins privilégiée.

Le caractère et l'étendue des privilèges accordés dépendaient de considérations assez complexes : caractère et grandeur de l'entreprise, sa situation géographique, grandeur des capitaux engagés, etc.

SECTION DEUXIÈME

Régime des concessions et des sociétés mixtes de 1921 à 1928

401. — Les premiers contrats de concession furent conclus en 1921-1922. Ils contenaient déjà les éléments essentiels de ce statut d'exception dont, à partir du deuxième semestre 1923, le Comité Principal des Concessions fut chargé de préciser les modalités. L'examen des principales clauses de ce statut est fort suggestif.

DROIT DE PROPRIÉTÉ

Les concessionnaires gardent la propriété du capital apporté par eux et entrent en possession et jouissance des biens remis entre

(1) Cité d'après la traduction de M. Jules PATOUILLET, *Les Codes de la Russie Soviétique*, page 138. Paris, 1925. Edit. Girard.

leurs mains par l'Etat : usines, forêts, terres, etc. La propriété de ces biens, exclus du commerce privé par l'article 22 du Code civil soviétique, reste à l'Etat. Plusieurs conséquences découlant de ce principe se retrouvent invariablement dans les contrats :

1° A la fin de la concession, les biens concédés reviennent à l'Etat sans aucune indemnité;

2° Le concessionnaire doit les maintenir dans un état tel qu'ils ne perdent rien de leur valeur;

3° Les assurances sont payées par le concessionnaire, mais les polices sont rédigées au nom de l'Etat;

4° Le concessionnaire paye à l'Etat une redevance qui représente le loyer des biens concédés;

5° Ces biens sont inaliénables et insaisissables, ils ne peuvent pas être donnés en gage;

6° Une autorisation gouvernementale est nécessaire pour l'aliénation des biens devenus hors d'usage ou vieillis au point de vue technique.

Le concessionnaire garde la propriété de son capital circulant. Quant aux immobilisations effectuées, elles reviennent à l'expiration du contrat à l'Etat, sans aucune indemnité au concessionnaire.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

402. — Le Gouvernement Soviétique participe quelquefois à la formation du capital social (concession Otto Wolff, 50 %).

Dans d'autres cas, les concessionnaires fournissent la totalité ou la majeure partie du capital, mais en rétrocèdent gratuitement une partie à une institution de l'Etat. Ainsi, par exemple, la Banque du Commerce Russe fut fondée par la Société par actions Economique Suédoise, et le citoyen suédois Olaf Ashberg, au capital de 10 millions de roubles-or entièrement versés. Ensuite, 10 % des actions furent remises, conformément aux statuts, à la Banque d'Etat ⁽¹⁾. Dans les mêmes conditions, l'Etat recevait 50 % des actions de l'Agence Océanique des Voyages ⁽²⁾.

(1) Concession ratifiée par le Conseil des Commissaires du Peuple, le 22 mai 1922.

(2) *Economitcheskaïa Jizn* du 26 juillet 1923. Capital de 15.000 livres sterling libéré par White Star Line, Cie Hambourg-America. etc...

Les statuts du Roussavstorg (Société russo-autrichienne du Commerce et de l'Industrie), au capital de 100.000 dollars, prévoyaient le versement de 75 % du capital par les concessionnaires autrichiens, qui en cédaient gratuitement au Gouvernement 25 %. Le Gouvernement Soviétique verserait 25 % du capital social, en prélevant les fonds nécessaires sur les bénéfices lui revenant ⁽¹⁾. Ainsi, les Soviets auraient acquis 50 % du capital social, sans bourse délier et sans effectuer aucun apport en nature.

La même combinaison se rencontre dans les statuts de la Société mixte « Russo-film », au capital de 500.000 roubles-or, divisé en 2.500 actions de 200 roubles. Après libération complète des actions par les concessionnaires, le Gouvernement Soviétique, cessionnaire à titre gratuit, en reçut 60 % ⁽²⁾.

Cependant, dans la majorité des cas, le Gouvernement Soviétique ne recherche pas les actions gratuites, mais s'assure des avantages pécuniaires sous la forme de redevances spéciales.

REDEVANCES

403. — L'autorisation d'exercer l'activité économique dans le domaine réservé, en principe, à l'Etat, comporte, comme contre-partie, le paiement d'une redevance dite « de participation » (« dolevoïe otchislénie »). Celle-ci est calculée :

a) Soit d'après la production (l'Etat devait recevoir 17 1/2 % de la récolte totale, à la concession agricole de Krupp ⁽³⁾). La fabrique de tabac concédée à la Société anonyme « Maikapar » s'engagea à payer un pourcentage de sa production variant de 2 à 5 % ⁽⁴⁾, évalué au prix moyen du marché).

b) Soit d'après les chiffres d'affaires du concessionnaire (Concession Schulmann : redevance minima 6 % du chiffre d'affaires ⁽⁵⁾; Con-

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 5 juillet 1923 « Au Conseil des Commissaires du Peuple ».

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 27 juillet 1923.

(3) Interview du camarade Preobrajensky, suppléant du Président du Comité Central des Concessions, publié dans les *Izvestia* du 5 décembre 1924.

(4) Supplément au bulletin d'information *Rosta* (Agence Télégraphique de l'U.R.S.S.) du 14 mars 1924.

(5) *Torg. Promichlen. Gaz.* du 27 novembre 1924.

cession à la Société anonyme suédoise Gazoaccumulateur de l'usine Lux à Moscou, avec le droit de fabriquer les objets relatifs à l'éclairage par incandescence, au rechauffage et chauffage à combustible liquide : redevance stipulée 3 % du chiffre d'affaires avec la garantie d'un minimum. Celui-ci a été fixé, pour l'exercice 1924-1925, à 210.000 roubles, pour 1925-1926, à 332.000 roubles, pour l'année 1926-1927 et les suivantes, à 470.000 roubles) ⁽¹⁾.

c) Soit d'après les bénéfices réalisés.

La Société Wostwag (Société de Commerce entre l'Ouest et l'Est de l'Europe). Le Commissariat du Commerce Extérieur touche 50 % des bénéfices, avec la garantie d'un minimum fixé à 25 % du montant des factures à l'exportation et à l'importation ⁽²⁾. Dans la Société mixte d'Otto Wolf, le « Roussgertorg », si le bénéfice dépasse 40 %, la part du Gouvernement Soviétique aux dividendes est portée de 50 à 75 % ⁽³⁾; le bénéfice minimum du Gouvernement Soviétique, garanti par le contrat de la Société Russ-Kino, est de 50.000 roubles-or ⁽⁴⁾.

d) Soit, enfin, en tenant compte de plusieurs critères à la fois : La redevance du Mologoless comprend 5 % du prix courant des marchandises produites et vendues et 10 % du bois abattu ⁽⁵⁾. Celle de Tchiatouri (Harriman et Cie) se décompose en droit sur les exportations — (3 à 4 dollars par tonne de manganèse; 8 à 9 dollars par tonne de peroxyde) — et en droit aux 50 % des bénéfices dans le cas où les prix de vente dépassent certaines limites ⁽⁶⁾. Le contrat de la Lena-Goldfields contient les stipulations ci-après ⁽⁷⁾ : « Le pourcentage de la production versé en faveur du Gouvernement est établi comme suit :

Pour l'or dans l'arrondissement de Léna-Vitim.....	7 %
Pour les métaux dans l'Oural.....	6 %
Pour le fer de fonte, l'acier et la houille dans l'Altaï.....	4 1/2 %

(1) *Economitcheskaïa Jizn* du 11 décembre 1924.

(2) *Izvestia et Economitcheskaïa Jizn* du 10 mai 1923.

(3) *Economitcheskaïa Jizn* du 11 octobre 1922.

(4) *Economicheskaïa Jizn* du 27 juillet 1923.

(5) Interview de Preobrajensky, cité ci-dessus.

(6) *Economitcheskaïa Jizn* du 13 juin 1925.

(7) *Tass*, Bulletin d'information, n° 86, du 18 novembre 1925.

La somme des versements en faveur du Gouvernement, calculée sur la base du programme de production minimum, doit être payée par le concessionnaire même dans le cas où le programme ne serait pas entièrement réalisé. Le platine obtenu par le concessionnaire doit être transmis au Gouvernement... »

En outre, « le concessionnaire est obligé de payer, durant les sept premières années, pour les droits qui lui sont accordés, au moins 22.000.000 de roubles or, répartis de la manière suivante :

Dans l'arrondissement *Léna-Vitim* :

Pour différentes constructions et installations	9.000.000	de roubles
Pour la prospection des régions aurifères...	1.500.000	—

Dans la région de l'Oural :

Pour les travaux de construction.....	5.500.000	-
---------------------------------------	-----------	---

Et dans la région de l'Altaï :

Pour les travaux de construction.....	5.500.000	—
Pour les travaux de prospections.....	1.000.000	— ».

Le contrat en question prévoyait également un loyer assez élevé à la charge des concessionnaires. Il devait « payer, pour la jouissance de la terre, les sommes suivantes par déciatine » :

	REGION de LÉNA-VITIM	REGION de L'OURAL	REGION de L'ALTAÏ
Terrains d'industrie minière.....	2 r. 50	5 kopecks	1 r. 25 kop.
Terrains agricoles.....	0 r. 50	»	0 r. 50 kop.
Terrains occupés par les bâtiments.	100 roubles	»	100 roubles

DURÉE DES CONCESSIONS

404. — Les Soviets ont accepté, sans difficultés, l'inscription de délais assez longs, tout en se réservant, dans la majorité des cas, la faculté de rachat anticipé.

Ainsi, la durée de la concession de S.K.F. (Société suédoise pour la fabrication des paliers à billes), est fixée à 40 ans, mais le Gouvernement peut racheter l'entreprise après 20 ans ⁽¹⁾; celle du Mologoless

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 22 mars 1923.

est de 25 ans; Krupp a obtenu sa concession pour 36 ans; Harriman pour 20 ans ⁽¹⁾; la Société Lena-Goldfields pour 30 ans en ce qui concerne les mines d'or de l'ancienne société aurifère de Léna, pour 50 ans, en ce qui concerne tous les autres minéraux, excepté le platine et les éléments rares, dans les régions minières de Sysserty et de Revdine (dans l'Oural) et de Zmeinogorsk et de Zverianov (dans l'Altaï). Le Gouvernement s'est réservé le droit de racheter les entreprises concédées en payant au concessionnaire une somme calculée proportionnellement au revenu annuel net de la concession, sans tenir compte, pour le calcul de cette moyenne, des résultats des cinq premières années ⁽²⁾.

Il est sous-entendu, d'ailleurs, que tous ces délais ne sont accordés que sous réserve d'une condition potestative ou du moins jugée telle par le Gouvernement des Soviets. L'idéal soviétique de stabilité est bien exprimé dans la formule du journaliste soviétique, notant avec satisfaction que « c'est surtout parmi les capitalistes allemands que commence à s'accréditer l'idée que la propriété des étrangers dans l'U.R.S.S. est suffisamment garantie jusqu'au moment de la révolution européenne » ⁽³⁾.

Au-delà, la garantie soviétique ne porte pas.

D'autres concessionnaires se sont contentés de délais assez courts. La Société Maïkapar a repris son ancienne fabrique de tabac pour trois ans seulement ⁽⁴⁾; le contrat de l'Agence Océanique des Voyages n'était conclu que pour un an, mais stipulé renouvelable d'année en année par tacite reconduction ⁽⁵⁾.

PROGRAMME DES TRAVAUX

405. - - Les Soviets ont toujours imposé l'inscription aux contrats soit d'un programme de production, soit d'un programme d'outillage, soit de l'un et de l'autre.

(1) Ces trois chiffres sont indiqués par Ioffé dans les *Izvestia* et *Economitcheskaja Jizn* du 13 février 1927.

(2) Bulletin du *Tass*, n° 86, du 18 novembre 1925.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 26 juin 1924. BORIS STEIN, *L'appréciation par les étrangers de notre politique des concessions*.

(4) Supplément au Bulletin d'informations *Rosta* du 14 mars 1924.

(5) *Economitcheskaja Jizn* du 26 juillet 1923.

Dans un pays qui prétend diriger toute son économie d'après un plan unique, la non exécution par le concessionnaire du programme prévu est sanctionnée rigoureusement : son contrat est résilié et l'exploitation est reprise par l'Etat, sans indemnité.

Toutefois, quelques contrats prévoient une pénalité moins dure. Le concessionnaire dont la production n'atteint pas le niveau prévu, doit payer une redevance spéciale calculée sur les quantités stipulées dans la convention.

Le programme de production est établi, d'habitude, avec minutie et comporte, pour les entreprises d'une certaine envergure, des obligations accessoires, quelquefois importantes. La Société Harriman et Cie, par exemple, s'est engagée à extraire à Tchiatouri un minimum de 300.000 tonnes de manganèse durant la première année de la concession, de 400.000 tonnes dans la deuxième année, de 450.000 tonnes dans la troisième et de 500.000 tonnes par an dans la suite.

La société a pris aussi l'engagement de mener l'exploitation d'après le dernier mot de la technique moderne et, notamment, de construire, dans les trois premières années de la concession, des laveries nouvelles, d'organiser le transport mécanique du minerai vers ses usines, de construire un élévateur avec des grues puissantes à Poti et de transformer la ligne ferroviaire à voie étroite de Tchiatouri-Poti en une ligne à voie normale ⁽¹⁾.

Le contrat de la Lena Goldfields ⁽²⁾ prévoyait également un vaste programme de production en imposant à cette société « dans l'arrondissement de Lena-Vitim une production minima de 400 pouds d'or par an, la moitié devant être obtenue par méthode mécanique, après 7 ans de travaux ».

Par ailleurs, le contrat stipule que :

« Le concessionnaire est obligé d'installer une drague de 17 pieds, dans l'espace de 4 ans.

Le concessionnaire s'engage à mettre en fonction, au cours de 3 ans, l'usine de cuivre à Gouméchev dans l'Oural, avec une fonte de 80.000 pouds de cuivre par an. Il est obligé, en plus, de construire, jusqu'à 1929, une nouvelle usine dans les mines de Degtiarino, pour la fonte de 720.000 pouds de cuivre par an. Dans l'arron-

(1) *Izvestia et Economitcheskaja Jizn* du 13 juin 1925.

(2) *Tass*, Bulletin d'information, n° 86, du 18 novembre 1925,

dissement de Revdino la production de fonte doit être continuée dans les mêmes proportions que celles qui furent atteintes au moment du transfert de l'usine au concessionnaire ».

Le contrat prévoit un développement extrêmement rapide de la concession dans l'Altaï, où « pour l'année 1932, 8^e année de concession, la production doit atteindre au moins 200.000 pouds de cuivre, 600.000 pouds de zinc, 180.000 pouds de plomb, 20 pouds d'or et 1.000 pouds d'argent, les métaux précieux étant extraits des minerais d'argent et de plomb. La houille est exploitée dans les proportions nécessaires aux besoins des usines du concessionnaire ».

OBLIGATION D'INVESTIR UN CERTAIN CAPITAL MINIMUM

406. — Pour assurer l'exécution des programmes prévus aux contrats, ceux-ci imposent aux concessionnaires l'obligation d'investir dans l'exploitation une certaine somme considérée comme un minimum de dépense nécessaire.

Ainsi, Harriman s'engagea à dépenser 4 millions de dollars pour l'exécution des travaux pris en charge et à déposer dans ce but, dans une banque étrangère, un cautionnement de 1 million de dollars dans les trois semaines qui suivraient la signature du contrat de concession ⁽¹⁾.

Le consortium Otto Wolff mit à la disposition de l'entreprise concédée un crédit valable pour un an de 750.000 livres sterling ⁽²⁾.

Le consortium de Wirth (« Société berlinoise pour les relations économiques avec l'Orient »), en recevant la concession de Mologa pour la « Mologa-Kelz Industrie-Aktiengesellschaft », sa filiale, prit l'engagement de consacrer 7 à 12 millions de roubles à la terminaison du chemin de fer de Mga à Ruibinsk ⁽³⁾.

AVANTAGES SPÉCIAUX ACCORDÉS AUX CONCESSIONNAIRES

407. — Les principales faveurs dont jouissent les concessions étrangères consistent dans des exceptions au monopole du commerce

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 13 juin 1925.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 11 octobre 1922.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 22 janvier 1924.

extérieur, dans l'exemption de certaines règles du Code du Travail et dans des avantages d'ordre fiscal.

A. — *Exceptions au monopole du commerce extérieur*

Le contrat avec le consortium Otto Wolff est le modèle du genre. Ses clauses témoignent de l'extrême prudence des Soviëts en tout ce qui touche le monopole en question, un des pivots du système soviétique. L'« *Economitcheskaja Jizn* » ⁽¹⁾ résume la situation faite à ce concessionnaire de la manière suivante :

« Cette société doit travailler dans les mêmes conditions que les
« autres sociétés déjà autorisées à exporter ou à importer. Elle peut
« importer dans notre République les marchandises figurant sur une
« liste dressée par le Gouvernement, suivant des pourcentages ap-
« prouvés par le Commissariat du Peuple pour le Commerce Exté-
« rieur ou les agents commerciaux de la République Soviétique en
« Allemagne. Les prix sont fixés sur la base des prix moyens du
« marché. Le Gouvernement Soviétique a le droit d'acheter les mar-
« chandises ainsi importées. Nous pouvons acheter des produits, non
« seulement aux usines du consortium, mais partout ailleurs, où
« nous jugerons opportun de passer des ordres pour le compte de la
« Société Mixte, formée avec le consortium Wolff.

« La Société peut exporter de Russie toutes marchandises qui sont
« autorisées à l'exportation, mais en vue d'éviter sa concurrence
« éventuelle avec le Département du Commerce Extérieur, elle est
« tenue de se mettre d'accord avec lui, pour ces dernières opérations,
« en ce qui concerne les prix et même le lieu d'expédition des mar-
« chandises exportées. Si, pour une cause quelconque, l'accord ne
« se réalise pas à ce sujet et que notre agent commercial estime in-
« suffisants les prix acceptés par la Société, il peut exercer un droit
« de préemption sur les marchandises... »

La grande majorité des concessions a bénéficié, d'autre part, de l'exonération des droits de douane sur les machines, outillage et instruments importés en U.R.S.S. Ce droit a été limité dans le temps. Ainsi, la concession du manganèse de Tchiatouri (Harriman et Cie) a obtenu ce privilège pour les quatre premières années de l'explo-

(1) Numéro du 11 octobre 1922.

tation. Une année supplémentaire de franchise fut accordée pour les objets patentés à l'étranger et non fabriqués en U.R.S.S.

La concession « Tetukhe » bénéficia d'une facilité analogue. La concession « Hammer » avait des droits illimités quant à la production, l'écoulement des produits fabriqués et à la disposition de tous les biens de la concession. Le concessionnaire avait le droit d'importer toutes les matières premières dont il aurait besoin et d'exporter sa production et ses bénéfices, sans limitation aucune ⁽¹⁾.

La Lena Goldfields reçut le droit d'importer des machines de l'étranger, sans payer de droits de douane, durant les sept premières années, « dans le cas où il serait impossible d'acquérir dans l'U.R.S.S., des machines de la même qualité et au même prix ».

Le concessionnaire obtint aussi le droit d'exporter à l'étranger les métaux extraits (sans payer de droits de douane) pendant les 15 premières années, la proportion d'exportation de l'or ne devant pas excéder 25 % de la quantité totale obtenue, les autres métaux : cuivre, plomb et zinc pouvant être exportés en quantités illimitées. Le Gouvernement se réserva, toutefois, le privilège d'acheter au concessionnaire 50 % de la production entière de ces métaux, aux conditions particulièrement favorables, et les 25 % suivants, aux prix de la Bourse de Londres. Le Gouvernement jouit également, dans les circonstances exceptionnelles, du droit d'acheter au concessionnaire les 25 % restant des métaux obtenus. Les produits mi-ouvrés ne sont pas du tout admis à l'exportation ⁽²⁾.

B. — *Législation du travail*

En principe, ce sont les dispositions du Code du Travail qui régissent les rapports des concessionnaires avec leur personnel. Toutefois, quelques sociétés ont obtenu le droit d'employer un certain pourcentage de contre-maitres et d'ouvriers spécialistes étrangers et de recruter une partie de leur personnel au choix, sans être contraintes à passer par la Bourse du Travail.

Ainsi, la Lena Goldfields s'est réservé la faculté d'admettre dans ses exploitations le personnel technique étranger, dans la pro-

(1) *Za Industrialisatziou* du 14 mars 1930

(2) Bulletin d'informations *Tass*, n° 86, du 18 novembre 1925.

portion de 50 % et des ouvriers étrangers non qualifiés a concurrence de 15 % ⁽¹⁾. A la concession Gammer, ce pourcentage fut fixé à 25 %, comme, d'ailleurs, pour la concession Tiffenbacher.

M. Harriman, même après la grève de janvier 1927, ne donna pas son assentiment à l'embauchage par l'intermédiaire du syndicat et conserva le droit d'embauchage libre, jusqu'à la liquidation de sa concession ⁽²⁾.

C. — *Impôts*

Les concessions ne supportent que les charges fiscales, incombant aux entreprises industrielles et commerciales de l'Etat, appartenant à la même industrie. Quelquefois, les contrats vont même plus loin. Ainsi, la Société « Harriman et Cie » fut libérée de tous impôts et taxes, sauf quelques menues impositions précisées au contrat (timbre de dimension, frais judiciaires, la patente) ⁽³⁾.

D. — *Clauses diverses*

Les contrats de concession confèrent également aux titulaires des avantages multiples qui n'appartiennent pas à l'industrie privée indigène. La nature et l'étendue de ces « privilèges » diffèrent beaucoup d'une concession à l'autre. Mais ils consistent surtout dans l'autorisation de commettre certains actes qui ne sont soumis, partout ailleurs, à aucune autorisation. D'autres tendent à mettre les concessions dans une situation identique à celle des entreprises de l'Etat.

Voici quelques exemples de ces « privilèges » tout relatifs :

Le contrat de la « Lena Goldfields » donne à cette Société « le droit de cultiver les terrains concédés et de pêcher dans les rivières, dans les proportions nécessaires pour satisfaire aux besoins des ouvriers employés dans ses entreprises.

Le concessionnaire a, de plus, « le droit de se servir des transports d'Etat aux mêmes conditions que les entreprises commerciales d'Etat, se réservant aussi le droit de se procurer ses propres moyens de transport, y compris le transport aérien, construire sur le territoire

(1) *Tass*, Bulletin d'informations, n° 86, du 18 novembre 1925.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 6 juillet 1927.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 13 juin 1925.

concédé des maisons, des hôtels, des télégraphes et des téléphones pour les besoins de l'entreprise ».

Si le concessionnaire a besoin de bois, il « paye pour le bois coupé pour ses besoins, le même prix par tronc que les entreprises d'industrie minière d'Etat; il doit payer pour le bois exploité dans les buts commerciaux, le même prix que les entreprises de commerce de bois d'Etat ».

La plupart des concessionnaires reçoivent le droit de la vente libre de leurs produits, sous réserve du droit de priorité d'achat réservé à l'Etat. Le Gouvernement leur accorde également une certaine indépendance, en ce qui concerne l'organisation intérieure de leurs entreprises. Enfin, l'objet même de certaines concessions consiste dans l'exercice de droits bien plus élémentaires encore que la vente libre de leurs produits. Tel est le cas de la « Société Générale Suédoise de l'Electricité », enregistrée par le Comité Principal des Concessions, à seule fin de recevoir « le droit de préparer des projets et de mener des pourparlers techniques avec les organes de l'Etat » ⁽¹⁾.

De même, la maison anglaise « Toliss et Garding » obtint une concession lui conférant le « droit d'être expert en marchandises à l'exportation et à l'importation, ainsi que l'autorisation d'entrer en pourparlers avec les organes de l'Etat » ⁽²⁾.

Un autre exemple du même genre est fourni par « l'Institut de Koenigsberg pour les rapports avec la Russie et les Etats limitrophes de l'Europe Occidentale ». Le Comité Principal des Concessions, en enregistrant cette société, lui conféra par cet acte « le droit de prendre des renseignements sur les marchandises exportables et susceptibles d'intéresser la région de Koenigsberg » ⁽³⁾.

GARANTIES SPÉCIALES

408. — Conformément au principe posé par l'article 6 du décret du 23 novembre 1920, les contrats de concession excluent la possibilité de modification d'une clause quelconque par la volonté unila-

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 3 août 1924.

(2) *Torg. Prom. Gazeta* du 3 août 1924.

(3) *Torg. Prom. Gazeta* du 12 juillet 1925.

térale de l'Etat. Cette stipulation est sanctionnée par des dommages-intérêts. La preuve du dommage subi incombe aux concessionnaires.

Les litiges entre les concessionnaires et l'Etat Soviétique sont, d'après la plupart des conventions, exclus de la compétence des tribunaux ordinaires, pour être soumis aux commissions arbitrales formées chaque fois ad hoc.

Les conventions déterminent à l'avance le mode de désignation du superarbitre.

Ainsi, le contrat conclu avec la S.K.F., en cas de désaccord des parties sur la personnalité du superarbitre, laisse le soin de désigner celui-ci au Conseil des professeurs de l'Ecole Technique Supérieure de Moscou ⁽¹⁾. Le contrat avec le « Roussnorvégoless » prévoit le recours dans le même but, au Conseil des professeurs de l'Institut des Forêts, à Leningrad ⁽²⁾. Le Bureau Océanique des Voyages s'est réservé le choix d'un des six membres de l'Académie des Sciences, portés par l'Académie sur une liste spéciale ⁽³⁾. Le « Wostvag » s'engageait à accepter la personne qui serait indiquée par le Comité de la Bourse de Moscou ⁽⁴⁾.

A partir de 1923, les concessionnaires obtiennent la nomination des superarbitres étrangers, offrant toutes les garanties d'indépendance. Le contrat du 12 juin 1925 avec la Société « Harriman et Cie » ⁽⁵⁾, prévoit la procédure suivante en cas de désaccord des arbitres (choisis par les parties) sur la personne du superarbitre : « Le Gouvernement Soviétique dresse une liste de six candidats choisis parmi les professeurs de l'Université de Paris ou de l'Université d'Oslo. Sur cette liste, le concessionnaire choisit le superarbitre ».

Le contrat avec « Lena Goldfields » du 14 décembre 1925 stipule que « La concession peut être annulée avant l'écoulement du terme, en vertu de décision du Tribunal d'arbitrage, dans le cas d'infraction à des conditions de versements et du programme de production. Le superarbitre de la cour d'arbitrage est élu par le concessionnaire,

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 22 mars 1923.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 6 juillet 1923.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 26 juillet 1923.

(4) *Izvestia et Economitcheskaja Jizn* du 5 mars 1923.

(5) *Izvestia et Economitcheskaja Jizn* du 13 juin 1925

soit parmi les professeurs de l'Académie des Mines, à Fribourg, ou de l'Ecole Supérieure des Sciences Techniques, à Stockholm, suivant l'indication du Gouvernement » ⁽¹⁾.

409. — La création au profit des concessionnaires d'un régime juridique d'exception, témoigne d'un vif désir de collaboration avec les capitaux étrangers. D'autre part, la politique suivie à leur égard fournit, sans conteste, certaines preuves de bienveillance.

Ainsi, les établissements gouvernementaux ouvrirent aux concessionnaires un crédit total de 24,5 millions de roubles pendant l'exercice 1925-1926 ⁽²⁾.

On peut citer encore, dans le même ordre d'idées, la convention complémentaire conclue avec la concession polonaise de « Jan Serkowski » et autorisant cette maison à importer un lot de lampes à pétrole, fabriquées en Pologne, relativement à peu de frais. Cette licence fut accordée à titre de compensation pour l'engagement dans le rééquipement de l'usine concédée des sommes supérieures aux stipulations du contrat ⁽³⁾.

La concession Skou-Kelden, à Léninegrad, dut fermer ses portes, en avril 1928, à cause de l'insuffisance de ses fonds de roulement. Le Gouvernement Soviétique lui consentit, pour la renflouer, un emprunt pour deux ans, qui permit aux concessionnaires d'obtenir à l'étranger un crédit supplémentaire de 150.000 roubles et de reprendre le travail ⁽⁴⁾.

Enfin, lorsque le décret du 18 mai 1927 imposa aux institutions d'Etat, entreprises d'Etat, sociétés par actions et locataires d'usines appartenant à l'Etat, l'obligation d'investir la totalité de leurs réserves en titres de l'emprunt intérieur d'Etat 8 %, l'alinéa 3 de l'article 1^{er} du décret exempta de cette obligation les concessions et les sociétés mixtes à participation étrangère.

410. — Mais, par une contradiction singulière, le Comité Principal des Concessions manifestait en même temps une tendance à l'aggravation des charges imposées aux concessionnaires nouveaux. Au

(1) Bulletin d'informations du *Tass*, n° 86, du 18 novembre 1925.

(2) *Izvestia* du 13 février 1927.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 10 septembre 1925.

(4) *Izvestia* du 20 octobre 1928.

cours des discussions minutieuses, le Comité se montrait un négociateur têtue, âpre et décidé à défendre ses positions à outrance.

Ainsi, en octobre 1927, les négociateurs soviétiques introduisirent dans les nouveaux contrats une formule modifiant la clause, en vertu de laquelle toutes les installations devaient faire retour au Gouvernement Soviétique en fin de contrat, sans indemnisation. Dorénavant, un fonds d'amortissement dut être constitué par les concessionnaires, indépendamment des résultats, bénéfices ou pertes, de chaque exercice. Les dépenses courantes d'entretien des immeubles et des machines ne devaient pas être couvertes par ce fonds d'amortissement, mais inscrites aux frais généraux. Le fonds d'amortissement ne pouvait servir qu'au remplacement du matériel usé par un matériel neuf. En fin de contrat, le concessionnaire devait, non seulement remettre au Gouvernement Soviétique son exploitation en ordre de marche, mais encore lui verser le montant du fonds d'amortissement inscrit au bilan.

Comme le taux d'amortissement prévu par la formule nouvelle varie de 4 % à 10 %, il s'ensuit que tout contrat d'une certaine durée, comporte, au cours de l'exploitation, l'obligation de procéder au moins une fois à un investissement nouveau égal à l'investissement initial, à moins que le concessionnaire ne préfère en verser le montant au Gouvernement Soviétique, en fin de contrat. Cette exigence permet au Gouvernement Soviétique d'éviter que les concessionnaires ne lui remettent, en partant, qu'un matériel complètement usé, mais elle entraîne les concessionnaires à des doubles dépenses considérables.

Cette clause fut acceptée, pour la première fois, en octobre 1927, par les concessionnaires japonais d'exploitations forestières en Extrême-Orient. En novembre de la même année, la Société anonyme française « L'Eternit » fut également amenée à accepter cette innovation. Mais cette Société obtint l'inscription d'une clause stipulant que le capital investi ferait également l'objet d'amortissements. Ces amortissements viendront en déduction des bénéfices, d'après lesquels se calculent l'impôt sur le revenu et la participation de l'Etat aux super-bénéfices de l'entreprise.

411. — Par ailleurs, le pouvoir soviétique prit le parti de refuser aux concessionnaires, sauf exceptions dont il est seul juge, le droit

de faire escompter leur papier de commerce par les banques soviétiques. A plus forte raison, toute ouverture directe de crédits aux concessionnaires fut prohibée, afin de les contraindre à importer de l'étranger l'intégralité de leurs fonds de roulement. Les déclarations de Rykoff ⁽¹⁾ en 1929 et de Gourevitch ⁽²⁾ en 1930 sont formelles sur ce point.

Cette politique se manifesta avec un certain éclat au procès d'Halperine, directeur de l'Agence en douane de Moscou de la Société de transports « Dobroflot ». Grâce à ses relations, Halperine réussit à obtenir des ouvertures de crédit à des commerçants privés et à des sociétés concessionnaires. La concession « Kalorifer », notamment, se fit ouvrir par Halperine des crédits s'élevant à 233.000 roubles; la concession Altmann obtint, par cette voie, 47.000 roubles.

La première sentence, condamnant Halperine à 3 ans de prison, fut cassée par le Tribunal Suprême. Le deuxième jugement se termina, en juillet 1928, par une condamnation à mort en vertu de l'attendu suivant :

« Agissant à l'encontre des directives du Gouvernement en matière
« de réglementation du capital privé, Halperine a systématiquement
« facilité le financement direct et indirect des concessions étrangères
« et des commerçants privés et puisé en leur faveur dans les capi-
« taux des institutions d'Etat, au préjudice manifeste de l'industrie
« et du commerce d'Etat » ⁽³⁾.

La condamnation à mort pour simples ouvertures de crédit aux concessionnaires coïncida avec les décisions gouvernementales arrêtant un nouvel et vaste programme de concessions.

On ne pourrait imaginer un démenti plus frappant aux belles promesses du Conseil des Commissaires du Peuple, à l'adresse des concessionnaires éventuels.

(1) RYKOFF, *Discours à l'ouverture de la session du Comité Central Exécutif*, en décembre 1929 (*Izvestia* du 9 décembre 1929).

(2) A. GOUREVITCH, *De la pratique des concessions* (*Economitcheskaja Jizn* du 13 avril 1930).

(3) *Izvestia* du 9 juillet 1928.

SECTION TROISIÈME

Résultats de la politique concessionnaire des Soviets en 1918-1928

412. — Comme nous venons de le voir dans la première section de ce chapitre, les efforts des Soviets, dans le domaine de la politique des concessions, n'aboutirent, à la veille de 1922, qu'à des projets, sans réalisations effectives. Par contre, le nombre des demandes adressées au Comité Principal des Concessions de 1922 au 15 septembre 1928, fut assez élevé. Les renseignements parus à différentes époques sur l'activité du Comité ⁽¹⁾, peuvent être résumés dans le tableau suivant :

Année	Nombre des demandes
1922.....	338
1923.....	607
1924.....	311
1925 (jusqu'au 1 ^{er} octobre).....	199
1925-26 (du 1 ^{er} octobre au 30 septembre).....	482
1926-27 (du 1 ^{er} octobre au 30 septembre).....	216
7 premiers mois de 1927-1928.....	115

Quant à la nationalité des sollicitants, l'Allemagne, pays plus proche de l'U.R.S.S. et lié avec elle de bonne heure, par le traité de Rapalo, venait en tête. Sur 2.211 propositions soumises au Comité à la fin de 1927, les demandes de citoyens allemands étaient au nombre de 782, soit plus d'un tiers; l'Angleterre, la France et les Etats-Unis totalisaient 602 propositions; 827 propositions étaient portées aux statistiques sous la rubrique « divers ».

Si ces nombres témoignent d'un mouvement assez ample, ceux des contrats conclus sont bien plus modestes, savoir ⁽²⁾ :

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 26 juin 1924, Boris STEIN, *L'appréciation par les étrangers de notre politique des concessions*. *Economitcheskaja Jizn* du 22 janvier 1924, S. PERLINE, *Deux années de travail du Comité Principal des Concessions*. *Torg. Prom. Gazeta* du 25 octobre 1925, *Totaux du travail du Comité Principal des Concessions*. *Rapport de M. Ksandrov* (Président du Comité Principal des Concessions) *au Conseil des Assemblées de l'Industrie et du Commerce du 24 septembre 1928*, publié dans l' *Economitcheskaja Jizn* du 26 septembre 1928. BOUTKOVSKI, *Les concessions étrangères dans l'économie de l'U.R.S.S. en 1928*.

(2) Mêmes sources que dans le renvoi précédent.

Année	Nombre des concessions
1921.....	5
1922.....	10
1923.....	44
1924.....	25
1925 (jusqu'au 1 ^{er} octobre).....	23
1925-26 (du 1 ^{er} octobre au 30 septembre).....	38
(dont 7 contrats de collaboration technique).	
1926-1927.....	23
(dont 15 contrats de collaboration technique).	
Du 1 ^{er} octobre 1927 au 1 ^{er} janvier 1928.....	2

Le pourcentage des demandes qui aboutirent, en fin 1927, à la conclusion d'un contrat, ressort donc à 7,8 % seulement : 168 concessions sur 2.158 demandes.

Sur 168 contrats signés, l'Allemagne en détenait 46, l'Angleterre 24, les Etats-Unis 18, le Japon 8, la France 6, l'Italie 6, l'Autriche 5.

413. — Le nombre des concessions réalisés apparaît bien plus modeste encore après un examen quelque peu attentif.

Tout d'abord, le Gouvernement Soviétique considère comme « concessions » tous les contrats passés avec des sociétés ou personnes étrangères. Or, on en trouve qui contiennent une simple autorisation de faire du commerce dans l'U.R.S.S. D'autres conviennent de la « collaboration technique » avec des maisons étrangères, c'est-à-dire de l'utilisation des brevets, plans ou projets étrangers. D'autres encore comportent la constitution de sociétés mixtes au sein desquelles le Gouvernement Soviétique obtient un rôle prépondérant.

Ce ne sont pas là des concessions dans le vrai sens du terme.

D'autre part, parmi les concessionnaires, certains se sont fait attribuer des entreprises qui leur avaient appartenu précédemment pour tirer parti des investissements déjà effectués.

Le nombre des concessions de cette catégorie apparaît assez élevé. On en trouve 15 sur 107 contrats de concession ou de collaboration technique signés au 1^{er} octobre 1925, savoir ⁽¹⁾ :

(1) *Izvestia* du 2 octobre 1925. Dans les sociétés mixtes pour l'exploitation des massifs forestiers, les anciens propriétaires « Frères Schalutt et Cie », « Maison de Frisse » et M. Pritz ont obtenu un certain nombre d'actions en dédommagement de la perte de leurs propriétés nationalisées.

Les trois sociétés mixtes forestières : « Roussangloless », « Rouss-hollandoless » et « Roussnorvégoless »; la Société anonyme suédoise de pièces détachées et de roulements à billes, dite S.K.F.; la Société des Télégraphes du Nord, dont le siège est à Copenhague, et qui exploitait avant la guerre les lignes qui relient la Russie à l'Extrême Orient; la Société Indo-Européenne des Télégraphes; la Société Lena-Goldfields; l'Aïan corporation; la Société Berger et Wirth; la concession Brunner et les quatre concessions consenties aux anciens citoyens russes Raabe (polonaise), Aftan (finlandaise), Reisser (lettone) et Barounsky (lithuanienne), la Société suédoise « Gazoaccumulateur ».

Parmi les concessions postérieures à 1925, on en trouve également quelques-unes qui constituent de simples reprises. Tel est le cas de l'A.S.E.A. ⁽¹⁾, qui a reçu pour 35 ans l'usine qu'elle avait construite à Jaroslav pendant la guerre et dont la révolution avait empêché la mise en marche ⁽²⁾ et de la Société par actions Maikapar. Cette dernière société a fait évacuer, en 1915, de Riga à Moscou, sa fabrique de tabac. Conformément au traité russo-letton, elle a eu le droit de réinstaller cette usine en Lettonie. Elle a renoncé à ce droit, en demandant au Gouvernement de l'U.R.S.S. de lui donner la fabrique à ferme pour une période de 3 ans, 1925 à 1928 ⁽³⁾.

Enfin, certaines concessions, tout en comportant des installations réelles, ne poursuivaient pas de buts lucratifs, telles que celle de la « E.C.O. » ⁽⁴⁾, obtenus en 1923 en vue de l'installation des colonies agricoles juives en Russie; les deux colonies agricoles du Dr Nansen (1926), qui, d'après les dires des Soviets ⁽⁵⁾, avaient pour seul but « l'organisation des fermes qui pourraient apprendre aux paysans les méthodes modernes de l'agriculture »; la « Commune Industrielle du Bassin de Kouznetzk », concession houillère accordée aux communistes américains, dans un but de propagande.

A la lumière de tous ces faits et chiffres, on se rend compte com-

(1) Allmané Svenska Elektriska Aktiebolaget (Compagnie Générale Suédoise de l'Electricité).

(2) *Izvestia* du 26 mai 1927.

(3) Supplément au Bulletin d'informations *Rosta* (à Paris), du 14 mars 1924.

(4) Société Philantropique Internationale.

(5) *Economitcheskaja Jizn* du 1^{er} avril 1928.

bien faible fut, en 1918-1928, l'attrait du programme bolcheviste des concessions.

Les capitaux en quête d'emploi lucratif et non liés par des investissements antérieurs sur le territoire russe, n'étaient guère nombreux parmi les concessionnaires.

414. Le tri sévère opéré par le Comité Principal des Concessions, devrait, semble-t-il, n'admettre dans l'U.R.S.S. que les entreprises fortement constituées et puisant, dans leur jeunesse même, une énergie et un élan accrûs. Or, l'évolution de ces organismes nouveaux-nés dans le milieu soviétique, fait ressortir, tout au contraire, leur manque général de vigueur et une mortalité infantile fort élevée.

415. -- Le premier aperçu succinct de la situation générale des Concessions fut donné, au début de 1925, par M. Preobrajensky. Ce membre influent du Comité Principal des Concessions apprenait aux lecteurs de l'« *Economitcheskaja Jizn* » ⁽¹⁾ que les 60 concessions autorisées au 1^{er} janvier 1925 réunissaient, en principe, un capital de 20 millions de roubles, mais qu'en fait, il était investi 4.400.000 roubles seulement. Le capital totalisé des sociétés mixtes s'élevait à 7.800.000 roubles.

D'après la même source, le total des crédits ouverts par le capital étranger aux entreprises concessionnaires s'est élevé, en 1924, à 17.600.000 roubles. Le chiffre d'affaires a été de 54 millions de roubles. Les impôts, loyers et redevances acquittés par les concessions, ont procuré au fisc 13 millions de roubles. Les dividendes revenant à l'Etat dans les sociétés mixtes, ne sont pas compris dans ce dernier chiffre.

M. Preobrajensky se demandait, avec mélancolie, si Lénine serait content de ces résultats.

416. — Le rapport de Trotzky ⁽²⁾, qui fut en 1925, président du Comité Principal des Concessions, indique l'existence, au 1^{er} juillet

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 21 janvier 1925 : E. PREOBRAJENSKY, *Résultats de notre politique des concessions*.

(2) *Economitcheskoe Obozrénie*, octobre 1925.

1925, de 83 concessions, et en donne la répartition suivante par branche d'activité :

Industrie minière.....	13
Industrie de transformation.....	17
Commerce.....	26
Exploitations forestières.....	6
Agriculture et pêche.....	13
Transports et divers.....	8
TOTAL.....	83

En outre, 5 contrats de « collaboration technique » furent alors en vigueur.

Sur les 88 contractants, M. Trotzky signalait :

22 concessions allemandes, dont une convention de « collaboration technique »;

17 concessions anglaises, dont une convention de « collaboration technique »;

8 concessions américaines;

41 concessions réparties entre les maisons appartenant à vingt nationalités.

417. — Le compte-rendu de M. Johelson ⁽¹⁾, vice-président du Comité Principal des Concessions, n'accuse, deux ans et demi plus tard, que des progrès modestes. Il fait état également d'un déchet important. D'après cette source, le nombre des concessions accordé au 1^{er} novembre 1927 était de 156, mais 43 concessions ont déjà été liquidées, entre temps. Il en restait en vigueur 113, totalisant un capital de 60 millions de roubles tchervonetz.

Sur ce nombre, les Allemands venaient toujours en tête avec 31 concessions (27,3 %), puis les Américains suivaient avec 12 (10,6 %), les Anglais avec 10 (8,9 %) et les Japonais avec 8 concessions (7,1 %). Les autres nationalités totalisaient 52 concessions (46,1 %).

Les concessions avaient trait principalement aux industries minière et de transformation. Le nombre des entreprises importantes était infime. Le rapport indiquait, comme principales concessions en acti-

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 11 décembre 1927 : JOHELSON, *Politique soviétique en matière des concessions*.

tivité, la « Lena Goldfields » et le « Manganèse de la Géorgie » (Harriman). Parmi les autres, Johelson considérait comme intéressantes celles de S.K.F. (palliers et roulements à billes), de Hammer (fabrication de plumes et de crayons), de Stock et Cie (production du cirage pour chaussures).

D'ailleurs, si « Lena Goldfields » exécutait, selon Johelson, strictement les clauses du contrat, ayant déjà investi dans ses exploitations 12 millions de roubles sur 25 millions prévus, il n'en était pas de même en ce qui concerne la concession de Harriman. Celui-ci n'avait investi que 2,5 millions de roubles et s'abstenait des travaux nouveaux.

A la fin de son article, M. Johelson relevait, comme principal défaut de la politique concessionnaire des Soviétiques, le manque de « plan », l'octroi des concessions au hasard des demandes. Il espérait que « la mise au point du plan quinquennal du développement de l'industrie, fournirait le cadre, à l'intérieur duquel la politique des concessions serait désormais amenée à choisir l'objet de ses contrats ».

418. — Le compte-rendu de M. Johelson a besoin d'être complété sur plusieurs points importants :

1° Le chiffre de 113 concessions en activité englobe :

a) 37 contrats comportant la formation des sociétés mixtes ou une simple autorisation aux sociétés par actions étrangères de faire du commerce dans l'U.R.S.S.;

b) 23 contrats de « collaboration technique ».

Le nombre des concessions méritant véritablement ce nom n'était donc que de 53.

Ce dernier chiffre correspond, d'ailleurs, à une unité près, aux statistiques données plus tard par M. Ksandrov, qui déclara en 1928 ⁽¹⁾ : « Il y a deux ans fonctionnaient, en U.R.S.S., 54 concessions, au capital de 47 millions de roubles... »

(1) *Rapport de M. Ksandrov au Conseil des Assemblées de l'Industrie et du Commerce*, le 24 septembre 1928 :

Il est vrai que « la liquidation de certaines entreprises et les calculs plus rigoureux des capitaux » amènent le Président du Comité Principal des Concessions à bloquer, pour l'exercice suivant, les sociétés mixtes et les concessions proprement dites. Il obtient ainsi, pour 1927-1928, un nombre total des entreprises plus grand avec un capital moindre : 74 concessions et 45 millions de roubles.

2° Les capitaux réellement investis par les concessionnaires étaient moins élevés que les montants respectifs de leur capital social. Ils étaient estimés officiellement ⁽¹⁾, au 1^{er} juillet 1927, à 33,2 millions de roubles, dont 14,5 millions dans l'industrie de transformation, 12,5 millions dans les mines, 3,4 millions dans les exploitations forestières et 2,8 millions dans l'agriculture.

3° L'énumération des concessions importantes est bien brève, la plupart des concessions ne disposant que de capitaux insignifiants. Citons, à titre d'exemple, la « Cellugal Aktiengesellschaft » (fabrication des boutons), au capital de 50.000 roubles; « Société anonyme des Laboratoires Leo » (cosmétique et parfumerie), au capital de 50.000 roubles; « Société Landman et fils » (traitement du houblon), au capital de 10.000 roubles.

419. — Le rapport de M. Ksandrov au Conseil des Assemblées de l'Industrie et du Commerce, en date du 24 septembre 1928, complété par son article du 26 mars 1929 ⁽²⁾, ne font pas ressortir de modifications importantes survenues depuis l'exposé de M. Johelson.

D'après M. Ksandrov, il y avait, en U.R.S.S., au 1^{er} février 1929, 68 concessions étrangères en fonctionnement. Au point de vue de la nationalité des concessionnaires, l'Allemagne comptait 12 entreprises, le Japon 11, les Etats-Unis 8, l'Angleterre 7, la Pologne 6. Les autres concessions se répartissaient entre 10 ou 12 pays, chacun disposant d'une à trois concessions.

D'après les diverses branches de l'économie nationale, on comptait 23 concessions pour industries de transformation, 14 pour industries extractives, 7 pour le commerce, 6 pour la pêche, 4 pour les exploitations agricoles, 2 pour le bâtiment.

Le capital investi par les concessionnaires comportait un montant total de 50.095.000 roubles. La plus grande partie de cette somme ressortait aux industries de transformation et d'extraction; l'industrie de transformation totalisait 48.950.000 roubles.

Au point de vue financier, les concessions les plus importantes étaient celles de l'A.S.E.A. (Société Générale Suédoise de l'Electricité),

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 15 septembre 1927.

(2) *Economitcheskaja Jizn et Torg Prom. Gazetta* du 26 mars 1929, article reproduit par *La Vie Economique des Soviets*, n° 93, du 20 avril 1929.

qui produisait des appareils à courant alternatif et dont le capital investi était de 5.204.000 roubles; la concession suédoise S.K.F., qui produisait des roulements à billes et qui possédait un capital investi de 4.210.000 roubles; la concession polonaise Trilling, qui fabriquait des draps et couvertures de laine et mi-laine, et dont le capital investi était de 2.711.000 roubles; enfin, la concession américaine Hammer, qui produisait des articles de bureau et qui avait investi en U.R.S.S. 1.711.000 roubles. Le capital des autres concessions était sensiblement inférieur à ces chiffres.

Il a été investi dans l'industrie extractive un capital total de 28.045.000 roubles. Plus de la moitié de cette somme ressortissait à la Société anglaise Lena Goldfields, à savoir : 18.129.000 roubles. Une autre concession anglaise, la Tetuhé Mining Corporation, exploitation des gisements d'argent, de zinc, de plomb, de cuivre, etc., a investi un capital de 4,4 millions de roubles. Puis venait la concession japonaise « Kita Karifuto Sekio Kabusiki Kaischa » : ses investissements dans les exploitations pétrolifères de l'île de Sakhaline ont atteint 3.772.000 roubles.

Dans les autres branches de l'économie nationale, les capitaux investis étaient bien moins considérables, soit 2 millions de roubles dans l'agriculture, 1 million dans l'exploitation forestière, 100.000 roubles dans le bâtiment.

Au cours de l'exercice 1927-1928, les investissements étrangers se sont élevés à un total de 17.031.000 roubles.

La population ouvrière occupée dans les concessions, au 1^{er} octobre 1928, comprenait près de 20.000 ouvriers et employés, dont 10.340 pour l'industrie extractive et 9.240 pour les industries de transformation. Dans le premier de ces groupes, la première place était occupée par la Lena Goldfields, avec 6.650 employés, la seconde par la Kita Karafuto, avec 1.580 employés. Dans le second groupe, le premier rang était occupé par la concession autrichienne Jest-Westen (production de vaisselle émaillée), avec 1.430 employés; puis venaient Hammer avec 900 et Trilling avec 780 employés.

La production réalisée sur le marché par les deux principaux groupes de concessions représentait, pour l'exercice 1927-1928, une valeur de 85.710.000 roubles, dont 20.640.000 roubles pour l'industrie extractive et 65.070.000 roubles pour les industries de transfor-

mation. Dans ce dernier groupe, M. Ksandrov mentionnait particulièrement la S.K.F., avec 8.353.000 roubles, l'A.S.E.A., avec 7.935.000 roubles, la Jest-Westen, avec 5.587.000 roubles.

Dans l'industrie extractive, les chiffres d'affaires les plus considérables ressortissaient à la Lena Goldfields, à savoir 17.271.000 roubles, et à la Tétuhé, à savoir 1.474.000 roubles.

Pour l'année 1927, les 62 concessions en fonctionnement, représentant un capital de 43.284.000 roubles, ont réalisé un bénéfice net de 7.445.000 roubles.

420. — Le bilan de la politique soviétique des concessions dressé par M. Ksandrov peut être complété sur certains points par des renseignements puisés à d'autres sources officielles. Ainsi, les statistiques de l'inspection des finances nous apprennent que les redevances au fisc, en 1927-1928, s'élevaient pour toutes les concessions à 6.612.900 roubles, dont 5.474.500 roubles furent effectivement versés ⁽¹⁾. Il résulte des déclarations du Soviet de Pétrograd ⁽²⁾ que les 6 concessions industrielles de cette ville ont augmenté, en 1927-1928, la valeur de leur production de 13 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de leurs ouvriers a plus que doublé depuis deux ans. La Banque d'Etat ⁽³⁾, dans une étude consacrée aux « Concessions industrielles dans l'U.R.S.S. », souligne la croissance de leurs bilans, dont le total est passé de 8.469.800 roubles en 1925-1926 (pour 10 entreprises) à 30.848.300 roubles en 1926-1927 (pour 21 entreprises). Sur les 21 entreprises en question, deux concessions seulement étaient des sociétés mixtes avec une participation égale des capitaux étrangers et des capitaux soviétiques. Dans les 19 autres concessions, le capital investi était purement étranger. La Banque s'abstient de donner les statistiques concernant l'exercice 1927-1928.

On les trouve publiées dans un article de la « Torg. Prom. Gazeta » ⁽⁴⁾ consacré à la description de l'état prospère des concessions dans l'U.R.S.S. D'après les balances, non approuvées encore par le

(1) *Izvestia et Torg. Prom. Gazeta* du 27 octobre 1929.

(2) *Economitcheskaïa Jizn* du 30 novembre 1928.

(3) Banque d'Etat de l'U.R.S.S., *Bulletin Economique*, iv^e année, n^o 12, Moscou, le 31 mars 1929, pages 1-3.

(4) *Torg. Prom. Gazeta* du 27 mars 1929 : *Les résultats commerciaux de l'activité des concessionnaires*.

Commissariat des Finances, le capital investi dans les 22 concessions industrielles ⁽¹⁾ s'élevait au 1^{er} octobre 1928, à 18.950.000 roubles, dont 4.903.000 roubles investis durant le dernier exercice de 1927-1928. La valeur de leur production s'est élevée à 65 millions de roubles contre 31.358.000 roubles.

421. — Tous ces renseignements partiels ajoutent peu de choses au tableau dressé par M. Ksandroff.

Soixante-huit concessions au capital total de 50 millions de roubles; production totale évaluée à 150 millions de roubles; une vingtaine de milliers d'ouvriers; 5 millions 1/2 de rentrées fiscales, tels furent les résultats de 10 années de politique soviétique en matière de concessions. On était bien loin des milliards investis par les capitalistes étrangers en Russie d'avant-guerre.

L'insignifiance matérielle des résultats obtenus était encore aggravée par l'insuccès des plus importantes entreprises concessionnaires.

Trotzky indiquait comme tels, en 1925, les concessions forestières ⁽²⁾. En 1928, la Mologa-Gesellschaft, le Russangloless, le Russhollandoless sont liquidés; la concession Harriman, prônée deux ans plus tard par M. Johelson, a subi le même sort; les rapports avec Lena Goldfields laissent à désirer.

Enfin, l'intérêt porté par des capitalistes étrangers aux concessions soviétiques apparaît bien émoussé. Le nombre des demandes soumises au Comité Principal diminue. Le nombre des contrats signés accuse une décroissance encore plus marquée : en 1926-1927, si on ne compte pas les « contrats de collaboration technique », 8 concessions seulement ont été prises, contre 31 en 1925-1926. Le chiffre de 1926-1927 est de beaucoup le plus faible de ceux enregistrés par le Comité Principal des Concessions depuis 1922.

Toutes ces données sont concordantes et ne laissent aucun doute sur le sort des projets soviétiques : la brebis bourgeoise, instruite par plusieurs années d'expérience, se méfie toujours davantage des loups communistes.

(1) « Au lieu de 21 indiquées par la Banque d'Etat ».

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 21 juin 1925, n° 171.

SECTION QUATRIÈME

**Effort du Gouvernement Soviétique en 1928 :
Nouveau programme de concessions**

422. — L'insuccès de la politique soviétique des concessions ne faisait plus, au bout de 10 ans d'expérience, l'ombre d'un doute dans les milieux gouvernementaux eux-mêmes. Cependant, le plan quinquennal de 1928-1933 prévoyait une large participation des capitaux étrangers au développement économique du pays. Les ressources propres du régime ont été jugées insuffisantes pour assurer l'exécution du plan quinquennal. D'autre part, les luttes intestines et l'antagonisme des différentes fractions du parti bolcheviste sont devenus, en 1928, plus âpres que jamais. Les excommunications de Trozky, Zinovieff et Kameneff en 1928, de Boukharine, Rykoff et Tomsy, en novembre 1930, d'Ouglanoff, Esmont, Rioutine et Slepkoïf, en octobre et en décembre 1932, ont fait éclater ouvertement les rivalités clandestines des chefs. La dictature soviétique avait à choisir entre « la politique de gauche », dont la triste expérience à l'époque du communisme intégral a si mal réussi, et « la politique de droite », la Néo-Nep, aboutissant logiquement à la création d'une bourgeoisie nouvelle. Une fois de plus, les gouvernants ont songé à une troisième solution, à « l'activation des concessions étrangères ».

Cependant, la psychologie des dictateurs restait inchangée et dominée, comme auparavant, d'un certain mépris des adversaires bourgeois.

Cet état d'esprit ressort nettement dans l'interview de M. Ksandrov, Président du Comité Principal des Concessions, à propos de la participation du capital étranger aux entreprises municipales ⁽¹⁾ : « Vous demandez si les capitalistes étrangers consentiront à participer aux constructions d'entreprises municipales ? Je crois que oui. Le capitaliste a un seul but, une seule aspiration : obtenir un gros bénéfice. Du moment qu'existe la certitude d'obtenir un bénéfice, aucune raison ne retient plus le capitaliste ».

Aussi les mesures arrêtées par le Conseil des Commissaires du Peuple le 24 juillet et promulguées le 15 septembre 1928, ne comportaient aucune réforme sérieuse du régime antérieur des conces-

(1) *Izvestia* du 17 février 1929.

sions. Les décrets prévoyaient, d'une part, un nouveau programme de concessions très vaste et susceptible d'attirer les capitalistes étrangers. Ils proposaient, d'autre part, aux candidats concessionnaires, un contrat-type qui devait leur assurer des garanties de sécurité nouvelles. En fait, comme nous allons le voir, ce contrat n'était qu'une sorte de codification des pratiques antérieures.

NOUVEAU PROGRAMME DES CONCESSIONS

423. — Lorsqu'on parcourt la liste « élargie » des concessions, on a, tout d'abord, l'impression qu'elle offre au capital étranger toutes les richesses naturelles de la Russie. Il ne reste, en somme, aucune branche d'économie nationale, et, plus particulièrement, de l'industrie, où l'Etat ne ferait appel aux concessionnaires.

« Les objets qui peuvent être donnés en concession » ⁽¹⁾ constituent, dans leur ensemble, un programme très vaste, dont la réalisation demanderait l'investissement de plus de 3 milliards de roubles.

Ce programme peut être résumé ainsi :

I. — L'INDUSTRIE MINIÈRE

Minerais de fer. — Les concessions les plus importantes peuvent être proposées dans la région de Krivoï-Rog. Il s'agit ici, premièrement, des mines, qui travaillent, mais qui demandent de grandes ressources pour leur développement et rééquipement, et, en second lieu, des gisements non encore explorés. On envisage la région de Jeltaïa Riéka, à 25 kilomètres au nord de la mine « Terny »; dans la partie sud de la région d'Ingouletz, on envisage les gisements des mines Ingouletz, Evguénievsky, Chiroky, Ouchakov, etc., etc., dans la partie centrale de la région de Krivoï-Rog; enfin, les terrains encore libres et non explorés.

Dans la région des stations Karnavotka et Kolatchevskaïa, on envisage l'octroi en concession de l'exploitation des quartzites riches en fer.

Dans la Transcaucasie, on envisage la concession de magnétite de Daghestan, avec la production d'un million de tonnes par an. Cette

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 11 octobre 1928 et *Torg. Prom. Gazeta* des 12 et 13 octobre 1928.

concession comporte la construction de la ligne de chemin de fer jusqu'à la station Gandja.

Dans la partie méridionale de la côte d'Extrême-Orient, près du golfe Possiète (au sud de Vladivostok) on propose la concession pour l'exploitation des sables ferrifères avec 52 % de fer. Dans la même région, le gisement de Soudzoukhine, à 30 kilomètres de Soutchan, et les gisements de magnétite entre les baies de Sainte Olga et de Saint Vladimir.

En Oural, on envisage un gisement dans la région de Komaroff.

Minerai de cuivre. — Sont envisagées cinq concessions : les mines de Zangézoury, dans la Transcaucasie, avec une production de 6.600 tonnes de cuivre; les mines Tanalyko-Baimak, dans l'Oural; le gisement de Minoussinsk, en Sibérie; celui de Baïan-Ouïal, dans le Kazakhstan (les steppes de l'Asie Centrale); les grès contenant du cuivre de la région de Perm.

Minerai de plomb et de zinc. — Sont inscrits au programme des concessions quatre gisements : celui de la région du lac Balkach (Sibérie Occidentale); Karkarapinsky, dans le Kazakhstan; Elisabethinsky et Nertchinsky (Sibérie Orientale).

Or. — On envisage huit concessions de gisements aurifères, savoir : les mines Beresovsky près d'Ekatérinbourg (actuellement Sverdlovsk), dans l'Oural. Production possible 5 tonnes par an. Capital à investir : 6 millions de roubles.

Placers d'or à la côte de l'Extrême-Orient, région Aïansko-Oudsky, le bassin des rivières Oulei et Chipkan, dans la région d'Okhotsk. Les placers éloignés de la mer : régions de la Zeïa supérieure, de la Selenga supérieure, de la Chipka inférieure et une partie de la région de Viliouï (république de Jakoutsk).

Houille. — Le charbon à coke de la rive droite de la Tome (bassin de Kouznetsk) et le gisement de Tkartchell du district de Soukhoun (Caucase) sont compris au programme. La production envisagée pour le dernier gisement : 180-240 mille tonnes, le capital à investir : 3-4 millions de roubles.

Pétrole. — Cinq concessions pétrolifères sont inscrites au programme, savoir :

1° Une concession dans la région d'Oural-Emba, avec une partie des terrains exploités de Dossor et Makate: la production : 400-500 mille tonnes, le capital à investir : 25-30 millions de roubles;

2° Une autre concession sur l'île de Tchélékène, dans la mer Caspienne. Cette concession peut être liée avec la construction de la ligne de chemin de fer Alexandroff-Gaï à Tchardjouï. La production possible : 100-130 mille tonnes de pétrole, capital à investir : 6-8 millions de roubles;

3° Gisements non exploités de Temriouk-Tamane et de Kertch (côte de la Mer Noire);

4° Gisements non exploités de Chirak-Tchatma (Gouvernement de Tiflis, Caucase);

5° Gisements non exploités de Neffe-Dag, Baïa-Dag et Keimar (Asie Centrale).

Minéraux divers. — Ce groupe comporte trois concessions possibles : gisements de nickel dans l'Oural, de graphite et d'amiante en Sibérie.

II. — INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

a) *Sidérurgie.* — On propose au capital étranger la construction de quatre « usines géantes », soit :

1° L'usine métallurgique dans la région de Krivoï-Rog avec la production de 600-800 mille tonnes de fonte, travaillant avec du minerai pauvre et avec des quartzites enrichis. Capital à investir 90 millions de roubles;

2° Une entreprise combinée dans la région du mont Magnitnaïa, dans l'Oural, embrassant l'exploitation des gisements de minerai de fer, d'anthracite et de calcaire; la construction du chemin de fer Kartaly-Magnitnaïa et la construction de l'usine métallurgique avec la production de 660-800 mille tonnes de fonte et de la quantité correspondante de fer et acier. Capital à investir : 100-110 millions de roubles;

3° La construction de l'usine métallurgique de Telbess (Sibérie) avec la production de 300.000-660.000 tonnes de fonte et de la quantité correspondante d'acier. La concession comprend l'exploitation du

gisement de magnétite et la construction de quelques lignes de chemin de fer;

4° La construction d'une usine métallurgique dans la région de la centrale du Dnièper, pour la production des ferro-alliages (95.000 tonnes par an). Capital à investir : 20 millions de roubles.

Rééquipement d'anciennes usines

Cette partie du programme comprend :

Remise en marche de l'usine de Kadievka (région de Donetz) pour la production de 200.000 tonnes de fonte. Capital à investir : 6 millions de roubles.

Reconstitution de l'usine de la « Providence » russe (région de Donetz), pour la production de 140.000 tonnes de fonte, 120 tonnes d'acier et 130.000 tonnes de laminés. Capital à investir : 7 millions de roubles.

L'usine de Taganrog, pour la production de 45.000 tonnes d'acier et de 36.000 tonnes de laminés. Capital à investir : 4 millions de roubles.

L'usine de Gdantzevka (région de Donetz), pour la production de 100.000 tonnes de fonte. Capital à investir : 8 millions de roubles.

L'usine d'Olkhovaïa (région de Donetz).

L'usine Sokolsky (Tambov), les groupes des usines Sergievo-Oufaïlsky et Kataevsky (Oural), l'usine Nadejdinsky (Oural).

b) *Production de métaux non ferreux.* — On propose des concessions sur la construction de six usines métallurgiques pour les métaux de couleur près des gisements de Zangézoury, Minoussinsk, Tanalyko-Baïmak, Perm, Nertchinsky et Elisabetinsky.

c) *Constructions mécaniques et navales.* — On propose des concessions sur la construction de vingt-quatre usines :

Usine pour la construction des tracteurs à Stalingrade (Tzaritzine).

Usine pour la construction des machines-outils à Moscou ou dans la Russie Méridionale. Usine de fabrication des outils et instruments disposée dans le voisinage des précédentes.

Usines de construction d'automobiles dans l'Oural ou dans la Russie Méridionale. Production de 10.000 à 100.000 automobiles par an. Capital à investir : 40-50 millions de roubles.

L'usine de construction de wagons pour la construction de 5.000 wagons de chemin de fer par an, à Nijni-Tagil (Oural). Capital : 30-35 millions de roubles.

L'usine de machines agricoles à Votkinsk pour la production de 10.000 semeuses, 10.000 batteuses et 10.000 vans. Capital : 7-8 millions de roubles.

Chantier naval à Sarepta, sur la Volga. Capital : 11 millions de roubles.

Une chaudronnerie pour la construction des chaudières à haute pression à Stalingrade (Tzaritzine).

Usine pour la construction des presses d'imprimerie et d'autres appareils pour les imprimeries.

Usine pour la fabrication des montres et horloges.

Usines de machines à écrire à Moscou et à Léninegrad (Pétrograd), produisant 10.000 machines par an. Capital à investir : 4-5 millions.

Usines pour la fabrication des instruments chirurgiques et pour des appareils de mesurage de précision dans le centre de la Russie.

Usine pour la fabrication de l'outillage pour les sucreries et pour les distilleries de l'Ukraine. Capital : 2 millions.

Usine pour la fabrication de l'outillage des usines de ciment, de porcelaine, de verre, etc., dans le centre; usine pour la fabrication de l'outillage de l'industrie des allumettes dans la même région; usine pour les tanneries.

Usine pour la construction des appareils de levage, monte-charges, des transporteurs et appareils de transport. Capital : 5 millions.

Usine pour la fabrication des bicyclettes dans le centre de la Russie, avec la production de 100.000 à 500.000 pièces par an. Capital à investir : 5 millions de roubles.

III. — STATIONS CENTRALES ÉLECTRIQUES

On propose la construction de onze usines, savoir :

Centrale hydroélectrique de Svir, de 80.000 kw., sur la rivière Svir, pour alimenter Léninegrad (Pétrograd).

Centrale électrique de Tcheliabinsk, de 60.000 kw., alimentée par la houille locale. Les consommateurs futurs seraient les houillères, mines et usines de cette région de l'Oural.

Centrale hydroélectrique de Ryon, près de Koutaïse (Géorgie), de

29.000 kw., sur la rivière Ryon. Consommateurs prévus : l'industrie de manganèse de Tchiatouri, ville Koutaïce et les chemins de fer de la région.

Centrale hydroélectrique de 27.000 kw. sur la rivière Biélaïa, à 38 kilomètres de Maïkop. Consommateurs prévus : l'industrie locale.

Centrale hydroélectrique de 20.000 kw. de Baksan (Caucase du Nord), pour alimenter la station balnéaire et thermale de Kislovodsk et l'industrie locale.

Centrale électrique de 150.000-300.000 kw pour Moscou. Elle travaillerait en utilisant la houille de la région.

Centrale électrique de Briansk. Elle utiliserait la tourbe de la région.

Centrale hydroélectrique de Stalingrad (Tzaritzine), de 44.000 kw.

Centrale électrique de Kara-Sakhal (Azerbeïdjan), de 15.000 kw.

Centrale électrique de Dniepropetrovsk (Ekatérinoslav), de 22.000 kw. Elle utiliserait le charbon du Donetz.

Centrale électrique d'Ossinovka, qui utiliserait la tourbe de cette localité.

IV. — INDUSTRIE DE TRANSFORMATION

Industrie électro-technique. — Le programme prévoit la construction de huit usines nouvelles, dont :

Une usine de petites machines et moteurs jusqu'à 0,25 kw de puissance.

Une usine d'accumulateurs.

Une usine pour la fabrication des matériaux pour les installations électriques.

Une usine pour la fabrication des appareils de chauffage.

Une usine de matériaux d'isolation.

Trois usines pour la fabrication : des appareils d'éclairage, des appareils d'électrothérapie, des appareils à haut voltage.

Industrie chimique. — L'exploitation du gisement de potassium de Solikamsk (Oural).

Tanneries. — Dans la république des Tartares (Gouvernement de Kazan), on propose la construction d'une tannerie pour la fabrication du chevreau. Capital : 1,7 million. Dans différentes localités, on

propose la construction de 8 usines pour la fabrication des matières à tanner.

Industrie du ciment. — On propose la construction de six usines de ciment.

Papeteries. — La construction des usines pour la fabrication de la cellulose avec ou sans exploitation des massifs forestiers à Arkhangel, à Kotlass et dans la région de la rivière Mesegne.

Verreries. — La liste prévoit la construction de six usines.

Industrie du sucre. — On propose la construction des sucreries avec le droit d'exploiter la quantité nécessaire de terres pour la betterave dans le Caucase du Nord, dans l'Altaï (Kazakstan) et en Kirgizie (Gouvernement d'Orenbourg).

V. — TRANSPORTS

Les concessions ferroviaires projetées sont les suivantes : 1° Ob-Mer Blanche : 2.225 kilomètres, pour l'exportation du bois; 2° Alexandroff-Gaï-Tchardjoui : 1.918 kilomètres, ligne qui doit desservir le pétrole d'Emba et les plantations de coton de l'Asie Centrale; 3° Saratoff-Millerovo : 586 kilomètres pour l'exportation des céréales; 4° Telben-Kouznetzk : 101 kilomètres; 5° Barnaoul-Kouznetzk : 348 kilomètres. Les deux dernières concessions vont de pair avec les concessions houillères et métallurgiques de l'Altaï.

(L'exploitation des lignes nouvelles sera soumise au statut général des chemins de fer de l'U.R.S.S. Le pouvoir soviétique prend sur lui la garantie du capital d'obligations pour toute la durée de la concession.)

On propose également au capital étranger la construction du canal Volga-Don.

VI. — AGRICULTURE ET CONCESSIONS FORESTIÈRES

La liste comprend dix concessions d'irrigation et d'assèchement des terres, qui sont envisagées de préférence sans le droit d'exploiter les terres irriguées ou desséchées, et dix-neuf concessions forestières comprenant les massifs forestiers de Koïnass, dans le bassin de la

rivière Méségne, 600.000 hectares; les massifs d'Oudar, dans la région de Kome, 165.000 hectares; la région de la Petchora, 5 millions d'hectares; la région d'Ijmène, dans le bassin de la rivière Kome, 2 millions d'hectares, et les massifs forestiers qui entraînent dans les concessions liquidées de Russangloless et de Russhollandoless.

La plupart des objets éventuels des concessions consistent dans l'exploitation des gisements non exploités ou dans la construction d'entreprises neuves. Toutefois, la disette de métaux ⁽¹⁾ amena le Gouvernement soviétique à consentir une exception importante à cette règle générale : les usines métallurgiques de la Russie Méridionale et de l'Oural et les mines de fer du Krivoï-Rog ont été inscrites au programme.

424. — En septembre 1928, le Comité Principal des Concessions avait élaboré, en outre, un plan provisoire de concessions d'entreprises municipales, embrassant 60 des principales villes de l'U.R. S.S. ⁽²⁾. Le 4 janvier 1929, le Conseil des Commissaires du Peuple sanctionna ce programme qui comporte 6 parties :

1° Transports. Le plan envisage 19 concessions possibles et un investissement total de 119.500.000 roubles, dont 30 millions pour le métro de Moscou.

2° Centrales électriques. Le plan envisage 9 concessions possibles et un investissement total de 54.000.000 de roubles.

3° Distributions d'eau. Nombre de concessions 21, investissement prévu 51.800.000 roubles.

4° Egouts. Nombre de concessions 21, investissement prévu 66.200.000 roubles.

5° Usines à gaz. Nombre de concessions 15, investissement prévu 91.100.000 roubles.

6° Abattoirs et annexes. Nombre de concessions 6, investissement prévu 29.300.000 roubles.

Soit, au total, 91 concessions, d'un montant de 412.600.000 roubles.

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 9 octobre 1928.

(2) *Torg. Prom. Gazeta* du 28 septembre 1928. Parmi les centres à outiller se trouvent, entre autres, Moscou, Léninegrad, Kiev, Kharkoff, Odessa, Tiflis, Rostof-sur-Don, Tachkent.

425. — La publication des « objets de concessions » ne constituait pas un changement de principe, puisque le programme proposé n'était pas exclusif. Les capitalistes étrangers conservaient la possibilité d'entrer en pourparlers avec le Gouvernement Soviétique en vue de n'importe quelle autre concession d'entreprise de leur choix.

En effet, dans la chasse acharnée aux capitaux étrangers, nécessaires pour le maintien de l'économie soviétique, le Conseil des Commissaires du Peuple ne s'est pas arrêté aux listes analysées de toutes sortes d'entreprises, existantes ou futures. A plusieurs reprises, des extensions nouvelles des concessions projetées furent décidées et publiées.

Ainsi, l'« *Economitcheskaïa Jizn* » ⁽¹⁾, en constatant que « la population des villes de l'U.R.S.S., du 1^{er} janvier 1925 au mois de décembre 1926, est passée de 22.979.875 âmes à 26.997.355, ce qui représente un accroissement annuel de 8 % », en déduisait que « le capital étranger pourrait avantageusement trouver à s'employer en U.R.S.S. soit dans les concessions de construction de maisons d'habitation pour le compte des autorités locales, soit en édifiant des maisons, en vue d'une exploitation directe ultérieure ». L'organe gouvernemental fait observer que « la surface de logement affectée à chaque habitant est actuellement de 5,53 mètres carrés. On estime que dans 5 ans cette surface n'aura pas augmenté de plus de 3 à 5 %, même si le programme envisagé, qui comporte une dépense de 3 milliards 1/2 de roubles, parvient à être exécuté. D'autre part, les ouvriers spécialistes, les employés des administrations, les personnes adonnées aux professions libérales ou celles qui sont expulsées des immeubles municipalisés parce que leurs revenus dépassent 3.000 roubles par an, fourniraient une clientèle suffisante pour assurer aux propriétaires étrangers un revenu rémunérateur. d'autant plus que la législation en vigueur accorderait à ceux-ci toute latitude d'exploiter leurs immeubles à leur gré... »

En juillet 1929, les concessions des métaux de couleur au Kazakhstan, des gisements de bauxite et de la production d'aluminium ont été ajoutées à toutes celles prévues précédemment ⁽²⁾.

(1) Numéro du 27 février 1929 : *Concessions de maisons d'habitation*.

(2) *Economitcheskaïa Jizn* du 17 juillet 1929.

En janvier 1930 ⁽¹⁾, apparaît la liste complémentaire des concessions ayant pour objet l'aménagement des villes soviétiques d'Extrême-Orient : Vladivostok, Khabarovsk, Blagovechtchensk, Nikolsk sur Oussouri, Tchita.

En avril 1930, le rapport de la Direction des voies de communications ⁽²⁾ envisage la construction de routes d'un type perfectionné, avec l'aide de concessionnaires. Le projet prévoit la dépense, en cinq ans, d'une somme coquette de 7 milliards 1/2 de roubles pour la construction des routes et la réfection des rues.

SECTION CINQUIÈME

Efforts du Gouvernement Soviétique en 1928 : Contrat type

En faisant connaître au monde capitaliste que le Conseil des Commissaires du Peuple vient d'approuver le programme élargi des concessions, la « Tass » ⁽³⁾, publia également la recommandation adressée par le Conseil au Comité Principal des Concessions, qui devait dorénavant « faire preuve d'un maximum de bienveillance à l'égard des concessionnaires et leur consentir des facilités de toute sorte ».

Le contrat-type, arrêté par le Conseil des Commissaires du Peuple, accordait aux concessions projetées les avantages ci-après ⁽⁴⁾ :

1° Elles auront droit à la vente libre des produits, sauf le droit de priorité d'achat, réservé à l'Etat, aux conditions qui garantissent le bénéfice du concessionnaire.

2° Elles bénéficieront de l'octroi de facilités douanières pour l'importation des instruments, outils, matières premières, dans le cas où il serait impossible d'obtenir les objets nécessaires en U.R.S.S.

« Les licences pour l'importation, dans chaque cas particulier, doivent être délivrées dans le délai le plus court, ne dépassant pas un mois dans aucun cas ».

3° « Pour faciliter au concessionnaire la possibilité d'exporter des fonds et valeurs à l'étranger, dans les limites prévues par le contrat

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 30 janvier 1930.

(2) *Izvestia* du 21 avril 1930.

(3) Agence Télégraphique de l'U.R.S.S., Radiotélégramme du 15 septembre 1928, cité d'après l'*Economitcheskaja Jizn* de la même date.

(4) Citons d'après le texte paru dans l'*Economitcheskaja Jizn* du 15 septembre 1928

de concession, le Comité Principal des Concessions et le Commissariat des Finances sont engagés à assurer la satisfaction opportune des demandes du concessionnaire. Le Commissariat des Finances doit examiner ces demandes sans délai... »

4° « Le Comité Principal des Concessions est engagé à établir les taux de redevance en nature ou en argent de manière à assurer le développement normal et le revenu satisfaisant des entreprises concédées ».

5° « Les conditions du travail, l'embauchage et le congédiement des ouvriers, le règlement des conflits et l'assurance sociale pour les entreprises concédées, tout ceci sera à l'avenir (comme c'est actuellement) réglé d'après le Code du Travail et les lois et décrets respectifs du gouvernement, ainsi que d'après les contrats collectifs ou autres conventions du concessionnaire avec des Syndicats ouvriers. Ces conventions vont embrasser tous les ouvriers et employés travaillant dans la concession. L'embauchage des ouvriers, manœuvres et spécialistes, ainsi que des employés, devra être effectué par l'intermédiaire des organes du Commissariat du Travail: dans une certaine proportion, d'après les clauses du contrat collectif, peut être admis l'embauchage libre. Les concessionnaires seront autorisés à embaucher des ouvriers d'une haute qualification et le personnel technique et administratif parmi les citoyens étrangers, d'après les normes prévues dans le contrat de la concession ».

6° « Les concessions accordées sont tenues de travailler avec des matières premières de provenance intérieure. Le travail avec les matières premières importées ne sera admis que dans le cas où l'importation de ces matières ou la production basée sur ces matières seront reconnues comme indispensables. Comme cas particulier, on admettra l'octroi de concessions travaillant avec des matières premières importées, si l'importation des matières premières et des demi-produits étrangers peut-être compensée par l'engagement du concessionnaire d'exporter à l'étranger une quantité correspondante des produits finis. De cette manière, l'acquisition des matières premières à l'étranger ne demandera pas l'exportation des fonds à l'étranger. Et en général, si le Comité Principal des Concessions le juge compatible avec le caractère d'une concession donnée, il va insister pour qu'on introduise dans le contrat de la concession l'enga-

gement du concessionnaire d'exporter à l'étranger une certaine partie de sa production. »

7° Les charges prévues au contrat-type : redevances proportionnelles à la production, loyer pour les entreprises concédées, participation du Gouvernement aux super-bénéfices, paiement des taxes et impôts, gouvernementaux et locaux, dont l'impôt sur le revenu, pourront, dorénavant, être remplacées par une taxe unique et forfaitaire sur le chiffre d'affaires.

Parmi toutes ces dispositions, annoncées à grande pompe comme « avantages nouveaux considérables », seule la dernière est une innovation. Les autres sont de simples recommandations dont les termes sont bien imprécis, ou bien elles présentent une simple périphrase des clauses précédemment admises dans les différents contrats de concession ⁽¹⁾. Certains des avantages antérieurs paraissent même bien amoindris dans le contrat-type.

Ainsi, une décision spéciale des autorités devient nécessaire dans chaque cas particulier, pour l'admission des importations. Or, auparavant, un droit général d'importer librement l'outillage sans licences et sans payer le droit de douane, fut accordé maintes fois aux concessionnaires (Harriman, Lena Goldfields et autres).

L'embauchage libre des ouvriers n'est prévu que dans une certaine proportion. Dans quelques-uns des contrats antérieurs, le recrutement du personnel fut laissé, en totalité, à l'appréciation du concessionnaire (Harriman).

426. — Nous venons de voir que les règles qui, d'après le Gouvernement Soviétique, devaient amener un changement radical de sa politique antérieure ne comportaient, en fait, presque aucune innovation. Il nous reste à analyser les clauses du contrat-type qui n'ont pas fait l'objet des communications de la « Tass », ni des articles de la presse soviétique. Ce sont les paragraphes qui maintiennent point par point la doctrine suivie auparavant en matière de concessions. La codification de ces pratiques rigoureuses n'allait pas, là encore, sans une certaine aggravation des charges, savoir :

1° Le contrat-type prévoit la fixation, pour chaque concession, d'un minimum du capital à investir dans un délai déterminé. Tous les

(1) Voir l'analyse ci-dessus, paragraphes 401 à 408.

transferts doivent être faits par l'entremise de la Banque de l'Etat et au cours officiel du rouble tchervonetz. La possibilité, dont ont profité, auparavant, certains concessionnaires, de se procurer des devises russes en U.R.S.S. même, se trouve rigoureusement exclue ⁽¹⁾.

2° L'obligation de constituer et de remettre au Gouvernement, en fin d'exploitation, un « fonds d'amortissement », subsiste.

3° La clause conférant au Gouvernement le droit de reprendre la concession, sans indemnité, en cas de non exécution par le concessionnaire des stipulations du contrat, est également maintenue.

4° Enfin, le paragraphe VII des décisions du Conseil des Commissaires du Peuple déclare sans ambages :

« Le but de l'octroi des concessions est d'attirer des capitaux étrangers en U.R.S.S. Pour cette raison, le Conseil des Commissaires du Peuple a chargé le Comité Principal des Concessions d'exiger que les concessionnaires investissent dans les concessions en U.R.S.S., exclusivement des capitaux de provenance étrangère. Cependant, on accordera au concessionnaire la possibilité d'employer les bénéfices obtenus par le travail en U.R.S.S., sur l'élargissement de ses entreprises ou sur l'organisation de nouvelles entreprises en U.R.S.S. ».

Le « veto », opposé aux ouvertures des crédits et à l'escompte des traites par les banques soviétiques, est non seulement maintenu, mais devient dorénavant un principe annoncé à l'avance aux postulants-concessionnaires. L'espoir de restreindre, par cette prohibition, l'exportation des bénéfices éventuels, perce nettement dans la deuxième partie de la décision.

SECTION SIXIÈME

Efforts du Gouvernement soviétique en 1928 : Campagne de presse en faveur des concessions étrangères

427. — Il y avait certainement une contradiction entre la prétention du Gouvernement Soviétique de maintenir intacts les principes rigoureux de la politique concessionnaire, tels qu'ils ressortent du contrat-type, et les vastes espérances que la publication d'un ample

(1) Paragraphe VII des décisions du Conseil des Commissaires du Peuple.

programme de concessions laissait entrevoir ⁽¹⁾. Elle n'a pas échappé à l'attention des Commissaires du Peuple.

Aussi, une vaste campagne de presse fut-elle entreprise pour séduire les capitaux étrangers et démontrer, en même temps, la loyauté de l'attitude des Soviets à l'égard des concessionnaires.

Le style des tracts, brochures et publications, rédigés dans ce but, est fort curieux. Il abonde, en général, de superlatifs qui font penser à une réclame commerciale, adressée à tout venant » ⁽²⁾.

PUBLICATIONS FAISANT RESSORTIR LES BÉNÉFICES ÉLEVÉS DES CONCESSIONS

428. — La campagne de presse fut ouverte par l'article de l' « *Economitcheskaja Jizn* » intitulé « La pratique des concessions et l'attaque impérialiste » ⁽³⁾. En voici le passage essentiel :

« Il y avait des cas où les entrepreneurs retardaient la signature « des conventions déjà arrêtées. Ce phénomène a eu lieu, même pour « les contrats d'aide technique, contrats où nous figurons comme « acheteurs, en payant les patentes et l'expérience technique des « étrangers, auxquels nous ne demandons aucun investissement de « capitaux.

« Le Comité Principal des Concessions est actuellement en posses-

(1) Voir, par exemple, l'étude de M. EFIMOV, *Les objets de notre plan de concessions à exécuter d'urgence et en premier lieu*, dans l'*Economitcheskaja Jizn* du 17 juillet 1929. L'auteur, rédacteur influent de cet organe officiel, fait entrer dans la catégorie de ces concessions extra-urgentes 35 objets exigeant un capital de premier établissement dépassant 1 milliard de roubles.

(2) Citons-en, au hasard, quelques exemples : « Les bénéfices élevés de ces entreprises (il s'agit de 17 concessions soviétiques) attestent de la façon la plus probante que le capital étranger peut trouver dans l'U.R.S.S. une excellente application (*Vie Economique des Soviets*, n° 72, du 24 avril 1928); le Gouvernement Soviétique fait appel aux capitaux étrangers « pour une exploitation intense de la richissime région d'Emba qui abonde en pétrole de la plus haute qualité » (*Bulletin d'informations de la Tass* du 18 février 1928).

« L'octroi aux concessionnaires d'une série d'avantages, le développe-
« ment rapide des villes, qui assure l'accroissement continu de la con-
« sommation de la production des entreprises, ainsi que l'accroissement
« du bien-être de la population, tout ceci crée des conditions très favorables
« pour le développement des entreprises concédées et assure un bénéfice
« considérable et toujours croissant » (souligné dans l'original). (Décision du Conseil des Commissaires du Peuple du 4 janvier 1929, approuvant le plan provisoire des concessions d'entreprises municipales).

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 1^{er} avril 1928.

« sion de 17 bilans de concessions industrielles arrêtés, au 1^{er} octo-
« bre 1927, par les concessionnaires eux-mêmes. Que nous disent
« ces bilans ?

« L'essentiel peut être résumé dans le tableau suivant (en milliers
« de roubles) :

MISE DE FONDS			CRÉANCIERS	DÉBITEURS	CHIFFRE D'AFFAIRES annuel	BÉNÉFICES net
CAPITAL social	CAPITAL circulant	TOTAL				
6.213	7.271	13.484	3.600	2.925	28.434	4.752

« La rentabilité moyenne est donc de 76,5 % par rapport au capi-
« tal social, et de 35,2 % par rapport aux capital social et capital
« circulant réunis.

« Les contrats de concession remontent à 1925. Les concessions
« en question sont donc dans leur 2^e ou 3^e année d'existence.

« Sur les 17 entreprises en question, aucune n'accuse de déficit.
« La rentabilité minima s'établit à 30 % par rapport au capital so-
« cial et à 12 % par rapport aux capital social et capital circulant
« réunis... »

429. — L'article ne précise ni les noms des concessions dont les
bilans furent ainsi groupés, ni le principe, d'après lequel elles ont été
choisies dans l'ensemble des entreprises concessionnaires.

Quant à l'industrie lourde, l'article est encore plus succinct. Après
avoir indiqué qu'elle exige une période d'organisation plus prolongée,
l'article donne sur l'activité des grandes concessions quelques
chiffres, sans grande signification. On apprend ainsi que :

« La Lena Goldfields a extrait, en 1926-1927, 93 millions de gram-
« mes d'or, dont elle a exporté pour 2.413.000 roubles. Le total de
« la production de la société en 1926-1927 doit être évalué à 17 mil-
« lions de roubles environ.

« La Société « Tetukhe Mining », qui s'occupe de l'extraction des
« métaux de couleur en Extrême-Orient, en a exporté, en 1926-1927,
« 54.000 tonnes et prend des mesures pour étendre l'entreprise sen-
« siblement au-dessus de ses obligations contractuelles,

« La Société « Manganèse de Géorgie » a réalisé, en 1926-1927, « une production évaluée à 14 millions de roubles. »

430. — Le Conseil du Travail et de Défense, institution économique supérieure de l'U.R.S.S., ne trouvait que ces renseignements sommaires à publier dans son organe, pour démontrer le succès des concessions étrangères. Ces mêmes renseignements furent reproduits et remâchés maintes fois par la presse officielle.

Toutefois, la « Vie Economique des Soviets », organe de la Représentation Commerciale des Soviets à Paris, y apporta, un mois plus tard, certaines précisions ⁽¹⁾. Comme ses patrons de Moscou, la revue prône surtout les bénéfices de l'industrie légère :

« Le résultat, ici, s'accuse dès le début. L'examen des balances « commerciales de ces entreprises concessionnaires atteste le taux « très élevé de leurs bénéfices. Leurs bénéfices nets pour l'exercice « 1926-1927 ont été, en moyenne, de 57,6 %. Certaines autres ont « même dépassé cette moyenne. Abstraction faite des conditions gé- « nérales qui assurent un taux de bénéfice élevé, ce dernier dépend « également de la solidité financière et technique de l'entreprise en « question. Ainsi, par exemple, la fabrique de crayons américaine « Hammer rapporte 70 % de bénéfice net. Le bénéfice net de la So- « ciété suédoise S.K.F., pour la fabrication des roulements à billes, « s'élève à 62 %. Les entreprises qui fabriquent des objets d'usage « courant, objets en celluloïde, boutons, peignes, rapportent 99 % « (Société de Tchenstokhov), 50 % (Raabe), 51 % (Cellugal), 50 % « (Novik), etc. Le bénéfice élevé de ces entreprises atteste, de la façon « la plus probante, que le capital étranger peut trouver, dans l'U.R. « S.S., une excellente application ».

431. — Deux semaines plus tard, la revue publiait un nouvel article : « Les concessions étrangères dans l'U.R.S.S. peuvent-elles fournir de hauts profits ? » ⁽²⁾.

C'était un nouvel essai de persuader les lecteurs que les concessions étrangères en U.R.S.S. prospèrent et qu'elles donnent des bénéfices plus importants que les entreprises industrielles en Allema-

(1) N° 72 de cette *Revue bi-mensuelle pour le développement des relations franco-soviétiques*, Paris, le 24 avril 1928.

(2) N° 73 de la *Revue*, Paris, le 5 mai 1928.

gne et en Angleterre. Cette thèse est toujours illustrée par l'exemple de 17 concessions et de leur bénéfice, 35,2 %, réalisé en 1926-1927.

432. -- La Banque d'Etat de l'U.R.S.S. en 1929 opère toujours avec les éléments se rapportant à 1926-1927 et jugés particulièrement favorables ⁽¹⁾ :

« Si nous passons maintenant aux résultats financiers de l'activité des concessions industrielles, nous remarquerons qu'en 1925-1926, neuf entreprises réalisaient un bénéfice de 2.445.200 roubles et une entreprise a donné un déficit se montant à 3.000 roubles. L'exercice 1926-1927 s'est terminé, pour 18 entreprises, par un bénéfice de 8.654.600 roubles, et pour 3 entreprises, avec un déficit de 210.600 roubles.

« Si nous considérons les données concernant la rentabilité des entreprises, nous constaterons qu'elle est très élevée. Sur 9 millions de roubles investis au 1^{er} octobre 1927, le bénéfice s'élève à 8.400.000 roubles, soit plus de 90 % du capital investi. Même si l'on tient compte que le Trésor prélève sur les bénéfices nets, sous forme d'impôt sur le revenu et sur le surprofit, une somme formant tout au plus 30 % des bénéfices, c'est-à-dire 2.500.000 roubles, il s'ensuit qu'après la défalcation des impôts il reste aux propriétaires des concessions environ 6 millions de roubles sur un capital investi de 9 millions, soit un bénéfice net d'environ 66 %. Même si nous remarquons que parmi les sommes provenant de l'Etranger, toutes ne sont pas reçues sous forme d'emprunt, ou de crédit, mais qu'une partie d'entre elles représente des placements (seulement temporaires) de sommes appartenant aux propriétaires des concessions, nous arrivons cependant à la conclusion que pendant la première année de leur travail, la majorité des concessions industrielles ont fourni, après défalcation de tous les impôts et taxes, un bénéfice moyen non inférieur à 55-60 %. Cette rentabilité *témoigne des conditions très avantageuses du fonctionnement des concessions industrielles dans l'U.R.S.S.* »

433. — A l'appui de sa thèse, l'étude faite par la Banque de

(1) Banque d'Etat de l'U.R.S.S., *Bulletin Economique*, IV^e année, n° 12, pages 2-3, Moscou, le 31 mars 1929 (en français).

l'Etat ⁽¹⁾ fait ressortir deux raisons de ces profits élevés : la majoration élevée à la vente des prix de revient et les privilèges fiscaux accordés aux concessionnaires. On y lit notamment :

« L'examen du compte des profits et pertes des concessions industrielles fournit encore quelques données intéressantes. Le bénéfice global des concessions industrielles pour 1926-1927 atteint 15.763.300 roubles, formés pour la majeure partie de bénéfices provenant de la réalisation des marchandises de leur propre fabrication (13.585.900 roubles). Etant donné que le montant des marchandises réalisées en 1926-1927 s'élève à 26.800.000 roubles aux prix de vente, on peut supposer que la majoration sur le prix de revient équivaut à 100 %.

« En outre, le prélèvement revenant au gouvernement, en compensation de l'attribution de la concession, forme seulement 1.419.100 roubles et les divers impôts et taxes (en dehors de l'impôt sur le revenu et sur le surprofit) 426.000 roubles. De cette façon, en prenant en considération les conditions favorables pour les produits industriels dans l'U.R.S.S. et la marge entre le prix de vente et le prix de revient, il convient de souligner que les *charges fiscales des concessions se trouvent considérablement allégées et ne sont nullement une entrave au développement de l'entreprise, mais au contraire sont la preuve des prérogatives réelles accordées par l'Etat aux concessions industrielles dans le domaine fiscal* » ⁽²⁾.

434. On constate ainsi que la démonstration de la Banque de l'Etat va à l'encontre de son but.

Ni les abus des vendeurs, mettant à profit la disette des marchandises pour doubler les prix, ni les « prérogatives réelles dans le domaine fiscal », ne peuvent servir de base solide à une activité industrielle normale.

Ces faits démontrent, au contraire, toute la fragilité des « paradis artificiels » de quelques petites entreprises concessionnaires.

Il résulte du rapport de M. Ksandrov, au Conseil des Assemblées de l'Industrie et du Commerce, qu'au cours de l'exercice 1927-1928,

(1) Banque de l'Etat de l'U.R.S.S., *Bulletin Economique*, iv^e année, n^o 12, pages 3-4, Moscou, le 31 mars 1929 (en français).

(2) Souligné comme dans le texte.

cette situation anormale est demeurée sans changement⁽¹⁾. D'après le rapporteur, « les concessions se divisent en deux catégories :

1° Celles qui travaillent pour l'exportation. Elles n'ont pas encore « trouvé jusqu'ici les formes convenables à leur développement.

2° Celles qui fournissent le marché intérieur. Elles sont exceptionnellement rémunératrices. Un bénéfice de 30 à 35 % est normal et très souvent on constate un bénéfice de 150 % et même de 400 %. On peut citer comme exemple la concession de S.K.F. (roulements à billes). Ayant investi 2 millions de roubles environ, elle a réalisé, en 1927-1928, un bénéfice net de 2.400.000 roubles... »

« Il est évidemment de l'intérêt de l'U.R.S.S. », a déclaré M. Ksandrov, « de réduire ces bénéfices énormes, mais il n'est possible d'y arriver que par des mesures économiques raisonnables et par le « renforcement de la concurrence de la part de l'industrie d'Etat. »

435. — En attendant ce renforcement de la concurrence, la presse soviétique publiait les balances des 22 concessions de l'industrie de transformation pour l'exercice 1927-1928⁽²⁾. Ces balances faisaient ressortir un bénéfice de 12 millions de roubles contre 6 millions 1/2 en 1926-1927. La valeur de la production des 19 concessions, établie d'après les prix de revient, est passée de 14.460.000 roubles en 1926-1927 à 31.856.000 roubles en 1927-1928.

En même temps, on apprenait au public que⁽³⁾ « le Gouvernement de l'U.R.S.S. attache une importance particulière à la liquidation des difficultés d'approvisionnement en matières premières. En conséquence, certaines concessions ont été inscrites, au plan d'approvisionnement, au même titre que les entreprises d'Etat.

D'autre part, le Gouvernement a ordonné à l'industrie soviétique d'organiser la production des fournitures, dont l'industrie concessionnaire éprouve le besoin, et plus particulièrement celle du celluloïd et de la gallecite... »

Quant à l'industrie minière, l'étude en question considérait « qu'il est encore prématuré de parler de leurs résultats commerciaux »,

(1) Rapport du 24 septembre 1928, publié dans la *Pravda* du 26 septembre 1928.

(2) *Torg. Prom. Gazeta* du 27 mars 1929 : *Les résultats commerciaux de l'activité des concessionnaires.*

(3) *Idem.*

les 14 concessions en activité se trouvant dans la période d'organisation, d'installation ou de prospection. « Le capital investi dans cette branche s'élève, en tout, à 28 millions de roubles, dont 10,8 millions ont été engagés en 1926-1927. La vente de leur production a atteint, en 1927-1928, une valeur de 20,5 millions de roubles, dont 5 millions réalisés par des ventes à l'étranger. En 1926-1927, cette valeur a été de 32 millions de roubles, dont 1,85 million à l'exportation. Cinquante pour cent des ventes revenaient à la concession de la Lena Gold-fields ».

L'ENQUÊTE SUR L'ACTIVISATION DE LA POLITIQUE CONCESSIONNAIRE DE L'U.R.S.S.

436. — Pour faire ressortir les arguments susceptibles de favoriser la mise en œuvre du nouveau programme de concessions, les « *Izvestia* » ont entrepris une enquête, dont les éléments furent reproduits dans toute la presse officielle ⁽¹⁾. Les interviews publiés comportent, d'une part, les déclarations des membres influents du Gouvernement Soviétique, d'autre part, celles des directeurs de certaines concessions.

437. — Dans ces interviews, le Commissaire du Peuple à l'Agriculture, M. Koubiak, cherchait à attirer l'attention du capital étranger sur les concessions forestières. Il précisa que 13.851.500 hectares de forêts, avec une production annuelle de 8,5 à 9 millions de mètres cubes de bois, sont compris dans le programme de concessions. Le Commissaire du Peuple à l'Intérieur, M. Tolmatchef, estimait à 2 milliards de roubles les investissements possibles des capitaux étrangers dans les concessions des entreprises municipales. Le membre du Présidium du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale ⁽²⁾ de l'U.R.S.S., M. Aralov, qui est en même temps le Directeur des Services étrangers de ce Conseil, déclara que « le pouvoir soviétique ne considère pas les concessions comme des entreprises privées, dont le travail et les succès lui sont indifférents. Le travail des entreprises concessionnaires est conçu comme une collaboration intelligente et amicale de l'entrepreneur étranger avec les organes économiques de

(1) *Izvestia, Pravda, Economitcheskaja Jizn et Torg. Promychlennaja Gazeta* des 9, 12 et 13 octobre 1928.

(2) « *Sovnarkhoze* » de l'U.R.S.S.

l'Etat ». En affirmant que le Gouvernement est prêt à « prendre des mesures pour établir une saine collaboration avec les sociétés de capitaux étrangères », M. Aralov reconnaissait que « les résultats acquis, quant à la participation des capitaux étrangers dans notre industrie, sont encore, somme toute, très insignifiants, par rapport à la masse que constitue l'industrie étatisée ». Il envisageait toutefois l'avenir avec optimisme.

Les attestations des concessionnaires consultés, représentants des Sociétés « Lena-Goldfields », « S.K.F. », « Simp », « Nobel français », « Cellugal », « Novik et Gesundheit », « Ragaz », « Stock », « Berger et Wirth », « Altmann » et autres, témoignaient, de leur côté, de l'attitude extrêmement bienveillante du pouvoir soviétique à leur égard, du soutien constant et de l'appui officiel aux moments difficiles. Ils se déclaraient satisfaits des conditions du travail dans l'U.R.S.S.

Le D^r Hammer, directeur-administrateur de la concession américaine du même nom, spécialisée dans la production des plumes et des crayons, est allé même jusqu'à soutenir que les conditions du travail en U.R.S.S. sont meilleures que partout ailleurs. « Grâce à la bonne organisation des ouvriers et à l'esprit de discipline qui les pousse à exécuter strictement les instructions de leurs syndicats, toute possibilité de troubles ou de grèves est pratiquement exclue des mœurs soviétiques ».

438. — En dépit du caractère optimiste qui leur était imposé par les circonstances, les politesses et amabilités des concessionnaires n'en renfermaient pas moins des doléances discrètes. M. Mering ⁽¹⁾ a fait allusion aux difficultés rencontrées dans ses rapports avec le personnel. Si les ouvriers aux pièces donnaient satisfaction, on ne pouvait en dire autant de ceux qui travaillaient à la journée. M. Bernard Altmann ⁽²⁾ exprima le vœu de voir constituer, auprès du Comité des Concessions, un organisme chargé du règlement des différends relatifs à la législation du travail. MM. Kassel ⁽³⁾ et Novik ⁽⁴⁾

(1) Chef de la concession « Prophopla », organisée par la Société industrielle des Matières plastiques et reprise par la « Société Nobel française ».

(2) Chef de la concession autrichienne.

(3) Société allemande « Cellugal ».

(4) Société Novik et Gesundheit.

ont abordé la question particulièrement délicate de la non admission à l'escompte des traites remises par les organismes soviétiques aux concessionnaires en paiement des fournitures. Ils ont fait ressortir la gêne qui en résulte pour l'activité des concessions. Enfin, M. Hammer lui-même, malgré son évident désir de plaire, n'a pas pu dissimuler que les rapports avec les ouvriers, en particulier avec ceux qui travaillent à la journée, étaient parfois difficiles. Il s'est plaint également de la lenteur de négociation des contrats de concession.

La « Torg. Prom. Gazeta » elle-même ⁽¹⁾ reconnaissait le bien fondé de ces observations, mais laissait comprendre que le contrat-type récemment publié et la bonne volonté du Gouvernement Soviétique triompheraient de tous les obstacles.

Toute la campagne de presse, d'ailleurs, fut menée sous le signe d'un optimisme officiel ⁽²⁾. Les résultats de « la politique nouvelle » des concessions en furent d'autant plus décevants.

SECTION SEPTIÈME

Résultats décevants des mesures prises en 1928

439. — Les statistiques, antérieures à la publication du nouveau programme des concessions en 1928, faisaient ressortir la diminution de l'intérêt porté par l'étranger aux concessions soviétiques : 482 demandes de concessions en 1925-1926; 216 seulement en 1926-1927; 115 durant les 7 premiers mois de 1927-1928.

Malgré un réel effort de propagande, ni le nouveau programme du Conseil des Commissaires du Peuple, ni les promesses d'un traitement de faveurs ne changèrent rien à cet état de choses.

(1) Article de tête du 9 octobre 1928.

(2) Voir, en sus des articles et études déjà cités : l'*Economitcheskaja Jizn* du 2 février 1929, traitant les avantages du nouveau programme des concessions; *Pravda* du 26 mars 1929, article consacré au même sujet; *Economitcheskaja Jizn* du 27 octobre 1929, étude sur la production du gaz d'éclairage et le rôle éventuel des concessions dans cette branche; *La Vie Economique des Soviets* (revue parisienne, en français), du 5 juillet 1929 (article sur les concessions forestières) et du 20 avril 1929 (article sur les concessions dans le bassin du Donetz et dans les régions pétrolifères); *Economitcheskaja Jizn* du 2 octobre 1929, étude de M. NESTERENKO, *Des moyens d'attirer le capital étranger dans l'agriculture*; *Torg. Prom. Gazeta* du 27 octobre 1929, étude de M. SEGLINE, *Activisation des concessions : la production du gaz comme objet de concession*.

Les éléments publiés dans différentes sources officielles ⁽¹⁾ peuvent être présentées sous la forme du tableau ci-après :

EXERCICES	NOMBRE DES DEMANDES			NOMBRE DES CONTRATS CONCLUS	
	CONCESSIONS	COLLABORA- TION technique	TOTAL	CONCESSIONS	COLLABORA- TION technique
1925-1926.....	461	21	482	31	7
1926-1927.....	184	32	216	12	15
1927-1928.....	152	48	200	10	20
1928-1929.....	144	63	207	11	25

440. — En 1927-1928 ⁽²⁾, en plus de 152 demandes de concessions formées durant l'exercice, le Comité Principal des Concessions en examina encore 79, formées en 1926-1927. Sur cet ensemble de 231 demandes :

78 ont été passées à d'autres Commissariats, comme n'ayant aucun trait au Comité;

63 ont été rejetées, pour des raisons d'ordre économique;

27 ont été rejetées, pour cause d'insuffisance du capital des postulants;

34 ont été abandonnées, pour cause de l'affaiblissement de l'intérêt des demandeurs pour les concessions soviétiques.

Les mêmes raisons ont présidé au rejet de 92 % des demandes formées en 1928-1929 ⁽³⁾.

Parmi les postulants, on trouve, en 1928-1929, 51 Américains, 44 Allemands, 17 Français, 17 Anglais, 12 Italiens. Les changements survenus dans la répartition des candidats par nationalité, n'ont entraîné aucune amélioration de la qualité des demandes. Le nombre des concessions accordées restait infime et le capital des postulants

(1) *Pravda* des 26 et 28 mars 1929; *Economitcheskaja Jizn* des 20 mai, 21 juillet et 27 octobre 1929; *Za Industrialisatziou* du 16 février 1930.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 21 juillet 1929.

(3) *Za Industrialisatziou* du 16 février 1930; *Economitcheskaja Jizn* du 27 octobre 1929.

fut souvent insuffisant. Par contre, les Américains et les Allemands penchaient de plus en plus vers les contrats de « collaboration technique », ne comportant aucun risque financier.

441. — Les 11 concessions, autorisées en 1928-1929, ne commencèrent pas encore leur travail durant cet exercice. Par contre, 9 concessions anciennes furent liquidées ⁽¹⁾, savoir :

1. Reche, concession commerciale allemande.
2. Concession aurifère américaine de l'ingénieur Wint.
3. Alamérico, Société commerciale mixte russo-américaine.
- 4 et 5. Deux sociétés anglaises « Miss ».
6. Landmann, traitement du houblon (concession allemande).
7. Hopter et Borgen, concession norvégienne aurifère.

8 et 9. Liquidation définitive des concessions forestières Russangloess et Russhollandoess, arrêtées depuis longtemps déjà.

Finalement, le nombre de concessions en activité diminua de 9 unités durant l'exercice 1928-1929. Vers la fin de 1929, il restait en marche 59 concessions, dont 13 sociétés mixtes. Sur ce nombre, on comptait 18 entreprises allemandes, 11 japonaises, 6 anglaises, 5 autrichiennes, 4 américaines.

Parmi les 59 entreprises en question, 46 étaient des concessions proprement dites et 13 des sociétés mixtes : 11 de ces concessions se consacraient à l'industrie minière, 11 à l'agriculture et à la pêche, 4 aux industries de constructions mécaniques et de transformation de métaux, 4 aux industries de bois.

En outre, 27 maisons étrangères ont été admises à faire des opérations en U.R.S.S. ⁽²⁾.

442. — L'importance économique des concessions en activité ressort du tableau ci-après ⁽³⁾ :

(1) *Za Industrialisatziou* du 16 février 1930.

(2) *Za Industrialisatziou* du 16 février 1930, article de M. Gourevitch.

(3) Rédigé d'après les sources ci-après : *Pravda* du 28 mars 1929; *Izvestia* et *Torg. Prom. Gazeta* du 7 octobre 1920, article intitulé : *Revenus du Gouvernement provenant des concessions étrangères*; *Economitcheskaja Jizn* du 28 octobre 1929; *Vie Economique des Soviets* des 20 avril et 20 juin 1929; *Za Industrialisatziou* du 16 février 1930; *Izvestia* du 26 mars 1927, Interview de M. Ksandrov.

EXERCICES	NOMBRE des CONCESSIONS en activité	CAPITAL INVESTI (en millions de roubles tchervonetz)	CHIFFRE D'AFFAIRES	BENEFICES des CONCESSIONS	REVENUS du TRÉSOR	NOMBRE D'OUVRIERS et employés
1925-1926 (au 1 ^{er} octobre 1926).	54	47	64	2,8	15,2	»
1926-1927 (au 1 ^{er} octobre 1927).	74	45	112	7	15,4	26.000
1927-1928 (au 1 ^{er} octobre 1928).	68	50	129	»	6,6	20.000
1928-1929 (au 1 ^{er} octobre 1929).	59	58	»	»	10,2	20.000

La baisse continue du rouble tchervonetz empêche de tirer une conclusion rationnelle des statistiques exprimées en cette monnaie.

Toutefois, la décroissance des revenus du Trésor, malgré l'augmentation du chiffre d'affaires des concessions, témoignait d'un sérieux allègement des charges fiscales. La possibilité d'éviter la diversité des impôts et taxes par l'acquiescement d'un forfait unique se fit sentir.

Les progrès minimes du capital investi et la stagnation du nombre des ouvriers ne sont pas précisément des signes de prospérité croissante. La pratique fiscale témoignait également d'une gêne certaine; au 27 octobre 1929, les sommes non rentrées sur l'exercice 1927-1928 atteignaient 2.007.500 roubles. En y ajoutant 2.162.200 roubles non versés encore au titre de l'exercice 1928-1929, on voit que 25 % des sommes inscrites au budget (16,8 millions de roubles, au total) n'étaient pas effectivement encaissées à la fin de ces deux exercices.⁽¹⁾

Dans l'industrie de transformation, 70 % des concessions seulement effectuèrent leurs versements sans retard; 30 % des concessionnaires s'en acquittèrent avec un retard moyen de 5 à 6 mois. La plus grande des concessions minières, la « Lena Goldfields », était aussi la moins exacte, quant au règlement des redevances ⁽²⁾.

443. — En présence de ces indices défavorables, la presse soviétique continuait cependant à publier certains bilans de concessions faisant ressortir des bénéfices exorbitants. Il s'agissait de petites fabriques produisant de menus objets de consommation courante.

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

Le Gouvernement soviétique voulait faire valoir la haute rentabilité des concessions. Les hauts profits, réalisés grâce au monopole du commerce extérieur par quelques petites entreprises de transformation, ne faisaient ressortir, somme toute, que les abus du système soviétique rançonnant le consommateur au profit de l'industrie étatisée. Les bilans publiés démontrent que les concessions étrangères savaient bien tirer parti de cet état des choses. Ainsi les bilans de la Société allemande « Stock et Cie Aktiengesellschaft » (fabrication des objets en celluloïd, des accessoires pour l'industrie de la chaussure, etc., etc.) accusaient les résultats ci-après ⁽¹⁾ :

	AU 1 ^{er} OCTOBRE 1927	AU 1 ^{er} OCTOBRE 1928
	roubles	roubles
Capital investi.....	341.080,77	330.427,35
Réserves.....	39.422,52	63.417,51
Bénéfices nets.....	263.215,49	1.089.166,10

La concession polonaise « Jan Serkovski » (fabrication de lampes et lanternes, à Pétrograd) réalisa également des profits élevés. Son développement se traduisait par les chiffres suivants ⁽²⁾ :

	AU 1 ^{er} OCTOBRE 1926	AU 1 ^{er} OCTOBRE 1928
	roubles	roubles
Capital investi et réserves.....	540.200	1.037.300
Bénéfices nets.....	305.000	630.000
Prix de revient global des produits vendus.....	1.252.200	1.919.200
Total des ventes réalisées.....	1.998.600	2.955.900

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 11 décembre 1929.

(2) D'après les *Izvestia* du 28 mai 1929.

La Société anonyme « Leo-Werke », de Dresde (fabrication des produits de la marque Chlorodont : pâte, poudre, elixir et savon dentifrice) alignait dans ses bilans des chiffres non moins suggestifs ⁽¹⁾ :

	AU 1 ^{er} OCTOBRE 1927	AU 1 ^{er} OCTOBRE 1929
	roubles	roubles
Capital investi.....	80.619	201.388,95
Ouverture de crédit par la Société Léo à sa filiale soviétique.....	258.881	non indiqué
Bénéfices nets.....	319.367	255.978,22

Le bilan au 1^{er} octobre 1929 de l'usine « Aga » (fabrication de rubans pour machine à écrire, du papier carbone, etc., à Pétrograd), exploitée par la Société « Alftan », de Helsingfors, accusait, pour un capital investi de 80.487,87 roubles et 69.415,50 roubles de réserves, un bénéfice brut de 1.214.046,61 et un bénéfice net de 427.727,22 roubles ⁽²⁾.

La concession « Berger et Wirth » (fabrique des couleurs à Moscou) inscrivait dans son bilan, au 1^{er} janvier 1929, 293.731 roubles de bénéfices en face d'un capital de 455.024,53 roubles ⁽³⁾.

444. — On pourrait conclure des chiffres qui précèdent que certaines petites concessions réalisaient, en U.R.S.S., des bénéfices hors de proportion avec leur capital social. Les renseignements publiés sur la concession Léo démontrent cependant que le concessionnaire ne gardait pas grand chose sur ses « bénéfices nets ». En effet, avant de dégager le solde des « Profits et Pertes », cette société avait acquitté 55.249 roubles de droits d'accises, 20.710 roubles de taxe de concession et 72.646 roubles d'impôts divers. Sur les 319.367 roubles considérés comme « bénéfices nets », l'impôt sur le revenu calculé d'après le barème applicable aux particuliers et augmenté des cen-

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 16 avril 1928 et du 12 mars 1930

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 26 septembre 1930.

(3) *Za Industrializatsiou* du 2 mars 1930.

limes additionnels destinés aux budgets locaux, absorba 270.743 roubles, soit près de 6/7, ne laissant que 48.624 roubles à la société concessionnaire ⁽¹⁾.

En 1929, l'Etat a prélevé, à titre de l'impôt sur le revenu, 200.027,88 roubles sur 255.978,22 roubles de bénéfices nets. Auparavant, le concessionnaire a acquitté 138.685,10 roubles pour redevance sur le chiffre d'affaires.

Il serait intéressant de savoir les impôts perçus sur les bénéfices des autres sociétés bénéficiaires. Malheureusement, les sources soviétiques restent muettes à ce sujet.

Il est à noter, d'ailleurs, que la concession de la Société Léo était assujettie à l'impôt sur le revenu au même titre que les entreprises privées russes. Quelques autres concessionnaires ont su se ménager un traitement plus favorable, les assimilant aux entreprises de l'Etat.

445. — Quoi qu'il en soit des bénéfices réellement acquis aux concessions soviétiques, l'abstention des capitalistes étrangers, insensibles à tous les efforts de propagande déployés depuis 18 mois, préoccupait sérieusement le Gouvernement Soviétique. D'autre part, la tendance à la liquidation des concessions existantes était nette : 9 concessions liquidées en 1929 en font foi.

Aussi, l'étude de Skobeleff, du Comité Principal des Concessions, intitulée « La structure des capitaux des sociétés concessionnaires dans l'industrie de transformation » ⁽²⁾ et résumant la situation à la fin de 1929, reflète-t-elle cette préoccupation. Skobeleff expose les griefs du Gouvernement Soviétique contre les concessionnaires en se basant surtout sur les données de l'exercice 1927-1928.

« Les chiffres 1928-1929 », déclare l'auteur, « ne sont pas encore contrôlés; si cette année a vu se produire quelques modifications des données numériques, on peut cependant affirmer, dès maintenant, qu'elles n'ébranlent en rien les conclusions de l'étude ». Les comptes rendus se rapportent à l'ensemble des concessions existantes, à l'exception de la S.K.F. « dont l'activité comporte certaines particularités », et de l'A.S.E.A. « qui se trouve toujours dans la période d'organisation ».

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 16 avril 1928 et du 12 mars 1930.

(2) Publié dans l'*Economitcheskaja Jizn* du 5 décembre 1929.

Les apports du Gouvernement consistaient surtout en bâtiments. Leur valeur totale était de 4 millions de roubles. A la fin de l'année 1928-1929, l'ensemble des capitaux investis par les concessionnaires, sous une forme ou sous une autre, fut de 37 millions de roubles, dont 9 millions engagés dans les dépenses de premier établissement (outillage, grosses réparations de bâtiments) et 28 millions formant les fonds de roulement.

La proportion des fonds de roulement par rapport au capital de premier établissement (13 millions en tout), se révélait, d'après M. Skobeleff, bien faible, et témoignait de l'insuffisance du capital circulant des concessionnaires.

La croissance de leur production depuis 3 ans augmentait l'effort de la trésorerie. En 1926-1927 on comptait que le fonds de roulement représentait 63 % du chiffre d'affaires, en 1927-1928 cette proportion n'était que de 56 %.

Sur 37 millions de roubles engagés par les concessionnaires, 18,4 millions leur appartenaient en propre. D'ailleurs, le capital social importé de l'étranger n'était que de 6,3 millions de roubles: les bénéfices réalisés dans l'U.R.S.S. formaient le surplus, soit 12,1 millions de roubles. Les fonds empruntés aux tiers, se décomposaient ainsi :

Crédits ouverts par la Banque de l'Etat de l'U.R.S.S.....	2,1 millions de roubles
Crédits ouverts par les fournisseurs étrangers (environ).....	3 —
Crédits ouverts sur le marché intérieur de l'U.R.S.S. (dont une partie par le capital privé).....	9 —
Redevances et impôts en retard, dont les concessionnaires devaient s'acquitter à la fin de 1927-1928.....	4,1 —
TOTAL.....	18,6 millions de roubles

Il en résulte que les concessionnaires travaillaient surtout avec des fonds, empruntés en U.R.S.S. ou représentant une partie des bénéfices réalisés dans le pays. Ces bénéfices furent soit réinvestis en dépenses de premier établissement (6,3 millions de roubles sur 9 millions), soit employés à renforcer les fonds de roulement,

Les fonds de roulement, importés de l'étranger, représentaient une somme infime :

565.000 roubles en monnaies étrangères

et 1.360.000 roubles en produits fabriqués ou semi-ouvrés, et en matières premières.

Pour présenter la situation sous une forme encore plus frappante, M Skobelev récapitule les capitaux engagés dans les concessions comme suit :

I. — *Fonds de provenance étrangère*

1. Investissements (outillage, produits fabriqués ou semi-ouvrés, matières premières).....	6,3 millions de roubles
2. Crédits ouverts par les fournisseurs étrangers.....	3 —
3. Crédits ouverts à l'étranger par l'intermédiaire de la Banque de l'Etat de l'U.R.S.S.....	1,7 —
TOTAL.....	11 millions de roubles

II. — *Fonds de provenance intérieure*

Biens reçus du Gouvernement.....	4 millions de roubles
Redevances et impôts dus au Gouvernement	4,1 —
Crédit utilisé à la Banque de l'Etat (l'es-compte des traites : 2,4 mil. — 1,7)....	0,4 —
Autres crédits.....	9 —
Bénéfices réinvestis au capital de premier établissement (9 — 6,3).....	2,7 —
Bénéfices non exportés pour le moment et employés comme fonds de roulement...	9,8 —
TOTAL.....	30 millions de roubles

446. — « Ainsi », conclut M. Skobelev, « à 1 rouble d'origine étrangère, correspondent 3 roubles environ tirés, sous une forme ou sous une autre, de notre économie nationale. Ceci explique, d'ailleurs, les bénéfices nets grandioses des concessionnaires en 1927-1928 : 90 %.

en moyenne, des capitaux importés de l'étranger ou 64 % de l'ensemble des capitaux leur appartenant en propre. Les bénéfices de certaines sociétés concessionnaires ont dépassé 2 ou 3 fois ces moyennes. Notre marché est immense et ses besoins ne sont pas satisfaits, il s'en faut. Cette situation explique les augmentations colossales par les concessionnaires de leurs prix de revient, l'utilisation maxima de nos ressources intérieures, la rentabilité abusive des faibles capitaux importés en U.R.S.S. et la hâte avec laquelle ils exportent à l'étranger leurs bénéfices. Durant les 2 ou 3 premières années de leur activité, les concessionnaires ont ainsi exporté une partie des bénéfices qui dépasse, d'ores et déjà, le montant des capitaux importés. Ayant déjà ainsi amorti leur mise, ils espèrent continuer, à l'avenir, de gagner autant que par le passé.

Les intérêts de notre économie nationale ne peuvent plus être conciliés, bien entendu, avec cette hurlante abomination, même lorsqu'il s'agit d'un tout petit secteur : la production et les ventes de ces concessions ne forment qu'une goutte dans la mer de notre production étatisée ».

La fin de l'étude laisse percevoir la raison du ton agressif employé par le notable bolchevique, et si différent des aperçus optimistes et des compliments, prodigués aux concessionnaires, tant qu'on espérait provoquer un mouvement important des capitaux étrangers vers l'U.R.S.S. :

« Les concessions saines, qui n'offrent pas le spectacle hideux que nous venons de décrire, ont travaillé normalement jusqu'ici et gardent la possibilité entière du développement futur. Quant aux concessionnaires qui se sont « habitués » aux bénéfices insensés des années passées et perdent l'intérêt du travail offrant la perspective des bénéfices normaux, ils se trompent, si, en entrant dans la voie de la liquidation, ils exagèrent les conséquences que présente pour nous cette liquidation... La liquidation des entreprises concessionnaires, d'une grandeur infime et souffrant d'une anémie financière avérée, tout en réalisant des bénéfices fous atteignant 200-300 %, ne pourra pas probablement discréditer (bien au contraire, plutôt) nos intentions d'attirer le capital étranger sérieux au travail dans notre pays, sous la forme des concessions ou sous une autre forme quelconque »,

447. — Les appréciations de M. Skobeleff prennent toute leur valeur du fait qu'elles se rapportent à l'ensemble des concessions industrielles en activité ⁽¹⁾, les seules qui ont pu réaliser des profits en U.R.S.S.

Tout en constatant le faible rôle quantitatif de leur production, les dirigeants soviétiques n'ont jamais manqué, auparavant, de souligner leur intérêt pour l'économie soviétique :

« Les concessions existantes », déclarait M. Ksandrov en 1928, au Conseil de l'Industrie et du Commerce ⁽²⁾, « ont obligé l'industrie de l'Etat à faire des efforts, à améliorer la qualité de sa production, elles ont permis de réduire les dépenses d'importation couvertes en devises étrangères et de faciliter la lutte contre la contrebande... La concession Hammer a non seulement permis de satisfaire les besoins du marché intérieur, mais encore d'organiser l'exportation des crayons soviétiques en Angleterre, en Perse et en Chine ».

Certaines personnalités du Conseil ont soumis à la critique l'activité du Comité Principal des Concessions ⁽³⁾, en indiquant qu'il a conclu peu de contrats avec des firmes importantes, susceptibles d'investir de gros capitaux et de construire des entreprises modèles. Mais personne ne niait la nécessité de faire tous les efforts possibles pour attirer les capitaux étrangers dans l'U.R.S.S.

De même, au début de 1929, les milieux officiels, tout en constatant, que « les concessions occupent encore dans l'U.R.S.S. une place peu importante, par la quantité des marchandises produites et par les capitaux investis », concluait tout de même que « les chiffres publiés démontrent non seulement les bénéfices commerciaux des concessions, mais aussi l'intérêt incontestable qu'elles présentent pour l'économie nationale dans son ensemble » ⁽⁴⁾.

Le ton hostile et agressif pris par M. Skobeleff quelques mois à peine plus tard, semble démontrer que « l'entrée dans la voie de la liquidation » des concessions industrielles affectait le Gouvernement Soviétique bien plus que l'auteur n'aurait voulu l'avouer.

(1) Sauf S.K.F.

(2) *Pravda* du 26 septembre 1928, Rapport de M. Ksandrov du 24 septembre 1928.

(3) *Idem*, Compte-rendu de la réunion du Conseil de l'Industrie et du Commerce.

(4) *Torg. Prom. Gazeta* du 27 mars 1929.

Le discours de Rykov, à l'ouverture de la session du Comité Central Exécutif, en décembre 1929, faisait ressortir, en termes plus modérés sans doute, un état d'esprit analogue.

A son avis, la bonne marche des concessions ne pouvait être assurée qu'à trois conditions, qu'il a énoncées dans les termes suivants :

« 1° Les concessions doivent être des concessions, c'est-à-dire
« qu'elles doivent travailler avec leur argent et non avec le nôtre.
« Par notre politique concessionnaire, nous voulons attirer des capi-
« taux et non des capitalistes. Les capitalistes, en tant que tels, nous
« sont parfaitement inutiles. Quand les capitalistes viennent chez
« nous et veulent travailler avec notre argent, nous leur disons que
« ce n'est pas du tout cela qu'il nous faut, mais tout le contraire.

« 2° La concession dans notre pays, ce n'est pas une concession
« en pays colonial; les concessionnaires ne peuvent pas, comme di-
« sent les ouvriers, « piller ».

« Ici, à la session du Comité Central Exécutif, je veux m'exprimer
« d'une manière plus délicate : certaines limites doivent être posées
« à l'ampleur des bénéfices des concessionnaires et à l'exportation
« en devises de ces bénéfices à l'étranger. Nous comprenons parfai-
« tement que si le capital étranger vient dans notre pays, il doit évi-
« demment gagner plus que dans le sien. Nous n'objectons rien à
« cela. Les bénéfices des concessionnaires peuvent être plus élevés
« que dans les pays bourgeois, mais pas jusqu'à la folie.

« 3° Les personnes qui participent aux entreprises concession-
« naires ne doivent, en aucune manière, se faire d'illusions sur la
« possibilité de retour, en U.R.S.S., des détenteurs de propriété
« privée, sur la possibilité pour la propriété privée de jouer de nou-
« veau un rôle dominant dans notre économie, sur une restauration
« du capitalisme; elles ne doivent pas, par leur conduite, donner lieu
« à aucun reproche de ce fait.

« Bref : travaille avec ton argent, ne pille pas, et ne t'occupe pas
« de contre-révolution, telles sont les conditions que doivent obser-
« ver les concessionnaires. »

(1) M. Rykov, Président du Comité Central Exécutif en 1929, Chef des « économistes », fraction modérée du parti communiste, tombé en disgrâce en 1930, comme chef de l'opposition de droite, *Izvestia* du 9 décembre 1929,

SECTION HUITIÈME

**Liquidations nombreuses des concessions étrangères en 1929-1930
et revirement de l'attitude soviétique à l'égard des concessions existantes**

448. — Les liquidations des concessions étrangères prirent une grande ampleur à partir de 1929, année où 9 d'entre elles furent liquidées « à l'amiable », d'après la presse bolcheviste ⁽¹⁾. Cependant la presse germanique faisait savoir que la Société « Rouss-transit », une des premières concessions allemandes dans l'U.R.S.S., a perdu durant son travail plusieurs millions de marks ⁽²⁾.

Dans la même année, la dernière des sociétés mixtes établies pour le commerce avec l'étranger, la « Deroussa », déposa son bilan. Le passif de cette société germano-soviétique pour le commerce des films soviétiques à l'étranger, dépassait l'actif de 4 millions de marks ⁽³⁾.

Les autres sociétés mixtes créées par Krassine, Commissaire du Peuple au Commerce, en 1922-1923, le Roussangloless, le Rouss-norvegoless ⁽⁴⁾, le Rousshollandoless, le Roussgertorg ⁽⁵⁾, la Société Deroutra ⁽⁶⁾, la Société Roussonorzée ⁽⁷⁾ avaient déjà été liquidées auparavant, dès que Krassine eut quitté son poste.

449. — En 1930, les liquidations se précipitèrent sous l'influence conjuguée des appréhensions causées par les conséquences pratiques de la déception gouvernementale et des mesures prises contre la plus grande société exploitante, la « Lena Goldfields ».

Parmi les sociétés liquidées en 1930, on a la surprise de trouver la concession Hammer ⁽⁸⁾, qui était toujours citée dans les publications

(1) *Za Industrializatsiou* du 16 février 1930. Voir la liste des concessions liquidées plus haut, paragraphe 441.

(2) *Telegraphe Union*, Berlin, le 17 mars 1929.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 26 novembre 1929.

(4) Les Soviets ont versé, en 1927-1929, à l'ancien propriétaire Pritz et aux autres actionnaires, 1 million de livres sterling pour les dédommager.

(5) Société fondée avec la maison Otto Wolff, liquidée en 1928.

(6) Société de transports fondée par la Compagnie Hambourg-America et la Représentation Commerciale Soviétique à Berlin. La Compagnie allemande est sortie de l'association en 1928.

(7) Société des constructions navales, fondée à Bergen, au capital de 1 million 1/2 de couronnes norvégiennes. Liquidée en 1928.

(8) Fabrication des crayons et des articles de bureau à Moscou.

soviétiques comme exceptionnellement prospère. Le docteur Hammer, citoyen américain, d'origine russe, était un concessionnaire idéal. Il exécutait à temps toutes ses obligations envers le Gouvernement Soviétique, il ne ménageait pas, dans toute une série d'interviews, ses compliments à l'adresse de ce Gouvernement, il a rendu des services notables à l'industrie soviétique. En mai 1929, il déclarait encore qu'il ⁽¹⁾ « considérait les résultats du 2^e exercice de la concession (1927-1928), comme très satisfaisants. La valeur vénale de la production est passée de 7,1 millions de roubles à 8,4 millions de roubles, en augmentation de 18 %. Les quantités produites ont augmenté dans une proportion bien plus forte, puisque les prix baissaient tout le temps (19,69 roubles pour douze douzaines de crayons, durant le premier trimestre 1926-1927; 12,44 roubles seulement dans le quatrième trimestre de 1927-1928). La production des crayons à bon marché a facilité leur placement dans les masses populaires, phénomène qui a, à son tour, rendu possible une baisse nouvelle des prix. D'autre part, la concession a inauguré, au cours de son deuxième exercice, un système de réfections importantes au profit des organisations étatiques et coopératives, qui absorbent 99,72 % de sa production. Elles obtiennent une réfaction de 6,5 % sur les prix marqués et bénéficient, en outre, d'un escompte de 10 % pour les règlements au comptant.

La concession a déjà abandonné la pratique des avances s'élevant à 25 % de la commande. Elle ouvre aux organisations de l'Etat un crédit de 120 jours pour la totalité des achats. Toutes ces données témoignent de la vitalité de la concession et de sa liaison avec le système commercial du pays ».

Les études des différentes espèces de bois russe entreprises par la concession devaient, d'après le docteur Hammer, permettre à l'U.R. S.S. de se passer entièrement de l'importation du cèdre américain. A la suite de ces études, la concession avait déjà entamé des pourparlers avec le Comité Principal des Concessions pour obtenir une nouvelle concession des coupes de bois en Sibérie... Le nombre des ouvriers était passé, en 2 ans, de 450 à 800, les salaires avaient augmenté de 26 % (154,5 roubles par mois au lieu de 122.25 roubles). Quant à ses rapports avec les ouvriers et leurs organisations, le doc-

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 23 mai 1929.

teur Hammer les qualifiait comme excellents et ne laissant rien à désirer. Les rapports de la concession avec les organisations et les établissements de l'Etat donnaient également au concessionnaire une entière et complète satisfaction.

Les impôts et redevances payés par la concession en 1927-1928 atteignaient 1,7 million de roubles, chiffre qui doit être majoré de 800.000 roubles de droits de douane acquittés. Les bénéfices nets du concessionnaire dépassaient 900.000 roubles et se trouvaient, par conséquent, identiques à ceux réalisés au cours du premier exercice.

Le journal soviétique notait avec une particulière satisfaction que Hammer considérait comme plus lucratif de ne pas user de son droit à l'exportation des bénéfices de la concession. Grâce à ces profits réinvestis dans l'entreprise, le capital de la concession est passé de 710.000 roubles à 1.710.000 roubles.

En mai 1929, la situation de cette entreprise, qui devenait créancière de l'Etat en lui consentant des crédits à 4 mois pour la quasi-totalité des ventes, se présentait donc sous un aspect des plus brillants.

Or, le 14 décembre de cette même année, la liquidation de la concession fut décidée. Le 18 février 1930 c'était déjà un fait accompli.

Le communiqué gouvernemental ⁽¹⁾ annonçait la liquidation de l'entreprise dans les termes suivants :

« A la suite des difficultés financières traversées depuis longtemps
« par la concession Hammer, le concessionnaire a soulevé devant le
« Comité Principal des Concessions la question du rachat anticipé
« de son entreprise par le Gouvernement et de l'interruption de l'ac-
« tion du contrat. Malgré l'importance du crédit ouvert au conces-
« sionnaire par la Banque d'Etat, l'insuffisance de ses capitaux pro-
« pres et la difficulté d'obtenir des crédits étrangers ont fait courir à
« l'entreprise le danger d'un krach financier. Le Gouvernement a
« accueilli la demande du concessionnaire (bien qu'il fût en droit de
« refuser le rachat) et est entré dans la voie d'un accord amiable
« sur le rachat anticipé de l'entreprise.

« Tous les pourparlers à cet effet se sont poursuivis dans une at-
« mosphère de complète courtoisie et ont pris fin le 18 février par la

(1) *Izvestia* du 2 mars 1930.

« signature d'un accord sur l'interruption anticipée du contrat. La
« somme de rachat mise à la disposition du concessionnaire couvre
« entièrement tous ses investissements ainsi que les sommes dues à
« des fournisseurs étrangers. En outre, le Gouvernement a pris à
« sa charge le paiement de toutes les dettes du concessionnaire à
« l'intérieur de l'U.R.S.S.

« L'entreprise est en bon état et a déjà été prise en charge par les
« organismes soviétiques. »

Quelques jours plus tard, un exposé plus détaillé ⁽¹⁾ démasquait l'envers de la médaille soigneusement travesti auparavant par le docteur Hammer. On apprenait que « déjà pendant l'été 1928, malgré
« les avantages dont jouissait la concession et son droit d'importer
« de l'étranger les matières premières nécessaires, les produits des
« trusts étatiques concurrençaient avec succès le concessionnaire,
« obligé ainsi à baisser ses prix... » D'autre part, « la concession
« s'endettait de plus en plus envers la Banque de l'Etat. Les créan-
« ciers étrangers, sans élargir les crédits, les rendaient toujours
« plus onéreux quant aux taux, délais et garanties. On a fini par ne
« plus conclure, pour ainsi dire, d'opérations, sans exiger la ga-
« rantie de la Banque de l'Etat de l'U.R.S.S..., sans parler des crédits
« ouverts par cette Banque qui dépassaient 2 millions de roubles. La
« concession commença à retarder d'une manière systématique le
« paiement des impôts et l'acquiescement des redevances aux assu-
« rances sociales... Cependant, au lieu de laisser dans l'affaire tous
« les profits réalisés pour renforcer son capital, le concessionnaire
« en exporta à l'étranger plus d'un million. »

A la suite de cet état de choses, « vers l'été de 1929, la situation
« de la concession était devenue si embrouillée qu'un crédit à court
« terme ouvert par la Banque de l'Etat ne pouvait plus l'assainir: »

Tel fut donc le véritable état de choses à l'époque même où le docteur Hammer faisait à la presse soviétique ses déclarations ultra-optimistes. L'exposé de M. Knopinski, malgré la volonté de son auteur, laisse voir pour qui le docteur Hammer dressait son miroir aux alouettes : « L'issue ne pouvait consister qu'en afflux de l'étranger
« des capitaux nouveaux, à concurrence de 2,5 millions de roubles.

(1) *Zu Industrializacziou* du 14 mars 1930, article de K. KNOPINSKI, *Du rachat anticipé de la concession Hammer*.

« Cependant, quoique l'entreprise fût absolument saine, avec son
« bilan de premier ordre et ses bénéfices énormes, Hammer n'a pas
« pu attirer dans l'affaire des capitaux étrangers. Il s'est adressé,
« comme toujours, au concours du Gouvernement Soviétique... »

Le 14 décembre 1929, le concessionnaire fut avisé du rachat anticipé de sa concession. Pour accepter le prix de 300.000 dollars, pour un ensemble des fabriques rapportant 450.000 dollars (900.000 roubles au cours officiel du tchervonetz), il fallait sans doute que le docteur Hammer, ami personnel des dirigeants soviétiques, se rendit bien compte du changement imminent de leur politique en matière de concessions. Dans un nouvel interview, il adopte, toutefois, entièrement la thèse bolchevique d'hostilité particulière des financiers étrangers à l'égard de l'U.R.S.S. ⁽¹⁾.

La cause de la liquidation est, d'après M. Hammer, le développement rapide de la concession, dont les fonds de roulement se sont trouvés insuffisants, alors que « l'investissement de capitaux provenant de l'étranger devenait de plus en plus difficile par suite de l'attitude négative, adoptée par les financiers étrangers à l'égard des entreprises travaillant en U.R.S.S. ». M. Hammer cite cette réponse de banquiers d'Angleterre et d'Amérique : « Travaillez en Asie, travaillez en Afrique, où vous voulez, mais pourquoi travailler en U.R.S.S. ? ».

450. — L'exemple du D^r Hammer fut suivi par d'autres concessionnaires qui, sentant l'orage dans l'air, s'empressèrent de tirer leur épingle du jeu. La société française « Prophopla », par exemple, a résolu ce problème délicat avec plus de succès que le docteur Hammer lui-même.

Fondée en 1926 par la Société Industrielle de Matières Plastiques et la « Société Française Nobel », cette filiale devait produire dans l'U.R.S.S. le celluloid brut, la caséine, le papier photographique et les pellicules pour cinéma, pour photographie et pour appareils Roentgen. La « Prophopla » reçut du Gouvernement Soviétique des terrains importants, à Podmoskovnaïa, tout près de Moscou, et les usines exploitées autrefois par la Société « Provodnik » à Pereiaslavl. Ces usines comportaient une vaste étendue de terrain (60.000 mètres

(1) *Za Industrializatsiou* du 28 février 1930.

carrés) et des bâtiments importants (20.000 mètres carrés environ). La concession de la « Prophopla » tirait, en outre, grand avantage de la proximité de la rivière Troubèje, dont l'eau présentait les qualités requises pour les fabrications envisagées (celluloïd, émulsions, etc.). Aussi la rentabilité de l'entreprise fut-elle élevée et la société concessionnaire n'hésita pas à y investir des sommes relativement importantes. Ses bénéfices accusaient, d'une année à l'autre, des progrès sensibles, soit ⁽¹⁾ :

En 1927 : 164.000 roubles de bénéfices nets; le capital investi était de 350.000 roubles.

En 1928 : 360.000 roubles de bénéfices nets; le capital investi était de 472.000 roubles.

En 1929 : 580.000 roubles de bénéfices nets; le capital investi était de 2.500.000 roubles.

L'Union des Coopératives russes et les organisations de l'Etat absorbaient 97 à 98 % de la production mise en vente ⁽²⁾.

A l'époque même où la presse soviétique rendait publics les chiffres ci-dessus, le Conseil d'Administration de la société en question envoya à Moscou un de ses membres, M. Marx, muni des pouvoirs nécessaires en vue du rachat de l'affaire par le Gouvernement Soviétique. Après des entrevues personnelles avec MM. Kamenev et Skobelev, du Comité Principal des Concessions, M. Marx parvint à obtenir des conditions de rachat excellentes ⁽³⁾.

Le Gouvernement Soviétique reprit toute l'entreprise en U.R.S.S. dans l'état où elle se trouvait, avec son actif et son passif en roubles, moyennant le paiement d'une somme de 2.500.000 roubles en 9 traites payables en dollars à Paris et échelonnées sur 2 ans. Les 3 premières traites étaient payables en 3 mois, les autres à des échéances plus espacées. De son côté, la Société Nobel française prit à son compte le désintéressement de toutes créances étrangères et les indemnités de rupture de contrat qui peuvent être dues au personnel étranger de la concession.

En plus de 2.500.000 roubles, le Gouvernement Soviétique consen-

(1) *Za Industrializacziou* du 27 mars 1930.

(2) *Idem.*

(3) *Economitcheskaïa Jizn* du 9 juin 1930.

lit à prendre à sa charge l'intérêt à 8 % des traites remises par lui, et le paiement de timbres français de ces traites.

Le prix du rachat stipulé permit à la Société Nobel de récupérer intégralement ses investissements, constitués en majeure partie de bénéfices réalisés par l'usine de peignes de Podmoskovnaïa, tout en se dégageant de l'obligation prise d'installer, dans les délais fixés, l'usine de films de Pereiaslavl. Le capital de la « Prophopla » put être remboursé au-dessus du pair, y compris les 5 millions de francs d'actions d'apport.

451. — La reprise de la concession française de « Prophopla » et même le compromis réalisé par le docteur Hammer revêtent le caractère de véritables sauvetages in extremis, lorsqu'on les compare aux liquidations catastrophiques qui se multipliaient de jour en jour.

Ainsi, la concession accordée en janvier 1924 à la « Société minière francô-belge de Chirak » fut résiliée purement et simplement pour la non-exécution, par le concessionnaire, des clauses secondaires du contrat ⁽¹⁾. Cependant, cette société avait déjà exécuté les prospections prévues au programme. Un sondage de 500 mètres de profondeur, fait par la société dans la région pétrolifère non exploitée de Chirak, confirma les conceptions optimistes des géologues russes. En octobre 1928, une fontaine de naphite jaillit à Chirak ⁽²⁾. La société devait commencer l'exploitation des terrains prospectés, lorsque les Soviets l'ont privée du bénéfice de ses efforts, en passant les terrains explorés au trust gouvernemental « Le naphite de la Géorgie ».

452. — L'Aktiengesellschaft Ost, fondée en 1926 par l'industriel autrichien Bernhard Altmann, pour exploiter une fabrique de tricotages à Moscou, reçue en concession, prit rapidement une grande extension, malgré les difficultés de toutes sortes rencontrées par le concessionnaire. En 1930, de guerre lasse, la société concessionnaire eut l'audace de demander, conformément aux stipulations de son contrat, l'arbitrage pour deux questions litigieuses, l'une relative à la construction d'une nouvelle filature et l'autre relative au transfert à l'étranger de 200.000 livres sterling pour paiement des matières

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 22 décembre 1929.

(2) *Idem.*

premières déjà importées en U.R.S.S. ⁽¹⁾. Le Gouvernement Soviétique répliqua par la résiliation du contrat sous prétexte du non-paiement de la redevance au Trésor dans le terme prévu ⁽²⁾.

Cette décision de liquider, à pied levé, une affaire cependant prospère, aboutissait, pratiquement, à la confiscation de l'entreprise créée par la société autrichienne.

453. — La concession agricole allemande « Drusag » ⁽³⁾ fut fondée en 1922, sous la forme d'une société mixte germano-soviétique, avec le concours du Gouvernement du Reich et de la ville de Königsberg, qui en souscrivirent les actions. Réorganisée en 1926, la société vit son capital porté à 850.000 marks allemands. Son directeur, le docteur Ditloff, spécialiste allemand éminent, à l'aide d'un bon outillage agricole, réalisa le programme prévu à la fondation de la Société : « amélioration des troupeaux, introduction de nouvelles cultures, application de méthodes allemandes au travail de la terre et à l'élevage des bestiaux ». Les troupeaux de la concession comptaient 200 chevaux, 1.000 bœufs, 1.000 porcs et 10.000 moutons. Les essais d'acclimatation des moutons et de porcs allemands ont donné d'excellents résultats. Sur les 11.000 hectares de terres (dans le territoire de Kouban) qui constituaient le domaine de la concession, 7.500 hectares ont déjà été cultivés en 1929. Des méthodes d'assolement particulièrement appropriées aux conditions du climat et du sol, ont été trouvées et la concession est arrivée à obtenir d'excellentes semences de la soja qui, auparavant, n'a jamais été cultivée dans ces régions, etc...

Pour la première fois, depuis 1922, la société concessionnaire pouvait espérer gagner de l'argent en 1929-1930 ⁽⁴⁾. C'est alors que se déclencha l'attaque contre la concession. De nombreuses accusations ont été dirigées contre la direction de la concession : elle engageait des ouvriers non syndiqués; elle a payé les ouvriers, une fois avec deux jours de retard, une autre fois avec cinq jours; elle a fourni avec retard aux ouvriers les vêtements de travail et exécuté avec re-

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 6 février 1930; *Za Industrialisatziou* du 4 mars 1930.

(2) *Za Industrialisatziou* du 4 mars 1930.

(3) *Deutsch Russische Saetbau Aktiengesellschaft* (Société anonyme russo-allemande de culture de semences).

(4) *La Vie Economique des Soviets*, juin-juillet 1929.

lard des travaux de construction (dans l'un comme dans l'autre cas, par suite des retards de livraison imputables aux entreprises de l'Etat); certains jours d'été, quand la chaleur atteignait 55 degrés, un des employés a fourni aux ouvriers de la viande qui n'était pas fraîche. Cet ensemble d'accusations était suffisant pour que le Gouvernement intentât à la direction un procès auquel il donna la forme solennelle de « procès de démonstration » : il se déroula sur le territoire même de la concession, devant tous les ouvriers de la concession, qui s'y sont rendus accompagnés des membres de leurs familles, et devant les délégués des syndicats ouvriers. On voit d'ici le coup qu'une pareille procédure devait porter à la discipline ouvrière dont le maintien ne fut réalisé par la direction qu'après de longs et pénibles efforts. Le docteur Dittloff, qui a voulu se rendre à Moscou pour faire un rapport à l'ambassadeur d'Allemagne, fut forcé — sous menace d'emprisonnement — de rester sur le territoire de la concession, et deux courriers qu'il envoya, l'un après l'autre, pour porter des lettres à l'ambassade, furent arrêtés en route, emprisonnés et accusés de contre-révolution. Le directeur de la concession et son adjoint ont été condamnés chacun à 10.000 roubles (ensemble 250.000 francs, d'après le cours soviétique du franc), soit à l'amende la plus élevée prévue par le Code. Contre cette décision, aucun appel n'a été admis — elle fut définitive.

« Ce procès, édifié sur des peccadilles », écrivait le correspondant de la « *Koelnische Zeitung* », qui s'est rendu sur place pour examiner la situation, « a détruit une des bases sur lesquelles reposait le succès de l'entreprise : la ferme discipline. Mais ce qui est plus important : il signifie un vent nouveau qui vient de Moscou. A chaque instant, ce procès peut être suivi par un nouveau procès qui aboutirait, pour les inculpés, à la peine des travaux forcés. Il n'existe pas de moyen de droit pour lutter contre la justice de classe ⁽¹⁾. »

Les appréhensions du correspondant allemand ne tardèrent pas à se réaliser. Devant les exigences toujours accrues des syndicats ouvriers, les actionnaires allemands de « Drusag » furent acculés à demander la dissolution de « Drusag » ⁽²⁾.

(1) *Koelnische Zeitung* du 12 janvier 1930.

(2) *Berliner Rundschau* du 27 février 1930.

454. — La brusquerie de la mainmise soviétique sur les concessions prospères et l'attitude intransigeante du Gouvernement dans cette occurrence rappelaient singulièrement les jours héroïques du bolchevisme, la nationalisation des entreprises privées en 1917-1918. Mais les exemples cités, pâlissent auprès de l'épopée de la Lena Goldfields, la seule concession étrangère vraiment importante qui subsistât encore en U.R.S.S.

SECTION NEUVIÈME

Procès de la Lena Goldfields

Déclaration de guerre aux concessions étrangères

455. — En mai 1925, la Société « Lena Goldfields » signa, après 27 mois de pourparlers laborieux, un contrat lui conférant la concession des vastes entreprises, ayant jadis appartenu aux différentes sociétés dirigées par le groupe de MM. Benenson et Guedalla, administrateurs de la Lena. La nouvelle concession avait pour objet l'exploitation des richesses minières de milliers de kilomètres carrés, situés dans la région aurifère très riche de Lena-Vitme, dans les régions Zmeinogorsky et Zyrianovsky, en Altaï (cuivre, plomb et zinc) et les mines de fer et de cuivre dans l'Oural avec des usines métallurgiques (les régions minières Sysertsy et Revdinsky).

La presse économique jubilait en constatant que « le groupe capitaliste aussi important et solide que la Lena Goldfields considérait comme acceptables les conditions du travail dans l'U.R.S.S. » ⁽¹⁾. Le Président du Comité Principal des Concessions, en signalant l'importance économique de l'accord conclu, déclarait qu'il fallait également « tenir compte de l'influence favorable du fait même de la signature du contrat sur les rapports de l'U.R.S.S. avec le monde capitaliste qui l'entoure » ⁽²⁾.

456. — La société concessionnaire fit un effort sérieux pour assurer à l'entreprise une base financière solide et exécuter les travaux prévus au contrat. Le Gouvernement Soviétique, de son côté, faisait le plus grand état de la tâche accomplie par les concessionnaires.

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 8 mai 1925.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 12 mai 1925, interview de M. Piatakoff.

L'interview avec M. Malozemoff, directeur-administrateur de la concession, fut publié en première place lors de la campagne de propagande entreprise en 1928 autour du nouveau programme des concessions ⁽¹⁾. La presse soviétique faisait savoir avec satisfaction l'installation, dans la région minière de la Lena, de la plus grande drague du monde. Son poids : 3.500 tonnes, sa force : 1.500 C.V., sa productivité : 12 mille mètres cubes en 24 heures (1 tonne 1/2 d'or par an), son prix : 5 millions de roubles, toutes ces caractéristiques furent citées maintes fois, comme exemple de technique moderne introduite par les concessionnaires ⁽²⁾. En octobre 1928, le nombre d'ouvriers occupés dans les différentes entreprises de la concession s'élevait à 15.000, sans compter les contremaîtres, le personnel technique (ingénieurs et techniciens) se composant de 350 personnes. Les salaires payés en 1927 dépassèrent 14 millions de roubles ⁽³⁾.

La société organisa une fonderie de cuivre dans l'Oural, transformant 500 tonnes de minerai par jour, commença la construction des usines d'Irtisch (cuivre et plomb) et de Zirianosvki (métaux de couleur, fer). En dehors du programme obligatoire, elle transforma l'usine métallurgique de Severski, de manière à atteindre la fabrication de 100.000 tonnes d'acier Martens par an ⁽⁴⁾.

Au 1^{er} janvier de 1929, les immobilisations de la Société Léna Goldfields atteignirent 21.720.000 roubles; la production vendue par la société en 3 ans (or, métaux noirs, cuivre et autres métaux de couleur) a fait entrer dans ses caisses 51,1 millions de roubles, dont 15,2 millions furent réalisés durant les 9 mois de 1928 ⁽⁵⁾.

Les bénéfices nets de la Lena Goldfields progressaient d'une manière intéressante, ayant passé de 62.159 livres sterling pour les 15 mois de 1926 à 177.185 livres sterling pour l'exercice 1927-1928 ⁽⁶⁾. Pour l'année 1928 (du 1^{er} janvier au 31 décembre) les sources sovié-

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 13 octobre 1928; *Economitcheskaja Jizn* de la même date : Conditions et efficacité du travail des concessionnaires en U.R.S.S.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Torg. Prom. Gazeta* du 23 mai 1929 : La concession anglaise Léna Goldfields.

(5) *Idem.*

(6) D'après les rapports du Conseil d'Administration, voir *Financial Times* du 2 août 1927.

liques estimaient les bénéfices nets de la société concessionnaire à 4 millions de roubles ⁽¹⁾.

457. — Le Gouvernement Soviétique, de son côté, se montrait bien disposé à l'égard de la société, et dans son allocution à l'assemblée générale tenue à Londres, le 19 novembre 1928, M. Herbert Guedalla, Président du Conseil d'Administration de la Lena Goldfields, s'est exprimé comme suit ⁽²⁾ :

« Messieurs, les opérations de l'exercice auquel les comptes se réfèrent ont fait partie de la phase de développement et, en fait, telle est encore la situation aujourd'hui, mais je suis heureux de vous informer qu'il apparaît, des chiffres reçus de Russie pour le premier semestre de l'exercice en cours, que les bénéfices seront plus que maintenus et que les effets des nouvelles dépenses de capital commenceront à se faire sentir. Personnellement, je pense qu'il y a lieu d'être satisfaits des résultats atteints, si l'on considère que ceux-ci ont été obtenus pendant une période de réorganisation intense, pendant laquelle l'activité de notre direction a porté surtout sur la construction et le développement.....

.....

Nous avons maintenant travaillé en Russie depuis trois ans, et bien que cette période ait été une période de réorganisation et de développement progressifs, notre expérience des conditions de travail dans ce pays nous a permis de nous rendre compte que nous étions pleinement justifiés non seulement à signer notre accord de concessions de novembre 1925, mais encore à adopter un programme de travaux bien plus considérable que celui qui était envisagé à cette époque. Ce plan a nécessité d'importantes commandes de matériel, qui devait être livré le plus tôt possible aux diverses concessions.

.....

Les dépenses de capital

Je donne mon opinion pour ce qu'elle vaut, mais je suis tenté de penser que, convenablement aménagés comme ils le seront, chacun

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 23 mai 1929.

(2) Citons d'après le texte français paru dans *l'Information Financière* du 23 novembre 1928.

des groupes, exploités conformément aux termes et conditions des concessions, vaudrait à lui seul au moins la totalité du capital émis de notre compagnie.....

Nous finançons ces vastes dépenses de capital pour la majeure partie par ces crédits à long terme et, bien que notre direction considère que ceux-ci pourront être couverts à l'avenir par les bénéfices gagnés grâce aux dépenses engagées, cette situation ne nous satisfait pas et nous considérons des projets, en vue d'introduire de nouveaux capitaux dans notre entreprise, afin que les bénéfices réalisés puissent être disponibles pour être répartis aux actionnaires, qui ont attendu patiemment, depuis trois années, une rémunération de leur argent.

Relations avec le Gouvernement des Soviets

Vous ne vous attendrez pas, avec raison, que je fasse ici de la politique. Cependant, vous jugerez que nous sommes probablement mieux placés pour savoir ce qui se passe en Russie, que d'autres qui jugent la situation de loin. Nous sommes retournés dans ce pays à titre d'hommes d'affaires pour exploiter, en vertu d'une concession, les propriétés dans lesquelles nous étions auparavant intéressés. Naturellement, dans une aussi vaste entreprise, des problèmes se posent qui n'auraient pas pu être prévus lors de la rédaction de l'accord avec le Gouvernement russe; or, dans toutes les discussions relatives à ces questions, nous avons trouvé les autorités disposées à prêter l'oreille à des suggestions raisonnables. Je pense que rien ne pourrait mieux exprimer nos relations harmonieuses avec le Gouvernement russe que le fait suivant : bien que notre entreprise soit dans la phase de développement, le Gouvernement des Soviets a consenti à stabiliser, pour une période de trois ans, l'avance qui nous a été faite, et c'est l'expérience du traitement que nous avons reçu qui nous conduit à envisager en toute confiance l'avenir de notre entreprise... »

Le rapport et les comptes ont été adoptés à l'unanimité.

458. — Tout était donc pour le mieux, tant que dura « la période de réorganisation intense pendant laquelle l'activité de la direction porta surtout sur la construction et le développement ». Les bénéfices nets étaient employés en travaux nouveaux sur place, le Gou-

vernement Soviétique se montrait conciliant et allait au-devant des desiderata de la société concessionnaire. Ainsi, le contrat de la Lena Goldfields autorisait celle-ci à exporter 25 % de sa production d'or, en l'obligeant à vendre les 75 % restant aux autorités soviétiques, lesquelles devaient payer en devises. En 1926, faute de devises, les autorités soviétiques effectuèrent des paiements en tchervonetz. La Lena Goldfields demanda alors une modification de son contrat, afin d'être autorisée, désormais, à exporter la totalité de sa production d'or. Elle obtint finalement gain de cause. En novembre 1927, un avenant au contrat l'autorisa à exporter la totalité de sa production, si l'or ne pouvait être payé en devises par les autorités soviétiques ⁽¹⁾.

Mais lorsque les concessionnaires se souvinrent des « actionnaires qui avaient attendu patiemment depuis trois années une rémunération de leur argent et avaient voulu ralentir les investissements », les choses changèrent rapidement de face. « Les relations harmonieuses avec le gouvernement russe » cédèrent la place à des traitements donnant un démenti formel à la perspicacité de M. Guedalla. Ayant perdu l'espoir d'attirer les capitaux étrangers par un nouveau programme de concessions, le Gouvernement Soviétique ne résista pas à la tentation d'appliquer à la Lena Goldfields la politique rigoureuse adoptée à l'égard des autres concessions.

On n'avait plus besoin de la Lena Goldfields pour équiper des usines et des mines, puisque ce travail était déjà fait. Ce sont les sorties éventuelles de devises pour le paiement des dividendes qui préoccupaient dorénavant le Gouvernement Soviétique.

459. — Le successeur étatique de la Lena Goldfields fut préparé, d'ailleurs, bien à l'avance. Dès 1927, les autorités soviétiques déployèrent des efforts considérables pour accroître la production de l'or par leurs propres moyens. En décembre 1927 ⁽²⁾, « le Collège du

(1) Pratiquement, le *modus vivendi* adopté consistait dans l'achat, par le Gouvernement Soviétique, de la production d'or de la Lena Goldfields selon deux méthodes différentes : une partie était payée en tchervonetz et l'autre en livres sterling. En ce qui concerne les paiements en tchervonetz, le prix de l'or n'était pas celui qui résulterait du cours officiel (0,129 tchervonetz pour un gramme d'or fin), mais bien un prix majoré. La majoration atteignait jusqu'à 20 % vers la fin de 1928. En janvier 1929, elle avait été élevée à 49 %.

(2) Citons d'après les *Izvestia* et la *Pravda* du 2 décembre 1927.

Commissariat des Finances a entendu un rapport sur l'organisation « Soiouzzoloto » ⁽¹⁾ qui dirigea cette année l'extraction de l'or.

D'après la décision du Gouvernement, l'extraction de l'or devra dépasser de 84 % celle du dernier exercice. Afin de parvenir à exécuter ce vaste programme, le « Soiouzzoloto » devra améliorer la gestion des entreprises « héritées » par lui des 9 trusts de l'industrie aurifère en liquidation.

La main-d'œuvre n'est plus aujourd'hui que le 1/4 de ce qu'elle était avant la guerre; le Soiouzzoloto doit embaucher de nouveaux ouvriers et dépenser plus de deux millions de roubles à la construction de maisons ouvrières. 24 millions de roubles sont assignés aux investissements de premier établissement. Parmi les grands travaux du programme quinquennal, figure l'installation de 22 dragues, dont 7 ont déjà été commandées aux usines soviétiques.

Le Commissariat des Finances a adopté ce programme.

L'organisation du « Soiouzzoloto » était complètement achevée en 1929.

Tout cet ensemble de circonstances poussait le Gouvernement Soviétique à appliquer à la Lena Goldfields les rigueurs déjà subies, comme nous venons de le voir par d'autres concessionnaires. La manière dont la concession de la Lena Goldfields fut liquidée démontré, une fois de plus, que les autorités soviétiques ne regardent pas aux moyens, ni aux engagements contractés, lorsqu'il s'agit de dépouiller les capitalistes, dont l'activité cesse d'être indispensable à l'Etat communiste.

460. — La campagne de persécutions commença en décembre 1929, six mois à peine après les articles laudatifs de la presse soviétique, présentant la situation de la Lena Goldfields comme brillante ⁽²⁾.

Le 3 décembre 1929, le Gouvernement soviétique adressa à l'administration de la Société Lena Goldfields la sommation de régler, dans un délai de 4 mois, les redevances et impôts en retard. Les concessionnaires furent prévenus que, ce délai passé, le Gouvernement

(1) « Soiouzzoloto » veut dire « L'or de l'Union Soviétique ».

(2) *Vie Economique des Soviets*, Paris, juillet 1929 : 21,7 millions de roubles investis (4 millions de roubles bénéfices nets) sur un total de 25 millions prévu au contrat.

Soviétique demanderait au tribunal la résiliation du contrat de concession ⁽¹⁾. Tant que la somme due, soit 500.000 roubles environ, ne serait pas acquittée, un embargo serait mis sur tout virement de fonds en Angleterre destiné au paiement des coupons en cours ⁽²⁾.

La société fut mise ainsi dans l'impossibilité de régler les coupons de ses bons 8 %. Son crédit subit, de ce fait, une première atteinte. Pas la plus grave cependant. Dans la nuit du 15 au 16 décembre, à minuit sonnant, les agents du G.P.Ou firent des perquisitions dans l'appartement privé de M. Samson, directeur de la Lena Goldfields à Moscou, dans tous les bureaux de la société (à Moscou, Bodaïbo, Oural et Altaï) et dans les appartements de tous les employés de la société, sans aucune exception. Les perquisitions prirent le caractère d'un véritable pogrom. Les tchékistes emportèrent de nombreux documents et lettres d'affaires, ainsi que les livres de la comptabilité et les devises et objets d'or, déposés dans les coffres de la société par ses employés russes. Ils arrêtaient en même temps l'ingénieur en chef des usines métallurgiques de Lena, M. Koliassnikoff, l'avocat conseil de la société, M. Mouromtzeff, et plusieurs employés à Moscou et dans l'Oural.

M. Samson, ancien vice-consul britannique en Norvège, exigea que les perquisitions dans son appartement et les bureaux de la compagnie eussent lieu en présence du Consul britannique et après articulation d'une accusation précise. Ses protestations restèrent sans effet. Retenu dans son appartement, il fut mis, 24 heures durant, dans l'impossibilité de communiquer avec le consulat du Royaume-Uni.

Libéré le 17 décembre au matin, M. Samson se rendit immédiatement au Comité Principal des Concessions, au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, au Conseil des Commissaires du Peuple, mais nulle part on n'était au courant des répressions, dont l'initiative appartenait au G.P.Ou.

La reprise des relations diplomatiques de l'Angleterre avec l'U.R. S.S. était encore toute récente.

Les protestations de l'Ambassade britannique contre les agissements du G.P.Ou restèrent sans effet.

(1) Télégramme de *Tass*, Moscou, le 11 février 1930,

(2) *Idem*.

461. — La désorganisation de l'entreprise fut achevée en janvier 1930, par la condamnation de M. Samson lui-même à huit mois de travaux forcés pour retard dans le règlement des salaires aux ouvriers. (On lui laissa subir sa peine dans les bureaux de la Lena, à Ekaterinbourg). La société concessionnaire fut condamnée, de ce fait, à une amende de 25.000 roubles ⁽¹⁾.

Toutes ces mesures, portant une grave atteinte au crédit du concessionnaire, furent réalisées juste au moment où la société traitait avec la Banque Blair et Cie l'emprunt d'un million de dollars ⁽²⁾. « La reprise des relations normales avec le Gouvernement Soviétique » ⁽³⁾ constituait la pierre angulaire des conditions posées par le groupe américain. Obtempérant à cette exigence, la Société Lena Goldfields envoya le 11 janvier 1930, à Moscou, un télégramme ainsi conçu ⁽⁴⁾ :

« Au Gouvernement de l'U.R.S.S., Conseil Suprême de l'Economie
« Nationale. Au nom de tous les intéressés britanniques, américains
« et allemands, liés avec la Société Lena Goldfields, nous sommes
« obligés, à notre vif regret, d'attirer votre plus sérieuse attention
« sur les conditions anormales, créées pour les entreprises de
« cette société en U.R.S.S. au cours de ces derniers mois. Cet état
« de choses fut aggravé par des descentes de police politique et des
« perquisitions inattendues, opérées simultanément dans les bureaux
« de la société et aux domiciles de la majorité de ses employés. L'œuvre
« de la société subit ainsi une destruction catastrophique. Ce
« changement inattendu des conditions du travail de la société dans
« l'U.R.S.S., juste au moment où la Lena Goldfields achève avec
« succès sa réorganisation financière, en attirant ainsi des capitaux
« nouveaux importants à la continuation de la mise en valeur de ses
« concessions en U.R.S.S., afflige profondément tous les intéressés
« dans la Société Lena Goldfields, qui poursuivent sincèrement
« le développement rapide des exploitations sociales de manière à
« atteindre au plus tôt le maximum de production possible.

(1) *Pravda*, *Troud* du 27 janvier 1930.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 4 février 1930.

(3) *Information Financière* (Paris) du 29 janvier 1930, compte-rendu de l'Assemblée des porteurs de « bons 8 % » de la **Lena Goldfields**.

(4) Déclaration de M. Guedalla à l'Assemblée générale du 28 janvier 1930 (*Information Financière*, Paris, du 30 janvier 1930); *Pravda* du 11 février 1930 donne le texte complet du télégramme et de la réponse soviétique, dont nous donnons la traduction.

« Tous les intéressés insistent auprès de nous pour élucider les points ci-après :

« En premier lieu, reviendra-t-on aux conditions du travail dont la Lena a joui jusqu'en octobre 1929 ? Dans l'affirmative, quand aura lieu ce retour à la normale ?

« En deuxième lieu, la position prise à l'égard de la Lena Goldfields ces temps derniers, par de nombreux établissements de l'Etat Soviétique, et la violation du contrat de concession signifient-elles le changement de la politique concessionnaire du Gouvernement de l'U.R.S.S. à l'égard de la Lena ?

« Nous espérons sincèrement que vous donnerez aux établissements qui violent le contrat de la Lena Goldfields et créent des difficultés inattendues à son travail dans l'U.R.S.S., des instructions qui ramèneront immédiatement la confiance, nous donneront la possibilité de travailler dans l'U.R.S.S., comme auparavant et dissiperont l'inquiétude et l'appréhension actuelles de nos amis, quant au sort de nos affaires et de nos relations avec l'U.R.S.S. Les critiques de ceux qui se réjouiraient de l'échec de l'entreprise britannique dans l'U.R.S.S. seraient ainsi controuvées.

« Etant donné l'énormité des intérêts en jeu et l'urgence de mettre fin à la situation actuelle, nous vous serions reconnaissants de vouloir bien nous répondre par fil. Président et Conseil d'Administration de la Société Lena Goldfields ».

462. — Le Gouvernement Soviétique ne crut pas devoir donner une réponse rapide à cette démarche. L'assemblée générale de la Lena Goldfields, ajournée au 28 janvier 1930, se déroula dans l'inconnu. Le Conseil d'Administration dut attendre le 11 février pour pouvoir lire dans la « Pravda » la réponse à son télégramme, publiée sous la forme d'une lettre :

A la Société par actions « Lena Goldfields Limited », Londres

Comme suite à votre télégramme du 13 janvier dernier ⁽¹⁾, le Comité Principal des Concessions vous fait savoir ce qui suit :

1° Les conditions normales du travail d'une concession sur le territoire de l'U.R.S.S. consistent dans une exécution stricte du contrat

(1) Date de la réception du télégramme à Moscou.

de concession par les deux parties contractantes. Le Comité Principal des Concessions constate que les pouvoirs soviétiques ont toujours cherché à assurer au concessionnaire les conditions les plus favorables à son travail. Le Gouvernement a non seulement exécuté strictement ses obligations découlant du contrat, mais a accordé, en outre, à la concession, une série de faveurs non prévues par la convention.

2° Le Comité Principal des Concessions est obligé de constater avec regret que le concessionnaire ne s'est guère montré capable d'accomplir les engagements pris et qu'il a commis une série de violations brutales des clauses du contrat.

Ainsi, depuis un an déjà, la société concessionnaire n'acquitte pas ses redevances au Gouvernement; les programmes de construction et de production, insérés au texte même du contrat, ne sont pas exécutés dans les délais voulus.

Il est évident que les constructions d'usines, pour lesquelles les délais fixés sont tous proches, ne seront pas exécutées, à cause des lenteurs dans les travaux et du manque de moyens financiers adéquats.

Enfin, le Comité Principal des Concessions est obligé de constater que dans plusieurs entreprises appartenant à la concession, la Société Lena Goldfields a eu recours même au retard dans les paiements des salaires.

Toutes ces violations brutales du contrat par la société concessionnaire découlent, sans doute, de sa faiblesse financière. Ainsi, le travail normal est remplacé par l'exploitation abusive des immenses sources de revenus données en concession, et soustraites ainsi de l'exploitation par l'État.

3° Dans ces conditions, le Comité Principal des Concessions se voit obligé de rejeter, de la manière la plus énergique, les tentatives du concessionnaire d'alléguer les perquisitions faites en décembre 1929 aux domiciles de certains employés et dans certains locaux de la Compagnie, comme circonstance qui avait apporté du trouble dans l'activité économique normale de la concession.

Ces perquisitions ont été faites par les organes du Guépéou pour des motifs, n'ayant aucun rapport avec l'activité économique de la concession. C'est là un moyen de protection nécessaire de l'ordre po-

litique existant contre les atteintes des contre-révolutionnaires et espions.

Quant à la tentative du concessionnaire de prendre la défense des personnes incriminées de faits d'espionnage et de contre-révolution, le Comité Principal des Concessions la considère comme une immixtion inadmissible et intolérable dans la compétence et l'activité du Pouvoir Public. Le Gouvernement de l'U.R.S.S. a donné au concessionnaire la faculté d'activité économique sur le territoire de l'U.R.S.S., mais il ne lui a pas donné l'autorisation et ne lui permettra jamais de se mêler des mesures prises dans l'intérêt de l'Etat, ni de les apprécier et critiquer.

1° Le Comité Principal des Concessions constate, par conséquent, que l'activité économique et commerciale du concessionnaire a toujours trouvé et trouve actuellement, sur le territoire soviétique, toutes les conditions normales prévues au contrat. Le Comité attend, de la part de la société concessionnaire, une déclaration exacte et claire, précisant par quels moyens et dans quel délai le concessionnaire se propose d'exécuter, à son tour, les obligations contractées, enfreintes par la société.

Le Comité Principal des Concessions de l'U.R.S.S.

463. — La Société de la Lena Goldfields, devant l'impossibilité de concilier à l'amiable les deux points de vue diamétralement opposés, demanda l'arbitrage du conflit par un tribunal présidé par un super-arbitre neutre. Elle demanda également la reprise immédiate, par le Gouvernement Soviétique, des entreprises restées sans direction et désorganisées par l'arrestation des chefs.

Le Comité Principal des Concessions accepta l'arbitrage. Conformément à la procédure prévue au contrat, le professeur Stutzer fut agréé par les deux parties comme superarbitre du litige pendant. Par contre, le Comité exigea que les entreprises en question restent à la garde du concessionnaire jusqu'à la décision du tribunal d'arbitrage ⁽¹⁾.

464. - Entre temps les autorités soviétiques prirent leurs dispo-

(1) *Economitcheskaïa Jizn* des 25 janvier et 25 février 1930; *Pravda* et *Izvestia* du 11 février 1930.

sitions pour rendre la position du concessionnaire intenable. Le Comité central du syndicat des travailleurs de l'agriculture et des exploitations forestières décida de mettre sa typographie de l'Oural à la disposition de la rédaction d'un journal spécialement destiné aux ouvriers de la Lena-Goldfields ⁽¹⁾.

En même temps, la grande presse soviétique menait une campagne déchaînée contre la société concessionnaire, en commentant le procès des employés de la Lena Goldfields, qui, après plusieurs mois passés dans les geôles du Guépéou, avouaient sans difficulté tout ce dont ils étaient accusés.

Le public soviétique apprenait ainsi que « Koliassnikoff, ingénieur « qui dirigeait le secteur minier de Kychtim, recherchait surtout les « collaborateurs animés de sentiments anti-soviétiques » ⁽²⁾; que « Bachkirtzeff, chef d'équipe à l'usine de zinc de Ridder, a mis le « feu à l'usine, à l'instigation du géologue anglais Eave, au service « de l'espionnage anglais » ⁽³⁾; que « l'administration centrale de la « Lena-Goldfields commettait des actes de sabotage, en répandant des « bruits sur le retour prochain des anciens propriétaires : ces bruits « ont eu pour but de retarder la construction de la fonderie de cuivre à Bogomolsk, susceptible de faire concurrence à celle que la « concession devait construire à Degtiarka » ⁽⁴⁾; « que la concession « a tiré le plus clair de ses bénéfices de l'interprétation abusive « d'une clause du contrat lui permettant d'importer en franchise les « marchandises nécessaires à l'approvisionnement de ses ouvriers « et employés. Grâce à cette clause, la concession aurait importé « jusqu'à des brosses à dents, des parfums, des bas de soie, etc. » ⁽⁵⁾.

Enfin, à l'issue de la séance du 5 mai, l'ingénieur Koliassnikoff déclara que « le sabotage organisé par les chefs de la concession avait pour but de préparer l'intervention étrangère » ⁽⁶⁾; que la société « écrémait les terrains aurifères des alluvions les plus riches et les « abandonnait ensuite prématurément, au lieu de les exploiter les

(1) *Izvestia* du 5 mars 1930.

(2) *Izvestia, Pravda et Economitcheskaja Jizn* du 22 avril 1930.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*, du 23 avril 1930.

(5) *Idem.*, du 26 avril 1930. Aveu de l'accusé Mouromtzeff, avocat-conseil de la concession.

(6) *Izvestia et Pravda* du 6 mai 1930.

« uns après les autres » ⁽¹⁾. Enfin, la presse rappelait que M. Benenson, administrateur de la Lena-Goldfields, fut un des anciens dirigeants de la Banque Anglo-Russe de Pétrograd; que M. Malozemoff, révolutionnaire émigré en 1905 aux Etats-Unis, est devenu citoyen américain, abandonnant ainsi la cause de la révolution ⁽²⁾; que l'accusé Koliassnikoff possédait jadis pour 50.000 roubles d'actions des entreprises Urquhart ⁽³⁾.

La tâche de M. Landa, accusateur public dans l'affaire, consistait en une simple récapitulation des aveux. Il conclut son réquisitoire en déclarant que « l'affaire constituait un épisode de la lutte des classes, l'activité des inculpés tendant à l'intervention armée étrangère, au renversement du régime soviétique et à la restauration du régime bourgeois, en frappant l'économie soviétique dans deux de ses œuvres vives : métallurgie et production des métaux de couleur, indispensables à la défense nationale; l'industrie de l'or, base de ses relations financières avec le monde extérieur » ⁽⁴⁾.

L'unanimité touchante des accusés et de l'accusateur public fut couronnée par un verdict d'une clémence exemplaire, étant donné la gravité des faits « avoués ». Mouromtseff fut condamné à 6 ans de prison et 5 ans de privation des droits civiques, Koliassnikoff à une peine identique, Riabovol de Ribon, chef de la mine Svetlovsk, à 1 an de prison, Bachkirtzeff, « instrument de l'ingénieur-saboteur Eave », à la peine de mort, remplacée immédiatement par 10 ans de prison ⁽⁵⁾.

Dans cette atmosphère de véritable croisade contre Lena Goldfields, la direction de l'affaire devint pratiquement impossible.

Par deux télégrammes du 29 avril et du 1^{er} mai, la Lena Goldfields a fait savoir au Gouvernement Soviétique :

1° Qu'elle cessait d'assumer toute responsabilité pour le préjudice causé à ses entreprises concessionnaires en U.R.S.S.;

2° Qu'elle retirait sa procuration à ses fondés de pouvoir;

3° Qu'elle donnait l'ordre à tous ses collaborateurs étrangers de quitter l'U.R.S.S.

(1) *Izvestia, Pravda et Economitsheskaïa Jizn* du 23 avril 1930.

(2) *Izvestia, Pravda et Economitsheskaïa Jizn* du 22 avril 1930.

(3) *Idem*.

(4) *Izvestia et Pravda* du 7 mai 1930.

(5) *Pravda et Izvestia* du 9 mai 1930.

Le Comité des Concessions, sous la forme de deux communiqués, publia alors la réplique soviétique ⁽¹⁾ : Dans ces conditions, le contrat se trouve rompu et la procédure d'arbitrage, qui se trouvait engagée, perd sa base. Le Gouvernement Soviétique fait savoir à la Lena Goldfields que les décomptes résultant de la rupture du contrat peuvent être effectués sans arbitrage et grâce à la bonne volonté des deux parties. En cas de désaccord sur ces décomptes, il pourra être fait appel à l'arbitrage.

Dans un télégramme adressé au professeur Stulzer, de l'Académie minière de Freiberg, qui avait été choisi comme superarbitre, le Gouvernement Soviétique a fait savoir à celui-ci que ses services étaient devenus inutiles.

465. — « La Lena Goldfields a rompu le contrat par un acte unilatéral et illégal en violant l'article 86, en vertu duquel la concession ne peut prendre fin avant le délai fixé qu'en vertu d'une décision du Tribunal arbitral », déclara le Gouvernement Soviétique ⁽²⁾. La décision du Conseil des Commissaires du Peuple, en date du 28 mai 1930 ⁽³⁾, institua, en conséquence, une commission spéciale pour la réception du patrimoine « abandonné par la société concessionnaire ».

Dès lors, le déchainement de la presse soviétique atteignit le maximum de violence. « Lena Goldfields désorganise les transports dans la République Soviétique des Yakoutsks » ⁽⁴⁾. « Les pertes s'élevant à des millions de roubles, subies par l'économie soviétique, la menace d'une famine dans toute une série de localités lointaines de l'Union soviétique, tels sont les résultats de l'activité désorganisatrice des concessionnaires de la Lena Goldfields » ⁽⁵⁾. « Résultats destructeurs de l'interruption coupable par la concession Lena Goldfields de l'activité de ses entreprises » ⁽⁶⁾; « La flotte de la Lena n'est pas prête pour la navigation » ⁽⁷⁾; « Le concessionnaire démolit ses

(1) *Idem*, du 7 mai 1930.

(2) *Izvestia, Pravda et Economitcheskaja Jizn* du 12 mai 1930.

(3) *Izvestia* du 29 mai 1930.

(4) *Izvestia* du 25 mai 1930.

(5) *Idem*.

(6) *Izvestia* du 20 mai 1930.

(7) *Izvestia* du 21 mai 1930.

entreprises comme un brigand » ⁽¹⁾; « La Lena Goldfields a infligé de grandes pertes à notre industrie chimique » ⁽²⁾; « Par la faute de l'administration de la Lena, 13 mines sont inondées » ⁽³⁾ : voici quelques-uns des entêtes pris au hasard dans la presse officielle soviétique. Autant d'entêtes, autant d'accusations.

En même temps, les Syndicats des ouvriers de la concession déclenchèrent une grève générale de la main-d'œuvre, non payée depuis 1 mois 1/2 ⁽⁴⁾; le syndicat des mineurs présenta une demande de saisie-arrêt sur les biens de la société ⁽⁵⁾.

466. — Tandis que s'effectuait cette mainmise progressive des Soviets sur les biens de la Lena Goldfields, la procédure arbitrale suivait son cours. Le superarbitre, le professeur Stutzer, n'admit pas le point de vue soviétique. Le tribunal décida de continuer son travail, car « c'était à lui seul qu'il appartenait de résoudre la question de savoir si le contrat de concession est résilié et par qui » ⁽⁶⁾. Il siégea en l'absence de M. Tchlenoff, arbitre soviétique, révoqué à Moscou ⁽⁷⁾. Pour la première fois dans la pratique soviétique, un procès se divisa en deux procédures bien différentes. Les poursuites pénales du personnel de la Lena Goldfields, inculpé d'espionnage et de contre-révolution, aboutissent, comme d'habitude, à des « aveux » de quelques malheureux russes, assagis par un séjour prolongé dans les geôles du Guépéou. Mais le véritable procès de la Lena Goldfields se déroula à Berlin, dans l'atmosphère de liberté et avec les garanties voulues d'impartialité. C'est là qu'apparurent les principaux « accusés », que furent apportés de nombreux témoignages et les explications des experts compétents ⁽⁸⁾.

Nous venons de voir de quels moyens s'est servi le Gouvernement Soviétique pour s'emparer des entreprises créées par la société con-

(1) *Izvestia et Pravda* du 27 mai 1930.

(2) *Izvestia* du 1^{er} juin 1930.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

(5) *Izvestia, Pravda et Economitcheskaja Jizn* des 27 et 28 mai 1930.

(6) Audience à Berlin, en date du 10 mai 1930, fixant la suite des audiences aux 30 mai, 13, 23 et 28 juin 1930.

(7) *Izvestia, Pravda et Economitcheskaja Jizn* du 7 mai 1930.

(8) Comptes-rendus du procès dans *Daily Mail*.

cessionnaire. Le procès a démontré que même avant 1929, l'hostilité et la convoitise des autorités soviétiques, contenues alors par l'espoir de se servir de la Lena-Goldfields comme d'un miroir aux abouettes attirant d'autres concessionnaires étrangers, se manifestèrent néanmoins dans plusieurs occasions.

Ainsi, le Gouvernement n'a jamais passé à la société les charbonnages figurant au contrat et dont la production devait aller aux entreprises de la Lena-Goldfields. Ces charbonnages ont été passés à un trust soviétique. Les autorités empêchaient aussi la société d'organiser le ravitaillement de ses ouvriers et employés. A plusieurs reprises, on a défendu à la population et aux diverses organisations locales de vendre leurs produits aux concessionnaires ⁽¹⁾. Pour transporter et vendre la production des entreprises concédées, il fallait également vaincre toutes sortes de difficultés ⁽²⁾. Il y avait des cas où les organisations soviétiques, qui vendaient des coupes de bois ou d'autres matériaux, n'autorisaient pas les représentants de la concession de prendre part aux enchères ⁽³⁾. Une fois, un agent de la société s'est présenté dans un village pour acheter du bétail. Un acheteur pour le compte de l'Etat y est arrivé en même temps. On a déclaré alors au mandataire de la société qu'il devait recevoir préalablement une autorisation pour faire des achats. Cette exigence étant arbitraire et illégale, il a dû faire le tour de plusieurs administrations avant d'en trouver une qui se décidât à lui délivrer l'autorisation demandée. Mais, entre temps, le bétail fut vendu à l'acheteur soviétique ⁽⁴⁾. Enfin, le Gouvernement Soviétique est allé jusqu'à frapper d'amende l'administration de la société qui avait fourni à ses ouvriers, un habillement de mauvaise qualité. Or, tout cet habillement ne pouvait provenir que des trusts soviétiques ⁽⁵⁾.

En même temps, les vols d'or extrait, les actes de brigandage et les incendies volontaires et prémédités devinrent un véritable fléau

(1) Déclaration de Mr Idelson, avocat de la Lena, à l'audience du 7 août 1930. Témoignage de Malozemoff, ancien directeur de la Léna, au tribunal arbitral, à la date du 13 août 1930.

(2) *Idem.*

(3) Déposition de l'ingénieur Word, à l'audience du 9 août 1930.

(4) *Idem.*

(5) *Idem.*

pour la concession. Les coupables ne furent pas poursuivis ou bien se tirèrent d'affaire avec des condamnations très légères ⁽¹⁾.

Lorsque le Gouvernement Soviétique passa de ce système de lutte sournoise et vexatoire à la lutte ouverte par les moyens du Guépéou, les arrestations et perquisitions ne désorganisèrent pas tous les chantiers de la Lena. Ses marbreries, par exemple, résistèrent à ces épreuves. Les ouvriers y poursuivaient paisiblement leur travail. Ils ne furent dispersés que par l'intervention de la force armée ⁽²⁾:

La « Pravda » ⁽³⁾ dévoila elle-même la manière dont la grève de 3.500 ouvriers des usines métallurgiques de la Lena Goldfields dans l'Oural, fut fomentée et nourrie par un organisme semi-gouvernemental. Un représentant du Comité central du syndicat des ouvriers au métal fut envoyé de Moscou pour encourager les ouvriers en grève en les informant que le syndicat garantissait le paiement de leurs salaires par la caisse syndicale pour toute la durée de la grève.

467. — La sentence arbitrale fut prononcée le 2 septembre 1930. Elle précisa que « nonobstant l'absence du représentant de Moscou, le tribunal tint compte des arguments et des intérêts du Gouvernement Soviétique, et prit en considération ses prétentions financières qui semblaient plausibles » ⁽⁴⁾. Malgré les déductions qui en résultèrent, l'U.R.S.S. fut condamnée au paiement de 12.500.000 livres sterling, à titre de dommages-intérêts dus à la Lena Goldfields.

468. — Le Gouvernement Soviétique refusa de se soumettre à la sentence arbitrale.

Il fut obligé, cependant, de donner quelques explications à l'opinion publique européenne, émue par le sort de la plus grande concession que les Soviets aient jamais octroyée.

(1) Témoignage de M. Samson, Directeur du Siège de Moscou, à l'audience du 8 août 1930 : « L'or volé constituait 30 à 40 % de l'extraction totale; la perte qui en résultait se chiffre à 1 million de livres sterling au minimum ».

D'après M. Malozemoff, l'extraction totale de l'or, durant les quatre années de la concession, fut de 1.800 pouds, d'une valeur de 760.590 livres sterling. Les vols portèrent sur 700 pouds environ (audience du 20 août 1930). Dans le même sens, Maltsea, commissaire aux comptes de la Lena (audience du 20 août 1930).

(2) Déposition de l'ingénieur Elerington, à l'audience du 9 août 1930; de M. Guedala, Président du Conseil, à la même audience.

(3) *Pravda* du 7 juin 1930.

(4) Citons d'après le *Daily Mail* du 3 septembre 1930.

Les extraits d'une brochure éditée en allemand dans ce but parurent dans la presse soviétique ⁽¹⁾. « La Vie Economique des Soviets » ⁽²⁾ consacra également à cette tâche plusieurs articles.

Dans une argumentation assez embarrassée, la presse officielle attribuait la débâcle de la Lena Goldfields à une seule et unique raison : l'insuffisance de ses moyens financiers. La structure de la société concessionnaire y fut présentée sous la couleur la plus sombre, n'ayant rien de commun avec les tableaux brillants de son activité, donnés par la presse soviétique quelques mois auparavant.

Le Président du Comité Principal des Concessions, Kameneff, résumait la position de son Gouvernement de la manière suivante ⁽³⁾ :

« Le concessionnaire essaie de dissimuler cette situation réelle en
« accusant l'U.R.S.S. du changement de sa politique concessionnaire.
« Il croit, paraît-il, que l'aideront dans cette affaire ces deux gentlemen, qui figurent actuellement sous le nom de tribunal d'arbitrage. Mais le concessionnaire se trompe profondément dans ces
« calculs. Toute personne qui voudra étudier d'une manière impartiale l'attitude du Gouvernement de l'U.R.S.S. et l'attitude du concessionnaire, doit arriver à la conviction qu'on a devant soi un
« contractant peu solide et pas sérieux, qui essayait, sans une base
« financière sérieuse, d'obtenir de gros bénéfices de l'exploitation
« des richesses de l'U.R.S.S. et qui a échoué dans cette entreprise. »

469. — Toutes ces communications et déclarations n'expliquaient pas, par contre, par quel miracle la société, qui avait réalisé en 1928 un bénéfice net de 4 millions de roubles se trouva, en décembre 1929, dans l'impossibilité de payer le coupon des bons émis, opération qui n'aurait exigé qu'un décaissement de 300.000 roubles. On y passait également sous silence l'offensive du Guépéou, déclenchée juste au moment où le groupe financier américain, organisé par Benenson, menait des pourparlers pour un emprunt obligataire de 20 millions de dollars.

470. — La liquidation de plusieurs concessions importantes en 1929 et les mesures répressives contre la Lena-Goldfields ont été in-

(1) *Economitcheskaja Jizn* des 24 et 25 juin 1930.

(2) Paris, n^{os} des 5 et 20 juin 1930.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 6 juin 1930, Interview de Kameneff.

interprétées, dans la presse française, allemande et anglaise comme la fin des concessions dans l'U.R.S.S. ⁽¹⁾.

Un des correspondants étrangers les mieux informés, M. Paul Scheffer, présentait la question, en décembre 1929, sous une forme concise et frappante ⁽²⁾ : « A l'heure actuelle, aucune des deux parties n'est satisfaite : « Comment », — disent les communistes, — « avant la guerre des milliards étaient investis dans ce pays et maintenant, alors qu'il y a déjà 7 ans que l'occasion est offerte aux capitaux de venir s'employer de façon fructueuse, il n'y a, au grand maximum, que 50 ou 60 millions de roubles qui se soient présentés... »

« Et les milieux qui ont été désireux de travailler dans les concessions soviétiques, ne sont pas contents non plus.

« Il faut reconnaître que le sort des concessions, ayant été effectivement accordées n'est pas des plus engageants : presque toutes les concessions allemandes ont, jusqu'ici, travaillé à perte, sans qu'elles puissent, la plupart du temps, en être responsables. Beaucoup ont subi même de lourdes pertes qu'elles n'ont pas été en mesure de supporter et elles ont été obligées ou d'apporter de nouveaux capitaux ou de se liquider. Deux ou trois entreprises industrielles de moindre importance sont relativement prospères parce qu'elles ont, au sein de l'économie soviétique, un caractère de nécessité absolue. »

Deux mois plus tard, c'est Scheffer encore qui exprimait l'opinion générale, en écrivant ⁽³⁾ : « La situation des concessions étrangères dans l'U.R.S.S. a fortement empiré au courant de l'année 1929. Les concessions, dont on faisait encore parade au printemps dernier, envisagent maintenant la liquidation. Ainsi est arrivée à son aboutissement logique, la tendance qui se dessina dans le parti communiste dès le début de l'année 1928 ».

(1) *Koelnische Zeitung* du 1^{er} décembre 1929; *Deutsche Bergwerks Zeitung* du 14 décembre 1929; *Berliner Tageblatt* des 27 et 28 décembre 1929 et 12 février 1930 (articles de Paul Scheffer); *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 14 décembre 1929; *Vossische Zeitung* du 17 décembre 1929 et du 7 février 1930; *Journée Industrielle* du 27 décembre 1929; *Information Financière* du 18 décembre 1929; *Germania* des 22 et 28 janvier 1930 (articles de Léo Gerschoum); *Neue Freie Presse* (Vienne) du 1^{er} février 1930; *Times* du 12 février 1930.

(2) *Berliner Tageblatt* du 28 décembre 1929,

(3) *Berliner Tageblatt* du 12 février 1930.

Un autre correspondant allemand, M. Leo Gerschoun, concluait son article dans la « Germania » ⁽¹⁾, sur un ton encore plus catégorique : « On peut estimer à présent que l'expérimentation concessionnaire des bolcheviks, au moins dans sa forme actuelle, a subi un échec définitif. »

471. — La presse soviétique se montra assez embarrassée des appréciations de l'étranger.

En passant sous silence la plupart des accusations de la presse étrangère, les auteurs soviétiques affirmaient que le « gouvernement soviétique a rempli, remplit et remplira avec une loyauté parfaite tous les engagements assumés en vertu d'un contrat de concession » ⁽²⁾. — « Ce n'est pas dans les « intrigues soviétiques » qu'il faut chercher l'explication des difficultés et des échecs subis par certaines concessions, mais dans leur impotence et manque de solidité ». — écrivait Gourevitch, chef du service étranger du Conseil Suprême de l'Economie Nationale ⁽³⁾. « Toutefois », déclarait-il, « le sens de l'existence de concessions étrangères dans l'économie soviétique doit être dans l'importation suffisante des capitaux étrangers et non dans l'exportation des ressources de l'U.R.S.S. » ⁽⁴⁾. On ne saurait mieux dire !

472. — Et cependant cet aveu, échappé entre les lignes d'une riposte ardente aux détracteurs de la politique soviétique, venait mal à propos. On comprenait mieux que jamais, dans les milieux bolchevistes, la nécessité d'avoir recours aux capitaux étrangers pour « l'industrialisation du pays ».

De nombreux articles soviétiques furent donc imprégnés d'une crainte non dissimulée, de voir les capitalistes étrangers désertier l'U.R.S.S. ⁽⁵⁾.

Gourevitch lui-même ne désespérait pas, d'ailleurs, de convaincre ses contradicteurs de la presse étrangère que « toutes les ques-

(1) Numéro du 28 janvier 1930.

(2) *Vie Economique des Soviets* du 5 avril 1930.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 13 avril 1930, article intitulé : *De la pratique concessionnaire*.

(4) *Idem*.

(5) *Economitcheskaja Jizn* des 18 juillet et 5 décembre 1929, des 23 et 25 février 1930; *Za Industrializatsiou* des 16 février, 4 et 23 mars 1930.

tions soulevées dans la pratique concessionnaire trouvent dans le contrat de concession une solution qui crée les postulats nécessaires à une collaboration utile et lucrative dans l'intérêt réciproque des concessions et de l'U.R.S.S. » ⁽¹⁾.

473. — Cet espoir « d'une collaboration utile et lucrative dans l'intérêt réciproque » fut tout à fait conforme à la politique des concessions, suivie depuis l'avènement même des Soviets. Pas un auteur soviétique ne traita la question durant les 12 années écoulées du régime, sans mentionner dévotement que la paternité des concessions étrangères en U.R.S.S. appartenait à Lénine.

Mais en avril 1930, Gourevitch était bien la dernière hirondelle tardive de la théorie orthodoxe des concessions, hirondelle qu'on laissait chanter pour les besoins de la politique extérieure.

SECTION DIXIÈME

Abandon de la politique des concessions étrangères par le Gouvernement Soviétique

474. — La parution simultanée dans la presse soviétique de deux articles, signé un par Krjijanovsky, président du Gosplan ⁽²⁾, et l'autre par Krylenko, procureur général de l'U.R.S.S. ⁽³⁾, marqua, dès février 1930, un changement radical de la position bolcheviste. Le texte de ces deux articles est absolument identique, excepté les trois premiers alinéas. C'était une sorte de déclaration ministérielle, confirmée d'ailleurs dans le discours de M. Rykov, alors Président du Conseil des Commissaires du Peuple ⁽⁴⁾.

L'exposé des dirigeants bolcheviks et leur explication des échecs de la politique économique du Parti pourraient paraître amusants dans leur sans-gêne ingénieux. Malheureusement, le Gouvernement Soviétique voulut leur donner une apparence de vraisemblance, pour les besoins de sa politique intérieure, cette fois-ci.

L'argumentation officielle fut précédée et suivie par les fusillades

(1) Article de Gourevitch dans l'*Economitcheskaja Jizn* du 13 avril 1930.

(2) *Pravda* des 12 et 13 février 1930.

(3) *Izvestia* des 13 et 14 février 1930.

(4) *Economitcheskaja Jizn* du 20 février 1930.

des dizaines d'ingénieurs et de professeurs des grandes écoles techniques.

Ces fusillades des spécialistes, qui occupaient les postes les plus importants dans les administrations soviétiques, eurent lieu sans instruction judiciaire ni jugement, par simples décisions du Guépéou. Les articles en question faisaient donc, en même temps, l'office d'une plaidoirie gouvernementale *pro domo sua* et d'un acte d'accusation contre les fusillés, contre les survivants déférés par devant les tribunaux soviétiques, et, indirectement, contre tous les concessionnaires étrangers dans l'U.R.S.S.

475. — D'après les porte-paroles gouvernementaux, il serait vain de penser que le Gouvernement Soviétique ait eu une politique économique quelconque, que cette politique ait eu plusieurs périodes ou « étapes de l'édification socialiste ». La politique économique des Soviets fut menée, en réalité, depuis le temps du communisme intégral jusqu'en 1928, par le centre dirigeant d'une énorme organisation de saboteurs. Cette organisation fut très vaste et pénétra partout, dans toutes les institutions supérieures économiques, dans toutes les branches de l'industrie et des transports. Le Gosplan, le Conseil Suprême de l'Economie Nationale, le Commissariat des voies de communications, aucun de ces organes essentiels du Gouvernement n'échappa à la gangrène.

476. — « Les ci-devant propriétaires des chemins de fer privés », déclaraient les dignitaires soviétiques, « les ci-devant propriétaires des mines d'or, les ci-devant actionnaires des banques et des entreprises industrielles, les ci-devant généraux et propriétaires fonciers, les ci-devant suppléants de ministre du Gouvernement impérial et du Gouvernement provisoire de Kerensky, les présidents et dirigeants des associations capitalistes de tout genre, les membres de l'Association des Unions Industrielles et Commerciales, les membres des Conseils des Congrès Miniers et Métallurgiques, enfin, les ci-devant dirigeants des entreprises capitalistes — les directeurs des mines, usines et fabriques avec des émoluments de 2-3.000 roubles par mois, — tous ceux-ci étaient en tête des organisations de saboteurs... »

« Egalement, les financiers, dirigeants des sociétés étrangères par actions, les grands investisseurs du capital dans nos entreprises

dans le genre de MM. Urquhart, Guinsbourg et autres, qui restent en tête des entreprises capitalistes de l'Occident; les Sokoloff, Dupargue et Brickner, qui se sont enfuis à l'étranger et qui étaient, chez nous, les uns propriétaires des entreprises houillères et aurifères, les autres fondés de pouvoirs de la bourgeoisie étrangère, qui, dans les temps du tzar, investissait de gros capitaux dans nos entreprises houillères, pétrolifères, aurifères, cuprifères et chimiques; enfin, liés avec eux, les agents des états-majors étrangers et des missions et consulats étrangers, qui, à côté de la représentation de leurs pays, les servaient dans le domaine de l'espionnage économique, politique et militaire, tous ces gens là constituaient une autre série de nos ennemis, qui étaient derrière nos ingénieurs et techniciens et qui, en fait, dirigeaient leur activité... »

« Les savants, professeurs et les simples praticiens, les ingénieurs mécaniciens, les géologues, les métallurgistes, les pétroliers, les constructeurs de machines, les chimistes, les constructeurs des vaisseaux, les ingénieurs de la marine et de la guerre, les ingénieurs des ponts-et-chaussées, des mines, etc., etc., etc., ainsi que les contre-maitres et techniciens et, enfin, les artistes du ballet et les officiers qui travaillaient spécialement pour l'espionnage, — telle est la troisième série de saboteurs, — celle qui exécute les ordres des deux premières séries... (1) »

(1) Ce sont surtout les accusés de cette dernière catégorie qu'on trouvait sur le territoire de l'U.R.S.S. Citons, à titre d'exemple, quelques noms d'accusés :

M. Paltchinsky (fusillé), membre du Gosplan, ancien suppléant du ministre dans le Cabinet de Kerensky.

M. Von Meck (fusillé) était le président de la section économique de la direction du plan du Commissariat des Voies de Communications.

M. Borissoff (mort dans des conditions suspectes), ancien professeur à l'Ecole des Ponts-et-Chaussées, suppléant du Commissaire des Voies de Communications. (C'est à lui et à ses collaborateurs, les ingénieurs des Ponts-et-Chaussées, que le pouvoir soviétique devait la reconstitution des chemins de fer russes).

Général Orloff (fusillé), ancien professeur agrégé à l'Académie Suprême d'Artillerie, ingénieur en chef du trust, qui fabriquait les fusils et les mitrailleuses.

Général Dekhanoff (fusillé), ancien professeur agrégé à l'Académie Suprême d'Artillerie, chef des arsenaux du trust des canons.

Général Mikhaïloff (fusillé), ancien professeur agrégé à l'Académie Suprême d'Artillerie, suppléant du chef de l'Administration Centrale de l'industrie de guerre, etc...

M. Krassovsky, président de la section technique de la Direction du plan du Commissariat des Voies de Communications.

M. Polossoff, chef de la Direction Centrale des Chemins de fer de l'U.R.S.S.

477. Par ailleurs, Krylenko, donna les renseignements ci-après sur les groupements étrangers en liaison avec « l'organisation des ingénieurs-saboteurs » :

« Les dirigeants des organisations contre-révolutionnaires : Paltchinsky, Fedorovitch et Rabinovitch se sont chargés de fournir les informations d'une importance particulière aux agents des gouvernements étrangers et à l'Association Financière, Commerciale et Industrielle Russe à Paris. Les saboteurs du trust « Donsoda » (La sonde du Donetz) s'occupaient de l'espionnage dans les intérêts du trust Solvay et Cie, en la personne de son représentant Teplitz. Les membres de l'organisation contre-révolutionnaire dans la métallurgie des métaux de couleur, Charoff et Lessig, servaient le capitale anglais Urquhart; les saboteurs dans l'industrie pétrolière pratiquaient de l'espionnage pour Déterding, Nobel et l'Association Industrielle Russe à Paris. Enfin, le dirigeant de l'organisation contre-révolutionnaire dans l'industrie métallurgique et métallique, Khrennikoff, fournissait, d'une manière systématique, des renseignements secrets aux ci-devant propriétaires et aux représentants des actionnaires : Mestchersky, ancien administrateur et directeur de la Société anonyme « Sormovo et Kolonna », et Glass (un anglais). Derrière Glass se trouvaient les trusts les plus importants de l'Angleterre : « Wickers et Armstrong ». En outre, Krylenko fit allusion aux pourparlers de MM. Jivolovsky et Aulagnon, candidats-concessionnaires avec les ingénieurs-saboteurs. »

478. — Le centre des saboteurs, « fort de son expérience et bien informé », changeait sa méthode, « en escomptant les circonstances objectives du moment ». A l'époque de la guerre civile, il « mettait des entreprises industrielles en conservation et en réduisait l'exploitation », puisqu'il espérait « la chute prompte et inévitable du pou-

M. Ivanoff, chef de la section des métaux de couleur de la Direction Principale des Métaux (Glavmétal).

M. Tikhonovitch, suppléant du directeur du Comité Géologique de l'U.R.S.S.

M. Rabinovitch, président du Conseil scientifique et technique de l'industrie houillère près du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.

M. Rimmine, président du Conseil scientifique et technique de l'industrie minière près du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.

M. Khrennikoff, ingénieur-conseil près du Glavmétal

voir soviétique », suivie du retour des propriétaires. Le pouvoir soviétique exécutait docilement les ordres des saboteurs.

Puis, la tactique des propriétaires et de leur organe, le « centre des saboteurs », changea radicalement. Le monde capitaliste décida de combattre le communisme par la pénétration dans l'U.R.S.S. Aux conférences de Gênes et de la Haye, les puissances européennes exigeaient « le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers ou, au moins, la compensation des pertes au moyen de l'octroi des concessions ».

Il est vrai que les concessions étrangères furent une des bases de la Nep. Il est vrai que Lénine parlait des concessions comme d'un élément nécessaire du chemin soviétique vers le socialisme. Il est vrai que le pouvoir soviétique prit, en 1921, la décision de principe de donner en concession toutes les entreprises industrielles ne rapportant pas immédiatement 10 % de bénéfices nets. Il est vrai aussi que les concessions étaient un des sujets principaux des pourparlers diplomatiques, menés tant à Londres qu'à Paris, par Tchitcherine, Commissaire du Peuple aux Affaires Étrangères, Rakovski et Krasine, ambassadeurs.

Mais, en réalité, toute la politique soviétique de la « période concessionnaire » fut dictée par « le gouvernement secret des ingénieurs agissant à l'instigation du monde capitaliste ». Les chefs bolchevistes exécutaient inconsciemment « le projet de la liquidation du régime communiste par la restauration des points d'appui du capitalisme ». La période dite « de la tactique concessionnaire » fut, somme toute, l'époque de l'incrustation, en U.R.S.S., du capital privé sous la forme des concessions dans le but d'arriver ensuite à la liquidation de la dictature du prolétariat ».

479. — Tout cet échaffaudage exposé par MM. Krylenko et Krjizanovsky, était basé sur les dépositions recueillies par le Guépéou d'un des accusés, l'ingénieur Khrénikoff. Ce malheureux cherchait à épargner les vivants. Ses dépositions chargeaient surtout Paltchinsky, déjà fusillé par le Guépéou, qui aurait été, d'après lui, le chef du « gouvernement secret des ingénieurs ». Il « a fait, dans une réunion du centre des saboteurs, un exposé sur une organisation étrangère qui, par suite de son travail antérieur en Russie, est intéressée dans l'industrie minière et métallurgique. C'est le groupe de Urquhart, dans

lequel entre aussi l'ancienne Société Lena Goldfields »... « Pour diriger personnellement l'activité de l'organisation contre-révolutionnaire, Urquhart est venu en 1921 à Moscou ». Son logement était tout proche du logis des ingénieurs-saboteurs, avec lesquels il a eu des échanges de vues « sur les plans et les intentions du Gouvernement »...

En outre, Glass, le représentant de la New-Russian Cie, aurait envoyé de l'argent à Khrennikoff par l'intermédiaire du secrétaire de l'ambassade britannique ⁽¹⁾. En résumé, d'après le Guépéou, qui a fourni à Krylenko et à Krjijanovsky les matériaux pour leur article, « la politique des concessions adoptée par le Gouvernement Soviétique sur les indications d'une organisation contre-révolutionnaire, a eu pour but d'introduire en U.R.S.S. le capital étranger, pour restaurer, de cette façon, la propriété privée d'abord et le régime capitaliste ensuite ».

Pour étudier la question des concessions, M. Glass visita l'U.R.S.S. par deux fois.

« Lors de sa deuxième visite, en 1923, l'organisation contre-révolutionnaire voyait déjà que dans les conditions existantes il n'y avait aucun espoir d'obtenir en concession les usines convoitées ». Pour réaliser ces espérances, « il fallait exécuter la proposition de Glass, de réduire graduellement les usines à un état de désorganisation tel que le Gouvernement soit obligé de les donner en concession. »

Pour ne pas occasionner de grandes pertes aux futurs concessionnaires par cette tactique de désordre, le centre des saboteurs a donné pour directive « d'engager les dépenses de rééquipement et d'agrandissement des usines de telle manière que ces dépenses ne donnent pas des résultats rapides, mais puissent ensuite être utiles aux futurs concessionnaires ».

L'organisation contre-révolutionnaire exécutait cette directive, en se guidant sur deux principes : « exiger des ressources nettement insuffisantes, pour engager le Gouvernement Soviétique dans la voie des dépenses, gâcher la production et obliger ainsi à donner les usines en concession », ou bien « exiger des ressources exagérées, dans

(1) Discours de Rykoff et de Koubicheff, Président du Conseil Suprême de l'Economie Nationale (février 1930).

l'espoir que le pouvoir soviétique ne sache pas les donner ou bien, qu'en les donnant le Gouvernement crée une crise financière... »

Dans le domaine des transports ferroviaires, les saboteurs amélioraient les réseaux des chemins de fer qui appartenaient jadis aux compagnies privées et ceci au détriment des chemins de fer de l'État, la tactique des saboteurs « étant orientée vers la reconstitution de la propriété privée au moment où l'évolution du communisme amènera le pouvoir soviétique à s'effacer ».

« Au printemps ou pendant l'été de 1927 », le centre des saboteurs arrête le sabotage direct des entreprises et transporte son activité sur le plan de l'édification socialiste. La directive du « gouvernement des ingénieurs » a été formulée par Paltchinsky à une réunion secrète : « créer des crises constantes en développant la production de certaines branches de l'industrie sans rapport avec la demande des autres branches et de la population ».

« La complexité des phénomènes de la vie économique d'un pays « si vaste que l'U.R.S.S., — expliquait le même Paltchinsky, — où « beaucoup de facteurs ne sont pas encore bien étudiés et où existe « une grande divergence de vues même parmi les membres actifs du « Parti sur l'importance relative de ces facteurs — cette complexité « garantit que la politique de sabotage appliquée aux plans et aux « programmes restera inaperçue. Même si le pouvoir soviétique dé- « couvre un grand écart entre le programme et les besoins réels, il « peut toujours être expliqué par une erreur, par le manque des res- « sources ou par l'impossibilité d'escompter toute la complexité des « conditions de la vie d'un pays... Les crises industrielles doivent « inévitablement faire hausser les prix des produits industriels et « créer un mécontentement parmi les paysans, qui provoquera la ré- « duction de la production agricole et la hausse des prix des produits « agricoles. Ce phénomène, à son tour, va créer un mécontentement « des grandes masses ouvrières ».

De cette manière, les saboteurs préparaient l'intervention armée des pays bourgeois dans les affaires politiques de l'U.R.S.S., intervention qui trouverait des points d'appui dans les concessions étrangères.

Le Gouvernement Soviétique est donc présenté par ses hauts dignitaires, pour les besoins de la cause, comme un instrument docile

entre les mains des ingénieurs-saboteurs. Incapable de se retrouver dans les problèmes complexes de « l'économie dirigée de l'U.R.S.S. », ce Gouvernement aurait été supplanté par le trio Paltchinsky-Rabinovitch-Fédorovitch, agissant en coulisse. Ce document incroyable rend le Gouvernement de Lénine responsable de l'erreur commise le jour où la politique des concessions fut inaugurée : Lénine aurait été joué par les techniciens d'origine bourgeoise. En parlant du dictateur mort, on ne souffle pas mot du dictateur vivant. C'est cependant en 1928, sous Staline, que les Soviets ont proposé aux concessionnaires étrangers le plus vaste programme de concessions : c'est également après la mort de Lénine, en 1925 et en 1929, que Urquhart est venu, à nouveau, en U.R.S.S.

Le Gouvernement de Staline n'a trouvé rien à redire contre cette visite, tant qu'il espérait pouvoir faire du socialisme à l'aide des capitalistes.

Son brusque changement d'attitude à l'égard des concessions étrangères, quelle en est donc l'origine ? On en trouve l'explication dans les procès qui ont suivi la publication de Krylenko et Krjijanovsky.

480. — Aux procès des « Mencheviks » ⁽¹⁾ et du « Parti Industriel » ⁽²⁾, tout comme dans celui de la Lena-Goldfields, les accusés, épargnés par le Guépéou et jugés dignes de paraître devant le tribunal soviétique, avouent en chœur les faits qui leur sont reprochés par l'accusation. Ils échappent ainsi à la « mesure suprême de défense sociale ».

Mais peu nous importe que ces aveux semblent porter le cachet de la chancellerie du Guépéou qui les avait fabriqués. Une fois de plus, les manœuvres bolchevistes font ressortir là quelque chose qui diffère grandement de ce qu'elles devaient démontrer. On cherchait dans les menées bourgeoises contre l'activité des Soviets, une explication des échecs subis et des erreurs commises. On n'arriva qu'à décrire la situation économique créée par ces erreurs.

(1) Mars 1931, les principaux accusés étaient les professeurs Kondratieff, Groman, Finn-Enotaevsky, les économistes Soukhanoff, Ginzbourg, Iakoubovitch, Cher, Petounine et Sokolovsky, condamnés tous à la peine de prison pour une durée variant de 5 à 10 ans (*Izvestia* des 10 et 11 mars 1931).

(2) Décembre 1930, les principaux accusés étaient les professeurs Ramzine, Kouprianoff, Tcharnovsky et Fédoloff, les meilleurs spécialistes russes dans les questions de combustibles minéraux, condamnés tous à la peine de prison (*Izvestia*, janvier 1931).

Cette situation pénible nous fait comprendre les raisons qui ont poussé le Gouvernement Soviétique à s'attaquer aux concessions étrangères et aux ingénieurs russes, boucs émissaires désignés à la fureur populaire.

Les difficultés inextricables de l'économie socialiste apparaissent alors comme la raison majeure qui a mis la dictature bolcheviste dans l'obligation de se justifier.

Voici comment est dépeinte la réalité soviétique dans l'aveu de l'accusé Belonojkin⁽¹⁾ :

« En travaillant dans le Glavmétal (direction principale de l'industrie métallurgique et mécanique), ensemble avec les autres ingénieurs ci-dessus mentionnés, j'entravais le développement de la sidérurgie. Comme conséquence, *le pays souffre de la disette des métaux.*

« La grande cause de la disette des métaux est la discordance entre les programmes des usines de construction des machines et des usines mécaniques, d'une part, et la productivité possible de nos usines sidérurgiques, d'autre part.

« A la suite de cette discordance, notre industrie de construction des machines n'a pas reçu le métal dont elle avait besoin. La conséquence en était la non-exécution du programme de construction des machines; l'agriculture n'a pas reçu les outils nécessaires; les besoins des chemins de fer demeurent non satisfaits; la production des moyens de production est en retard; tout le programme de l'industrialisation du pays pouvait subir une débâcle.

« Nous nous trouvons donc devant une production trop poussée des usines mécaniques et une production bien insuffisante des usines métallurgiques, ceci après avoir dépensé des capitaux énormes pour le rééquipement et la reconstruction de certaines usines. Le résultat final, c'est la disette des métaux, l'impuissance financière et la non-exécution des directives du Gouvernement, qui exigeait le développement des industries métallurgiques et mécaniques, base de l'industrialisation du pays ».

L'ingénieur Stakhevitch⁽²⁾ décrit aussi les résultats du plan de sa-

(1) *Pravda* du 18 février 1930.

(2) *Idem.*

botage appliqué à l'économie soviétique sous les yeux du Gouvernement, impuissant à le comprendre et à empêcher son exécution.

« Le manque du métal embrouille le travail des usines de construction des machines, des wagons et des ateliers de fabrication de rails. De cette façon, nos agriculteurs et les sovkhoses restent sans outils ni machines agricoles, les chemins de fer ne sont pas approvisionnés de la quantité nécessaire de rails, de wagons... Le désarroi dans les chemins de fer a pour conséquence une augmentation démesurée des stocks de houille aux charbonnages, de blé aux élévateurs... Surgit alors la nécessité de réduire la production et de congédier les ouvriers. En un mot, on réussit à créer les conditions favorables à l'invasion des armées étrangères ».

481. — Bien mieux que dans les explications embarrassées des malheureux clients du Guépéou, la position et la psychologie de la dictature communiste apparaît dans le grand discours du dictateur lui-même, prononcé le 28 mai 1930 ⁽¹⁾ :

« Il ne faut pas perdre de vue le fait que la résistance des classes descendantes de notre pays est secondée par le monde extérieur, et qu'elle trouve partout un appui dans l'entourage capitaliste.

« Cet entourage capitaliste n'est point une conception purement géographique.

« Entourage capitaliste, cela veut dire que tout autour de l'U.R.S.S., il existe des puissances toujours prêtes à soutenir nos ennemis de classe à l'intérieur du pays, moralement et matériellement, et que cet appui peut aller jusqu'au blocus et à l'intervention militaire.

« Il est prouvé que les actes de sabotage de nos spécialistes, que les manifestations antisoviétiques des Koulaks, que les incendies et les explosions qui se sont produits dans nos entreprises et dans nos édifices sont directement inspirés par l'extérieur.

« Le monde impérialiste n'a aucun intérêt à ce que l'U.R.S.S. se relève des ruines du tsarisme et puisse un jour rattrapper et dépasser les pays capitalistes avancés.

« C'est la raison pour laquelle le monde impérialiste vient en aide aux forces de l'ancien monde en U.R.S.S. ».

(1) Citons d'après J. STALINE, *Discours sur le plan quinquennal*, texte français, Paris, 1931, 2^e édition, pages 82-83, Librairie Valois.

« Que résulte-t-il de cette situation ? », continuait Staline, et il répondait à sa propre question ⁽¹⁾ :

« Il en résulte, avant tout, que nos difficultés ne sont pas dues au hasard, mais sont bel et bien des difficultés procédant de la lutte des classes.

« Il en résulte, deuxièmement, qu'à l'origine de nos difficultés se trouvent nos ennemis de classe, que ces difficultés se compliquent de la résistance désespérée d'une classe qui se meurt, du soutien que cette classe reçoit du *dehors*, de la présence des éléments petits-bourgeois dans nos propres établissements, du peu d'assurance et de l'esprit obtus de certaines couches de notre Parti.

« Il en résulte, troisièmement, que pour surmonter ces difficultés, il est indispensable, avant tout, de parer aux attaques des éléments capitalistes, d'*écraser* leur résistance et de déblayer, de cette façon, la voie pour une marche accélérée en avant.

« Il en résulte, enfin, que le caractère même de nos difficultés, qui sont des difficultés de *croissance*, nous offre les *moyens nécessaires* pour *écraser* nos ennemis de classe.

« Pour utiliser *ces possibilités* et les transformer en *réalités*, pour écraser la résistance des classes ennemies et surmonter ces difficultés, il n'existe qu'un seul et unique moyen : *Déclencher une offensive* sur tous les fronts contre les éléments capitalistes, et expulser de nos rangs les éléments opportunistes, éléments qui empêchent l'offensive, qui sèment partout la panique et qui ravissent au Parti la confiance dans la victoire finale.

« Il n'existe pas d'autres moyens. Il n'y a que ceux qui ont perdu la tête qui cherchent une issue dans la formule enfantine du camarade Boukharine, sur l'intégration des éléments capitalistes dans le socialisme.

« Le développement s'est fait et continue de se faire d'après la formule de Lénine : « Lequel des deux mangera l'autre ? »

« Est-ce nous qui vaincrons les exploités ? Arriverons-nous à *les fouler aux pieds et à les écraser* ? Ou bien est-ce eux qui nous vaincrons, nous, les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S., qui nous fouleront aux pieds et nous écraseront ? Voilà comment se pose la question, camarades ».

(1) *Idem*, page 84, souligné comme dans le texte.

482. — Les concessions étrangères considérées comme avant postes des armées étrangères et destinées à « être écrasées et foulées aux pieds », devaient disparaître de l'U.R.S.S., lancée à nouveau dans la voie du socialisme intégral. En attendant, elles disparurent des pages de la presse soviétique. A partir du deuxième semestre de 1930, on ne trouve plus nulle part, dans les publications soviétiques, la moindre mention relative aux concessions étrangères. On dirait qu'elles n'ont jamais existé dans le pays des Soviets.

483. — On apprenait quelquefois de sources non soviétiques tel ou tel épisode de la liquidation des concessions étrangères poursuivie dans les coulisses.

Ainsi, la Société anglaise des Mines de Tetukhé, malgré la triste leçon de la Lena Goldfields, poursuivit encore quelque temps l'extraction du plomb et de l'argent dont abondait sa concession. En août 1931, cette société se trouvait être la dernière concession des pays européens subsistant en U.R.S.S., sauvée qu'elle était jusque-là par son éloignement même du centre ⁽¹⁾.

A l'assemblée générale de la société, convoquée à Londres pour le 18 août 1931, le Conseil d'Administration fit prononcer la liquidation anticipée de la société. Sa position sur cette grave question fut motivée de la manière suivante : « Le Pouvoir Soviétique a pris depuis ces derniers mois, à l'égard des concessionnaires, une attitude si agressive et il les opprime à tel point par des exigences impossibles à remplir, qu'une seule solution s'impose aux actionnaires : abandonner la concession qu'il avaient organisée et menée à bien, au prix de tant d'efforts » ⁽²⁾.

Instruites par les conséquences du procès de la Lena Goldfields, les autorités soviétiques proposèrent le rachat de la concession pour une somme forfaitaire de 500.000 livres sterling. Quoique cette somme ne couvrit pas, et de loin, les dépenses engagées dans l'entreprise, l'assemblée générale se rangea à l'avis du Conseil, qui proposait de l'accepter. Le rapport du Conseil précisait que dans les

(1) Les mines de Tétukhé se trouvent dans la région d'Extrême-Orient, c'est-à-dire aux confins orientaux de la Sibérie, non loin du Pacifique.

(2) Rapport du Conseil d'Administration, citons d'après *Financial News* du 19 août 1931.

conditions soviétiques et, au point où en était l'affaire, c'était là la seule solution possible ⁽¹⁾.

L'exemple de la Lena-Goldfields démontra aux concessionnaires de Telukhé qu'on peut faire un procès au Gouvernement Soviétique, qu'on peut même gagner ce procès, mais qu'il est, en tout état de cause, impossible d'obtenir l'essentiel, l'exécution du jugement et le paiement de la somme due.

484. — Outre les concessions proprement dites, les Soviets conclurent avec l'étranger, comme nous venons de le voir, certains contrats dits « de collaboration technique » qui, par leur nature, ne peuvent être rangés dans la catégorie des concessions. Ce sont les contrats relatifs à l'aide technique que des étrangers se proposaient d'apporter à l'industrie russe.

A la suite du procès des ingénieurs de la Société Wickers, accusés par le Guépéou de sabotage et d'espionnage, en mars-avril 1933, le « Daily Mail » ⁽²⁾ publia les résultats de cette politique de « collaboration ». D'après cette source, 2.670 maisons étrangères en tout, exprimèrent le désir de commencer leur travail en U.R.S.S., mais sur ce nombre, 2.611 renoncèrent ensuite à leurs intentions. Sur 59 entreprises qui conclurent des contrats, 14 seulement travaillaient encore en avril 1933. Six d'entre elles demandèrent déjà la résiliation des accords moyennant une indemnité au bénéfice du Gouvernement Soviétique.

Les firmes américaines, précise le « Daily Mail », liquidèrent presque toutes leur travail. Les quelques maisons étrangères qui restent encore en U.R.S.S. sont de nationalité allemande, mais elles ne se proposent pas de renouveler les contrats en vigueur ⁽³⁾.

Le fiasco de la collaboration avec l'étranger serait donc complet. Mais de toutes ces questions les publications soviétiques ne soufflent pas mot.

485. — La conspiration du silence faite dans le pays des Soviets autour des concessions, fut rompue une seule fois par le décret du

(1) *Idem.*

(2) Numéro du 20 avril 1933.

(3) *Financial News* du 20 avril 1933.

27 décembre 1930 ⁽¹⁾, portant le coup décisif au Comité Principal des Concessions. Les bureaux qui existaient sous ses ordres dans les différents Commissariats (Commerce, Industrie, Voies de Communications, etc.), avaient été auparavant chargés des affaires de concessions, mais dépourvus d'autorité. Le nouveau décret libéra ces bureaux de la soumission au Comité Principal des Concessions et leur attribua les fonctions essentielles en matière de concessions, notamment la négociation et la conclusion des contrats et la surveillance de leur exécution.

Le Comité Principal des Concessions subsista, mais son personnel fut réduit à un président, un vice-président, avec les représentants des quatre administrations suivantes : Conseil Suprême de l'Economie Nationale, Finances, Commerce Extérieur et Affaires Etrangères. Le Comité avait dorénavant pour mission d'examiner les projets de contrats soumis à la sanction du Conseil des Commissaires du Peuple, les statuts des sociétés mixtes qui seraient constituées avec la participation de capitaux étrangers, les projets de résiliation ou de rupture de contrats. Le décret décide que les contrats sanctionnés ne porteront plus la signature du Comité Principal des Concessions mais celle du Commissaire du Peuple intéressé ou de son adjoint. Enfin, les Comités de Concessions qui existaient auprès des Conseils des Commissaires du Peuple de diverses Républiques unies et les Commissions de Concessions auprès des Représentations commerciales de l'U.R.S.S. à l'étranger furent supprimés.

Le décret expliquait que ces modifications tendaient à « supprimer les doubles emplois » et à « mettre les organismes économiques en contact plus étroit avec la question des concessions ». En fait, le décret reconnaissait implicitement que la politique concessionnaire n'avait pas pris l'envergure sur laquelle avaient compté ses promoteurs, et réduisait à sa plus simple expression le Comité Principal des Concessions, dont l'ampleur ne correspondait plus à son rendement effectif ou espéré.

Le décret du 27 décembre 1930 fut le glas funèbre des concessions étrangères. Plus rien de substantiel n'a paru à leur sujet dans la presse soviétique, sinon quelques vagues et laconiques échos sur la

(1) Publié dans le *Recueil des Lois et Décrets de 1931*, fascicule n° 2.

liquidation de telle ou telle concession. Cependant, le Conseil des Commissaires du Peuple a conservé, à l'intention des concessionnaires, une organisation squelettique. Il pourrait s'en servir, le cas échéant, si sa politique économique changeait à nouveau d'orientation. Cette éventualité rend d'autant plus intéressante l'analyse des facteurs qui ont fait avorter les concessions capitalistes dans le pays des Soviets.

CHAPITRE V

LES CAUSES DE LA DÉCADENCE DES CONCESSIONS ÉTRANGÈRES DANS L'U.R.S.S.

SECTION PREMIÈRE

Point de vue soviétique

486. — L'échec de la politique concessionnaire du Gouvernement Soviétique devenait évident à tout observateur non prévenu dès la fin de 1926. Mais le Conseil des Commissaires du Peuple n'a jamais voulu admettre que les sociétés concessionnaires étouffent sous le régime soviétique et que l'orientation de ce régime, à partir de 1928, vers une nouvelle expérience de communisme intégral, signifie — sans que le Gouvernement le proclame explicitement — la fin des concessions. Au moment même où la liquidation des concessions se précipitait et où le procès de la Lena Goldfields ne permettait plus d'illusions sur les desseins bolchevistes, le membre du Comité Principal des Concessions, A. Gourevitch, déclarait, au nom du Gouvernement ⁽¹⁾ :

« Nous devons, une fois de plus, donner à nos critiques étrangers
« l'assurance qu'au sein du parti règne une unanimité complète sur
« la question de l'octroi des concessions aux étrangers et qu'aucune
« modification n'est survenue dans les lignes générales de la politi-
« que soviétique en matière de concessions. La tentative de certains
« journaux anti-soviétiques de prophétiser la liquidation prochaine
« de toutes les concessions étrangères qui existent dans l'U.R.S.S.
« est complètement fausse et constitue une invention abominable ».

487. — Mais les économistes soviétiques n'ont pas pu nier la décadence des concessions étrangères, la diminution rapide de leur nombre et de leur importance. Toute une série d'articles et d'interviews fut consacrée à la question ⁽²⁾. Tous nient énergiquement l'existence,

(1) *Economitcheskaja Jizn* des 23 et 25 février 1930.

(2) A. IOFFÉ, *Le travail des concessions est-il possible dans l'U.R.S.S. ?* publié dans les *Izvestia* et *Economitcheskaja Jizn* du 13 février 1927.

Economitcheskaja Jizn du 11 décembre 1927 ; JOHNSON, *Politique soviétique en matière de concessions*,

dans les milieux gouvernementaux, d'une hostilité quelconque contre les sociétés anonymes étrangères, tous affirment la parfaite loyauté du Gouvernement Soviétique, tous rendent les concessionnaires eux-mêmes responsables de leurs échecs, tous répètent les mêmes arguments. Seul le ton change. Tandis que Ioffé examinait en 1927 la question avec une apparence d'objectivité et non sans talent, Gourevitch, en 1930, écrivait avec une irritation et une partialité évidente, qu'il ne cherchait d'ailleurs pas à dissimuler.

C'est l'étude de A. Ioffé, « Le travail des concessions est-il possible dans l'U.R.S.S. ? », qui expose le point de vue soviétique avec le maximum d'ampleur et de clarté. Nous n'utiliserons donc les autres sources que dans l'examen de quelques points secondaires, et dans la mesure où elles complètent l'argumentation de Ioffé.

488. En réfutant les critiques de la presse allemande contre la rigueur apportée dans l'octroi des concessions, Ioffé considère que le nombre insignifiant des concessions accordées s'explique par le caractère même des demandes adressées au Comité Principal des Concessions. Avec une sincérité évidente, Ioffé reconnaît que « les capitalistes anciens, sérieux et solides, n'étaient pas le moins du monde disposés aux expériences concessionnaires en U.R.S.S., considérées par eux comme des aventures risquées. Les capitalistes du type « nouveau riche », qui sollicitaient des concessions, recherchaient exclusivement de gros profits immédiats. Ils ne désiraient pas du tout se charger d'un travail sérieux et de longue haleine. Il leur répugnait surtout d'investir des capitaux importants et d'attendre, quelquefois assez longtemps, le retour des sommes engagées et les bénéfices escomptés. Or, la Russie soviétique est précisément intéressée aux investissements de longue haleine... On comprend donc aisément que dans l'atmosphère de fièvre spéculative, le Gouvernement de l'U.R.S.S. recevait des demandes par milliers, et que, d'autre part, les contrats de concession n'étaient conclus qu'avec un petit nombre de candidats. Nous les signions avec ceux qui paraissaient être les plus solides parmi tous les solliciteurs peu solides ».

BOUTKOVSKI, *Les concessions étrangères dans l'économie de l'U.R.S.S. en 1928*; SKOBELEFF, article dans *Za Industrializatsiou* du 23 mars 1930; A. GOUREVITCH, articles dans l'*Economitcheskaja Jizn* des 23 et 25 février 1930, étude *De la pratique concessionnaire*, publiée dans l'*Economitcheskaja Jizn* du 13 avril 1930.

489. — Aussi précieux que soit cet avœu du Vice-Président du Comité Principal des Concessions, il appelle toutefois plusieurs corrections.

Si, dans l'ensemble, les appréciations de Ioffé semblent bien exactes, il est certain que les concessionnaires de l'U.R.S.S. n'appartenaient pas tous à la catégorie de ceux qui « paraissaient être plus solides parmi tous les solliciteurs peu solides ». On trouve, dans le nombre, certaines entreprises de toute première importance, menées par des capitaines d'industrie ayant fait leurs preuves. Il faut incontestablement ranger dans cette catégorie les concessions des sociétés suivantes :

1° La concession forestière et ferroviaire de la « Mologa-Aktiengesellschaft », société organisée le 5 octobre 1923 à Berlin, par l'ancien chancelier d'Empire Wirth, qui a groupé les fondateurs suivants : l'Union Métallurgique de Dortmund; Société Gimmelsbakh frères, de Hambourg; Société de Constructions d'Essen; Société Bop et Reiter, à Meinheim; Société par actions Schoukert et Shoutté, de Berlin; Société par actions Phégélé et Cie, de Mannheim, et plusieurs autres maisons importantes ⁽¹⁾.

2° La concession « Roussguertorg », du consortium Otto Wolff, qui comprenait les plus grandes firmes métallurgiques allemandes : Phoenix, Aciéries du Rhin et Van der Zypen, ainsi que d'importantes sociétés pour la construction des machines agricoles ⁽²⁾.

3° La concession des mines de manganèse à Tchiatouri, de la Société américaine « Harriman et Cie ».

4° La Société mixte « Drusag », pour la production des semences sélectionnées, fondée avec la participation du Gouvernement allemand et de la ville de Koenigsberg.

5° Les concessions agricoles de la maison allemande Krupp et Cie.

6° L'usine des machines agricoles de la « International Harvester Company ».

7° La concession de la Société américaine « Westinghouse » ⁽³⁾.

(1) Cité d'après l'*Economitcheskaja Jizn* du 27 octobre 1923, article intitulé *De la concession de Mga-Ruibinsk*.

(2) Cité d'après l'*Economitcheskaja Jizn* du 11 octobre 1922.

(3) En 1918, le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale avait nationa-

8° La concession aurifère, minière et métallurgique de la Lena Goldfields.

Ni les défauts des « nouveaux riches », ni l'application des méthodes propres à la « fièvre spéculative » de l'après-guerre ne peuvent être reprochés à toutes ces sociétés. Or, ce sont ces entreprises justement qui comptent, comme nous venons de le voir, parmi les plus rapidement liquidées, après 2 ou 3 années d'expériences. Auraient-elles tenu davantage, le résultat n'en serait pas meilleur.

Le cas de l'« International Harvester Company »⁽¹⁾ présente, à ce point de vue, un intérêt tout particulier.

C'était une entreprise, dont les dirigeants connaissaient parfaitement le pays, pour y avoir travaillé avant la guerre, tout comme la Société Lena Goldfields. En outre, — cas tout à fait exceptionnel, — le Conseil d'Administration n'a jamais perdu la direction de l'affaire. L'article 7 du décret du 29 novembre 1920 sur la nationalisation admettait qu'une entreprise industrielle pouvait rester entre les mains de son ancien propriétaire, si le Conseil Suprême de l'Economie Nationale accordait à ce cas, par une décision spéciale, la non-application du décret. C'est en vertu de cet article 7 que l'usine Luberetzky, appartenant à la Société, n'a pas été nationalisée. Ensuite, le décret du 17 mai 1921 statua que toutes les entreprises, non encore nationalisées à cette date, ne seraient plus sujettes à la nationalisation.

L'International Harvester Company persista à exploiter l'entreprise sous le régime communiste pendant 7 années, subissant des pertes sérieuses, mais gardant toujours l'espoir de les couvrir. Enfin, vers la fin de 1924, de guerre lasse et ne voyant se produire aucune amélioration, la Société décida de fermer l'usine. Les Soviets s'opposèrent à cette décision et nationalisèrent l'entreprise.

lisé à Iaroslav (sur le Volga) une usine privée, la propriété du commerçant Schétinine, qui avait jusque-là produit de l'outillage d'artillerie. Il procéda à l'installation, dans cette usine, d'un concessionnaire américain, la Société américaine par actions « Westinghouse », qui accepta l'affermage de cette usine pour y produire ses freins automatiques.

La Société « Westinghouse » essaya, pendant plusieurs années, de travailler avec les Soviets, sans y réussir; elle trouva plus avantageux de cesser son travail. Les Soviets envoyèrent à l'usine un contrôleur soviétique et le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale demanda et obtint du tribunal départemental de Moscou l'annulation du contrat conclu avec la Maison Westinghouse et le paiement par cette dernière de 236.986 roubles tchervonetz de dommages-intérêts.

(1) Voir *Economitcheskaja Jizn* du 23 décembre 1924.

A la remise de son usine à une direction soviétique, la société estima la valeur des terrains, bâtiments, outillage et matériaux, à 8 millions de roubles. L'estimation des Soviets atteignait à peine 3,5 millions de roubles.

Il est impossible de nier, dans le cas de l'International Harvester Company, que le concessionnaire a fait preuve d'une grande patience, et qu'il a engagé des sommes importantes dans la fabrication des objets de toute première nécessité pour un pays agricole. Son échec est d'autant plus frappant.

490. — Une autre correction encore doit être apportée à l'explication par l'offé des résultats modestes obtenus par le Comité Principal des Concessions. Il est certain que des considérations d'ordre purement politique ont gêné, à plusieurs reprises, le travail du Comité.

Tel fut, par exemple, le cas de la « Russo-Asiatic Company Limited », société offrant toutes garanties de solidité, de sérieux et connaissant, en outre, parfaitement les conditions du travail en Russie et les entreprises dont elle recherchait la concession.

Cette société anonyme anglaise, au capital autorisé de 12 millions de livres sterling, fut enregistrée à Londres le 30 octobre 1919.

Elle fut constituée en vue d'absorber les sociétés suivantes, qui possédaient des propriétés et des concessions en Russie et en Sibérie :

Irtysk Corporation (fondée en 1914);

Kyshtim Corporation (fondée en 1908);

Russo-Canadian Developpement Corporation (fondée en 1917 au Canada);

Tanalyk Corporation, Ltd (fondée en 1912).

L'actif de ces quatre sociétés comprenait : des propriétés agricoles et des concessions minières et forestières, d'une superficie totale de 2.500.000 acres, douze mines et usines en état de fonctionnement (charbon, fer et cuivre, zinc et plomb), 250 milles de voies ferrées. Tous ces biens ont été confisqués et nationalisés par les Soviets en 1918.

Sur les 8.462.907 actions émises en 1919-1920 par la société, 8.458.940 actions, entièrement libérées, ont été remises soit aux compagnies absorbées en rémunération de leurs apports, soit en paiement de concours et apports divers.

La Société devait porter son capital au maximum autorisé de 12 millions de livres sterling, dès la conclusion définitive du contrat qui devait lui restituer, sous la forme de concession, ses propriétés d'antan. Le Conseil d'Administration, fortement constitué, était certain du succès de l'opération ⁽¹⁾.

L'accord préliminaire fut signé à Berlin le 9 septembre 1921, et immédiatement l'ambassadeur des Soviets, M. Krassine, déclarait dans un interview au journal bolchevisant « Nakanounié » sa satisfaction à ce sujet. Précisant que M. Urquhart agissait surtout pour le compte de la succursale londonienne de la Banque Russo-Asiatique, M. Krassine se complaisait à rappeler que les exploitations de la concession employaient, avant la révolution, 30.000 ouvriers et que « d'après le traité, leur rendement doit atteindre dès les prochaines années 30.000 pouds » ⁽²⁾.

Or, l'accord de Berlin fut rejeté, un mois à peine plus tard, pour un motif de politique extérieure. Du moins, Litvinoff, Commissaire du Peuple adjoint aux Affaires Etrangères, dans un nouvel interview accordé au journal ⁽³⁾, expliquait le rejet par « l'hostilité de l'Angleterre à l'égard des Soviets lors des travaux préparatoires de la Conférence de Lausanne ». M. Urquhart, dans sa lettre à Krassine du 11 octobre 1922 ⁽⁴⁾, en donne, cependant, une raison qui touche à la politique intérieure : Le projet comportait l'octroi aux ouvriers et employés de la compagnie d'un statut qui les aurait mis complètement à couvert des interventions des autorités bolchevistes locales et de la Tchéka, plus ou moins déguisées. Les pouvoirs soviétiques ne consentaient à accorder ce régime d'exception qu'au personnel étranger, à l'exception des Russes. M. Urquhart a refusé, à son tour, la signature d'un contrat modifié dans ce sens.

L'année suivante, en 1923, le Gouvernement Soviétique imposa au Bureau Océanique des Voyages une clause symptomatique, d'après laquelle le Gouvernement Soviétique avait le droit d'exiger l'exclusion

(1) Ce Conseil se composait de MM. L. Urquhart, président; Cater Scot, administrateur-délégué; Andraee, Brown, Mitchell, Morgan, Polak, Reynolds, Reid Scott, administrateurs.

(2) *Nakanounié (La Veille)* du 13 septembre 1922.

(3) *Nakanounié (La Veille)* du 10 octobre 1922.

(4) Nous résumons d'après la copie jointe à la lettre-circulaire du 12 octobre 1922 aux actionnaires de la Russo-Asiatic Company.

hors de la société de n'importe quelle compagnie de navigation, si le Gouvernement du pays d'origine de cette compagnie a rompu les rapports avec l'U.R.S.S. ⁽¹⁾.

L'année 1924 nous offre un nouvel exemple de pression politique, exercée à l'aide des concessions. L'*Economitcheskaïa Jizn* ⁽²⁾ fait savoir à ses lecteurs que « tant que la solution du conflit soviéto-germanique ne sera intervenue, le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. a décidé de rayer de ses ordres du jour toutes les affaires de concessions intéressant des citoyens allemands. Le Conseil a également proposé au Comité Principal des Concessions d'arrêter la marche normale de toutes les affaires de cette catégorie. En conséquence, plusieurs contrats de concession, qui devaient être approuvés à la dernière séance du Conseil, ont été rayés du rôle ».

Admettons donc, avec Ioffé, la qualité douteuse de la majorité des postulants, attirés vers les concessions soviétiques par l'appât d'un gain facile. Mais remarquons aussi que les concessionnaires les plus solides ne furent pas les plus heureux dans l'U.R.S.S. et que la politique spécifique de ce pays, constamment en conflit tantôt avec une puissance, tantôt avec une autre, écartait des demandes sans se préoccuper des intérêts de l'économie nationale, ni des garanties offertes par les requérants.

491. En passant aux conditions concrètes du travail des concessions dans l'U.R.S.S., Ioffé s'élève contre le grief adressé aux Soviets « d'imposer dans les contrats des conditions inacceptables ». Avec un peu de paradoxe, il attribue ces conditions à l'imprudence des concessionnaires eux-mêmes. A l'appui de sa thèse, il cite le cas de la Société Harriman, qui exigea l'insertion d'une clause lui conférant la réorganisation de la voie ferrée de Charopau-Poti, malgré les objections des experts soviétiques sur le coût des travaux prévus. Un an plus tard, la société demanda à être dégagée de cette obligation trop lourde.

De même, la Société Krupp prit l'engagement de faire pousser des céréales sur un sol qui convenait uniquement à l'élevage. Mais, déclare Ioffé, « toutes les fois que des erreurs de ce genre se sont pro-

(1) *Economitcheskaïa Jizn* du 26 juillet 1928.

(2) *Economitcheskaïa Jizn* du 16 mai 1924.

duites, le Gouvernement Soviétique consentait immédiatement à les corriger ».

Les véritables causes de l'insuccès de certaines concessions résident, d'après Ioffé, ou bien dans les modifications inattendues des conditions d'exploitation, ou bien dans l'insuffisance des capitaux dont disposaient les sociétés concessionnaires.

492. Quant à la première de ces causes, Ioffé admet que « certaines concessions n'appartenant pas au type frauduleusement spéculatif, étaient obligées de résilier leurs contrats avant le terme prévu, à cause de la non rentabilité évidente, découlant d'un changement radical et imprévisible des conditions économiques. Tel est le cas des concessions ayant pour objet l'exportation du bois ⁽¹⁾. Après avoir été fort lucratives durant les premières années de leur existence, elles sont devenues ensuite non rentables et même déficitaires, à la suite des modifications non favorables du marché mondial des bois ».

Ioffé ne développe pas cet argument. Il pourrait cependant citer à l'appui de sa thèse un cas où les changements des conditions économiques étaient fort prévisibles, n'était la connaissance insuffisante par les concessionnaires des conditions dans lesquelles ils devaient travailler. Nous parlons de la concession américaine « Harriman et Cie, Limited ». Si Harriman n'avait pas signé le contrat « sans s'inquiéter de savoir où se trouve le Caucase », il aurait pu apprendre l'existence près de Nikopol des filons manganésiens, dont l'exploitation par le Gouvernement Soviétique déjouerait tous ses calculs, basés sur le monopole mondial du manganèse, appartenant aux gisements de Tchiatouri.

Il aurait pu apprendre aussi que les mines de Nikopol avaient commencé à exporter en 1924, et qu'en juin 1925, au moment de la signature du contrat de concession, les exportations de Nikopol s'élevaient déjà à plus de 12.000 tonnes par mois.

De même, il n'avait qu'à se reporter au prix du manganèse en 1914, environ 10 dollars « fob » Hambourg, pour se rendre compte qu'une redevance fiscale de 3 puis de 4 dollars à la tonne (à partir de 1928), augmentée de l'amortissement en 15 années d'une ligne de

(1) Norvegoless, Hollandoless, Angloless.

chemin de fer à construire et d'un port à outiller, constituait une charge trop lourde ».

493. — La deuxième cause de l'insuccès, — l'insuffisance des ressources financières — a, d'après Ioffé, une portée bien plus générale. « Il arrive que le concessionnaire est très solide et a de l'argent, mais il n'en a pas assez pour faire fonctionner une grande concession prise dans l'espoir d'obtenir des crédits à l'étranger et d'attirer dans l'entreprise des capitaux supplémentaires. Or, ces espoirs sont souvent déçus. Alors, une concession de ce genre se trouve démunie de fonds de roulement suffisants, se trouve dans une situation difficile, et se trouve dans l'obligation de demander des crédits dans les banques soviétiques et de solliciter constamment, du Gouvernement Soviétique, des avantages toujours nouveaux. Comme, néanmoins, les fonds continuent à manquer, l'entreprise est acculée finalement à des emprunts aux taux exorbitants et à une gestion financière irrationnelle ».

494. — Ioffé cite comme exemple d'une société de ce genre, la Mologoless (Mologo-Aktiengesellschaft), dirigée par l'ancien Chancelier du Reich, M. Wirth. Cette concession, écrit-il, « a traversé beaucoup de difficultés... et toujours le Gouvernement Soviétique lui est venu en aide, en lui accordant différents avantages. Entre autres avantages, le Mologoless est libéré de l'obligation d'exporter le bois et travaille exclusivement pour le marché intérieur; les conditions du marché du bois à l'intérieur de l'U.R.S.S. sont, comme on le sait, extrêmement favorables et lucratives pour le producteur; les entreprises forestières travaillent avec bénéfices, et les organisations pour l'exportation du bois couvrent et au delà leurs pertes sur les exportations, par les profits copieux du commerce sur le marché intérieur. Dans certains cas, les concessionnaires étrangers obligés par le contrat d'exporter du bois, tout en sollicitant une série d'avantages, déclaraient qu'ils abandonneraient leurs revendications pourvu qu'on les autorisât à vendre une partie de leur production sur le marché intérieur. Comment se fait-il alors que le Mologoless, qui ne travaille que pour ce marché intérieur, se plaigne cependant de la non-rentabilité de l'entreprise et des pertes subies par les actionnaires ?... » La raison est, d'après Ioffé, dans l'insuffisance du capital actionnaire et dans l'obligation qui en résulte de se procurer de l'ar-

gent à crédit, quelles qu'en soient les conditions. « Le Gouvernement Soviétique a ouvert des crédits à la Mologo-Aktiengesellschaft, il accordera des avantages nouveaux, s'il le faut. Mais il est nécessaire que la société augmente d'elle-même son capital-actions et ses fonds de roulement », concluait Ioffé.

495. - L'exemple était bien choisi et l'argument portait. Une fois de plus, le négociateur de la paix de Brest-Litovsk se révélait un fin polémiste. Quelques semaines plus tard, Ksandrov, alors vice-président du Comité Principal des Concessions, dans un interview publié par la « Pravda » ⁽¹⁾, fit un historique complet de la « Mologoless ». Les extraits de l'interview, traduits ci-après, confirment entièrement le diagnostic de Ioffé :

« Le camarade Ksandrov dit qu'après sa première année de travail, la Société « Mologoless », en invoquant les pertes subies par l'entreprise, a formulé deux requêtes : l'une sollicitait la garantie de 26 saïènes cubes d'écorce de bois par déciatine, l'autre demandait le droit d'acheter des coupes de bois se trouvant hors du territoire de la concession et celui d'acheter du bois coupé. Les autorisations et la garantie demandées ont été accordées par le Gouvernement Soviétique.

« Ces avantages ont permis au concessionnaire de développer, en 1925-1926, son activité, en produisant du bois pour 8 millions de roubles environ, contre 4 millions 1/2 en 1924-1925.

« D'autre part, sur la demande du concessionnaire, le délai accordé à la Mologoless pour terminer les travaux du chemin de fer Mga-Ribinsk, entrepris par l'ancien régime, fut prorogé de deux ans.

« Au printemps de 1926, la société formula de nouvelles demandes, sollicitant des avantages supplémentaires, aussi bien pour sa concession forestière que pour la concession ferroviaire.

« Le Gouvernement lui accorda des délais pour le paiement des taxes frappant les bois coupés (400.000 roubles); la dispense des droits sur les transports, en attendant le règlement général de cette question; la prorogation des tarifs avantageux jusqu'en janvier 1927. De sorte que la pratique de l'exécution du contrat de concession démontre, avec évidence, que le Gouvernement de l'U.R.

(1) *Pravda* du 23 mars 1927 : *Situation de la concession Mologoless*.

« S.S. examinait toujours avec bienveillance les requêtes du concessionnaire et en tenait compte largement, même bien au delà des clauses initiales du contrat.

« En outre, le concessionnaire bénéficiait, en U.R.S.S., d'un soutien financier important de la part de la Banque de l'Etat (4 millions 1/2 de roubles de crédits utilisés au 5 mars 1927), et de la Banque de l'Industrie (420.000 roubles de crédits utilisés au 1^{er} octobre 1926). La Mologoless utilisait également 3 millions de roubles d'avances consenties par les différentes organisations de l'Etat, traitant les bois et les objets de bois. Elle était enfin titulaire d'un emprunt de 2.200.000 roubles, accordé par le Gouvernement Soviétique et venant à échéance le 5 mars 1927.

« Quelles sont donc les causes des difficultés financières de la Société concessionnaire ? La cause principale réside dans l'absence d'une base financière solide.

« Le capital initial de 300.000 marks fut très probablement dépensé tout entier durant la période d'organisation, avant même la conclusion du contrat. Au début des opérations, à l'automne de 1923, la société n'avait presque plus de fonds lui appartenant en propre et fut obligée d'avoir recours aux emprunts. Elle payait aux prêteurs 15 à 16 % durant la première année de son existence, taux ramené à 13 % dans la deuxième année et à 7-8 % dans la troisième. Au début de son troisième exercice, le capital social fut porté, d'ailleurs, à 3 millions de roubles.

« Néanmoins, l'insuffisance de ces moyens financiers et leur disproportion en regard des buts de la concession sautent aux yeux et sont reconnues par la presse germanique.

« La deuxième raison de la situation embarrassée de la Mologoless consiste dans son organisation, qui comporte un très haut pourcentage de frais généraux...

« La concession forestière est très rentable en soi. Le bilan de la société pour 1925-1926 accuse, pour la première fois, des bénéfices importants provenant des opérations sur les bois.

« Il résulte, de ce qui vient d'être exposé, que le sort de l'entreprise concessionnaire dépend de la solution définitive de la question financière. Si le concessionnaire n'arrive pas à trouver cette solution, la liquidation de la concession deviendrait inévitable ».

496. — L'exposé de M. Ksandrov est parfaitement exact. Les reproches adressés à la Mologoless sont fondés.

Le désir de faire rendre rapidement à l'entreprise un maximum de profits, sans se préoccuper de son avenir, paraît incontestable chez les concessionnaires. Les richesses forestières du bassin de la Mologa sont bien connues dans toute la Russie et leur exploitation fut, avant la guerre, à la base de plusieurs fortunes archimillionnaires ⁽¹⁾.

Un fait est cependant passé sous silence par Ioffé et Ksandrov, et il enlève à leurs démonstrations une bonne partie de leur intérêt. La concession de la Société Mologoless avait un caractère tout spécial. C'était une de ces concessions accordées, comme le dit Ioffé lui-même, au début de son étude ⁽²⁾, « dans un but de propagande et non pour en obtenir des avantages économiques ». Mieux que cela, l'exploitation des richesses forestières du bassin de la Mologa devait récompenser M. Wirth de sa sympathie et des services rendus aux représentants soviétiques en Allemagne, tout en assurant aux Soviets, dans l'avenir, l'appui éventuel de l'ancien chancelier du Reich. Ce n'est pas d'ailleurs le Trésor de l'U.R.S.S. qui s'est fatigué finalement de prêter à M. Wirth de l'argent russe pour l'exploitation des forêts russes.

Ce sont les banques allemandes, indifférentes aux buts de la propagande bolchevique et à la démonstration de la rentabilité de la Mologoless qui ont acculé la concession à la liquidation, rien qu'en exigeant le remboursement des avances. Le Gouvernement Soviétique, par contre, resta toujours bienveillant à l'égard de Wirth et racheta la concession défaillante pour une somme coquette de deux millions de marks.

497. — Comme nous venons de l'indiquer, les développements de la grande presse soviétique et des éditions spécialisées n'ajoutaient rien de substantiel à l'article de M. Ioffé. On y reprochait aux conces-

(1) Le bassin de la Mologa et de ses affluents comprend trois districts — Béjetzki, Vyschnevolotzki et Vésigonski — du gouvernement de Tver, deux districts — Oustioujski et Tchérépovetski — du gouvernement de Nijni-Novgorod et le district Molojski du gouvernement d'Iaroslavl. Les surfaces énormes couvertes de pins et de sapins et un réseau très développé de communications fluviales faisaient de toute cette région un centre important et très ancien de commerce de bois.

(2) Etude précitée dans l'*Economitcheskaja Jizn* et les *Izvestia* du 13 février 1927.

sionnaires de ne pas avoir investi dans leurs entreprises des capitaux suffisants; de ne pas avoir exécuté les obligations financières envers l'Etat, prévues aux contrats; de ne pas avoir tenu compte des lois sur le travail; de ne pas avoir exécuté en temps voulu et intégralement les travaux prévus par les contrats; de ne pas avoir compris que « le développement de l'économie de l'U.R.S.S. prive les concessionnaires de leur monopole de fait et les oblige à réduire leurs bénéfices » ⁽¹⁾.

Mais on n'indiquait jamais les raisons de ces prétendues violations des contrats.

498. — Nous venons de faire le tour des arguments invoqués par les auteurs soviétiques pour expliquer l'échec de la politique des concessions. Ces explications n'expliquent, finalement, rien du tout. Pourquoi les capitaux étrangers, qui affluaient par milliards en Russie d'avant-guerre, ont-ils boycotté l'U.R.S.S., malgré toutes les promesses du Gouvernement Soviétique et les efforts déployés pour allécher le capital international, si sensible cependant à l'appât du gain ? Pourquoi même la concession du chancelier Wirth, jouissant de la protection et des sympathies toutes particulières du Gouvernement Soviétique, n'a-t-elle pu obtenir en Allemagne les concours financiers pour une exploitation bénéficiaire et n'exigeant pas des capitaux grandioses ? ⁽²⁾ Quelles sont les conditions qui ont entravé l'organisation rationnelle de la société de Mologouss et de tant d'autres concessions soviétiques ? Pourquoi Krupp, Wolf, Harriman et autres chefs d'industrie étrangers, ont-ils abandonné si rapidement leurs essais et leurs efforts en vue de concourir au relèvement économique de la Russie ? Les sommes nécessaires ne leur faisaient certainement pas défaut pour « opérer l'assainissement des entreprises par des investissements supplémentaires du capital étranger » ⁽³⁾.

Cette série de questions pose des problèmes fort complexes. Leur complexité appelle un examen attentif du cadre dans lequel se dé-

(1) GOUREVITCH, *De la pratique des concessions étrangères*, étude parue dans l'*Economitcheskaja Jizn* du 13 avril 1930.

(2) M. Wirth sollicitait du Gouvernement du Reich un crédit de 25 millions de marks (*Pravda* du 23 mars 1927).

(3) GOUREVITCH, *De la pratique des concessions étrangères*, étude parue dans l'*Economitcheskaja Jizn* du 13 avril 1930.

roulait la vie quotidienne des concessions étrangères dans l'U.R.S.S. On dégage alors avec évidence les véritables raisons de leur échec :

1° L'antagonisme de principe et l'hostilité, ouverte ou latente, des organisations soviétiques à l'égard des concessions capitalistes;

2° L'impuissance du droit et de la technique juridique dans les conditions soviétiques;

3° La domination économique du Gouvernement Soviétique, maître de vie et de mort des concessions étrangères;

4° La question ouvrière et les problèmes insolubles qui en découlent;

5° L'insécurité des biens et des personnes provenant de l'incertitude de la politique soviétique et de l'immixtion du Guépéou.

Chacune de ces causes de l'impossibilité du travail productif des concessions en Russie soviétique, mérite une analyse détaillée.

SECTION DEUXIÈME

Antagonisme de principe et hostilité ouverte ou latente des organisations soviétiques à l'égard des concessions capitalistes

499. -- Le Parti Bolcheviste n'a eu recours aux concessions étrangères qu'à son corps défendant, pour ainsi dire. C'est l'échec complet de la politique du communisme intégral qui obligea le X^e Congrès du Parti ⁽¹⁾ à se préoccuper vivement de la question ⁽²⁾.

A ce Congrès, Kamenef, le 15 mars 1921, a donné une définition parfaitement claire des concessions et des raisons pour lesquelles les Bolcheviks devaient recourir à ce procédé :

« La Russie des Soviets, a-t-il dit, ne peut exister que si elle développe activement ses forces productrices. Sommes-nous capables
« de mettre en valeur nos richesses naturelles et de rétablir notre
« économie sans l'aide du capital étranger ? Nous devons répondre
« carrément à ce Congrès : non !... Mais, si nous consentons à nous
« faire aider par le capital étranger, pourquoi donc n'accorderions-
« nous pas des concessions aux capitalistes russes ? Cette question
« est souvent posée. Eh bien, ceux qui la posent ne comprennent

(1) Congrès tenu à Moscou du 8 au 18 mars 1921,

(2) *Izvestia* et *Pravda* du 16 mars 1921,

« pas que, si nous rappelons les capitalistes russes, nous serons
« obligés de leur céder le pouvoir, tandis que les capitalistes étran-
« gers se contenteront de mettre en valeur les richesses naturelles
« russes sans vouloir exercer le pouvoir, tout simplement pour re-
« tirer des profits. Nous leur faisons une concession économique
« précisément pour conserver le pouvoir. »

500. Lenine lui-même envisageait alors la situation de la Russie soviétique sans optimisme ⁽¹⁾ :

« La révolution internationale monte et, simultanément, la crise
« économique devient plus aiguë. Mais nous serions fous si nous en
« déduisions que, dans un court délai, nous serons secondés par
« l'étranger sous forme d'une révolution prolétarienne sérieuse; je
« suis convaincu que, dans cette salle, il ne se trouve pas de fous
« de cette espèce. Pendant 3 ans, nous avons appris que miser sur
« la révolution mondiale ne veut pas dire escompter un court délai;
« le rythme du mouvement peut provoquer une révolution vers le
« printemps, mais il peut bien nous dé tromper aussi. Voilà pourquoi
« il convient de régler notre attitude conformément aux rapports des
« classes qui existent tant dans notre pays, qu'à l'étranger, afin que
« nous puissions maintenir la dictature du prolétariat le plus long-
« temps possible et surmonter peu à peu toutes les crises qui nous
« accablent. C'est là le seul énoncé raisonnable du problème... »

« Nous ne sommes pas en mesure », déclare-t-il dans le même dis-
cours, « de rétablir notre vie économique dévastée, par nos propres
« forces, sans recourir à l'outillage et à l'aide technique de l'étran-
« ger. Il ne suffit pas de faire venir de l'étranger l'outillage. Il faut
« octroyer des concessions très larges, afin que l'outillage soit monté
« selon le dernier mot de la technique. C'est ainsi que nous pouvons
« un peu rattraper l'avance des syndicats de producteurs des autres
« pays. Toute personne qui regarde les choses froidement doit con-
« venir que, sans cela, nous ne pouvons pas parer à la crise ac-
« tuelle ».

Deux jours plus tard, dans son fameux « Discours sur l'impôt en

(1) Discours du 13 mars 1921, à la séance du X^e Congrès du Parti Communiste.

nature» ⁽¹⁾, Lénine est revenu à la question des concessions, en dévoilant son arrière-pensée.

« Tant que la révolution n'a pas éclaté dans les autres pays, nous
« serons obligés de tenir ferme en développant notre économie pen-
« dant des dizaines d'années. Il ne faut pas hésiter à sacrifier des
« centaines de millions et même des milliards sur nos richesses na-
« turelles incalculables, sur nos riches réserves de matières pre-
« mières, pourvu que nous obtenions l'aide du grand capital étran-
« ger. *Nous nous rattraperons plus tard en reprenant avec intérêts*
« *ce qui sera donné par nous* ⁽²⁾. Il est impossible de garder le pou-
« voir, sans l'aide du capital, dans un pays ruiné et dont la paysan-
« nerie, ruinée elle aussi, est de loin la classe la plus nombreuse.
« Il est évident que le capital en profitera pour obtenir des profits
« usuraires... »

501. — Enfin, le 9 avril 1921, en défendant l'idée des concessions étrangères à la réunion des secrétaires et des représentants des cellules du Parti Communiste, Lénine s'écria ⁽³⁾ : « La définition des
« conditions dans lesquelles les concessions nous sont utiles et ne
« présentent pas de danger, dépend du rapport des forces en pré-
« sence. *Tout se décide par la lutte, car la concession est également*
« *une forme de lutte, la continuation de la lutte de classe sous une*
« *autre forme.* Ce n'est jamais le remplacement de la guerre de
« classe par la paix de classes. Quant aux méthodes et aux moyens
« de la lutte, la pratique seule les déterminera ».

502. — L'état d'esprit révélé par les initiateurs de la politique concessionnaire fut celui du Parti Communiste russe tout entier. Il ne s'est nullement modifié même en 1925-1926, période où le Gouvernement Soviétique fit son plus grand effort en matière de concessions. L'hostilité des chefs communistes, leur morgue pleine d'orgueil, se donnaient libre cours dans des déclarations publiques.

En 1925, au Congrès du Parti Communiste, Larine proclamait textuellement ceci ⁽⁴⁾ :

(1) LÉNINE, *Œuvres choisies*, Moscou, 1925, page 12, Discours du 15 mars 1921 à la séance du X^e Congrès du Parti Communiste Russe.

(2) Souligné par nous.

(3) LÉNINE, *Œuvres choisies*, page 52, Discours dit *De l'impôt en nature sur la production agricole*. Souligné par nous.

(4) Discours de Larine, prononcé le 28 avril 1925 (*Pravda* du 3 mai 1925).

« Pourrions-nous jurer que dans 10 ou 20 ans nous n'expropri-
« rons pas les Koulaks (paysans aisés) dans les villages ? Nous ne
« pouvons le leur jurer, tout comme nous ne pouvons le promettre
« aux capitalistes des villes. Nous autorisons l'industriel à exploiter
« son usine ou sa fabrique, mais nous savons parfaitement, et lui
« aussi, qu'un jour s'établira le régime socialiste et que cette fabri-
« que, nous la confisquerons. Quand le temps sera venu, nous expro-
« prierons la propriété privée, sans qu'il soit besoin pour cela de
« faire une seconde révolution; il suffira d'un simple décret ! »

503. — L'année suivante Boukharine, grand théoricien du Parti Communiste après la mort de Lénine, s'exprimait d'une manière non moins menaçante ⁽¹⁾ :

« Nos relations avec la bourgeoisie ne peuvent pas être caracté-
« risées par le fait qu'elle collabore avec nous et que nous lui per-
« mettons de faire du commerce. Si nous avons une certaine colla-
« boration avec elle, nous nous trouvons dix fois, que dis-je, cent
« fois plus souvent en lutte contre elle. D'une part, nous admettons
« ces éléments capitalistes, nous condescendons à collaborer avec
« eux, d'autre part, notre but final est de les éliminer radicalement
« en fin de cause, de les vaincre et de les supprimer, tant économi-
« quement que socialement. C'est là un type de collaboration qui pré-
« ssume une lutte acharnée, quoique, peut-être, dépourvue d'effu-
« sion de sang ».

504. — En 1928, Trotzky, alors Président du Comité Principal des Concessions, formula ainsi le point de vue soviétique sur les concessions, lors de la visite au Comité, de la délégation ouvrière allemande ⁽²⁾ :

« Si les ouvriers et les paysans de la Russie tzariste ont arraché
« le pouvoir des mains des capitalistes russes, ce n'est sûrement
« pas pour le remettre, parcelle par parcelle, aux capitalistes d'au-
« tres pays... Il y a, dans notre politique concessionnaire, une cer-
« taine analogie avec notre politique paysanne. Dans un cas comme

(1) Discours de Boukharine, prononcé en février 1926, à la Conférence du Parti Communiste à Léninegrad. (*Parijsky Vestnik*, journal officiel des Soviets à Paris, du 18 février 1926).

(2) *Izvestia* du 28 juillet 1928.

« dans l'autre, l'histoire nous avait imposé un compromis entre les principes socialiste et capitaliste. Il y a cependant une différence énorme entre les deux compromis. Quant aux paysans, nous ne nous comptons pas des habitudes séculaires d'une classe qui n'a pas encore appris à nous comprendre entièrement, mais qui doit l'apprendre et qui l'apprendra. Dans nos rapports avec les concessionnaires étrangers, par contre, nous concluons des conventions avec une classe qui est notre ennemi mortel ».

Paroles singulières dans la bouche du Président du Comité Principal des Concessions ! Bizarres même, si on se rappelle qu'elles étaient prononcées à l'époque où le Gouvernement Soviétique faisait un appel désespéré aux capitaux étrangers, en publiant son nouveau programme de concessions.

La théorie officielle des concessions étrangères les considérait donc comme une institution précaire, comme un mal nécessaire, mais en tout cas provisoire. Cette doctrine avait, comme conséquence, une pratique empreinte de dualité et de contradictions.

D'une part, le Gouvernement Soviétique s'adressait au capital étranger, en présentant, sous une couleur rose, dans les articles de propagande, l'activité des concessions existantes ; d'autre part, les organes de l'Etat leur suscitaient, comme nous venons de le voir, toutes sortes d'obstacles.

Le contrat de concession présentait, nécessairement, toute une série de dérogations à la législation en vigueur et leur donnait un aspect de corps étranger au sein de l'organisme soviétique. De là cette atmosphère de méfiance qui provoqua, lors de la publication en 1928 du nouveau programme des concessions, « une alarme non dissimulée même parmi certains agents soviétiques qualifiés et haut placés » ⁽¹⁾. Ils se demandaient : « Est-ce vraiment possible qu'une quantité si énorme d'entreprises soit octroyée aux concessionnaires ?... » ⁽²⁾. Les « Izvestia » s'empressaient de calmer ces appréhensions en expliquant que « les listes publiées sont purement alternatives et ne doivent être comprises que comme une simple énumération des objets offerts au choix des capitalistes étrangers ». « Par

(1) *Izvestia* du 6 novembre 1928 (n° 259) : *La grandeur des concessions dans l'U.R.S.S. et les limites de leur sphère d'action*,

(2) *Idem*,

ailleurs », ajoutait l'organe officiel, « le poids relatif des concessions dans notre économie nationale est tout à fait infime. Le capital investi dans les concessions se chiffre par 45 millions de roubles environ, soit 0,5 % seulement du capital investi dans les entreprises de l'Etat » (1).

505. — La contradiction de la politique soviétique apparaît toute entière dans cette alarme et dans les explications destinées à la calmer. Mais elle est bien plus profonde encore lorsqu'on passe du critère quantitatif à la qualité du travail des concessionnaires étrangers.

On trouve dans la presse soviétique des appréciations fort flatteuses de ce travail. En 1925 la « *Torgovo-Promishlennaïa Gazeta* » écrivait (2) : « Un des côtés positifs des concessions étrangères consiste dans leur influence sur notre industrie retardataire, qu'elles poussent sur la voie du progrès. Nous avons donné en concession aux sociétés mixtes environ 6,5 millions de déciatines de forêts. Le Gouvernement d'Arkhangel présente actuellement l'arène sur laquelle luttent deux forces : les Sociétés mixtes « Roussangloless », « Rouss-hollandoless » et « Roussnorvégoless », d'une part, et les organes de notre industrie de l'Etat, le « Siévéroless », d'autre part. On ne peut pas dire que dans cette lutte nous ayons toujours l'avantage. Bien au contraire, nous cédon aux concessionnaires sur bien des points... »

De même, l'« *Economitcheskaïa Jizn* » reconnaissait, en 1927, que la Lena Goldfields exploitait ses mines d'or avec plus de succès que les Soviets qui dirigeaient les mines nationalisées. D'après cette source (3), les mines d'or de la Lena Goldfields ont atteint, en 1926-1927, près de 60 % de leur production d'avant-guerre, tandis que les mines qui restaient exploitées par l'Etat soviétique n'ont atteint que 30 % de leur production d'avant guerre.

Dans les cas précités, l'industrie concessionnaire a pleinement justifié sa raison d'être : servir de stimulant et d'exemple à l'industrie de l'Etat.

(1) *Idem.*

(2) *Torgovo Promishlennaïa Gazeta* du 26 mars 1925, article de St. PRILATZ, *Une leçon économique.*

(3) *Economitcheskaïa Jizn* du 2 novembre 1927.

506. — Mais toute concession modèle bien organisée (Lena Goldfields, Drusag, Gammer) faisait peur aux chefs soviétiques. Les succès d'une entreprise capitaliste appelaient une comparaison avec les résultats de leur propre activité; les bénéfices réalisés par les ennemis de classe en faisaient des concurrents d'autant plus dangereux qu'ils escomptaient mieux que l'industrie de l'Etat les besoins des larges masses de consommateurs ⁽¹⁾.

Cet état d'esprit créait une tendance aux abus d'imposition fiscale, dont nous avons vu quelques exemples en analysant les bilans des concessions étrangères. Parfois, le contrat même de concession portait trace de cette tendance. Ainsi, il a été stipulé dans le contrat avec la Compagnie des Télégraphes du Nord ⁽²⁾ que « le Gouvernement des Soviets prélèvera sur chaque mot transmis télégraphiquement 1 fr. 19 centimes or. Sur cette somme, la Compagnie reçoit 17 centimes, de sorte que le Gouvernement obtient 1 fr. 02 centimes or net par mot » ⁽³⁾. Cette redevance apparaît d'autant plus exagérée que les « Izvestia » annonçaient en même temps ⁽⁴⁾ :

« La compagnie se charge d'entretenir en grande partie nos lignes télégraphiques. C'est ainsi qu'elle va installer des appareils qui transmettent 110 mots à la minute, alors que nos appareils ne peuvent transmettre que 20 mots à la minute ».

507. — Avec le temps, les économistes soviétiques commençaient à convoiter la part des bénéfices laissés aux concessionnaires étrangers :

« Nous proposons... », écrivait Gourevitch en 1926 ⁽⁵⁾, « de limiter l'admission des petits capitalistes étrangers dans les branches d'industrie qui procurent des bénéfices élevés et une rotation rapide du capital. Si, pour des raisons techniques quelconques, cette admission nous est profitable, il est nécessaire de limiter la durée de

(1) *Torgovo Promischlennaïa Gazeta* du 23 avril 1926, article de GOUREVITCH, *Le capital privé et notre politique des concessions*. *Torgovo Promischlennaïa Gazeta* du 8 octobre 1925 : L. TROTSKY, *Une concession dans l'industrie des crayons*.

(2) Société danoise pour l'exploitation des câbles.

(3) *Izvestia* du 26 août 1921.

(4) *Idem*.

(5) *Torgovo Promischlennaïa Gazeta* du 23 avril 1926, article intitulé : *Le capital privé et notre politique des concessions*.

« la concession aux délais de l'amortissement des capitaux investis.

« Par contre, il faut attirer avant tout, dans ces branches de la « production, les capitaux de l'industrie locale, étatique ou coopérative ».

Ce désir de conserver pour l'Etat le bénéfice des affaires regardées comme étant trop fructueuses pour les détenteurs poussait le Gouvernement Soviétique à la création d'organisations concurrentes : Soiouzzoloto dressé contre la Lena-Goldfields, les mines de Nicopol torpillant le manganèse de Tchiatouri, le Sieveroless prêt à prendre la succession des concessions forestières étrangères.

508. — La dualité de la position du Gouvernement Soviétique ne pouvait échapper à l'attention des capitalistes occidentaux. La précarité de la paix armée entre l'Etat communiste et les entreprises privées, était évidente. Elle provoqua l'abstention du capital étranger qui ne voulait pas s'aventurer dans l'U.R.S.S.

L'attitude du capital étranger rendit, à son tour, inutile l'effort des bolcheviks pour modérer l'ardeur des « purs ». Sous l'influence de l'aile gauche du parti, les rapports avec les sociétés concessionnaires devenaient de plus en plus tendus et prenaient, d'après la presse soviétique elle-même, l'aspect d'une véritable guerre ⁽¹⁾. L'idée de collaboration paisible avec les concessionnaires céda la place à la proclamation ouverte de l'antagonisme de deux systèmes.

« Devant nous, c'est une classe ennemie », — proclama, au nom du Gouvernement, Krylenko, en parlant des concessions, — « et une classe militante, qui n'abandonne point la lutte, qui n'a pas perdu l'espoir d'une victoire, une classe qui agit contre nous, les armes à la main » ⁽²⁾.

Ces armes, personne ne les a vues à l'œuvre. Mais la déclaration du Procureur général de l'U.R.S.S. fait toucher du doigt une des principales causes de l'échec des concessions étrangères : l'hostilité persistante des dirigeants communistes à l'égard du capital, qu'il soit national ou étranger, que son concours soit jugé nécessaire ou

(1) Voir, par exemple dans la *Torgovo-Promischlennaïa Gazeta* du 22 février 1929, l'article intitulé *La guerre de deux clans dans le Caucase. Le duel d'artillerie, par télégrammes entre la concession Ragaz (Société Russo-Américaine des Gaz comprimés) et l'Aznepht (Trust de l'Etat : Le Naphte d'Azov)*.

(2) Article publié dans les *Izvestia* du 14 février 1930.

superflu. A travers tous les changements de tactique, l'essence du régime bolcheviste n'a pas varié depuis les nationalisations et les confiscations de 1917-18. Le Gouvernement Soviétique n'a jamais pu résister à la tentation d'appliquer un traitement analogue aux sociétés étrangères venues s'établir sur son territoire.

SECTION TROISIÈME

Absence de la notion de droit dans la vie soviétique

509. — Habitué à l'ambiance de la vie économique européenne, certains concessionnaires espéraient éviter la plupart des difficultés par une bonne rédaction des contrats de concession. Ils espéraient ainsi avoir raison de l'hostilité latente du Gouvernement Soviétique. Ces espoirs n'ont pas tardé à être déçus.

En effet, comme l'a fort bien dégagé des textes législatifs le professeur Mirkine-Guetzevitch, « le droit soviétique, en premier lieu, ignore la pratique de la publication obligatoire des lois... » ⁽¹⁾, « ... la négation des libertés individuelles dans le droit soviétique porte un caractère dogmatique autant que matériel... » ⁽²⁾. L'analyse de la technique juridique de l'Etat soviétique ⁽³⁾ a permis à ce savant juriste de conclure son examen de la manière suivante ⁽⁴⁾ :

« La théorie générale de l'Etat soviétique réserve, comme nous
« l'avons vu, au droit un rôle différent, par principe, de celui qu'il
« joue dans la vie des Etats européens. L'Etat soviétique ignore la
« conception de règle de droit, de norme générale, de système de
« droit objectif; toutes les tentatives de la théorie soviétique de dé-
« velopper quelque théorie du droit soviétique objectif sont vouées
« à l'insuccès, l'Etat soviétique n'étant pas limité par le droit... La
« théorie de l'Etat soviétique nous amène à la constatation qu'entre
« les gouvernants et les gouvernés il n'y a aucune règle qui enga-

(1) Professeur B. MIRKINE-GUETZEVITCH, *La théorie générale de l'Etat Soviétique*, Paris, 1928, Marcel Giard, éditeur, chapitre VI, *La loi soviétique*, page 80.

(2) *Op. cit.*, chapitre VII, *Les libertés individuelles et le Droit Soviétique*, page 109.

(3) *Op. cit.*, chapitre IX, *La technique juridique et l'Etat Soviétique*, pages 132-145.

(4) *Op. cit.*, pages 144-145.

« gerait à quoi que ce soit les premiers. Le droit soviétique est un « ensemble de règles obligatoires pour les gouvernés, mais aucunement pour les gouvernants ».

510. Dans ces conditions, les clauses les plus habiles d'un contrat de concession devenaient inopérantes au contact de la justice soviétique, conçue comme un organe de lutte de classes; la plus importante des tâches de cette justice est, d'après l'article I des « Principes de l'organisation de la Justice », « la sauvegarde de la révolution prolétarienne, du pouvoir ouvrier-paysan ».

D'ailleurs, le Code civil de l'U.R.S.S. donnait aux tribunaux soviétiques des armes toutes faites pour sauvegarder les intérêts du pouvoir sans empiéter sur la « légalité révolutionnaire ». En voici quelques textes typiques, cités à titre d'exemple ⁽¹⁾ :

ART. 30. — « Est nul tout acte juridique passé dans un but contraire à la loi ou pour tourner la loi, de même que l'acte juridique visant manifestement à léser l'Etat ».

ART. 18. — « L'existence d'une personne juridique peut être supprimée par l'organe correspondant de la puissance publique quand cette personne juridique s'écarte du but prévu par le statut ou le contrat (d'association), ou quand ses organes (assemblée générale, conseil d'administration) dirigent son activité dans un sens contraire aux intérêts de l'Etat ».

ART. 364. — « La société par actions prend fin :

.....
d) Par décision du Gouvernement, dans le cas où la société s'est écartée de son but statutaire ou encore lorsque ses organes la dévient dans un sens contraire aux intérêts de l'Etat (art. 18) ».

511. Le mépris du droit, tel qu'on le comprend dans les pays occidentaux, découlait donc, en U.R.S.S., des principes mêmes d'or-

(1) Citons d'après *Les Codes de la Russie Soviétique*, traduction française de J. Patouillet et R. Dufour, *Code Civil*, pages 132, 128 et 231. Voir les très amples développements sur l'esprit du Code Civil Soviétique, la *légalité révolutionnaire*, le *mouvement doctrinal et les décisions de la jurisprudence*, par le Professeur Basile Eliachevitch, *Traité de Droit Civil et Commercial des Soviets*, Introduction, pages 1 à 178, Paris, 1930, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence.

ganisation de l'Etat et des textes formels des Codes soviétiques. Les considérations d'opportunité politique, les convenances de l'Etat communiste primaient la légalité et le principe *pacta servanda sunt*, bases du régime économique du monde civilisé. Le Gouvernement Soviétique et les sociétés concessionnaires parlaient des langues différentes.

512. — Le mépris du droit « bourgeois » et des obligations qu'il engendre, n'empêche nullement les dirigeants moscovites d'avoir recours aux contrats de droit civil et à leur protection par les juridictions constituées. Mais l'esprit qui préside à ces pratiques n'est pas celui de la justice. L'Etat soviétique n'utilise ces voies que pour mieux aboutir à ses fins, par des moyens non dépourvus d'habileté mais tortueux et suspects.

En voici deux exemples caractéristiques pris dans la vie des concessions étrangères : les procédés employés par le Gouvernement Soviétique pour se rendre maître des gisements de manganèse du Tchiatouri (Transcaucasie) et le procès du Gouvernement de l'U.R.S.S. contre une Société américaine, la « Sinclair Exploration Company ».

1^o HISTOIRE DE LA CONCESSION « HARRIMAN ET C^{ie} »

513. — Avant la guerre, les Allemands exploitaient presque sans concurrence les mines de manganèse du Tchiatouri. Leurs exportations variaient de 200.000 à 1.000.000 de tonnes par an. Après la guerre, ces mines furent exploitées par la Tchiatouri-Export-Mangan-Gesellschaft la « Tchemo », dont le représentant général était la maison Viessing et Cie, de la Haye. Parmi les propriétaires de ces mines se trouvaient la Kaukasische Gruben Verein (Karuto) et le groupe « Gelsenkirchen », de beaucoup le plus important ⁽¹⁾.

Lorsque le Gouvernement Soviétique prit le pouvoir en Géorgie, par une exception singulière au régime général de nationalisation et de confiscation qui prévalait en Russie, les maisons de commerce de Tchiatouri restèrent en possession de leur actif, à l'exclusion des mines bien entendu ⁽²⁾. Cette faveur était, sans doute, attribuable au

(1) *Berliner Tageblatt* du 17 mars 1925.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 21 février 1926.

fait que les Bolcheviks n'envahirent la Géorgie qu'en février 1921, à une époque où la haine farouche du capital avait déjà fait place à une politique de compromis. La Nep permit à la Tchémo de subsister.

Le Gouvernement soviétique géorgien voulut prendre en mains la direction de l'affaire, mais il ne put obtenir qu'une participation de 55 % à la Tchémo, en faisant valoir qu'il était propriétaire de tout le sous-sol nationalisé de Géorgie. Les Allemands, membres du Conseil de surveillance, démissionnèrent. Les exportations diminuèrent alors de moitié. Le contrat avec la maison Viessing fut dénoncé et la vente du manganèse fut confiée à l'Arcos de Londres. Par un décret, les Soviets décidèrent de nationaliser les parts appartenant aux propriétaires étrangers, mais, pratiquement, ce décret ne fut jamais exécuté.

Or, d'après le traité de Rapallo — signé entre temps avec l'Allemagne — les propriétés allemandes en Russie ne pouvaient être nationalisées, si cette nationalisation n'était pas encore devenue effective au moment de la signature du dit traité. Malgré cet accord, les Russes entamèrent des pourparlers avec différents groupes étrangers pour vendre le monopole de l'exploitation du manganèse. Ils négocièrent d'abord avec le groupe anglais Mac-Grath, puis entrèrent en rapport avec la Deutsche Bank et le groupe Harriman, qui travaillaient avec le groupe de Gelsenkirchen et la Disconto-Gesellschaft. La Deutsche Bank, estimant que la « Tchémo » devait être complètement rétablie, essaya de mettre d'accord les différents membres de cette société, avant de traiter avec les Soviets. C'est alors que le groupe Harriman intervint et, sans se mettre en rapport avec les anciens propriétaires, négocia, en 1924-25, directement avec les Soviets son contrat de concession, jugé à l'époque très avantageux ⁽¹⁾.

(1) Le Président du Comité Principal des Concessions G. Piatakoff, faisait valoir « la grandeur de la concession, sa longue durée (20 ans) et les bénéfices certains qu'elle apportera à la Société concessionnaire » (*Economitcheskaja Jizn* du 14 mai 1925); le camarade Minkine, membre de ce même comité déclarait : « Etant donné le rôle important du manganèse des Tchiatouri pour l'industrie mondiale, il est hors de doute que la Société concessionnaire tirera de l'entreprise des profits opulents ». (*Torgovo-Promishlennaja Gazeta* du 13 juin 1925); les éditions soviétiques regorgeaient de calculs et de statistiques démontrant les besoins énormes de manganèse non satisfaits à travers le monde et l'avenir brillant de la concession. (*Economitcheskaja Jizn* du 28 mai 1925; *idem*, du 12 septembre 1925; *Izvestia* du 27 juillet 1926; *Economitcheskaja Jizn* du 29 octobre 1926, article sur la 2^e année d'exploitation de la concession Grouzinski-Marganetz).

Cette manière d'agir mettait le groupe Harriman dans une situation délicate. D'une part, les anciens propriétaires des mines disposaient de quantités importantes du minerai extrait, dont la vente risquait de brouiller tous les plans du nouveau concessionnaire. D'autre part, si les Soviets procédaient à de nouvelles spoliations pour en faire bénéficier Harriman et Cie, la position de cette société en face de l'opinion mondiale et sa situation aux Etats-Unis ne manqueraient pas d'en ressentir un contre-coup fâcheux. C'est dans ces circonstances difficiles, que le Gouvernement Soviétique, avec une habileté digne d'un meilleur emploi, avait tracé à Harriman et Cie les voies légales par lesquelles ce groupe est parvenu à s'emparer des entreprises particulières et à s'approprier le monopole d'exportation qui appartenait à la « Tchémo » ⁽¹⁾.

Tout d'abord, Harriman et Cie ont offert aux anciens propriétaires de reprendre leurs propriétés pendant une période de 20 ans, durée de la concession, moyennant paiement à leur collectivité de 50 cents par tonne sur tout le minerai, qui serait exporté par la Société concessionnaire « Grouzinski Marganelz » ⁽²⁾ et, en outre, 25 % des bénéfices à réaliser sur cette exportation, après amortissement de toutes les mises de fonds.

C'était là une générosité purement apparente, car l'obligation était imposée aux anciens exploitants de livrer à Harriman et Cie, pendant la première année de la concession, 600.000 tonnes de manganèse à un prix qui ne couvrait pas le prix de revient du minerai. En outre, une partie de ce prix était stipulée payable dans 10 ans seulement.

La menace de la confiscation en cas de refus aidant, vingt exploitations anciennes acceptèrent la carte forcée. Seules deux firmes, l'une belge, l'autre allemande, refusèrent de conclure des contrats d'affermage avec Harriman et de continuer l'exploitation de leurs entreprises à son profit.

Selon les renseignements de l'« Economitcheskaïa Jizn » ⁽³⁾, la plupart des sociétés minières anciennes rentrèrent ensuite dans la So-

(1) *Economitcheskaïa Jizn* des 21 février et 25 mars 1926.

(2) Manganèse de Géorgie.

(3) *Economitcheskaïa Jizn* du 25 mars 1926.

ciété par actions « Grouzinski Marganetz », de sorte que la répartition des actions de cette société, en mars 1926, était la suivante :

- 51 % des actions étaient placées en Amérique (Harriman et Cie);
- 23 % des actions étaient placées en Allemagne;
- 22 % des actions étaient placées en Angleterre;
- 4 % des actions étaient placées en Belgique.

514. — Une fois effectuée la mainmise de la Société « Grouzinski Marganetz » sur les anciennes exploitations, il restait à supprimer le syndicat d'exportation, la « Tchémo ». Ce fut accompli en un tour de main. Chaque membre de la « Tchémo » ayant voix aux assemblées générales en proportion de sa participation, le Gouvernement Soviétique, avec une participation de 53 % dans le syndicat, y était le maître absolu. Il proposa la liquidation pure et simple du syndicat. Une majorité des 3/4 des voix était requise pour la décider. Elle fut acquise grâce à l'appoint des maisons russes et géorgiennes, menacées, en cas de refus, de la réquisition de leurs biens.

Le but poursuivi fut atteint. L'emploi des moyens légaux, — contrats signés, vote de l'assemblée générale émis à la majorité requise par les statuts, — masqua aux yeux du monde civilisé les menaces de confiscation et de réquisition dont le Gouvernement Soviétique avait usé au profit du groupe Harriman.

515. — Le plus intéressant dans l'affaire, c'est que le Gouvernement Soviétique vit bien plus clair et plus loin que le concessionnaire. Harriman n'inscrivit dans le contrat aucune clause qui pût le préserver de la concurrence d'autres mines soviétiques. Or, la liquidation de la « Tchémo » signifiait la fin du monopole de l'exportation du manganèse. Mais cette arme, employée dans l'intérêt du groupe Harriman, était à double tranchant et ne tarda pas à être employée contre ce groupe. Le monopole d'exportation n'existant plus, la concurrence redevint libre. Le minerai de Nicopol faisait une concurrence périlleuse au minerai de Tchiatouri. Avec un abaissement considérable du prix de vente, ce fut là une des causes principales de la liquidation du « Grouzinski Marganetz » ⁽¹⁾. Le 21 août 1928, le Conseil des Commissaires du Peuple signa un nouvel accord avec le

(1) Interview du directeur de la concession Harrimann publié dans le *Daily Mail* du 17 octobre 1928.

groupe Harriman, suivant lequel les droits de ce groupe dans les concessions de manganèse étaient transférés à un trust soviétique. Le capital de 3.450.000 dollars, investi à Tchiatouri, resta dans l'entreprise, mais le groupe Harriman reçut en échange des obligations 7 % du trust gouvernemental, remboursables en 15 ans ⁽¹⁾.

Le Gouvernement Soviétique n'a jamais reconnu que l'artifice juridique qui permit à ses mines de Nicopol de lutter contre le manganèse de Tchiatouri, fut à la base de l'échec de la concession Harriman. En 1929, dans une étude sur l'activité de la concession Harriman et sur les résultats de l'exploitation de Tchiatouri depuis la reprise de l'exploitation par un trust soviétique, l'organe gouvernemental introduit un historique de l'exploitation concessionnaire ⁽²⁾. L'échec de la concession y est expliqué par plusieurs raisons : défaut d'organisation initiale et circonstances extérieures comme la grève anglaise, la concurrence de nouvelles régions productrices et la dépression générale du marché. De plus, l'« Economitcheskaja Jizn » reproche au concessionnaire de n'avoir pas su escompter la reprise d'activité du marché et de constituer des stocks. Il a réglé son extraction sur les contrats en cours, de sorte que le nombre des ouvriers, de 4.778 en août 1927, tombait à 1.508 en mars, 881 en avril et 790 en juillet.

Enfin, la concession n'avait pas de programme d'ensemble et la politique poursuivie pour conquérir le marché n'était pas judicieuse.

Cette explication invoque et admet toutes sortes de raisons sauf, bien entendu, la moindre faute ou subtilité juridique du Gouvernement des Soviets.

2° LE PROCÈS DE LA SOCIÉTÉ SINCLAIR

516. — Le procès d'une autre société américaine, la « Sinclair Exploration Company », illustre également la résolution avec laquelle sont sacrifiés les droits des particuliers en Russie soviétique dès qu'ils rentrent en conflit avec les intérêts de l'Etat. Il démontre aussi l'habileté d'argumentation qu'ont mise les juristes soviétiques au service de cet Etat omnipotent.

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 5 septembre 1928; *Information Financière* (Paris) du 7 septembre 1928, rubrique *Russie*.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 17 février 1929.

L'histoire de cette concession est la suivante ⁽¹⁾ : le 7 janvier 1922, le Gouvernement de la République d'Extrême-Orient accorda une concession et signa un accord avec la « Sinclair Exploration Company » au sujet de recherches de terrains pétrolifères à l'île Sakhaline. Le même jour, les contractants signèrent un autre accord qui établissait que l'origine de la concession accordée partirait du 7 janvier 1923.

Le 15 novembre, par décret du Comité Central Exécutif, la République de l'Extrême-Orient était déclarée faire partie intégrale de l'Union des Républiques Soviétiques Fédératives Socialistes Russes. Le 22 janvier 1923, le Conseil des Commissaires du Peuple confirma et accepta l'accord qui avait été conclu entre le Gouvernement de la République d'Extrême-Orient et la Compagnie Sinclair. En même temps, une retouche de l'accord fut établie et confirmée par le Conseil des Commissaires du Peuple en date du 24 juin 1923.

Cet accord donnait à la « Sinclair Exploration Company » le droit d'exploration et d'exploitation du naphlé, du gaz naturel et de la résine pendant trente-six ans sur le territoire de la partie russe de l'île Sakhaline. Les périodes de la concession étaient nettement subdivisées en deux : une période quinquennale de recherches, et une autre (31 années) d'exploitation. Conformément à un accord additionnel, le début de la durée de la concession courait du 7 janvier 1923.

La Société Sinclair avait le droit de commencer ses recherches sur les lieux dès la première année (art. 2 du contrat) et devait présenter au gouvernement soviétique une carte ou des plans de surface des recherches ne dépassant pas au total 20.000 hectares de terrain.

Le 16 mars 1924, le représentant de la Compagnie Sinclair, M. Templton, adressa au Conseil Suprême de l'Economie Nationale soviétique une déclaration dans laquelle, au nom de sa compagnie, il signalait que le 18 septembre 1923, la Compagnie Sinclair, se conformant aux conventions, avait versé, à titre de garantie à la Lloyd Banque, la somme de 200.000 roubles et remis au Gouvernement Soviétique, le 23 octobre 1923, une lettre de garantie de 800.000 roubles-tchervonetz.

Le 27 septembre, la Compagnie envoya de New-York, sous la di-

(1) L'exposé est fait d'après les publications de l'*Economitcheskaïa Jizn* du 28 janvier 1923; des 21, 22, 23, 24 et 25 mars 1925; du 23 mai 1925.

rection de l'ingénieur Mac Coulock, une expédition qui avait ordre de se rendre sur le territoire de la Sakhaline russe et d'y commencer les recherches, conformément au paragraphe 6 de l'accord conclu.

Cette expédition arriva à Pékin, où M. Mac Coulock eut des entrevues et des entretiens avec le représentant soviétique en Chine, M. Karakhan.

Le 5 février 1924, l'expédition américaine se rendit à Nikolaevsk, ville située sur le fleuve Amour, et de là se transporta sur le territoire de l'île Sakhaline.

En date du 29 février 1924, le chef de l'expédition américaine télégraphiait de la ville japonaise Atarou que les autorités japonaises de l'île Sakhaline avaient empêché l'expédition de commencer ses travaux et l'avaient obligée de quitter l'île.

Après quoi, M. Templton, représentant de la « Sinclair Exploration Company », déclarait au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale : « En de pareilles circonstances, je communique au Gouvernement des R.S.F.S.R., qu'il devient impossible, aujourd'hui, de commencer les recherches, conformément aux conditions du traité conclu : c'est le cas de force majeure prévu par le paragraphe 31 du contrat.

« Je considère donc », ajoute-t-il, « que tous les termes stipulés par notre accord doivent être automatiquement prorogés pour toute la durée du temps qui s'écoulera jusqu'au moment où ces causes cesseront de subsister ».

Le Conseil Suprême de l'Economie Nationale répondit à cette déclaration de la Compagnie Sinclair par une lettre en date du 21 mai 1924, ainsi conçue :

« L'occupation de la partie de l'île Sakhaline appartenant à la R.S.F.S.R. par le Japon s'est produite au moment de la signature du contrat, et représentait par conséquent pour votre compagnie un fait acquis et connu par elle au moment de la conclusion de l'accord. Il s'ensuit, que l'opposition des Japonais à l'exploitation du territoire de l'île Sakhaline par la compagnie n'est pas un événement qui avait pu échapper aux prévisions de la compagnie.

« Cette circonstance, que vous évoquez dans votre demande, ne peut donc pas être considérée comme force majeure et ne saurait servir de raison pour une prolongation quelconque des termes prévus

par le contrat. En outre, le paragraphe premier du contrat signé le 7 janvier 1922 est ainsi conçu :

« Le Gouvernement Soviétique a droit d'annuler le contrat pendant
« la première année (à partir du jour de la signature) dans les cas
« suivants : si le Gouvernement Soviétique se rend compte, confor-
« mément à des actes ou à des déclarations du Gouvernement des
« Etats-Unis, que ces derniers ne soutiendront pas la Compagnie
« dans la réalisation de son contrat concessionnaire... etc. »

« Le Gouvernement Soviétique ne possède aucune preuve de ce que
« les Etats-Unis ont véritablement aidé la Compagnie à effectuer son
« contrat concessionnaire sur le territoire de l'île Sakhaline, occupé
« par le Japon. Tout au contraire, les Soviets constatent que les Etats-
« Unis non seulement n'ont pris aucune mesure utile pour garantir à
« la Compagnie la possibilité de réaliser ses travaux de recherches à
« l'île Sakhaline, mais manifestèrent plus d'une fois leurs sentiments
« hostiles vis-à-vis des Soviets et stimulèrent par là le Japon à faire
« durer l'occupation de l'île.

« Le Gouvernement Soviétique pense qu'en vertu de ce fait il se
« croirait en droit de rompre le contrat concessionnaire immédiate-
« ment, conformément à l'article premier du contrat en date du 7 jan-
« vier 1922. Ne désirant pas brusquer les choses, le Gouvernement
« Soviétique croit de son devoir de porter à la connaissance de la
« Compagnie, que si cette dernière ne remplit pas (conformément au
« paragraphe 11 du contrat concessionnaire du 23 janvier 1923) dans
« un délai de six mois, à partir de l'envoi de la présente lettre, c'est-
« à-dire jusqu'au 21 novembre 1924, toutes les obligations prises sur
« elle, les Soviets se verront obligés, conformément au même para-
« graphe de l'accord du 23 janvier 1923, de diriger l'affaire en ins-
« tance judiciaire et de demander au tribunal de prononcer la rup-
« ture du contrat ».

La date du 21 novembre 1924 écoulée, le Gouvernement Soviétique adressa au tribunal départemental de Moscou la demande de juger le contrat du 7 janvier 1922, ainsi que l'accord complémentaire du 24 juin 1923, nuls et non avenus par la faute de la « Sinclair Exploration Company » et de déclarer, en même temps, que les 200.000 roubles versés par la Compagnie Sinclair comme garantie d'exécution, restent acquis aux Soviets,

Au tribunal de Moscou, le Gouvernement Soviétique s'est fait représenter par le professeur soviétique V. N. Schretter, MM. D. Solovey et M. Stépoukhovitch.

La Compagnie Sinclair était représentée par MM. Templton et Soper. Le professeur Worms et M. M. Mouravieff se sont chargés de la défense des intérêts de la Compagnie.

Les avocats du demandeur ne faisaient que développer la thèse du Conseil Suprême de l'Economie Nationale.

Le professeur Worms soutenait que le « droit » de prospector les terrains faisant l'objet de la concession durant cinq ans (art. 2 du contrat) ne constitue pas une « obligation », dont l'inexécution autorise le Gouvernement Soviétique à demander la résiliation du contrat.

M^e Mouravieff poussait l'argumentation plus loin : « Qui est-ce qui a pris l'engagement de fournir l'objet de la concession, — en l'occurrence le territoire à exploiter, — la Société Sinclair ou l'Etat ? C'est bien l'Etat. Qu'il le fournisse alors. La Société Sinclair n'a jamais pu prendre un engagement quelconque au nom du Gouvernement des Etats-Unis. Le professeur Worms a offert au tribunal de justifier que la société s'est adressée, à trois reprises, au Gouvernement des Etats-Unis pour obtenir son concours. Sur ce point, l'engagement de la société est exécuté. Comme l'Etat soviétique n'a pas pu assurer au concessionnaire la possession et la jouissance du territoire concédé, il faut reconnaître que c'est bien son manquement aux obligations prises qui est la vraie cause de la non-exécution des prospections en temps voulu. La Société Sinclair a fait tout son possible pour les commencer, conformément à l'art. 6 de l'accord. C'était à l'Etat soviétique de prêter main-forte à l'expédition de Mac Coulock ».

Le tribunal soviétique avait à trancher une question relevant d'une situation politique particulièrement délicate. Le contrat avec la Société Sinclair spéculait sur la tiédeur des relations entre le Japon et les Etats-Unis. Les protestations soviétiques contre l'occupation de l'île Sakhaline par des troupes japonaises auraient eu bien plus de poids, si elles avaient été soutenues par l'ambassade américaine, intervenant dans l'intérêt de ses compatriotes. Le Gouvernement des Etats-Unis s'était abstenu de toute intervention.

Le Gouvernement Soviétique avait perdu également l'espoir d'être

reconnu de si tôt par les Etats-Unis. Le deuxième but poursuivi lors de la signature du contrat avec la Société Sinclair ⁽¹⁾ n'existait donc plus.

La concession américaine perdait, dans ces conditions, tout intérêt politique et devenait même gênante, comme un obstacle de plus sur la voie de la réconciliation avec le Japon. Cependant, le Gouvernement Soviétique n'a pas résilié le contrat de la Société Sinclair par un simple « acte du prince », ni nationalisé vulgairement les 200.000 roubles déposés par le concessionnaire. On n'en était plus aux méthodes brutales de 1918 et on n'entreprenait pas encore les liquidations en masse des concessions étrangères, dont fut marquée l'année 1930. En 1925, le Gouvernement Soviétique était, bien au contraire, aux petites attentions à l'égard du capital étranger. Il fallait donc opérer sans douleur, et le Conseil Suprême de l'Economie Nationale a laissé ce soin au Tribunal départemental de Moscou. La presse soviétique soulignait, d'ailleurs, que ce procès, au moment où le Gouvernement s'efforce d'attirer des capitaux étrangers dans des concessions soviétiques, revêt une importance politique toute particulière et qu'il ne faudrait pas effaroucher « les nouvelles amitiés franco-soviétiques » ⁽²⁾.

On ne s'étonnerait donc pas qu'après l'audience, le tribunal tint conseil pendant 17 heures. Il décida finalement ⁽³⁾ :

1° Que le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale devait être reconnu comme partie lésée dans ses intérêts.

2° Que la Compagnie devait obligatoirement effectuer des recherches sur les terrains concédés, pendant la première année.

3° Que l'article 118 du Code civil soviétique établit que la responsabilité du débiteur qui manque à ses obligations peut être prévue,

(1) Deux ans auparavant, l'*Economitcheskaja Jizn* du 28 janvier 1923 faisait savoir à ses lecteurs que « Le Gouvernement de la R.S.F.S.R. a le droit de résilier le contrat avec la Société Sinclair à tout moment, et pendant toute la durée de son application, si le gouvernement des Etats-Unis entreprend à l'égard de la R.S.F.S.R. des mesures quelconques jugées hostiles, ou si à la fin de la 5^e année, le Gouvernement de la R.S.F.S.R. n'est pas reconnu « de jure » par les Etats-Unis. En cas de résiliation, le Gouvernement n'aura pas à rembourser à la Société Sinclair les dommages qui en résulteraient, ni à assumer à son égard une responsabilité quelconque, juridique ou morale ».

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 9 mars 1925.

(3) *Izvestia et Economitcheskaja Jizn* du 25 mars 1925.

même pour le cas où l'obligation souscrite n'a pas été observée pour une raison que le débiteur ne pouvait présumer.

4° Que le seul fait de l'occupation ne donne aucunement au concessionnaire le droit de demander une prolongation des termes limitant l'exécution du contrat conformément à la première partie du paragraphe 35 du contrat.

5° Que la « Sinclair Exploration Company » n'a aucun droit à un délai d'exécution quelconque, conformément au paragraphe 35 du contrat. Le fait que la Compagnie n'a pas exécuté les travaux prévus par le paragraphe 2 du contrat de même que les obligations prévues par le paragraphe 48 donnent le droit au Gouvernement des Soviets de rompre l'accord intervenu conformément au paragraphe 41 du contrat.

6° Le Tribunal trouve qu'il n'y a pas lieu de mettre la Compagnie à l'amende et de faire passer au profit des Soviets les 200.000 roubles versés par elle comme garantie. La lettre de garantie de 800.000 roubles est reconnue comme ayant perdu sa valeur.

En résumé, le tribunal départemental de Moscou statue : « En vertu des articles 118, 141 du Code civil, conformément aux articles 5, 23, 24, 47, 67, 69, 119 et 166 du Code de procédure civile, du paragraphe 3 de l'article premier de la Constitution de l'U.R.S.S., ainsi qu'en vertu du paragraphe « f » de l'article 3 du règlement sur le Conseil des Commissaires du Peuple, le contrat signé le 7 janvier 1922 entre le Gouvernement de la République d'Extrême-Orient et la « Sinclair Exploration Company », ainsi que l'accord additionnel entre le Gouvernement de la R.S.F.S.R. et ladite Compagnie, en date du 16 août 1923, sont considérés comme nuls et nonavenus. La lettre de garantie de 800.000 roubles est annulée et les 200.000 roubles versés comme garantie ne bénéficieront pas au Gouvernement Soviétique ».

En analysant cette décision, rendue le 24 mars 1925, on est frappé du doigté avec lequel le tribunal louvoya entre tous les écueils politiques semés sur son chemin, sans oublier les intérêts du Trésor soviétique. Le geste de désintéressement esquissé par le Tribunal ne devait pas, en effet, avoir de conséquences pratiques. Les 200.000 roubles déposés par la société américaine ont servi à couvrir les frais

du procès, de sorte que le Trésor n'a eu finalement à effectuer aucune restitution ⁽¹⁾.

Le Collège des Affaires civiles du Tribunal Suprême de la R.S.F.S.R. a décidé, deux mois plus tard, de « laisser sans conséquences » le recours en cassation formé par la société concessionnaire; ses attendus ne font que reproduire les motifs du jugement du tribunal départemental ⁽²⁾.

L'appareil judiciaire a servi ainsi au Gouvernement Soviétique à sauver les apparences tout en le débarrassant d'une société étrangère devenue gênante. Une fois le champ devenu libre, les Soviets en ont profité pour offrir au Japon la concession dont la « Sinclair Exploration Company » venait d'être dépouillée.

Sur-le-champ, la presse soviétique s'est tue prudemment sur ce sujet. Ce n'est que 3 mois 1/2 plus tard qu'on y trouve un exposé sur le sort de l'ancienne concession américaine.

L'agent commercial (« Torgpred ») de l'U.R.S.S. au Japon, Anikéef, en faisant, en 1928, un rapport sur les concessions japonaises dans l'U.R.S.S., s'exprimait ainsi au Conseil des Congrès de l'Industrie et du Commerce de l'Etat :

« A partir de 1925, le Japon a conclu avec l'U.R.S.S. une série de contrats ayant pour objet l'exploitation du charbon, des forêts et des terrains naphtifères d'Extrême-Orient. A l'île Sakhaline, la concession japonaise exploite le naphte des terrains dits Okhinski. Les concessionnaires ont outillé ce lot d'après le dernier mot de la technique; l'extraction du naphte est passée de 20.500 tonnes en 1926 à 70.000 tonnes en 1927, on espère la porter à 130.000 tonnes cette année. Le capital investi par les Japonais s'élève, en tout, à 5 millions de roubles. Cette année, les concessionnaires commencent l'exploitation d'un deuxième lot de terrains dits Poutovski, et la prospection sur d'autres terrains encore. Pour forcer l'exportation du naphte, les Japonais ont construit une pipe-line vers la mer. Actuellement ils en construisent une deuxième, d'une longueur de 1.700 mètres. Les deux pipe-lines pourront débiter 3 mille tonnes de naphte en 24 heures ».

(1) *Izvestia et Economitcheskaja Jizn* du 25 mars 1925.

(2) *Economitcheskaja Jizn* du 23 mai 1925, article de Y. Iliunski, *Procès de la Société Sinclair au Tribunal Suprême*.

La « Sinclair Exploration Company » trouverait sans doute à redire sur la description ⁽¹⁾ de l'activité brillante de la concession qu'on lui avait ravie. Mais n'était-ce pas en vertu d'un jugement des tribunaux soviétiques ? Et les jugements des tribunaux constitués n'est-ce pas la justice dans le sens bourgeois du mot ?

517. --- D'ailleurs, lorsque le contrat de concession prévoyait l'affranchissement du concessionnaire de la justice de classe instituée en U.R.S.S., le recours à l'arbitrage n'a jamais procuré à la société contractante un supplément réel de garantie. Si le superarbitre devait être désigné parmi les savants russes de l'Académie des Sciences ou des Grandes Ecoles, il était forcément trop assujéti au régime établi et dénué de toute indépendance. Si le contrat prévoyait le choix d'un superarbitre parmi les compétences des pays neutres, le Gouvernement Soviétique n'a jamais voulu se soumettre à un tel arbitrage. Dans les cas très rares, d'ailleurs, où le concessionnaire songeait à recourir à l'arbitrage, le seul fait de sa demande provoquait la résiliation du contrat. L'exemple en est fourni par le sort de la concession de la Société de Bernhard Altmann, liquidée en 1930 ⁽²⁾.

Une seule fois, le Gouvernement Soviétique a accepté la constitution d'un Tribunal arbitral, dans l'affaire de la Lena Goldfields. En se ravisant par la suite, il a rappelé son arbitre, en prétendant ne reconnaître aucune autorité à la sentence rendue par les « deux gentlemen qui figurent sous le nom du tribunal d'arbitrage » ⁽³⁾.

SECTION QUATRIÈME

Domination économique du Gouvernement Soviétique

518. --- Sans parler de l'inanité des garanties judiciaires dans les conditions soviétiques, les concessionnaires étrangers ont fait, d'une autre manière encore, la triste expérience de la précarité de leurs

(1) *Economitcheskaja Jizn* du 3 octobre 1928.

(2) Voir l'exposé plus haut, § 452, fait d'après l'*Economitcheskaja Jizn* du 6 février 1930 et *Za Industrialisatziou* du 4 mars 1930.

(3) Interview de Kameneff, Président du Comité Principal des Concessions, publié dans l'*Economitcheskaja Jizn* du 6 juin 1930.

concessions. La pratique démontre que les contrats, si bien rédigés soient-ils, deviennent facilement, en U.R.S.S., une arme dirigée contre les signataires. En fait, les entreprises capitalistes, établies dans ce pays, se trouvent dans la dépendance absolue des visées et de la tactique du Gouvernement Soviétique. Celui-ci peut complètement fausser le jeu normal des contrats, sans commettre cependant une violation formelle des accords conclus. Le régime soviétique concentre entre les mains du Gouvernement des moyens puissants mettant à sa merci toute entreprise privée. Le ravitaillement en matières premières et en combustibles, l'écoulement des produits fabriqués, les crédits bancaires et les fonds de roulement, les transferts de fonds de l'étranger et à l'étranger, autant de problèmes dont la solution décide du sort d'une affaire, autant de points vulnérables d'une entreprise fonctionnant dans l'U.R.S.S.

RAVITAILLEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES ET EN COMBUSTIBLES

519. — Le monopole du commerce extérieur crée aux frontières de l'U.R.S.S. une limite artificielle, mais d'autant plus infranchissable, pour tout ravitaillement de provenance étrangère.

Les interviews qui devaient, dans l'esprit des dirigeants moscovites, appuyer la publication du programme définitif des concessions, fournissent, sur ce point, un éclaircissement intéressant. Les concessionnaires consultés ont été unanimes à se plaindre des difficultés découlant du monopole ⁽¹⁾. La « *Torgovo Promischlennaja Gazeta* » elle-même ⁽²⁾, devait reconnaître, devant ce chœur de doléances, que « les conditions économiques générales du pays influencent quelquefois le travail des sociétés concessionnaires d'une manière quelque peu douloureuse. Dans cet ordre d'idées, il est nécessaire de signaler l'insignifiance des contingents à l'importation. Leur étroitesse rend quelquefois impossible l'introduction, pourtant nécessaire, en U.R.S.S., des matières premières de provenance étrangère ».

En 1929, le journal officiel revient à nouveau sur le problème à l'occasion de la publication des résultats obtenus par la société alle-

(1) *Izvestia, Pravda et Torg. Prom. Gaz.*, des 9, 12 et 13 octobre 1928,

(2) Numéro du 2 novembre 1928.

mande « Léo-Werke ». A ce moment, le « travail de la concession était normal. Il est nécessaire cependant d'attirer avec insistance l'attention (du Gouvernement) sur la nécessité de simplifier et d'accélérer la réception des licences d'importation portant sur les matières premières » ⁽¹⁾.

520. — Quelquefois les pouvoirs soviétiques se montrent disposés à accorder les licences d'importation, mais à condition que les concessionnaires exportent des produits, pour une somme équivalente ⁽²⁾. L'exécution de telles exigences devait entraîner des pertes considérables, car les prix de revient, d'après les sources officielles, sont bien plus élevés en U.R.S.S. que partout ailleurs ⁽³⁾. On se rappelle, d'ailleurs, que l'obligation d'exporter le bois à l'étranger a été la cause de la faillite des concessions forestières Roussangloless, Roussholandoless et Roussnorvégoless ⁽⁴⁾. La société « Manganèse de Géorgie », malgré son quasi-monopole de fait sur le marché mondial, a été liquidée par Harriman pour la même raison : le prix de revient trop élevé est devenu prohibitif pour l'exportation du minerai ⁽⁵⁾. Cependant, toute importation faite en sus des contingents fixés entraînait une répression énergique, même s'il s'agissait des envois faits aux filiales russes par les sociétés-mères ⁽⁶⁾.

Les sociétés concessionnaires se trouvaient donc dans la « quasi-impossibilité d'importer de l'étranger les matières premières et les machines nécessaires » ⁽⁷⁾.

521. — Il restait le marché intérieur, mais là encore les concessionnaires se heurtaient au « manque de matières premières dans

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 23 mai 1929.

(2) Voir *Economit. Jizn*, n° 150, du 30 mai 1925, exemple de la société « Ratao ».

(3) *Econom. Obozrénie*, septembre 1925 et mars 1928; *Econom. Jizn* du 26 octobre 1926, des 1^{er} et 8 octobre 1927, du 7 avril 1928.

(4) *Izvestia* du 13 février 1927.

(5) Interview du directeur de la concession Harriman publié dans le *Daily Mail* du 17 octobre 1928.

(6) Voir, par exemple, le procès du Conseil Suprême de l'Economie Nationale contre la société allemande « Calorifères Brük frères » — demande de 127.000 roubles pour l'introduction en U.R.S.S. de 152 électro-moteurs et pour « quelques autres infractions au contrat » (*Izvestia* du 25 janvier 1926).

(7) *Torg. Prom. Gazeta* du 9 octobre 1928.

le pays » ⁽¹⁾ et aux monopoles de l'Etat portant sur les principaux matériaux et produits. Les métaux, les machines, les combustibles ne se trouvent que dans les trusts de l'Etat. Il faut encore passer par eux pour ravitailler le personnel et les ouvriers des concessions en vivres et en objets de première nécessité. Ajoutons que les entreprises soviétiques et les coopératives communistes jouissent partout d'un rang privilégié et obtiennent les matières brutes et les produits fabriqués à des prix sensiblement inférieurs à ceux demandés aux entreprises privées. On comprend alors que les sociétés concessionnaires ne pouvaient jamais être rassurées sur la régularité et la qualité de l'approvisionnement.

Même l'égalité de traitement, accordée à certaines concessions, n'était pas toujours une garantie suffisante. « Vous demandez ce qui s'oppose à la continuité du travail de l'usine ? Avant tout l'irrégularité du ravitaillement en matières premières », déclarait le directeur de l'usine des extincteurs d'incendie Borounsky et Cie ⁽²⁾. « Nous étions obligés de les rechercher nous-mêmes... », ajoutait-il. « Actuellement, il semble que nos perspectives s'améliorent de ce côté-ci. Le Conseil de l'Economie Nationale de la région de Moscou nous a compris dans son plan de ravitaillement et nous pouvons envisager l'avenir avec plus de tranquillité... Il faut, toutefois, signaler la lenteur d'examen des problèmes soulevés par les institutions auxquelles nous avons constamment affaire. Elles ne peuvent prendre sur le coup la moindre décision, puisqu'elles ne sont que des boîtes aux lettres de la hiérarchie administrative... » Le leader du journal qui publiait cet interview considérait d'ailleurs, tout comme le concessionnaire plaignant, « le bureaucratisme extraordinaire dans l'organisation administrative soviétique... » comme « une des difficultés sur la voie de développement des concessions » ⁽³⁾.

Cependant, toute initiative privée en matière de ravitaillement fut rigoureusement poursuivie et réprimée. L'affaire de M. Funk le démontre avec une évidence irréfutable.

M. Funk ne pouvait pas se procurer, pour son usine, de matières

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

premières importées, car les organes soviétiques de commerce, importateurs de ces matières, ne les vendaient couramment aux particuliers qu'en quantités tout à fait insuffisantes. Alors, M. Funk commença à acheter ces matières dans les coopératives communistes. Il avait recours aux services de ces mêmes coopératives pour l'écoulement des produits de sa fabrication. Pour ces « crimes », pour « l'achat illégal de matières premières » et pour l'écoulement de ses produits par intermédiaire des coopératives, M. Funk a été traduit en justice et le tribunal soviétique l'a condamné à 5 ans de réclusion et à la confiscation de tous ses biens » ⁽¹⁾.

On conçoit que l'impossibilité de prendre « sur le coup » des décisions constitue une entrave sérieuse lorsqu'on est à la chasse des matières premières qui sont rares. Mais on conclut aussi, à la lumière des faits relatés, que le Gouvernement Soviétique est toujours en mesure d'étrangler une concession. Il suffit de ne pas la comprendre dans le plan du ravitaillement et d'absorber pour les besoins des truts de l'Etat les matières brutes disponibles. Le monopole du commerce extérieur empêchera le concessionnaire menacé de s'approvisionner au delà des fils barbelés qui longent les vastes frontières de l'U.R.S.S.

ECOULEMENT DES PRODUITS

522. — Un grand nombre de contrats passés avec des concessionnaires étrangers contenaient l'autorisation de fixer à leur guise les prix de leurs fabrications et à écouler leurs produits aussi bien par l'entremise du commerce privé que par les organismes du commerce d'Etat et les coopératives ⁽²⁾. Mais nous avons vu que le consommateur principal et le revendeur presque exclusif, c'est toujours l'Etat, qui concentre entre ses mains l'industrie, les transports et presque tout le commerce ⁽³⁾. Aussi est-il le principal et, souvent, le seul acheteur des produits fabriqués par les concessionnaires ⁽⁴⁾.

(1) *Izvestia* du 4 octobre 1928.

(2) C'est la clause qu'on retrouve dans les trois-quarts des contrats de concession.

(3) Voir *supra*, §§ 330 à 388.

(4) Voir *supra*, §§ 330 à 388.

Ajoutons à ces exemples celui de la Société mixte austro-soviétique de « Jest-Westen » constituée pour la fabrication de la vaisselle émaillée.

Certains concessionnaires fabriquant des objets de consommation courante, ont profité, en 1924-1926, des hauts prix du marché intérieur pour réaliser des bénéfices élevés ⁽¹⁾. Pour ne pas se trouver seuls en présence de l'Etat, c'est-à-dire de l'acheteur unique qui peut imposer ses prix et ses conditions, ils ont cherché à travailler avec les commerçants privés. Les mesures gouvernementales prises à partir de 1927, ont fait disparaître le « secteur capitaliste » de l'économie soviétique ⁽²⁾.

Déjà, en 1928, la restriction du commerce privé a affaibli la situation des concessionnaires étrangers. Les institutions soviétiques qui écoulaient leurs produits, devenues acheteurs monopolistes, se sont trouvées maîtresses absolues de la situation. En imposant leur prix aux concessionnaires, et en leur refusant toute commande jusqu'à ce qu'ils aient cédé, elles pouvaient régler les bénéfices des concessions à leur convenance.

C'est ainsi que la Société Stock et Cie, désireuse de relever les prix des produits qu'elle vendait à l'Union Centrale des Coopérateurs, a dû y renoncer pour la simple raison que cette Union refusait d'y consentir et qu'aucun autre acheteur ne pouvait assurer l'écoulement de la production. Le concessionnaire a été obligé d'accepter une nouvelle commande aux conditions anciennes, qui, pourtant, lui paraissaient trop peu rémunératrices ⁽³⁾.

Pour assurer l'écoulement des produits sans avoir recours aux institutions d'Etat ou aux coopératives communistes, le concessionnaire aurait pu organiser ses propres magasins. Cet avantage n'a jamais été accordé aux concessions étrangères. Le Gouvernement Soviétique ne permit pas même d'ouvrir à l'intérieur du pays les filiales des sociétés mixtes, formées spécialement pour le commerce en U.R.S.S. Pour cette raison ont été liquidées plusieurs de ces sociétés. Sur 26

En 1928, les organes de l'Etat ont acheté 31,55 % de la vaisselle fabriquée; les coopératives étatisées 67,73 %; les commerçants privés 0,72 % seulement (*Torg. Prom. Gazeta* du 23 mai 1929).

(1) D'après l'édition gouvernementale *Le Plan Quinquennal*, page 416, les prix du marché mondial étaient en 1927 de 2,5 fois inférieurs à ceux de l'U.R.S.S.

(2) Voir supra, §§ 365 à 388.

(3) *Economitcheskaja Jizn* du 29 novembre 1928.

entreprises de ce genre existant en 1925 ⁽¹⁾, 8 seulement subsistaient au 1^{er} juin 1928 ⁽²⁾. En 1930, il n'en restait plus aucune.

L'asservissement des concessions à l'appareil commercial de l'Etat était d'autant plus grand, que les établissements de l'Etat se mettaient à faire concurrence aux concessionnaires en vendant à meilleur marché.

Les concessions du docteur Hammer, du Mologoless, de la Lena Goldfields et de tant d'autres ont subi cette épreuve qui, au gré du Gouvernement Soviétique, pouvait conduire à la ruine et à la liquidation de la concession ou à son rachat à prix très bas ⁽³⁾.

(1) *Sociétés Soviëto-allemandes* : En voici la nomenclature :

1. Russgerlorg (Société russo-allemande pour le commerce) avec participation du consortium Otto Wolff.
2. Russtransit (Société pour le commerce entre l'Allemagne et la Perse en transit par l'U.R.S.S.).
3. Derumétal (Société pour l'exportation et l'utilisation des métaux).
4. Livre International.
5. Wostvag (West-Ost-Europäische Varenaustamm. Aktiengesellschaft = Société pour l'importation et exportation sur licence).
6. Société Ruben et Billefeld (pour exportation d'écaillé de poisson).
7. Reicisenskoy (Société pour fourniture de machines agricoles aux colonies allemandes de la Volga).
8. Société mixte d'Exportation de manganèse du Caucase (elle comprenait aussi des capitaux belges et français).

Sociétés Soviëto-anglaises :

9. Rasso (pour l'exploitation de matières premières).
10. Société pour le commerce au Kamtchaka.
11. Eggexport (pour l'exportation des œufs).
12. Société mixte pour l'exportation d'abatis.
13. Société mixte pour l'exportation de volailles et du gibier.
14. Société mixte pour l'exportation de la viande de porc. Les quatre dernières sociétés ont été constituées avec la participation de la Société anonyme des installations frigorifiques « Union ».

Sociétés avec d'autres nations.

15. Russautorg (Russo-autrichienne de l'industrie et de commerce).
16. Ratao (Russo-autrichienne pour le commerce).
17. Russ (Société russo-autrichienne pour le commerce).
18. Concession du Gouvernement Tchécoslovaque pour l'importation des machines aux colons d'origine tchécoslovaque.
19. Russo-Film.
20. Dawabritopol (Société pour le commerce extérieur avec participations polono-allemandes).
21. Simon-Sutta, Société avec participation de capitaux américains.
22. Société mixte pour participation au syndicat de couture (avec la Russo-Américain Industrial Corporation).
23. Alamériko (Société russo-américaine pour l'exportation).
24. Société pour l'exportation des œufs (avec la firme Seifert frères).
25. Société russo-turque pour le commerce.
26. Reche, Société pour l'exportation des déchets.

(2) C'étaient les Sociétés portées dans le renvoi précédent sous les numéros 2, 5, 6, 11, 16, 17, 18 et 26.

(3) Voir supra, les §§ 448 à 464.

Lorsqu'enfin, exceptionnellement, la société concessionnaire était en mesure de vendre elle-même sa production sans avoir besoin d'ouvrir de boutiques, les pouvoirs soviétiques empêchaient le libre écoulement des marchandises. Tel fut le cas de la concession allemande « Drusag ». Contrairement aux stipulations très claires du contrat, la vente des semences sélectionnées sur le marché russe a été rendue très difficile par l'action des fonctionnaires soviétiques. Les acheteurs éventuels recevaient des « recommandations » en conséquence et quelquefois l'achat des produits de la concession fut simplement défendu ⁽¹⁾.

Le Gouvernement Soviétique laissait ainsi comprendre qu'il se réservait, à tout moment, la faculté de paralyser le fonctionnement régulier de toute entreprise concessionnaire. Il est vrai que ces pratiques ont eu lieu en 1929-1930. La fin des concessions était alors déjà toute proche.

UTILISATION DES CRÉDITS BANCAIRES COMME MOYEN DE PRESSION

523. — Le monopole des opérations de banque n'a subi en U.R.S.S. qu'un seul accroc, qui fut d'ailleurs de courte durée. L'unique concession bancaire fut celle accordée en 1923 au financier suédois Olaf Aschberg, à titre de reconnaissance pour les services rendus : transfert des chèques de Ludendorf à Lénine, les exportations de l'encaisse métallique, etc., etc. « La Banque Russe pour le Commerce », organisée par Aschberg, avec les concours suédois, allemands et américains, fut purement et simplement annexée, en 1924, au Commissariat pour le Commerce Extérieur ⁽²⁾. L'Etat exerça dès lors un monopole de crédit, d'une manière absolue.

La Banque de l'Etat accordait volontiers, en 1921-1927, des crédits aux concessions étrangères. « Tous les concessionnaires bénéficient des ouvertures de crédit... », écrivait Ioffé en 1927 ⁽³⁾. Mais ces crédits dépassaient à peine les entrées procurées au Trésor soviétique par les concessions étrangères. « Le total des crédits, ouverts d'octobre 1925 à octobre 1926 aux concessionnaires étran-

(1) *Bertliner Rundschau* du 27 février 1930.

(2) Cette banque, en fait, n'a pas commencé ses opérations.

(3) *Izvestia et Economit. Jizn* du 13 février 1927. Article de Ioffé *Le travail des concessionnaires étrangers est-il possible en U. R. S. S. ?*

« gers par les banques soviétiques, atteint un total de 24.500.000 roubles... » ⁽¹⁾. « Le total des redevances, droits et impôts acquittés durant l'année budgétaire 1925-1926 ⁽²⁾ est de 15.283.000 roubles » ⁽³⁾.

A partir de 1928, le Gouvernement Soviétique refusait, comme nous venons de le voir, aux concessionnaires même ces maigres crédits ⁽⁴⁾. Par contre, les trusts soviétiques, concurrents des concessions étrangères, jouissaient d'un crédit toujours croissant. Leur endettement devint même si important, qu'en août 1928, le Conseil Suprême du Travail et de la Défense décida d'annuler 603 millions de roubles de dettes des trusts soviétiques aux Banques de l'Etat. Les pertes figurant aux bilans de ces trusts devaient être diminuées d'autant ⁽⁵⁾. Dans ces conditions, toute lutte avec les trusts soviétiques pouvait devenir impossible du jour au lendemain. Les prêts à fonds perdus consentis par la Banque de l'Etat aux entreprises de l'Etat permettaient à ces dernières d'écraser leurs rivales impuissantes, au premier signe du Gouvernement Soviétique.

524. — En l'absence de banques privées, l'attitude des banques d'Etat créait, pour les concessions, une situation fort dangereuse. Les institutions d'Etat, seuls acheteurs possibles en U.R.S.S., tenaient à leur merci la solvabilité des concessionnaires. Il leur eût suffi d'exiger, en se concertant, des délais de paiement plus prolongés, pour épuiser les fonds de roulement de n'importe quelle concession. Avec l'impossibilité d'escompter les traites, plus un concessionnaire étendait son affaire, plus sa situation, en face des institutions soviétiques, devenait vulnérable, quel que fût son capital de roulement.

On trouve quelques traces de cet état de choses dans la presse soviétique. Ainsi, on lit dans la « Torg. Prom. Gazeta » ⁽⁶⁾ : « Le

(1) *Izvestia et Ekonomit. Jizn* du 13 février 1927, article de Ioffé intitulé *Le travail des concessionnaires étrangers est-il possible en U. R. S. S. ?*

(2) L'année budgétaire 1925-1926 comprenait la période du 1^{er} octobre 1925 au 30 septembre 1926.

(3) Article précité de Ioffé.

(4) Voir supra, n^o partie, chapitre quatrième, section septième.

(5) *Torgovo-Promyschlennaïa Gazeta* du 14 août 1928.

(6) *Torgovo-Promyschlennaïa Gazeta* du 31 mars 1929.

« Commissariat de l'Inspection Ouvrière et Paysanne a invité le Présidium du Conseil Suprême de l'Economie Nationale à prendre les mesures pour mettre fin aux anomalies constatées dans la conduite de certains trusts à l'égard de la société concessionnaire Roussgerstroï ⁽¹⁾. Les trusts n'ont pas respecté la proportion de l'argent comptant et des traites, convenue pour le règlement des factures ».

L'intervention de l'organe supérieur du contrôle n'est pas d'ailleurs parvenue à sauver le « Roussgerstroï » d'une liquidation désastreuse. En avril 1928, la maison « Paul Kessel et Cie » a abandonné l'affaire après avoir subi des pertes sérieuses ⁽²⁾.

Cette situation paradoxale trouva une justification spécieuse dans la déclaration de l'économiste soviétique A. Gourevitch : « L'Etat soviétique est en mesure de disposer lui-même de ses ressources intérieures. L'admission des capitalistes étrangers au travail dans l'U.R.S.S. n'a nullement pour but l'utilisation de ces ressources par l'octroi des crédits à la Banque de l'Etat... » ⁽³⁾.

Cette opposition brutale des concessions étrangères à tout le reste de l'économie soviétique est bien caractéristique. Peu importe que les crédits soient indispensables à l'existence même de toute entreprise moderne. Peu importe que l'activité des sociétés concessionnaires soit jugée utile par le Gouvernement Soviétique lui-même. L'essentiel est d'empêcher l'ennemi de classe de jouir des ressources du pays. Telle était la mentalité d'un membre du Comité Principal des Concessions, institution chargée de veiller au développement des concessions étrangères. La Banque de l'Etat n'avait nullement cette tâche. On peut donc juger de l'accueil qu'elle réservait aux demandes des concessionnaires.

525. --- Le refus des crédits et de l'admission à l'escompte n'était pas, d'ailleurs, érigé en principe officiel. « Les entreprises concessionnaires à base saine et administrées d'une manière normale, recevaient et continueront à recevoir des crédits... », déclarait M. Gou-

(1) C'était une société mixte formée par l'Union des Coopératives des Maisons d'Habitation (Tsentrojlilsoyouz) et la société allemande « Paul Kessel et C^{ie} ».

(2) *Ekonomit. Jizn* du 22 avril 1928.

(3) *Ekonomit. Jizn* du 13 avril 1930

revitch ⁽¹⁾, sans donner cependant aucune précision à ce sujet. Les cas de la Lena Goldfields, de la concession Hammer, de la Drusag, signalés au cours de notre exposé, permettaient de se rendre compte de l'insuffisance et de la précarité de ces crédits.

En voici encore un exemple concernant la Société « Léo Werke », une des concessions jugées prospères ⁽²⁾. Cette société, établie en U.R.S.S. depuis 1925-1926, a développé son chiffre d'affaires d'une manière constante : de 330.000 roubles en 1925-1926 (7 mois seulement de l'exercice), ce chiffre est passé à 1.142.000 roubles en 1926-1927, à 1.570.000 roubles en 1927-1928, pour atteindre 1.174.000 roubles durant les 7 premiers mois de l'exercice 1928-1929, avec « les possibilités très grandes d'un accroissement nouveau et considérable de la demande » ⁽³⁾. « La société éprouve des difficultés et son activité commerciale est entravée à la suite de l'insuffisance des crédits bancaires », ajoute cependant la « Torg. Prom. Gazeta ». « Durant tout le temps de son existence, la maison n'a bénéficié qu'une seule fois d'un crédit de 75.000 roubles » ⁽⁴⁾.

LE PROBLÈME DES TRANSFERTS

526. — La réglementation très stricte des transferts d'argent à l'étranger présentait, dans les conditions soviétiques, un obstacle sérieux au fonctionnement normal des concessions.

Les contrats de concession donnaient généralement aux concessionnaires le droit d'exporter leurs bénéfices à concurrence de 20 % du capital investi ou de 6 % de leur chiffre d'affaires. Mais, comme nous l'avons vu ⁽⁵⁾, les concessionnaires prenaient d'habitude l'engagement d'investir un certain capital en U.R.S.S. Tant que cet investissement n'était pas complètement accompli, l'exportation des bénéfices n'était pas, en fait, admise par l'Etat soviétique. La situation des sociétés concessionnaires devenait alors paradoxale : pour attirer de nouveaux capitaux dans leurs entreprises, il leur était nécessaire de démontrer la rentabilité des affaires en exportant les béné-

(1) *Economit. Jizn* du 13 avril 1930, article précité.

(2) Voir supra, §§ 444.

(3) *Torg. Prom. Gazeta* du 23 mai 1929

(4) *Idem.*

(5) Voir supra, §§ 406,

flices; pour être autorisés à exporter les bénéfices, il fallait, tout d'abord, augmenter les capitaux investis. L'histoire de la Lena Goldfields démontra aux milieux financiers internationaux, que le pouvoir soviétique ne se gênait pas de mettre à profit le moment où le concessionnaire serait engagé dans des pourparlers financiers délicats, pour le discréditer, acculer ces pourparlers à un échec et s'approprier, ensuite, les installations de la concession ⁽¹⁾.

Mais lorsque les immobilisations contractuelles étaient réalisées en totalité, les permissions de transfert n'étaient obtenues qu'au compte-gouttes, contrairement aux stipulations des contrats. Les plaintes des sociétés « Berger et Wirth » et « Stock et Cie » ⁽²⁾, les grandes difficultés éprouvées par la Société suédoise S.K.F. ⁽³⁾, qui voulait faire respecter son contrat, la limitation de l'exportation des bénéfices à un acompte de 30.000 roubles pour la Société allemande « Léo » ⁽⁴⁾, démontrent avec netteté la situation créée par le Gouvernement communiste aux rares sociétés qui, ayant réalisé des bénéfices sur le territoire soviétique, prétendaient en verser une partie aux actionnaires. Mais le cas de la concession « Mologoless » est, peut-être, le plus caractéristique en tant qu'exemple de la psychologie et des procédés soviétiques.

Pour cette société, les exportations de bois devinrent déficitaires dès 1925, à la suite de la baisse des prix mondiaux et du prix de revient élevé des bois soviétiques ⁽⁵⁾.

En 1926, comme le bois ouvré et même les poteaux de mine manquaient sur le marché intérieur, la société « Mologoless » fut autorisée, par un avenant au contrat, à vendre toute sa production en U.R.S.S. Les bénéfices furent considérables, car de par son contrat, déjà ancien, la société payait une redevance par tronc d'arbre abattu

(1) Voir supra, partie II^e, chapitre quatrième, section neuvième. L'*Economit. Jizn* du 2 avril 1929 estimait les bénéfices annuels de la Lena Goldfields à 4 millions de roubles, chiffre fort encourageant en soi pour le consortium bancaire qui, la veille de la manœuvre soviétique, était sur le point de consentir à cette concession un emprunt obligataire.

(2) Enquête en 1928.

(3) *Berliner Tageblatt* du 23 décembre 1929.

(4) *Torg. Prom. Gazeta* du 23 mai 1929.

(5) A. IOFFÉ, *Le travail des concessionnaires étrangers est-il possible en U.R.S.S. ?* (*Izvestia et Econ. Jizn* du 13 février 1927).

moins élevée que les trusts d'Etat eux-mêmes, obligés à se disputer les coupes aux enchères.

Mais les bénéfices étaient réalisés en tchervonetz. La société avait à rémunérer en Allemagne ses actionnaires et ses fournisseurs de matériel. Devant les demandes d'autorisation de transferts en devises étrangères, le Gouvernement Soviétique objecta au chancelier Wirth les clauses de son contrat initial : il n'avait qu'à exporter du bois et à se faire payer en devises ⁽¹⁾.

527. — L'obtention de moyens de paiement à l'étranger était difficile non seulement pour l'exportation des bénéfices, mais aussi lorsqu'il s'agissait des achats de matières premières ou de la rémunération des crédits étrangers (cas de Lena Goldfields). L'accord entre les concessionnaires et la Banque de l'Etat, dirigeant le commerce des devises, supposait l'observation d'une série de prescriptions minutieuses.

Force était aux représentants du capital étranger de s'y soumettre, toutes exportations ou importations des tchervonetz étant rigoureusement défendues par la législation de l'U.R.S.S.

528. — Le transfert de la monnaie étrangère en U.R.S.S. devenait également, avec la baisse continue du pouvoir d'achat du tchervonetz, de plus en plus onéreux.

La Banque d'Etat imposait, dans ses transactions avec les concessionnaires, la parité entre la monnaie russe et les devises étrangères. Or, vers le début de 1929, le pouvoir d'achat effectif du tchervonetz, à l'intérieur du pays, d'après les indices officiels, est tombé à la moitié environ de sa valeur ⁽²⁾. Le simple fait d'employer ses capitaux en Russie comportait donc un lourd sacrifice. Cette perte initiale était inévitable, puisque les investissements prévus par les contrats devaient être faits exclusivement par l'intermédiaire de la Banque soviétique.

« Il faut diviser au moins par deux le montant des capitaux investis. Ce seul fait suffit à décider du sort de la plupart des con-

(1) Paul SCHAEFFER, *Les concessions en Russie Soviétique* (Berliner Tagblatt du 28 décembre 1926).

(2) Revue mensuelle *Econom. Obozrénie*, Moscou, 1929, livraisons de janvier à juin,

« cessions... » écrivait, en 1929, Paul Schaeffer, en parlant du maintien fictif de la valeur du *tehervonetz* ⁽¹⁾.

Les pouvoirs soviétiques découvrirent ainsi un moyen inédit d'expropriation à ajouter aux procédés employés auparavant.

AUTRES MOYENS DE PRESSION

529. — Si le Gouvernement Soviétique se montrait fort parcimonieux dans l'octroi des crédits bancaires aux sociétés concessionnaires, il lui est arrivé d'avoir parfois recours à elles pour rehausser le prestige de son propre crédit. Les difficultés du placement de l'emprunt de l'Etat en 1928, l'ont amené à faire flèche de tout bois. On lit dans les « *Izvestia* » de l'époque : « Les souscriptions des sociétés concessionnaires sont en augmentation. La concession Trilling a encore souscrit, à titre de complément, pour 50.000 roubles; la Société « Stock et Cie » pour 100.000 roubles » ⁽²⁾.

Les sociétés concessionnaires, toujours à court d'argent, ont donc pris une large part à l'emprunt, exprimé dans une monnaie non admise sur aucun marché européen. On ne s'en étonne pas, puisque la dépendance des concessions du bon vouloir du Gouvernement Soviétique, était complète et absolue. On se demande seulement quelle combinaison réelle, quelle pression était à la base de ces souscriptions inattendues. Le procès de la concession allemande Brük, qui eut lieu à l'époque des souscriptions en question, démontre justement la diversité des moyens à la disposition du Gouvernement Soviétique.

La maison Brük s'est rendue « coupable » d'avoir construit un nouveau bâtiment à l'usine concédée. Le bâtiment existant était hors de service, mais la construction des nouveaux bâtiments n'a pas été prévue dans le contrat. Le contrat a été annulé par le Tribunal de Moscou et le bâtiment construit par le concessionnaire a été confisqué ⁽³⁾.

530. — Avec les sociétés mixtes dont l'Etat était le véritable maître, le Gouvernement Soviétique se gênait bien moins encore qu'avec les

(1) *Berliner Tageblatt* du 23 décembre 1929.

(2) *Izvestia* du 30 septembre 1928.

(3) *Economist. Jizn* du 2 août 1928.

concessions purement capitalistes. Il procédait par des ordres d'une rigueur vraiment militaire. Jugeons-en pas la circulaire de la Direction des Entreprises Commerciales ⁽¹⁾ ordonnant aux sociétés mixtes de développer leurs opérations d'exportation. Comme les exportations ne donnaient que des pertes, la circulaire voulait parer d'avance aux objections des sociétés mixtes. Elle déclarait que les pertes des sociétés exportatrices « sont une conséquence directe du manque d'ordre et d'une mauvaise organisation du service commercial »... « Comme cette mauvaise organisation empêche le développement des opérations nécessaires pour le progrès économique de l'Union soviétique, la circulaire menace de poursuites pénales ceux des représentants des sociétés mixtes qui se rendraient coupables d'une mauvaise organisation des exportations ⁽²⁾ ».

On connaît le résultat final de cette mesure et d'autres semblables. En 1930, la dernière société mixte pour le commerce extérieur a vécu ⁽³⁾.

SECTION CINQUIÈME

La question ouvrière

531. — On conçoit que le Code du Travail soviétique ait été rédigé d'une manière non favorable aux intérêts des entreprises privées. Ce n'est pas cependant l'exécution des exigences du Code qui a rendu extrêmement difficile le fonctionnement des concessions étrangères dans l'U.R.S.S. C'est l'atmosphère générale d'hostilité, créée et entretenue par le Gouvernement Soviétique lui-même, et l'attitude des syndicats professionnels ouvriers, inspirés par ce même Gouvernement, qui ont joué un rôle important dans l'échec des concessions. L'inspection spéciale du travail dans les concessions étrangères, administration organisée en 1928 en prévision d'une extension des concessions, n'a pas été étrangère, également, à cet échec.

L'ATMOSPHÈRE GÉNÉRALE D'HOSTILITÉ

532. — Faire vivre les entreprises privées « capitalistes » sous un régime qui est fondé sur des principes diamétralement opposés

(1) Cette Direction fait partie du Commissariat du Peuple au Commerce.

(2) *Economit. Jizn* du 13 février 1926.

(3) Voir *supra*, chapitre quatrième, section dixième.

et qui ne cesse de pousser ces principes à l'extrême, constituait en soi une tâche bien délicate pour les chefs de ces entreprises. La presse gouvernementale, — « Izvestia » (organe du Conseil des Commissaires du Peuple) et « Pravda » (l'officiel du Parti Communiste), en tête, — s'est employée de son mieux à la rendre impossible.

La « Pravda » du 7 mars 1927 consacra un article de fond à la question des règles à observer dans les rapports entre les syndicats professionnels et les sociétés concessionnaires. L'action des syndicats, précise la « Pravda », a pour but « de protéger les intérêts matériels des ouvriers et d'assurer leur éducation de classe ». L'organe officiel reconnaît d'ailleurs que les méthodes à appliquer dans le cas des entreprises concessionnaires sont peu différentes, en théorie, de celles que les syndicats appliquent généralement en U.R.S.S. Il convient seulement d'expliquer aux ouvriers le rôle des concessions, et certains symptômes permettent de constater qu'il reste beaucoup à faire dans cette voie.

« D'une manière générale », affirme la « Pravda », « les réunions générales ont lieu trop rarement dans les entreprises concessionnaires, trop peu d'ouvriers y assistent; de plus, beaucoup d'ouvriers embauchés par les entreprises concédées, ne sont pas syndiqués. Ils ignorent les conditions du contrat de concession et certains demandent naïvement « quand donc leur usine fera retour, comme les autres, au Gouvernement ». Cette ignorance des ouvriers, qui s'étend aux Comités d'usines, entraîne, d'après la « Pravda », un double résultat : d'une part, le contrôle de l'application par le concessionnaire des conditions de travail, des engagements souscrits par lui dans son contrat collectif, est insuffisant; d'autre part, « les ouvriers se mêlent de questions qui ne les concernent pas, réclament l'organisation des conseils de protection, demandent des comptes à l'administration, s'enquière du rendement du travail, des programmes de fabrication... »

Après avoir reconnu les insuffisances de l'organisation professionnelle, la « Pravda » dirige ses critiques contre les concessionnaires eux-mêmes. Elle accuse ceux-ci d'essayer de rompre le front commun des ouvriers par l'octroi, à certains d'entre-eux d'avantages personnels, gratifications, congés, etc...

« Les concessionnaires, en la personne de la direction, s'efforcent

d'être prévenants envers les ouvriers, mais ils n'hésitent pas, en même temps, à laisser s'envenimer leurs relations avec les organisations professionnelles ». La « Pravda » explique par cet état d'esprit « la froideur des rapports purement formels qui existent entre les concessions et les syndicats » et la rigueur avec laquelle ces derniers relèvent les moindres infractions aux contrats collectifs ⁽¹⁾.

533. Les tentatives des concessionnaires pour réaliser un rapprochement avec les organisations ouvrières furent cependant combattues d'une manière systématique par la presse officielle. La même « Pravda » ⁽²⁾ relatait avec satisfaction le conflit des ouvriers de la concession suédoise « Aga » ⁽³⁾ avec leur comité ouvrier d'usine. Parmi les griefs invoqués contre ce comité figuraient l'offre d'un bouquet de fleurs au directeur de la concession le jour de son anniversaire, l'acceptation de cadeaux de la part des ouvriers qui craignaient d'être congédiés, etc...

Le syndicat des ouvriers papetiers a destitué de leur mandat les membres du Comité et exigé la réintégration des ouvriers licenciés sur son instigation, avec paiement du salaire pour la période de débauchage. L'administration de l'entreprise s'est soumise à cette exigence.

534. — En 1928, au moment même de la publication du nouveau programme des concessions établi par le Conseil des Commissaires du Peuple, la presse soviétique menait une violente campagne contre les représentants des ouvriers, coupables de s'être montrés trop conciliants dans leurs rapports avec les concessionnaires étrangers.

La « Gazette Ouvrière » ⁽⁴⁾ ouvrit le feu par une attaque dirigée contre le Comité ouvrier de la concession « Jean Serkovsky » ⁽⁵⁾. La direction serait parvenue à constituer dans cette usine un groupe d'ouvriers qui avaient perdu la « notion de classe ». Quelques jours

(1) *Pravda* du 7 mars 1927 : *Les concessionnaires et les syndicats professionnels*.

(2) *Pravda* du 29 janvier 1926.

(3) Exploitation d'une fabrique de manchons à incandescence à Pétrograd.

(4) Organe du Conseil Central des Syndicats Professionnels, numéro du 4 juin 1928.

(5) Fabrication de bécots de lampes, de lampes et de lanternes, à Pétrograd. Contrat signé en 1925.

plus tard, les journaux signalaient ⁽¹⁾ que le Comité ouvrier de l'usine en question avait été dissout pour ce motif et que de nouvelles élections avaient été prescrites par le syndicat professionnel.

535. - La « Pravda » soutint immédiatement la « Gazette Ouvrière » en publiant un article de récrimination sur les rapports entre les ouvriers et les concessionnaires ⁽²⁾.

On apprenait par cette voix autorisée que « quelques jours auparavant la rédaction de la « Pravda » a réuni une conférence des ouvriers travaillant dans les entreprises privées et concédées. Cette réunion a rassemblé des ouvriers appartenant à une vingtaine d'entreprises dont quelques-unes occupent jusqu'à 1.000 travailleurs. Le but de la réunion était d'établir quelles sont les conditions de la vie ouvrière dans le secteur capitaliste de l'industrie... » La conclusion des échanges de vues était on ne peut plus concluante : « Les ouvriers communistes sont particulièrement maltraités par le patron et les contremaîtres; on les change à tout moment d'atelier. De plus, on ne leur donne pas la possibilité d'assister aux séances des Soviets locaux. Les communistes se trouvent entre le marteau et l'enclume, c'est-à-dire entre le patron qui les persécute et les ouvriers que le concessionnaire met toujours devant le danger d'une réduction de l'effectif » ⁽³⁾.

536. - A la suite de cette intervention, une commission d'enquête fut constituée pour l'examen des usines concédées de Moscou et des environs. Composée de représentants du Commissariat du Travail, du Conseil Central des Syndicats et du journal « Pravda », cette Commission avait déjà procédé, à la date du 26 juin 1928, à l'inspection de quatre usines, dont l'usine Hammer ⁽⁴⁾. En vain chercherait-on dans les contrats signés par les sociétés concessionnaires, des paragraphes prévoyant l'éventualité d'une enquête ainsi effectuée dans leurs ateliers par des représentants de la presse soviétique, revêtue pour la circonstance d'un caractère semi-officiel. On conçoit, cepen-

(1) *Izvestia, Pravda et Gazette Ouvrière* du 26 juin 1928.

(2) *Pravda* du 10 juin 1928, article intitulé *Au contact du capitaliste*,

(3) *Idem.*

(4) *Pravda* du 26 juin 1928.

dant, qu'il était bien difficile, à ces entreprises, de s'y opposer sans risques. Aussi l'enquête ne resta pas sans conséquences.

Le Président du Comité ouvrier de l'usine Hammer, Botchkov, fut destitué et exclu du Parti Communiste. On l'accusa d'avoir favorisé « les menées de l'administration de l'usine, tendant à dissocier les masses ouvrières » et d'avoir toléré l'embauchage de non-syndiqués⁽¹⁾. La « Gazette Ouvrière », en signalant ces faits, ne s'attaque pas d'ailleurs aux « ennemis de classe » qui, en agissant de la sorte, sont dans leur rôle. Son indignation est dirigée contre les ouvriers, qu'elle accuse d'être trop complaisants envers le concessionnaire étranger, de « manquer de dignité humaine » et « d'avoir peur du patron »⁽²⁾.

537. — La concession Lena Goldfields commençait déjà, à cette époque, à servir de cible à la presse soviétique. Le 31 mai 1928, la « Pravda » faisait savoir à ses lecteurs qu'une enquête « a permis d'établir toute une série de violations systématiques de la législation du travail par la Société Lena Goldfields ». Le journal accuse la concession d'avoir essayé de diviser les ouvriers, en favorisant « les éléments peu sûrs au point de vue de l'idée de classe ». Dans le cas de licenciement, la société s'efforçait de se débarrasser avant tout des communistes et des militants s'occupant des syndicats. « Bien qu'en paroles, les directeurs de la concession se déclarent favorables aux conseils ouvriers de production, en fait, ils s'abstiennent de les convoquer », concluait l'auteur de l'article. Le 6 juillet 1928, la même « Pravda » reprenait ses accusations, sous la forme d'un télégramme de la « Rosta », expédié de Sverdlovsk. Le télégramme signale également quelques faits nouveaux : « Certains contremaitres, intéressés au moyen de primes à l'intensification du travail, deviennent des agents tout dévoués au concessionnaire. Par opposition aux tentatives de diviser la masse ouvrière en discréditant les syndicats, les ouvriers de la concession manifestent une tendance de plus en plus nette à se serrer autour de ces syndicats et des cellules communistes ».

538. — La concession française « Société industrielle des matières plastiques » n'échappa pas aux accusations identiques. La « Rabot-

(1) *Gazette Ouvrière et Pravda* du 26 juin 1928.

(2) *Gazette Ouvrière* des 17, 26 et 30 juin 1928.

chaîna Moskwa » ⁽¹⁾, tout le long des trois colonnes consacrées à la question, cherchait à démontrer que le concessionnaire s'efforçait à congédier des ouvriers communistes, en s'appuyant sur son droit d'engager 50 % de la main-d'œuvre sans intermédiaire de la Bourse du Travail. L'article se terminait par une violente attaque dirigée contre les ouvriers coupables d'entretenir de bons rapports avec l'administration de la concession française. Les noms de ces ouvriers étaient énumérés et signalés ainsi à la vindicte du Guépéou.

PRIVATION DES DROITS CIVIQUES DU PERSONNEL RUSSE DES CONCESSIONS

539. — La « lutte des classes » commandée par les autorités soviétiques ne se limitait pas, en effet, aux campagnes de presse et aux remplacements, par une équipe de « purs », d'un Comité d'usine suspect de s'entendre trop bien avec la Direction. Les Soviets infligèrent, à maintes reprises, la privation des droits civiques à des employés russes des concessions étrangères, appartenant au personnel administratif et considérés, de ce fait, comme trop étroitement liés aux intérêts de la direction. Cette mesure comportait des conséquences matérielles graves, comme une réduction de la ration de pain, l'expulsion du logement, l'exclusion des enfants de toute école soviétique, l'impossibilité de trouver un emploi quelconque en dehors de la concession, etc. Plutôt que de courir ce risque, certains des employés, frappés de cette mesure, préférèrent perdre leur emploi.

La privation du droit de vote et l'exclusion des syndicats (« la mort professionnelle ») ne leur étaient alors plus applicables, mais le travail des concessions risquait d'en être désorganisé.

540. — Aussi voit-on le Conseil central panrusse des syndicats professionnels examiner, en 1927, la plainte de l'administration de la concession Lena Goldfields sur l'exclusion du Syndicat des Mineurs de plusieurs personnes occupant dans cette société des postes administratifs et techniques supérieurs. Leur exclusion a été prononcée par le Comité régional de Moscou de l'Union des métallistes ⁽²⁾.

(1) *Moscou Ouvrière*, organe des sections du parti communiste et des syndicats professionnels de la région de Moscou, numéro du 31 juillet 1928.

(2) Ouvriers et employés de la métallurgie.

Le Comité central des mineurs et métallistes a confirmé l'exclusion, basée sur le fait que les syndiqués occupant chez le concessionnaire « des fonctions à salaire élevé, comme contremaîtres, chefs de chantiers, employés de bureau, ne pouvaient rester membres du Syndicat ». Elle fut également confirmée, en dernier ressort, par le Conseil central panrusse des syndicats professionnels. Celui-ci expliqua aux concessionnaires que les syndicats ont le droit d'établir à leur gré les règles de réception et d'exclusion des membres. A l'argument invoqué par la Lena Goldfields, qui insistait sur le fait de la radiation de ses ingénieurs sans aucun jugement, le Conseil central panrusse répondit que les tribunaux n'ont pas à intervenir dans les questions de ce genre ⁽¹⁾.

C'était, de la part du Conseil, une véritable fin de non-recevoir. La société concessionnaire fit vainement valoir que les conséquences civiles terribles, attachées à l'exclusion du syndicat, allaient la priver des spécialistes. La décision du Conseil faisait sciemment silence sur le fond de la question.

541. — La Société Industrielle des Matières Plastiques agit, dans des circonstances analogues, sans aucun souci des formalités de procédure. Plusieurs membres de son personnel ayant été radiés des listes électorales, la société envoya une énergique protestation au Comité des Concessions en menaçant de tenir pour nulle et non avenue la clause de son contrat qui limitait à un certain pourcentage effectif le nombre de collaborateurs français que la concession avait le droit d'avoir à son service.

Cette menace eut un effet immédiat. Le Comité des Concessions transmit l'affaire à la Commission électorale centrale qui siège au Kremlin. Cette instance donna les instructions nécessaires à la Commission locale qui convoqua les intéressés et les rétablit dans leurs droits ⁽²⁾.

542. — La concession « Drusag » ne put pas se tirer d'affaire d'une manière aussi heureuse. Les syndicats ouvriers expédièrent une commission à Moscou qui obtint que le Gouvernement exigeât du concessionnaire le renvoi de plusieurs ouvriers et employés ne jouis-

(1) *Economit. Jizn et Gazette Ouvrière* du 7 janvier 1927.

(2) *Izvestia* du 13 mars 1929.

sant pas du droit de vote, mais indispensables à l'exploitation en raison de leurs qualités professionnelles. Le renvoi devait être réalisé dans un délai de vingt-quatre heures et les renvoyés devaient être remplacés par des gens désignés par les syndicats mais ne possédant pas de formation professionnelle nécessaire ⁽¹⁾.

VEXATIONS CONTRE LE PERSONNEL ÉTRANGER DES CONCESSIONS

543. Les étrangers employés dans les concessions étrangères n'ont pas eu à subir les persécutions endurées par le personnel russe. Les perquisitions chez les ingénieurs de la Lena Goldfields, le procès du docteur Ditlov, directeur de « Drusag », jugé et condamné sur le territoire même de la concession et en présence de ses ouvriers, témoignent cependant du peu de ménagements à leur égard. Les mésaventures de l'ingénieur allemand Pöpelmann, ancien directeur de la fabrique de machines d'Augsburg, font toucher du doigt la situation faite dans l'U.R.S.S. aux spécialistes étrangers les plus loyaux. Elles sont relatées par les « Izvestia » sous l'entête « Difficultés rencontrées en U.R.S.S. par une maison allemande » ⁽²⁾.

M. Pöpelmann, attaché pour la « collaboration technique » au service du Commissariat de l'Inspection, procédait à une inspection de l'usine des machines agricoles et « il reconnaissait qu'on pouvait y installer le travail à la chaîne. Certains ingénieurs de l'usine critiquèrent cette conclusion et firent remarquer que les irrégularités d'approvisionnement seraient alors beaucoup plus sensibles. On se mit d'accord sur une formule transactionnelle. Le 6 juin, l'ingénieur Pöpelmann ouvrait un bureau d'études et commençait la confection d'un projet qui devait être prêt en six semaines. Inauguré avec 7 collaborateurs, le bureau ne tarda pas à en avoir 25.

Mais les difficultés commencèrent. Les chronométrages des temps de façon se révélèrent inutilisables et il fallut les recommencer trois fois de suite, la capacité de production de l'usine future fut changée et les calculs durent être retouchés. Très souvent, l'ingénieur Pöpelmann fut obligé de s'absenter pour remplir d'autres missions que lui confiait le Commissariat de l'Inspection. Un conflit de préséance sur-

(1) *Berliner Rundschau* du 27 février 1930.

(2) *Izvestia* du 6 mars 1929.

git entre le Commissariat de l'Inspection, dont dépendait M. Pöpelmann, et le Trust « Selmachina », dont dépendait l'usine. Les retards et la discorde désorganisèrent le bureau et l'on ne savait pas encore quand les plans pourraient être prêts » ⁽¹⁾. Les « Izvestia » demandaient que la lumière fut faite sur ces abus. Elles critiquaient la nomination d'un spécialiste étranger qui ne devrait être appelé qu'en consultation, à des fonctions qui comportent un pouvoir de direction. Elles trouvaient inadmissible qu'on fit travailler les gens capables pendant des mois sans leur assigner une tâche précise.

544. — Depuis lors, les choses ne firent qu'empirer. En traitant les concessions en « avant-postes du capitalisme » ⁽²⁾, en disposant des ingénieurs étrangers comme d'une bonne à tout faire, les autorités soviétiques ont suscité une vague de xénophobie, déferlée même sur des communistes étrangers. Les manchettes de l'organe du Conseil du Travail et de la Défense, « Za Industrialisatziou », en font foi. Nous nous faisons un devoir d'en citer quelques-unes, toutes prises dans un seul numéro du journal ⁽³⁾ : « Défenseurs de la devise russe : Nous savons tout nous mêmes. A l'usine des tracteurs de Stalingrad on néglige l'expérience des Américains » ; « Les spécialistes étrangers se trouvent dans des conditions anormales » ; « De petits faits sont devenus une grave affaire : aux usines de Moscou on persécute les ouvriers communistes étrangers ».

ATTITUDE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

545. — « Les syndicats professionnels ne sont pas des organes du Pouvoir. Ils sont absolument indépendants et autonomes. Il va de soi que le Gouvernement et ses organes ont aussi peu d'influence sur les syndicats professionnels de l'U.R.S.S., que les Gouvernements étrangers sur les syndicats de leurs pays respectifs. Les rapports entre les ouvriers et les concessionnaires sont régis par des contrats collectifs, conclus sans contrainte et d'un commun accord. Dans la plupart des cas, cet état des choses est précisé par un article spé-

(1) *Idem.*

(2) Krylenko et Krijijanovsky.

(3) *Za Industrialisatziou* du 22 août 1930.

cial des contrats de concession », ainsi écrivait Ioffé, le vice-président du Comité Principal des Concessions ⁽¹⁾.

M. Guedalla, président de la Société Lena Goldfields, donnait le même son de cloche dans son discours à l'assemblée générale des actionnaires du 29 juillet 1927 ⁽²⁾ :

« Nous employons des milliers d'ouvriers, conformément à des
« accords avec les différents syndicats, qui sont scrupuleusement
« observés de part et d'autre. Comme dans tous les autres pays du
« monde, les syndicats cherchent continuellement à obtenir des con-
« ditions meilleures, et toutes les fois que c'est possible nous nous
« faisons un plaisir d'accéder à leurs demandes.

« A la direction, chaque affaire est discutée avec les chefs du syn-
« dicat, mais, comme partout, on trouve toujours quelque dirigeant
« local dont les exigences ne peuvent être acceptées. En ce qui con-
« cerne les salaires, payés conformément au tarif syndical, je puis
« vous assurer que nos ouvriers sont très suffisamment payés et
« aussi que, si on compare leur rendement actuel avec celui d'avant-
« guerre, il n'y a pas de grande différence avec ce qu'on constate
« dans d'autres pays d'Europe. Nous nous efforçons de maintenir
« des relations amicales avec les différents syndicats et je crois qu'ils
« reconnaissent notre bonne volonté à ce sujet.

« En ce qui concerne nos relations avec le Gouvernement Soviétique,
« je vous ferai d'ailleurs remarquer que le Gouvernement So-
« viétique et les syndicats sont deux organismes bien distincts, elles
« ont continué à être bonnes. »

546. Depuis lors M. Guedalla a compris sans doute que lorsque les relations ne sont plus bonnes avec le Gouvernement des Soviets, elles cessent du même coup d'être amicales avec les syndicats. Il aurait pu épargner à sa société les frais de l'expérience, en méditant sur l'exemple, tout frais alors, de la concession Harriman.

En effet, la presse russe ⁽³⁾ a publié, le 27 janvier 1927, l'information suivante :

« Tiflis, 27 janvier, Agence Tass.

(1) *Economit. Jizn* du 15 janvier 1927 et *Izvestia* du 13 février 1927.

(2) *Information Financière* (Paris) du 3 août 1927.

(3) *Pravda, Torg. Prom. Gazeta, Economit. Jizn.*

« Les pourparlers sont rompus entre le Syndicat des Mines de Géorgie et la société « Manganèse géorgien ». Ces pourparlers portaient sur la conclusion d'un nouveau contrat collectif, la validité de l'ancien contrat ayant expiré le 1^{er} janvier. Les parties ne sont pas arrivées à s'entendre.

« Le syndicat avait présenté au concessionnaire les revendications suivantes : élévation de 20,5 roubles (tarif de l'ancien contrat) à 25,5 roubles pour les salaires de la première catégorie; augmentation de 15 % sur les salaires des ouvriers travaillant au-dessous du sol; construction, avant la fin de cette année, de maisons pouvant loger mille ouvriers; allocation de sommes spéciales aux ouvriers n'ayant pas de logements dans les maisons de la société, de 5 à 7 roubles par ouvrier; livraison gratuite des habits et chaussures de travail pour tous les ouvriers du fonds; embauchage des employés et ouvriers exclusivement par l'intermédiaire du syndicat et parmi les membres du syndicat, etc...

« Les contre-propositions du concessionnaire aggravent sensiblement les conditions de l'ancien contrat. Les congés sont réduits d'un mois à deux semaines. Le concessionnaire cesse d'assumer les obligations suivantes : assistance médicale, construction d'habitations ouvrières, protection des jeunes ouvriers, subventions pour les maisons de repos et les sanatorias, etc.

« Lors de l'entrevue qu'eurent les deux parties, le représentant de la société concessionnaire répondit que celle-ci ne pouvait pas discuter les questions de salaires tant qu'on ne connaîtrait pas les résultats des pourparlers qu'elle avait engagés avec le Gouvernement Soviétique à Moscou, sur les questions relatives à la concession ».

547. — Après cette communication de l'agence « Tass », les pourparlers restèrent longtemps sans succès. Survint, en mai 1927, la rupture de l'Angleterre avec les Soviets. Pour ne pas produire une mauvaise impression en Amérique par la résiliation de la convention Harriman, le Gouvernement Soviétique consentit à apporter des modifications dans le contrat de concession et, notamment, à abaisser la redevance par tonne de manganèse exporté ⁽¹⁾.

(1) Ksandrov, Président du Comité Principal des Concessions, nia dans un interview à l'*Economit. Jizn* l'influence de la rupture avec l'Angleterre sur la conduite des Soviets (*Economit. Jizn* du 1^{er} juillet 1927).

Comme par enchantement, ce qui était impossible pendant six mois de pourparlers, devint facilement réalisable au mois de juin 1927. Le Syndicat des mineurs de la Géorgie conclut avec Harriman un nouveau contrat collectif, consacrant l'abandon des principales revendications de janvier. Le contrat du 28 juin 1927 stipule ⁽¹⁾ :

Augmentation de 7 1/2 % pour les ouvriers du fond et de 2 1/2 % pour ceux du jour; construction de maisons ouvrières pour la somme de 200.000 roubles, pendant la durée de la concession: livraison des habits de travail; embauchage libre, au gré du concessionnaire, des ouvriers et employés.

L'attitude des syndicats ouvriers à l'égard de la Lena Goldfields et du « Drusag » ⁽²⁾, démontre que ces organisations qui, sur un ordre supérieur, courbaient docilement l'échine dans l'affaire de la concession Harriman, savaient se montrer ennemis impitoyables, lorsque cette animosité entraînait dans les vues du Gouvernement Soviétique.

PROTECTION DES SYNDICATS OUVRIERS PAR LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE

548. — Si les syndicats obéissaient aux instructions du Gouvernement, celui-ci leur prêtait, à son tour, aide et assistance dans les conflits avec les concessionnaires.

En voici un exemple probant : Profitant de la situation éloignée de ses concessions aurifères, la Lena Goldfields supprima dans ses mines tout le travail à la journée ou à forfait et donna l'exploitation de ses mines en entreprise à ses ouvriers, supprimant le syndicat ouvrier dans ses concessions. Le pouvoir soviétique ne peut rien faire directement contre ce genre d'entreprises, car le travail des petits entrepreneurs, qui portent dans les mines d'or le nom de « staratels », est admis par la loi soviétique. N'étant en mesure de faire quelque chose vis-à-vis des mines d'or que la Lena Goldfields avait le droit d'approvisionner de l'étranger, s'il y a lieu, les Soviets coupèrent l'approvisionnement des mines de cuivre dans l'Oural, concédées à la Lena Goldfields. Les difficultés de l'approvision-

(1) *Economit. Jizn* du 6 juillet 1927.

(2) Voir *supra*, page 428..

nement provoquèrent la grève des mineurs dans des mines de l'Oural exploitées par la Lena Goldfields ⁽¹⁾.

D'autre part, dans les jugements du Tribunal arbitral du Commissariat du Travail, nous n'avons pu trouver une seule décision favorable aux concessionnaires. L'« Economitcheskaja Jizn » ⁽²⁾ publia une enquête portant sur les points litigieux, auxquels le renouvellement des contrats collectifs donna lieu dans 19 concessions au cours de 1927-1928. D'après cette enquête, 49 % seulement des différends auraient abouti à des jugements favorables aux ouvriers, 28 % ont été liquidés par des transactions et 23 % ont été résolus à l'avantage des concessions étrangères.

Ces pourcentages ne prouvent pas grand'chose, même si on admet leur exactitude. Au moment du renouvellement des contrats collectifs, les syndicats présentent quelquefois de telles revendications, que même le tribunal soviétique doit en réfuter une bonne partie.

INGÉRANCE DES SYNDICATS DANS LA VIE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE DES SOCIÉTÉS CONCESSIONNAIRES

549. — On peut juger de l'indulgence des tribunaux pour la cause ouvrière par les exigences que les syndicats ont réussi à imposer aux concessionnaires, grâce à la pratique des contrats collectifs de travail. Ces contrats sont toujours conclus pour une durée limitée, six mois ou un an. Leur renouvellement faisait constamment reparaître des revendications qu'on avait difficilement écartées pendant les négociations initiales. Ainsi les syndicats ouvriers exerçaient une pression constante et efficace sur les concessionnaires, que leurs demandes d'argent, se chiffrant par des centaines et des centaines de milliers de roubles pouvaient mettre, du jour au lendemain, dans l'impossibilité de travailler. Les syndicats comprenaient quelle arme incomparable présentaient les contrats collectifs de travail dans les conditions soviétiques.

En 1924, nous lisons dans les « Izvestia » ⁽³⁾ :

(1) Témoignage de Malozémoff, ancien Directeur de la Lena, au Tribunal Arbitral, à la date du 13 août 1930.

(2) Numéro du 18 juillet 1929.

(3) *Izvestia* du 14 décembre 1924.

« La société concessionnaire allemande Mologless, qui construit le chemin de fer Boudogostch-Krasni Kholm, refusait obstinément la conclusion d'un contrat collectif avec ses ouvriers. Le syndicat des ouvriers en bâtiment s'est mêlé de l'affaire en proposant aux concessionnaires de faire connaître leur décision le 12 septembre, à 14 heures, au plus tard, et en prévenant qu'en l'absence d'une réponse une grève pourrait éclater.

« Dix minutes avant l'expiration du délai d'ultimatum, le représentant des concessionnaires germaniques se présenta au syndicat et fit savoir l'acceptation, par les concessionnaires, de toutes les exigences principales formulées par le syndicat. »

a) *Salaires surélevés aggravés de charges dites « sociales »*

550. — Le premier effort des syndicats professionnels porta sur les salaires.

Déjà, en 1925-1926, après toute une série de grèves et de discussions, « les syndicats fixèrent pour les ouvriers des entreprises un niveau des salaires supérieur de 40 à 60 % à celui des entreprises de l'Etat » ⁽¹⁾. Ce pourcentage est dégagé d'après 800 contrats collectifs conclus par des entreprises privées et des concessions étrangères.

La concession de Harriman et Cie, située au bord de la mer, exploitée pour l'exportation et ne dépendant pas du marché intérieur, contrôlé par les Soviets, obtint, le 7 juillet 1927, la signature d'un nouveau contrat réglant la question de la concurrence du manganèse de Nicopol. Ce succès remporté à l'encontre du Gouvernement Soviétique n'amena pas l'augmentation prévue des exportations ⁽²⁾. Le syndicat des chargeurs de Poti établit le tarif de chargement du minerais en bateaux à des taux si élevés, qu'ils dépassaient le coût du frêt de Poti à Marseille ou de Poti à Hambourg ⁽³⁾.

551. Aux salaires s'ajoutaient encore des versements importants pour l'entretien des syndicats ouvriers : le contrat collectif signé par Harriman en 1927 fixait ce genre de redevances à 5 % du

(1) *Economit. Jizn* du 5 juillet 1925; *Econ. Obozrénie*, d'octobre 1926.

(2) *Economit. Jizn* des 5 janvier et 5 février 1928.

(3) *Economit. Jizn* du 1^{er} avril 1928.

coût de la main-d'œuvre ⁽¹⁾. A la même époque, les allocations affectées par la Société Léo, de Dresde, aux syndicats ouvriers, à l'entretien de maisons de repos, de maisons de convalescence dans les stations balnéaires, etc., furent fixées à 7 % du montant des salaires ⁽²⁾. Le même contrat collectif donnait aux ouvriers de la maison Léo, ayant onze mois de présence à la société, trois semaines de congé payé, à ceux qui n'avaient que 5 mois 1/2 de présence on en octroyait deux semaines. Près de 50 % du personnel recevait, en outre, le droit à un congé supplémentaire de deux semaines ⁽³⁾.

Les assurances sociales constituaient à elles seules près de 40 % du montant des salaires ⁽⁴⁾. En outre, les concessionnaires devaient faire face aux constructions des habitations ouvrières et des bâtiments destinés aux buts culturels. Ainsi, en 1923, l'« Economitcheskaïa Jizn » faisait savoir à ses lecteurs :

« Durant les deux exercices écoulés du Russangloless et le premier exercice du Russnorvégoless... le nombre et l'étendue des habitations ouvrières ont plus que doublé...

« En outre, le Russangloless et le Russhollandoless ont construit et outillé dans les villages ouvriers des clubs-théâtres avec promenades et dépendances destinées à loger les comités d'usines, ainsi que les organisations communistes et professionnelles. Les concessionnaires ont également aménagé des terrains à usage de sport, outillé à la moderne, et construit des restaurants populaires, des boulangeries, des blanchisseries, des glaciers, etc. » ⁽⁵⁾.

Ces charges étaient lourdes, bien que les contrats de concession stipulassent généralement (et les journaux soviétiques ne manquaient pas d'insister sur ce point !) que les concessionnaires seraient assujettis aux mêmes obligations que les entreprises d'Etat. Or, en fait, les entreprises de l'Etat n'étaient limitées ni par le prix de revient, ni par le prix de vente de leurs produits, grâce au soutien de la Trésorerie d'Etat et le monopole du commerce intérieur.

(1) *Economit. Jizn* du 14 août 1927.

(2) *Torg. Prom. Gazeta* du 25 mars 1927.

(3) *Idem.*

(4) *Berliner Tageblatt* du 28 décembre 1926. Paul Schaeffer, *Les concessions en Russie Soviétique*.

(5) *Economit. Jizn* du 22 mai 1925. Art. K. Danichevski. *Travail des concessions forestières du Nord*.

552. Il est intéressant de noter, en passant, la manière dont la presse soviétique expliquait les salaires plus élevés payés par les concessions. L' « *Economitcheskaja Jizn* » affirmait ⁽¹⁾ que « la différence que les syndicats s'efforcent d'obtenir en faveur des ouvriers travaillant dans des concessions n'excède pas 10 à 15 %, et que si les différences de 50 à 60 %, ont été constatées dans la pratique, elles s'expliquent par l'exploitation plus rationnelle des concessionnaires, qui savent obtenir de leur main-d'œuvre, par le travail aux pièces, un rendement plus élevé que les usines de l'Etat soviétique.

Si le rendement du travail dans les entreprises concédées se maintenait à un niveau élevé, la faute n'en incombait pas aux syndicats ouvriers, ni aux comités de fabriques. « Ces comités ne laissent pas les concessionnaires établir les salaires... Ce sont des comités qui le font, essayant de niveler les salaires des mauvais ouvriers avec ceux des bons... Ces comités oppriment les spécialistes », écrivait la « *Torg. Prom. Gazeta* » ⁽²⁾.

553. — Le Gouvernement Soviétique, là encore, trouvait un moyen efficace de pression sur les concessionnaires. La non-exécution des charges imposées par les contrats collectifs de travail servit même quelquefois de prétexte à l'expropriation des entreprises prospères devenues une proie trop tentante. Tel fut le cas, notamment, d'un citoyen letton, M. Schulmann. Il obtint, en 1924, une concession du Gouvernement Soviétique, avec la faculté de donner ultérieurement à son exploitation la forme d'une société par actions. En vertu du contrat passé, M. Schulmann avait reçu une usine qu'il s'était engagé à équiper en vue de la production de rubans de machine à écrire et de papier carbone, articles qui n'étaient pas fabriqués en U.R.S.S.

La durée du contrat avait été fixée à 12 ans, à l'expiration desquels le concessionnaire devait restituer sans indemnité au Gouvernement Soviétique l'usine en ordre de marche. Pendant toute la durée du contrat, le concessionnaire avait le droit de vendre librement sa production sur tout le territoire de l'U.R.S.S., à la clientèle privée comme aux acheteurs officiels, aux prix et conditions qui lui convenaient.

(1) *Econom. Jizn* du 18 juillet 1929.

(2) Numéro du 9 octobre 1928.

Le concessionnaire devait acquitter les charges suivantes : tous les impôts qui incombent, en U.R.S.S., aux industriels privés, sans préjudice d'une taxe spéciale de 6 % sur le chiffre d'affaires. Par contre, il avait le droit de se procurer les devises étrangères nécessaires au paiement des matières premières achetées à l'étranger et à l'exportation des bénéfices réalisés par l'entreprise ⁽¹⁾.

Telles étaient les grandes lignes du contrat en vertu duquel M. Schulmann avait mis en marche une entreprise qui donna tout d'abord de brillants résultats.

554. — Le capital de base investi par le concessionnaire en exécution de certaines clauses du contrat, devait s'élever à 90.000 roubles. Or, avant même cette mise de fonds initiale, le concessionnaire réalisa, au cours de la première année d'exploitation, un bénéfice net de 270.000 roubles ⁽²⁾.

Comme un bénéfice aussi considérable ne put être obtenu que grâce à une progression rapide du chiffre d'affaires, le concessionnaire se trouva entraîné à laisser dans l'entreprise tous les fonds disponibles qui lui rentraient et qui étaient successivement absorbés par de nouveaux achats de matières premières et par l'accroissement considérable du fond de roulement dû à la nécessité d'accorder à la clientèle des délais de paiement étendus.

Au moment où l'affaire était en pleine fièvre de croissance, elle fut frappée par la crise déclanchée à l'automne de 1926 par les mesures gouvernementales consécutives à l'échec de la mobilisation de la récolte : brusque restriction des crédits, instauration du « régime d'économie ». Le chiffre d'affaires, qui atteignait 250.000 roubles par mois au début de l'automne, tombait à 120.000, le portefeuille d'effets impayés, qui ne dépassait pas 2 % des acceptations, s'enflait rapidement et le concessionnaire se trouvait bientôt détenteur de 50.000 roubles de traites protestées.

C'est à ce moment là qu'il se trouva dans l'obligation d'exécuter les clauses de son contrat. Après avoir acquitté, au titre de l'impôt sur le revenu, 100.000 roubles, prélevés sur ses bénéfices, il lui fut impossible, non seulement d'exporter le surplus, mais même de payer

(1) *Torg. Prom. Gazeta* du 27 novembre 1924.

(2) *Economit. Jizn* du 28 janvier 1927.

la taxe de concession de 6 % sur le chiffre d'affaires, environ 70.000 roubles.

Le concessionnaire présenta donc une demande de délai pour faire face à ses engagements; cette requête fut repoussée.

Le contrat de concession comportait bien un article spécifiant que les conflits seraient réglés judiciairement par les tribunaux de l'U.R. S.S., mais une autre clause du même contrat prévoyait le retour pur et simple au Gouvernement Soviétique de l'entreprise en cas de non exécution, par le concessionnaire, de ses obligations.

C'est de cette clause que les autorités soviétiques entendaient se prévaloir pour mettre la main sur l'entreprise en plein progrès ⁽¹⁾.

L'exécution de cette menace ne fut suspendue provisoirement que grâce aux interventions du Ministre de Lettonie à Moscou auprès du Commissariat du Peuple pour les Affaires Etrangères.

C'est alors que les syndicats ouvriers, ces organismes soi-disant indépendants, entrèrent en scène. En 1925, le concessionnaire remplit assez exactement les obligations découlant du contrat collectif avec le syndicat des chimistes. Mais en 1926, M. Schulmann commença à retarder systématiquement la paye de ses ouvriers, malgré les avertissements réitérés du comité d'usine et du syndicat...

D'autre part, M. Schulmann ne tint pas compte des prescriptions légales prévoyant le paiement d'avance de leur salaire aux ouvriers partant en congé, ce qui souleva une série de protestations.

555. — En décembre 1926, M. Schulmann ferma son usine sans régler ses comptes avec les ouvriers et sans acquitter une dette d'environ 3.000 roubles envers le syndicat. Les ouvriers parvinrent à se faire payer par la vente de produits de l'usine, mais la créance du syndicat resta impayée.

Poursuivi devant le Tribunal, M. Schulmann reconnut les faits. Il s'efforça de se disculper en invoquant son désir d'éviter la fermeture de l'usine dans l'espoir de rétablir ses affaires. Cependant, les témoignages prouvèrent que M. Schulmann était mû par le désir de défendre ses intérêts personnels lorsqu'il contrevint à la législation du travail et aux dispositions de son contrat collectif. Le non-paiement

(1) *Economit*, *Jizn* du 17 mai 1927.

des 3.000 roubles eut une répercussion profonde sur l'état du « fonds culturel » du syndicat.

Le Tribunal reconnut M. Schulmann coupable de violation grave de la législation du travail et, par application de l'article 134 du Code pénal, le condamna à un an de prison.

Aussitôt la sentence prononcée, M. Schulmann fut mis en état d'arrestation ⁽¹⁾.

556. — La Société suédoise Skau-Kelsen, exploitant à Pétrograd une fabrique de boutons fut également poursuivie, en 1928, par le procureur, pour avoir violé les clauses du contrat collectif de travail par le versement tardif des salaires et des redevances aux syndicats ouvriers ⁽²⁾. La société fut condamnée à une amende fort élevée ⁽³⁾. Nous avons vu, enfin, que les Sociétés « Drusag » et Lena Goldfields se sont trouvées en butte avec des accusations identiques ⁽⁴⁾.

b) *Difficultés du recrutement*

557. — Le recrutement des ouvriers, opération de première importance pour toute entreprise, se présentait aux sociétés concessionnaires comme particulièrement difficile dans les conditions soviétiques. Le concessionnaire ne pouvait pas, à son gré, réduire le nombre d'ouvriers ou tout simplement congédier ceux qui travaillaient mal. L'embauchage et le licenciement de la main-d'œuvre se faisaient par l'intermédiaire des Syndicats, des Bourses du travail et des Comités d'usine.

Lorsque le concessionnaire avait le droit d'engager directement un certain pourcentage d'ouvriers, ce « privilège » fut vivement combattu par les syndicats et par la presse soviétique. La concession de Tifenbach n'était pas la seule visée par les critiques soviétiques. Voici, par exemple, l'extrait bien curieux de l'article de L. Fradkine, intitulé : « Les entreprises privées déclenchent une offensive » ⁽⁵⁾ :

« Les concessionnaires qui ont le droit de recruter 25 % du per-

(1) *Idem.*

(2) *Economit. Jizn* du 30 mars 1928.

(3) *Economit. Jizn* du 21 avril 1928.

(4) Voir plus haut, §§ 453, 455 à 469.

(5) *Pravda* du 3 juillet 1928.

« sonnel sans passer par les Bourses du travail, choisissent des ouvriers qui leur sont tout dévoués. Ainsi, la fabrique allemande « Cellugal » a embauché, en dehors de la Bourse du Travail, 150 ouvriers sur 400. Ils sont tous anciens colporteurs ou des « nepmen » ⁽¹⁾. Aussi sont-ils tous également des agents dévoués au patron. Il suffit de toucher à un de ces espions pour provoquer des mesures répressives allant jusqu'au licenciement ».

« La Société Steines et Sokanovski », continue l'auteur de l'article, a remercié, pour cause de « suppression de l'emploi », le camarade Ivanov, un des plus actifs affiliés au syndicat et membre du comité régional, qui mettait au clair les machinations des patrons. Le syndicat a établi que ni l'emploi du camarade Ivanov, ni la tâche qu'il accomplissait, n'ont été abolis. Le syndicat a formulé une protestation. Ivanov a été licencié quand même. La cause a été entendue par le Tribunal de Travail, qui a réincorporé Ivanov dans les cadres.

Alors, la société a entrepris une nouvelle manœuvre : on versait régulièrement à Ivanov ses salaires, mais on ne lui confiait aucun travail. Cet état de choses a duré six mois environ et la situation du camarade Ivanov est devenue intenable. Il exigea alors qu'on lui confiât une tâche. Devant le refus catégorique qui lui a été opposé, Ivanov a dû abandonner l'usine.

Depuis, il a eu plusieurs fois l'occasion d'être embauché par d'autres entreprises privées, en quête d'ouvriers. Nulle part on n'a voulu l'engager à cause de ses démêlés avec la Société Steines et Sokanovski... »

Après avoir relaté quelques autres exemples encore de la résistance des sociétés industrielles à la dictature des syndicats et de leurs chefs, Fradkine en conçoit un courroux sincère et termine son article en s'écriant :

« Les syndicats doivent défendre leurs leaders avec un maximum d'énergie et épier de près toutes les machinations des sociétés privées. Ils doivent développer leur propagande encore mieux qu'accruellement pour paralyser totalement l'influence de la direction et relever dans le milieu des ouvriers la conscience de classe.

« Plus de vigilance et de combattivité. Nous avons devant nous l'ennemi de classe qui poursuit impertinemment son offensive ! ».

(1) Commerçants créés par la Nep.

c) *Propagande communiste parmi les ouvriers de la concession,
œuvre capitale des syndicats*

558. — Ces exhortations de la « Pravda » étaient d'ailleurs superflues. Nous venons de voir que les rapports entre les concessionnaires et les comités d'usine appuyés par les syndicats n'ont jamais pêché par un excès de cordialité, comme l'auteur de l'article paraît le craindre. Ils ont été caractérisés plutôt par un état de tension continue. Sous le patronage des syndicats, dans chaque usine concédée et dans chaque fabrique ou atelier se formait un « groupe d'attaque » des jeunesses communistes ⁽¹⁾. On sait quelle haine farouche contre les employeurs professent les noyaux de ce genre organisés dans les usines de France, d'Allemagne et d'autres pays occidentaux. Qu'on en juge, pour se faire une idée de l'activité des jeunesses communistes en U.R.S.S., où la protection des syndicats, de la presse officielle et de l'Etat lui-même leur est entièrement acquise.

Un article de la « Rabotchaïa Gazeta » ⁽²⁾ du 9 janvier 1929 en donne un bref mais frappant aperçu. Intitulé « La propagande au sein des concessions étrangères », cet article est visiblement rédigé par un correspondant ouvrier. Il relate l'activité du comité d'usine et de la cellule communiste au sein de l'usine de moteurs électriques de la concession suédoise « A.S.E.A. », à Iaroslav ⁽³⁾.

L'article commence par exposer certains faits qui doivent, dans l'esprit de l'auteur, attester la bonne organisation de la propagande parmi les ouvriers. On apprend ainsi que les ouvriers avaient l'habitude de demander des avances de salaires, auxquelles les concessionnaires consentaient volontiers; pour mettre fin à cette dépendance, une caisse d'entraide mutuelle fut organisée, grâce à une mise de fonds de 500 roubles accordée par le syndicat des ouvriers métallurgistes.

Les concessionnaires avaient offert aux ouvriers de leur faire venir de l'étranger des bicyclettes à bon marché, qu'ils auraient payées au moyen de versements échelonnés. Le comité d'usine fit repousser cette

(1) *Economit. Jizn* du 27 janvier 1927.

(2) *Rabotchaïa Gazeta* (Gazette Ouvrière) est l'un des journaux publiés par le Comité Central du Parti Communiste.

(3) *Alimanna Svenska Electriska A. B.*, fabrication des machines à courant alternatif.

offre qui se serait finalement traduite par une « exportation de devises ».

Après s'être félicité de ces résultats, l'auteur de l'article aborde les questions plus générales et déclare que les ouvriers ne doivent rien accepter de la direction, car « les concessionnaires s'efforcent de séduire les ouvriers ». Les syndicats ouvriers et les cellules communistes doivent « répondre à ces pièges par une propagande appropriée ».

La presse soviétique nous a permis de relever, dans la même année de 1929, à l'autre bout de la Russie, une manifestation de cette « propagande appropriée ». La direction de la société concessionnaire « Control et C^o », à Odessa, avait accordé à ses employés une rémunération de fin d'année, qui devait être distribuée avant les fêtes de Noël. L'assemblée générale de ces employés refusa de l'accepter après avoir voté, sur la proposition de la cellule communiste, la résolution suivante :

« Le pouvoir des Soviets et les syndicats professionnels défendent « suffisamment nos intérêts économiques. Nous vous rappelons une « fois de plus, MM. les concessionnaires, qu'il y a déjà 12 ans que les « ouvriers et paysans soviétiques ont supprimé les pourboires et les « étrennes. Nous avons détruit non seulement une tradition honteuse, « mais la fête de Noël elle-même, arme destinée à tromper les tra-
« vailleurs » ⁽¹⁾.

Personne ne pouvait plus affirmer, bien entendu, après cette résolution, que les employés de la concession jouissaient d'un avantage non accordé aux travailleurs de l'Etat.

d) Grèves et agitation ouvrière

559. En persuadant les ouvriers que leurs intérêts sont en contradiction directe avec ceux du concessionnaire, en menant contre les sociétés étrangères une véritable guerre d'embuscade, les syndicats ne reculaient pas d'ailleurs devant la guerre ouverte, la déclaration de grève. La « Vie Economique des Soviets » ⁽²⁾ écrivait à ce

(1) *Izvestia* du 15 janvier 1930.

(2) Numéro du 20 mars 1928 : *Les conditions du travail dans les entreprises concessionnaires en U. R. S. S.*

sujet : « La seule grève vraiment importante par sa durée (42 jours) et par le nombre de ceux qui y ont participé (351 ouvriers) est celle qui s'est produite dans les stations de la Société du Télégraphe Indo-Européen. Elle fut provoquée par le fait que les frais de mission payés aux employés par le concessionnaire étaient inférieurs à ce que paie le Commissariat des P.T.T. L'Union professionnelle réclamait seulement que les conditions faites par le concessionnaire ne soient pas inférieures à celles des organes de l'Etat ».

L'« *Economitcheskaïa Jizn* », confrère moscovite de la revue éditée par l'Ambassade soviétique de Paris, ne jugeait même pas utile d'insister sur le principe de l'égalité des frais de déplacements accordés aux fonctionnaires de l'Etat et aux ouvriers d'une entreprise privée. Pour cet organe officiel, tout conflit des ouvriers avec la société concessionnaire devait « naturellement » aboutir à la défaite de cette dernière. Le journal soviétique annonçait simplement à ses lecteurs ⁽¹⁾ :

« Une longue grève... à la concession de la Société du Télégraphe « Indo-Européen vient de prendre fin ces jours-ci. Les ouvriers « étaient fortement appuyés par le Conseil Central des Syndicats « Professionnels à Moscou, et naturellement n'ont pas terminé leur « grève avant d'avoir obtenu des concessionnaires l'entière satisfaction de toutes leurs **exigences** ».

Le caractère fatal d'une issue semblable, dans tout conflit avec les ouvriers, semblait bien pénétrer dans l'esprit, non seulement des rédacteurs officiels mais également des directeurs des entreprises concédées. Ainsi, en 1927 également, un conflit entre la Lena Goldfields et les syndicats ouvriers, portant sur le décompte des salaires, fourniture de bois de chauffage, installation d'une blanchisserie et d'un séchoir, ne put être tranché sur place à Bodaïbo. Pour éviter une grève, le Comité Central des Mineurs consentit à réunir à Moscou une conférence entre ses délégués et ceux de la Société Lena Goldfields. Le résultat fut l'envoi aux mines d'un télégramme du directeur de la Lena Goldfields à Moscou, prescrivant de donner satisfaction aux ouvriers ⁽²⁾.

La « *Mologa-Aktiengesellschaft* » se trouvait aussi, vers la même

(1) L'*Economitcheskaïa Jizn* du 27 janvier 1927.

(2) *Rabotchaïa Gazeta* du 27 mai 1927.

époque, en butte aux exigences des syndicats ouvriers. Le chancelier Wirth, ne pouvant obtenir de traiter en une seule fois avec la Fédération des Syndicats, commença, dès le mois de décembre 1926, les pourparlers avec les divers syndicats auxquels appartenaient ses divers ouvriers.

Le 21 janvier 1927, on envisageait que quelques jours encore seraient nécessaires pour mettre au point certaines clauses du contrat avec les ouvriers agricoles et forestiers. Restaient les ouvriers du bois (scieries) avec lesquels rien n'était encore conclu et qui demandaient : augmentation de 20 % des salaires, construction dans les trois scieries de logements ouvriers de 800, 500 et 200 sagènes carrés respectivement; construction, en outre, de réfectoire, blanchisserie, jardin d'enfants, dispensaire et école professionnelle dans chaque cité ouvrière ⁽¹⁾. Finalement, là encore, la société concessionnaire fut obligée de passer sous les fourches caudines ⁽²⁾.

On conçoit que l'abondance des discussions ne favorisait pas le rendement du travail. Quelquefois, la presse soviétique elle-même est amenée à le reconnaître. Dans une étude consacrée à la concession polonaise « Ian Serkovski », la « Torgovo Prom. Gazeta » fait les constatations suivantes ⁽³⁾ :

« La production des usines de l'Etat est d'une qualité moins bonne, « mais elle est aussi moins chère que les lanternes et les articles « métalliques de mercerie (boutons, etc...), fabriqués par la conces- « sion polonaise... L'usine emploie plus de 600 citoyens soviétiques. « Seuls les contremaitres sont des étrangers, allemands pour la plu- « part. Les relations tendues entre le Comité d'usine et la Direction « constituent le point névralgique de l'entreprise. L'administration « de la fabrique se plaint des prétextes mesquins invoqués par les « organes syndicaux pour s'attaquer aux mesures qu'elle arrête et « à ses ordres. Elle accuse également le syndicat de vexations sys- « tématiques à l'égard des ingénieurs et des techniciens russes em- « ployés à l'usine.

« Les membres du Comité d'usine accusent, à leur tour, l'adminis- « tration, de manifester à leur égard une hostilité préconçue, de ne

(1) *Izvestia* des 19 et 21 janvier 1927.

(2) *Rabotchaïa Gazeta* du 3 février 1927.

(3) Numéro du 9 octobre 1928.

« pas tenir compte des déclarations et exigences du Comité relatifs
« à la réception des travaux terminés, aux arrêts de l'usine, au ni-
« vellement des salaires des ouvriers auxiliaires et des ouvriers ne
« travaillant pas à la tâche, etc... etc... »

Comme on le voit, les membres du Comité prétendent intervenir dans toutes les questions d'administration de l'usine, qui, cependant, comme dans tous les contrats de concession, étaient laissés au libre arbitre de la société concessionnaire.

Il est juste de remarquer que les exigences du Comité « Ian Serkovski » n'étaient pas exorbitantes dans la pratique soviétique. Pour ne prendre qu'un exemple, l'ingérence des ouvriers de la Société mixte « Jest-Westen » ⁽¹⁾ dans l'administration de l'entreprise, est allée bien plus loin encore. Ayant remarqué, d'après la « Pravda » ⁽²⁾, que la direction passait à l'étranger des commandes de fer qui pouvaient être fourni par l'Oural, ils en ont avisé le Commissariat de l'Inspection Ouvrière et Paysanne. Les services de ce Commissariat « ont organisé une commission spéciale qui a étudié dans le détail les caractéristiques du fer provenant de l'Oural, de l'Ukraine et de l'étranger.

La commission a établi que le fer de l'usine de Verkhne-Issetsk, dans l'Oural, ne le cédait en rien, comme qualité, au fer étranger et pouvait servir à fabriquer tous les objets de l'usine Jest-Westen. Le seul défaut relevé était la trace de la pression hydraulique, mais il est possible de corriger cette infériorité ».

ATTITUDE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

560. — Les faits que nous venons de grouper donnent une signification particulière aux termes de la lettre de M. Leslie Urquhart à feu Krassine ⁽³⁾ :

« Au lieu de permettre au patron et à l'ouvrier de prendre contact
« pour régler à l'amiable leurs différends comme dans le passé, le

(1) Société mixte soviéto-autrichienne formée à Rostov-sur-le-Don par fusion de la société par actions *Jest* avec la concession autrichienne *Westen*. Objet social : fabrication de la vaisselle émaillée.

(2) *Pravda* du 17 juillet 1928.

(3) Lettre du 11 octobre 1921 dont une copie fut jointe à la circulaire aux actionnaires de la *Russo-Asiatic Consolidated limited* du 12 octobre 1921.

« contrat avec le Conseil Panrusse des Unions professionnelles est
« destiné à les tenir séparés, et en plaçant les intérêts des travail-
« leurs entre les mains des membres les plus avancés du parti com-
« muniste ou des opportunistes qui sont à la tête de cette organisa-
« tion, à continuer de serrer la corde au cou non seulement de l'in-
« dustrie et de toute entreprise, mais des classes laborieuses et du
« prolétariat tout entier de Russie ».

Comme si l'activité des syndicats et des comités d'usine n'apportait pas assez de troubles dans le fonctionnement des entreprises concessionnaires, l'Inspection du Travail y ajoutait encore du sien. On en trouve un tableau dans l'article de Pierre Béliavski « Visite des concessions avec la Commission du Commissariat du Peuple au Travail de la R.S.F.S.R. » ⁽¹⁾. Voici la traduction de ses passages essentiels :

1° La fabrique autrichienne de tricotage « Altmann et Cie » n'a pas versé au syndicat la redevance de 2 % stipulée dans le contrat collectif, soit 12.000 roubles environ. Comme conséquence de ce manquement, tout le programme culturel durant l'été a été compromis. Le comité d'usine et le syndicat des ouvriers textiles se sont révélés moins coulants que le Commissariat des Assurances Sociales de la région. Ils ont attaqué le concessionnaire non seulement au civil, mais aussi devant le Tribunal correctionnel, pour violation d'un paragraphe du contrat collectif.

2° A la fabrique de Gammer : « La Direction sollicite souvent du comité d'usine l'autorisation de faire faire des heures supplémentaires, mais nous la refusons. On fait, quelquefois, des heures supplémentaires, mais en cachette. Il nous est impossible de tirer au clair ces arrangements clandestins ».

3° La Commission a établi le système des travaux aux heures supplémentaires, sans autorisation de l'Inspection du Travail, aux usines de S.K.F.

En janvier-août 1927, l'inspection a autorisé 353 heures supplémentaires; en fait, les ouvriers en ont fourni 1.979.

4° Les inspecteurs du travail ont visité l'usine Gammer 11 fois en 7 mois; l'usine de S.K.F. 4 fois en 1927 et 4 fois cette année; la

(1) Publié dans la *Pravda* du 8 juillet 1928.

fabrique d'Altmann fut visitée, dans la même période, 7 fois; celle de Tiffenbakher 6 fois.

5° A la fabrique Hammer, les ouvriers et les membres du Comité d'usine déclarent : « La fabrique employait, l'année dernière, 400 ouvriers; cette année il y en a 900. L'augmentation de la production est colossale et elle s'élargit tout le temps. Sa fraction de 25 % d'ouvriers en provenance de la Bourse du Travail améliore la composition du personnel, quant à la conscience de classe. La cellule communiste et celle des jeunesses communistes augmentent. Elles comptent 60 et 100 membres respectivement. Leur influence sur la masse ouvrière augmente aussi. A cette influence, le concessionnaire cherche à opposer la sienne. Il se dépense en malices de toute sorte pour diviser les ouvriers et pour les mettre de son côté. Il y arrive par les menaces de diminuer le nombre des ouvriers. Pour éviter cette éventualité de congédiement, les ouvriers commencent à s'accommoder aux exigences du patron et de ses acolytes, ils deviennent ses hommes à lui... »

La même menace de congédiement est utilisée par le concessionnaire Tiffenbakher (« Je ferai venir des ouvrières italiennes ! »).

6° Enfin, Altmann voulut profiter de la dernière diminution de son personnel (400 personnes congédiées) pour se débarrasser des membres actifs des syndicats et des ouvrières qui ne lui plaisaient pas. Comme le savent déjà les lecteurs de la « Pravda », son plan a échoué exclusivement à cause de la haute conscience de classe des ouvriers et de la résistance énergique opposée par le Comité d'usine et par le Syndicat régional des ouvriers textiles.

7° « A la concession S.K.F. ainsi que dans les autres entreprises, on ne prend des ouvriers que temporairement, pour pouvoir se rendre compte de leur physionomie politique et de leurs dispositions à l'égard du patron.

On connaît des cas où la Bourse du Travail envoyait à une fabrique 5 ou 6 fois les mêmes ouvriers, et chaque fois au bout d'un mois exactement, ils étaient renvoyés à la Bourse du Travail : ces ouvriers étaient des communistes... Il est inutile de vous dire qu'il existe une « Bourse du Travail patronale », au sein de laquelle Gammer et Tiffenbakher puisent la majorité de leurs ouvriers.

Les patrons y font sans vergogne le choix des gens « qui conviennent » et ramassent des « débris de naufrages ». « Le mari déporté

aux Solovki, la femme ouvrière chez Tiffenbakher », c'est là une formule courante.

Dans les propositions soumises au Commissariat du Travail de la R.S.F.S.R., la Commission souligne la nécessité de la création d'une inspection du travail spéciale pour les entreprises concédées de Moscou. Le travail de l'inspection et l'état de la protection du travail devront être contrôlés périodiquement par les fonctionnaires du Commissariat du Travail.

Il est reconnu nécessaire de répartir la surveillance des concessions entre des inspecteurs ad hoc, de convoquer après chaque inspection les assemblées générales des ouvriers, d'organiser le recrutement des inspecteurs au milieu même des ouvriers des concessions... »

« La commission croit nécessaire de poursuivre au pénal la direction des entreprises qui, d'une manière systématique, n'exécutait pas les instructions de l'inspection du travail, qui élargissaient sur leur propre initiative l'outillage et les locaux de l'entreprise, qui avaient recours aux travaux supplémentaires, sans autorisation de l'inspection, etc...

Les concessions de Tiffenbakher, d'Altmann, de la S.K.F., se trouvent dans ce cas. Le 3 juillet courant, le Collège du Commissariat du Peuple au Travail, dans une réunion commune avec les représentants des comités d'usine des entreprises concédées, les rédacteurs de la « Pravda » et les inspecteurs du travail, a examiné le rapport de la commission. Toutes les propositions de la commission ont été approuvées, en principe. Après accord avec les Commissariats compétents, elles seront mises à exécution ».

Deux jours plus tard, « en résumant les débats, le Commissaire du Peuple au Travail, le camarade Bakhmoutov, souligna la nécessité de fixer l'attention du Commissariat sur la protection du travail dans les entreprises concédées. Il se rangea à l'idée de créer, dans ce but, à leur intention, une inspection spéciale du travail » ⁽¹⁾.

Ainsi fut-il fait, et les concessionnaires eurent à subir, dorénavant, les attaques de ce nouvel organe d'investigation. Malgré les rigueurs de la censure, on en trouve quelques échos disséminés par ci par là

(1) *Economit. Jizn* du 10 juillet 1928 : *Les résultats du contrôle des entreprises concédées*.

dans la presse soviétique. Ainsi, le directeur de la concession Trilling ⁽¹⁾ déclarait : « Le Comité Principal des Concessions examine les besoins de notre concession avec beaucoup d'attention. Nous ne pouvons pas cependant cacher que nous rencontrons auprès d'autres organes du Gouvernement un accueil purement bureaucratique... La marche de la concession s'en ressent. Nos rapports avec l'Inspection du Travail, notamment, sont très tendus » ⁽²⁾.

De même, le docteur Finkelhaus, directeur de la concession Raabe ⁽³⁾, constatait « les bons rapports avec les organisations et administrations centrales. Sur place, les rapports sont moins bons, surtout avec l'Inspection du Travail. Nous venons d'avoir quelques conflits avec les organisations locales » ⁽⁴⁾.

La direction de la société allemande Léo réservait également à l'Inspection du Travail une place à part parmi les institutions soviétiques : « Nos relations avec les organisations ouvrières et les autorités locales sont normales ces temps derniers. Les organes de l'Inspection du Travail nous ont adressé des exigences excessives que nous avons réussi à éluder, en nous adressant aux organes supérieurs de ce Commissariat » ⁽⁵⁾.

561. — En 1929 on pouvait encore faire quelquefois appel à l'influence modératrice des Commissariats centraux, quoique les liquidations en masse des concessions étrangères fissent déjà pressentir l'offensive communiste de 1930. D'ailleurs, l'hostilité des syndicats ouvriers, que la presse gouvernementale et le parti communiste prenaient soin de raviver quand elle s'atténuait trop à leur gré; l'imixtion des comités d'usine dans les questions de direction et d'administration des usines; les contrats collectifs de travail établis, en fait, par la volonté unilatérale des syndicats; leur assurance d'avoir « naturellement » raison, en fin de compte, dans les conflits avec l'administration des entreprises, tout cet ensemble de facteurs créait,

(1) Fabrication de draps de laine et de demi-laine à la fabrique Spartak, à Bykovo, près Moscou.

(2) *Torgovo Prom. Gazeta* du 21 octobre 1928.

(3) Fabrication des clous en bois et des formes pour chaussures, à Nerekhta.

(4) *Torgovo Prom. Gazeta* du 2 novembre 1923.

(5) *Torgovo Prom. Gazeta* du 23 mai 1929.

autour des concessionnaires étrangers, une atmosphère empoisonnée de méfiance et de délation. L'ombre de la Tchéka y était constamment présente, depuis le début même de la politique soviétique des concessions.

SECTION SIXIÈME

L'insécurité des biens et des personnes :

Le Guépéou et l'incertitude de la politique soviétique

562. — Dans un pays comme l'U.R.S.S. où toutes les formes d'activité humaine se réduisent à une seule forme, — le fonctionnarisme, — l'Etat doit avoir l'œil sur tout et pour tous. Les expérimentations d'un savant et le travail des mineurs, les discours des juristes et les conseils des médecins, les vers des poètes et le jeu des artistes, les travaux des champs dans les Kholkhoz et dans les Sovkhoz, aussi bien que ceux des ouvriers industriels et des employés de commerce, tout est exécuté par des fonctionnaires, d'après les instructions et sous le contrôle des chefs hiérarchiques. Aussi le Guépéou a-t-il la mission de surveiller de près et d'épurer sans cesse les différents échelons de cette immense bureaucratie.

Nous avons eu à nous occuper du rôle de la Tchéka-Guépéou dans la vie des concessions étrangères dans chaque chapitre, dans chaque section, presque à chaque page consacrée à la Russie Soviétique. Les grèves fomentées par les agents du Guépéou, les arrestations et les fusillades des employés, l'immixtion dans les détails de la vie intérieure des entreprises, l'opposition à toute tentative de rapprochement de la direction et des ouvriers, les accusations de sabotage, d'espionnage économique ou de contre-révolution, lancées à tort et à travers, l'organisation des procès relents contre les saboteurs, toute cette activité débordante du Guépéou a mis plus d'une fois en échec les efforts les plus méritoires des sociétés concessionnaires. Son pouvoir occulte déterminait le sort des concessions bien plus que les promesses fragiles et les engagements précaires du Gouvernement Soviétique.

En face de cette Police Politique omnipotente, la sécurité personnelle des concessionnaires n'était guère plus inviolable, que les droits contractuels de la concession. Nous ne pouvons mieux faire connaître la portée de notre constatation qu'en citant quelques cas concrets mettant en jeu le statut des étrangers en U.R.S.S.,

563. — Déjà en 1924, lorsque les Soviets furent aux petits soins à l'égard du capital étranger, le cas du professeur Clair révéla aux observateurs de la vie russe, le véritable état d'esprit des dirigeants moscovites. Clair, citoyen suisse, fut condamné à être fusillé pour « faits d'espionnage économique ». Sa peine fut commuée en celle de la réclusion, uniquement en considération de son grand âge (70 ans) ⁽¹⁾. Son seul crime était d'avoir communiqué des données sur la situation des mines de platine au représentant de la « Compagnie Industrielle du Platine », société qui venait, sur l'invitation du Gouvernement Soviétique, étudier l'affaire dans l'Oural.

564. — Le procès intenté en février 1929 à John Wolfmann, de nationalité lettone, directeur de l'usine à Leningrad de la « Société anglaise de creusets Morgan », avait pour point de départ « les renseignements recueillis par le Guépéou de Leningrad sur les pots de vin distribués aux ingénieurs des usines de l'Etat à Koltchougine, près Toula. L'usine fut fondée en 1908 et Wolfmann, premier directeur de l'usine, l'administrait dès le début. Après la révolution d'octobre 1917, il sut éviter la nationalisation de l'usine grâce à un engagement de fournir aux usines de l'Etat tous les creusets dont elles auraient besoin » ⁽²⁾. D'après le journal soviétique, « l'enquête du Guépéou a démontré que Wolfmann et son agent Soursky, avaient soudoyé les ingénieurs Loukianoff et Brylkiné, pour faire passer des creusets d'une qualité médiocre fabriqués par l'usine de Leningrad ». La même source nous apprend que « Wolfmann niait d'une manière catégorique les faits ⁽³⁾ à lui reprochés. Brylkiné reconnut avoir reçu de Wolfmann de 1.500 à 2.000 roubles, mais affirmait que c'était là les honoraires pour des travaux purement scientifiques sur l'utilisation des creusets... A la fin des débats, il a reconnu avoir été une sorte d'éclaireur de la firme étrangère dans une entreprise soviétique » ⁽⁴⁾. « Quant à Wolfmann, il se campe en bienfaiteur de l'industrie soviétique », poursuit l'Economitcheskaja Jizn ⁽⁵⁾ « et déclare que l'usine, loin de donner un bénéfice quelconque durant ces

(1) *Economit. Jizn* du 15 août 1924.

(2) *Economit Jizn* du 23 février 1929.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

(5) *Idem*, voir également le télégramme de la *Tass* du 22 février 1929,

dix dernières années, subit une perte de 700.000 roubles environ. Il est établi, par ailleurs, que les renseignements soi-disant scientifiques, communiqués par Brylkin, contiennent des éléments tombant sous l'application du paragraphe 6 de l'article 58 du Code pénal (espionnage). Aussi, le Tribunal ordonna-t-il un supplément d'enquête. Les inculpés qui se trouvaient auparavant en liberté ont été arrêtés sur le champ ».

Les télégrammes des correspondants de « Daily News » et du « Times » modifient du tout au tout le communiqué officiel. On apprend ainsi l'existence d'un autre accusé, l'employé soviétique Golovleff, qui nia sa faute d'une manière catégorique ⁽¹⁾; que l'accusation considérait comme « pots de vin » le fait d'avoir offert de la bière et des sandwiches à Brylkin et à deux autres employés soviétiques, venus visiter l'usine de la Société Morgan ⁽²⁾; que Brylkin avoua avoir reçu quelques petites sommes de Wolfmann, mais ne put donner, à ce sujet, aucune précision ⁽³⁾; que l'accusation fut abandonnée par le procureur à la séance du 21 février 1929, les faits de corruption n'étant pas prouvés ⁽⁴⁾; que l'accusation nouvelle d'espionnage fut basée sur l'absence avouée des bénéfices durant les 10 années du régime soviétique, le tribunal ayant refusé d'admettre l'explication de Wolfmann, qui affirmait avoir couvert ces pertes par la vente à des prix élevés des anciens stocks de creusets ⁽⁵⁾.

Le « Daily News » ⁽⁶⁾ publia également un interview du secrétaire de la mission lettone à Londres, qui démontra que le nouveau grief mis en avant contre l'accusé est aussi mal fondé que l'ancien et annonça la mise en liberté prochaine de Wolfmann.

Il nous reste à compléter les faits par un trait pittoresque. D'après l'agence télégraphique britannique Reuter ⁽⁷⁾, « le Gouvernement Soviétique proposa, en 1928, à Wolfmann, de prendre service dans une organisation de l'Etat. Wolfmann déclina l'offre et refusa de révéler

(1) *Daily News* du 22 février 1929.

(2) *Times* du 23 février 1929.

(3) *Daily News* du 22 février 1929.

(4) *Idem.*

(5) *Idem.*

(6) Numéro du 23 février 1929.

(7) Télégramme du 23 février 1929 aux journaux anglais.

aux autorités soviétiques le secret de la fabrication utilisé par la « Société de creusets Morgan ».

565. — Quelques jours plus tard, le docteur Cassel, directeur de la concession allemande « Cellugal », avait à répondre, devant le Tribunal de Moscou, de la non-observation, par la Société « Cellugal », des lois sur la protection du travail ouvrier ⁽¹⁾. L'accusé, tombé malade à Berlin, ne se présenta pas à l'audience et l'affaire fut jugée en son absence. L'acte d'accusation exposait une centaine de points relevés à la charge du Docteur Cassel : il n'a pas construit un fumoir à l'usage des ouvriers; il n'a pas mis une cloison, réclamée par les ouvriers, dans un local quelconque de l'usine; la ventilation n'a pas toujours fonctionné d'une manière suffisante (un des points principaux de l'accusation); quelquefois, la température à la fabrique était plus basse que celle prévue au règlement, etc., etc...

Les documents déposés par la défense ont démontré que le concessionnaire ne pouvait, d'après son contrat, acheter les matériaux pour installer la ventilation, qu'aux entreprises d'Etat; que celles-ci, malgré toutes ses réclamations, ne les livraient pas; qu'il s'adressa alors au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale pour obtenir l'autorisation d'emporter les matériaux de l'étranger, mais que cette autorisation lui fut refusée. Risquant d'être accusé d'infraction au contrat, le docteur Cassel s'est procuré, tout de même, les matériaux nécessaires sur le marché libre, mais en quantité insuffisante et de qualité inférieure.

La Société « Cellugal » a fait ressortir que les mêmes raisons expliquaient l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé le concessionnaire d'installer des appareils de protection sur les transmissions de l'usine.

Quant à l'insuffisance de chauffage pendant les journées de grand froid, il fut prouvé que le concessionnaire a reçu de l'Etat les bâtiments dans un état tellement délabré qu'il lui était matériellement impossible d'atteindre à l'intérieur des bâtiments une température dépassant 9 degrés au-dessus de zéro, quand il faisait dehors 40 degrés au-dessous.

(1) Nous exposons d'après le *Times* et le *Berliner Tageblatt* du 13 mars 1929, et d'après le supplément russe du 29 mars 1929, publié par l'*Agence Economique et Financière* (Paris). La « Cellugal » fut fondée en 1926, par la société allemande du même nom, à Rostokino, près Moscou, pour fabriquer des boutons et des peignes.

Malgré toutes ces démonstrations, « faisant ressortir l'impossibilité de donner satisfaction aux exigences des ouvriers à raison des conditions générales de la vie en U.R.S.S. » ⁽¹⁾, le docteur Cassel fut condamné à l'amende maxima de 10.000 roubles ⁽²⁾.

566. — Autre exemple encore de l'insécurité des étrangers en U.R.S.S. : deux sociétés suédoises « Alfa-Laval » et « Baltic » vendaient des séparateurs dont avait besoin l'industrie laitière à l'Union Centrale des Coopératives Soviétiques, conformément à un contrat officiel en règle. Deux représentants de ces maisons étaient chargés de recevoir les appareils en U.R.S.S. et d'en assurer la livraison à la clientèle. Ils ont été arrêtés par le Guépéou en janvier 1929, sous l'inculpation d'espionnage économique. On leur reprochait d'avoir recueilli des statistiques sur l'importation des séparateurs et d'en avoir renseigné les sociétés suédoises.

Bien que tous ces renseignements fussent publiés dans la presse soviétique, le citoyen letton Osoline, représentant de la maison « Alfa-Laval », fut condamné à 8 ans de réclusion et à la confiscation de ses biens ⁽³⁾.

En présence de cette condamnation, encourue par Osoline, pour avoir présenté à son Conseil d'Administration à l'étranger un rapport destiné à justifier la proposition d'un plan de travaux, la presse étrangère se demandait s'il ne s'agissait pas, pour le Guépéou, de supprimer tout simplement la concurrence suédoise : les usines soviétiques fabriquaient les séparateurs à 52 roubles la pièce, les appareils suédois ne coûtaient que 12 roubles. L'« Economitcheskaja Jizn » ⁽⁴⁾ ne pouvait pas admettre cette explication. Inde Ira...

567. — En 1930, la « Liberté » ⁽⁵⁾, dans une correspondance de Berlin, signala le cas intéressant de M. Schlossberg, directeur de la société américaine de fourrures Atlington, arrivé à Berlin après avoir passé huit mois dans la prison du Guépéou, à Narym, sous la menace permanente d'être fusillé.

(1) *Berliner Tageblatt* du 13 mars 1929.

(2) Soit, au cours soviétique officiel, 130.000 francs.

(3) *Econ. Jizn* du 18 juillet 1929.

(4) *Idem*.

(5) Numéro du 30 avril 1930.

La société Attington exportait d'U.R.S.S., durant plusieurs années, des quantités importantes de fourrures. Comme, en 1929, le Gouvernement Soviétique ne pouvait plus fournir des peaux de renards bleus et de zibeline, demandés par la maison Attington, celle-ci a résolu de cesser « la collaboration technique » avec les Soviets.

Cette décision a failli coûter la vie à M. Schlossberg, qui a été arrêté, jugé par un tribunal spécial du Guépéou et condamné à mort pour espionnage économique. Il ne fut sauvé que par la magnanimité de ses patrons, qui ont racheté sa vie par un autre contrat avec le Gouvernement Soviétique, contrat qui causait de grandes pertes à la société américaine. Une fois ce contrat signé, M. Schlossberg fut aussitôt relâché.

568. — Au procès des employés de la Lena Goldfields ⁽¹⁾, monté par le Guépéou, on a vu au banc des accusés les ingénieurs russes accusés d'avoir fourni, au Conseil d'Administration de la Lena Goldfields, des renseignements sur la production de l'or, du plomb, du zinc et du cuivre en U.R.S.S., accusation qui pouvait leur coûter la vie, quoiqu'on trouve ces renseignements couramment dans la presse soviétique ⁽²⁾.

Mais n'oublions pas que le principal accusé aurait dû être le directeur anglais de la concession, M. Eave, qui réussit à quitter à temps le territoire soviétique ⁽³⁾.

569. — Nous avons relaté également ⁽⁴⁾ le traitement infligé au Docteur Ditlov, directeur de la concession « Drusag », et l'arrestation de son employé Gross, envoyé à Moscou pour y porter une lettre demandant l'intervention de M. Dirksen, chargé d'affaires d'Allemagne à Moscou. Ce que nous avons omis de signaler, c'est le faux télégramme reçu par Madame Gross, de Kharkov, et signé du nom de son mari : « Viens. Suis malade ».

Elle alla à Kharkov avec la copie de la lettre du Docteur Ditlov à M. Dirksen et fut arrêtée à son tour par le Guépéou ⁽⁵⁾.

(1) Voir supra, §§ 474 à 480.

(2) Voir par exemple la *Vie Economique des Soviets*, collection de 1928-1929.

(3) *Economit. Jizn* du 20 avril 1930; *Za Industrialisatziou* du 22 avril 1930.

(4) Voir supra, §§ 451 et 452.

(5) *Koelnische Zeitung* du 12 janvier 1930.

570. -- Comme on le voit, les pouvoirs du Guépéou dans la vie soviétique et les moyens dont il dispose, sont suffisants pour rendre intenable la situation de n'importe quelle société étrangère. En outre, les changements brusques de la politique économique du Gouvernement, les zigzags ahurissants de la « ligne générale » du Parti Communiste, les luttes intestines déchirant ce Parti, achevaient de dérouter les concessionnaires étrangers, même les plus avisés des choses de la Russie. On savait que le Guépéou veillait constamment à la défense de la « ligne générale du Parti », mais par moments il était impossible de démêler en quoi consistait exactement cette fameuse ligne générale, ni de la distinguer des déviations de « gauche » ou de « droite », tellement elle devenait fuyante et indécise. Le Guépéou frappait pour des faits que, la veille encore, le Parti Communiste tout entier approuvait sans réserves.

Un simple aperçu des errements du Parti Communiste, depuis son arrivée au pouvoir, fait ressortir, en même temps que les volte-faces déroutantes de sa ligne politique, le rôle important et sans cesse accru du tout puissant Guépéou.

571. « Les procès-verbaux du Comité Central du Parti Communiste Panrusse pour la période allant d'août 1917 à février 1918 » ⁽¹⁾, ne contiennent ni les comptes-rendus des réunions du 1^{er} au 8 novembre 1917, ni « les affaires des conflits » qui, d'après le rédacteur de l'édition, « n'offrent pas le caractère de discussions de principe et ont perdu, par conséquence, leur intérêt d'actualité » ⁽²⁾.

Néanmoins, même ainsi expurgés, les matériaux publiés par le Parti mettent en évidence les conflits qui le divisaient profondément dans cette période décisive de son histoire.

Ainsi, lorsque, par exemple, la question de l'insurrection armée, en octobre 1917, fut posée au Comité Central, Zinovieff, Kameneff, Milioutine et Volodarski signalèrent le caractère aventurier de cette « tactique de conspiration » qui ne pouvait aboutir, d'après eux, qu'à la débacle du Parti et à l'étouffement de la Révolution. En ripostant, Lénine traita l'argumentation de ses collègues de « bassesse »,

(1) Publication faite sous la rédaction de M. A. Savelieff, Moscou, 1929, Editions de l'Etat.

(2) *Op. cit.*, Introduction.

de « toupet », d' « absence de pudeur élémentaire », d' « escroquerie », de « raisonnement de misérables ».

Le vote sur la question de l'acceptation des propositions allemandes de Brest-Litovsk, démontra également que Lénine n'avait avec lui, pour l'acceptation, que six membres du Comité (Staline compris); quatre membres volèrent contre l'acceptation et quatre autres, Trotzky en tête, se confinèrent dans l'abstention ⁽¹⁾.

Lénine fut amené à menacer plusieurs fois le Comité de sa démission, si les membres ne cessaient pas leurs hostilités. Ce à quoi Lomoff répondit : « Lénine nous menace de sa démission. On a tort de s'en effrayer. Il faut prendre le pouvoir sans Lénine ». Riazanoff déclara une autre fois : « Ce genre d'ultimatum ne fait que compromettre le Parti ».

572. — L'orientation vers la Nep, fit apparaître au sein du Parti communiste une fraction extrémiste dite « Opposition Ouvrière ». Malgré la prohibition, par le X^e Congrès du Parti ⁽²⁾, de tous groupements d'opposition à l'intérieur du « monolithe communiste », le Guépéou démontra que la fraction des mécontents n'a pas cessé d'exister et que Chliapnikoff, membre du Comité Central, a continué l'organisation de ses partisans en provinces pour combattre la Nep et saper la Nep. Lénine, en se basant sur les résolutions du X^e Congrès, exigea alors l'exclusion de Chliapnikoff du Comité Central, mais ne put réunir dans ce sens les 2/3 des voix exigés par le règlement.

Tandis que 24 membres de l' « Opposition Ouvrière » portèrent plainte, le 24 février 1922, au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste contre les oppressions du Comité Central du Parti Communiste Russe ⁽³⁾, Miasnikoff ⁽⁴⁾ organisa une campagne violente dans les milieux ouvriers. Dans une série de publications imprimées clandestinement, il déchiffrait les initiales de la Nep, comme ceux de la « Nouvelle Exploitation du Proletariat » et préconisait l'insurrection armée du prolétariat contre la dictature du Comité Central.

(1) Procès-verbal du 28 février 1918.

(2) En mars 1921.

(3) *Pravda* du 26 février.

(4) Meurtrier du Grand Duc Michel Alexandrovitch, héritier du trône de Russie après que Nicolas II eut abdiqué pour lui-même et pour son fils Alexis.

Exclu du Parti, Miasnikoff continua ses rapports avec les membres plus modérés de l'« Opposition Ouvrière » et poursuivit ses attaques démagogiques contre les « vieux bureaucrates du Comité Central ».

Celui-ci se décida alors à faire appel au Guépéou pour remettre l'opposition à la raison. Arrêtés vers la fin de 1922, Miasnikoff et ses camarades ont fini leurs jours dans les gèoles communistes.

573. Le XI^e Congrès du Parti Communiste constata avec satisfaction que seuls subsistaient des débris de l'« Opposition Ouvrière », sans danger pour l'unité du Parti. L'autonomie de fait très large des trusts de l'Etat et le développement de l'industrie et du commerce privés ⁽¹⁾ marquèrent, en 1922, le point culminant de la Nep. Il ne faut pas, toutefois, oublier que l'aggravation des impôts frappant l'agriculture, les excès de l'émission de papier-monnaie et les fameux « ciseaux » des prix ⁽²⁾ ne cessaient alors de peser lourdement sur la paysannerie russe.

Les « ciseaux » de plus en plus largement ouverts par la politique soviétique et la disette des produits fabriqués, le mécontentement des paysans qui refusaient, de plus en plus souvent, de livrer leurs produits à vil prix aux organes de l'Etat, le chômage des milliers et milliers d'employés et de bureaucrates, dont le gouvernement, en quête de nationalisation, se débarrassait sans leur offrir un autre emploi, toutes ces causes provoquèrent, vers la fin de 1923, la première crise de la Nep.

Le Comité Central du Parti Communiste constata qu'au 1^{er} septembre 1923, le nombre de ses adhérents avait diminué de moitié environ et, à l'occasion du 6^e anniversaire du régime, autorisa l'examen public de la situation par les membres du Parti, en leur garantissant l'impunité quelles que soient les opinions exprimées. C'était la « Discussion » de 1923.

(1) Voir supra, chapitre 3 de la 2^e partie.

(2) Le diagramme comparatif des prix des produits agricoles et des objets fabriqués par l'industrie soviétique faisait ressortir les tendances contradictoires : la politique gouvernementale faisait baisser les premiers pour pouvoir alimenter à bon compte les villes et l'industrie nationalisée; les prix de revient, et partant les prix de vente des produits fabriqués accusaient, par contre, une marche ascendante. Traduits en graphique, ces phénomènes étaient représentés par deux lignes rappelant la forme des ciseaux ouverts.

Elle démontra que les arguments de « l'Opposition Ouvrière », qui semblait écrasée, étaient toujours vivants dans la conscience de larges milieux communistes. La « Pravda » et les autres journaux bolcheviks ⁽¹⁾ furent inondés, en octobre 1923-janvier 1924, par des milliers de plaintes sur la tyrannie qui régnait à l'intérieur du Parti, sur l'impossibilité d'exprimer une opinion personnelle quelconque; sur l'atmosphère d'espionnage, de délation, de crainte des représailles devenue irrespirable, sur la transformation du Parti en un « troupeau docile sous les houlettes des bergers »; sur la brutalité des nouveaux « patrons communistes », exploitant la masse ouvrière comme les bourgeois n'auraient jamais osé le faire, etc., etc.

Les divisions internes du Comité Central du Parti éclatèrent alors en public. Dans son livre « La situation réelle en Russie » ⁽²⁾, Trotsky brossa, quelques années plus tard, un tableau vigoureux de la vie intérieure du Kremlin. Les rapports de Trotsky et de Staline, tels qu'ils apparaissent à travers ce livre, furent, bien avant la mort de Lénine, ceux de deux rivaux éventuels. Mais tandis que l'ambition de Trotsky se manifestait par des déclarations et des actes tapageurs et tout en surface, Staline agissait en sourdine, mettant la main, peu à peu, en tant que Secrétaire général du Parti, sur tous les échelons de son organisation intérieure. En s'appuyant sur cette organisation et en ayant le Guépéou dans son jeu, Staline laissa, enfin, en 1923, voir à ses camarades son véritable caractère.

574. — Lénine lui-même, irrémédiablement atteint de paralysie générale, trouva encore l'énergie pour adjoindre à son testament politique un codicile adjurant le Parti de ne pas garder Staline au poste de Secrétaire général, fonction trop délicate pour cet homme brutal et violent.

Quelques jours avant son décès, Lénine rompit même par une lettre « tous rapports de camaraderie » avec Staline, qui ne se gênait plus avec son maître mourant et allait jusqu'à maltraiter Kroupskaïa, la femme de Lénine.

Mais les colères de Lénine ne furent plus dangereuses pour l'habile Géorgien.

(1) Voir les collections de la *Pravda*, *Econom. Jizn*, *Moscou du Soir*, la *Gazette Rouge*.

(2) Léon TROTSKY, *La situation réelle en Russie*, Berlin, novembre 1928.

Il avait pris ses précautions et constitué une ligue de toutes les jalousies et de toutes les appréhensions contre Trotzky, héritier naturel de Lénine, dans l'esprit des membres du Parti et des masses populaires, habitués à voir ces deux noms accolés l'un à l'autre.

Comme Staline lui-même, Kameneff et Zinovieff avaient intérêt, mais pour une autre raison, à empêcher la publication du testament de Lénine : le dictateur y révélait leur attitude craintive et peu reluisante en septembre-octobre 1917.

Leurs collègues du Comité Central furent amenés vers Staline par l'envie ressentie à l'égard de Trotzky, tribun populaire et chef de l'armée rouge.

575. — La version de la scission au sein du Comité Central, que nous venons de dégager de l'ouvrage de Trotzky, nous semble fort plausible. Tout au moins correspond-elle assez exactement à la suite des événements. Ceux-ci se précipitèrent vers la fin de 1923, avec la série d'articles publiés par Trotzky sous un nom commun : « *Novy Kours* » ⁽¹⁾. Il y soutenait que le Comité Central n'était plus qu'un groupe de vieux révolutionnaires devenus conservateurs dans leurs manières de penser et d'agir, craintifs et jaloux à l'égard des nouvelles forces du Parti. Ces monopolistes ombrageux de la machine d'Etat et du Parti travaillaient, d'après Trotzky, dans le vide, sans contact avec les masses populaires, avec les participants actifs du travail commun. Ainsi le Comité Central, source « de la dégradation du Parti », de sa maladie morale du bureaucratisme et des intrigues, est devenu un instrument des « vieux » pour protéger leur monopole de pouvoir contre la jeune génération, ce « baromètre de la Nation ».

Cette critique, soutenue par des communistes aussi influents que le furent Radek, Preobrajensky et Chliapnikoff, ancien chef de l'« *Opposition Ouvrière* », si attaquée jadis par Trotzky, s'appuyait également sur un programme positif : régime de démocratie à l'intérieur du Parti, lutte contre l'envahissement du capital privé; industrialisation accentuée dans les villes, collectivisation des campagnes.

576. — Le Comité Central, tout en neutralisant l'influence de Trotzky par les efforts combinés de la « vieille garde léniniste », fit

(1) C'est-à-dire *Nouvelle Orientation* ou *Nouveau cours*. Voir les numéros de la *Pravda*, décembre 1923.

cependant quelques concessions à la pression des trotskistes. De là ces mesures restrictives contre le capital privé, dont nous avons constaté l'effet précédemment ⁽¹⁾.

Mais, dès octobre 1924, les dures exigences de la réalité soviétique, ne tardèrent pas à procurer une revanche à la Nep, en obligeant le Gouvernement Soviétique à revenir sur ses rigueurs contre le commerce et l'industrie privés ⁽²⁾.

D'autre part, la pression des masses paysannes aboutit au remplacement, dans l'année agricole 1923-1924, des impôts multiples par un impôt unique sur la production agricole, aux taux relativement modérés. Dans la même année, les roubles soviétiques, devenus sans valeur, furent remplacés par le tchervonetz, la nouvelle monnaie stable, gagée sur l'or et les devises étrangères. L'année 1924-1925 marqua de nouveaux progrès de la Nep : abrogation des limitations en matière de louage des terres et d'emploi à la campagne de la main-d'œuvre salariée; élargissement des droits électoraux de la population; diminution de la pression sur le collège électoral des Soviets en ville et à la campagne.

Sentant ses positions raffermies, grâce aux subtiles manœuvres de Staline et au renforcement des « troupes spéciales à la disposition du Guépéou », le Comité Central du Parti Communiste annula, en 1926, par une série de mesures dont la plupart ne furent même pas publiées, ses concessions de 1923-1925, ou en rétrécit la portée. Mais, en 1925, Staline n'hésitait pas à reconnaître que la Russie a bien changé depuis 1918-1919 et que les paysans et les ouvriers sont devenus plus actifs. « Il ne s'agit plus de les commander », déclarait Staline, « mais il faut les diriger avec un maximum d'élasticité, en s'appuyant sur les connaissances des spécialistes de la science et de la technique » ⁽³⁾.

577. — Par ailleurs, Staline ne perdait pas son temps. Ayant pris le contre-pied de Trotsky, il utilisa la parution d'un livre retentissant

(1) Supra, §§ 330 à 335.

(2) Supra, §§ 336 à 351.

(3) *Les questions et les réponses*, série d'articles de Staline parus dans la *Pravda* (collection de 1925) et s'adressant aux étudiants de l'Université Communiste, fondée au nom de Sverdlov.

de son adversaire ⁽¹⁾ comme prétexte pour entamer, en étroite collaboration avec Zinovieff et Kameneff, la « discussion littéraire sur le trotskisme », et éloigner, sous différents prétextes, l'ancien « Carnot bolchevik » du contact direct avec l'Armée.

Trotsky trouva, en 1926, des alliés inattendus en Zinovieff, éliminé, entre temps, par Staline, du poste de Président de la Commune de Pétrograd, source de son influence dans les milieux communistes. Kameneff, réduit aux rôles de second plan, lia également parti avec la gauche. Mais aucun des membres de ce trio, qui formait « la nouvelle opposition », n'occupait plus un poste lui conférant une autorité réelle ou mettant à sa disposition des forces organisées.

Leur proposition d'accentuer la pression sur les paysans, en vue d'extraire de la campagne des biens matériels et de liquider les positions des « koulaks » furent rejetées par le Comité Central du Parti et l'« *Economitcheskaja Jizn* » écrivait en 1927 ⁽²⁾ :

« Les années écoulées de lutte et d'édification ont permis au Parti
« de trouver le vrai chemin de l'évolution des campagnes vers le so-
« cialisme. C'est l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie.
« Il ne faut admettre sur ce chemin aucune fantaisie, aucun zigzag,
« aucune contrainte à l'égard des paysans. Le Parti rejette, par con-
« séquent, les propositions de l'opposition dans ce sens : emprunt
« forcé des céréales, organisation des unions de pauvres, etc., etc. »...

Leur travail occulte en vue d'organiser des fractions de gauche dans toutes les organisations et cellules communistes aboutit à des résultats importants, mais fut arrêté en plein essor par l'intervention du Guépéou. En janvier 1928, sur un ordre du Guépéou, invoquant l'article 58 du Code pénal ⁽³⁾, Trotsky, Kameneff, Zinovieff, Rakovsky, Radek, Piatakoff, Préobrajensky, Smilga, ainsi que de nombreux autres dignitaires communistes, d'un rang moins élevé, furent arrêtés et envoyés aux quatre coins du territoire soviétique ⁽⁴⁾.

(1) L. TROTSKY, *Les leçons d'octobre*, Moscou, 1924.

(2) *Economit. Jizn*, éditorial du 17 décembre 1927.

(3) Article punissant le crime de contre-révolution. Les arrestations ont eu lieu dans la première quinzaine de janvier.

(4) Trotsky, à Alma-Ata (Turkestan russe); Rakovsky, à Astrakhan; Zinovieff, à Tamboff; Kameneff, à Penza; etc., etc.

578. — Le xv^e congrès du Parti Communiste confirma l'exclusion du Parti de Trotzky et Zinovieff et prononça celle des 94 principaux adeptes du « trozisme ». Il décida également l'épuration générale du Parti de ses membres coupables de la « déviation de gauche ». L'unité du Parti, soumise à une rude épreuve, fut reconstituée.

Dans la suite, la conduite des relégués fut différente, comme étaient différents leurs tempéraments : Zinovieff et Kameneff firent amende honorable et s'employèrent de leur mieux à attaquer Trotzky et leurs camarades d'hier dans l'opposition; Piatakoff et Radek mirent plus de dignité et de discrétion dans leur soumission; Rakovsky, malade et nécessaire, persista dans son attitude et le silence imposé se rabattit sur lui. Seul Trotzky tenta de continuer la lutte désespérément. Surveillé de près par le Guépéou comme tous ses camarades, il trouva le moyen de faire de sa résidence asiatique, à la barbe de ses surveillants, un centre de correspondance active. Il adressa même, le 21 octobre 1928, « une lettre directive » à ses partisans, exposant ses acerbes critiques dirigées contre « la ligne générale » du Parti et les transfuges de l'opposition. Prévoyant l'éventualité de la lutte de Staline contre le groupe des modérés (Rykoff, Boukharine et Tomsky) et constatant le suicide politique des « repentis et demi-amnistiés » (Zinovieff, Kameneff), Trotzky invitait ses partisans à poursuivre la campagne pour le vote secret, à l'intérieur du Parti et dans les syndicats ouvriers. L'abrogation de la peine de mort et la dissolution du Guépéou, demandées dans la lettre, avaient déjà été inscrites auparavant dans le programme de l'opposition troziste ⁽¹⁾.

579. — Cette lettre provoqua de nouvelles répressions contre la déviation de gauche. La « Pravda » ⁽²⁾ déclara que « les organes de la dictature prolétarienne ne pouvaient pas admettre l'existence, dans le pays, de la dictature d'une organisation clandestine antisoviétique possédant ses imprimeries, ses comités, préparant des grèves anti-soviétiques, allant jusqu'à inciter ses partisans à une guerre civile contre les organes de la dictature prolétarienne »... « Les trozkistes

(1) Exposons d'après le texte paru dans la *Folkswille*, organe des trozkistes allemands, en décembre 1928, et d'après les ripostes de la *Pravda* dans le numéro du 24 janvier 1929.

(2) Editorial du 24 janvier 1928.

diffament l'armée rouge »... poursuit la « Pravda »... « en présentant, dans leurs documents, cette armée et ses chefs comme les instruments d'un futur coup d'état bonapartiste ! Ils montent, contre l'Etat soviétique, les éléments de la social-démocratie et de la bourgeoisie étrangère..., provoquent des scissions dans les sections de l'Internationale communiste... Le libéralisme à l'égard de l'organisation trotskiste, manifesté par certains membres du Parti, est donc absolument inadmissible... La question se pose pour chacun comme un ultimatum : ou bien — ou bien. — Ou bien avec l'organisation clandestine des trotskistes contre le Parti Communiste Panrusse et contre la dictature du prolétariat dans l'U.R.S.S., ou bien la rupture complète avec l'organisation trotskiste ».

Dans le même numéro de la « Pravda », en petits caractères, à la rubrique des faits divers, le Guépéou donna la liste de 150 trotskistes arrêtés ⁽¹⁾. D'autres arrestations furent opérées par centaines en province.

La Commission de Contrôle du Parti Communiste fut dessaisie des dossiers de ces affaires au profit du Guépéou. On expliquait cette dérogation aux règlements du Parti par « les soupçons de Staline qui appréhendait la pénétration de l'opposition au sein même de la Commission de Contrôle » ⁽²⁾.

Quant à Trotsky, il fut, en janvier 1929, banni de l'U.R.S.S. et déporté en Turquie, toujours par les soins du Guépéou. Plus tard, en février 1932, par une décision du Présidium du Comité Central Exécutif Panrusse, il fut privé des droits de cité et se vit prohiber « pour toujours » l'accès de l'U.R.S.S. ⁽³⁾.

580. — On conçoit que le duel Staline-Trotsky se poursuivit dans une atmosphère d'irritation du Kremlin contre l'ancien Commissaire du Peuple à la Guerre et se termina par l'exil de ce « traître à la cause prolétarienne ». Il connaissait beaucoup trop ses adversaires. En luttant contre « la menace de thermidor », il démasqua la lutte

(1) Dont Mdivani, Pankratoff, Glibus, Boronsky, Kavtaradzé, Gaevsky étaient les plus connus.

(2) Voir *Times* du 24 janvier 1929.

(3) Cette mesure fut prise contre 37 émigrés qui avaient conservé la nationalité soviétique. La liste comprenait Trotsky avec sa famille et les chefs « mencheviks » Dan, Abramovitch, Potressof (Télégramme de l'agence Havas, Moscou, le 22 février 1932).

des intérêts et des influences personnelles qui se poursuivait en coulisse. Notamment, il ne se trompait pas en prédisant la victoire de Staline sur « l'aile droite du Parti ».

En effet, Staline, après la débâcle de l'opposition de gauche, adopta entièrement (« vola », comme écrivait Trotsky), son programme, qui devint le programme de l'Etat.

En décembre 1927, les staliniens n'admettaient, comme nous venons de le voir, « aucune contrainte à l'égard des paysans » et « rejetaient les propositions de l'opposition dans ce sens »; en janvier 1928, la vente libre du blé fut complètement interdite sous peine d'application de l'article 107 du Code pénal, qui sanctionne « la spéculation illicite » par des peines graves : l'emprisonnement et la confiscation des biens. On voulait ainsi forcer les paysans à vendre à vil prix leur blé aux organisations soviétiques et aux coopératives.

Le mécontentement de l'Armée Rouge ⁽¹⁾ et la résistance des campagnes obligèrent le Gouvernement Soviétique à reporter ces mesures en juin 1928, et à relever les prix officiels du blé. *Mais l'orientation de la politique de l'Etat n'était guère changée par ce recul momentané. Elle fut dominée, dorénavant, par deux idées de l'opposition de gauche vaincue :*

1° *Industrialisation accélérée du pays.* La directive du XV^e Congrès du Parti, « rattraper et dépasser l'Amérique », fut traduite par le fameux « plan quinquennal » avec son industrialisation à outrance;

2° *Collectivisation des campagnes par le développement des kolchozes et des sovkhozes* (liquidation des exploitations agricoles individuelles et « extermination des koulaks en tant que classe »).

581. — L'appropriation par les staliniens du programme des extrémistes de gauche provoqua (et, d'après Trotsky, avait pour but de provoquer ⁽²⁾) la résistance de la partie modérée du Comité Central.

En analysant la situation financière et économique manifestement tendue à l'intérieur du pays, Boukharine publia dans la « Pravda » ⁽³⁾ une longue étude intitulée « Notes d'un économiste ». Cette étude mit en lumière un certain nombre de faits et de chiffres qui n'étaient

(1) Voir *Lettre directive*, de Trotsky, du 21 octobre 1928.

(2) *Lettre directive* du 21 octobre 1928.

(3) *Pravda* du 30 septembre 1928.

pas nouveaux, mais que l'on n'avait pas coutume de trouver reproduits dans des déclarations aussi retentissantes.

En voici les principaux :

La récolte en céréales de l'U.R.S.S. a diminué de 1,9 % en 1927 par rapport à 1926.

La métallurgie a couvert les besoins des chemins de fer jusqu'à concurrence de 95,1 % en 1926-1927; ils ne seront plus satisfaits que de 87 % en 1927-1928.

Les usines de constructions mécaniques (même de l'Etat) auront 77,2 % de matières premières au lieu de 91,5 % en 1926-1927; pour les besoins des communes et des entreprises de construction des maisons, on aura 57,7 % au lieu de 79,4 %; pour les consommateurs individuels des villes et des campagnes, 56,6 % au lieu de 68,2 %; pour les artisans et travailleurs à domicile, 48,5 % au lieu de 62,4 %.

Boukharine conclut son analyse en répétant les mots et en les ponctuant d'interjections : « Ainsi le déficit — le déficit !! — se trouve grandir — grandir !!! — rapidement dans toutes les catégories de consommateurs, sans exception ! »

Non sans clairvoyance, M. Boukharine montra également que le problème des réserves financières échappait complètement à l'industrie d'Etat.

« J'ai l'impression qu'en dressant le programme des cinq années à venir, le Conseil Suprême de l'Economie Nationale a oublié de songer même à la politique des réserves. Ainsi, en lisant le compte-rendu de l' « Economit. Jizn », on voit que les exigences excessives imposées au budget par ce programme enlèvent au projet toute réalité ».

Plus loin, M. Boukharine décrit les effets déplorables de cette méthode :

« Si l'on exagère les dépenses de premier établissement : 1° on n'obtiendra pas, en réalité, des constructions atteignant l'ampleur projetée; 2° on sera inévitablement conduit, au bout de quelque temps, à arrêter les travaux déjà commencés; 3° il en résultera des répercussions extrêmement défavorables sur d'autres branches de la production; 4° le manque de marchandises s'accroîtra dans toutes les directions; 5° en définitive, l'allure du développement industriel se trouvera ralentie ».

« Un tel état des choses, dans des circonstances où les prix sont fixes ou demi-fixes, a encore un fâcheux effet sur le système monétaire. C'est là une question à part, mais elle est d'une importance capitale », ajoutait Boukharine à la fin de son examen.

Ainsi, tandis que l'opposition de gauche trouvait que le mouvement du pays vers le socialisme avait été trop lent, la partie modérée du Comité Central soutenait que le développement trop rapide du socialisme fut une des causes principales des difficultés dans lesquelles se débattait le pays en 1928. Les modérés mettaient le Parti Communiste en garde contre les exagérations du plan quinquennal. « Le péril de droite », comme l'a baptisé Staline, divisait à nouveau le Comité Central, à peine épuré de « la déviation de gauche ».

582. — Staline comprenait que la genèse de ce péril était différente de celle du trotskisme; il ne s'agissait plus d'une équipe de chefs disputant le commandement à une autre équipe. Le péril de droite provenait de l'état d'esprit de troupes dont « l'aile opportuniste » du Comité Central n'était que le porte-parole. Les résolutions et les vœux des ouvriers, qui remplissaient les colonnes des journaux soviétiques en septembre-octobre 1928 ⁽¹⁾, en faisait foi.

Aussi Staline commença-t-il sa campagne par les échelons inférieurs de la hiérarchie, pour n'arriver au tronc de l'hérésie qu'après en avoir coupé les racines.

Au mois de septembre 1928, le Comité Central du Parti Communiste, convoqué en session extraordinaire, adressa un manifeste aux organisations communistes de la région de Moscou pour leur signaler les erreurs dont elles venaient de se rendre coupables en ne prenant pas nettement parti dans la lutte entreprise contre les koulaks. La session prit fin par la soumission des coupables. La droite évitait la bataille. Mais Staline ne se tenait pas pour satisfait. Les secrétaires du Comité Régional de Moscou, Ouglanoff et Kotoff, furent « libérés », sur la demande de Staline, de l'exercice de leurs fonctions et remplacés par Molotoff et Baumann, collaborateurs de Staline au Secrétariat Général du Parti.

(1) Epoque des réélections des délégués aux organes exécutifs des Soviets. Voir notamment les résolutions adoptées à l'usine Luberetzky, à l'usine n° 24, à Moscou, aux manufactures textiles de la région de Moscou.

L'introduction de la journée de 7 heures dans les usines et le relâchement de la lutte contre le commerce privé à la campagne, appliqués depuis l'été 1928, marquèrent le désir du Gouvernement de calmer quelque peu le pays, tenu en haleine par le spectacle des luttes fratricides des communistes notoires.

583. — « Les notes d'un économiste » publiées par Boukharine en septembre 1928 étaient, par contre, de nature à troubler les masses populaires, non seulement par la critique du plan quinquennal, mais aussi par l'explication qu'elles donnaient des difficultés de l'économie soviétique en 1928. L'explication officielle, « la vraie », était déjà fournie, six mois auparavant, par le Guépéou, qui perça à jour, juste au moment où le pays cherchait des coupables, le fameux « complot des ingénieurs du Donetz ». Ce fut le premier dans la série des procès qui devaient jalonner la période de liquidation de la Nep et du retour au communisme intégral et à « l'édification socialiste ». Il en ressortait toujours que les plans du Gouvernement étaient irréprochables, mais que le « sabotage » et « l'activité nuisible » des personnes « d'origine étrangère au prolétariat », soutenues et quelquefois achetées par l'étranger, mettaient en échec les meilleurs projets.

Trente-sept ingénieurs russes, huit maîtres-mineurs et cinq anciens propriétaires de mines représentaient, dans le procès de Donetz, « l'élément étranger au prolétariat », qui formait « l'organisation contre-révolutionnaire qui démolissait, depuis 8 ans, l'industrie minière du Donetz » ⁽¹⁾. L'élément étranger était représenté par « les agents de certains industriels allemands et par les espions polonais » ⁽²⁾. En fait, six ingénieurs de la Deutsche Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft furent arrêtés par « les organes du Guépéou, grâce au concours direct des ouvriers qui contribuèrent à mettre fin au complot ayant pour but la désorganisation et la destruction de l'industrie minière du Donetz » ⁽³⁾.

584. — En vérité, ce premier procès portait des traces très nettes

(1) Télégramme du *Tass*, Moscou, le 8 mai 1928.

(2) Télégramme du *Tass*, Moscou, le 10 mars 1928.

(3) Communiqué officiel publié dans les *Izvestia* du 10 mars 1928.

du manque d'expérience du Guépéou et du Tribunal soviétique dans ce genre de procès.

Tout d'abord, le Gouvernement Soviétique déclara que « la rupture des pourparlers en vue de la conclusion du traité germano-soviétique, sous prétexte de protester de cette manière contre l'arrestation de quelques ingénieurs allemands accusés de contre-révolution, mettait entièrement à la charge du Gouvernement allemand les conséquences de cette mesure, cette arrestation étant, de toute évidence, un motif insuffisant pour un acte de cette gravité ⁽¹⁾... » « Toutes les tentatives de faire pression sur la justice soviétique sont vouées, d'avance, à l'insuccès », lisait-on à la fin de ce communiqué ⁽²⁾.

Ensuite, le lendemain même de l'entrevue de l'ambassadeur allemand avec Tchitcherine, l'ingénieur Golstein et le chef-monteur Wagner furent libérés par le Guépéou et expulsés de l'U.R.S.S. On espérait ainsi calmer l'opinion publique allemande ⁽³⁾. Mais le résultat fut tout différent : Golstein, arrivé à Berlin très malade après avoir passé 12 jours dans la prison du Guépéou, révéla les conditions effroyables de vie des prisonniers et la raison de son arrestation ; le rapport de service de Wagner, dont le Guépéou fabriqua une traduction truquée au point de faire naître chez un lecteur non averti une impression de sabotage organisé. Seule la comparaison à Moscou, de l'original et de la traduction, obtenue à grand'peine, fit éclater l'innocence de Wagner et de Golstein ⁽⁴⁾. On devine l'impression produite en Allemagne par ces faits.

585. -- L'acte d'accusation et les débats qui durèrent plus d'un mois ⁽⁵⁾, mirent également en évidence que la thèse du Guépéou, reprise par l'accusation, était cousue de fil blanc. On dirait que le Guépéou, habitué à une irresponsabilité absolue par des milliers de procédures commencées et résolues à son gré par ses tribunaux

(1) Télégramme du *Tass*, (Moscou, le 17 mars 1928), relatant l'entretien de Tchitcherine, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères avec le comte Brokdorf-Rantzau, ambassadeur du Reich.

(2) *Idem*.

(3) *Fossiche Zeitung et Tägliche Rundschau* du 19 mars 1928.

(4) Rapport de Golstein au Ministre des Affaires Etrangères, *Tägliche Rundschau* du 24 mars 1928.

(5) Du 16 mai au 4 juillet 1928; l'arrêt du Tribunal fut prononcé le 6 juillet 1928

secrets, ne s'attendait pas du tout à une résistance quelconque des accusés dans un procès que le Gouvernement Soviétique voulait mener publiquement.

Or, dès le début, les accusés formèrent deux groupes : « ceux qui avouent totalement ou partiellement leur crime » et « ceux qui ne l'avouent pas » et qui « ne parlent de l'accusation qu'avec ironie » ⁽¹⁾. Ce deuxième groupe, aidé par la défense, où figuraient quelques survivants de l'ancien barreau de Moscou ⁽²⁾, put démontrer aisément les insuffisances et les contradictions de la thèse de l'accusation, confirmée par « ceux qui avaient faits des aveux ».

Ainsi, d'après cette thèse, les anciens propriétaires des mines réfugiés à l'étranger auraient recommandé aux ingénieurs exécutant leurs instructions, de dissimuler les bonnes couches de houille, d'arrêter l'exploitation des puits riches et de ne travailler que ceux qui devaient laisser des pertes, d'inonder, s'il le fallait, les meilleurs puits, d'endommager les machines et de n'en commander que de qualité inférieure. Mais, d'autre part, les mêmes propriétaires auraient exigé qu'on prît soin de leurs entreprises, qu'on les entretînt en bon ordre, qu'on les sauvegardât contre la destruction, qu'on en perfectionnât l'outillage ⁽³⁾.

Dans ces conditions, quoiqu'ils en fissent, les ingénieurs se trouvaient toujours agir conformément à ces « instructions ».

Ainsi, l'ingénieur Bérésovsky fut accusé et avoua ⁽⁴⁾ d'avoir mal entretenu les installations de criblage et triage, ce qui détériorait la qualité du combustible, mais il avoua aussi ⁽⁵⁾ « avoir soumis à l'Administration soviétique un bon projet d'organisation rationnelle du criblage et du triage de l'anthracite..., car si l'ancien patron revenait, il aurait besoin d'une organisation rationnelle du travail ».

De même, le maître-mineur Kalganoff, devenu, après la révolution, ingénieur en chef de la région, avoua avoir détérioré, d'après les

(1) *Economit. Jizn* des 24 et 25 mai 1928.

(2) Citons maîtres Mouravieff, Maliantrovitch, le professeur Worms (défenseur des ingénieurs allemands).

(3) Voir l'acte d'accusation et les procès-verbaux des débats dans l'*Economitcheskaja Jizn* et les *Izvestia*, notamment les numéros des 16, 18, 19, 22, 23, 24, 25 et 26 mai, des 8 et 9 juin 1928.

(4) *Economit. Jizn* des 19 mai et 9 juin 1928.

(5) *Idem*, du 22 mai 1928.

instructions reçues, différentes machines, mais il avoua également avoir décidé, avec d'autres accusés (qui, eux, n'avouèrent pas !), d' « acquérir avec l'argent soviétique un bon équipement pour leurs anciennes entreprises ».

Quant à l'ingénieur Gorletzky, il fut accusé d'avoir acquis des haveuses ⁽¹⁾ médiocres de la firme allemande Knapp, mais, en fait, il acheta, surtout, les haveuses américaines Sullivan, de très bonne qualité. Alors l'accusation fut modifiée et formulée ainsi : « l'acquisition de mauvaises haveuses pour le Gouvernement Soviétique et de bonnes haveuses pour les patrons futurs » ⁽²⁾.

L'accusé Samoïloff avoua avoir reçu de Kalganoff l'instruction de « détériorer différentes machines et de porter préjudice aux travaux souterrains » ⁽³⁾; mais, d'après l'aveu de Babenko, le même Kalganoff lui avait intimé l'ordre de « sauvegarder les entreprises dans le but de les restituer à leurs anciens propriétaires » ⁽⁴⁾.

586. — Un autre point intéressant n'échappa pas aux critiques de la défense : ni les institutions officielles françaises et polonaises, qui auraient financé le complot, ni les sommes qu'elles auraient avancées dans ce but, ni les noms des accusés qui les auraient touchées, ne furent précisés dans l'acte d'accusation, qui restait dans le vague. Les débats n'ajoutèrent rien à cette accusation sans preuves.

Les « accusés qui n'avaient pas » reconnaissaient la plupart des faits reprochés, mais expliquaient qu'il ne s'agissait que de cas de négligence d'importance minime ⁽⁵⁾, ou des conséquences naturelles de la mauvaise gestion des directeurs communistes, ignorants du métier, ou d'accidents inévitables dans un système « qui prive les ingénieurs de toute initiative » ⁽⁶⁾. Ils mettaient en doute l'existence même du complot, et niaient, toutefois, en avoir pris connaissance ou y avoir participé.

(1) *Idem*, du 23 mai 1928.

(2) *Idem*, du 26 mai 1928.

(3) *Idem*, du 24 mai 1928.

(4) *Idem*, du 25 mai 1928.

(5) *Economit. Jizn* du 24 mai 1928 : duel entre « ceux qui n'avaient pas » et Kalganoff, qui reconnut finalement de ne pas pouvoir en juger, « rapport à sa faible instruction ».

(6) Déclaration de l'accusé Kolodoub, *Economit. Jizn* du 30 mai 1928.

Leur demande d'expertise pour établir l'insignifiance des faits reprochés fut rejetée par le Tribunal, mais ils amenèrent Bérésovsky à reconnaître que « les effets du sabotage n'étaient pas remarqués par les organes de contrôle communiste parce qu'ils ne se feraient sentir qu'en 1931-1932 » ⁽¹⁾. Le Tribunal glissa sur cette déclaration.

587. Par contre, le tribunal n'hésita pas à sévir contre les anciens maîtres du barreau, Mouravieff ⁽²⁾ et Geiniké ⁽³⁾, défenseurs de plusieurs « accusés qui avouaient », à savoir de Matoff, Bratanovsky, Kazarinoff et Soutchevsky. Ceux-ci demandèrent à avoir d'autres défenseurs parce que Mouravieff et Geiniké « entretenaient en eux un état d'esprit pessimiste, en faisant valoir l'in vraisemblance de leurs aveux, qui devaient entraîner la peine de mort pour eux et pour leurs co-accusés ».

Les « *Izvestia* » écrivaient à ce sujet que « Mouravieff demandait lui-même à être libéré de la défense de Matoff et de Bratanovsky ». L'officiel communiste ajoutait : « Probablement Mouravieff, dont la réputation est irréprochable, a-t-il découvert des inexactitudes dans les dépositions des accusés, données peut-être sous l'influence de promesses ou de menaces, et a-t-il tenté de les persuader de dire la vérité » ⁽⁴⁾.

Le Tribunal nomma d'autres défenseurs mais supposa, à l'audience du 21 mai 1928, un accord préalable de Mouravieff et de Geiniké et chargea le ministère public de procéder à une enquête ⁽⁵⁾.

Les journaux allemands supposaient autre chose; les accusés qui tenaient à leurs aveux coûte que coûte auraient été des agents provocateurs du Guépéou qui savaient ce qu'ils faisaient ⁽⁶⁾.

588. — L'allure fantaisiste et contradictoire des accusations, la méthode de l'instruction de l'affaire créa une unanimité d'appréciations dans la presse allemande : le « Vorwaerts » socialiste traita le

(1) *Economit. Jizn* du 22 mai 1928.

(2) *Pravda* et *Izvestia* du 16 mai 1928, Radio Soviétique.

(3) *Idem*, du 21 mai 1928.

(4) *Izvestia* du 18 mai 1928.

(5) *Pravda* et *Izvestia* du 21 mai 1928, Radio Soviétique.

(6) *Vossische Zeitung, Tägliche Rundschau, Deutsche Allgemeine Zeitung* du 18 mai 1928.

premier communiqué du Guépéou sur l'affaire de Donetz de « fable » et de « nouveau numéro de Bedlam soviétique » ⁽¹⁾; la « Tagliche Rundschau », organe officieux du ministère Streseman, finit par répéter cette appréciation ⁽²⁾; la libérale « Deutsche Allgemeine Zeitung » considérait que « la justice soviétique était un retour aux pratiques de la Sainte Inquisition du Moyen Age » ⁽³⁾.

Quoiqu'il en soit, les quatre accusés qui tenaient à avouer coûte que coûte, étaient mieux inspirés que leurs défenseurs : Le Tribunal reconnut les faits consignés par Krylenko dans l'acte d'accusation comme étant parfaitement prouvés et condamna onze accusés à la peine de mort, mais « pour tenir compte de l'aveu sincère et de la valeur technique de six d'entre eux, le Tribunal décida d'en demander la grâce au Comité Central Exécutif ». Les quatre accusés bien inspirés se trouvèrent être au nombre de ces six. Trente-quatre ingénieurs russes furent condamnés à la prison (de 1 à 10 ans), deux furent acquittés. Quant aux trois accusés allemands, deux d'entre eux, Otto et Mayer, furent acquittés, le troisième, Badstiber, fut condamné à un an de prison avec sursis.

Au fond, il n'y avait pas contre les Allemands de preuves plus sérieuses que contre leurs camarades russes : Krylenko considérait, par exemple, comme un acte de sabotage à la charge de Mayer, le fait d'avoir expliqué aux techniciens russes non seulement ce qu'il faut faire pour qu'une turbine fonctionne normalement, mais aussi de leur avoir montré les manœuvres susceptibles de détériorer une turbine. Cependant, dans l'esprit de Mayer, son explication devait naturellement faire éviter les accidents ⁽⁴⁾.

La presse étrangère n'attribua pas cependant l'acquiescement des citoyens du Reich à leur innocence, mais au désir du Gouvernement Soviétique de reprendre avec l'Allemagne les pourparlers interrompus au sujet du traité de commerce ⁽⁵⁾.

(1) Citons d'après la *Pravda* du 17 mars 1928, article *Sous le bombardement ennemi*.

(2) Numéro du 19 mars 1928.

(3) Numéro du 19 mai 1928.

(4) *Economit. Jizn* des 26 mai et 2 juillet 1928.

(5) *Vorwaerts* du 7 juillet 1928; *Times* du 7 juillet 1928.

589. La conduite héroïque d'un des accusés, Nicolas Nicolaevitch Gorletzky ⁽¹⁾, fit échouer une autre tentative de Krylenko : celle de démontrer que le complot avait été ourdi par les partisans de l'ancien régime, dévoués aux intérêts des puissances étrangères et hostiles à la liberté du peuple russe.

Gorletzky prouva que, contrairement aux dénonciations de « ceux qui avouent », il ne se trouvait même pas à Kharkoff, le jour où la prétendue organisation des saboteurs y tenait ses assises. Il exposa, dans un discours qui dura une heure, l'activité déployée et les services rendus par lui au pays. Il n'était pas et ne pouvait pas être un saboteur, car il considérait qu'il fallait travailler honnêtement pour l'économie nationale de la Russie, la Russie qu'il sentait et reconnaissait subsister, malgré tout, « même sous un autre nom, celui de l'Etat Soviétique ».

Il déclara ensuite être partisan de la liberté et de la démocratie, considérer que la République Démocratique était un idéal qui devait unir tous les peuples de la Russie sur les bases de la liberté et « des droits naturels des nations ».

Condamné à mort, Gorletzky ne fut pas au nombre de ceux dont « la valeur technique » ébranla la conscience du Tribunal au point d'en demander la grâce. Il fut fusillé. Mais son « credo », annoncé fièrement à ses juges et à ses bourreaux, ne put être caché ni à la Russie, ni au monde civilisé.

590. — Avec le temps, le Guépéou se fit la main, comme nous l'avons vu, dans les procès de sabotage et de contre-révolution, et en 1930, ses procédés devinrent bien plus habiles : ou bien il exécutait ses victimes sans jugement (cas de Paltchinski, Velitchko et von Mekk) ⁽²⁾; des chefs des usines d'artillerie ⁽³⁾; des 48 professeurs et ingénieurs, Riasantzel et Karatyguine en tête, fusillés pour avoir saboté les organisations du Commissariat du Peuple au Commerce qui devaient assurer l'approvisionnement de la population en viande, en poissons, en fruits, légumes et conserves ⁽⁴⁾; ou bien elle présen-

(1) *Pravda* des 2 et 3 juillet 1928.

(2) Voir supra, §§ 474 à 480.

(3) *Idem*.

(4) Les *Izvestia*, la *Pravda* et l'*Economit. Jizn* du 22 septembre 1930 publièrent les « aveux » de ces saboteurs faits, avant l'exécution au Guépou,

lait aux tribunaux des accusés qui avouaient tout et devenaient pour l'accusation une sorte de collaborateurs (procès du professeur Ramzine et des membres du soi-disant parti industriel, accusés d'avoir été soudoyés par Poincaré pour empêcher la réalisation du mirifique plan quinquennal ⁽¹⁾; de Groman et des 14 anciens mencheviks ⁽²⁾; des dirigeants du « Sévvosless » (Direction des Forêts du Nord-Est) ⁽³⁾; des saboteurs des charbonnages de Lougansk ⁽⁴⁾; du professeur Fédotoff, membre du « Parti industriel », et d'autres saboteurs de l'industrie textile ⁽⁵⁾, etc. etc...

591. — Elle rendait également à Staline des services de plus en plus précieux dans sa lutte contre « le péril de droite », qui n'était pas encore à sa fin. En effet, Ouglanoff, éliminé en septembre 1928 du Comité Régional Moscovite du Parti, fut immédiatement nommé, grâce à l'appui de Rykoff, au poste de Commissaire du Peuple au Travail. Rykoff soutenait également contre les staliniens son ami Froumkine, qui défendait les exploitations paysannes individuelles, en se basant sur les idées du 14^e Congrès du Parti : « chaque million de pouds de blé, quel que soit le groupe qui le fournit, raffermir la dictature du prolétariat » ⁽⁶⁾. Or, une quinzaine de jours plus tôt, sur l'instigation de Staline, l'« Economitcheskaja Jizn » ⁽⁷⁾ publia, par contre, un article intitulé : « L'organisation des paysans pauvres est notre problème principal ».

592. — Boukharine remit le 3 janvier 1929 au Bureau Politique du Comité Central du Parti une déclaration écrite, à laquelle Tomsky et Rykoff s'empressèrent de se joindre. Les chefs de l'opposition écri-

chargé par le Comité Central Exécutif de l'instruction et du jugement secret de cette affaire. La *Vossische Zeitung* du 23 septembre 1930 considérait que « les fusillés furent sacrifiés comme boucs émissaires destinés à dévier la vindicte du peuple affamé, dont la résistance physique à la faim n'est pas sans limites... ».

(1) Voir supra, § 480; les accusés furent immédiatement graciés.

(2) *Idem*.

(3) *Izvestia* du 17 au 23 septembre 1930.

(4) *Idem*, du 2 août 1930.

(5) *Za industrialisatziou* du 5 novembre 1930.

(6) Voir article d'un certain Taboloff attaquant Froumkine dans la *Pravda* du 5 décembre 1928.

(7) Numéro du 17 novembre 1928.

vaient : « les questions sérieuses et douloureuses sont passées sous silence. Tout le pays se torture pour résoudre les questions d'approvisionnement et de pain quotidien. Seules les Conférences du Parti au pouvoir se faisaient. Tout le pays sent que les rapports avec la paysannerie ne sont pas normaux et que la situation internationale change. Seules les Conférences du Parti Proletarien se faisaient. Par contre, les conférences régionales adoptent partout une véritable grêle de résolutions (rédigées en termes identiques) contre les déviations à l'intérieur du Parti. Ce n'est pas là une politique qui, dans une période de difficultés, dit la vérité à la classe ouvrière, fait confiance aux masses et comprend leurs besoins. C'est là de la politiciannerie... » ⁽¹⁾.

En fin janvier, à la suite de son conflit avec Staline et ses partisans, qui prédominaient au Bureau Politique, Boukharine démissionna et quitta le Bureau. La réunion du Bureau Politique et du Présidium du Comité Central nomma alors une Commission pour enquêter sur « les pourparlers secrets de Boukharine et de Kamenefï », percés à jour par le Guépéou. A la suite de cette enquête, la commission proposa à Boukharine :

1° « De reconnaître que ses pourparlers avec Kamenefï constituaient une erreur »;

2° De reconnaître que ses accusations dirigées contre le Comité Central qui aurait poursuivi, d'après Boukharine, « une politique d'exploitation militaire et féodale des paysans, qui désorganise l'Internationale Communiste et cultive la bureaucratie à outrance », ont été portées « dans le feu de la polémique et dans l'ardeur de la discussion ».

S'il acceptait ces conditions, la majorité consentirait à reprendre avec lui « le travail commun et uni dans le Bureau Politique ».

Boukharine, Rykoff et Tomsy répondirent par une fin de non-recévoir et « traitèrent cette proposition de politiciannerie » ⁽²⁾.

(1) Cette déclaration resta secrète. Mais au 16^e Congrès du Parti Communiste, Ordjonikidzé en s'attaquant aux restes de « l'opposition de droite », divulgua les détails du conflit qui agitait le Bureau Politique en janvier et en février 1929. Voir la *Pravda* du 5 juillet 1930.

(2) *Idem*.

593. — Mais leurs positions dans le Parti furent déjà sérieusement ébranlées. Une fois de plus, Staline remporta une victoire complète et décisive. Après une campagne acharnée, Tomsky et son état-major ⁽¹⁾ furent « libérés » de la direction de l'Union Centrale des Syndicats Ouvriers ⁽²⁾; Boukharine fut exclu du Bureau Politique du Comité Central ⁽³⁾; Ouglanov se soumit et exprima un repentir ⁽⁴⁾; le Guépéou procéda à l'« épuration » de toutes les institutions du Parti et de l'Etat : c'est alors qu'on vit à Paris le premier conseiller de l'Ambassade, Bessédovsky, sauter le mur de l'Ambassade et s'adresser à la police française pour sauver sa vie et celle des siens ⁽⁵⁾. Ensuite, lorsque les leaders de « l'opposition de droite » n'avaient plus à leur disposition de forces organisées ni de partisans résolus, Staline leur donna le coup de grâce et mit à genoux Rykoff lui-même. Au 16^e Congrès du Parti Communiste, le Président du Conseil des Commissaires du Peuple fut obligé de faire un *mea culpa* en public aussi bien que Tomsky et Ouglanoff, ses anciens alliés. Rykoff déclara notamment ⁽⁶⁾ :

« On exige de moi une lutte active contre mes collègues dans l'opposition. Je ne comprends pas cette exigence. Comment pourrais-je lutter contre Boukharine et Tomsky, puisque nous commettons les uns et les autres des erreurs, que nous abandonnons maintenant les uns et les autres. Je reconnais avoir renforcé par ma position la résistance des éléments bourgeois et petits-bourgeois à l'avance socialiste. Non seulement dans l'U.R.S.S., mais aussi à l'étranger, nos ennemis utilisaient largement, dans leurs attaques contre le Parti et l'Union Soviétique, mes déclarations et celles de Boukha-

(1) Ouglanoff, Oudarov, Mikhailoff, Ginzbourg, Karastyleff, Iaglov et Berseef.

(2) *Radio Soviétique*, Moscou, le 12 juin 1929.

(3) *Izvestia* du 30 octobre 1929.

(4) *Idem*.

(5) En droit, c'est Bessédovsky qui fut chargé d'affaires de l'Ambassade en l'absence de l'Ambassadeur parti en congé. La police pénétra donc dans l'Ambassade sur sa demande officielle, quoique sachant que ce chargé d'affaires avait été mis en état d'arrestation par Roisenman, *missus dominicus* arrivé de Moscou pour « nettoyer » l'Ambassade. Voir l'exposé complet de sa fuite par Bessédovsky (daté : Paris, Hôtel Marigny, le 7 octobre 1929) dans les « Dernières Nouvelles » (*Posslednia Novosti*), Paris, numéro du 11 octobre 1929.

(6) Télégramme du *Tass*, le 1^{er} juillet 1930, 2^e jour du 16^e Congrès du Parti Communiste.

« rine. Ma principale faute consistait dans la sous-estimation des
« possibilités dans le domaine de la collectivisation de l'agriculture...
« Dans toutes nos discussions, c'est le Parti qui avait raison... Je
« dois dire quelques mots au sujet du régime intérieur du Parti. En
« me prononçant d'une manière catégorique en faveur de la politi-
« que du Parti, je rétracte en même temps toutes mes déclarations
« au sujet du régime intérieur du Parti... Le Parti avait raison de
« considérer notre position, c'est-à-dire celle de l'opposition de
« droite, comme un soutien de la résistance des éléments petits-bour-
« geois. Mon nom est devenu un jouet entre les mains des éléments
« contre-révolutionnaires... Ma faute fut encore aggravée par le fait
« d'occuper un poste si important dans le pays et dans le Parti, ce
« qui donnait la faculté, aux éléments adverses, d'user de ma posi-
« tion en tant que d'une arme contre le Parti et le Pouvoir Commu-
« niste. Je suis prêt à accomplir tout ce qui sera exigé de moi par le
« Parti pour corriger mes erreurs ».

Les staliniens trouvaient encore ces déclarations insuffisantes. Ils exigeaient la reconnaissance par Rykoff de l'identité de son ancien programme avec celui des « koulaks » ⁽¹⁾.

594. — Ainsi vers le milieu de 1930, le cycle d'évolution de la dictature communiste se trouva clos. Staline se débarrassa de quatre hommes qui, à un certain moment, avaient avec eux l'armée rouge (Trotzky), la presse du Parti (Boukharine), les syndicats ouvriers (Tomsky) et toute l'organisation étatique (Rykoff). Sur neuf personnes qui formaient le Bureau Politique à la mort de Lénine, un seul subsistait au Pouvoir. En fait, la dictature du Parti Communiste se transforma en une dictature personnelle, celle du Secrétaire général du Parti, le camarade Staline.

595. Nous n'avons fait que glisser dans notre bref exposé, sur les détails des attaques et des défenses employées par les frères-ennemis dans leur lutte pour le Pouvoir. Peu nous importent, en effet, les méandres de la politique sinueuse qui assurera la victoire de Staline. La seule chose que nous nous faisons un devoir de mettre en évidence, c'est l'impossibilité absolue, pour les concessionnaires étran-

(1) *Pravda*, éditorial du 1^{er} juillet 1930; déclaration de Kiroff, secrétaire de l'organisation du parti à Pétrograd, (*Tass*, le 1^{er} juillet 1930).

gers, de s'orienter dans les dédales de la politique communiste, où la garde de Lénine elle-même perdait son latin. *L'incertitude du lendemain pesait lourdement sur toutes les entreprises étrangères, qui se trouvaient toujours à la merci d'un revirement soudain de « la ligne générale du Parti ».*

Les chefs du Comité Principal des Concessions changeaient avec une rapidité qui était bien dans l'esprit de cette époque troublée. Krjijanovsky (1921), Léjava (1922-1923), Piatakoff (1924-1925), Trotzky (1925-1927), Ksandroff (novembre et décembre 1927, année 1928 et les cinq premiers mois de 1929), Kameneff (1929-1930), toutes ces personnes, si différentes les unes des autres par leur importance relative au sein du Parti et par la nuance de leur communisme, furent successivement nommées au poste de Président du Comité Principal des Concessions. Un simple aperçu des discordes intérieures du Comité Central Communiste, permet de se rendre compte que ni Piatakoff, ni Trotzky, ni Kameneff, ne pouvaient faire comprendre aux sociétés étrangères le vrai sens de la « ligne générale » du Parti, la ligne qu'ils ne cessaient pas de combattre et que les étrangers devaient cependant saisir et comprendre, à tout prix.

C'est elle, en effet, qui déterminait l'orientation de la vie de l'U.R. S.S., immense champ d'essai d'économie communiste.

596. L'établissement de la dictature de Staline ne mit pas fin aux hésitations et volte-face de la politique soviétique.

Tout d'abord, le fameux décret du 1^{er} février 1930 ⁽¹⁾, qui prévoyait contre les koulaks l'application des mesures les plus radicales, allant jusqu'à la confiscation de tous les biens, provoqua une accélération sans précédent du rythme de la collectivisation dans les campagnes. Au 1^{er} mars 1930, les statistiques officielles annoncèrent le groupement de 14,2 millions d'exploitations rurales, soit environ 55 % de leur nombre total, en 110.000 exploitations collectives, réunissant 88 millions d'hectares de terres arables ⁽²⁾. Pour comprendre la signification de ces chiffres, il suffit de savoir qu'au 20 janvier de la même année, 4,3 millions seulement d'exploitations paysannes faisaient partie des kolkhoz.

(1) *Izvestia* du 1^{er} février 1930.

(2) *Izvestia* et *Pravda* du 1^{er} mars 1930.

Or, le lendemain de cette victoire, Staline fit paraître dans la « Pravda » ⁽¹⁾ un article intitulé « Le vertige du succès », dans lequel il déclarait que des abus et des excès de zèle avaient été commis et que les directives du Parti avaient été outrepassées. L'ordonnance du Comité Central du Parti Communiste, en date du 15 mars 1930 ⁽²⁾, reconnut que la violation du principe de l'adhésion volontaire aux kolkhoz avait été fréquente; que la menace de se voir déporter comme koulaks et d'être dépouillés de tous leurs biens avait été souvent la raison d'entrée des paysans dans les kolkhoz; que dans certains endroits, les biens confisqués chez les koulaks (et parfois 15 % des paysans furent considérés comme tels), avaient été purement et simplement partagés entre certains villageois. Le Comité Central recommandait d'éviter la constitution prématurée des kolkhoz et de s'en tenir à la formation des « artels », dans lesquels les bâtiments d'habitation avec leur enclos, le petit bétail et la volaille restaient individuels. Staline alla même jusqu'à sacrifier Bauman, celui même qui remplaça jadis Ouglanov au Comité Régional Communiste à Moscou et qui fut accusé d'excès de zèle dans la politique de collectivisation ⁽³⁾.

Mais après ces mesures d'apaisement, le Comité Central du Parti revint à nouveau, en 1931, au régime de la contrainte : le paysan russe, forcé de faire partie des kolkhoz, y appliquait les mêmes méthodes que précédemment dans son exploitation individuelle. Pour ne pas donner ses céréales au Gouvernement, il préférerait ne pas ensemençer les champs, ou bien laisser pourrir la récolte sur pied. Les journaux soviétiques regorgent, à partir de 1930, bien plus qu'auparavant, de faits de ce genre, témoins de la résistance passive de la paysannerie russe. Pour lutter contre cette attitude redoutable des masses, les travaux dans les kolkhoz furent minutieusement réglementés, leurs participants mis sous le commandement de brigadiers « intéressés matériellement à l'augmentation de la production » ⁽⁴⁾. Par la même décision, il fut défendu aux paysans de quitter les

(1) Numéro du 2 mars 1930.

(2) *Izvestia* du 15 mars 1930.

(3) La *Pravda* du 10 avril 1930 contient toute une liste de communistes punis pour la même raison.

(4) Décision du Plenum du Comité Central du Parti Communiste en juin 1931.

kolkhoz ⁽¹⁾, mesure que l'opposition compara avec « l'attachement à la glèbe » et le « rétablissement du servage ».

597. — Car l'opposition ne cessa jamais d'exister, même sous la dictature avérée de Staline.

A peine le 16^e Congrès du Parti fut-il terminé qu'une campagne acharnée fut déclenchée dans les organisations communistes de province contre Rykoff, Tomsy et Boukharine. On demandait de tous côtés « l'application aux anciens leaders de la déviation de droite, des conclusions organiques », autrement dit, on exigeait leur exclusion du Parti ⁽²⁾. Quelques mois plus tard, la presse du Parti reprochait à Rykoff et Tomsy, la simple absence dans leurs discours sur l'anniversaire d'octobre, des points « qu'ils auraient dû développer ». On en concluait que « leur silence ne pouvait être interprété autrement que comme une preuve de solidarité avec leurs amis politiques, qui menaient une lutte ouverte ou cachée contre le Parti et son Comité Central » ⁽³⁾.

598. — Ces critiques coïncidèrent avec les répressions contre Syrtzoff, Président du Conseil des Commissaires du Peuple de la R.S.F.S.R., et Lominadzé, nouveau leader de la gauche communiste, qui auraient formé un cartel des droites et des gauches pour lutter contre Staline, « chef du Parti Communiste, qu'ils cherchaient à discrediter » ⁽⁴⁾. Syrtzoff aurait parlé « de la perte d'énergie dans les masses populaires et de l'absence de l'initiative créatrice », de la « bureaucratie qui limite et rétrécit les forces créatrices de la classe ouvrière » ⁽⁵⁾. Lominadzé accusait les Comités communistes de Transcaucasie « de traiter les besoins matériels des ouvriers d'une manière révoltante », et considérait que les traits distinctifs de l'Etat

(1) *Idem.* D'après les renseignements officiels du *Tass*, au 1^{er} avril 1931, 10.514.500 exploitations paysannes entrèrent dans les *kolkhoz* (télégramme du 5 avril 1931). Le nombre des « attachés aux kolkhoz » devait donc se chiffrer en juin 1931 à quelques 40 ou 50 millions de personnes.

(2) Voir, par exemple, dans la *Pravda* du 11 juillet 1930, les décisions des membres actifs du Parti Communiste, à Toula; des activistes du Parti faisant leur pèdiode de réserve dans l'Armée Rouge, à Pétrograd; des différentes usines situées en Crimée, au Caucasse, à Rostov-sur-Don.

(3) *Pravda* du 1^{er} novembre 1930, article de Schmidt au sujet du discours de Rykoff à l'usine « Outilsyrie ».

(4) *Pravda de Pétrograd* du 5 novembre 1930.

(5) *Idem.*

soviétique étaient « une bureaucratie criante, une absence de responsabilité complète, la perte de contact avec les masses populaires et une attitude féodale à l'égard des besoins des ouvriers et des paysans » ⁽¹⁾.

Une décision spéciale du Présidium du Comité Central du Parti révoqua ces « révoltés » de leurs fonctions et les exclut du Parti, en même temps que leurs coreligionnaires politiques Noussinoff, Kavraïsky, Galperine et Kours ⁽²⁾.

Quelques jours plus tard, un télégramme de « Tass » ⁽³⁾ apprenait laconiquement aux lecteurs : « Rykoff, Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S., est parti en congé d'un mois, pour cause de maladie ».

Par contre, un autre communiste notoire, et rebelle depuis des années à la dictature de Staline, revint à cette époque, dans le giron du Comité Central. On trouve, dans les « Izvestia » et dans la « Pravda » du 20 novembre 1930, le texte intégral de la lettre de repentir écrite par Boukharine, qui « reconnaît ses erreurs dans le sens d'une déviation à droite de la ligne générale du Parti Communiste... désapprouve toute tentative de créer des fractions au sein de ce Parti... condamne de la manière la plus catégorique l'union des droitiers et des gauchers, de Syrtzoff et de Lominadzé, ainsi que le travail de leurs groupes pour former une fraction à l'intérieur du Parti et approuve les sanctions arrêtées par le Bureau Politique et le Présidium du Comité Central à l'égard de Syrtzoff, Lominadzé et Chazkine, comme aussi à l'égard de Noussinoff et Kavraïski... »

599. — Après ce nouveau triomphe du dictateur, l'année 1931, tout comme les précédentes, fut marquée, dans la vie de l'U.R.S.S., par de nouveaux zigzags, tournants et mouvements obliques de la « ligne générale » stalinienne. La liquidation du marché libre et le retour à l'impôt de répartition (la fameuse « prodrazverstka » du communisme intégral de 1919-1920) esquissés déjà en 1928-1929, furent encore avancés en 1931; mais le discours de Staline, prononcé en juin 1931, contenait des passages mettant en valeur le rôle des

(1) *Idem.*

(2) *Izvestia* des 1^{er} et 2 novembre 1930.

(3) Télégramme du 6 novembre 1930.

ingénieurs et des autres spécialistes, et faisait entrevoir une amélioration de leur situation; la pression sur les paysans en vue de régler leur travail au sein des kolkhoz et la propagande du boycottage des paysans qui ne rendaient pas leurs céréales à l'Etat et des ouvriers qui changeaient trop souvent d'usine (les « létouns »), alternaient avec les « réformes » de l'organisation intérieure du travail aux usines ⁽¹⁾ et avec les conseils de « mettre en avant des ouvriers sans parti mais doués et capables, de préférence aux membres du Parti Communiste, moins capables » ⁽²⁾; la direction des entreprises par des « collèges dont 10 à 15 membres scribouillent ou s'occupent des discussions », fut déclarée défectueuse et appelée à être remplacée par une organisation « ne comportant qu'un dirigeant et plusieurs suppléants » ⁽³⁾.

600. — En 1932 et pendant les premiers mois de 1933 la « ligne générale » du Parti Communiste fut embrouillée encore davantage par des retraites et des avances successives du collectivisme militant. Parlons, d'abord, des retraites. Ainsi, la « Pravda » commença, en mars 1932, toute une campagne pour remédier aux conséquences de la diminution catastrophique du cheptel, tué et mangé en masse en 1929-1931, par les paysans qu'on dirigeait sur les kolkhoz avec leurs bêtes.

Le journal préconisait la vente des jeunes bêtes nées dans les kolkhoz aux paysans qui n'en avaient pas.

Faisant suite à cette campagne, le Comité Central du Parti adopta, le 26 mars, une résolution enjoignant aux kolkhoz d'arrêter la socialisation obligatoire du cheptel paysan et de leur rendre les vaches et les brebis dont on les avait privés par force.

Le 6 mai, une nouvelle décision du Comité Central du Parti et du Conseil des Commissaires du Peuple, consacra des mesures rappelant singulièrement les débuts de la Nep. Cette décision, transformée immédiatement en décret ⁽⁴⁾, après avoir mentionné « le suc-

(1) Discours de Staline du 23 juin 1931 à la conférence des travailleurs de l'économie soviétique, publiée dans la *Pravda* et les *Izvestia* du 5 juillet 1931.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Izvestia* du 8 mai 1932.

cès exceptionnel » des fournitures de céréales à l'Etat en 1934, diminua, pour 1932, la réserve de l'Etat de 26½ millions de pouds ⁽¹⁾.

D'autre part, « à condition de remettre préalablement à l'Etat les quantités de céréales dues à titre d'impôt », le nouveau décret autorisa les kolkhoz, une fois leurs réserves de semences constituées, à vendre librement les excédents de leur production au marché privé et dans les magasins des kolkhoz. Le décret engageait formellement les autorités locales à prêter aux kolkhoz « toute l'assistance voulue dans la liquidation des excédents de céréales » et de « les défendre énergiquement contre les spéculateurs, tchastniks ».

Enfin, le Plenum ⁽²⁾ du Comité Central du Parti, en septembre 1932, décida de porter l'effort des organes du Gouvernement sur « la production des objets de large consommation », c'est-à-dire sur « l'industrie légère », négligée dans le plan quinquennal. Pour répéter la critique des « ennemis de classe », telle qu'elle fut exposée par Kirov ⁽³⁾, « à la quinzième année de la révolution, les communistes sont arrivés, enfin, à comprendre que, pour l'édification socialiste, il est nécessaire non seulement de fabriquer des turbines ou de construire des villes industrielles telles que Magnitogorsk, mais de s'occuper aussi de la production des poêles à frêre, des fers à repasser et de toutes sortes d'objets d'usage domestique ».

En janvier 1933, Boukharine exposa, une fois de plus, au Plénum du Comité Central du Parti et du Conseil des Commissaires du Peuple, les raisons de son repentir et de son ralliement au programme du « camarade Staline, qui avait raison ». Il indiqua comme base de ce nouveau programme stalinien le développement de l'industrie légère, l'amélioration de la qualité des produits et le renforcement des liens de production et d'échange de services entre les villes et les campagnes ⁽⁴⁾. En février 1933, au Congrès des travailleurs de kolkhoz, Staline compléta cet énoncé par un appel en faveur du bien-être des paysans.

(1) Soit de 19,5 % par rapport aux chiffres de 1931.

(2) L'assemblée plénière.

(3) Secrétaire du Comité Régional du Parti, à Pétrograd, chargé d'expliquer aux ouvriers de l'ancienne capitale, la portée de la décision. Voir la *Pravda* et la *Pravda de Pétrograd* de la première quinzaine d'octobre 1932.

(4) Voir les comptes-rendus dans la *Pravda*.

601. — Si toutes ces mesures et déclarations tendent à l'apaisement de la population, le décret établissant « l'impôt extraordinaire de 1932, sur les exploitations paysannes individuelles », témoigne, par contre, de la force et de la vitalité des tendances naturelles du communisme qui le poussent vers la collectivisation. Ces exploitations, dans le cas où elles n'appartenaient pas aux membres de quelques groupes privilégiés énumérés au décret ⁽¹⁾, étaient frappées d'un impôt supplémentaire, variant de 15-20 % de l'impôt agricole payé en 1932 ⁽²⁾, jusqu'à 100-175 % ⁽³⁾ et même jusqu'à 200 % de cet impôt ⁽⁴⁾.

602. — Le décret sur la sauvegarde des biens des entreprises étatiques, des kolkhoz et de la coopération, et sur l'affermissement de la propriété sociale, « pris le 7 août 1932 par le Comité Central du Parti Communiste et le Conseil des Commissaires du Peuple », est conforme également à la tradition de contrainte et de terreur ⁽⁵⁾. Par ce décret, « la propriété sociale » est déclarée « base du régime soviétique » et, comme telle, « sacrée et inviolable ». Les personnes coupables d'un attentat contre ce nouveau genre de propriété « doivent être dorénavant considérées comme ennemis du peuple ». Notamment, le vol et le détournement de céréales dans les kolkhoz, les soustractions et les vols des marchandises transportées par chemin de fer sont punis de la peine de mort ou d'un emprisonnement de 10 ans avec obligation de travail. Le décret institue également des sections du Guépéou auprès de « toutes les colonnes et les stations de tracteurs » ⁽⁶⁾ et engage tous les communistes « à la lutte décisive contre les éléments capitalistes antisociaux qui, par leurs menaces et violences, ou par

(1) Le décret n'était pas applicable aux ouvriers et employés soviétiques, dont le salaire constituait la base des revenus; aux membres des kolkhoz ayant, en outre, une exploitation individuelle; aux personnes décorées d'un ou de plusieurs ordres soviétiques; aux officiers et sous-officiers de l'Armée Rouge; aux agents de la police (*milice*); aux soldats et officiers des troupes du Guépéou (*okhrana militarisée*); aux anciens gardes rouges et partisans rouges; aux invalides et aux paysans les plus pauvres.

(2) Si l'impôt agricole a été appliqué sur la base ferme (petites exploitations).

(3) Si l'impôt agricole a été progressif.

(4) Applicable aux koulaks.

(5) *Izvestia* du 8 août 1932.

(6) Centres étatiques qui assurent aux kolkhoz le concours des tracteurs et d'autres machines agricoles perfectionnées.

l'incitation aux menaces et aux violences, poussent les paysans à désertier les kolkhoz, afin de démolir les kolkhoz à force de violences ». Ces délits des éléments « koulaks-capitalistes » sont punis par le décret « d'une privation de liberté dans les camps de concentration du Guépéou pour des périodes allant de 5 à 10 ans » (1).

En même temps, les administrateurs des kolkhoz suspects, quant aux fournitures à l'Etat des contingents de céréales, furent remplacés en masse par des communistes envoyés de Moscou (2).

La circulaire du Procureur général de l'Union Soviétique, renforce encore l'impression pénible qui se dégage du décret. Vychinski y enjoint aux tribunaux soviétiques de modifier, sans retard, leur jurisprudence, trop clémente aux crimes commis dans les kolkhoz, et de ne pas punir les attentats contre « la propriété sociale » de la peine de travaux forcés, mais bien de la peine de mort (3).

603. — Le décret du 5 décembre 1932 sur « l'extension des droits des directions d'usines dans le domaine du ravitaillement des ouvriers et sur l'amélioration du système des cartes alimentaires » intégra les coopératives ouvrières aux entreprises auprès desquelles elles fonctionnaient (4). Cette disposition, d'après les éditoriaux des publications soviétiques (5), devait être considérée comme « une mesure de rationalisation destinée à améliorer le ravitaillement des ouvriers ». En fait, les ouvriers ne peuvent plus, depuis ce décret, recevoir une carte alimentaire, en dehors de l'administration de l'usine où ils travaillent. Ils ne peuvent plus changer d'emploi sans l'autorisation de cette administration et son accord avec celle de leur nouvel emploi. L'octroi d'une nouvelle carte alimentaire est subordonné à l'accomplissement de ces formalités.

Cet « attachement à l'usine » est aux ouvriers de ce que les dispositions concernant les kolkhoz sont aux paysans russes. L'impossibilité de vivre et de subsister en dehors de l'entreprise d'Etat, doit

(1) *Idem.*

(2) Voir l'information abondante à ce sujet dans les journaux moscovites de juillet-septembre 1932, traitant des « colonnes de choc », des « jeunesses communistes dans les kolkhoz », etc.

(3) *Izvestia* et *Pravda* du 12 août 1932.

(4) La *Pravda*, les *Izvestia*, le *Za Industrializatsiou* du 5 décembre 1932.

(5) *Idem.*

assurer aux usines soviétiques la stabilité de la main-d'œuvre. En effet, les conditions difficiles de vie poussaient auparavant les ouvriers à changer souvent d'emploi et à se transporter dans les régions où l'approvisionnement était plus facile, à un moment donné, pour une raison ou pour une autre.

604. A la lumière des décrets de 1932, les protestations et les mesures de défense des puissances étrangères contre le dumping soviétique, basé sur l'exploitation du travail forcé, prennent un caractère bien plus général qu'en 1930-1931 ⁽¹⁾. Alors, le compte-rendu de la commission d'enquête de la « Société de lutte contre l'esclavage » ⁽²⁾, parlait des koulaks et des déportés politiques qui mouraient comme des mouches, dans les conditions effroyables des camps de concentration ou des camps formés dans les forêts pour les coupes de bois, dirigés les uns et les autres par le Guépéou. Au Parlement anglais, on stigmatisait alors la « mobilisation de plus d'un million d'ouvriers pour les coupes de bois dans des conditions de travail que le Parlement britannique a toujours qualifiées d'esclavage » ⁽³⁾.

(1) Voir, par exemple, le discours de M. Joseph Caillaux au Sénat, le 29 décembre 1931, affirmant qu'à la base du système soviétique on trouve l'exploitation de la misère, l'esclavage non dissimulé et le travail forcé, faits que la presse soviétique n'essaie même pas de cacher; la déclaration du Gouvernement des Etats-Unis du 30 juillet 1930, signé par le sous-secrétaire à la Trésorerie Seymour Lowmann : « En utilisant le travail d'esclaves, le Gouvernement Soviétique est en mesure d'inonder les Etats-Unis de bois, de charbon, de manganèse et d'autres marchandises, à des prix que l'industrie américaine, basée sur le travail libre, ne peut pas concurrencer. L'embargo qui vient d'être prononcé contre un chargement de pâte de bois n'est que le premier pas dans cette voie. Les 32 autres bateaux transportant la même marchandise d'origine soviétique ne seront pas non plus admis à décharger ». La France adopta (décret du 3 octobre 1930, *Journal officiel* du 4 octobre 1930, abrogé par décret du 11 juillet 1931, *Journal officiel* des 15 et 16 juillet 1931) un système spécial de protection contre les marchandises soviétiques : elles ne peuvent être importées que sur l'autorisation du Gouvernement français.

(2) Publié à Londres, le 5 juin 1931. L'enquête a été faite par Sir Alan Peam et Edward Beaston. Lord Bakmeaster certifia, dans une préface, la véracité des données réunies par la Commission.

(3) Résolution du député Bellers déposée devant les Communes en vue de « prohiber l'importation de l'U. R. S. S. de produits agricoles et de bois, tant qu'on n'aurait pas de garanties que les marchandises importées sont le produit du travail libre » (*Times* du 21 avril 1931). Cette résolution fait allusion à l'ordre donné à la « Direction de la préparation et de la rééducation des cadres » à la suite de la 3^e session du Comité Central Exécutif, de « mobiliser deux millions au moins d'ouvriers nouveaux parmi les personnes faisant partie du « secteur individuel » et de les mettre à la disposition des entreprises nationalisées ». (Voir les *Izvestia* du 14 janvier 1931).

En 1932-1933, les décrets en question attachent, par millions, les membres des kolkhoz à la glèbe et les ouvriers à l'usine soviétique. Autant vaut dire que l'ensemble du peuple russe est réduit à une existence dont la liberté du travail, et même l'apparence de cette liberté, sont rigoureusement bannies.

605. — Les décrets du 26 décembre 1932 ⁽¹⁾ et du 8 mars 1933 ⁽²⁾ donnent au Gouvernement Soviétique des moyens supplémentaires de surveillance et de coercition.

Le premier revient au principe du régime tsariste et prescrit à tous les citoyens de l'U.R.S.S. ayant atteint l'âge de 16 ans et habitant Moscou, Leningrad ou Kharkoff d'avoir un passeport. En publiant ce décret, ayant pour but « la régularisation du mouvement de la population » ⁽³⁾, la presse soviétique a révélé l'abolition du dernier vestige des libertés individuelles dans le pays des Soviets. En avril 1933, l'institution des passeports obligatoires fut étendue sur l'ensemble du territoire russe ⁽⁴⁾.

Le deuxième décret transmet le pouvoir supérieur dans le pays au Guépéou pour tout ce qui concerne « la lutte avec la contre-révolution ». Dans ce but, toute la police de l'Union Soviétique est subordonnée au Guépéou, dont les fonctions normales sont encore élargies. Il reçoit de larges pouvoirs avec le droit de prononcer, sans appel, toutes les peines, y compris celle de mort, dans de nombreux cas, soumis normalement aux tribunaux ordinaires. Le décret précise que ces mesures ont été arrêtées, conformément aux droits « attribués au Guépéou, par la décision gouvernementale du 15 novembre 1923 ».

On en conclut naturellement que le moment critique prévu dix ans auparavant par les chefs communistes est venu. On se demande aussi quelles sont les forces contre-révolutionnaires qui ont provoqué, en

(1) *Izvestia* du 28 décembre 1932.

(2) *Izvestia* du 9 mars 1933.

(3) *Izvestia* du 28 décembre 1932, éditorial.

(4) *Tass*, télégramme du 29 avril 1933 : Le décret du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. étend le système des passeports à toutes les villes, bourg, points centraux des districts et villages dans lesquels se trouvent des installations industrielles, des sovkhoz, des entreprises étatiques des tracteurs ainsi qu'à une zone de 100 kilomètres tout le long des frontières.

1933, une espèce d'abdication des pouvoirs constitués en faveur du Guépéou.

606. — La politique du Gouvernement Soviétique dans ces derniers mois est faite pour répondre d'avance à cette question. Elle indique trois ennemis, toujours les mêmes, ceux de 1928 et de 1930, ceux qui ont servi à Staline de boucs émissaires à chaque tournant de sa « ligne générale » : l'opposition à l'intérieur du Parti Communiste; le sabotage des dirigeants des institutions et des entreprises d'Etat; l'hostilité et les intrigues des capitalistes étrangers et des Etats bourgeois. La manière dont le Gouvernement Soviétique dirige la vindicte populaire vers les « coupables » n'a guère changé non plus, de sorte qu'on a l'impression d'assister à une répétition du passé.

OPPOSITION COMMUNISTE

607. — En octobre 1932, les staliniens ont déclenché une nouvelle offensive contre l'opposition communiste, à la suite d'un nouveau complot découvert par le Guépéou. Les « modérés » auraient organisé une conspiration ayant pour but la restitution des terres collectivisées aux paysans et la concession des grandes entreprises soviétiques au capital étranger ⁽¹⁾. Les anciens « trolzkistes », qui étaient informés de la préparation d'un « coup de main contre-révolutionnaire » se seraient abstenus de la dénoncer au Comité Central du Parti Communiste ⁽²⁾. A la suite de ces faits, vingt membres du Parti, dont Galkine, chef des « communistes de droite », Ouglanoff et Marelzki, chefs des « communistes modérés », Zinovieff et Kameneff, anciens « trolzkistes », furent exclus du Parti, le 9 octobre 1932 ⁽³⁾.

En décembre, une fois de plus, de nombreuses arrestations de communistes notoires furent opérées par le Guépéou : le groupe des anciens Commissaires du Peuple, Smirnoff, Tolmatcheff et Eismont, d'une part, celui de Rioutine, Slepkoïf, d'autre part, organisaient, paraît-il, un véritable soulèvement contre la dictature de Staline, à l'aide de puissants concours qu'ils avaient dans la garnison de Mos-

(1) *Pravda*, éditorial du 11 octobre 1932. Communiqué officiel de *Tass* de la même date.

(2) *Tass* du 11 octobre 1932.

(3) *Idem*.

cou. En janvier 1933, Vorochiloff, Commissaire du Peuple à la Guerre, en exposant à la réunion des communistes actifs de la garnison de Moscou les décisions du dernier Plenum du Comité Central Communiste, a déclaré à propos de ces complots ⁽¹⁾ : « Le Parti est arrivé à consommer la débacle des opportunistes de la droite. Tous les derniers groupements Rioutine-Slepkoff, Eismont-Tolmatcheff et autres, semblent être des petits boutons sur le corps sain du bolchevisme. Ils ne peuvent pas constituer une menace pour la force et l'unité du Parti... ». « Mais », a-t-il ajouté, « on a toujours cherché à faire sauter notre Parti de l'intérieur. Ni les mencheviks, ni les socialistes-révolutionnaires, ni les anarchistes, ni, à plus forte raison, les gardes blancs de tout acabit, ne peuvent être considérés comme nos plus dangereux ennemis. Ce sont des ennemis que chacun voit. L'ennemi vraiment dangereux se trouve à l'intérieur du Parti. C'est l'ennemi qui porte dans sa poche le billet certifiant son adhésion au Parti Communiste ».

Le nouveau « nettoyage » du Parti ⁽²⁾, commencé en décembre 1932 et confirmé par le décret du 30 avril 1933 ⁽³⁾, se poursuit encore en juin 1933, au moment où nous écrivons ces lignes. Cette mesure a justement pour but l'épuration des cadres communistes de l'ennemi interne, dénoncé par Vorochilov ⁽⁴⁾. Par contre, une fois encore, Zinovieff et Kameneff, déjà « nettoyés » en octobre 1932, viennent d'assurer Staline de leur repentir. Kameneff s'incline à nouveau devant « Staline, le meilleur continuateur de l'œuvre de Marx, Engels et Lénine »; Zinovieff déclare que « le camarade Staline, dans la question paysanne avait, comme toujours, raison », et reconnaît que « le fait d'avoir pu prendre des leçons chez Lénine, d'abord, et chez Staline, ensuite, aggrave sa propre faute ». « N'ayant pas droit aux

(1) *L'Etoile Rouge* (organe du Commissariat du Peuple à la Guerre), numéro du 25 janvier 1933.

(2) Le troisième depuis la révolution d'octobre 1917. Le premier a été entrepris par Lénine, en 1921; le second par Staline lors de la *liquidation du trotskisme*.

(3) *Izvestia* et *Pravda* du 30 avril 1933.

(4) Voir les commentaires de la *Pravda* (numéro du 30 avril 1933) au décret ordonnant le « nettoyage » et le discours à ce sujet de Kaganovitch, bras droit de Staline, à la réunion des « communistes actifs de la région de Moscou » (*Pravda* et *Izvestia* du 2 juin 1933).

circonstances atténuantes », Zinovieff « sollicite son pardon comme une faveur » ⁽¹⁾.

SABOTAGE AU « NARKOMZEM » ⁽²⁾

608. - La presse soviétique regorgeait, durant toute l'année 1932, d'articles, statistiques, télégrammes et lettres de province signalant l'attitude des « masses non conscientes de la paysannerie » qui, par leur résistance passive, sabotaient les ensemencements, les moissons et les battages, ou bien, en passant aux actes criminels, volaient les récoltes destinées à l'Etat et tuaient le cheptel collectivisé. Le Gouvernement Soviétique lui-même, après avoir pris des mesures législatives rigoureuses pour lutter avec les paysans, avoua, en janvier 1933, par la bouche de Staline ⁽³⁾ :

« ... La récupération des céréales par l'Etat fut réalisée en 1932 « avec des difficultés bien plus grandes que celles de l'année précédente. Et cependant, la récolte de 1932 fut bien supérieure à celle de 1931. L'échec ne vient donc pas de l'état des récoltes, mais d'autres causes ».

En les énumérant, Staline signala, en premier lieu, que « les communistes des campagnes n'ont pas compris les nouvelles conditions du travail, créées par l'autorisation du commerce libre des céréales... Ils ont soutenu par leur autorité les tentatives de constitution à la campagne des réserves de céréales, en créant ainsi une base à la résistance qu'opposaient les paysans aux exigences de l'Etat qui ordonnait la fourniture des récoltes à ses organes ».

609. — Cet aveu du dictateur aurait pu être complété par un communiqué de victoire : la résistance des paysans a été brisée et leur « tentative de constitution de réserves de céréales » a échoué.

Il est vrai que, dès décembre 1932, les cartes alimentaires n'assurent plus aux habitants de Moscou que 200 grammes de pain noir par jour et par personne ⁽⁴⁾. Mais la campagne russe se trouve dans

(1) *Izvestia* du 2 juin 1933.

(2) Commissariat du Peuple à l'Agriculture.

(3) Deuxième discours de Staline au Plenum du Comité Central du Parti Communiste, publié dans les *Izvestia* du 16 janvier 1933. Citons d'après le texte officiel de la *Tass*, télégramme du 16 janvier 1933.

(4) Voir le *Temps*, Paris, numéro du 29 décembre 1932.

une situation aussi angoissante que celle des villes, de l'avis unanime des étrangers qui ont pu observer la vie de l'U.R.S.S. ces temps derniers.

« La situation alimentaire en Russie est effroyable. Dans les villes, « comme dans les campagnes, il manque le strict nécessaire, au sens « propre du mot. A l'exception des soldats, je n'ai pas rencontré en « Russie de gens qui n'eussent pas faim », déclara en mars 1933, à son retour de l'U.R.S.S., le professeur viennois Otto Geitch ⁽²⁾.

Au mois de mars également, Garet Johns, ancien secrétaire de Lloyd Georges, et un des rares anglais parlant le russe, fit connaître aux journaux anglais, à son retour de l'U.R.S.S., des faits concrets de la même nature. D'après lui, « la Russie est gouvernée maintenant non par les bolcheviks, mais par la famine. Partout le peuple meurt de faim. On a construit de bonnes usines, mais à la suite de l'application du plan quinquennal, la Russie manque de pain quotidien » ⁽³⁾... « ... La Russie se trouve en présence d'une famine sans précédent. La situation est pire qu'elle ne l'était en 1921. Des millions d'hommes sont condamnés à mourir de faim. Partout, dans les villages et dans les kolkhoz, les paysans disent la même chose : il n'y a pas de pain ! Nous sommes en train de mourir... » ⁽⁴⁾.

Dans une série d'articles publiés par le « Daily Express », cet observateur de la vie soviétique en donna des détails effrayants. Ainsi, dans le Gouvernement de Poltava ⁽⁵⁾, les villages sont presque vides. Dans un de ces villages, sur 300 maisons, 100 seulement sont habitées. Les habitants des autres sont morts de faim ou ont quitté le village ⁽⁶⁾.

Dans tous les villages ukrainiens, les paysans disaient : « Nous souffrons de la famine, nous sommes enflés à la suite des privations » ⁽⁷⁾.

(1) Interview donné à la *Neues Wiener Tageblatt*. Citons d'après le texte du télégramme paru dans les *Dernières Nouvelles* du 18 mars 1933 (journal russe, Paris). Le professeur Geitch assura la rédaction allemande d'un recueil des documents du Commissariat du Peuple aux Affaires Etrangères

(2) Interview paru dans l'*Evening Standard* du 1^{er} avril 1933.

(3) Interview à la *Morning Post* du 30 mars 1933.

(4) Une des régions les plus fertiles de l'Ukraine.

(5) *Daily Express* du 6 avril 1933.

(6) *Idem*.

Dans quelques endroits, les paysans ont encore des pommes de terre. Là où il n'en reste pas, les paysans meurent de faim, au sens propre du mot ⁽¹⁾.

Partout, les paysans recommandaient à Garet Johns de ne pas sortir le soir, pour ne pas être dépouillé, privé de ses vêtements et des aliments qu'on aurait trouvés sur lui ⁽²⁾.

Le journaliste anglais Malkolm Medgeridge, rentré à Londres après un séjour de huit mois en Russie soviétique, où il s'est rendu en sympathisant du Pouvoir communiste et convaincu de l'excellence de la politique économique des Soviets, vient de publier, dans la « Morning Post », une série d'articles où il conte son effroi devant la réalité soviétique ⁽³⁾.

« L'ouvrier soviétique », écrit-il ⁽⁴⁾, « ne voit pas la viande, le sucre, le beurre, durant des mois entiers. Son habitation est effroyable. En outre, l'ouvrier vit sous un régime de peur continuelle. Il craint d'être privé de sa carte alimentaire, de perdre le coin de pièce qu'il occupe, de ne pas recevoir le passeport nécessaire pour rester en ville. Mais, par comparaison avec les paysans, les ouvriers sont des hommes heureux.

Les actes des bolcheviks dans les campagnes constituent un des plus grands crimes de l'histoire. Les peuples ne voudront pas croire les horreurs éprouvées par la paysannerie russe. Les régions les plus fertiles du grand pays — l'Ukraine, le Caucase du Nord — rappellent maintenant un désert.

Les champs sont délaissés. Le cheptel n'existe plus. Les villages ont l'air d'être abandonnés; quelquefois ils le sont, en réalité. Les paysans sont enflés de faim, au sens littéral du terme. Trois mois durant, ils n'ont pas vu de pain. Ils se nourrissent de pommes de terre, mais cet aliment aussi devient rare.

Interrogez les paysans, et ils vous raconteront que, tous les jours, quelques-uns sont morts de faim; que des milliers ont été fusillés et des centaines de milliers déportés; que le fait d'avoir du blé à la maison constitue un crime, pour lequel on fusille. Mais ils vous diront

(1) *Idem.*

(2) *Idem.*

(3) *Morning Post* des 5, 6, 7 et 8 juin 1933.

(4) *Morning Post* du 6 juin 1933.

tout ceci lorsqu'il n'y a en vue personne qui touche de près ou de loin aux autorités. Mais si vous parlez à un paysan, en présence d'un communiste ou d'un fonctionnaire, il vous dira qu'il a tout le nécessaire, qu'il est un admirateur enthousiaste de la dictature du prolétariat, etc. Les paysans sont forcés de parler de la sorte avec les touristes étrangers ».

L'auteur a vu les villages hindous décimés par le choléra, les villages belges détruits par la guerre. Il affirme que tout ceci n'est rien, si on le compare à la situation des campagnes russes. « Là, aux Indes, en Belgique », écrit-il, « on sentait que le vide n'était que temporaire, en Russie soviétique on a l'impression d'une dévastation définitive. Il semble que la paysannerie soit arrachée avec ses racines. Ce qu'ont fait les bolcheviks, n'a pu être commis que par des gens qui avaient décidé d'anéantir la Russie » ⁽¹⁾.

610. — Devant un pareil état de choses, le Guépéou se devait d'en trouver les coupables. Il n'a pas manqué à sa tradition, en découvrant que les malheurs de la paysannerie étaient le fait de 75 saboteurs du Commissariat du Peuple à l'Agriculture. La décision du Collège du Guépéou, publiée dans les « Izvestia » et la « Pravda » ⁽²⁾, mérite d'être reproduite in extenso :

« Conformément à la décision du Comité Central Exécutif de l'Union, du 15 novembre 1923, le Collège du Guépéou, dans sa séance judiciaire du 11 mars 1933, après avoir examiné la cause des fonctionnaires du Commissariat du Peuple à l'Agriculture et du Commissariat des Exploitations agricoles soviétisées, — ressortissants des classes bourgeoises et des propriétaires fonciers, — accusés du sabotage contre-révolutionnaire de l'économie agricole dans les districts de l'Ukraine, du Caucase du Nord et de la Russie Blanche, a décidé :

« Pour avoir organisé dans les stations de machines et tracteurs, ainsi que dans les sovkhoz de toute une série de districts appartenant aux régions sus-nommées, un sabotage contre-révolutionnaire qui s'est manifesté par la destruction et la mise hors de service préméditées des tracteurs et des machines agricoles, dans

(1) *Idem.*

(2) Numéro du 5 juin 1933.

« l'envahissement organisé des champs par des mauvaises herbes,
« par l'incendie des stations de machines et de tracteurs, ainsi que
« des usines de lin, par la désorganisation des ensemencements,
« moissons et battages, par la dilapidation des réserves de céréales
« appartenant aux sovkhoz, par la destruction des bêtes de labour
« et du cheptel de rente, en vue de compromettre la situation de la
« paysannerie et de créer dans le pays l'état de famine,

« sont condamnés à la mesure suprême de défense sociale — à la
« fusillade — les membres les plus actifs de la dite organisation
« contre-révolutionnaire :

« (Suivent 35 noms).

« A l'emprisonnement pour 10 ans avec isolement : (suivent 22
« noms).

« A l'emprisonnement pour 8 ans avec isolement : (suivent 18
« noms).

« Le verdict fut mis en exécution ».

Cette condamnation se passe de commentaires. Notons simplement que parmi les 35 fusillés se trouvent Konar (alias Politchouk), Commissaire-adjoint du Peuple à l'Agriculture, et plusieurs autres hauts fonctionnaires du Commissariat : Kouznetzoff, Kremenetzki, Teleguine, Wolff. C'est la première fois qu'on voit des dignitaires communistes figurer dans des procès de saboteurs et être exécutés par un arrêt du Guépéou.

D'ailleurs, les recherches des « coupables » ne semblent pas encore terminées. La « Pravda » poursuit en ce moment une campagne violente contre le « Narkomzem », en se basant sur les rapports des chefs de cellules du Guépéou dans les sovkhoz et les stations de tracteurs ⁽¹⁾.

L'exécution de l'adjoint du Commissaire du Peuple à l'Agriculture va-t-elle être suivie d'autres fusillades ? On est en droit de se le demander.

LE PROCÈS DES INGÉNIEURS DE LA « METROPOLITAN VICKERS CY »

611. -- Conformément aux précédents de 1928 et de 1930, le Guépéou n'a pas limité son succès à la découverte d'un seul complot de

(1) Voir notamment l'éditorial du 7 mai 1933.

saboteurs. La condamnation et l'exécution en sourdine des saboteurs du « Narkomzem », furent immédiatement suivies par la mise en jugement des saboteurs du « Narkomtiaz », Commissariat du Peuple à l'Industrie Lourde. Mais, cette fois, les accusés furent conduits devant un tribunal public et condamnés à des peines relativement bénignes : ce qui s'explique par la nationalité anglaise d'une partie des accusés et la réaction énergique du Gouvernement et de l'opinion britanniques.

Le procès en question concerne de près l'exécution d'un de ces rares « contrats de collaboration technique » avec des sociétés étrangères qui subsistent encore en 1933. A ce titre, il présente pour nous un intérêt tout particulier, sans ajouter, toutefois, d'éléments nouveaux à l'enseignement fourni par de nombreuses procédures qui l'avaient précédé.

612. — Le 11 mars 1933, au soir, le Guépéou a procédé aux perquisitions chez les ingénieurs anglais Monkhouse, Directeur général de la « Metropolitan Vickers Company » en U.R.S.S., et Thornton, son collaborateur immédiat. Tous les deux ont été arrêtés à la suite de ces visites domiciliaires. Le lendemain, le Guépéou a perquisitionné dans les bureaux de la Compagnie à Moscou et à Leningrad. Quatre autres anglais ont été arrêtés : Cushney et Macdonald, ingénieurs, Nordwoll et Gregory, chefs-monteurs de la Compagnie. De nombreuses autres arrestations d'ingénieurs russes au service des Soviets et employés russes de la « Metropolitan Vickers Company » ont été également opérées.

Trois jours plus tard, le Guépéou a publié le communiqué ci-après ⁽¹⁾ :

« L'enquête faite par le Guépéou au sujet d'une suite d'avaries
« successives et inattendues qui ont eu lieu ces temps derniers aux
« grandes centrales électriques (à Moscou, à Tcheliabinsk, à Zouie-
« vo, à Zlatoust), a établi que ces avaries sont le résultat du sabo-
« tage d'un groupe de criminels, faisant partie du Commissariat du
« Peuple à l'Industrie Lourde. Ce groupe avait pour but la destruc-

(1) Nous traduisons le texte paru dans les *Izvestia* du 14 mars 1933; voir également le télégramme succinct de la *Tass* du 14 mars 1933.

« tion des centrales électriques de l'U.R.S.S. et des usines alimentées par ces centrales.

« L'enquête a démontré également que certains employés de la maison anglaise « Metropolitan Vickers Company », qui travaillaient en U.R.S.S., conformément au contrat conclu avec cette firme, en vue d'une aide technique aux entreprises électriques de l'U.R.S.S., prenaient une part active aux agissements de ces saboteurs.

« Sont arrêtés dans cette affaire : (suivent les noms de 26 Russes, parmi lesquels se trouvent les principaux ingénieurs de l'industrie électrique russe et des six Anglais).

« Ont été libérés après un interrogatoire : Monkhouse, Nordwoll, (suivent les noms de trois Russes). L'enquête continue ».

613. — L'émotion de l'opinion publique anglaise fut vive à la suite de ce communiqué. Le Gouvernement a publié successivement deux Livres Blancs, dans lesquels ont été réunis les documents se rapportant aux entretiens entre l'Ambassadeur britannique à Moscou, Sir Esmond Ovey, et le Gouvernement Soviétique, au sujet de l'arrestation des ingénieurs anglais ⁽¹⁾.

La violence des appréciations de Sir Esmond Ovey n'a subi dans ces publications aucune atténuation diplomatique. Le Livre Rouge du Gouvernement Soviétique ⁽²⁾ ne contient que la version moscovite des trois entrevues de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne avec Litvinoff, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères. Les tentatives de l'Ambassadeur pour obtenir une mise en liberté des inculpés ont échoué devant une fin de non-recevoir de Litvinoff, et le Livre Rouge se termine par cette phrase du Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères : « Nous ne faisons pas commerce de notre indépendance ». La presse soviétique s'élevait aussi avec violence contre « les tentatives d'établir en Union Soviétique un régime d'exterritorialité pour les étrangers » ⁽³⁾.

(1) Le premier *Livre Blanc* a paru le 5 avril 1933 et contient les documents se rapportant à la période du 12 au 17 mars; le deuxième *Livre Blanc*, publié le 11 avril 1933, réunit les documents qui concernent la suite de l'affaire (du 19 mars au 7 avril 1933).

(2) Ce livre, publié le 16 avril 1933 concerne les entrevues des 16, 19 et 28 mars de la même année.

(3) *Pravda* du 16 avril 1933.

Toutefois, le 5 avril, trois des inculpés, Thornton, Cushney et Gregory furent remis en liberté provisoire sous caution. Il est vrai qu'en-
tre temps le Gouvernement Soviétique se trouva devant un fait qui
constituait pour lui un avertissement plus sérieux qu'une protestation
diplomatique : la rupture des négociations en cours, en vue de la
conclusion d'un traité de commerce anglo-russe ⁽¹⁾, et l'autorisation
du Parlement Anglais au Gouvernement de publier des « ordres en
conseil » afin de contrôler et, le cas échéant, d'interdire l'importation
en Grande-Bretagne de certaines marchandises russes, sauf par licen-
ce spéciale ⁽²⁾.

614. — Le procès des saboteurs du « Narkomtiaz », dit « l'affaire
des ingénieurs britanniques », a eu lieu à Moscou du 12 au 18 avril
1933 ⁽³⁾. Douze russes seulement, sur 26 personnes arrêtées en mars,
ont comparu devant le Tribunal. Ils ont tous avoué les faits incriminés.
Quatre anglais, Monkhouse, Cushney, Nordvoll et Gregory ont nié
leur culpabilité, Thornton a « avoué » à l'agent du Guépéou chargé
de l'instruction, mais il est revenu ensuite à l'audience sur ses aveux ;
Macdonald, après avoir fait la confession de ses crimes au Guépéou,
l'a rétractée à l'audience du 13 avril, puis, l'a faite de nouveau, après
une suspension de séance pour un quart d'heure, un quart d'heure
qu'on lui a fait passer au Guépéou.

Vichinsky, le Procureur général de l'U.R.S.S., a prononcé un plai-
doyer fort modéré dans son ensemble. Finalement, Monkhouse, Cush-
ney et Nordvoll se sont vu interdire le séjour en U.R.S.S., Thornton
et Macdonald ont été frappés d'une peine d'emprisonnement de 3 et
de 2 ans respectivement, Gregory a été acquitté, les inculpés russes
ont été condamnés par le Tribunal à des peines de prison d'une durée
variable. Le lendemain même de cette condamnation, le décret royal

(1) L'ancien traité venait à échéance le 17 avril 1933.

(2) Bill voté par la Chambre des Communes en troisième lecture le 7
avril 1933 par 291 voix contre 41. (Télégramme de l'Agence Havas, le 7 avril
1933).

(3) L'exposé qui suit est fait d'après les *Izvestia*, la *Pravda*, le *Temps*,
le *Times*, le *Daily Express* du 12 au 21 avril 1933.

du 19 avril 1933 a mis l'embargo sur les importations d'origine soviétique en Angleterre.

615. — Les Livres Blancs, publiés par le Foreign Office, les débats des 6 et 7 avril au Parlement Britannique et les comptes-rendus du procès ont montré, une fois de plus, au monde civilisé, la manière dont le Guépéou obtient les « aveux ».

Ainsi, Monkhouse a été soumis, dans le Guépéou, à un interrogatoire qui dura près de 18 heures. Le Procureur général lui-même, tout en affirmant que la durée de l'interrogatoire n'avait pas dépassé 12 heures, a fini par admettre qu'une partie des dépositions de Monkhouse était sans valeur, à cause de sa fatigue extrême.

« Après avoir entendu les témoignages de Soukhoroutchkine et d'autres, il me paraît absolument clair que ce procès n'est, d'un bout à l'autre, qu'une mise en scène dirigée contre les employés de la « Compagnie Metropolitan Vickers » et qu'on utilise dans ce but les dépositions des gens terrorisés après leur arrestation... », a déclaré Monkhouse le 15 avril, à l'ouverture de l'audience. « Il est inutile de lire une déposition mensongère tirée de moi par une pression morale », a dit Thornton à la même audience. « Toutes mes dépositions au Guépéou ne sont qu'un mensonge ». Monkhouse a fait une déclaration identique à l'audience du 16 avril. Il a expliqué aussi, le lendemain, que l'intérêt qu'il portait à la situation générale de l'U.R.S.S. provenait de ce fait que le Gouvernement Soviétique devait à la « Metropolitan Vickers Company » 1.500.000 livres sterling. « Les informations que j'ai recueillies », dit-il en substance, « étaient « nécessaires à ma firme qui, pouvant être amenée à consentir de « nouveaux crédits à l'Etat soviétique, devait être renseignée sur la « situation générale en Union Soviétique. Quant aux petits accidents « survenus dans certaines usines, ils étaient dûs à la mauvaise qualité du matériel employé par elles et, au surplus, les machines furent immédiatement réparées par les soins des ingénieurs anglais ».

Comme, à l'audience du 17 avril, Vychinski lui a demandé pourquoi il désavouait ses déclarations antérieures, Thornton a répondu qu'il avait dû subir de très longs interrogatoires, et il a ajouté : « Pendant

l'instruction au Guépéou, on m'a dit : Si vous avouez, tout ira bien, sinon vous ne serez plus d'aucune utilité ici, ni en Angleterre ».

Le lendemain, dans la dernière partie de son réquisitoire, le Procureur, en se rappelant cette déposition de Thornton, s'est écrié à son adresse : « Vous ne serez désormais utile ni en Russie ni en Angleterre; peut-être pourrez-vous servir d'engrais à l'un de nos champs socialistes ».

616. Les traits spécifiques de la justice soviétique qui soulevèrent en 1933 l'indignation de l'opinion britannique ne constituent pas, certes, une révélation pour ceux qui ont suivi les procès des saboteurs et des « espions économiques » instruits par le Guépéou, en 1928 et en 1930. « Mais », écrivait le « Daily Telegraph » ⁽¹⁾, « il est impossible d'admettre que des sujets britanniques servent de boues émissaires parce que le plan quinquennal a fait faillite ».

« Le pays ne croira jamais que les deux ingénieurs sont coupables parce qu'il est convaincu que le procès a été une farce et le verdict une moquerie, parce qu'il n'ignore pas que la faillite du plan quinquennal est à la base de ces poursuites », déclarait à son tour le « Daily Express » ⁽²⁾. Quant au « Times », on lisait déjà un mois auparavant, dans son éditorial ⁽³⁾ :

« Les ingénieurs anglais sont accusés du sabotage des machines électriques. Seules peuvent croire à une telle accusation les jeunes communistes auxquelles on avait inculqué la conviction des machinations diaboliques tramées contre l'U.R.S.S. par toute entreprise capitaliste étrangère. Mais on ne peut pas justifier par une telle accusation le sacrifice des citoyens britanniques à cette orgie de haine, dont furent une manifestation les récents procès des savants et des spécialistes russes ».

(1) Numéro du 19 avril 1933.

(2) Numéro du 19 avril 1933.

(3) Numéro du 23 mars 1933.

Enfin, l'ancien correspondant des « News Chronicle » ⁽¹⁾ à Moscou, termine son article intitulé « J'accuse le Guépéou », en concluant que tant que le Gouvernement Soviétique ne limitera pas les pouvoirs terribles du Guépéou, il ne peut pas être question de confiance du monde extérieur à l'égard du Pouvoir Soviétique.

Nous n'avons rien à ajouter à ces appréciations désabusées.

(1) Voir le numéro du 2 mai 1933

CONCLUSION

Les sociétés de capitaux constituent une des bases de l'économie moderne. Cette forme complexe d'entreprise fut modelée lentement, durant des siècles, par les besoins et les usages commerciaux.

La formation et le fonctionnement d'une société par actions exigent un effort créateur de l'initiative privée : les fondateurs déterminent l'objet social et la sphère d'activité de la nouvelle société, en dressent les statuts, réunissent des adhérents, orientent les premiers pas de l'affaire.

L'Etat ne participe pas à cet effort. Il intervient ensuite, en imposant aux fondateurs, aux adhérents et à la société elle-même un cadre juridique jugé indispensable au fonctionnement normal de la nouvelle entreprise. Il surveille, admet ou empêche. Mais dans toutes ces hypothèses, — soit en autorisant, soit en prohibant, — l'Etat ne crée pas. L'influence et la puissance des sociétés par actions sont fondées, avant tout, sur un concours imposant d'énergie, d'intelligence et de probité, dont font preuve leurs dirigeants. Le succès ne dépend pas des paragraphes des statuts, mais du travail et des capacités des hommes appelés à les mettre en pratique.

Pour n'avoir pas compris ce trait essentiel des sociétés de capitaux, les Empereurs de Russie, à commencer par Pierre le Grand, ont échoué, pendant 160 ans d'efforts, dans leurs tentatives d'implanter chez eux cette nouvelle forme d'entreprises. Leurs oukazes restaient lettre morte ou aboutissaient à des résultats insignifiants. L'état social et politique de la Russie, son économie retardataire excluaient les formes avancées de l'activité capitaliste. Les immenses richesses naturelles du pays restaient sans utilisation.

L'abolition du servage en 1861 par le jeune Empereur Alexandre II et les réformes libérales du début de son règne, ont changé radicalement et en peu de temps les conditions sociales et économiques du pays. L'énergie et les capacités du peuple russe se sont affirmées, après l'abolition du servage, dans les progrès remarquables de l'évolution économique du pays.

Nous avons suivi ces progrès, pas à pas, au cours de cette étude, en faisant ressortir le rôle important et toujours croissant des sociétés de capitaux, dans l'épanouissement merveilleux de ce pays jeune et vigoureux.

En 1914, la Russie occupait une des premières places dans toutes les branches de l'activité économique mondiale. Les capitaux étrangers étaient investis par milliards dans des milliers de sociétés par actions travaillant en Russie. Les industriels et les financiers étrangers venaient y apporter non seulement leurs capitaux, transformés en outillage sans âme, mais aussi une énergie créatrice et une expérience fertile. Leur collaboration étroite avec les capitaux autochtones fut largement facilitée par les banques russes, dont le rôle dans l'organisation industrielle du pays fut de tout premier ordre. L'épargne nationale, en se développant d'une année à l'autre, commençait à jouer dans les sociétés par actions un rôle de plus en plus important.

Un avenir brillant et plein de promesses s'ouvrait devant ce grand pays.

La guerre provoqua dans l'économie russe une réaction vigoureuse, témoin de ses forces et de sa volonté de vivre. Le sceau de la grande catastrophe mondiale marqua l'économie russe comme celle des autres pays belligérants. Mais aucune des œuvres vives de la nation ne fut touchée, et, en 1916, la valeur de la production nationale, exprimée en or, dépassait, grâce à l'augmentation des prix mondiaux, les chiffres d'avant guerre.

La formation des capitaux à l'intérieur du pays, l'importation des capitaux étrangers et l'afflux des uns et des autres vers les sociétés anonymes se traduisaient, également, pour les années de guerre, par des chiffres impressionnants,

La révolution bolchevique d'octobre 1917 bouleversa entièrement la vie du peuple russe. Les révolutionnaires, en s'emparant du pouvoir, tentèrent de reconstruire, sans transition, la vie du peuple russe sur les bases de la théorie marxiste. La démolition totale de l'organisation sociale « bourgeoise », de son cadre juridique, de ses fondements économiques, caractérisent la période de 1917 à 1920, dite du « communisme intégral » ou du « communisme de guerre ».

Les résultats de cette expérience furent tristes : la paix honteuse de Brest-Litovsk, une guerre civile sanglante, une famine sans précédent dans l'histoire moderne, une agriculture en décadence, une industrie gravement atteinte, des transports presque inexistants.

En présence de cet échec complet, Lénine décida le Parti Communiste à capituler devant l'évidence des faits et à changer de tactique. Le régime bâtarde de la Nep, laissant une certaine liberté relative à l'initiative privée, mise toutefois sous la tutelle et en dépendance étroite de l'Etat, naquit de cette capitulation.

Les sociétés de capitaux, cette incarnation suprême du régime capitaliste, firent à nouveau leur apparition en Russie soviétique avec le décret du 29 juillet 1921 sur les sociétés par actions.

Le Gouvernement Soviétique fit, notamment, des efforts sérieux et répétés pour attirer en U.R.S.S. les sociétés étrangères au moyen d'un programme de concessions, idée chère à Lénine et abordée dans les publications bolcheviques dès décembre 1917.

Il nous fut très malaisé de dégager les grandes lignes et les menus détails de l'existence des sociétés de capitaux en Russie soviétique. Dans ce pays où n'existent plus ni la liberté de la conscience, ni la liberté de la science, le monopole de la pensée et de la parole imposé par la dictature bolchevique à un peuple entier, dresse des obstacles sérieux devant toute tentative d'étude objective. Une documentation prise exclusivement dans les sources soviétiques, une analyse faisant état de tous les éléments et de toutes les sources à notre disposition, telle fut la double méthode appliquée dans cet ouvrage. Nous avons pu ainsi réunir des documents, des chiffres, des exemples, dont quelques-uns sont aussi impressionnants qu'ils sont invraisemblables, tout en étant vrais.

Dans un but de vérité objective, nous nous sommes abstenu de citer des cas et des exemples exceptionnels, pour rester dans le domaine des phénomènes généraux, des faits assez fréquents pour être érigés en règle.

Il s'en dégage un échec complet de la tentative d'incruster les sociétés de capitaux dans l'ordre social et économique de l'Union Soviétique.

Les sociétés par actions russes, débiles et craintives, ne furent alors qu'une caricature des puissantes sociétés d'avant guerre. Sans importance réelle pour l'économie du pays, elles furent cependant surveillées de près par le Gouvernement Soviétique, toujours très sensible au moindre succès des « ennemis de classe ». Elles furent écrasées sans peine, lorsque le Comité Central du Parti Communiste orienta, à la fin de 1926, l'Etat soviétique vers « l'expulsion du capital privé ».

On se rendait mieux compte, dans les milieux communistes, de la nécessité d'avoir recours aux capitaux étrangers pour « l'industrialisation du pays ». Mais la politique concessionnaire de Moscou ne donna, malgré tous les efforts déployés, que peu de résultats et se termina également par un échec.

Les causes de la décadence des concessions étrangères en U.R.S.S. sont multiples, profondes et inhérentes à la nature même du régime soviétique.

Nous avons consacré des développements trop détaillés à l'analyse de ces causes, pour avoir encore besoin d'y revenir, même pour une simple énumération. Constatons simplement que le Gouvernement Soviétique laissait toujours entendre aux sociétés étrangères que sa collaboration avec les capitalistes n'était qu'un stade provisoire dans l'évolution de l'U.R.S.S. : son véritable but restait toujours l'instauration du communisme intégral. Une société étrangère venue pour s'installer dans le pays des Soviets ne possédait ni l'organisation, ni les armes nécessaires pour traiter avec un Etat qui monopolise, en fait, toutes les formes de l'activité économique et règle, comme il l'entend, le genre de vie et les besoins de sa population. Cet Etat avait à sa disposition mille moyens de tenir les sociétés étrangères à sa merci, et comme nous l'avons vu tout le long de notre étude, il n'en négligea aucun. Malgré tous les privilèges conférés aux concessions

par la volonté souveraine du Parti Communiste, elles ne présentaient, qu'au point de vue juridique, un îlot capitaliste dans l'océan du communisme russe. Au point de vue économique, les sociétés étrangères étaient englobées dans l'ensemble du système communiste et étaient soumises à toutes les vicissitudes de ce système. Leurs rapports avec les différents rouages de la machine soviétique ressemblent, à la lumière d'une analyse objective, à une guerre d'embuscade, plutôt qu'à un régime de confiance mutuelle.

Leur prospérité eût été éphémère, si elle avait eu lieu en réalité. Certes, quelques-unes d'entre elles, attirées par un goût de gain spéculatif, réalisèrent de brillants « coups de fusil » dans les conditions artificielles de la dictature économique de l'Etat. Nous avons même pu constater, dans ce domaine, quelques parties de chasse prolongées et fructueuses. Mais, finalement, le chasseur devenait toujours le gibier et son patrimoine tombait dans la « marmite communiste », pour employer l'expression de Lénine.

A la lumière des textes et des exemples multiples réunis dans cet essai, un tel dénouement apparaît logique et inévitable. Nous avons examiné les prémisses sociales, juridiques et économiques, qui président au développement des sociétés de capitaux dans les Etats modernes. Nous avons pu constater qu'aucune de ces prémisses n'existe dans l'Etat Soviétique, organisation qui ignore la notion même de droit et de justice, qui n'a recours aux moyens de technique juridique que pour vider les contrats civils de leur contenu, qui substitue la contrainte, directe ou indirecte, à l'égalité de principe des parties contractantes.

Cette puissance redoutable d'oppression et de contrainte se trouve concentrée, en fait, depuis 1929, entre les mains du Secrétaire Général du Parti Communiste, Djougachvili, dit Staline. A la suite des longues luttes intestines et de tortueuses intrigues, l'absolutisme du Parti Communiste fit place à celui du Dictateur.

Le revirement de la politique générale des Soviets, sous l'impulsion de Staline, et le retour aux traditions du communisme intégral, ont eu pour conséquence la disparition des derniers vestiges des concessions étrangères. L'idée de coexistence des deux systèmes, capitaliste et communiste, s'effaça devant l'idéal de la révolution mondiale, et la lutte sans merci de deux mondes foncièrement hostiles.

« C'est sous le drapeau de Lénine que nous avons vaincu dans les combats de la Révolution d'octobre. C'est sous le drapeau de Lénine que nous avons remporté nos succès décisifs dans la lutte pour la victoire de l'édification socialiste. C'est sous ce drapeau que nous irons à la conquête du monde entier, par la révolution prolétarienne », s'écria Staline en mai 1930, dans son rapport politique au Comité Central du Parti Communiste ⁽¹⁾.

L'Etat Soviétique, cet Etat *sui generis* dont la structure est si différente de celle de tous les autres Etats existants, et dont le but avéré est la « conquête du monde entier » au nom de l'idée marxiste, ne borne pas là ses particularités. Nous étions témoin, tout le long de notre étude, d'une autre « conquête » du Pouvoir Soviétique, de ses victoires remportées sur sa propre Nation.

Au nom des plans industriels ambitieux et de la collectivisation à outrance des exploitations agricoles, la Dictature soumit le malheureux pays à une terreur sans précédent, même dans l'histoire de l'Union Soviétique. Mais la tyrannie sanglante du Guépéou, malgré toutes les fusillades sans jugement et les procès de saboteurs, ces « farces tragiques mises en scène par le Guépéou » ⁽²⁾, n'aboutirent qu'à la débâcle complète de l'agriculture russe, à la famine installée à perpétuelle demeure dans les provinces les plus fertiles de l'ancien Empire, à la misère du peuple, réduit à un véritable esclavage.

« Le régime de dictature féodale sur les ouvriers et les paysans », comme l'appelle l'opposition communiste elle-même, a fait dans l'économie nationale russe des destructions énormes, telle une locomotive sans frein, lancée à pleine vapeur et écrasant tout sur son chemin. S'arrêtera-t-il, faute de combustible, après la dévastation complète du pays ? Aura-t-il recours, comme jadis Lénine, à une nouvelle tentative de collaboration avec les sociétés de capitaux étrangères ? Les revirements et les volte-face de la « ligne générale » du Parti Communiste n'excluent aucune de ces hypothèses.

En présence d'un remaniement complet des principes fondamentaux de l'économie russe, il serait très imprudent et trop audacieux

(1) J. STALINE, *Discours sur le plan quinquennal* du 28 mai 1930, Rapport Politique au Comité Central du Parti Communiste Russe, Paris, 1931, librairie Valois, page 165.

(2) Expression du *Times* (numéro du 12 avril 1933, éditorial).

de vouloir faire des prévisions et formuler des pronostics. Une chose nous paraît cependant certaine : l'existence et le travail des sociétés de capitaux sont impossibles en Russie bolchevique et tant qu'elle restera bolchevique. Les concessions étrangères ne pourront y renaître sans se heurter aux mêmes obstacles et aux mêmes contradictions qui décidèrent la perte de leurs prédécesseurs.

La féconde collaboration des énergies et des capitaux, dans le cadre des sociétés par actions, suppose la liberté de l'effort créateur. Elle n'est possible que dans une Russie libre.

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION ET PREMIÈRE PARTIE

TEXTES LÉGISLATIFS

Code Civil Français.

Code de Commerce de l'Empire Allemand, 1900.

Code de Commerce Belge et Loi belge de 1873 sur les sociétés.

Code de Commerce Espagnol.

Code de Commerce Français.

Code de Commerce Italien.

Code Fédéral Suisse des Obligations.

Codification russe, tome X, Code des Lois civiles.

Collection complète des lois de l'Empire Russe, volumes III, IV, VII, X, XI, XIV, XV, XVI, XVIII, XXIII.

Companies Acts de 1856-1857 (Angleterre).

Companies Act de 1862 (Angleterre).

Ministère des Finances Russe, Projet de Règlement des Entreprises par Actions, Saint-Petersbourg, 1901.

Les Pandectes.

DOCUMENTATION STATISTIQUE, MÉMOIRES ET RAPPORTS DIVERS

Annuaire statistique de la Russie. Années 1904 à 1915, édition de la Direction générale de Statistique, Saint-Petersbourg.

Annuaire statistique de la Russie pour 1918 à 1920, Moscou, 1921.

Annuaire du Ministère des Finances pour les années 1901, 1902, 1904, 1905, 1911 à 1914.

Annuaire statistique du Ministère des Voies de Communications, Saint-Petersbourg, 1910-1915.

Annuaire statistique de l'Union des Industriels Russes, Saint-Petersbourg, 1913.

- Bilans réunis des Banques de Commerce par actions russes du 1^{er} janvier 1865 au 1^{er} janvier 1915, dressés par V. Roussakoff. (Appendice aux études intitulées « Opérations des Banques de Commerce par actions russes de 1865 à 1915 »), Pétrograd, éditions du Comité des représentants des Banques par actions, 1914 et 1915.
- Comptes-rendus du 3^e Congrès des représentants des banques russes de commerce par actions, Pétrograd, 1916.
- Documents statistiques de la propriété rurale en Russie, fascicules 1 à xxvii, édition de la Direction des Impôts Directs du Ministère des Finances, Saint-Petersbourg.
- « Economie Nationale en 1913 », recueil édité par le *Messager des Finances*, organe du Ministère des Finances russe, Saint-Petersbourg, 1914.
- « Mémoires Explicatifs du Ministère des Finances sur le projet de Budget de l'Empire », années 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917.
- « Opérations des Banques de Commerce par actions russes de 1865 à 1915 », tableaux statistiques dressés et commentés par V. Roussakof, Secrétaire du Comité des représentants des Banques par actions de Crédit Commercial, Pétrograd, éditions du Comité, 1914 et 1915.
- Rapport sur les conditions économiques de la Russie, traitant spécialement de la famine de 1921 et 1922 et de la situation de l'agriculture, Genève, Société des Nations, 1922.
- Rapports des Banques russes de commerce par actions, années 1900-1917, publiés dans les *Birjevy Izvestia* ou édités en fascicules.
- Recueil des renseignements sur les sociétés par actions travaillant en Russie, édition du Ministère du Commerce et de l'Industrie, Saint-Petersbourg, 1914 (2^e édition).
- Recueil statistico-économique de l'Agriculture, édition du Ministère de l'Agriculture, Pétrograd, 1915.
- Recueil statistique pour la période de 1913-1917. Travaux de l'Administration Centrale de Statistique, tome vii, Moscou, édition d'Etat, 1922.
- Renseignements sur l'Industrie Minière de la Russie en 1908-1911, édition de la Chancellerie du Conseil des Ministres, Saint-Petersbourg, 1913.

Revue des principales branches de l'Industrie en 1912, édition de la Chancellerie du Conseil des Ministres, Saint-Petersbourg, 1913.

La Russie dans la Guerre Mondiale de 1914-1918 (en 83 tableaux), édition de la Direction Centrale de Statistique, Moscou, 1925.

Statistique de l'actionnariat en Russie, ouvrage composé par le Bureau Statistique du Conseil du Congrès minier et métallurgique de la Russie Méridionale, Kharkoff, 1901.

Statistique des Sociétés par actions en Russie, ouvrage composé par le Bureau Statistique du Conseil du Congrès minier et métallurgique de la Russie Méridionale, 1^{re} édition, Kharkoff, 1907.

Travaux du Bureau Statistique du Conseil des Congrès des industries minières de la Russie Méridionale, Kharkoff, 1914-1915.

Les Valeurs de Bourse russes en 1914-1915, recueil édité sous la rédaction du professeur Bogolepoff, Moscou, 1916.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Birjevyia Izvestia (Informations Boursières), Saint-Petersbourg, collections des années 1907 à 1917.

La Bourse, revue hebdomadaire, Saint-Petersbourg, collections de 1911 à 1914.

Commerce et Industrie, revue économique, Saint-Petersbourg, 1915.

Economitcheskaja Jizn (La Vie Economique), Moscou, 1919.

Les Finances et l'Economie Nationale, revue mensuelle, Petrograd-Moscou, 1918.

Messenger des Finances, de l'Industrie et du Commerce, organe du Ministère des Finances russe, Saint-Petersbourg, collections des années 1895 à 1914, 1916 et 1917.

Recueil mensuel de la Bourse, Saint-Petersbourg, 1911.

Revue mensuelle de la Bourse, Saint-Petersbourg, collections 1910 à 1914.

Torgovo-Promychnaïa Gazeta (Gazette du Commerce et de l'Industrie), Saint-Petersbourg, collections des années 1906-1917.

TRAITÉS, MONOGRAPHIES ET ARTICLES DIVERS

AYRES. — *The war with Germany*, Londres, 1919,

- É. BOGART. — *Direct and Indirect Costs of the Word War*, 2^e édition, Londres, 1920.
- B. F. BRANDT. — *La crise commerciale et industrielle en Europe Occidentale et en Russie*, Saint-Pétersbourg, 1904.
- B. BRANDT. — *Les capitaux étrangers*, dans le recueil *La Russie à la fin du 19^e siècle*, édition de la Commission Impériale de Russie à l'Exposition Universelle de Paris, Paris, 1900.
- CICERO. — *In Verrem*, 2, 11, 70.
- CICERO. — *Pro Cn. Plancio*, Cap. XIII.
- DUGUIT (Léon). — *Traité de Droit Constitutionnel*, 2^e édition, tome 1^{er}, Paris, 1921.
- E. EPSTEIN. — *Les Banques de Commerce Russes, leur rôle dans l'évolution économique de la Russie, leur nationalisation*, Paris, Marcel Giard, 1925.
- FINN-ENOTAEVSKI. — *Le Capitalisme en Russie (1890-1917)*, Moscou, Commissariat du Peuple aux Finances de l'U.R.S.S., 1925.
- M. I. FRIEDMAN (Professeur). — *La Guerre et les Finances de la Russie*, dans le recueil intitulé : *Les questions de la guerre mondiale*, Petrograd, 1915.
- GIERKE. — *Das Deutsche Genossenschaftsrecht*, volume 1, 3 volumes, Berlin, 1868-1873.
- F. GIRARD — *Manuel Élémentaire de Droit Romain*, Paris, 1929.
- GOLOUBEFF. — *Epargne Publique*, dans le recueil *La Russie à la fin du 19^e siècle*, édition de la Commission Impériale de Russie à l'Exposition Universelle de Paris, Paris, 1900.
- A. DE GOULEVITCH. — *Les Concessions étrangères en Russie Soviétique*, dans la *Revue Economique Internationale*, novembre 1927, volume IV, n^o 2.
- ISCHCHANIAN (Doctor). — *Die ausländischen Elemente in der russischen Volkswirtschaft*, Berlin, 1913.
- ISSAIEF A. — *Aperçus sur le présent et l'avenir de l'Etat Economique de la Russie*, Paris, Giard et Brière, 1897.
- A. Y. KAMINKA. — *Compagnies Actionnaires*, 2 volumes, Saint-Pétersbourg, 1902.

KHOBSKY. — *La terre et le cultivateur*, 2 volumes, Saint-Pétersbourg, 1897.

V. KLIOUTCHEVSKI (Professeur). — *Cours d'Histoire Russe*, 3^e édition, volume I, Moscou, 1908.

KOVALEWSKY (Maxime), Académicien, ancien Professeur à l'Université de Moscou. — *Le Régime Economique de la Russie*, Paris, Giard et Brière, 1890.

LEHMAN H. — *Die Geschichtliche Entwicklung des Actienrechts bis zum Code de Commerce*, Berlin, 1895.

C. LESCOEUR. — *Essai historique et critique sur la législation des Sociétés Commerciales, en France et à l'Etranger*, Paris, 1877.

J. LEVIN. — *Der heutige Zustand der Aktienhandelsbanken in Russland*, Berlin, 1907.

LÉONARD J. LEWERY. — *Foreign Capital investments in Russian Industries and Commerce*, Washington, Département of Commerce, Bureau of foreign and domestic Commerce, 1923.

LOCRE. — *Esprit du Code de Commerce*.

LOCRE. — *La Législation Civile, Commerciale et Criminelle*, tome XVII.

M^{lle} LUBIMENKO (Inna). — *Les Marchands Anglais en Russie au XVII^e siècle*, publié dans la *Revue Historique*, tome CXLI, Paris.

M^{lle} LUBIMENKO (Inna). — *Histoire des relations commerciales de la Russie avec l'Angleterre*, Saint-Pétersbourg, 1913.

LYON-CAEN et RENAUD. — *Traité de Droit Commercial*, 5^e édition, tome second, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1926.

A. MANIKOVSKI (Général). — *Barittaillement de l'Armée Russe en munitions pendant la guerre de 1914-1918*, Prague, 1923.

MENDELEÏEFF (Professeur). — *Tarif raisonné*, 2 volumes, Saint-Pétersbourg, 1892.

MERMEIX. — *Les négociations secrètes et les quatre armistices*, Paris, 1921.

MILIOUKOV (Professeur à l'Université de Moscou). — *Essais sur l'Histoire de la Civilisation Russe*, Paris, 1901.

- NAMUR P. (Professeur de l'Université de Liège). — *Le Code de Commerce Belge révisé, interprété par les travaux préparatoires des lois nouvelles, par la comparaison avec la législation antérieure et par la Doctrine et la Jurisprudence*, Bruxelles, Bruylant-Christophe et Cie, 1876.
- OGANOVSKY N. P. (Professeur). — *Etudes de Géographie Economique en rapport avec l'économie mondiale, d'après les derniers matériaux statistiques*, 2^e édition, Moscou, 1924.
- P. W. OLL. — *Les Capitaux étrangers en Russie*, Œuvres de l'Institut des Etudes Economiques, Petrograd, Commissariat du Peuple aux Finances, 1922.
- PARDESSUS. — *Collection des lois maritimes*.
- PETIT E. — *Traité élémentaire de Droit Romain*, 9^e édition, Paris, 1925.
- PETRAITZKY (Professeur). — *La Compagnie Actionnaire*, Saint-Petersbourg, 1897.
- A. RAFFALOVICH. — *Les Grandes Banques d'Emission*, Paris, Félix Alcan, 1914.
- ROUDSKY E. — *Sociétés par Actions*, dans le recueil *La Russie à la fin du 19^e siècle*, ouvrage publié par la Commission Impériale de Russie à l'Exposition Universelle de Paris, sous la Direction de M. W. de Kovalewsky, Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances, Paris, 1900.
- SCHWEBEMEYER. — *Das Aktiengesellschaft-Bank-Versicherungs-Wesen in England*.
- SCHMOLLER. — *Die Geschichtliche Entwicklung der Unternehmungen* (dans *Jahrbücher für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, XIII).
- SHAROUD. — *Rentabilité des entreprises actionnaires durant la guerre*, dans le *Messenger des Finances, de l'Industrie et du Commerce*, année 1917, tome III, n^{os} 31 et 33.
- SIEVEKING. — *Genueser Finanzwesen mit besonderer Berücksichtigung der Casa di S. Giorgio*, 2 volumes.
- L. D. SINITZKY (Professeur). — *Manuel de Géographie Economique de l'U.R.S.S.*, 2^e édition complétée et corrigée, Moscou, 1925.

- STAUB H. — *Kommentär zum Handelsgesetzbuche*, tome I, Berlin, 1900.
- TARDIEU. — *La Paix*, Paris, 1921.
- TOLSTOÏ. — *The first forty years of intercourse between England and Russia*, Saint-Pétersbourg, 1875 (texte anglais).
- TOUGAN-BARANOVSKY (Professeur). — *Influence de la guerre sur l'Economie Nationale Russe*, dans le recueil intitulé : *Les questions de la Guerre mondiale*, Petrograd, 1915.
- N. VANAG. — *Le Capital financier en Russie à la veille de la Guerre mondiale*, Moscou, édition de l'Université Communiste portant le nom de Sverdlow, 1925.
- A. WAHL. — *Précis Théorique et Pratique de Droit Commercial*, Paris, Sirey, 1922.
-

DEUXIÈME PARTIE

TEXTES LÉGISLATIFS

- Code Civil de la Russie Soviétique, traduit par les professeurs J. Patouillet et R. Dufour, avec préface du professeur Lambert, Bibliothèque de l'Institut de Droit Comparé de Lyon, tome 9, Paris, Marcel Giard, 1927.
- Izvestia* du 1^{er} juillet 1917 au 12 juin 1933. Partie officielle. Décrets et dispositions du Gouvernement Soviétique.
- « La Législation de la Presse », Moscou, édition juridique du Commissariat du Peuple de la R.S.F.S.R. pour la Justice, 1927.
- Recueil des Lois de l'U.R.S.S., 1922.

DOCUMENTATION STATISTIQUE, MÉMOIRES ET RAPPORTS DIVERS

- Annuaire Statistique de la Russie pour 1915.
- Bulletins Economiques de l'Institut de Conjoncture, Moscou, collections 1924 et 1925, édition financière du Commissaire du Peuple aux Finances.

- Le Capital Privé dans l'Economie Nationale de l'U.R.S.S., recueil édité par le Sovnarkhoze (Conseil Supérieur Panrusse de l'Economie Nationale) de l'U.R.S.S., Moscou, 1927.
- Les Chiffres de Contrôle du Gosplan, Moscou, 1926-1927.
- Les Chiffres de Contrôle du Gosplan, Moscou, 1927-1928.
- Le Commerce Privé de l'U.R.S.S., recueil, Moscou, édition du Commissariat du Peuple au Commerce, 1927.
- Décisions du Conseil des Commissaires du Peuple, années 1929 à 1932.
- L'Economie Nationale de la Russie en 1920, recueil, Berlin, édition de la rédaction de l'*Economitcheskaja Jizn*, 1921 (en russe).
- L'Economie Nationale de la Russie en 1921, recueil, Berlin, édition de la rédaction de l'*Economitcheskaja Jizn*, 1922 (en russe).
- « Institut de Conjoncture », Moscou, édition financière du Commissaire du Peuple, 1925 (brochure tirée en 500 exemplaires).
- « Le Plan Quinquennal », édition du Gosplan, Moscou, 1928.
- Les Procès-Verbaux du Comité Central du Parti Communiste Panrusse, période d'août 1917 à février 1948, sous la rédaction de M. A. Savelieff, Moscou, 1929, éditions de l'Etat.
- Rapport du Commissariat du Peuple à l'Agriculture pour 1921, Moscou, 1922.
- Rapport sur les conditions économiques de la Russie, traitant spécialement de la famine de 1921 et 1922 et de la situation de l'agriculture, Genève, Société des Nations, 1922.
- Recueil de données sur l'industrie agricole, publié par l'ancien Ministère russe de l'Agriculture, Saint-Petersbourg, 1905-1906.
- Recueils des renseignements statistiques sur l'U.R.S.S., pour les années 1918-1923.
- Recueil « Le Droit de la Russie Soviétique », composé par les professeurs de la Faculté de Droit russe à Prague, Prague, éditions « La Flamme », 1925.
- Recueil « Sur les voies de l'Edification Socialiste », Moscou, 1927.
- Revue hebdomadaire du Commissariat de la Justice, Moscou, 1922.
- La Situation Economique de l'Union Soviétique, recueil rédigé par un groupe de professeurs de l'Institut d'Etudes Economiques de Moscou, édité en français, Paris, Marcel Giard, 1926.
- Statuts de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., 2^e édition, Leningrad, Académie des Sciences, 1927.

Travaux de la Direction Centrale de Statistique, volume xviii, Moscou, Direction Centrale de Statistique, 1924 (notamment les études de Doubenetzky, Popoff, Mikhailovsky, Polozoff et Schoub).
Travaux du 1^{er} Congrès des Sovnarkhoz (Conseil d'Economie Nationale), Moscou, 1918.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Agence Economique et Financière, Paris, supplément russe du 29 mars 1929.
Banque de l'Etat, Bulletin Economique, IV^e année, Moscou, 1929.
Berliner Rundschau, 1930.
Berliner Tagelbatt, 1925 à 1930.
Bulletins du Cabinet Economique du professeur S. N. Prokopovitch, n^{os} 1 à 87, Prague.
Daily Mail, Londres, 1930.
Daily News, Londres, 1929.
Deutsche Allgemeine Zeitung, 1928-1929.
Deutsche Bergwerkszeitung, 1929.
Deutsche Volkswirt, 1928.
Economitcheskaja Jizn, collection du 1^{er} juillet 1917 au 12 juin 1933.
Economitcheskoïe Obozrénie (Revue Economique), 1924 à 1929.
L'Etudiant Rouge, revue communiste, année scolaire 1928-1929 (Editions de l'Etat), n^{os} 14 et 19.
Financial News, 1926 à 1933.
Financial Times, Londres, 1927.
Folksville (organe des « trotskistes » allemands), 1928.
Fossiche Zeitung, 1928 à 1930.
Germania, 1930.
Information Financière, Paris, collection de 1927 au 12 juin 1933.
Izvestia, collection du 1^{er} juillet 1927 au 12 juin 1933.
The Journal of Commerce and Commercial Bulletin, organe de la Mission Commerciale Soviétique à Londres, 1926.
Koelnische Zeitung, 1929 à 1931.
Krasnaïa Gazeta (La Gazette Rouge), collection, 1919 à 1931.
Krasnaïa Nov (La Vie Nouvelle Rouge), 1921.
Krasnoïe Priouralie (La Région de l'Oural Rouge), 1931.
Krasnoïe Tchernomorié (La région de Tchernomorié Rouge).

- Krasny Loutch* (Le Rayon Rouge), 1931.
Messenger du Commerce et de l'Industrie, 1923.
Nakanounié (La Veille), 1922.
Neue Freie Presse, Vienne, 1930.
Novaïa Jizn, 1918.
Novy Pout, 1921.
Parijsky Vestnik (organe officiel des Soviets à Paris), 1926.
Posslednia Novosti (Les Dernières Nouvelles), Paris, 1926 à 1933.
Pravda, collection du 1^{er} juillet 1917 au 12 juin 1933.
Le Proletariat de Kiev, 4 février 1929.
Rabotchaïa Gazeta (La Gazette Ouvrière), 1927 à 1929.
Rabotchaïa Moskva (Moscou Ouvrière), 1928.
Radio Soviétique, Moscou, 1929.
Revue Les Finances et l'Economie Nationale, 1926.
The Scotchman, Edimbourg, article de M. Sarolea, 1923.
Sovietskaïa Torgovlia (Le Commerce Soviétique), 1928.
Tägliche Rundschau, 1928.
Telegraphe Union, Berlin, 1929.
Times, 1926 à 1933.
Torgovo-Promischlennaïa Gazeta, collections 1924 à 1929.
Troud (Le Travail), Organe Central Communiste des Syndicats Ouvriers, collections 1924 à 1930.
Vetcherniaïa Moskva (Moscou Soir), 1929 à 1931.
Viestnik Finansov (Messager des Finances), organe du Commissariat du Peuple aux Finances, collections de 1923 à 1928.
Viestnik Promysloroï Koopératzii (Revue des Coopératives de production), 1927.
La Vie Economique des Soviets, Paris, 1928 à 1931.
Vorwaerts, Berlin, 1928.
Za Industrializatsiou, collections 1930 et 1931.

TRAITÉS, MONOGRAPHIES ET ARTICLES DIVERS

- AXELROD (Alexandre). — *L'Œuvre Economique des Soviets*, Paris, J. Povolotzky et Cie, 1920.
BOUKHARINE. — *L'A.B.C. du communisme*, Moscou, Editions de l'Etat, 1925.

BOUTKOVSKI. — *Les concessions étrangères dans l'Economie de l'U.R.S.S. en 1928*, Moscou, 1929.

Basile ELIACHEVITCH (Professeur), Baron Boris NOLDE (Professeur) et Paul TAGER, avec le concours de nombreux juristes et professeurs de Droit russe, avec la préface par le professeur H. CAPITANT. — *Traité de Droit Civil et Commercial des Soviets*, 3 volumes, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1930.

ELISTRATOV. — *Droit Administratif de la R.S.F.S.R.*, Leningrad, éditions de l'Etat, 1928.

E. EPSTEIN. — *Les Banques de Commerce Russes, leur rôle dans l'évolution économique de la Russie, leur nationalisation*. Paris, Marcel Giard, 1925.

Docteur FUNKE. — *Russlands neue Wirtschaftspolitik, Ost Europa Institut in Breslau*, Leipzig, Teubner, 1922.

W. GELEZNOFF (Professeur). — *La Situation Economique de l'U.R.S.S. et son évolution actuelle*, dans le recueil : *La Situation Economique de l'Union Soviétique*, Paris, Marcel Giard, 1926.

GOICHBARG. — *Droit Economique de la R.S.F.S.R.*, volume 1^{er}, Moscou, 1923.

A. DE GOULEVITCH. — *Les Concessions et les Sociétés Mixtes en Russie Soviétique*, *Revue Economique Internationale*, novembre 1925, volume IV, n° 2.

A. ISSAIEFF. — *Le chômage dans l'U.R.S.S. et lutte contre le chômage en 1917-1924*, Moscou, Commissariat du Peuple au Travail, 1924.

A. IOFFÉ. — *Le travail des concessions est-il possible en U.R.S.S. ?*, dans les *Izvestia* et *l'Economitcheskaja Jizn* du 13 février 1917.

I. KHODOROVSKI. — *Le Marché du Travail en Russie durant l'année 1918*, Moscou, Commissariat du Peuple au Travail, 1918.

Ev. KOMNINE. — *Encore sur la tête de Méduse*, article dans le *Roul* du 3 août 1923, Berlin.

- I. S. KONDOUROUCHKINE (Procureur Soviétique). — *Le Capital Privé dans la Justice Soviétique. Voies et méthodes de la formation des capitaux d'après les dossiers de l'Inspection et des Tribunaux en 1918-1926*, Moscou-Leningrad, Editions de l'Etat, 1927.
- KRAMAROV. — *Qu'est-ce qui entrave l'échange commercial ?*, dans *l'Economitcheskaja Jizn* du 27 juin 1921.
- LARINE. — *Le Capital Privé dans l'U.R.S.S.*, Moscou-Leningrad, Editions de l'Etat, 1927.
- LÉNINE. — *La maladie infantile du Communisme (Le Communisme de gauche)*, Paris, Edition de *L'Humanité*, 1921.
- LÉNINE. — *Œuvres Choiesies*, Moscou, Editions de l'Etat, 1925.
- LÉNINE. — *Œuvres Complètes*, tomes I à XVIII, Moscou, Editions de l'Etat.
- LÉNINE. — *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Paris, Librairie de *L'Humanité*, 1921.
- MARKOFF (Professeur). — *La Répartition (Prodrazverstka) et l'impôt en nature*, Berlin, 1923-1924 (en russe).
- S. P. MELGOUNOFF (membre de l'Union Académique russe). — *La Terreur rouge en Russie (1918-1924)*, Paris, Payot, 1927.
- B. MIRKINE-GUETZEVITCH. — *La théorie générale de l'Etat Soviétique*, Paris, Marcel Giard, 1928.
- B. MIRKINE-GUETZEVITCH. — *Les Droits de l'homme en Russie Soviétique*, Paris, Ligue des Droits de l'Homme, 1927.
- POPOFF. — *Production des céréales en R.S.F.S.R. et les autres républiques fédérées faisant partie de l'U.R.S.S.*, Moscou, 1921.
- A. RYKOFF. — *Dix années de lutte et d'édification. Rapport au Congrès International des Amis de l'Union Soviétique*, Paris, Bureau d'Editions, de Diffusion et de Publicité, 1928.
- Jacques SADOUL. — *Quarante lettres de Jacques Sadoul*, Paris, Librairie de *L'Humanité*, date de l'édition non précisée.
- Charles SAROLÉA (Professeur). — *Ce que j'ai vu en Russie Soviétique*, Paris, Hachette, 1925.
- I. SEGAL. — *Les voies de retraite du Capital privé*, Moscou, Edition: du Gosplan, 1930.

- SLAVINE. — *Les Institutions Judiciaires et la Nouvelle Politique Economique*, dans la *Revue Hebdomadaire du Commissariat de la Justice*, Moscou, 1922, n° 1.
- STALINE. — *Discours sur les six tâches nouvelles de l'Economie Soviétique*, prononcé à la Conférence des dirigeants de l'industrie (texte français), Paris, Valois, 1931.
- STALINE. — *Discours sur le Plan Quinquennal*, Rapport politique au Comité Central du Parti Communiste Russe (texte français). 2^e édition, Paris, Valois, 1931.
- TROTSKY. — *Avènement du bolchevisme*, Paris, E. Chiron, 1920.
- TROTSKY. — *Communisme et Terrorisme*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1920.
- TROTSKY. — *Entre l'Impérialisme et la Révolution*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1922.
- TROTSKY. — *La Situation réelle en Russie*, Berlin, 1928.
- TROTSKY. — *Les Leçons d'octobre*, Moscou, 1924.
- TROTSKY. — *Lettre directive du 21 octobre 1928*.
- Robert VAUCHER. — *L'Enfer bolchevik à Petrograd*, Paris, 1929.
- Alexandre WIKSTEAD. — *Lief under the Soviets*, Londres, 1928.
- S. ZAGORSKY. — *La République des Soviets, Bilan Economique*, Paris, Payot, 1921.
- S. ZAGORSKY. — *L'Evolution actuelle du Bolchevisme russe*, Paris, Povolotzky et Cie, 1921.
- G. ZINOVIEFF. — *N. Lénine, V. I. Oulianoff*, Petrograd, 1918.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

DE LA SOCIÉTÉ ANONYME

Section I. — Notion de la société anonyme.....	1
Section II. — Conception de la personnalité juridique appliquée aux sociétés anonymes.....	21
Section III. — Intervention légale dans la vie et le fonctionnement des sociétés anonymes.....	24
Section IV. — Antécédents historiques des sociétés anonymes.....	36

PREMIÈRE PARTIE

SOCIÉTÉS DE CAPITAUX EN RUSSIE IMPÉRIALE

CHAPITRE PREMIER

Sociétés par actions en Russie du XVI^e siècle jusqu'à l'abolition du servage en 1861 :

Section I. — Développement des sociétés par actions.....	51
Section II. — Evolution générale du pays.....	58

CHAPITRE DEUXIÈME

Sociétés par actions en Russie de l'abolition du servage en 1861 jusqu'à la guerre de 1914-1918 :

Section I. — Evolution générale du pays.....	65
Section II. — Développement des sociétés par actions.....	99

CHAPITRE TROISIÈME

Les capitaux étrangers dans les Sociétés par actions travaillant en Russie :

Section I. — Développement des investissements étrangers en 1861-1914.....	121
Section II. — Positions du capital étranger dans l'économie russe.....	125

CHAPITRE QUATRIÈME

Méthodes de pénétration et rôle du capital étranger dans les différentes branches de l'économie russe :

Section I. — Banques.....	137
Section II. — Industrie métallurgique.....	145
Section III. — Constructions mécaniques, du matériel des chemins de fer et navales.....	155
Section IV. — Industrie minière : charbonnages, industrie du naphte, métaux de couleur.....	165
Section V. — Industrie dite légère : textiles, industrie électrotechnique, industrie sucrière, industrie du caoutchouc, verreries et cristalleries, industrie du tabac, industrie des allumettes.....	179

CHAPITRE CINQUIÈME

Sociétés par actions en Russie durant la guerre de 1914-1918 :

Section I. — Evolution générale du pays.....	186
Section II. — Développement des sociétés par actions.....	208

DEUXIÈME PARTIE

SOCIÉTÉS DE CAPITAUX EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

CHAPITRE PREMIER

Période du communisme intégral, dit « communisme de guerre » (1917-1921) :

Section I. — Méthodes bolcheviques de la lutte pour le pouvoir.....	233
Section II. — Destruction du régime économique bourgeois et organisation de l'économie socialiste.....	249
Section III. — Conséquences de la socialisation pour l'industrie russe.....	256
Section IV. — Conséquences de la socialisation pour l'agriculture russe : appauvrissement des campagnes; résistance paysanne (fuite devant le rouble; diminution des aires d'ensemencement); répression gouvernementale et luttes à main armée pour la possession du blé.....	263

Section V. — La famine de 1921 et 1922.....	274
Section VI. — Capitulation du communisme intégral et avènement de la « Nep », avec retour aux sociétés de capitaux..	281

CHAPITRE DEUXIÈME

Période de la « Nep », influence de ce régime sur les différentes sources d'information scientifique :	288
Section I. — Connaissance directe des faits et des milieux..	289
Section II. — La Presse.....	292
Section III. — La Doctrine.....	297
Section IV. — La Jurisprudence.....	315
Section V. — La Statistique.....	316

CHAPITRE TROISIÈME

Le Capital privé russe en U.R.S.S. durant l'application de la « Nep » :	329
Section I. — Période de la libre activité du capital privé (1921-1923).....	330
Section II. — Période des restrictions (octobre 1923-septembre 1924).....	340
Section III. — Période de la « Nouvelle tactique dans le domaine du commerce » (octobre 1924-septembre 1926).....	345
Section IV. — Développement des Sociétés par actions russes durant la période de la « Nep ».....	358
Section V. — Période « d'expulsion du capital privé » (fin 1926-1930).....	370

CHAPITRE QUATRIÈME

Les concessions étrangères en Russie Soviétique :

Section I. — L'idée du recours de l'économie soviétique aux capitaux étrangers et les institutions créées pour sa réalisation.....	390
Section II. — Régime des concessions et des Sociétés mixtes de 1921 à 1928.....	400
Section III. — Résultats de la politique concessionnaire des Soviets en 1918-1928.....	416
Section IV. — Effort du Gouvernement Soviétique en 1928 : Nouveau programme de concessions.....	426

Section V. — Effort du Gouvernement Soviétique en 1928 : Contrat-type.....	436
Section VI. — Effort du Gouvernement Soviétique en 1928 : Campagne de presse en faveur des concessions étrangères..	439
Section VII. — Résultats décevants des mesures prises en 1928.....	448
Section VIII. — Liquidations nombreuses des concessions étrangères en 1929-1930 et revirement de l'attitude soviétique à l'égard des concessions existantes.....	460
Section IX. — Procès de la Lena Goldfields : déclaration de guerre aux concessions étrangères.....	469
Section X. — Abandon de la politique des concessions étran- gères par le Gouvernement Soviétique.....	489

CHAPITRE CINQUIÈME

Les causes de la décadence des concessions étrangères dans l'U.R.S.S. :

Section I. — Point de vue soviétique.....	504
Section II. — Antagonisme de principe et hostilité ouverte ou latente des organisations soviétiques à l'égard des conces- sions capitalistes.....	517
Section III. — Absence de la notion de Droit dans la vie so- viétique.....	525
Section IV. — Domination économique du Gouvernement So- viétique.....	539
Section V. — Question ouvrière.....	553
Section VI. — L'insécurité des biens et des personnes : Le Guépéou et l'incertitude de la politique soviétique.....	582
Conclusion.....	634
Bibliographie.....	641
Table des Matières.....	654

ERRATA

Page 2, § 2, 5^e ligne : *la sociétés*, lire : *la société*.

Page 4, 3^e ligne : *actions possédés*, lire : *actions possédées*.

Page 10, 2^e alinéa, 1^{re} ligne : *le principe de personnalité*, lire : *le principe de la personnalité*.

Page 11, § 17, 2^e ligne : *des entreprises*, lire : *d'entreprises*.

Page 12, § 18, 2^e alinéa, 4^e ligne : *l'acquiitiion*, lire : *l'acquisition*.

Page 15, § 23, avant-dernière ligne : *à première occasion*, lire : *à la première occusion*.

Page 15, § 24, 1^{er} alinéa : *d'ailleurs, ni les méthodes..., ni la psychologie*, lire : *d'ailleurs, les méthodes... et la psychologie*.

Page 16, 3^e alinéa, 3^e ligne : *sociétés fondés*, lire : *sociétés fondées*.

Page 16, 4^e alinéa, 5^e ligne : *qu'il organise*, lire : *qu'il organisait*.

Page 16, 4^e alinéa, 5^e ligne : *dont il fera*, lire : *dont il ferait*.

Page 17, § 25, 1^{er} alinéa : *réaction survenu*, lire : *réaction survenue*.

Page 18, § 26, 10^e ligne : *aux résultats...*, lire : *à des résultats...*

Page 27, 1^{re} ligne : *de la non-opposabilité*, lire : *de non-opposabilité*.

Page 27, dernier alinéa, 2^e ligne : *de publicité*, lire : *de la publicité*.

Page 32, § 48, 4^e alinéa, 1^{re} ligne : *ils ont droit*, lire : *ils ont le droit*.

Page 36, renvoi 4 : *Pompinus*, lire : *Pomponius*.

Page 37, § 54, 3^e alinéa, 7^e ligne : *il n'a recours*, lire : *il n'a eu recours*.

Page 41, 1^{er} alinéa, 3^e ligne : *au bul financier*, lire : *à but financier*.

Page 41, 2^e alinéa, 13^e ligne : *Lucca*, lire : *Lucques*.

Page 43, renvoi 2, dernière ligne : *cette entreprises*, lire : *cette entreprise*.

Page 47, § 67, 1^{re} ligne : *au XVI^e et XVII^e siècles*, lire : *aux XVI^e et XVII^e siècles*.

Page 48, § 68, 3^e alinéa, 1^{re} ligne : *nous nous sommes fixés*, lire : *nous nous sommes fixé*.

Page 48, § 69, 1^{er} alinéa, 1^{re} ligne : *du monde d'affaires*, lire : *du monde des affaires*.

Page 56, § 76, 2^e ligne : *privileges*, lire : *privilèges*.

Page 67, renvoi 1 : *démembrement*, lire : *dénombrément*.

Page 75, § 95, 7^e ligne : *750.000 de déciatines*, lire : *750.000 déciatines*.

Page 82, 3^e alinéa, 1^{re} ligne : *réalisées*, lire : *réalisés*.

Page 85, 3^e alinéa, 6^e ligne : *fibres produits*, lire : *fibres produites*.

Page 94, § 108, 2^e alinéa, 2^e ligne : *recueiel*, lire : *recueil*.

Page 99, renvoi 2, 1^{re} ligne; page 109, renvoi 1, dernière ligne; page 112, renvoi 2, 2^e ligne; page 145, renvoi 2, dernière ligne; page 168, renvoi 2 : *Charkoff*, lire : *Kharkoff*.

Page 138, avant-dernière ligne : *augmente*, lire : *augmenté*.

Page 141, 2^e alinéa, 8^e ligne : *titres représentées*, lire : *titres représentés*

Page 150, 3^e alinéa, 6^e ligne : *état de chose*, lire : *état de choses*.

Page 154, 11^e ligne : *à conditions*, lire : *à condition*.

Page 158, 5^e alinéa : *contre ce projet*, lire : *contre ce projet*.

Page 159, 4^e alinéa, 2^e ligne : *mécanique*, lire : *mécaniques*.

Page 173, 2^e ligne : *germano-russe*, lire : *germano-russes*.

Page 190, dernière ligne du texte : *en ont construits*, lire : *en ont construit*.

Page 196, 3^e alinéa, 3^e ligne : *23.700.000 de pouds*, lire : *23.700.000 pouds*.

- Page 200, 3^e alinéa, 3^e ligne : *stocks du coton*, lire : *stocks de coton*.
- Page 201, 3^e alinéa, 3^e ligne : *supérieurs*, lire : *supérieures*.
- Page 220, avant-dernière ligne : *billets à ordres*, lire : *billets à ordre*.
- Page 225, 1^{re} ligne : *des fonds*, lire : *de fonds*.
- Page 227, 3^e ligne : *des choses*, lire : *de choses*.
- Page 231, renvoi 2, 2^e ligne : *de commrce*, lire : *de commerce*.
- Page 264, § 245, 12^e ligne : *périodique*, lire : *périodique*.
- Page 278, § 256, 2^e ligne : *sugestifs*, lire : *suggestifs*.
- Page 296, § 281, 15^e ligne, 18^e ligne : *Indistrialisatziou*, lire : *Industrialisatziou*.
- Page 297, § 281, 7^e ligne : *Indistrialisatziou*, lire : *Za Industrialisatziou*.
- Page 297, renvoi 1 : *10 février 1933*, lire : *10 février 1932*.
- Page 314, § 297, 2^e alinéa, 3^e ligne : *clcul*, lire : *calcul*.
- Page 327, § 315, 6^e ligne : *exclusivemnet*, lire : *exclusivement*.
- Page 339, § 329, 5^e ligne : *soumis*, lire : *soumises*.
- Page 341, § 331, 1^{re} ligne : *8 janvier 1915*, lire : *8 janvier 1925*.
- Page 353, § 344, 4^e ligne : *élevée*, lire : *élevées*.
- Page 356, § 349, 10^e ligne : *quelque cas*, lire : *quelques cas*.
- Page 357, § 350, 4^e, 5^e ligne : *l'indépendace*, lire : *l'indépendance*.
- Page 368, § 362, 1^e ligne : *conciler*, lire : *concilier*.
- Page 386, 2^e colonne du 1^{er} tableau : *seteur*, lire : *secteur*.
- Page 400, 3^e alinéa, 3^e ligne : *10 ouvrier*, lire : *10 ouvriers*.
- Page 430, 12^e ligne : *120 tonnes*, lire : *120.000 tonnes*.
- Page 437, 4^e alinéa, 12^e ligne : *l'étranger*, lire : *l'étranger*.
- Page 444, § 434, 4^e ligne : *prégogatives*, lire : *prérogatives*.
- Page 449, 2^e ligne : *présentées*, lire : *présentés*.
- Page 452, 7^e ligne : *état des choses*, lire : *état de choses*.
- Page 458, 5^e alinéa, 1^{re} ligne : *oficiels*, lire : *officiels*.
- Page 464, 2^e alinéa, 3^e ligne : *des fabriques*, lire : *de fabriques*.
- Page 490, § 475, 1^{re} ligne : *les porte-paroles*, lire : *les porte-parole*.
- Page 496, 4^e ligne : *incroyabe*, lire : *incroyable*.
- Page 500, § 483, 3^e alinéa : *qu'il avaient*, lire : *qu'ils avaient*.
- Page 502, 2^e alinéa, 7^e ligne : *du peuples*, lire : *du peuple*.
- Page 505, § 488, 4^e ligne : *le caractères*, lire : *le caractère*.
- Page 532, 2^e alinéa, 2^e ligne : *intégrale*, lire : *intégrante*.
- Page 553, 2^e ligne : *pus la circulaire*, lire : *par la circulaire*.
- Page 563, 2^e alinéa, 9^e ligne : *du fonds*, lire : *du fond*.
- Page 620, renvoi 4, 3^e ligne : *bourg*, lire : *bourgs*.
- Page 644, 1^{re} ligne : *Word*, lire : *World*.
- Page 648, 15^e ligne : *Commissaire du Peuple*, lire : *Commissariat du Peuple*.
- Page 649, 11^e ligne : *Tagteblatt*, lire : *Tageblatt*.
- Page 653, Alexandre Wikstead : *lief*, lire : *life*.

